L'Asie du Sud-Est 2025

Bilan, enjeux et perspectives

Sous la direction
de Gabriel FACAL et Jérôme SAMUEL

IRASEC



Institut de recherche sur l’Asie du Sud-Est contemporaine

L’Asie du Sud-Est 2025

Bilan, enjeux et perspectives

Sous la direction de Gabriel Facal et Jérôme Samuel

DOI : 10.4000/13g8l
Éditeur : Institut de recherche sur l’Asie du Sud-Est contemporaine
Lieu d’édition : Bangkok
Année d’édition : 2025
Date de mise en ligne : 11 mars 2025
Collection : Asie du Sud-Est
ISBN numérique : 978-2-35596-083-3



https://books.openedition.org

Édition imprimée
Nombre de pages : 482

RÉFÉRENCE NUMÉRIQUE

Facal, Gabriel, et Jérôme Samuel, éditeurs. *L’Asie du Sud-Est 2025*. Institut de recherche sur l’Asie du Sud-Est contemporaine, 2025, https://doi.org/10.4000/13g8l.

RÉSUMÉ

Chaque année, l’Institut de recherche sur l’Asie du Sud-Est contemporaine (IRASEC), basé à Bangkok, mobilise une vingtaine de chercheurs et d’experts pour décrypter l’actualité régionale.

L’Asie du Sud-Est – véritable carrefour économique, culturel et religieux – constitue un espace unique d’articulation des diversités sur la longue durée et qui le demeure aujourd’hui plus que jamais. La collection *Asie du Sud-Est. Bilan, enjeux, perspectives*, suit au fil des ans l’évolution des grands enjeux contemporains dans cette région continentale et insulaire de plus de 670 millions d’habitants, pour en comprendre les États et sociétés qui la constituent, ainsi que les dynamiques d’intégration régionale et de connectivités avec le reste du monde.
L’Asie du Sud-Est 2025 propose une analyse synthétique et détaillée des principaux événements politiques, économiques, sociaux, environnementaux et diplomatiques de l’année écoulée dans chacun des onze pays de la région, complétée par un focus sur deux personnalités de l’année et une actualité en image marquante.
L’ouvrage présente également cinq dossiers thématiques qui abordent des sujets traités à l’échelle régionale en matière sanitaire (la dengue), sociale (la société civile migrante), économique (le travail), géographique (les nouvelles capitales) et de gouvernance (les services d’eau potable).
Des outils pratiques complètent le volume, dont une fiche et une chronologie de l’année par pays, et un cahier réunissant les principaux indicateurs démographiques, sociaux, économiques et environnementaux.

GABRIEL FACAL (DIR.)

Gabriel Facal est anthropologue, actuel directeur adjoint de l’IRASEC et chercheur associé au Centre Asie du Sud-Est. Dans la province de Banten en Indonésie, ses travaux de thèse (2012) ont porté sur la relation triadique qui s’élabore entre groupes d’initiation martiale, réseaux politiques et groupes islamiques. Au cours de plusieurs contrats postdoctoraux il a élargi ses recherches pour étudier différents types de mobilisations collectives, de petites sociétés saisies par des projets de développement à des organisations identitaires au service de patrons impliqués en politique. En 2020, il a co-fondé l’Observatoire des alternatives politiques en Asie du Sud-Est (ALTERSEA), qui se veut une plateforme de construction intersectorielle de la connaissance sur les mouvements sociaux dans la région.

JÉRÔME SAMUEL (DIR.)

Jérôme Samuel est Professeur des universités (INALCO, études indonésiennes et malaisiennes), actuel directeur de l’IRASEC et chercheur associé au CASE. Ses travaux portent sur les malais (terminologies, politiques linguistiques, didactique, intelligibilité mutuelle interdialectale) et, dans un tout autre domaine, sur la peinture sous verre en Indonésie à Java et Bali.

L'Asie du Sud-Est

2025

Bilan, enjeux et perspectives

L'IRASEC

L'Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine (UAR 3142 – UMIFRE 22 CNRS MEAE) est un centre de recherche en sciences humaines et sociales, placé sous la double tutelle du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et du Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Depuis 2001, il étudie les évolutions politiques, sociales et environnementales en cours dans les 11 pays de la région. Basé à Bangkok, l'Institut accueille des chercheurs, des enseignants-chercheurs et des doctorants d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche français, qu'il accompagne dans leurs travaux. Il s'associe aussi des chercheurs de tous pays, en particulier d'Asie du Sud-Est. Il privilégie les démarches transversales et de coopération.





Avec le soutien de :



IRASEC

179 Thanon Witthayu, Lumphini, Pathum Wan,

Bangkok 10330, Thaïlande

www.irasec.com

L'Asie du Sud-Est 2025

Bilan, enjeux et perspectives

Sous la direction de Gabriel Facal et Jérôme Samuel

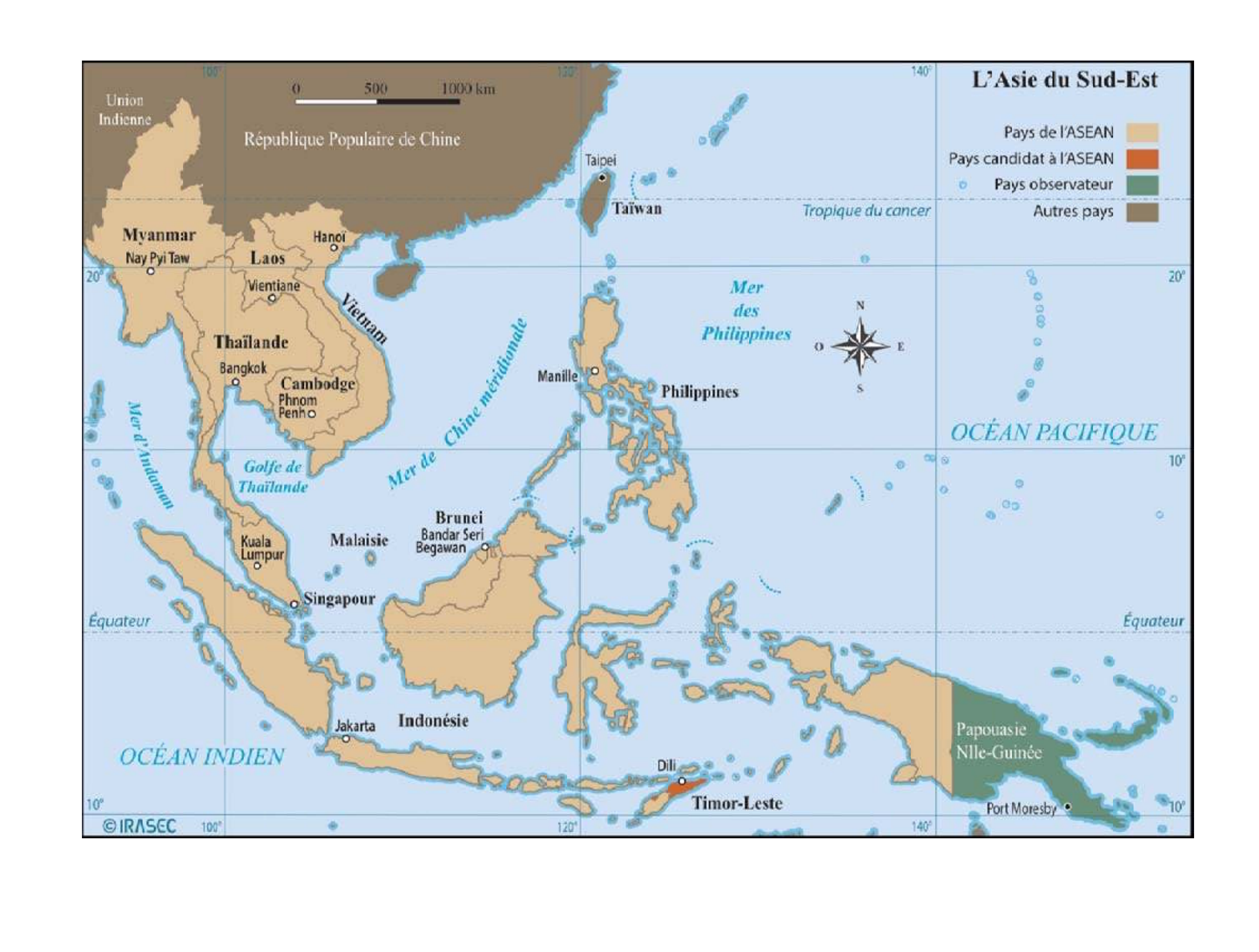
Contributeurs :

Catherine Baron, Loïs Bastide, François-Xavier Bonnet, Sébastien Boyer
Christine Cabasset, Alexandre Cebeillac, Éric Daudé, David Delfolie
Jean-Philippe Eglinger, Gabriel Facal, Manuelle Franck, Éric Frécon,
Alexandre Gaudry, Tim Gascon, Florian Girond, Henning Glaser, Vincent Herbreteau,
Anas Idrissi-Gusinde, Pierre Journoud, Sarah Kerboas, Elsa Lafaye de Micheaux
Nathalie Lancret, Elisabeth Luquin, Anindrya Nastiti, Richard Paul
Muriel Périsse, Jérôme Samuel, Marie-Sybille de Vienne, Phill Wilcox

Avec la participation des stagiaires de l'IRASEC :

Clara da Silva, Polin Keo, Victor Méric et Koleti Vaitanaki

Mise en page, cartes et couverture : Bertrand Bayet


L'Asie du Sud-Est
Pays de l'ASEAN
Pays candidat à l'ASEAN
Pays observateur
Autres pays
0 500 1000 km
Union Indienne
République Populaire de Chine
Myanmar
Nay Pyi Taw
Laos
Hanoï
Vientiane
Vietnam
Thaïlande
Bangkok
Cambodge
Phnom Penh
Mer d'Andaman
Golfe de Thaïlande
Mer de Chine méridionale
Taipei
Taïwan
Tropique du cancer
Mer des Philippines
Manille
Philippines
OCÉAN PACIFIQUE
Brunei
Bandar Seri Begawan
Malaisie
Kuala Lumpur
Singapour
Équateur
Jakarta
Indonésie
OCÉAN INDIEN
Dili
Timor-Leste
Papouasie Nlle-Guinée
Port Moresby
©IRASEC

Sommaire

Les dossiers de l'année

Les pays

Chronologies de l'année 2024

Fiches pays

Cartes

Encadrés

Figures et Graphiques

Tableaux

Indicateurs-clés

Contributeurs

Catherine Baron, socio-économiste, Professeure en Études du développement au LEREPS/Sciences Po Toulouse, conduit des recherches sur la gouvernance de l'eau dans les Suds (Afrique Ouest, Indonésie, Thaïlande) et divers projets de recherche (ANR, PEPR, FMSH, Agences de l'eau, etc.). Ils portent sur : (1) l'équité dans l'accès à l'eau dans les quartiers précaires et la construction sociale des marchés de l'eau en bouteille ; (2) la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) et la circulation internationale de ces modèles. Elle mobilise la littérature sur les communs, la *political ecology*, la cocréation des connaissances et règles de gouvernance, et l'analyse relationnelle des interactions société-environnement.

Loïs Bastide est docteur en sociologie de l'École Normale Supérieure de Lyon. Il est Maître de conférences de sociologie à l'Université de la Polynésie française et chercheur associé à la Maison des Sciences de l'Homme du Pacifique (UAR 2503). Il s'intéresse aux nouvelles migrations internationales, à la question du risque, à la violence comme phénomène social, aux catastrophes et à la gestion des crises sanitaires, à partir de terrains d'enquête situés en Asie du Sud-Est, en Polynésie française et en Europe. Depuis 2004, Loïs Bastide conduit des recherches sur les migrations de travail indonésiennes, internes d'abord, puis internationales, vers la Malaisie et Singapour. En délégation CNRS à l'IRASEC de 2022 à 2024, il a développé le projet de recherche « Re-politiser le transnational : migrations féminines et politiques migrantes entre l'Indonésie, Kuala Lumpur et Singapour ».

François-Xavier Bonnet est géographe et chercheur associé à l'IRASEC. Ses recherches se concentrent sur la géopolitique des Philippines : guérillas musulmanes, processus de paix à Mindanao et disputes maritimes en mer de Chine méridionale. Il a contribué récemment à Nathalie Fau et Benoît de Tréglodé (dir.) *Mers d'Asie du Sud-Est. Coopérations, intégrations et sécurité* (CNRS Éditions,

2018) et à *Hérodote*, n° 176 (2020) avec « Cartographie des voies sous-marines en Asie du Sud-Est ». Il est aussi membre du projet de recherches Émergences de l'université de Paris (2021-2023) consacré à l'aide et aux investissements chinois en Asie du Sud-Est.

Sébastien Boyer est Directeur de recherche de l'Institut Pasteur à Paris et Responsable de l'Unité d'Entomologie Médicale et Vétérinaire à l'Institut Pasteur du Cambodge. Expert des maladies vectorielles, il se spécialise dans l'écologie des moustiques vecteurs, notamment *Aedes aegypti* et *Aedes albopictus*, ainsi que dans les stratégies de contrôle pour la santé publique. Ses recherches portent sur la compétence vectorielle afin de mieux comprendre la transmission des pathogènes. Il étudie également l'impact des changements d'utilisation des sols et du climat sur les dynamiques de transmission. Au-delà des maladies transmises par les moustiques, il examine comment les changements d'utilisation des sols, tels que la déforestation et l'urbanisation, ainsi que le changement climatique, ont un impact sur les dynamiques de transmission. Ses recherches sont essentielles pour développer des stratégies adaptatives permettant de gérer les menaces sanitaires en constante évolution dans un monde en rapide transformation.

Christine Cabasset, docteure en géographie et aménagement, est chercheuse associée au Centre Asie du Sud-Est (CASE) et à l'IRASEC dont elle a été la directrice adjointe de 2018 à 2022. Aujourd'hui, elle enseigne, notamment à l'Université catholique de Lille et à Sciences Po Lille. Elle travaille sur l'ASE/ASEAN, notamment l'Indonésie et le Timor oriental, depuis les années 1990. Ses recherches actuelles portent entre autres sur l'aménagement du territoire – en particulier des littoraux – face aux défis environnementaux et sur l'intégration et la géopolitique régionales. Parmi ses récentes publications : « Australie – Indonésie – Timor-Leste. Avec la Chine dans le viseur australien, un nouveau tournant dans les relations maritimes », *in* Michel Korinman (dir.), *Vous avez dit « Pacifique » ?* (David Reinharc Éditions, 2022) et « Urbanizing coastal areas facing environmental challenges: The case of Timor-Leste », *Géoconfluences* (2021).

Alexandre Cebeillac est géographe, ingénieur de recherche en post-doctorat à l'UMR IDEES, Normandie Université. Il travaille depuis une dizaine d'années sur la thématique de la dengue en milieu urbain, essentiellement en Asie du Sud-Est. Son domaine d'expertise repose sur le traitement de données géographiques massives et variées dont découlent de nombreuses applications, allant de la caractérisation des micro-espaces urbains à la modélisation des mobilités quotidiennes.

Éric Daudé est géographe, Directeur de recherche au CNRS en poste à l'IRASEC et chercheur associé à l'UMR IDEES, Normandie Université. Ses travaux portent sur l'évaluation quantitative des vulnérabilités des territoires et des populations face à différents aléas, qu'ils soient d'origine naturelle ou technologique, et sur la modélisation et la simulation numérique pour évaluer des mesures de mitigation et des stratégies de gestion des risques. Il est responsable de plusieurs projets financés par l'Agence Nationale de la Recherche qui portent sur la conception de modèles de simulation spatiale et l'exploration de scénarios de réduction des vulnérabilités et de gestion de crise. Il travaille depuis de nombreuses années sur les épidémies de dengue, d'abord à Delhi (Inde) puis à Bangkok (Thaïlande). Il s'intéresse également à la culture du risque des populations exposées aux maladies vectorielles et ses effets sur la prévention et la réduction des vulnérabilités.

David Delfolie est enseignant-chercheur à Sciences Po Lille. Il est aussi codirecteur de l'Institut Pondok Perancis (Kuala Lumpur), chercheur associé à l'IRASEC et membre du comité éditorial de la revue *Moussons*. Parmi ses publications, outre une contribution au collectif annuel *Asie du Sud-Est* (IRASEC) depuis 2018, on peut citer « Les Chinois musulmans en Malaisie, une population révélatrice des ambivalences religieuses et communautaires du pays » (*Bulletin de l'Observatoire international du religieux*, 44, 2023), « La stratégie malaisienne d'optimisation diplomatique avec la Chine » (*Revue diplomatique*, 2021), « Décentrer le regard sur les « Printemps arabes » à partir de l'expérience de l'Asie du Sud-Est » (*Le jeu de l'oie*, 19, 2021), ainsi que *Malaisie-Chine : une « précieuse » relation* (Carnets de l'IRASEC, 2016) avec Nathalie Fau et Elsa Lafaye de Micheaux, avec qui il a également codirigé l'ouvrage *Malaisie contemporaine* (IRASEC-Les Indes savantes, 2022).

Jean-Philippe Eglinger est docteur de l'INALCO (2005) pour une thèse intitulée « Genèse, situation actuelle et perspectives d'avenir des Compagnies Générales (tổng công ty) en République Socialiste du Vietnam à travers les sources vietnamiennes », Il occupe actuellement le poste de responsable des formations en Alternance de l'INALCO, où il est aussi chargé de cours dans les Masters Vietnamien des affaires et Communication et Formation Interculturelle. Il a publié de nombreux articles sur le Vietnam dont « Pour une « mise en valeur » de la Mer de l'Est. Le cadre politique et les moyens économiques du Vietnam », *in* P. Journoud dir., *La Mer de Chine méridionale au prisme du soft power*, Paris, L'Harmattan, 2022. Jean-Philippe Eglinger participe également au projet « Gecko » (lauréat de l'Appel à Projet Astrid 2022) porté par l'INALCO-INP Bordeaux/ENSC-IRSEM concernant un « laboratoire de conception pour les actions d'influences » sur la zone Asie-Pacifique.

Gabriel Facal est anthropologue, actuel directeur adjoint de l'IRASEC et chercheur associé au Centre Asie du Sud-Est. Dans la province de Banten en Indonésie, ses travaux de thèse (2012) ont porté sur la relation triadique qui s'élabore entre groupes d'initiation martiale, réseaux politiques et groupes islamiques. Au cours de plusieurs contrats postdoctoraux il a élargi ses recherches pour étudier différents types de mobilisations collectives, de petites sociétés saisies par des projets de développement à des organisations identitaires au service de patrons impliqués en politique. En 2020, il a co-fondé l'Observatoire des alternatives politiques en Asie du Sud-Est (ALTERSEA), qui se veut une plateforme de construction intersectorielle de la connaissance sur les mouvements sociaux dans la région.

Manuelle Franck est Professeure de géographie à l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO) et membre du Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatiques (CESSMA). Ses recherches portent sur les processus d'urbanisation, sur la question des villes secondaires et des nouvelles capitales, et sur les dynamiques d'intégration, essentiellement en Indonésie et en Asie du Sud-Est insulaire.

Éric Frécon est docteur en science politique, basé à Singapour depuis 2017. Il est actuellement chercheur associé à l'IRASEC, à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire ainsi qu'à l'École navale (Brest), où il a enseigné durant six ans. Il donne aussi des cours à l'Universiti Brunei Darussalam. Précédemment, il avait coordonné l'Observatoire Asie du Sud-Est à Asia Centre (2012-2019) et fut chercheur à la Rajaratnam School of International Studies à Singapour (2008-2011). Récemment, il a publié entre autres « L'ASEAN face à la redéfinition de sa centralité – diplomatique, opérationnelle et géographique », *Hérodote*, n° 176 (2020) et « L'influence sécuritaire chinoise à Singapour », *Études de l'IRSEM*, n° 85 (août 2021). Il a également codirigé avec Benoît de Tréglodé « Diplomatie des garde-côtes en Asie du Sud-Est », *Étude de l'IRSEM*, n° 73 (mars 2020).

Alexandre Gaudry est doctorant en aménagement de l'espace et urbanisme, au LEREPS (Sciences Po Toulouse), à l'UMR G-EAU et est partenaire de l'Agence Française de Développement dans le cadre d'un contrat CIFRE. Sa thèse porte sur l'accès à l'eau potable en dehors du modèle en réseau centralisé dans les villes des Suds, avec Dakar et Bandung comme études de cas. Elle questionne de nouvelles conceptions des services d'eau, fondées sur la normalisation croissante de l'individualisation de l'accès à l'eau de boisson, ainsi que l'émergence de nouveaux régimes sociotechniques d'accès à l'eau potable en milieu urbain.

Tim Gascon est un ancien chercheur, longtemps spécialisé sur les questions d'économie informelle et de gouvernance dans la Birmanie de l'ère Thein Sein. Basé en Asie, il continue à suivre de près les développements de l'actualité birmane.

Florian Girond est expert technique en santé publique et en surveillance des maladies transmissibles, actuellement en poste au Communicable Disease Control Department (CDC) du ministère de la Santé du Cambodge, où il est détaché par le ministère des Affaires étrangères français via Expertise France. Son travail se concentre sur la surveillance intégrée, notamment dans les domaines de la résistance antimicrobienne (AMR) et des maladies transmises par les vecteurs, en intégrant des approches « One Health » et des indicateurs environnementaux et la prise en compte du changement climatique. Sa mission inclut le développement de plateformes de

surveillance, le renforcement des capacités locales, et la facilitation de collaborations internationales.

Henning Glaser est directeur du German-Southeast Asian Center of Excellence for Public Policy and Good Governance (CPG), directeur exécutif et président du conseil d'administration de l'Asian Governance Foundation (AGF), et chargé de cours à la faculté de droit de l'université de Thammasat. Il est rédacteur en chef des revues *Asia in Review* (AiR) et *Europe in Review* (EiR), et intervient régulièrement en tant qu'expert et consultant auprès de nombreux organismes gouvernementaux et non gouvernementaux.

Vincent Herbreteau est géographe de la santé à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) dans l'unité Espace-Dev, où il est en charge du groupe de recherche « Environnement, Sociétés et Risques Sanitaires ». Il mène des recherches sur les facteurs climatiques, écologiques et sociaux qui déterminent les dynamiques spatio-temporelles des maladies (https://geohealthresearch.org/). Il développe également l'utilisation des données des satellites d'observation de la Terre pour construire des systèmes opérationnels de suivi des changements climatiques et environnementaux pour aider la surveillance des maladies liées au climat. Il a longtemps travaillé en Asie du Sud-Est, depuis sa thèse sur la géographie de la leptospirose en Thaïlande, réalisée avec les universités de Paris-Nanterre et de Mahidol, et soutenue en 2007. Depuis 2018, il est basé au Cambodge où il a co-fondé le laboratoire khmer d'observation de la Terre (KHEOBS) à l'Institut de Technologie (ITC), fortement impliqué dans les projets sur les interactions climat-santé.

Anas Idrissi-Gusinde a suivi le parcours de la filière franco-allemande de Sciences Po Lille et de l'Université de Münster. En cycle master, il a effectué un double cursus en « Stratégie, Intelligence Économique et Gestion des Risques » (Majeure SIGR, Sciences Po Lille), avec une spécialisation sur l'espace Asie-Moyen-Orient, et en « Gouvernance Internationale et Européenne » (MA, Université de Münster). En parallèle, il a accompli en qualité de *Junior Researcher* une formation par la recherche de près de deux ans en études malaises et islamiques avec l'Institut Pondok Perancis (Kuala Lumpur), qui s'est achevée en janvier 2025. Dans ce cadre, il a

réalisé trois séjours de terrain en Malaisie, mais aussi, à titre exploratoire, dans d'autres pays du sud-est asiatique et au sultanat d'Oman. Arabophone, locuteur du malais, une de ses enquêtes a notamment porté sur le tournant populiste du Parti islamique pan-malaisien (PAS).

Pierre Journoud est Professeur d'histoire contemporaine et responsable des coopérations avec le Viêtnam à l'Université Paul-Valéry Montpellier 3 où il dirige le diplôme universitaire « Tremplin pour le Vietnam ». Il a signé de nombreuses publications sur l'histoire des relations franco-vietnamiennes, des conflits indochinois et des processus de paix, dont *Dien Bien Phu. La fin d'un monde* (Vendémiaire, 2019, avec la collaboration de Dao Thanh Huyen) ; *De Gaulle et le Vietnam, 1945-1969. La réconciliation* (Tallandier, 2012), traduit en vietnamien en 2019 (NXB Đại học Sư phạm). Il a également dirigé plusieurs ouvrages collectifs sur l'histoire des relations internationales en Asie-Pacifique pendant et depuis la Guerre froide, dont *La Mer de Chine méridionale au prisme du soft power. Nouvelles approches franco-vietnamiennes d'un vieux conflit maritime* (L'Harmattan, 2022) ; *Un triangle stratégique à l'épreuve. La Chine, les États-Unis et l'Asie du Sud-Est depuis 1947* (PULM, 2022).

Sarah Kerboas est doctorante en anthropologie sociale à l'Université Toulouse Jean Jaurès depuis 2019, A.T.E.R. à l'UT2J, membre du Laboratoire Interdisciplinaire Solidarités Sociétés Territoires - Centre d'Anthropologie Sociale (LISST-CAS) ainsi que du Centre d'Asie du Sud Est (CASE). Dans le cadre de sa thèse, elle prolonge le travail ethnographique initié lors de son master, en s'intéressant à l'anthropologie du développement et de l'aide humanitaire. Son étude porte sur le rôle des intermédiaires-traducteurs-interprètes cambodgiens qui oeuvrent à la mise en relation entre les populations dites « bénéficiaires » et les acteurs humanitaires. À travers l'analyse des discours et des représentations produits par ces intermédiaires, elle interroge les enjeux de la médiation linguistique et culturelle au sein des dispositifs d'intervention humanitaire. Son travail explore également les dimensions néocoloniales de l'aide internationale ainsi que les formes d'expression du silence et de la résilience, à partir d'enquêtes ethnographiques de longue durée menées principalement à Phnom Penh, capitale du Cambodge.

Elsa Lafaye de Micheaux (Centre Asie du Sud-Est, Cnrs) est Professeure des universités en économie politique au département Asie du Sud-Est et Pacifique de l'INALCO (Paris) et responsable du réseau scientifique *ASEAN-China Norms*. Auteure de nombreuses publications sur le capitalisme malaisien et sur les investissements chinois en Asie du Sud-Est, elle a récemment co-édité le *Palgrave Handbook on Political Norms in Southeast Asia*, Palgrave Macmillan, Singapour, 2024.

Nathalie Lancret est Directrice de recherche au CNRS (Centre Asie du Sud-Est-CASE). Positionnées à l'interface entre un domaine de recherche relatif à la production de la ville et de ses architectures, et une aire culturelle, l'Asie du Sud-Est, ses recherches portent sur les transformations des espaces habités, appréhendés dans leurs dimensions matérielles, dans le mouvement de mondialisation des référents architecturaux et urbains.

Elisabeth Luquin est docteure en anthropologie sociale et ethnologie (EHESS), Maîtresse de conférences de langue et littérature philippines et responsable de la licence des études philippines à l'INALCO. Elle a effectué de nombreux terrains dans l'archipel et est membre du Centre Asie du Sud-Est. Ses domaines de recherche sont, entre autres, l'étude des rituels, des mythes, de la notion d'ancestralité ainsi que la réflexion sur la grammaire filipino-tagalog et l'approche chronologique des littératures philippines. En délégation CNRS à l'IRASEC en 2021-2023, elle travaille sur la diversité du fait religieux philippin, plus particulièrement dans les cultes/mouvements chrétiens indépendants, ainsi que sur la place des femmes dans ces cultes.

Anindrya Nastiti est Maîtresse de conférences en études de durabilité et d'ingénierie à la faculté de génie civil et environnemental (FCEE) de l'Institut de Technologie de Bandung (Indonésie). Ingénieure en environnement de formation, elle est titulaire d'un double doctorat en gouvernance de l'eau et enseigne diverses matières sur la durabilité et les sciences sociales à la FCEE.

Au FCEE. Elle a participé à plusieurs projets de recherche interdisciplinaires sur l'eau et l'assainissement, la chaleur urbaine et le changement climatique, tels que ceux financés par l'UKRI (United Kingdom Research and Innovation), le Newton

Fund (Royaume-Uni), l'Institute for Development Studies (Royaume-Uni), le PHC Nusantara (France) et la KNAW (Pays-Bas).

Richard Paul est un épidémiologiste et entomologiste en pathogènes à transmission vectorielle qui travaille sur les pathogènes transmis par les moustiques et les tiques en milieu urbain. Il se concentre sur l'épidémiologie spatiale de la dengue afin de démêler l'importance relative des facteurs socio-économiques, du climat et des facteurs urbains associés en vue de mettre en œuvre des interventions ciblées de lutte contre les moustiques dans les mégalopoles telles que Delhi, Manille et Bangkok. En parallèle, il mène des essais de lutte contre les moustiques aux Philippines en collaboration avec les autorités de santé publique locales et développe des systèmes d'alerte précoce basés sur la température et les précipitations pour la dengue en Asie du Sud-Est et les agents pathogènes transmis par les tiques en Europe. Depuis récemment, il a rejoint un projet collaboratif visant à développer des diagnostics moléculaires de terrain ponctuels pour des environnements à faible technologie.

Muriel Périsse est économiste du travail, Maîtresse de conférences à l'Université d'Artois, membre de l'UMR 9221 : Lille Economie et Management. Dans le cadre d'analyse de la diversité des capitalismes asiatiques, elle s'intéresse au marché du travail chinois et plus récemment sur l'influence des investissements chinois en Asie du Sud-Est sur la nature des relations d'emploi qui s'y développent. Son intérêt particulier se porte sur les conséquences sur le Travail du déploiement des chaînes de production chinoises et asiatiques.

Jérôme Samuel est Professeur des universités (INALCO, études indonésiennes et malaisiennes), actuel directeur de l'IRASEC et chercheur associé au CASE. Ses travaux portent sur les malais (terminologies, politiques linguistiques, didactique, intelligibilité mutuelle interdialectale) et, dans un tout autre domaine, sur la peinture sous verre en Indonésie à Java et Bali.

Marie-Sybille de Vienne a été plus de 20 ans Professeure des universités à l'INALCO, où elle a enseigné l'histoire économique et la géopolitique de l'Asie du Sud-Est. Elle est membre du Centre Asie du Sud-Est (CASE, UMR 8170) et associée

à l'IRASEC. Vice-présidente de l'INALCO en charge des relations internationales (mars 2013-mars 2017), elle dirige depuis 2006 la revue *Péninsule* et a été élue en 2021 à l'Académie des Sciences d'Outre-mer. Ses recherches portent sur les crises politiques, économiques et sécuritaires, la transformation des sociétés traditionnelles, les élites et les réseaux d'affaires. Outre une centaine de travaux scientifiques, elle a publié *Brunei, de la thalassocratie à la rente* (IRASEC-CNRS Éditions, 2012) et sa version anglaise réactualisée *Brunei, from the Age of Commerce to the 21st century* (NUS Press, 2015) ; *Thaïlande, une royauté bouddhique aux XXe et XXIe siècles* (Les Indes Savantes, 2018).

Phill Wilcox est chercheuse postdoctorante à l'université de Bielefeld, en Allemagne. Elle a obtenu son doctorat en anthropologie à Goldsmiths, Université de Londres, en 2018. Ses recherches portent sur le développement, la Chine globalisée, la culture et la société lao, et le patrimoine. Elle a publié une monographie intitulée *Heritage and the making of political legitimacy in Laos: the past and present of the Lao nation* (2021, Amsterdam University Press). Et travaille actuellement sur une deuxième monographie sur le développement au Laos.

Les trajectoires incertaines de l'Asie du Sud-Est, au centre des enjeux mondiaux

Gabriel Facal et Jérôme Samuel

Toujours dynamique, l'Asie du Sud-Est conserve un rôle géopolitique central en Indo-Pacifique, dans cette région qui s'affirme elle-même plus que jamais comme centre de gravité mondial. Les relations internationales y restent cependant marquées par une tendance, partagée, au non alignement proactif avec les deux grandes puissances que sont la Chine et les États-Unis, avec l'Inde et la Russie et sur la base de multilatéralismes, comme par exemple celui des BRICS. En octobre 2024, quatre pays en sont devenus des « partenaires » (Malaisie, Indonésie, Viêtnam et Thaïlande) – l'Indonésie y adhérant le 7 janvier 2025. À l'instar de partenaires clés de l'ASEAN comme le Japon ou l'Australie, l'Union européenne (UE) veille elle aussi à maintenir la vitalité des coopérations dans la région, freinées il est vrai par des discordances relatives aux questions de normes (sociales, politiques, environnementales). Cette année, de nouveaux programmes de coopération avec l'ASEAN ont été discutés dans le cadre de la stratégie « Global Gateway » (Passerelle mondiale) de l'UE, qui vise à mobiliser 300 milliards € pour soutenir les transitions verte et numérique dans le monde.

La diplomatie religieuse joue elle aussi un rôle significatif, pour des questions d'influence régionale, avec la visite itinérante, très célébrée, du pape François (2 au 13 septembre), d'accès à l'aide internationale (Fonds du Koweït ; Organisation de la coopération islamique) ou pour créer un climat favorable au tourisme (à l'instar du tourisme halal en Malaisie) et à l'investissement (entre pays à majorité musulmane et pays du Golfe, par exemple). Le saisissement des questions religieuses répond aussi à des enjeux de politique intérieure, comme l'indiquent les prises de position

des élus vis-à-vis de la guerre en Palestine dans les pays à majorité musulmane. D'autres persécutions à caractère ethno-religieux, à nouveau très actuelles en 2024, ont souffert de moins d'écho politique, comme celles dont sont victimes les réfugiés Rohingyas qui affluent par vagues régulières sur les côtes indonésiennes et malaisiennes.

Au sein de l'ASEAN, les différents échanges multipartites et le Forum régional de l'ASEAN (23-27 juillet à Vientiane) ne voient pas d'avancées significatives sur le dossier brûlant de la Birmanie, dont la situation est toujours plus enlisée avec, de surcroît, une implication chinoise très ambiguë, et sur celui, toujours en suspens, de l'adhésion du Timor oriental à l'Association. En revanche, la région témoigne d'accords internationaux dynamiques, par exemple pour endiguer le trafic d'êtres humains, alimenté par des réseaux d'arnaques en ligne tenaces malgré la réaction de pays plateformes, comme les Philippines, ou d'acheminement des personnes recrutées frauduleusement, telle la Thaïlande. Les États renforcent également leur coopération pour lutter contre la contrebande d'armes et le narcotrafic, avec un volume record de saisies de drogues de synthèse cette année, principalement en provenance de, ou en transit par, le Triangle d'Or. Avec l'irruption accrue de l'IA et l'intensification des faits de cybercriminalité, de nouveaux enjeux se posent dans les champs du numérique qui requièrent l'élaboration de cadres éthiques et de confidentialité des données et pour assurer la liberté d'expression, voire la liberté académique. Enfin, des efforts sont menés pour organiser une réponse coordonnée contre les violences faites aux femmes et aux petites filles, malgré des politiques domestiques encore trop rarement exigeantes.

Sur le plan de la politique intérieure, la région assistait à deux séquences électorales cruciales en Indonésie. La première concernait en février des élections générales, pour le président de la République et son vice-président, ainsi que les représentants législatifs aux échelons régionaux, provinciaux et nationaux. La seconde échéance, en novembre, voyait l'élection des 545 chefs des exécutifs régionaux (villes, départements et provinces). Marqués par des tendances contrastées, ces deux scrutins ont en commun d'affermir un peu plus la stratégie de grande coalition déjà mise en œuvre par Joko Widodo lors de la présidentielle de 2019. En Thaïlande, le 16 août, le vote conjoint de la Chambre des représentants et du Sénat a désigné pour Première ministre Mme Paetongtarn Shinawatra, fille de l'ex-Premier ministre Thaksin Shinawatra. Depuis son retour en Thaïlande en 2023, celui-ci a été détenu six mois pour lèse-majesté, libéré sur parole le 18 février 2024,

inculpé en juin, puis à nouveau gracié en août. Ces événements marquent un retour significatif de la famille Shinawatra sur la scène politique thaïlandaise, malgré les défis juridiques persistants auxquels Thaksin reste confronté. Enfin, le 25 février au Cambodge, pour la cinquième élection sénatoriale, le Cambodian People's Party (CPP) a remporté 55 des 58 sièges à pourvoir, alors que la parole de l'opposition est toujours plus fermement contrôlée. D'autres pays attestent au contraire de questionnements sur les possibilités du renouvellement politique, comme le Brunei, qui s'interroge déjà sur l'après-Sultan Hassanal Bolkiah, tandis que d'aucuns trouvent leur stabilité à travers une cascade de démissions-destitutions, à l'instar du Viêtnam, qui maintient malgré tout ses caps politico-économiques.

Dans le champ du social, l'un des enjeux principaux concerne le vieillissement de la population, facteur du ralentissement de la croissance et de la productivité dans plusieurs pays de la région, avec des effets sur l'emploi et les migrations de travail. Sur le plan social et sanitaire, le vieillissement reste insuffisamment compensé par l'étendue et le montant des pensions, et par les dispositifs de protection sociale en général.

L'Asie du Sud-Est se saisit aussi du défi majeur environnemental, pour réagir à l'accélération du dérèglement climatique et de la dégradation de la biodiversité. La plupart des réunions et sommets comptent désormais des sessions consacrées à ces thématiques, à l'instar du Global Summit on Extreme Heat (USAID et la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge) qui se tenait en ligne le 28 mars 2024, en pleine vague de chaleur extrême. En septembre, une série de réunions de l'ASEAN à Vientiane a permis de poursuivre les discussions autour d'une Stratégie régionale pour la neutralité carbone. Reste que les économies de la région avancent à des rythmes différents dans leur décarbonation, faisant face notamment à des obstacles financiers, et que le lancement de marchés carbone ne présage pas nécessairement d'amélioration en ce sens – probablement même le contraire, en formalisant le droit à polluer. Dans la même veine, la 9e Réunion ministérielle de l'ASEAN sur les minéraux (21 au 23 novembre 2023 à Phnom Penh) s'était soldée par un consensus pour attirer davantage d'investissements miniers dits « durables » (se voulant respectueux de l'environnement, socialement responsables et économiquement viables sur le long terme) dans la région, et plusieurs États d'Asie du Sud-Est ont désormais revu à la baisse leurs objectifs de décarbonation dans le secteur énergétique. La Thaïlande et les Philippines se tournent, encore

marginalement certes, vers le nucléaire civil avec l'appui des États-Unis, tandis que le Cambodge comme la Thaïlande augmentent leur production d'énergie solaire.

Les menaces environnementales se rappellent aussi aux populations sud-est asiatiques sous la forme des catastrophes, cette année commémorant les 20 ans du séisme et du tsunami qui ont ravagé les côtes de l'Indonésie, de la Thaïlande, du Sri Lanka, de l'Inde, et de neuf autres pays de l'océan Indien, arrachant la vie de 230 000 à 280 000 personnes. Cette commémoration est l'occasion de jauger de l'amélioration des systèmes d'alerte précoce et de la coordination régionale en matière de gestion des catastrophes, avec la signature en mai d'un « protocole d'intention » par le Secrétariat de la Mekong River Commission et par l'ASEAN Coordinating Centre for Humanitarian Assistance on Disaster Management. L'accord formalise un partenariat dans les domaines de la surveillance, de la prévision et de la réponse aux catastrophes.

D'autres enjeux, régionaux, sont couverts par les contributeurs de l'ouvrage, dans cinq chapitres thématiques. Quatre d'entre eux traitent directement ou incidemment de l'urbain : la ville capitale, siège du pouvoir politique et vectrice d'un récit fortement idéologisé ; la ville et ce besoin infrastructurel vital qu'est l'accès à l'eau ; la ville, encore, avec sa concentration humaine favorisant la circulation des pathologies ; la ville, enfin, pourvoyeuse d'emplois et réceptrice première de populations migrantes. Cette partie du volume s'achève par un tableau sur l'emploi en Asie du Sud-Est.

L'inauguration de la future capitale indonésienne, Nusantara, dans l'est de Bornéo le 17 août 2024, nous donne l'occasion de faire le point sur les **nouvelles capitales** sud-est asiatiques, sous la plume d'une géographe (Manuelle Franck) et d'une architecte-urbaniste (Nathalie Lancret). Avec l'Indonésie, pour autant que le nouveau président indonésien, Prabowo Subianto, ne revienne pas sur le grand projet de son prédécesseur Joko Widodo (voir le chapitre Indonésie, p. 237), ce sont trois pays sud-est asiatiques qui auront déplacé leur capitale au cours des dernières décennies : Malaisie (Putrajaya, 1995), Birmanie (Nay Pyi Taw, 2006) et Indonésie (Nusantara, 202…?), s'inscrivant ainsi dans un phénomène mondial, en réalité.

Si les raisons qui sont à l'origine de la nouvelle capitale birmane restent obscures – mis à part la question sécuritaire –, dans les cas malaisien et indonésien, les exécutifs centraux ont voulu répondre à des impératifs de décongestionnement de capitales nées de la colonisation. À cela s'ajoute, pour l'Indonésie, une volonté

de rééquilibrage géographique, Nusantara étant située approximativement au centre de l'archipel. Les autrices montrent les idéologies qui sous-tendent ces fondations et les principes urbanistiques qui ont guidé les concepteurs, ces derniers puisant à des concepts urbanistiques qui ne sont pas spécifiquement nationaux. Elles soulignent également l'importance des espaces naturels dans les cas de Putrajaya (« *garden city* ») et de Nusantara (« ville-forêt ») et la faible densité de ces capitales, bâties ex-nihilo. Par ailleurs, le rôle déterminant des États dans la prise de décision et la mise en œuvre expliquent le fonctionnement dérogatoire de ces structures, placées directement sous les autorités gouvernementales qui en sont à l'origine : ces capitales ne sont pas des municipalités et, comme l'écrivent les autrices en conclusion, « l'urbanité tarde à se manifester dans ces utopies urbaines, fonctionnant en enclaves et médiatisées par un récit qui se veut performatif. »

Comme le montrent les données globales sur l'accès à l'**eau potable** en Asie du Sud-Est (dans ce volume, figure n° 18 des Indicateurs-clés) la situation régionale paraît à peu près satisfaisante, mais, pour dépasser des indicateurs désincarnés, le second chapitre thématique s'intéresse aux nouveaux dispositifs de distribution d'eau potable. Longtemps, la question de l'accès à l'eau a voulu répondre au principe de l'eau potable pour tous, à travers un réseau d'accès universel et centralisé, le *grid*. Ce principe a évolué pour satisfaire à des exigences de qualité, d'équité d'accès et de durabilité de la ressource, puis a fait la preuve de ses limites : en Asie du Sud-Est comme dans les Suds en général, le *grid* n'a jamais été mis en œuvre aussi complètement qu'il l'a été en Occident. D'où le développement spontané de solutions alternatives, à des coûts et avec des qualités variées, en maintenant toutefois le principe d'universalisation de l'accès à l'eau.

Les auteurs du chapitre (Catherine Baron, Anindrya Nastiti et Alexandre Gaudry) détaillent les dispositifs qui complètent ou se substituent au service centralisé, public ou privé : puits collectifs, kiosques à eau, stations de recharge, distributeurs d'eau automatiques, etc., et en donnent quelques exemples en Indonésie, Thaïlande et au Cambodge. Ces solutions dites *off-grid* sont aujourd'hui vues « comme une composante légitime et complémentaire de la desserte en eau (…), plutôt que comme des solutions transitoires ou inefficaces comme cela était le cas jusque-là. » Se posent alors de multiples questions, tant sur le plan économique – avec une grande variété d'acteurs, de la multinationale au petit commerçant, en passant par l'ONG –, social – pour garantir l'insertion des plus pauvres dans le marché –, qu'environnemental, car chacun sait le problème posé par les produits

conditionnés sous plastique à usage unique. En outre, ces modalités nouvelles mettent au centre du jeu la relation entre individus-consommateurs et une palette d'acteurs généralement privés, qui n'aide pas à penser l'eau, en tant que commun, avec les exigences d'équité, de durabilité et de co-gouvernance que mérite cette précieuse ressource.

La pandémie de covid-19 avait si bien focalisé l'intérêt sur les maladies émergentes et à transmission zoonotique qu'on en avait presque oublié des pathologies récurrentes et plus banales telles que la **dengue**. Maladie à transmission vectorielle – par le moustique – la dengue est présente depuis des décennies en Asie du Sud-Est, mais en passe de s'implanter dans les pays de la zone tempérée, sous l'effet du changement climatique. Les moustiques vecteurs de la dengue, *Aedes egypti* ou *Aedes albopictus*, anthropophiles et parfaitement adaptés au milieu urbain tant pour leur reproduction que pour leur nourriture, s'avèrent d'autant plus difficile à contrôler aujourd'hui que les territoires colonisés s'étendent, foin des frontières, tandis que leur résistance aux insecticides s'accroît.

La mise en place de systèmes de surveillance transnationaux au niveau régional est donc déterminante, pour comprendre les modalités de diffusion, la saisonnalité et les autres caractéristiques épidémiologiques de cette maladie. C'est cela qu'aborde ce chapitre proposé par une équipe de six chercheurs (Éric Daudé, Richard Paul, Alexandre Cebeillac, Florian Girond, Vincent Herbreteau, Sébastien Boyer) couvrant quatre pays de la péninsule sud-est asiatique, Laos, Thaïlande, Viêtnam et Cambodge, dont ils présentent les spécificités au regard de cette maladie et les systèmes de surveillance nationaux.

Malgré les outils disponibles, la compréhension des risques de transmission de la dengue reste encore incomplète, tant côté moustiques (effets des insecticides et du changement climatique), qu'humains (rôle des mobilités humaines dans la diffusion des agent pathogènes). L'efficacité des outils de surveillance du moustique et des environnements dans lesquels il s'épanouit, ainsi que le suivi épidémiologique de la dengue nécessitent donc un échange d'informations de qualité au niveau régional. D'ailleurs, les enjeux sont régionaux mais pas uniquement : la bonne compréhension du phénomène en Asie du Sud-Est permettra aux pays menacés, demain, de la zone tempérée, de se préparer aux épidémies à venir.

Prolongeant la question des mobilités humaines, s'invite celle de la **migration du travail** qu'étudie ici le sociologue Loïs Bastide, plus particulièrement sous

l'angle de la structuration des sociétés civiles migrantes, « de l'action compassionnelle à l'activisme migrant ». Sans revenir sur l'histoire et la forme prise par les flux d'une main d'œuvre prolétarisée pour organiser « la rencontre entre l'offre et la demande à l'échelle transnationale sous l'égide des États », l'auteur centre son propos sur l'organisation des communautés migrantes, plus spécifiquement féminines, et en analyse l'évolution au cours des dernières décennies dans les principaux pays importateurs du travail migrant, Hong Kong, Singapour et Malaisie.

Dans un premier temps consécutif aux exodes post-guerres d'Indochine et au départ de premières vagues massives de travailleuses philippines, le phénomène migratoire avait retenu l'attention de structures religieuses chrétiennes, avant que les décennies 1990 et 2000 ne voient une diversification des acteurs. Les premières évolutions se font sentir à Hong Kong, avec l'essor d'organisations structurées nationalement (travailleuses philippines, indonésiennes), sous forme de réseaux de solidarité ou de structures syndicales, auxquelles les États font plus ou moins bon accueil. Dans une troisième étape – années 2000 et après –, les mobilisations en faveur des migrantes laissent la place à l'activisme autonomisé de ces dernières. Longtemps, ces personnes et leurs communautés avaient dû se soumettre « à des contraintes et des logiques pensées ailleurs et [échappant] à leur contrôle ». Désormais elles passent progressivement du statut d'objets à celui de sujets, organisés, émancipés, producteurs de leur propre discours, incarnant leur propre histoire, en particulier dans les espaces les plus démocratiques de la région. Fait remarquable, ces mobilisations nouvelles ne concernent pas seulement les pays d'accueil des travailleuses migrantes, Taïwan et la Malaisie, mais aussi leurs pays d'origine, Indonésie et Philippines.

Le dernier chapitre thématique propose un tableau des conditions du **travail** en Asie du Sud-Est. Alors que la région sud-est asiatique s'est élevée au rang de quatrième puissance exportatrice dans le monde, cette question y a été peu étudié et c'est ce vide que se propose de combler deux économistes, Elsa Lafaye de Micheaux et Muriel Périsse.

Au niveau global et pour ne retenir que quelques caractéristiques, cet emploi est largement féminisé (42 % des actifs) et pour beaucoup industriel. Il est aussi mal payé et ce de plus en plus : « les données de salaires (…) étayent l'idée générale d'une progression des salaires inférieure à l'inflation, traduisant une lente baisse du pouvoir d'achat des travailleurs. » Cela s'explique par l'importance du secteur informel (69 % des situations), en particulier dans l'agriculture, auquel le travail

infantile n'est pas étranger. Certes, droit du travail et organisations syndicales existent – quoique sous des modalités variables – mais sur un mode mineur et très peu protecteur.

De plus, comme dans d'autres régions du monde, les travailleurs migrants constituent une « armée de réserve » bon marché, une véritable « rente migratoire » dont bénéficient en particulier la Thaïlande (ouvriers laotiens et, surtout birmans), la Malaisie et Singapour (travailleurs indonésiens et du sous-continent indien). Et à ceux qu'il est possible de pister, s'ajoutent les clandestins dits *undocumentend workers* et les victimes du travail forcé, en Birmanie, au Cambodge et au Laos.

Enfin, pour le secteur industriel, la spécialisation des entreprises sud-est asiatiques et leur positionnement dans les chaînes globales de valeur ne leur ont pas permis de déboucher sur un scénario idéal de montée en gamme, nécessaire à l'amélioration des salaires et des conditions d'emploi, ce qu'aggrave la mise en concurrence des territoires. Ces caractéristiques industrielles, la position des États et une démographie encore dynamique expliquent que les ouvriers sud-est asiatiques restent piégés dans leur trappe salariale.



Les dossiers de l'année



Les nouvelles capitales sud-est asiatiques : processus de décision, modèles urbains et planification

Manuelle Franck et Nathalie Lancret

Les capitales sont des lieux d'expression des pouvoirs, d'incarnation des nations, de leurs identités, de leurs enjeux, de leurs ambitions aussi. Les projets de nouvelles capitales se sont multipliés depuis les années 1960 dans les Suds (Brasilia, Islamabad, Abuja, Yamoussoukro, Astana…), associés aux processus de construction nationale puis d'insertion des territoires dans la mondialisation. L'Asie du Sud-Est s'inscrit dans ce processus et compte trois nouvelles capitales, qui sont toutes des villes planifiées construites *ex nihilo* : Putrajaya, dans l'aire métropolitaine de Kuala Lumpur, la plus ancienne inaugurée en 1995 ; Nay Pyi Taw, située à 320 km de Yangon à l'intérieur des terres dans la vallée du Sittang en 2006 ; et Nusantara à l'est de l'île de Bornéo et 1 200 km de Jakarta, dont le projet a été élaboré en 2019[1].

Ces trois villes présentent des caractéristiques communes, dans leurs processus de décision *top-down*, leurs caractères dérogatoires et les grands principes de planification de leurs espaces monumentaux. Elles incarnent cependant trois décennies de transformation de l'urbanisation et de la métropolisation en Asie, tant dans les changements dimensionnels des projets, les modes et les acteurs de production urbaine, que dans l'évolution de la pensée urbanistique et des modèles de référencement qui opèrent dans la planification, toujours plus écologiques,

---

[1] Manuelle Franck, Nathalie Lancret, Maria Immaculata Ririk Winandari et Punto Wijayanto, 2024, « Ibu Kota Nusantara (IKN), un nouveau modèle de capitale en Indonésie ? Processus, discours et planification », *Suds*, vol. 289, n° 1, p. 45-78.

technologiquement intelligents et expérimentés en Asie. Dans la mesure où Nusantara est encore largement un projet de ville, nous entrerons dans la comparaison des nouvelles capitales non par leur fonctionnement actuel, mais par les objectifs et les processus de décision (partie 1), les modalités de leur production (partie 2) et les plans et projets urbanistiques (partie 3).

Des enjeux nationaux justifiant le déplacement des capitales

Dans une forme de continuité d'un historique de fréquent déplacement des capitales sud-est asiatiques, jusqu'à leur installation sur les côtes à la période coloniale, les nouvelles capitales ont vocation à remplacer les capitales coloniales comme centres du pouvoir politique. Au-delà d'une rhétorique post-coloniale de rupture avec les lieux emblématiques de la colonisation, ce sont surtout les difficultés de gestion des capitales devenues de grandes mégapoles tout autant que des enjeux propres à chacun des pays qui justifient leur déplacement.

Des anciennes capitales congestionnées

Premier pôle économique, portuaire et aéroportuaire du pays, peuplé de près de 31 millions d'habitants dans son aire urbaine avec des îlots de fortes densités, la situation de Jakarta est caractéristique des difficultés des grandes mégapoles des Suds. Le faible respect de la planification, la congestion, le manque de logements et d'infrastructures et les problèmes environnementaux, en particulier la pollution et les inondations associées à la subsidence rapide du nord de la ville, tranchent avec les ambitions de modernité censées s'incarner dans les capitales. L'état des deux autres anciennes capitales, Kuala Lumpur et Yangon, certes moins peuplées que Jakarta, aujourd'hui autour de 7 millions d'habitants pour leurs aires urbaines respectives, a aussi joué en faveur du déplacement des fonctions administratives centrales. La saturation et la pollution de Kuala Lumpur se sont amplifiées à mesure de son expansion, qui s'est accélérée dans les années 1990, et de sa dépendance à

l'automobile en l'absence de transports en commun[2]. Quant à Yangon, l'ouverture économique du pays à partir de 1988, et plus encore à partir de 2011 après la libéralisation du système politique qui a ramené les investisseurs occidentaux, a contribué à la croissance de la ville, alors que les infrastructures ne suivaient pas, à la densification et à la gentrification rapides du centre-ville et à l'extension non contrôlée du bâti sur les terres agricoles en périphérie[3].

D'autres arguments ont cependant prévalu en Malaisie et en Birmanie : les embouteillages de Kuala Lumpur et la pénurie d'espaces de bureaux pour l'administration ont certes poussé à l'aménagement d'une nouvelle ville administrative. Mais ce sont surtout la stratégie industrielle du pays, voulue par le Premier ministre Mahathir Mohamad, et les enjeux d'aménagement de la métropole de Kuala Lumpur qui ont conduit au déplacement de la capitale administrative de la fédération de Malaisie. Alors que la métropole s'était essentiellement développée vers l'ouest, le long de la vallée de la Klang jusqu'à la côte, en une succession de villes nouvelles et de zones d'industrie manufacturière lors d'une première phase d'insertion dans la mondialisation, l'aménagement d'un « super corridor multimédia » visait à créer en direction du sud un écosystème urbain et d'infrastructures attractif pour les entreprises de haute technologie afin de créer une Silicon Valley malaisienne. Ce nouvel axe d'expansion métropolitaine d'une cinquantaine de kilomètres relie deux autres projets emblématiques de Mahathir, le centre d'affaires de Kuala Lumpur et ses tours Petronas au nord, à l'aéroport international (KLIA) au sud, intégré par des infrastructures de transport et du numérique, et organisé en son centre par le binôme Cyberjaya, la ville du numérique, et face à elle, Putrajaya, la capitale administrative (cf. figure 1). Il devait permettre à la Malaisie d'entrer dans une nouvelle phase d'industrialisation et d'insertion dans la mondialisation par l'industrie de haute technologie, dans le cadre de la vision Malaisie 2020.

---

[2] Tai Chee Wong, 2024, « The Metropolization Process of the Kuala Lumpur, City Region: A Historical Perspective », *in* Manuelle Franck, Nathalie Lancret et Thierry Sanjuan (dir.), *Lire la ville, éclairer la métropolisation depuis l'Asie du Sud-Est*, Bangkok, IRASEC, p. 147-159.

[3] Valérie Clerc, 2024, « Insuffisamment urbains ? Redéfinir la « ville informelle » comme catégorie de l'action publique, un éclairage par les *kyu kyaw* de Yangon (Myanmar) », *in* Manuelle Franck, Nathalie Lancret et Thierry Sanjuan (dir.), *Lire la ville, éclairer la métropolisation depuis l'Asie du Sud-Est*, Bangkok, IRASEC, p. 117-145.

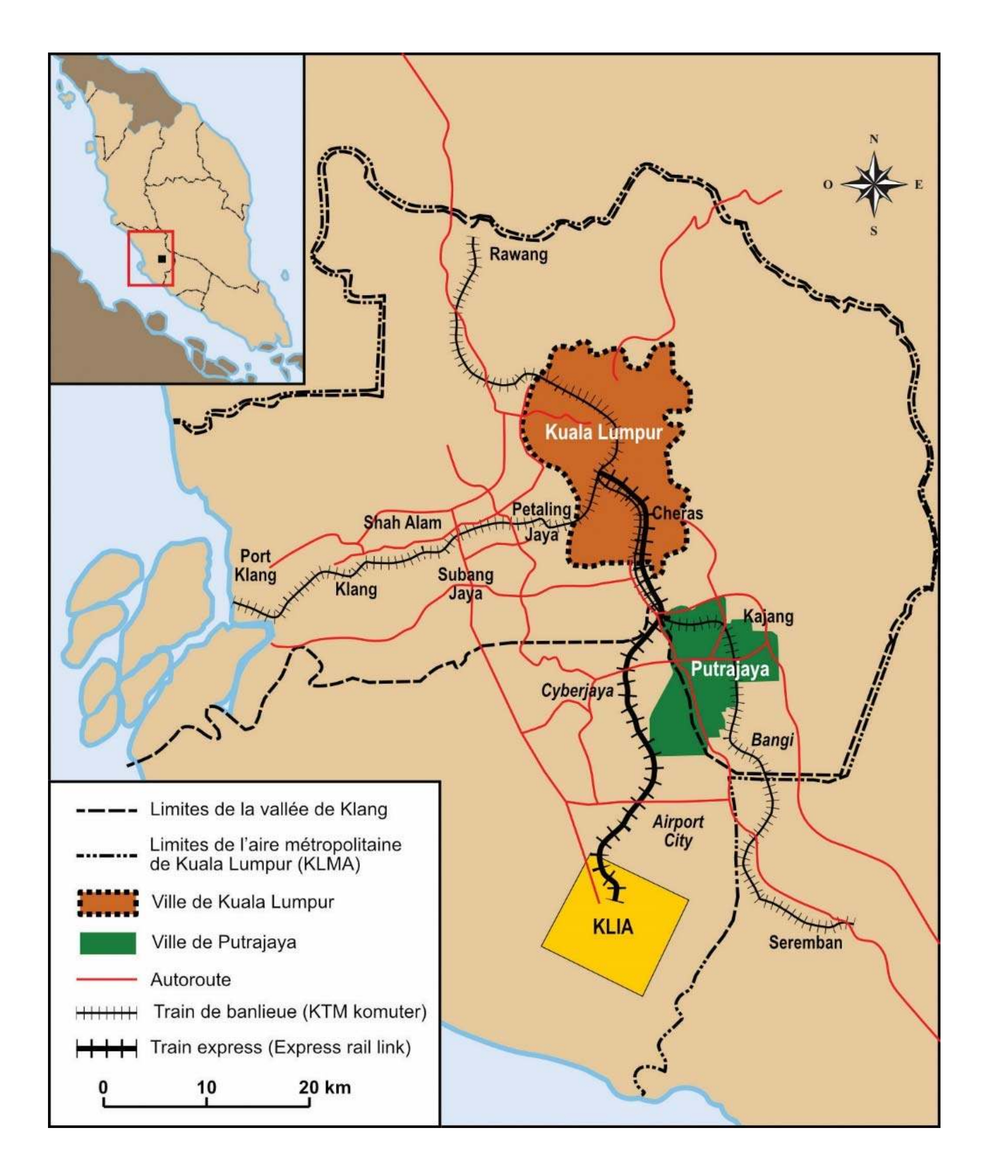


Figure 1 : L'aire métropolitaine de Kuala Lumpur

Source : d'après Tim Bunnell, 2002, « Multimedia Utopia? A Geographical Critique of High-Tech Development in Malaysia's Multimedia Super Corridor », Antipode*, vol. 34, n° 2, p. 265-295, carte p. 266.*

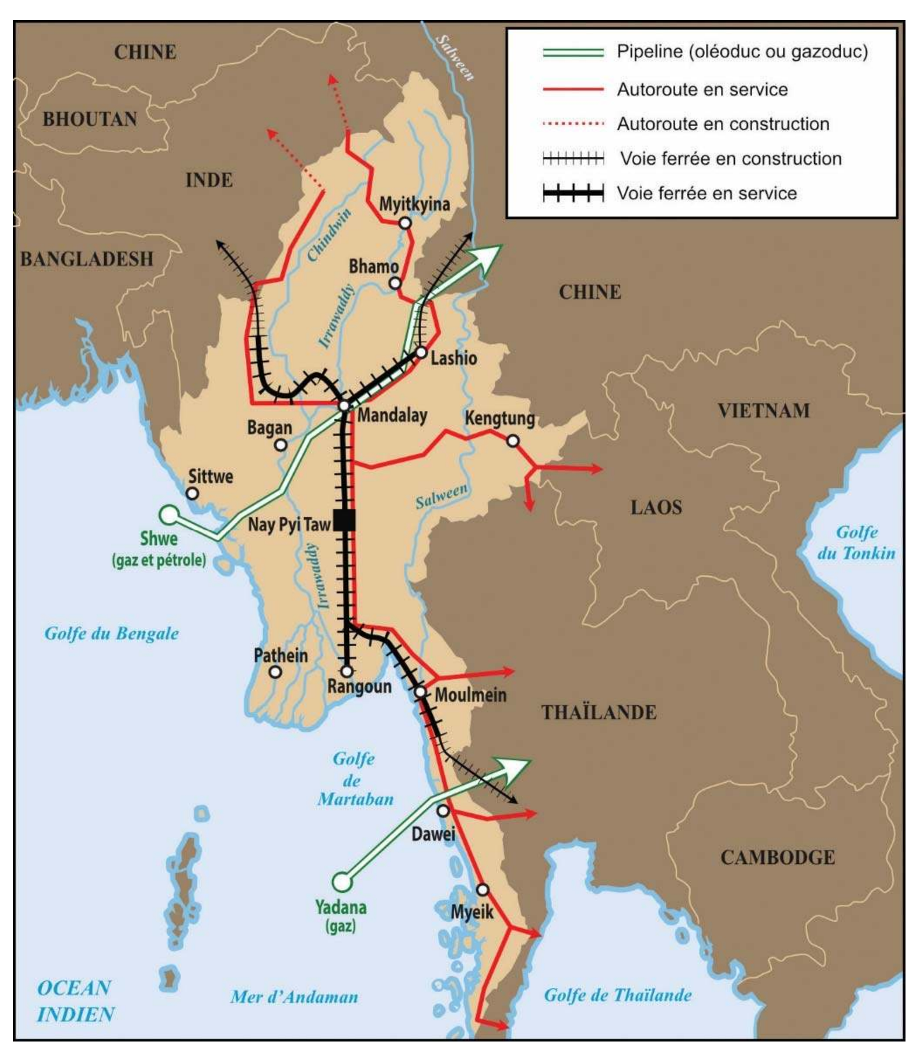


Figure 2 : Nay Pyi Taw dans les réseaux birmans

Source : d'après A. Gandil, Asyalist, 2015, https://asialyst.com/fr/2015/10/05/birmanie-unite-impossible/

En Birmanie, les raisons du déplacement de la capitale n'ont pas été clairement explicitées, la décision ayant été prise de manière unilatérale et en secret par la junte militaire au pouvoir, et le projet n'a pas fait l'objet d'une large publicité, comme en Indonésie et en Malaisie. Ce sont semble-t-il essentiellement des enjeux politico-

sécuritaires qui ont conduit au déplacement de la capitale. Après les grandes manifestations de 1988, réprimées dans le sang, la junte militaire a choisi de retrancher le gouvernement dans l'intérieur du pays, loin de la côte d'où, historiquement, provenaient les principales menaces d'invasion et loin du peuple de Yangon et ses mouvements sociaux[4]. Entouré de montagnes, le site offre de plus une protection et des fortifications naturelles, renforcées par la construction dans la ville d'infrastructures militaires (bunkers, tunnels souterrains)[5]. Pour autant, le site, situé plus au centre du pays que Yangon et d'un accès facile à toutes les parties du pays, n'est pas isolé. Situé dans la vallée du Sittang, il bénéficie d'une excellente connectivité méridienne entre la côte et l'intérieur du pays, en alternative à la vallée de l'Irrawaddy, sur laquelle se branchent les corridors économiques transversaux qui relient le pays à la Thaïlande et à la Chine (cf. figure 2). Exploitant cet atout, l'ambition est d'ailleurs d'en faire un pôle logistique multimodal pour le transit et le fret aérien international[6].

En Indonésie, outre la résorption des problèmes jakartanais, l'idée de placer la nouvelle capitale hors de Java, au centre géographique du pays, vise à favoriser l'unification et l'intégration de ce vaste archipel s'étendant sur 5 000 km d'est en ouest et de réduire les grands déséquilibres territoriaux du pays : hyperconcentration de populations et d'activités sur l'île de Java ; déséquilibre entre l'Ouest indonésien et l'Est, plus pauvre et éloigné des centres de gravité national et international. L'ambition est ainsi de « déjavaniser » le pays, sur le plan démographique et économique en créant un nouveau pôle de croissance en dehors de Java, susceptible de favoriser le développement de Kalimantan Est et de tout l'Est indonésien, mais aussi politique, le pouvoir au sommet de l'État étant détenu essentiellement par des Javanais depuis l'indépendance (cf. figure 3).

L'abandon du tropisme côtier

Comme pour d'autres nouvelles capitales post-coloniales, la localisation de ces trois villes rompt avec le tropisme côtier des anciennes capitales et avec le processus

---

[4] Maung Aung Myoe *et al*., 2006, « The Road to Naypyitaw: Making Sense of the Myanmar Government's Decision to Move its Capital », *ARI working paper series*, Asia Research Institute, National University of Singapore.

[5] Dulyapak Preecharushh *et al*., 2011, « Myanmar's New Capital City of Naypyidaw », *in* Stanley D. Brunn (dir.), *Engineering Earth. The impact of Mega engineering Projects*, Springer, p. 1021-1044.

[6] Myo Aung, octobre 2019, *Smart city action plan for Naypidaw*, Yokohama, Asean Smart City Network meeting.

mondial de littoralisation des activités et des populations, manifestant la mise au second plan de la primauté portuaire et du commerce international de l'ère coloniale au profit d'une incarnation plus politique des nations et l'émergence de nouveaux secteurs économiques, productifs plus qu'extractifs et marchands. La dimension maritime est ainsi remisée au second plan, y compris dans les pays de l'Asie du Sud-Est insulaire. Nay Pyi Taw se trouve à l'intérieur des terres à 320 km de la côte. Quant à Putrajaya et Nusantara, situées respectivement à 25 et 50 kilomètres des côtes, elles sont certes plus proches des côtes que Nay Pyi Taw mais elles sont bâties dans un environnement forestier et de plantations, et leurs fonctions portuaires sont inexistantes. Les nouvelles capitales sud-est asiatiques sont avant tout politiques et administratives. Nay Pyi Taw et Nusantara affichent aussi des ambitions économiques, mais leurs projets en matière économique visent essentiellement à en faire des pôles d'innovation et de connaissance, en particulier dans le secteur des industries de hautes technologies ou de la recherche, une mission allouée à Cyberjaya, la ville voisine de Putrajaya.

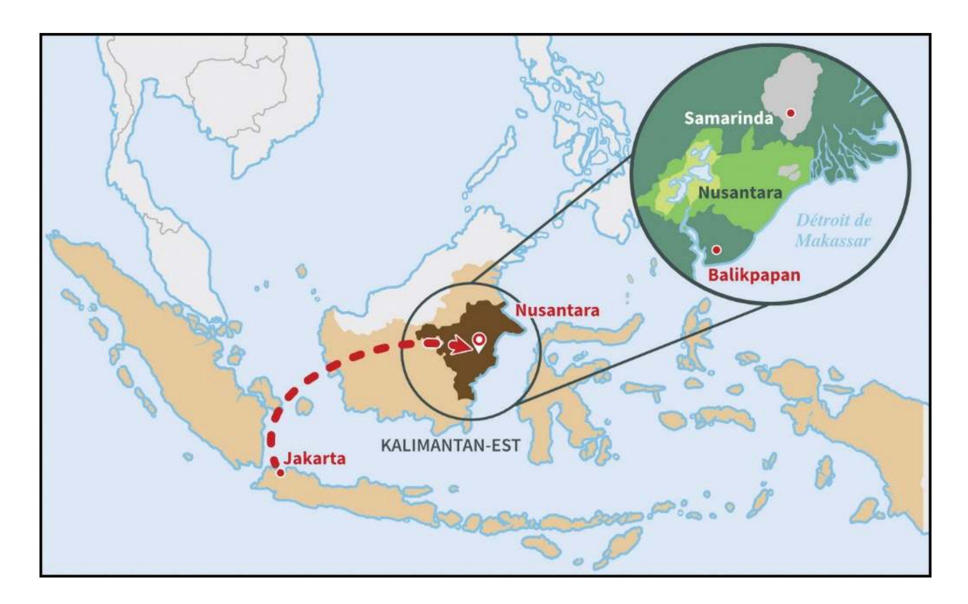


Figure 3 : Localisation de Nusantara

Source : Autorité administrative de la capitale Nusantara (Otoritas Ibu Kota Nusantara, OIKN), « Nusantara, smart and Sustainable Forest City », document de présentation du projet, octobre 2023.

Décisions *top-down*, gouvernances dérogatoires : des nouvelles capitales fonctionnant en enclaves ?

Projets stratégiques d'initiatives de chefs d'État, les nouvelles capitales ont vocation à être les vitrines des pays, de leurs identités, de l'image et des ambitions que leurs dirigeants aspirent à donner du pays sur la scène internationale. Cela explique la dimension *top-down* des processus de décision, la forte intervention des États et le caractère dérogatoire des projets, que ce soient en termes juridiques, de gouvernance ou encore de financement, ainsi que la mainmise des pouvoirs centraux sur la gouvernance qui font de ces capitales des enclaves territoriales.

Des décisions autocratiques

La décision de délocaliser la capitale birmane a été prise de façon autoritaire par le Général Than Shwe, alors chef de la junte militaire au pouvoir en Birmanie[7]. Sa construction a été tenue secrète jusqu'à l'inauguration de la ville en 2006 et le déménagement des fonctionnaires décrété du jour au lendemain. En Indonésie et en Malaisie aussi, dans des contextes évidemment plus démocratiques, et bien que l'idée d'une nouvelle capitale ait été récurrente depuis les indépendances, le déplacement de la capitale nationale a relevé de décisions des deux chefs de gouvernement, tous deux grands bâtisseurs et développeurs de leurs pays par les infrastructures physiques et soucieux de leur héritage. Au débat démocratique s'est substituée la mise en scène de visions de l'avenir du pays : la Vision 2020 de Mahathir Mohamad, formulée en 1991, visait à faire de la Malaisie un pays développé, auto-suffisant et industrialisé à cette échéance, d'identité musulmane et projetant directement le pays dans une ère d'économie de la connaissance[8] ; le projet Nusantara est apparu comme le couronnement de la politique du Président Joko Widodo de développement par les infrastructures : Nusantara est la pièce maîtresse de la « Vision 2045 d'une Indonésie dorée » souveraine, développée et durable, préparée par le ministère de la Planification et reflétant la vision du président. En Indonésie, le processus de décision a été particulièrement rapide et autocratique.

[7] Est évoqué aussi le soutien des astrologues au projet.

[8] Sarah Moser, 2010, « Putrajaya: Malaysia's new federal administrative capital », *Cities*, vol. 27, p. 285-297 ; Frédéric Bouchon, 2014, « Putrajaya ou une utopie malaisienne. Projet urbain et défi politique », *Bulletin de l'association de géographes français*, vol. 91, n° 4, p. 500-522.

Après l'annonce par le président du projet de déménagement de la capitale en 2019 et la sélection en quelques mois d'un schéma directeur, la pandémie de coronavirus a mis le projet en suspens jusqu'en 2021. Le calendrier de mise au point des premiers documents techniques et du processus législatif du vote d'une loi fixant les grandes orientations de la planification et du financement de la nouvelle capitale s'est ensuite emballé : la loi a été votée en à peine 40 jours de débats en commission suivis d'un marathon parlementaire de 72 heures, ne laissant le temps ni à une amélioration de la planification, ni à des consultations publiques, ni à un véritable débat parlementaire.

Des modalités spécifiques de financement

La forte implication des États découle de ce processus de décision et de la dimension stratégique des projets. Elle concerne tout aussi bien la planification que le financement. Nay Pyi Taw et Putrajaya ont été développées presque entièrement sur fonds publics. Les modalités du financement de Nay Pyi Taw, dont le coût des premières phases de développement a été estimé à 4 milliards $ US, sont inconnues. On peut supposer un financement par la junte, essentiellement à partir de fonds publics, avec la participation de milieux d'affaires proches du pouvoir pour ce qui est de la construction d'hôtels ou de parcs résidentiels. Pour un coût de 8 milliards $ US, le développement de Putrajaya a été largement financé par la rente pétrolière : après élaboration du schéma directeur, la construction de la ville a été confiée à l'entreprise publique Putrajaya Holdings dont l'actionnariat est composé de l'entreprise nationale du pétrole Petronas, du fonds souverain malaisien Khazanah Nasional Berhad et du fonds fiduciaire national Kumpulan Wang Amanah Negara, tous deux largement alimentés aussi par les revenus du pétrole. Nusantara est quant à lui un projet des années 2020, une période d'intégration croissante de capitaux financiers privés dans le développement urbain. Sur un coût total estimé à 35 milliards $ US, le projet prévoit seulement 20 % de financements publics. Il s'apparente en cela aux projets de villes nouvelles planifiées des années 2000, qui font largement appel aux capitaux privés, seuls ou intégrés à des partenariats public-privé. Les fonds publics, presque exclusivement de source budgétaire et déjà largement consommés, ont principalement financé la première phase de construction de la ville administrative. Les capitaux privés appelés à prendre le relais tardent à se

manifester, dans l'incertitude d'un portage politique et financier inscrit dans la durée de la part du nouveau président, Prabowo Subianto.

Des caractères dérogatoires

Les projets de nouvelles capitales sont aussi dotés d'instruments et de procédures dérogatoires afin d'assurer leur bonne réalisation. Ce caractère dérogatoire concerne en premier lieu la gouvernance, avec des autorités nommées et non élues, une gouvernance qui place aussi les villes sous contrôle étroit du pouvoir central. La loi de 2022, révisée en 2023 sur la nouvelle capitale indonésienne prévoit la délimitation d'une entité territoriale de niveau immédiatement inférieur au niveau central, dirigée par une administration (Autorité administrative de la capitale Nusantara, OIKN) dont le gouverneur, nommé, est aujourd'hui Basuki Hadimuljono, ex-ministre des Travaux publics et du Logement de Joko Widodo. Contrairement aux unités territoriales de même niveau administratif, la loi ne prévoit aucun processus électoral pour désigner son exécutif ni la mise en place d'organes législatifs, dérogeant à la loi sur l'administration locale. D'autres dispositions dérogatoires sont aussi prévues pour donner tout pouvoir à OIKN de réaliser le projet : ses règlements l'emportent sur ceux des autres administrations, y compris les ministères centraux. Des compétences ministérielles sont rétrocédées à OIKN, tels la délivrance du permis environnemental, la vérification de l'adéquation des projets avec les plans d'occupation du sol, les certificats d'occupation des terrains, la délivrance de licences d'activité ou l'approbation des plans de bâtiments.

La gouvernance de Putrajaya dépend aussi étroitement du pouvoir central. Enchâssée dans l'État de Selangor, Putrajaya a statut de Territoire fédéral depuis 2001, comme deux autres unités territoriales en Malaisie, Kuala-Lumpur et Labuan, ce dernier étant un centre financier offshore au large de Bornéo bénéficiant d'un statut fiscal et commercial particulier. Putrajaya a, comme Nusantara, été développée par une administration unique nommée par l'État, la Putrajaya Corporation, créée pour développer, puis gérer et administrer la ville.

Avec un statut de « Division administrative de statut particulier », Nay Pyi Taw est un territoire placé sous contrôle de l'État. Il est dirigé par un Conseil administratif lui aussi entièrement nommé, le Naypiydaw Development Center (NPTDC), directement placé sous l'autorité du président birman. Les statuts fonciers, entièrement à la main des autorités administratives, sont également dérogatoires

dans les trois capitales en ce qu'ils n'autorisent pas la propriété privée afin de maintenir le contrôle de l'État sur leur utilisation, le respect de la planification et éviter la spéculation.

En revanche, d'autres dispositifs dérogatoires concernent surtout Nusantara, comme la durée des baux fonciers, du double de la durée légale, une fiscalité incitative, et des règles simplifiées d'investissement, y compris étrangers. Ces dispositifs sont le fait de la financiarisation croissante de la production urbaine depuis les années 2000 et de la nécessité d'attirer des investisseurs privés, rapprochant Nusantara du fonctionnement en enclaves des zones économiques spéciales.

Si les processus de décision à l'œuvre dans la création de ces nouvelles capitales présentent des similitudes, les modes de production de leur espace matériel diffèrent selon les ambitions géopolitiques et économiques des États incarnées dans les villes et selon les références urbaines mobilisées dans leurs projets.

Évolution des modèles urbains et des modes de référencement dans la planification des nouvelles capitales

À 25 ans d'écart, Putrajaya et Nusantara ont en commun d'aspirer à devenir des modèles urbains aux échelles nationale et mondiale. Conçue dans une tension entre incarnation d'identités nationales renouvelées et ambitions globales, leur planification témoigne des idées de villes sous-jacentes à leur conception et de leur matérialisation dans l'espace urbain. Aussi, l'étude des schémas directeurs vise-t-elle à décrypter l'évolution des modèles urbains et des modes de référencement au cours des trois dernières décennies.

Putrajaya, une « *garden city* » malaise, nouveau modèle urbain panislamique

En décembre 1993, le gouvernement fédéral demande à six agences de consultants de Malaisie d'imaginer une nouvelle capitale sur un territoire de 49,3 km^2, occupé par des plantations industrielles. La proposition retenue est celle du groupe BEP Akitek, fondée sur le concept de « *garden city* ». Elle a été dessinée par un jeune architecte malaisien, Kun Lim (32 ans), formé aux États-Unis, qui a eu ensuite la

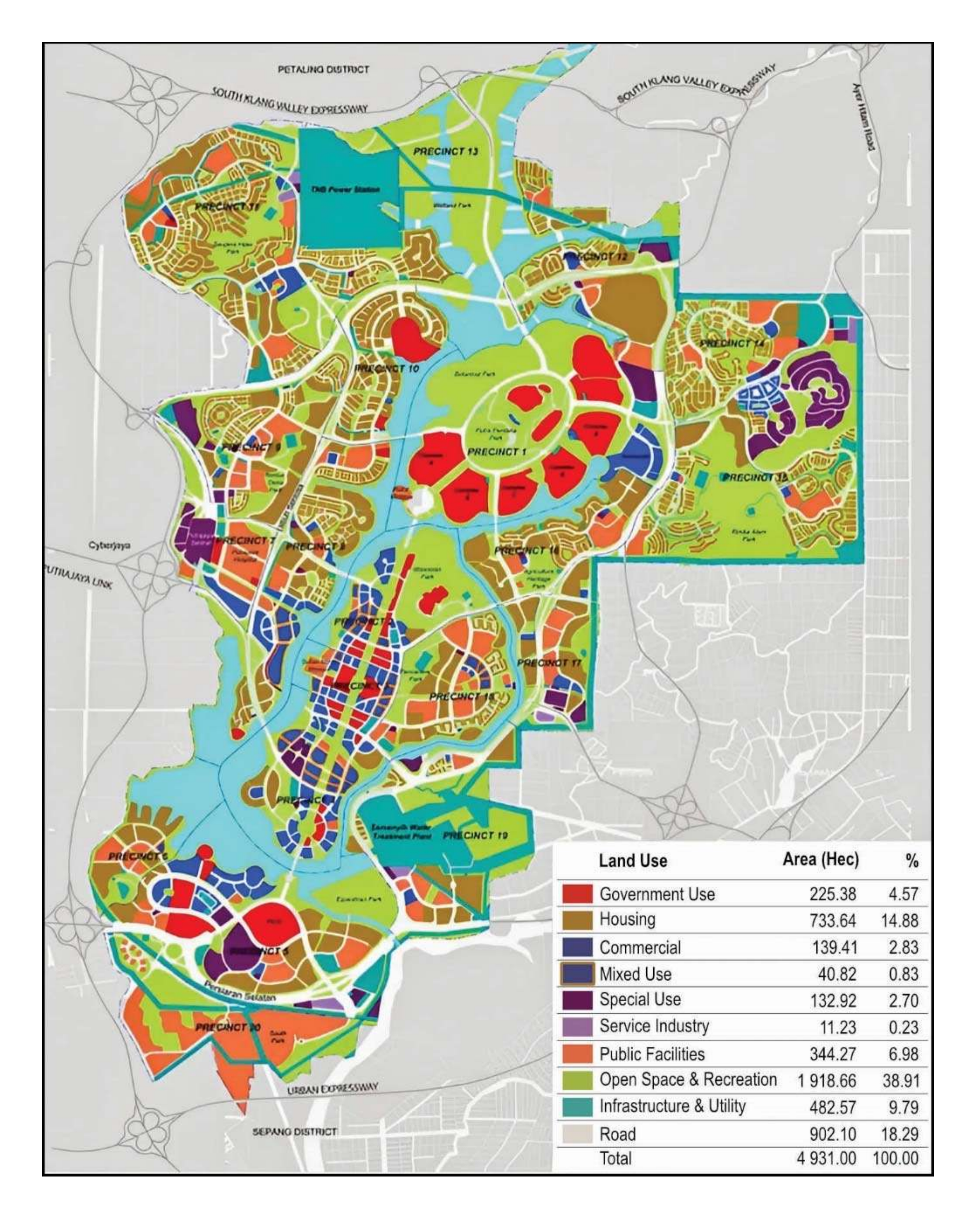


Figure 4 : Schéma directeur de Putrajaya de 1997

Source : Perbadanan Putrajaya.

responsabilité du consortium chargé de concevoir le premier schéma directeur de Putrajaya présenté en 1995, puis révisé en 1997 (cf. figure 4).

Dans ce dernier schéma, le territoire urbain est divisé en 20 secteurs sur le principe des unités de voisinage en vigueur dans les villes nouvelles de Kuala Lumpur. Il comprend deux ensembles : au centre, le siège administratif de la ville (10,7 km^2, secteurs 1 à 5), structuré par un axe monumental et enserré par un lac artificiel ; à la périphérie, les quartiers résidentiels mixtes (secteurs 6 à 20) contenus par la voirie et les espaces verts.

Kun Lim choisit d'associer deux registres urbanistiques : l'un, formel, en tant que capitale (« *capital city* ») et l'autre, organique, en tant que ville habitée (« *living city* »)[9]. Il emprunte à plusieurs univers de référence : les modèles des « *garden city* » et « *city beautiful* », déjà mis en œuvre en Malaisie et à Singapour et dans de nouvelles capitales nationales planifiées (Washington, Canberra, Brasilia, etc.) ; des références issues de son enfance villageoise au « *kampung* » (« village urbain ») et de son expérience aux États-Unis (1981-1992). Les modèles sont assemblés en deux systèmes complémentaires : la « *garden city* » et le « *kampung* » sont déclinés sur l'ensemble de la capitale, la « *city beautiful* » uniquement dans son siège administratif.

La « *garden city* », un modèle international associé à la référence nationale malaise du « kampung »

Théorisée par Ebenezer Howard à la fin du XIXe siècle, la « *garden city* » est une réponse aux dysfonctionnements des villes industrielles britanniques. Le principe en est la dédensification urbaine par la création d'établissements autosuffisants, construits *ex nihilo* en zone rurale, qui concilient les avantages de la ville et de la campagne. Organisé selon un schéma conceptuel précis, le plan de la cité intègre toute une gamme d'espaces verts qui participent à la structuration de l'espace, notamment une ceinture verte, nourricière et récréative, qui contrôle l'étalement urbain.

Expérimenté dans la banlieue de Londres à Letchworth, le modèle est diffusé dans le monde entier où il a influencé la planification urbaine moderne. En Asie, il prend une connotation coloniale, les Britanniques l'ayant décliné dans leur empire,

---

[9] Kun Lim, 11 janvier 2019, Interview The talk 02, *A journey through Architecture*.

à New Delhi, Kuala Lumpur ou Singapour. Le modèle est à nouveau mobilisé dans l'Asie indépendante, notamment à Singapour et à Kuala Lumpur avec le déploiement de villes nouvelles verdoyantes, agrémentées de parcs et jardins à la périphérie des centres-villes, dans la vallée de la Klang malaisienne (Petaling Jaya, dans les années 1950) et, enfin, à Putrajaya.

À la « *garden city* » fait écho la référence au « *kampung* » malais qui, avec son habitat et ses modes d'organisation villageois, est une composante majeure des villes sud-est asiatiques. Densifiés et dégradés dans la seconde moitié du XXe siècle, les « *kampung* » sont considérés comme archaïques et sous-intégrés, creusets de pratiques anti-civiques[10]. Ils sont réhabilités dans les années 1990 pour leurs qualités environnementales et sociales, afin de construire une modernité urbaine malaise.

Pour Putrajaya, Kun Lim convoque la « garden city » pour ses caractéristiques paysagères et sa paisibilité, et le « kampung » pour la qualité de ses espaces bâtis et sociaux, ses pratiques communautaires, et la présence nourricière et onirique de ses espaces verts et aquatiques, principalement sa rivière.

La primauté accordée aux espaces naturels, qui représentent presque 40 % de la superficie urbaine, est matérialisée par la création d'un vaste système lacustre. Composé d'un lac artificiel (4 km^2), qui enceint la ville administrative conçue sous une forme insulaire, et de zones humides, il est l'ingrédient principal de la composition urbaine. Son front d'eau (38 km^2) confère au projet une dimension nationale et internationale, renvoyant aux héritages des villes aquatiques sud-est asiatiques et mobilisant un modèle international considéré comme un marqueur de la métropolisation en Asie[11]. Le plan de Putrajaya est également façonné par toute une gamme d'espaces verts et d'espaces publics déclinée aux différentes échelles de la planification urbaine.

L'organisation en secteurs résidentiels autonomes, aménagés autour des infrastructures de base (commerces, écoles, équipements culturels et sportifs…) et accessibles à pied, eux-mêmes composés d'unités de voisinage, vise à favoriser les liens sociaux. Dissocié de son espace physique et social, et de l'histoire de ses

---

[10] Tim Bunnell, 2002, « *Kampung* Rules: Landscape and the Contested Government of Urban(e) Malayness », *Urban Studies*, vol. 39, n° 9, p. 1685-1701.

[11] Nathalie Fau, 2024, « La rénovation des fronts d'eau à Singapour et Kuala Lumpur : transposition et adaptation d'un modèle d'aménagement urbain », *in* Manuelle Franck, Nathalie Lancret et Thierry Sanjuan (dir.), *Lire la ville, éclairer la métropolisation depuis l'Asie du Sud-Est*, Bangkok, IRASEC, p. 73-89.

communautés d'habitants, le « *kampung* » est alors invoqué, sur un mode performatif, pour faire advenir une forme de sociabilité.

À ces modèles est associée une référence à la « *city beautiful* » pour dessiner le cœur de la ville administrative, formel et monumental, lieu de représentation du pouvoir et de la nation qui concentre les marqueurs de l'identité nationale.

La « *city beautiful* » et les architectures moyen-orientales, deux références internationales assemblées pour composer le cœur de la ville administrative

Le mouvement « *city beautiful* » émerge lors de l'Exposition universelle de Chicago en 1893, dont l'aménagement dessiné par Daniel Burnham, appelé White City, a influencé les plans de plusieurs villes à travers le monde au XXe siècle, notamment Washington DC (plan de 1902), Manille (1905) et Chicago (1909), co-réalisés par Burnham, mais également New Delhi (1911) et Canberra (1912), auxquels Kun Lim fait référence. Dans une visée d'embellissement des villes et d'amélioration du cadre de vie, le plan de la « *city beautiful* », géométrique et régulier, est défini par le tracé de grands axes, boulevards et avenues plantés et bordés de bâtiments publics aux architectures monumentales néo-classiques ; il est également caractérisé par l'aménagement de places et d'espaces publics agrémentés de monuments, obélisques, statues, et fontaines, et par un système de parcs et de promenades.

Comme à Canberra et New Delhi, le plan du centre administratif de Putrajaya est structuré par un axe monumental (4,2 km de long et 100 m de large) qui se déploie depuis le Palais des congrès au sud jusqu'au Cabinet du Premier ministre, symboliquement situé sur une colline, à son extrémité nord[12]. Bordée d'édifices singuliers et d'architectures iconiques, cette voie majestueuse est ponctuée de places circulaires monumentales, telle la place Dataran Putra qui met en relation le Cabinet du Premier ministre et la grande mosquée (cf. figure n° 5), de ponts et de grandes infrastructures urbaines. Relativement peu dense, la composition intègre de nombreux jardins et espaces publics, notamment en fronts d'eau, et réserve de larges perspectives.

---

[12] Cette composition formelle ordonnancée n'est pas sans rappeler le plan des capitales royales qui s'inscrivent dans les traditions urbaines hindo-bouddhiques présentes en Indonésie et dans plusieurs pays d'Asie du Sud-Est, à l'exception de la Malaisie, mais il n'y est pas fait mention dans le schéma directeur.

À cet agencement urbain sont associées des références culturelles moyen-orientales pour produire la monumentalité architecturale : les styles architecturaux, motifs ornementaux et compositions paysagères s'inspirent des traditions arabo-musulmanes, lesquelles se substituent aux héritages locaux. La conception de formes architecturales et urbaines de Putrajaya, à la croisée entre références internationales et esthétiques islamiques vise à construire une identité urbaine non réductible aux modèles occidentaux, qui propose un modèle nouveau dans le monde panislamique[13], réduisant ce faisant l'identité culturelle malaisienne à sa dimension musulmane, donc malaise.



Figure 5 : Place Putra (Dataran Putra)
avec le cabinet du Premier ministre et la mosquée Putra
Source : Adobe stock

Un quart de siècle plus tard, le président indonésien annonce le projet de déménager la capitale nationale. La donne urbaine a alors changé : les questions environnementales sont vives, plusieurs capitales ont été édifiées dans les Suds et de nombreuses villes nouvelles ont été planifiées en Asie. La région est devenue un lieu actif de circulation et d'expérimentation des modèles urbains, dans un processus

[13] Ross King, 2007, « Re-writing the City: Putrajaya as Representation », *Journal of Urban Design*, vol. 12, p. 117-138.

d'inter-référencement et de construction d'imaginaires Suds-Suds, « les villes asiatiques étant devenues des modèles de futurs urbains […] qui ne trouvent pas leurs références ultimes en Occident »[14].

Nusantara, une « ville-forêt tropicale-archipel » Indonésie-centrée

La planification de Nusantara est initiée avec l'appel à projet pour le schéma directeur lancé par le ministère des Travaux publics et de l'Habitat qui définit trois objectifs : refléter l'identité de la nation ; assurer la durabilité sociale, économique et environnementale ; créer une ville intelligente, moderne, aux standards internationaux.

Le projet lauréat est celui de l'équipe internationale fédérée autour de l'agence indonésienne d'architecture et d'urbanisme Urban+, menée par l'architecte Sibarani Sofian. Formé en Indonésie, à l'Institut de technologie de Bandung et en Australie, à l'université New South Wales de Sydney, Sibarani a travaillé à Hong Kong, Singapour et en Malaisie où, en 2001, il participait à la révision du schéma directeur de Putrajaya pour l'agence malaisienne Tak Design Consultants. Les autres membres de l'équipe sont majoritairement formés en Asie, où ils ont contribué à des projets urbains et métropolitains, au sein de grandes entreprises de la région, notamment AECOM.

En comparaison de ces projets, Nusantara introduit une nouvelle échelle de planification. Conçue dans un environnement forestier et collineux, la ville s'étend sur 2 568 km^2, soit quatre fois plus que la ville de Jakarta (dans les limites administratives de DKI Jakarta). Ce territoire est divisé en trois zones de planification concentriques (cf. figure 6) : au centre, la ville administrative (environ 60 km^2) enserrée par une ceinture forestière qui constitue une zone tampon ; à sa périphérie, la ville proprement-dite (560 km^2) ; enfin, une zone d'extension urbaine comprenant des secteurs d'activités économiques spécialisées (2 000 km^2). La ville administrative est composée de trois secteurs contigus : au nord, le siège du gouvernement caractérisé par sa composition axiale (28 km^2, soit trois fois plus que le centre administratif de Putrajaya) ; au centre et au sud, les infrastructures d'éducation et de santé.

[14] Ricardo Reboredo et Frances Brill, 2019, « Between Global and Local: Urban Inter-referencing and the Transformation of a Sino-South African Megaproject », *China Perspectives*, n° 4, p. 9-16.

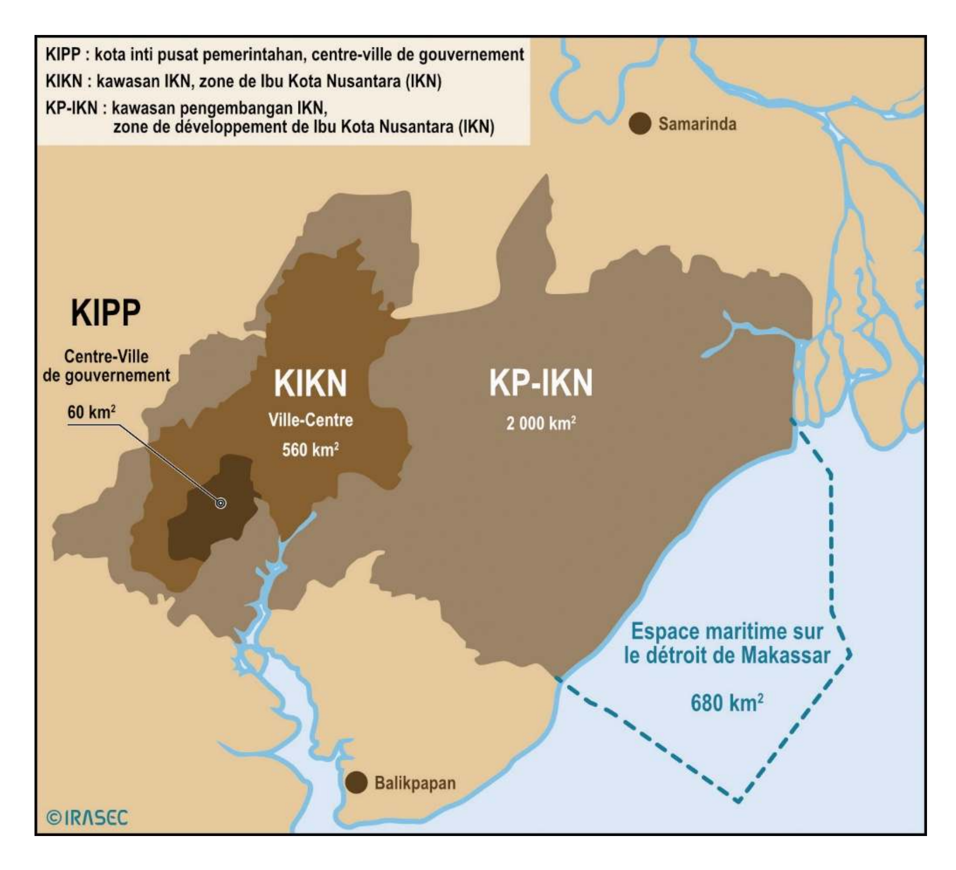


Figure 6 : Nusantara et ses trois zones de planification
Source : Autorité administrative de la capitale Nusantara (OIKN),
« Nusantara, Indonesia's smart and Sustainable Forest City », document de présentation du projet, octobre 2023.

Alors que Putrajaya voulait incarner un nouveau modèle urbain panislamique, Nusantara ambitionne d'être une référence de « ville-forêt tropicale » indonésienne pour les villes asiatiques et des Suds. Dans cette perspective, le schéma directeur associe les concepts de « ville-forêt tropicale », « ville-archipel », « ville-éponge » et « ville-intelligente », largement expérimentés en Asie, à des références indonésiennes.

Assemblages des modèles de « ville-forêt », « ville-archipel » et « ville-éponge »

Le modèle de « ville-forêt » qui fonde le récit de Nusantara a été développé en Chine, dès les années 1990, avec la création de « forêts urbaines » dans le cadre d'une politique de verdissement des villes[15] puis, à partir des années 2000, dans des projets de villes nouvelles, sous la forme de forêts verticales. En Asie du Sud-Est, la ville nouvelle Forest City, construite par le promoteur chinois Country Garden dans l'État de Johor en Malaisie, contribue à populariser le terme[16]. À Singapour, plusieurs membres de l'équipe Urban+, dont Sibarani Sofian, ont participé au projet de la ville-forêt de Tengah, réalisé dans les années 2010. Expérimenté en Asie, le modèle est aujourd'hui discuté dans de nombreux réseaux internationaux et connaît une résonance internationale. Méga-projet de « ville-forêt », Nusantara introduit un changement dimensionnel également sur le plan forestier : 65 % de son territoire est en moyenne planifié sous une forme forestière. Le projet introduit un nouveau paradigme : implanté dans un environnement forestier fortement dégradé, la ville est conçue comme un écosystème à part entière ayant pour objectif de réparer cette forêt. Il vise à la préservation, restauration et réhabilitation des écosystèmes existants et, en parallèle, à la création de dispositifs spatiaux inspirés de la nature, qui sont déclinés à toutes les échelles de planification. Rapporté à l'imaginaire forestier de Bornéo, poumon vert de l'Indonésie et réserve de la biodiversité, cet objectif de « ville réparatrice » confère *de facto* au projet un statut national et international. Il ancre la capitale dans les grands défis mondiaux contemporains (cf. figure 7).

À la « ville-forêt » est associée la « ville-éponge », concept initié en Occident à partir des années 2000 et développé en Chine au début des années 2010, dans le cadre d'un programme national (*Sponge City*), pour faire face aux défis de l'urbanisation et à ceux du changement climatique. Il prévoit la création de trames végétales et aquatiques pour capter, absorber et stocker les eaux de pluies et de ruissellement en vue de leur réutilisation et comme moyen de résorption des inondations. Comme à Putrajaya, la « ville-éponge » n'est pas sans rappeler les aménagements aquatiques des villes anciennes d'Asie du Sud-Est.

---

[15] Simone Borelli, Michela Conigliaro et Federica Di Cagno, 2023, *Urban forests: a global perspective*, Rome, FAO ; Zhenjiang Shen et Puteri Fitriaty, 2018, « An Overview of Planning and Practices in Asian Cities », *in* Zhenjiang Shen, Ling Huang, KuangHui Peng et Jente Pai (dir.), *Green city planning and practices in Asian cities*, Singapour, Springer, p. 1-16.

[16] Koh Sin Yee, Yimin Zhao et Hyun Bang Shin, 2021, « Moving the Mountain and Greening the Sea: The Micropolitics of Speculative Green Urbanism at Forest City, Iskandar Malaysia », *Urban Geography*, vol. 21, p. 1-27.



Figure 7 : Vue aérienne de « l'axe de la nation »
dans centre-ville de gouvernement (projet)
Source : Executive Summary Urban Design Development. Kawasan Inti Pusat Pemerintahan (KIPP) IKN, Satgas Perencanaan Pembangunan, Infrastruktur IKN, Kementerian PUPR, 2021.

La « ville-archipel » polycentrique, composée d'îlots urbains reliés par des réseaux de transport et d'infrastructures, apparaît à la fin des années 1970 pour planifier la décroissance de Berlin. Le concept est repris dans les années 1990 dans un contexte opposé de croissance urbaine comme alternative à l'étalement urbain. En Asie, à Singapour singulièrement, il est utilisé par des chercheurs[17] comme une métaphore heuristique pour penser les spécificités des grandes aires métropolitaines asiatiques, dans une démarche décentrée depuis l'Asie. Dans le contexte de Nusantara, la « ville-archipel », en écho à la notion de Nusantara qui signifie « archipel », fait référence à la dimension insulaire de la société et de l'espace indonésiens.

[17] Voir le programme *Archipelago Cities* du Future Cities Laboratory de ETH Zurich/Singapour.

Appliqués à l'ensemble de l'aire métropolitaine, les trois modèles se traduisent par une composition spatiale constituée de noyaux urbains, qui émergent des univers forestiers et aquatiques, naturels et artificiels, lesquels constituent la matrice du territoire métropolitain. Ces noyaux sont disposés en fonction de la topographie et enserrés par des espaces verts et bleus qui assurent des continuités écologiques tout en maîtrisant l'étalement urbain.

Au cœur de la ville administrative, une nouvelle expression de l'identité nationale

Le schéma directeur est mis en œuvre dans le cœur de la ville administrative, considéré comme un espace d'expérimentation, dont le plan est structuré par deux axes qui se croisent à angle droit à la hauteur du palais présidentiel. Comme à Putrajaya, l'axe principal, dit « axe de la nation », oriente et structure la composition urbaine (cf. figures 7 et 8). Il s'élève sur environ 4 km depuis les mangroves jouxtant la baie de Balikpapan vers les collines situées à l'arrière du palais, en une géographie symbolique reliant la montagne à la mer, et une allégorie incarnant la division tripartite du monde *Alam* (nature), *Manusia* (hommes), *Luhur* (éléments supérieurs, voire divins). Il est composé par la succession de places et d'espaces publics, qui font l'objet d'aménagements paysagers mettant en scène une végétation tropicale urbaine, chacun étant investi de fonctions symboliques différenciées : la « place des cérémonies » et la « place civile » incarnent l'identité nationale, la place de « l'unité dans la diversité » propose, en référence à la devise indonésienne, une représentation renouvelée de la diversité culturelle de l'archipel. Cette diversité est également exprimée par la présence d'un complexe regroupant les édifices religieux des différents cultes reconnus – mosquée, temple hindouiste, cathédrale, temple protestant, temple bouddhiste et taoïste. Les tracés parfois sinueux et au relief accidenté de cet axe de représentation contraste avec les grands axes des capitales voisines, telle Putrajaya[18], aux configurations rectilignes et planes permettant de vastes perspectives. À l'entour de cet ensemble monumental, le territoire est organisé en chapelet de quartiers denses, compacts et multifonctionnels, à l'intérieur desquels toute destination doit être accessible, depuis toute origine, en 10 minutes à pied ou à vélo.

---

[18] Alan Mabin et Philip Harrison, 2023, « Contemporary planning and emergent futures: A comparative study of five capital city-regions on four continents », *Progress in planning*, vol. 169, n° 100664.

La conception architecturale repose sur deux principes de référencement afin de garantir le caractère écologique et l'identité indonésienne des constructions. L'architecture de la « ville-forêt », fondée sur le principe du biomimétisme, s'inspire des propriétés de la forêt tropicale, notamment de son étagement et de ses écosystèmes, pour créer un modèle d'architecture tropicale à l'échelle des Suds. L'architecture de l'archipel puise ses références dans les traditions indonésiennes, en prenant en compte leurs caractéristiques cosmologiques (division en trois strates), formelles et constructives (usage de matériaux locaux). Quant au palais présidentiel en forme de Garuda, il met en scène l'identité indonésienne dans une architecture hyperréaliste.



Figure 8 : Représentation schématique de « l'axe de la nation » de Nusantara en juin 2024

Source : Urban+

Les contradictions de Nay Pyi Taw, ville bouddhiste sécuritaire

En contrepoint, la logique de conception de Nay Pyi Taw demeure opaque. Son territoire s'étend sur 7 054 km^2, une superficie plus vaste que celles des autres capitales sud-est asiatiques, cette grande dimension ne résultant pas de dynamiques de métropolisation mais plus certainement de stratégies militaires et sécuritaires.

Fondée sur un site composé d'une bourgade, Pyinmana et de villages, la ville a été planifiée sous la forme de zones fonctionnelles – administrations, résidences, industries, commerces et installations militaires – séparées les unes des autres et reliées entre elles par de larges routes allant jusqu'à 20 voies. Conçu sur le principe de la fragmentation, le plan se présente comme une juxtaposition d'enclaves urbaines aux configurations singulières : ordonnancement axial du siège du pouvoir (cf. figure 9), monumentalité des compositions religieuses, quadrillage de la zone industrielle, organicité des secteurs résidentiels (cf. figure 10). Cette composition contraste avec celle des anciennes capitales royales birmanes, dont le dernier avatar est Mandalay (1857), ville carrée et entièrement quadrillée fondée en référence aux modèles urbains royaux bouddhistes. Apparaît ainsi une contradiction entre la volonté de la junte de s'inscrire dans la filiation des traditions royales bouddhistes[19] et la forme urbaine planifiée en rupture avec cet urbanisme royal.



Figure 9 : Image satellite du quartier administratif de Nay Pyi Taw

Source : Google Earth

[19] Guy Lubeigt, 2011, *Nay Pyi Taw. Une résidence royale pour l'armée birmane*, Bangkok-Paris, IRASEC-Les Indes savantes.

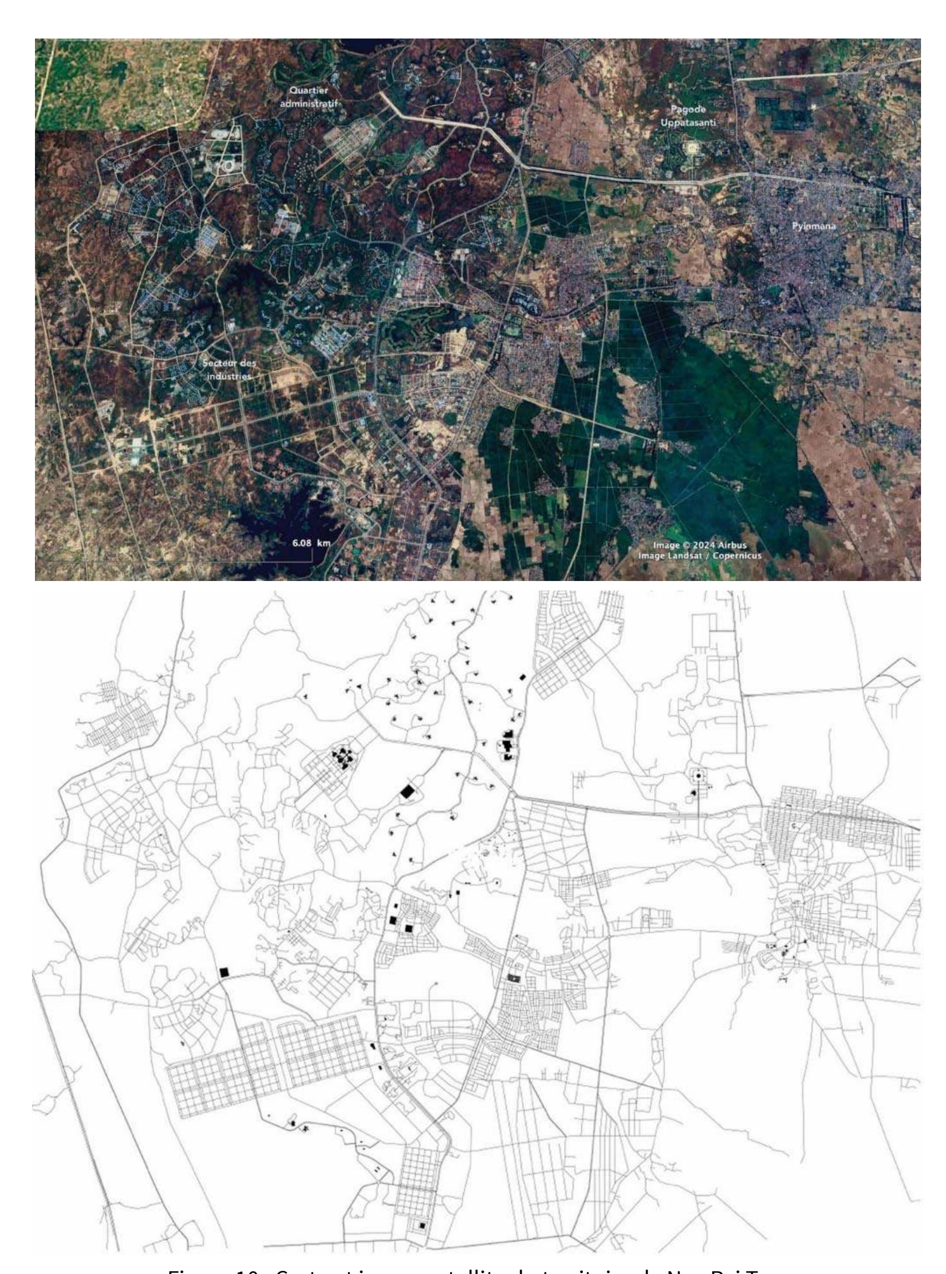


Figure 10 : Carte et image satellite du territoire de Nay Pyi Taw

Source : Google Earth et Adobe Stock

À Nay Pyi Taw, seules la composition du quartier administratif le long d'un axe d'environ 2 km et celle de la pagode Uppatasanti esquissent une composition géométrique à l'image des plans de Putrajaya et Nusantara. La référence aux héritages bouddhistes s'exprime principalement dans les artefacts urbains monumentaux et les expressions stylistiques des complexes religieux et administratifs, dont les architectures néo-régionalistes témoignent de la volonté d'imposer une identité bouddhiste exclusive de toute autre comme incarnation de la nation (cf. figure 11).

La question de la sécurité semble l'emporter sur ces considérations pour rendre compte de sa composition spatiale : la fragmentation sur un si vaste territoire permet de contrôler les différents quartiers de la ville ; le regroupement des fonctions administratives et militaires dans des quartiers distincts assure leur protection en cas d'agression. Ainsi, les installations militaires sont-elles regroupées dans un nouveau centre de commandement à Pyinmana associant le quartier général, le logement des militaires, des bunkers et des tunnels.



Figure 11 : Architectures néo-régionalistes, quartier administratif de Nay Pyi Taw
Source : Adobe Stock.

Les développements récents de la planification donnent lieu à la production d'un discours sur la ville et mobilisent, comme à Putrajaya et Nusantara, les modèles urbains intelligents et écologiques : la Vision 2040 pour Nay Pyi Taw vise à construire « une ville intelligente, résiliente au changement climatique, durable sur le plan environnemental, verte et vivable »[20], des références en phase avec les enjeux environnementaux actuels. La proposition défendue dans ce document de planification de Nay Pyi Taw à l'horizon 2040 est de bâtir une ville diffuse favorisant l'étalement urbain et l'usage de la voiture. Force est de constater qu'elle entre en contradiction avec les principes du développement durable qui privilégient la ville compacte. Toutefois, ces objectifs 2040 ont certainement été contrecarrés par le coup d'État de 2021.

Les trois capitales incarnent l'ambition de leurs concepteurs de proposer un modèle de ville, à l'échelle panislamique pour Putrajaya ou à l'échelle asiatique et des Suds pour Nusantara, et d'exprimer des identités nationales renouvelées, exclusives en Malaisie et en Birmanie, respectivement musulmane et bouddhiste malgré la diversité de ces deux pays, et diverse en Indonésie.

Ces trois générations de nouvelles capitales reflètent également certaines caractéristiques des évolutions urbaines planétaires, notamment la montée en puissance des capitaux privés à l'origine d'un urbanisme de projets et le changement dimensionnel de la production urbaine. En outre, la circulation de références asiatiques en phase avec l'urgence climatique se substitue à l'emprunt de modèles occidentaux, dans un mouvement plus large de décentrement de la pensée urbaine, et la dimension intelligente est convoquée au service de la durabilité.

Sur le plan formel, la présence d'espaces végétaux et aquatiques, l'organisation axiale et monumentale des centres administratifs, rapprochent les villes de leur héritage asiatique de cités royales hydrauliques, même si elles puisent à des références internationales, qui plus est distinctes.

À Putrajaya, l'ingrédient principal est le dispositif aquatique, un des enjeux d'aménagement urbain est alors celui du front d'eau. À Nusantara, le principe est celui de la juxtaposition d'îles urbaines (comme autant de zones de planification)

[20] Myo Aung, octobre 2019, *Smart city action plan for Nay Pyi Taw*, Yokohama, Asean Smart City Network meeting.

contenues par le végétal. L'ingrédient principal en est la forêt et l'enjeu celui de l'aménagement des interfaces ville et forêt : aux imbrications entre les univers ruraux et urbains, décrits pour les territoires asiatiques, se substituent des formes d'entrelacement entre des espaces urbains, aquatiques et forestiers, initiant peut-être un nouveau modèle métropolitain.

Si une composition d'ensemble peut être repérée à Putrajaya et Nusantara, la fragmentation urbaine inhérente aux enjeux sécuritaires prédomine à Nay Pyi Taw comme clé principale de compréhension de l'organisation spatiale.

Au-delà de l'ambition des projets urbains, le devenir de ces capitales interroge, tant l'urbanité tarde à se manifester dans ces utopies urbaines, fonctionnant en enclaves et médiatisées par un récit qui se veut performatif.

« Solutions » hors réseau et arrangements marchands : vers une nouvelle conception du service d'eau potable en Asie du Sud-Est ?

Catherine Baron, Alexandre Gaudry et Anindrya Nastiti

L'urgence climatique a aujourd'hui des manifestations exacerbées dans le domaine de l'eau (inondations, sécheresses), en lien avec des enjeux de santé. Ces manifestations sont particulièrement visibles dans les sociétés des Suds, notamment dans les contextes urbains. La croissance incontrôlée des villes va de pair avec des inégalités d'accès aux services essentiels (eau, électricité) malgré les dispositifs préconisés lors de conférences internationales tels que les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), les Objectifs du Développement Durable (ODD), etc. La pandémie de covid-19 a été un puissant révélateur de ces dysfonctionnements.

La rapidité des transformations et l'amplitude des risques témoignent de l'urgence à concevoir non seulement des modes de gouvernance de l'eau innovants, mais aussi de nouveaux paradigmes pour penser le changement et la durabilité[1] afin d'articuler justice sociale et écologique. Plusieurs logiques s'opposent dans les arènes politiques, académiques et au sein de la société civile, renvoyant à des valeurs et des conceptions différentes d'un service public d'eau. La littérature sur la diversité des arrangements marchands et des formes de contractualisation a longtemps dominé dans les recherches conduites sur ces enjeux, avec une prégnance des approches économiques et gestionnaires depuis les années 1990. Plus récemment, l'approche

[1] Yuya Kajikawa, 2008, « Research core and framework of sustainability science », *Sustainability Science*, vol. 3, n° 2, p. 215-239, https://doi.org/10.1007/s11625-008-0053-1.

par les communs a connu un regain d’intérêt pour traiter des services d’eau, notamment dans les milieux de la recherche[2] et chez certains acteurs de développement français (bailleurs tels que l’Agence Française de Développement et ONG comme le Gret) pour penser des alternatives. Mais quel est son impact sur les évolutions contemporaines des politiques d’accès à l’eau potable et des modalités de gouvernance dans les Suds, notamment en Asie du Sud-Est ? Dans bon nombre de ces pays (Indonésie, Thaïlande par exemple), les approches fondées sur les logiques marchandes dominent le secteur de l’eau potable, dans des contextes où les populations manquent de confiance vis-à-vis d’une eau fournie par les opérateurs publics, via un réseau centralisé.

Le développement de solutions alternatives au réseau centralisé, qualifiées de *off-grid*, questionne ce modèle comme principe universel de fourniture d’eau potable afin d’assurer l’accès à l’eau potable pour tous, tout en préservant la ressource en eau. Cet article interroge donc la place de dispositifs *off-grid* qui semblent incarner la prégnance d’arrangements marchands face à des discours critiques qui prônent la recherche d’alternatives. L’Asie du Sud-Est offre des cas d’étude intéressants pour discuter ces enjeux, en analysant les visions sous-jacentes à la pluralité des dispositifs *off-grid*.

Nous analysons, tout d’abord, la manière dont les agendas internationaux qui orientent les politiques de l’eau dans les Suds ont favorisé la diversification et la mise en visibilité de solutions alternatives à l’idéal-type du réseau centralisé. Nous décrivons ensuite la diversité des dispositifs socio-techniques et modes de gouvernance qui structurent le secteur. Nous discutons enfin la manière dont ces configurations marchandes questionnent une conception du service public fondé sur des principes d’équité, de durabilité et de co-construction des règles de gouvernance.

L’accès à « l’eau potable pour tous » : la formulation d’un problème public à l’échelle internationale

La question de l’accès à l’eau potable pour tous a été mise à l’agenda des conférences internationales sur la lutte contre la pauvreté depuis de nombreuses années, avec un moment clé lors de la Décennie Internationale de l’Eau Potable et de l’Assainis-

[2] Catherine Baron et Muriel Maillefert, 2021, « Le commun eau territorialisé : dynamique de construction et politisation. Eclairages à partir de cas au Burkina Faso et en Indonésie », *Flux*, avril-septembre, n° 124-125, p. 127-142.

sement (DIEPA, 1981-1990), à l'initiative des Nations unies, dans le prolongement de la Conférence de Mar del Plata (Argentine, 1978). Le principe d'un droit d'accès universel à l'eau potable en quantité et en qualité suffisantes pour les besoins essentiels allait de pair avec le principe d'universalisation de l'accès via un réseau (*grid*) avec une gestion publique centralisée. Ceci représente un idéal-type, conçu dans les Nords et diffusé dans les Suds, notamment à la période coloniale puis via les politiques d'aide. Il est fondé sur les principes d'une eau à domicile pour tous (via le robinet), de continuité du service et d'équité (territoriale, tarifaire avec des systèmes de péréquation, etc.), et un contrôle de la qualité de la ressource. Il a longtemps représenté un « idéal infrastructurel moderne »[3]. Face aux coûts élevés des réformes et leur faible efficacité en termes de réduction des inégalités, l'échec de la DIEPA est entériné lors de la Conférence de New Delhi (1990).

La diffusion d'un référentiel néolibéral à l'échelle internationale à partir des années 1990 a alors eu un impact sur la promotion de nouveaux modes de gouvernance. Un consensus se dégage au niveau des institutions internationales pour entériner une conception de l'eau comme bien économique lors de deux conférences clés : la Conférence sur l'eau et l'environnement de Dublin (janvier 1992) et la Conférence de Rio (juin 1992). Plusieurs principes sont définis, à savoir le coût du service couvert par les usagers, une approche par la demande (et non plus par l'offre) et l'adoption des règles de *new public management* et de critères de performance au sein des entreprises publiques d'eau[4]. Le mode de gouvernance privilégié, qui a circulé à l'échelle internationale et notamment en Asie, est celui des partenariats public-privés (PPP) afin de financer l'extension et l'entretien des réseaux d'eau centralisés. Les firmes multinationales (Véolia, la Lyonnaise des eaux) dominent ces marchés. Le principe d'un accès universel à l'eau potable via le réseau centralisé reste la norme, même s'il ne correspond pas aux réalités des systèmes de distribution en Asie du Sud-Est.

---

[3] Karen Bakker et Michèle Kooy, 2011, « Governance failure: urban water and conflict in Jakarta, Indonesia », *in* Bernard Barraqué (dir.), *Urban water conflicts*, Paris, UNESCO/Taylor & Francis, p. 95-219.
[4] Claude Ménard et Mary Shirley, 2002, *Reforming Public Utilities. Lessons from Urban Water Supply in Six Developing Countries*, The World Bank.

Ce modèle de PPP a donné lieu à une vaste littérature critique à la fois par des chercheurs[5] et par des experts de la Banque mondiale[6], tant du point de vue de son efficacité pour atteindre des objectifs d'universalisation que de son impact aux échelles locales pour réduire les inégalités sociales et spatiales.

L'année 2015 est une année charnière avec le bilan des OMD (2000-2015) et des débats relatifs à la formulation des ODD (2015-2030). L'originalité réside dans l'articulation de deux piliers majeurs du développement dans un agenda commun : d'un côté, la lutte contre la pauvreté, avec une vision renouvelée suite au bilan mitigé des OMD et, de l'autre, les enjeux de développement durable dans le prolongement de Rio+20 (Rio, 2012). Il s'agit de définir des objectifs universels de développement durable, avec une cible spécifique sur l'eau, l'ODD6 qui vise, d'ici 2030, à « garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau ». Une rupture intervient donc dans la manière de formuler les enjeux puisque l'on considère simultanément protection des ressources et approvisionnement en eau potable pour tous, dans un contexte de changement climatique. Cependant, l'objectif spécifique (ODD6.1), « assurer l'accès universel et équitable à l'eau », présente des ambiguïtés. S'il met toujours l'accent sur l'universalité et l'équité de l'accès à l'eau potable, il n'impose pas un modèle unique de service, à savoir l'accès via un réseau centralisé. Ce qui doit être universalisé, c'est l'accès à une eau potable d'une certaine qualité, et non un service fondé sur l'accès à un type standardisé d'infrastructure et de mode de distribution, avec l'identification d'un mode de gouvernance adapté. L'universalisation de l'accès à l'eau potable peut donc être assurée via des services différenciés en termes de niveaux de service, de modalités d'accès, de modes de gouvernance, etc. L'échéance de 2030 favorise la recherche de solutions rapides à mettre en place et susceptibles de produire des résultats mesurables à court terme, ce qui n'est pas toujours compatible avec le déploiement des réseaux centralisés qui se caractérise par des temporalités et des

---

[5] Karen Bakker et Michèle Kooy, 2011, *op.cit.* ; David A. McDonald et Greg Ruiters (dir.), 2012, *Alternatives to privatization: Public options for essential services in the global South*, New York, Routledge.

[6] Philippe Marin, 2009, « Public-Private Partnerships for Urban Water Utilities – A Review of Experiences in Developing Countries », World Bank Publications, https://ppp.worldbank.org/public-private-partnership/library/public-private-partnerships-urban-water-utilities-review-experiences-developing-countries-marin-philippe-2009.

coûts de construction élevés[7]. Des incertitudes quant à l'atteinte des ODD d'ici 2030[8] conduisent à des adaptations et des flous au niveau des définitions.

Une évolution notable est liée à la définition d'une eau considérée comme « potable », donnée par le JMP[9], instance de référence pour assurer le suivi des indicateurs (eau, assainissement, santé) qui distingue sources d'eau améliorées et non améliorées. Ces dernières renvoient aux eaux de surface (fleuves, lacs et étangs) qui ne relèvent pas du service d'eau, et à des points d'eau non protégés d'une possible contamination (puits). Les sources d'eau améliorées renvoient quant à elles à des dispositifs techniques qui assurent une protection vis-à-vis de potentielles contaminations tels que les raccordements domestiques, les forages, des puits protégés, des sources protégées, et la collecte de l'eau de pluie. L'eau en bouteille ou livrée par camion-citerne était considérée jusqu'ici comme une source non améliorée en raison de l'absence de données sur l'accessibilité, la disponibilité et la qualité. Toutefois, le JMP considère désormais ces sources d'eau comme améliorées, et les qualifie de services « limités », « élémentaires », « complémentaires » ou « gérés en toute sécurité » dans la mesure où l'eau est située à domicile, disponible à la demande, et exempte de contamination. Alors que l'eau conditionnée était auparavant perçue comme un produit d'appoint, elle est désormais légitimée comme source d'eau potable. Cette évolution traduit-elle un changement de paradigme ou renvoie-t-elle à une démarche pragmatique avec pour finalité l'affichage d'indicateurs témoignant de l'atteinte de l'ODD6.1 ?

Différents niveaux de services sont alors définis selon ces catégorisations (Tableau 1). Selon ces nouvelles classifications, certains pays d'Asie du Sud-Est sont supposés atteindre les ODD d'ici 2030 (JMP, 2017).

En élargissant le spectre des solutions possibles d'accès à une eau potable, ces évolutions remettent-elle en cause l'universalisation de l'accès via le réseau centralisé ? La multiplicité de solutions hors réseau, off-grid[10], très présentes en Asie

---

[7] Tove A. Larsen, Sabine Hoffmann, Christoph Luthi, Bernhard Truffer et Max Maurer, 2016, « Emerging Solutions to the Water Challenges of an Urbanizing World », *Science*, vol. 352, n° 6288, p. 928-33.

[8] UNICEF, OMS, 2023, *Progress on Household Drinking Water, Sanitation and Hygiene 2000 – 2022*.

[9] *Joint Monitory Program* (JMP), programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement créé en 1990.

[10] Rizky Prayoga, Anindrya Nastiti, Seth Schindler, Siska W. D. Kusumah, Arief D. Sutadian, Eka J. Sundana, Elivas Simatupang, Arie Wibowo, Bagus Budiwantaro et Majid Sedighi, 2021, « Perceptions of Drinking Water Service of the "Off-Grid" Community in Cimahi, Indonesia », *Water*, vol. 13, n° 10, https://doi.org/10.3390/w13101398 ; Pawan K. Sachdeva, Asit K. Biswas, Cecilia Tortajada, Ojasvee Arora, Eva Leneveu, Rehan Adamjee et Anuj Sharma, 2023,

du Sud-Est, illustre-t-elle un changement de paradigme ou une solution pragmatique pour répondre à une demande sociale et à un manque de confiance dans l'État ?

Tableau 1 : Les différents niveaux de service selon le JMP (2017)

Niveau de service	**Définition**
Géré en toute sécurité	L'eau de boisson provenant d'une source améliorée située sur place et disponible en cas de besoin, exempte de contamination de matières fécales et des produits chimiques d'intérêt prioritaire.
Élémentaire	L'eau de boisson provenant d'une source améliorée avec un temps de collecte de 30 minutes ou moins l'aller-retour, incluant la file d'attente.
Limité	L'eau de boisson provenant d'une source améliorée avec un temps de collecte de plus de 30 minutes l'aller-retour, incluant la file d'attente.
Non amélioré	L'eau de boisson provenant de puits creusés non protégés ou de sources non protégées.
Pas de service	L'eau de boisson collectée directement d'un cours d'eau, barrage, lac, étang, ruisseau, conduit, canal d'irrigation.

Source : Joint Monitory Program, Annual Report*, 2017.*

Diversité des dispositifs socio-techniques « hors réseau » : de nouvelles normes d'accès à l'eau potable ?

Les ODD impulsent, implicitement, un basculement dans la vision de l'équité d'accès à l'eau potable. En effet, si le principe d'accès universel à une eau potable est réaffirmé, cela ne signifie plus un même niveau de service pour tous. Une diversité de modalités de service, avec des normes de qualité et des prix différents, constitue une constellation de « solutions » avec le maintien du principe d'universalisation de l'accès. Dans quelle mesure ces évolutions, aux enjeux invisibilisés dans la littérature et les débats internationaux, illustrent-elles l'émergence d'un nouveau

Off-Grid Water Supply: Should It Be Mainstreamed?, Singapour, Springer Nature, https://link.springer.com/book/10.1007/978-981-99-4060-8.

référentiel[11] dans le secteur de l'eau ? Ces évolutions questionnent, voire mettent en cause cette vision universelle d'une norme d'accès via le réseau centralisé qui a été véhiculée à travers les politiques de l'aide et s'est incarnée dans certaines politiques nationales dans les Suds, notamment en Asie du Sud-est.

Dans cette partie, nous proposons de décrire ces réalités contrastées, en présentant les divers dispositifs socio-techniques qui se sont maintenus ou qui ont émergé en Asie du Sud-Est. Il peut s'agir de dispositifs décentralisés, connectés ou non au réseau central, avec une pluralité de modes de gouvernance (publique, privée, associative, communautaire). Leur diffusion dans les villes de Bandung et Surakarta (Java, Indonésie) a été étudiée dans des travaux que nous avons conduits entre 2017 et 2024, en partenariat avec Institut Teknologi Bandung (ITB, Bandung) et Universitas Sebelas Maret (Surakarta)[12]. Les représentations de cette diversité sont illustrées dans les photos ci-dessous, qui explicitent et visibilisent la difficulté à concevoir un terme englobant l'ensemble de ces « solutions ».

S'il est difficile de proposer une typologie, certains critères peuvent néanmoins être retenus pour définir, dans une acception élargie, un « service d'eau amélioré ». Comme nous l'avons précisé, la représentation d'un idéal-type du réseau reste la norme. Ce réseau peut être qualifié de « centralisé » lorsque l'acteur public en conserve la gestion (PDAM en Indonésie[13]) ou lorsqu'il la délègue à des opérateurs privés (Jakarta avec des partenariats publics privés[14]). Les systèmes de mini-réseaux qui peuvent être – ou non – branchés au réseau principal centralisé (avec un robinet à domicile), ou des puits collectifs, sont dits décentralisés car gérés par des organisations « communautaires » de quartier (ville de Surakarta, Java centre, en Indonésie ou à l'échelle d'un village comme TaMui, dans l'Isan, au nord-est de la Thaïlande). Le mode de gouvernance renvoie à une échelle collective, à la différence de petites infrastructures, comme des puits avec ou sans système de pompage, localisées au niveau de l'habitation (extérieur) et gérées à l'échelle de la famille.

---

[11] Dans le cadre de politiques publiques, le référentiel est « constitué d'un ensemble de prescriptions qui donnent du sens à un programme d'action publique en définissant des critères de choix et des modes de désignation des objectifs ». Pierre Muller, 2006, « Référentiel », *in* Laurie Boussaguet, Sophie Jacquot et Pauline Ravinet (dir.), *Dictionnaire des Politiques Publiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2e édition.

[12] Ces travaux ont été réalisés dans le cadre de deux PHC Nusantara (Indonésie), en 2017-2018 et 2023-2024, et d'un projet FMSH (2023-2025).

[13] En Indonésie, la distribution d'eau potable s'effectue via des réseaux publics gérés par les PDAM (*Perusahaan Daerah Air Minum*, entreprise publique régionale d'eau potable) à l'échelle de la province avec une régulation du ministère des Travaux publics et du Logement.

[14] Bakker K. et Kooy M., 2011, *op.cit.*










INDONÉSIE
Une diversité d'accès à une eau « saine » : « bricolage »
Infrastructures familiales (puits, forages)
Stations de recharge d'eau et revendeurs d'eau à petite échelle
Eau en bouteille
Mini-réseau géré par les communautés (eau du robinet à domicile)
Infrastructures collectives (tanks/citernes, forages/puits collectifs, toilettes publiques, mosquées ...)
Eau de la rivière : non utilisée pour des usages domestiques en Indonésie

Par ailleurs, le système de boutiquiers qui vendent une eau filtrée au gallon dans les kiosques à eau (indépendants ou franchisés), les stations de recharge d'eau (*Refill water stations*) ainsi que la vente d'eau conditionnée (en bouteille, en sachet, en bidon, minérale ou non) se sont beaucoup développés en Asie du Sud-Est. Il en est de même des distributeurs d'eau automatiques (ATM), en Thaïlande et aux Philippines. Ces acteurs, producteurs d'une « eau dite améliorée », entrent en concurrence avec les producteurs d'eau en bouteille, un marché organisé autour de majors de l'agroalimentaire (Danone-Aqua en Indonésie) ou non (Le Minerale, Indonésie).

Ces modes d'organisation décentralisés, car en dehors d'une gouvernance publique, interrogent donc une norme définie en relation avec l'acteur public comme principale instance de régulation. Ils sont souvent regroupés sous le terme de *off-grid* qui engendre des ambiguïtés, des mini-réseaux pouvant être connectés au réseau centralisé, tout comme l'eau filtrée vendue par les boutiquiers peut aussi venir du réseau.



Description des différents composants d'un kiosque à eau.



Bouteilles plastiques vendues en boutique, Thaïlande.
Photo de Bertrand Bayet



ATM, Thaïlande, novembre 2024 ; ATM, Philippines, décembre 2024

Retenir le terme de « hors réseau » (ou *off-grid*) pour qualifier ces dispositifs hétérogènes est source de confusions dans les interprétations de ces dynamiques.

Le terme *off-grid* a été introduit assez tardivement dans la littérature sur les services d'eau en milieu urbain et rural. Dans sa thèse, C. Frenoux[15] propose une identification et une interprétation de ces alternatives au réseau centralisé. Il a réalisé une analyse bibliométrique à partir de 1 366 publications issues de la littérature grise et académique, mettant en lumière la grande hétérogénéité de ces dispositifs regroupés sous le vocable « services non conventionnels ». Il s'agit de mini-réseaux gérés par de petits opérateurs privés[16] ou des revendeurs d'eau informels[17]. Le terme *off-grid* ne ressort pas dans cette étude bibliométrique. Par ailleurs, Frenoux constate que la terminologie mobilisée dans la littérature met l'accent sur le type d'opérateur fournisseur de service (public, privé, associatif), sa taille et le ciblage géographique de son intervention (zones urbaines et périurbaines). Les dénominations utilisées restent spécifiques et descriptives, plutôt que conceptuelles et englobantes.

Si le terme *off-grid* n'a pas été mobilisé dans la littérature sur les services d'eau dans les Suds avant 2016, le terme était néanmoins présent dans la littérature technique et académique sur l'électricité[18]. Il désigne une solution d'approvisionnement autonome en énergie, indépendante du réseau de câbles (le *grid*). Il est généralement associé aux technologies renouvelables permettant la production autonome d'électricité, comme l'énergie solaire, éolienne ou encore hydraulique bien que des combinaisons avec des énergies fossiles soient possibles. Ce terme technique peut aussi bien s'appliquer à des « bricolages »[19] visant à pallier le manque de connexion à un réseau fonctionnel, qu'à des dispositifs innovants afin de garantir un approvisionnement autonome et décarboné.

---

[15] Clément Frenoux, 2016, « Institution et transactions : Déterminants et performances des services non conventionnels d'approvisionnement en eau dans les villes en développement. Le cas des entrepreneurs privés locaux dans les petits centres urbains du Cambodge », Thèse en sciences économiques, Université Toulouse 1.

[16] Aymeric Blanc, Jérémie Cavé et Emmanuel Chaponnière, 2009, « Les Petits opérateurs privés de la distribution d'eau à Maputo : d'un problème à une solution ? », *Document de travail AFD*, n° 85.

[17] Marianne Kjellen et Gordon McGranahan, 2006, « Informal water vendors and the urban poor », *Human settlements discussion paper series*, n° 3, Londres, International Institute for Environment and Development.

[18] Subhes C. Bhattacharyya, 2009, « Review of Alternative Methodologies for Analysing Off-Grid Electricity Supply », *Renewable and Sustainable Energy Reviews*, vol. 16, n° 1, p. 677-94 ; Kilian Reiche, Alvaro Covarrubias et Eric Martinot, 2000, « Expanding electricity access to remote areas: off-grid rural electrification in developing countries » *in* Guy Isherwood (dir.), *WorldPower 2000*, Londres, Isherwood Production Ltd, p. 52-60.

[19] Augustin Maria, 2007, Quels modèles techniques et institutionnels assureront l'accès du plus grand nombre aux services d'eau et d'assainissement dans les villes indiennes ?, Thèse en sciences économiques, Université Paris Dauphine.

C'est en écho au caractère englobant de ce vocable que Misra et Kingdom[20] proposent d'appliquer le terme *off-grid* au secteur de l'eau. Les deux auteurs, dans un rapport pour la Banque mondiale, proposent un changement de paradigme (« *mindset* ») par rapport aux logiques des États et des bailleurs de fonds qui privilégient systématiquement les solutions en réseaux centralisés, gérés par des acteurs publics ou privés. Ils soulignent que de larges segments de la population des Suds ne sont pas connectés à ces réseaux et accèdent donc à l'eau *off the grid*. Ce rapport marque un tournant : il invite à reconnaître les solutions *off-grid* comme une composante légitime et complémentaire de la desserte en eau dans les Suds, plutôt que comme des solutions transitoires ou inefficaces comme cela était le cas jusque-là. En adoptant une approche centrée sur les situations d'accès à l'eau plutôt que sur la nature des acteurs, le terme *off-grid* devient un concept générique qui englobe une grande diversité d'acteurs (différents statuts, tailles, activités), de dispositifs et de contextes.

Depuis 2019, le terme a été mobilisé par plusieurs auteurs, à partir d'études de cas variées qui ne se limitent pas aux quartiers précaires des villes des Suds. Des publications[21] analysent la perception qu'ont les habitants de Cimahi (dans la banlieue de Bandung) sur les systèmes *off-grid* en complément des systèmes en réseau, tandis que d'autres[22] s'intéressent à l'accès à l'eau des ménages via des solutions *off-grid* en Australie. Des auteurs[23] documentent des dispositifs *off-grid* au Ghana en mettant l'accent sur les *Water ATMs*, très présents en Thaïlande. Enfin, des chercheurs, des entrepreneurs et des membres d'ONG[24] discutent du bien-fondé de la généralisation de la desserte d'eau potable *off-grid* en présentant plusieurs *success stories* dans divers contextes. Ils soulignent, à l'occasion de différentes rencontres (les forums mondiaux ou la Conférence sur l'eau des Nations unies en mars 2023), la complémentarité possible entre les solutions *en* et *hors* réseau en vue d'atteindre l'ODD6.1.

---

[20] Misra Smita et Bill Kingdom, 2019, *Citywide Inclusive Water Supply: Adopting Off-Grid Solutions to Achieve the SDGs*, Washington, DC, World Bank, https://hdl.handle.net/10986/32046.
[21] Prayoga *et al.*, 2021, *op.cit*.
[22] Wilkinson Carrie, 2021, *Beyond Mains Water: A Study of Households That Are Off-Grid for Water in Regional New South Wales, Australia*, Thèse en sciences de la terre, University of Wollongong, School of Geography and Sustainable Communities.
[23] Godfred Amankwaa, Richard Heeks, et Alison L. Browne, 2022, « Water ATMs and Access to Water: Digitalisation of Off-Grid Water Infrastructure in Peri-Urban Ghana », *Water Alternatives*, vol. 15, n° 3, p. 21.
[24] Sachdeva *et al.*, 2023, *op.cit*.

Le cas des kiosques à eau à Bandung

Des enquêtes de terrain conduites dans 12 quartiers de Bandung (Java Ouest, Indonésie)[25] auprès de 70 ménages montrent que 15 seulement consomment l'eau du robinet bouillie pour la boisson, 11 de l'eau en bouteille et 38 s'approvisionnent aux kiosques à eau. Ces chiffres reflètent les réalités indonésiennes où le kiosque à eau est la principale source d'accès à l'eau potable à domicile[26].

Ces kiosques à eau reposent sur une chaîne de valeur complexe, en témoigne le cas du district de Ujung Berung[27] en périphérie de Bandung, dans une zone montagneuse où les eaux de surface sont accessibles et abondantes. Des entrepreneurs locaux ont construit des infrastructures pour capter l'eau et la stocker dans des réservoirs. Un compteur d'eau permet à la municipalité d'appliquer une taxe sur le prélèvement d'eau. Une fois l'eau prélevée à Ujung Berung, les entreprises emploient des transporteurs équipés de camions-citernes qui acheminent l'eau « brute » vers des kiosques répartis dans la ville. Le prix payé par les transporteurs varie en fonction de critères variés (distance qui sépare l'entreprise de la source, du client, ou taux de PH, etc.). Ces kiosques sont exploités par de petites entreprises locales ou encore des franchises, et sont équipés d'installations de traitement (UV ou osmose inverse) afin d'améliorer la qualité de l'eau. La distribution se fait ensuite via diverses modalités (livraison à domicile avec système d'abonnement ou commande unique ; client qui amène son propre bidon ; vendeurs ambulants ; revente entre voisins ; etc.).

Ce modèle illustre la complexité de ces systèmes intégrés *off-grid* qui comprennent la captation, le transport, le traitement et la distribution, chaque maillon nécessitant une régulation particulière.

L'utilisation du terme *off-grid* engendre une confusion majeure liée à sa définition par exclusion. En effet, le *grid* est synonyme de centralisation du service, mais certaines configurations qualifiées de *off-grid* s'appuient paradoxalement sur l'infrastructure centralisée (par exemple les transporteurs d'eau autour de Jakarta, ou l'ONG 1001fontaines au Cambodge qui utilise, en partie, l'eau du réseau). Ces

[25] Entre mars et mai 2024 dans le cadre de la thèse en cours d'A. Gaudry et du PHC Nusantara.

[26] Voir l'étude menée par le ministère de la Santé Indonésien. Joko Irianto, Zarha Zahra, Miko Hananto, Athena Anwar, Andre Yunianto, Khadija Azhar, Heny Lestary *et al.*, 2020, *Laporan Hasil Penelitian Studi Kualitas Air Minum Rumah Tangga di Indonesia*, Kementarian Kesehatan Republik Indonesia.

[27] Cas étudié par Anindrya Nastiti, S V Meijerink, Mark Oelmann, A J M. Smits, Barti Setiani Muntalif, Arief Sudradjat, et Dwina Roosmini, 2017, « Cultivating innovation and equity in co-production of commercialized spring water in peri-urban Bandung, Indonesia », *Water Alternatives*, vol. 10, n° 1.

dispositifs sont donc dépendants de l'eau du réseau, tout en étant gérés en dehors des cadres de gouvernance de l'infrastructure centralisée. Cette ambiguïté illustre la complexité de systèmes hybrides émergents qui requiert des analyses approfondies. Il est prématuré de déterminer si le terme d'*off-grid* s'imposera comme un terme unique ou sera progressivement supplanté par d'autres concepts. Sa flexibilité sémantique permet de décrire des configurations hétérogènes dans des contextes variés, mais contribue à renforcer son imprécision. Il est à noter que dans une deuxième publication, Misra et Kingdom (2022)[28] abandonnent le terme *off-grid* pour introduire celui de *supplementary urban water service providers*, insistant sur la nécessité de soutenir ces acteurs en vue de l'atteinte de l'ODD6 pour 2030.

Le terme *off-grid* ne fait donc pas consensus. D'autres travaux mobilisent des terminologies différentes pour désigner des acteurs et dispositifs similaires, comme celui de « *self supply* »[29] ou de service décentralisé[30].

Il apparaît donc, à travers cette présentation descriptive, que le terme *off-grid* ne permet pas d'englober la diversité des arrangements qui s'organisent en dehors d'une norme (réseau centralisé) dont on peut questionner l'effectivité en Asie du Sud-Est.

Domination des arrangements marchands dans le secteur de l'eau potable en Asie du Sud-Est : mythe ou réalité ?

Nous avons souligné la nécessité d'un basculement face à l'urgence climatique pour penser des dispositifs socio-techniques et des modes de gouvernance de l'eau innovants. Cet enjeu fait émerger les questions suivantes : comment penser l'articulation entre équité dans l'accès à un service et protection des ressources, et

[28] Smita Misra et Bill Kingdom, 2022, *Citywide Inclusive Water Supply: Role of Supplementary Urban Water Service Providers*, Washington, DC, World Bank.

[29] Tim Foster, Cindy Priadi, Krishna Kumar Kotra, Mitsunori Odagiri, Emily Christensen Rand et Juliet Willetts, 2021, « Self-Supplied Drinking Water in Low- and Middle-Income Countries in the Asia-Pacific », *npj Clean Water*, vol. 4, n° 1, p. 37, www.nature.com/articles/s41545-021-00121-6.

[30] Christian Binz, David Sedlak, Paul O'Callaghan, Bernhard Truffer, Muhil Nesi, Eberhard Morgenroth et Djamila Lesch *et al.*, 2024, *Mainstreaming Decentralized Urban Water Management Solutions for Sustainable Cities*, Eawag, www.eawag.ch/fileadmin/Domain1/News/2024/08/13/umw_whitepaper_binz_etal_2024.pdf ; Sri Maryati, Tommy Firman et An Nisaa Siti Humaira, 2022, « A Sustainability Assessment of Decentralized Water Supply Systems in Bandung City, Indonesia », *Utilities Policy*, vol. 76, https://doi.org/10.1016/j.jup.2022.101373.

donc la reconnexion entre eaux ressources (ou milieux) et services d'eau potable dans des contextes fragmentés (au niveau institutionnel, des politiques de l'aide ou au sein de la sphère académique) ? Ceci suppose un changement de paradigme avec un impact transformatif non seulement sur les cadres d'analyse (rupture épistémologique) et les représentations du monde (ontologies), mais aussi pour penser des politiques et des modes de gouvernance des eaux comme communs. Par exemple, raisonner en termes de milieu et non de ressources suppose de considérer le vivant dans sa complexité, et de penser l'innovation au-delà de la dimension technique, en termes de dynamiques de co-création des connaissances et des règles de gouvernance du service d'eau. Comment cette rupture est-elle compatible avec un régime socio-technique dominant à l'échelle internationale, fondé sur une conception du réseau d'eau centralisé comme norme universelle, et une vision de l'eau comme bien marchand ?

Un contexte de financiarisation favorable à des arrangements marchands

Le contexte de financiarisation du développement, en ouvrant la voie à une pluralité de modalités de financements dits « innovants », a renforcé une conception économique et utilitariste de l'eau.

Les politiques d'attractivité de capitaux transnationaux ont permis de financer des dispositifs hors réseau, favorisant l'émergence de « nouveaux » acteurs positionnés sur ces marchés (ONG et fondations ; entrepreneurs transnationaux, etc.), mus, pour la plupart, par des objectifs de rentabilité même si certains qualifient leur action de *social business*[31], à savoir un entrepreneuriat à finalité sociale. Bon nombre d'innovations présentées lors du Forum mondial de l'eau de Dakar (2022) et de Bali (2024) étaient des solutions hors réseau portées par ces acteurs. Leurs stratégies reposent sur la recherche de niches de marché, avec des dispositifs de traitement de l'eau simples, peu coûteux, nécessitant de faibles niveaux de qualification, et visant des ménages appartenant à la « petite prospérité ». Certains investissent par exemple dans des boutiques de vente d'eau filtrée ou de filtres. Leur modèle économique repose sur des financements hybrides, publics et privés, comme

[31] Le *social business* (Mohammed Yunus, années 1990) met en avant la finalité sociale et/ou environnementale de l'entreprise, et son autonomie financière.

c'est le cas de l'ONG française 1001fontaines[32] dont certains projets sont financés par l'Agence Française de Développement (AFD), acteur public de l'aide, plus précisément par la division « organisations de la société civile ». Elle a créé aussi des micro-entreprises locales de production d'eau potable en fonction du contexte législatif des pays.

Le cas de l'ONG 1001fontaines : un modèle hybride

Le modèle de 1001fontaines, ONG française, constitue une véritable *success story* dans le domaine de l'approvisionnement en eau potable *off-grid*, notamment au Cambodge. L'ONG s'est imposée comme un acteur majeur dans la distribution d'eau potable et a atteint, en 2023, le cap symbolique du million de « consommateurs »[33]. Dans les zones rurales, le modèle repose sur la création de micro-entreprises locales, dénommées « *water kiosks* ». Chaque kiosque est équipé d'une unité de traitement qui permet de filtrer et de conditionner l'eau potable sous forme de bonbonnes de 20 litres, généralement réutilisables. Ces kiosques assurent la production et la distribution d'eau jusqu'au domicile des consommateurs. En zone urbaine, l'ONG met en place des usines de production d'eau traitée et conditionnée sous la même forme. Ces usines, de plus grande envergure que les kiosques ruraux, desservent ensuite des points de vente décentralisés, des boutiques situées à proximité des foyers des populations vulnérables. Par ailleurs, 1001fontaines développe des franchises nationales, en s'appuyant sur des partenaires locaux (par exemple, l'entreprise « sociale » Teuk Saat 1001 au Cambodge), en adéquation avec le régime de droit local. Enfin, elle recrute des « entrepreneurs » locaux pour assurer la maintenance et la gestion des installations. Si le Cambodge représente le programme phare de l'ONG – lancé dès 2005 – avec 327 kiosques actifs en 2023, 1001fontaines étend ses activités à d'autres pays d'Asie, notamment le Viêtnam (29 000 consommateurs et 245 revendeurs dans les banlieues de Hô Chi Minh-Ville en 2023) et le Bangladesh, et affiche une volonté de se positionner sur le marché indonésien.

Des partenariats ont aussi été noués entre des firmes multinationales de l'agroalimentaire, à travers leurs fondations (Danone Community, PepsiCo, etc.), et

[32] Isaac Lyne, 2020, « Bottling water differently, and sustaining the water commons? social innovation through water service franchising in Cambodia », *Water Alternatives*, vol. 13, n° 3.
[33] www.1001fontaines.com/wp-content/uploads/2024/05/FR-Rapport-annuel-2023.pdf, consulté le 6 février 2025.

des ONG. La fondation Danone Community appuie par exemple des ONG (dont 1001fontaines) et des entreprises privées (comme Nazava et Tera Waters en Indonésie) qui se positionnent sur ces marchés. Les frontières entre public, privé et associatif deviennent poreuses, ce qui interroge sur les principes d'équité dans l'accès à un service supposé relever du commun[34]. Des opérateurs publics (certains PDAM, Indonésie) vendent parfois leur propre eau en bouteille (à Bandung, la marque s'appelle Hanaang).

En parallèle, dans une logique de « *business* », des industriels dominent le marché de l'eau potable qu'il s'agisse des majors de l'agroalimentaire comme Danone-Aqua en Indonésie pour l'eau en bouteille, ou d'embouteilleurs locaux, gérants de distributeurs automatiques d'eau (ATM) ou de kiosques à eau. Le modèle « boutiquier » (kiosques à eau) repose sur ces logiques de marché. Le commerçant achète de l'eau brute, transportée dans des camions citernes, et vend de l'eau traitée dans une logique de rentabilité.

Ces nouvelles dynamiques ont été impulsées par des politiques d'innovation qui ont favorisé le développement de technologies innovantes ayant un impact sur le secteur. On peut citer des technologies de traitement et de filtrage de l'eau, mais aussi du numérique pour le paiement des factures. Certaines innovations émanent d'initiatives d'acteurs du Sud Global[35].

Ainsi, la participation du secteur financier et du privé pour atteindre les ODD est préconisée et légitimée par les instances à l'origine de leur formulation. L'ensemble de ces évolutions a été rendue possible par la remise en cause d'une vision du service public, véhiculée à l'échelle internationale, fondée sur les principes d'égalité, de continuité, d'accessibilité et de prix abordables. Le décalage entre cet idéal-type projeté et les spécificités des contextes en Asie du Sud-Est, liées à l'histoire de la construction des États et des dynamiques institutionnelles, peut expliquer l'organisation du secteur de l'eau selon d'autres modalités que le « tout réseau ».

[34] Baron et Maillefert, 2021, *op.cit.*
[35] Larsen *et al.*, 2016, *op.cit*.

Les ambiguïtés de « solutions » présentées comme durables

Ces évolutions contribuent à la « reconnaissance » de modalités d'accès hors du réseau centralisé comme des solutions supposées durables par les acteurs institutionnels. Elles s'inscrivent dans le contexte du développement de marchés « *Bottom of the Pyramid* »[36] qui visent à favoriser l'insertion des « pauvres » dans le marché. Ce modèle d'un « marché inclusif pour les pauvres » a été diffusé dans le secteur des services (eau, assainissement, électricité, logement)[37] en proposant des financements dits innovants, tels que le microcrédit (voir la fondation Water.org, présente en Asie). Mais si le terme de *social business* est parfois utilisé pour qualifier ce modèle économique, la finalité de bon nombre d'entrepreneurs positionnés sur le segment *off-grid* du marché de l'eau potable vise plus la recherche de profit que l'équité dans l'accès ou la soutenabilité écologique. On se situe en dehors d'une relation entre un opérateur et un usager, régie par des principes de continuité du service, d'équité d'accès et d'adaptabilité aux besoins des usagers, principes aux fondements de la notion de service public, pour s'inscrire dans une relation entre un client et un vendeur où prime une logique de rentabilité et de concurrence. Ces stratégies concurrentielles se manifestent, en Indonésie, entre les associations d'embouteilleurs (entre ASPADIN[38] où Danone-Aqua est représenté, et ASPARMINAS avec son concurrent, Le Minerale), mais aussi entre embouteilleurs et associations des transporteurs et boutiquiers (comme APDAMINDO).

Cette ambiguïté questionne les fondements de l'idéal-type de service public et brouille les frontières entre public et privé, certains embouteilleurs énonçant régulièrement qu'ils assurent un « service » d'eau là où l'État est défaillant (discours de Danone-Aqua en Indonésie). Pour autant, si, dans leurs représentations, les consommateurs associent l'eau en bouteille à une eau saine, propre à la consommation, la question du contrôle de la qualité de l'eau et de la responsabilité

---

[36] Coimbatore K. Prahalad, 2004, *The Fortune at the Bottom of the Pyramid: Eradicating Poverty Through Profits*, Upper Saddle River, New Jersey, Pearson Education.

[37] Catherine Baron, Joshua Greene, Philippe Mader et Solène Morvant-Roux, 2019, « Water-microcredit models and market inclusion: shifting debts and responsibility », *Institute of Development Studies Working Paper/IDS WP*, n° 522, Brighton, IDS, https://hal.science/hal-04627588v1 ; Pascale Trompette et Céline Cholez, 2023, « Frugal Innovation and the Global Markets of Pico Solar Systems », *in* André Leliveld, Saradindu Bhaduri, Peter Knorringa et Cees van Beers (dir.), *Handbook on Frugal Innovation*, Cheltenham, Edward Elgar Publishers, https://doi.org/10.4337/9781788118873.00031.

[38] Asosiasi Perusahaan Air Minum Dalam Kemasan Indonesia, « Association des entreprises d'eau minérale d'Indonésie ».

reste entière. De même, le prix de l'eau en bouteille est un enjeu débattu dans la littérature, en comparaison avec la tarification du service public d'eau.

Par ailleurs, certaines entreprises mettent en avant leurs politiques de responsabilité sociale et environnementale (RSE), affichant leur attachement aux principes d'équité et de protection de la ressource, Des contradictions apparaissent entre ces discours RSE et certains choix stratégiques. On peut citer la croissance du marché de l'eau en bouteille en Indonésie et en Thaïlande qui va de pair avec une consommation accrue de produits manufacturés en plastique à usage unique avec un impact durable sur les écosystèmes.

Enfin, le service d'eau potable est intrinsèquement lié à la disponibilité en ressources. Or, l'origine des ressources en eau (eaux souterraines, de surface, etc.) est rarement explicitée lorsqu'on analyse la diversité des modalités *off-grid*. Ce développement d'un marché concurrentiel se fait en dehors de toute planification stratégique des ressources en eau à l'échelle du territoire, sans vision prospective articulant disponibilités en eau, protection des ressources et besoins des populations.

Ces nouvelles configurations marchandes dominent ainsi le secteur de l'eau en Asie du Sud-Est. Elles semblent peu compatibles avec une vision de l'eau comme commun[39] dans une acception véhiculée par des acteurs (académiques, mouvements sociaux, ONG) soucieux d'articuler les enjeux d'équité à ceux de protection des milieux, en lien avec la co-construction de règles de gouvernance impliquant l'ensemble des acteurs. Certaines expériences collectives de gouvernance de services d'eau, hybrides mais en dehors des logiques marchandes, existent. Par exemple, dans certains quartiers de Bandung non desservis par le réseau central, des mini-réseaux d'eau sont gérés selon les principes du *community-based water management* (gestion « communautaire »). Le gouvernement local fournit le matériel et la « communauté » gère à l'échelle de son territoire.

Longtemps présentées comme des solutions transitoires, du bricolage[40], des « niches » dans les Suds où le réseau centralisé n'est jamais devenu la norme,

[39] Karen Bakker, 2011, « Commons versus Commodities: Political ecologies of water privatization », *in* Richard Peet, Paul Robbins et Michael Watts (dir.), *Global Political Ecology*, Londres, Routledge, p. 345-368 ; Baron et Maillefert, 2021, *op.cit.*

[40] Frances Cleaver, 2002, « Reinventing Institutions: Bricolage and the social embeddedness of natural resource management », *The European journal of development research*, vol. 14, n° 2, p. 11-30.

certains dispositifs *off-grid* sont aujourd'hui considérés comme des innovations qui permettraient d'atteindre la cible 6 des ODD. Certains y voient les indices d'un basculement vers un nouveau régime socio-technique ou du moins un moment de transition vers un nouveau régime qui remettrait en cause le modèle de réseau centralisé véhiculé comme idéal-type dans les Suds. Au-delà d'interrogations sur les dimensions socio-techniques de ce nouveau « régime », nous avons montré que cette évolution traduisait une rupture dans la conception même du « service » d'eau. On passe d'une vision collective d'un service public fondé sur l'équité et le contrat social vers une conception individualiste et utilitariste où la responsabilité de l'individu (devenu consommateur) et de l'acteur privé (une entreprise ou certaines ONG engagées sur ces marchés du *off-grid*[41]) devient centrale. Ces évolutions caractéristiques de l'Asie du Sud-Est sont sources d'enseignements pour analyser des processus similaires qui se développent à l'heure actuelle dans des contextes contrastés, comme en Afrique de l'Ouest (comme au Sénégal).

De nombreuses questions restent en suspens et font l'objet de réflexions à l'heure actuelle[42]. Dans quelle mesure et sous quelles conditions les solutions *off-grid*, décentralisées, pourraient-elles devenir la norme, remettant en cause l'idée d'un service universel fondé sur le réseau centralisé ? N'assiste-t-on pas à une multiplicité de transitions, traduisant l'émergence de nouveaux régimes complexes, hybrides, encore peu documentés dans la littérature ? Dans quelle mesure ces processus d'individualisation ébranleraient-ils le contrat social, et donc le rôle de l'État, sur lequel étaient fondés les principes de service public, une norme qui a été véhiculée à l'échelle internationale et dont l'universalité est questionnée à travers ces dynamiques ? Comment identifier, documenter et appuyer des solutions alternatives, diverses en fonction des contextes, et construire un autre récit ? Ces alternatives sont fondées sur une vision du commun qui met au centre l'accès équitable à une eau saine, tout en préservant les milieux et en privilégiant des dynamiques de co-construction de règles, dans un contexte où les rapports de pouvoir invisibilisent et entravent ces visions alternatives dans un secteur fortement concurrentiel.

---

[41] Voir le cas de 1001fontaines, Lyne, 2020, *op. cit.*

[42] Dans le cadre de la thèse d'Alexandre Gaudry, « Access to drinking water in southern cities: sociotechnical reconfigurations through individualized constellations of service access. Toward a new global regime? », (2021-2025), en lien avec le PHC Nusantara WISE, en partenariat avec ITB Bandung, Indonésie (coord. Anindrya Nastiti) et le Lereps/Sciences Po Toulouse, France (coord. Catherine Baron).

La dengue en Asie du Sud-Est

Enjeux pour un système de surveillance transnational : Thaïlande, Laos, Cambodge et Viêtnam

Éric Daudé, Richard Paul, Alexandre Cebeillac,
Florian Girond, Vincent Herbreteau, Sébastien Boyer

La dengue est une maladie virale transmise par les moustiques et représente depuis des décennies un défi majeur de santé publique, notamment en Asie et en Amérique Centrale et du Sud. En raison de l'expansion rapide des moustiques vecteurs au-delà des zones subtropicales, la dengue risque de constituer un défi majeur de santé publique dans la prochaine décennie, en Europe et en Amérique du Nord. La dengue est classée comme nouvelle maladie à la suite d'une première épidémie à Manille en 1954, puis en 1956. La maladie touche principalement les enfants et se caractérise par une forte fièvre, une hémorragie pétiolaire et un syndrome de choc. Plus de 1 200 cas sont alors enregistrés avec un taux de létalité de 6 %. En 1958, une épidémie de fièvre hémorragique aiguë se propage à Bangkok et les régions avoisinantes faisant près de 2 500 cas avec un taux de létalité de 10 %. Depuis ces premiers foyers, la dengue s'est progressivement propagée dans les pays d'Asie du Sud-Est et du Pacifique occidental couverts par l'OMS[1]. Des épidémies bien établies sont signalées en Chine, au Myanmar, au Cambodge, en Indonésie, au Laos, en Malaisie, aux Philippines, en Thaïlande et au Viêtnam, faisant payer un fardeau sanitaire et économique majeur à ces pays. Ces régions d'Asie du Sud-Est et Pacifique Occidental couvertes par l'OMS ont ainsi enregistré le plus grand nombre de cas de dengue dans le monde en 2023 : 369 000 cas au Viêtnam (376/100k hab.),

[1] Samir Bhatt et Simon Hay, 2013, « The global distribution and burden of dengue », *Nature*, vol. 496, n° 7446, p. 504-507.

321 000 au Bangladesh (187/100k hab.), 150 000 en Thaïlande (209/100k hab.), 111 400 en Malaisie (328/100k hab.) et 35 390 cas au Cambodge (208/100k hab.)[2].

Le virus de la dengue se transmet à l'être humain par les piqûres de moustiques femelles infectées, moustiques du genre *Aedes aegypti* et secondairement *Aedes albopictus*. Sa géographie le positionne dans la catégorie des maladies urbaines et péri-urbaines, lieu de vie principal des moustiques vecteurs. Ils y trouvent en abondance les ressources énergétiques nécessaires à leur développement biologique, le sang des mammifères et le nectar des plantes, et de nombreux gîtes pour pondre leurs œufs : pneus, barquettes en plastique, jarres etc. À la saison des pluies, ces petits récipients se remplissent d'eau ; commence alors la phase de développement des œufs qu'ils contiennent. Ils produiront au bout de quelques jours de jeunes moustiques et des cohortes de moustiques, qui coloniseront les quartiers urbains au terme de quelques semaines. Endémique dans la région ou en provenance d'une autre région du fait des mobilités inter-régionales, le virus de la dengue peut alors de nouveau circuler du fait de cet accroissement des vecteurs.

La plupart des cas de dengue se présentent sans symptômes ou avec des signes légers, comme des maux de tête, de la fatigue, des douleurs articulaires, etc. On parle alors de fièvre de dengue (« Dengue Fever », DF). Dans certains cas, le virus peut entraîner des complications graves, avec des symptômes hémorragiques (« Dengue Haemorrhagic Fever », DHF), pouvant aller jusqu'au décès du malade par syndrome de choc (« Dengue Shock Syndrome », DSS). Il existe quatre sérotypes du virus de la dengue, désignés par les acronymes DENV-1, DENV-2, DENV-3 et DENV-4. Lorsqu'une personne est infectée par l'un de ces sérotypes, elle développe une immunité croisée à court terme aux autres sérotypes puis spécifique à ce sérotype sur le long terme. L'immunité est donc limitée dans le temps et n'offre pas de protection durable contre les autres sérotypes. Par conséquent, une personne peut être infectée plusieurs fois au cours de sa vie, ce qui augmente le risque de complications graves, notamment lors d'une infection ultérieure par un sérotype différent. Si la détection précoce de la maladie et l'accès à un système de soin robuste permettent de réduire le taux de létalité, c'est la lutte contre le vecteur qui permet de réduire la charge épidémique. À ce jour, il n'existe en effet ni vaccin spécifique ni traitement antiviral pour le virus de la dengue.

---

[2] Voir le site web l'OMS : Asie du Sud-Est (https://www.who.int/southeastasia) et Pacifique occidental (https://www.who.int/westernpacific/).

Les pays d'Asie du Sud-Est et du Pacifique occidental luttent indépendamment contre les vecteurs et la maladie, sans connaissance précise de la situation dans les pays voisins. Ces actions de santé publique sont en partie dimensionnées par la disponibilité des ressources financières, les capacités humaines ou encore les priorités politiques, avec des résultats très inégaux et difficilement comparables entre pays. Il existe pourtant de forts enjeux pour la coordination d'une lutte intégrée contre la dengue dans des régions gouvernées par des régimes climatiques et des écosystèmes similaires, tels que les quatre pays voisins que sont la Thaïlande, le Cambodge, le Viêtnam et le Laos (figure 1). En effet, ces pays sont soumis au régime des moussons dont on connaît le lien avec les dynamiques de populations vectorielles[3] et ils partagent d'importants flux de populations inter-régionaux qui favorisent la circulation des virus en période épidémique[4]. C'est pourquoi l'amélioration des systèmes de détection et d'alerte précoce dans la région du sud-est asiatique fait partie de la stratégie défendue par l'OMS depuis 2009[5]. Il existe cependant de nombreux défis pour concrétiser cette coordination, laquelle pourrait renforcer les capacités de décision politique en matière de santé publique. En effet, la mise à niveau et l'harmonisation des méthodes de surveillance nationales ainsi que le partage des données pour anticiper et réduire les risques épidémiques constituent un enjeu politique, économique et technique. Le développement de modèles prédictifs à différentes échelles spatiales et temporelles, mis à disposition des acteurs locaux, constitue également un enjeu majeur pour opérationnaliser de tels systèmes.

Nous présentons dans ce chapitre un état des lieux des systèmes de surveillance des quatre pays ainsi que les évolutions sur les dernières années des épidémies de dengue. Nous montrons qu'à l'échelle régionale ces dynamiques épidémiques sont à mettre en relation avec les dynamiques climatiques et les flux de populations. Nous avons fait le choix de n'exploiter ici que les données publiques disponibles auprès des opérateurs nationaux et régionaux de santé publique. L'accessibilité des données est en effet un premier pas pour comparer les situations épidémiques entre les pays

---

[3] Nur Abdullah, Nazri Dom, Siti Salleh, Hasber Salim et Nopadol Precha, 2022, « The Association between Dengue Case and Climate: A Systematic Review and Meta-Analysis », *One Health*, vol. 15, n° 100452.

[4] Alexandre Cebeillac et Éric Daudé, 2024, « Daily Mobility and the Spread of Communicable Infectious Diseases », *in* Julie Vallée (dir.), *Everyday Mobility and Health*, Wiley and ISTE, Coll. Sciences – Geography and Demography, p. 1-41.

[5] World Health Organization and the Special Program for Research and Training in Tropical Diseases, 2009, *Dengue guidelines for diagnosis, treatment, prevention and control: new edition*, Genève, World Health Organization.

et pour opérationnaliser un système de surveillance transnational. Nous verrons que l'ouverture des données reste un défi politique aux avancées inégales entre ces quatre pays. Nous concluons ce chapitre par la proposition d'un cadre conceptuel pour renforcer la lutte intégrée contre les épidémies de dengue entre ces quatre pays.

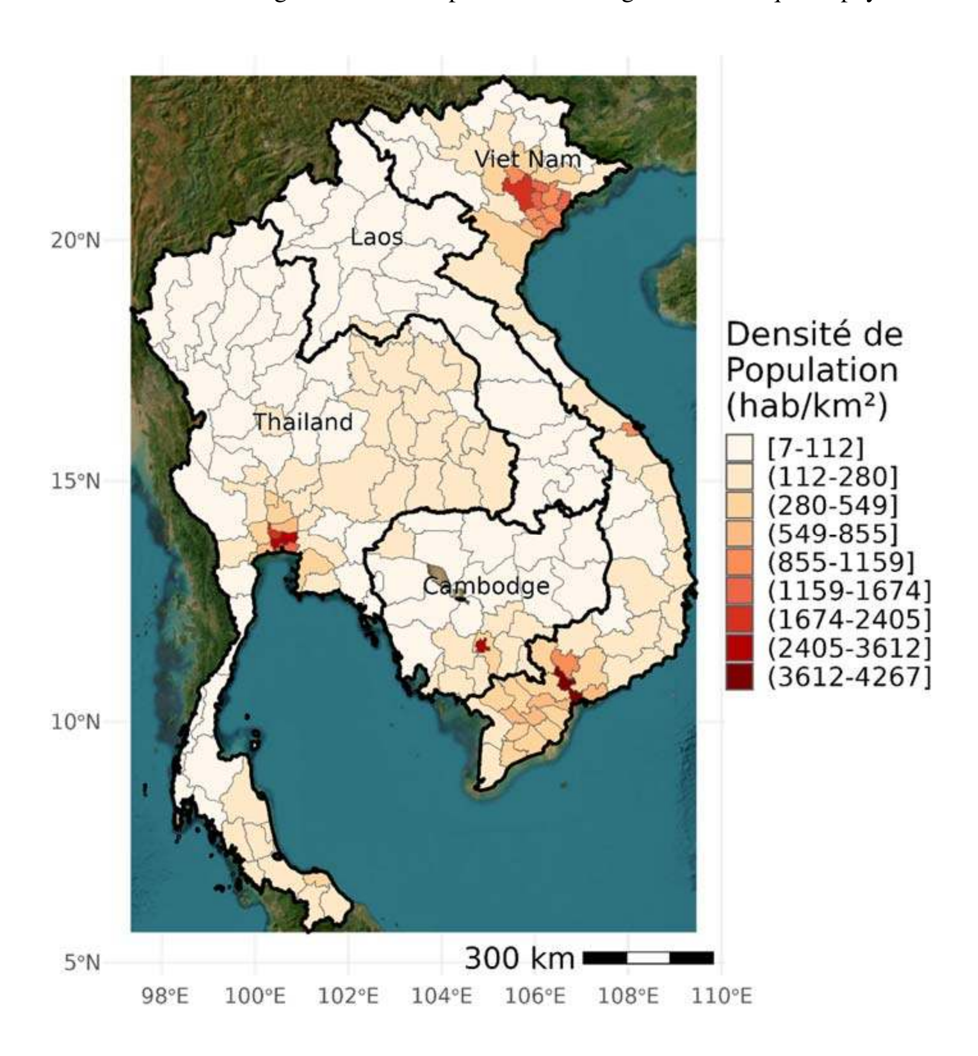


Figure 1 : Densités des populations en 2019 (méthode de Jenks)

Sources des données : DOPA Thailand, National Institute of Statistics of Cambodia, OpenDevelopment Cambodia & Laos, General Statistics Office of Vietnam. Fonds cartographique : GADM, Esri world imagery, OpenDevelopment

Les vecteurs de la dengue en Asie du Sud-Est : enjeux et défis

Actuellement, les principaux vecteurs de la dengue, *Ae. aegypti* et *Ae. albopictus*, sont largement distribués dans tous les pays d'Asie du Sud-Est, et probablement dans toutes leurs régions. La distribution géographique de ces vecteurs est influencée par divers facteurs, dont les conditions météorologiques, la saisonnalité, la disponibilité des habitats larvaires et des sources de sang. *Ae. aegypti* et *Ae. albopictus* se sont adaptés aux changements anthropiques, car ils peuvent se reproduire dans divers récipients, qu'ils soient artificiels ou naturels. Les changements environnementaux en Asie du Sud-Est, notamment l'urbanisation rapide, la déforestation et le changement climatique, ont un impact direct sur la prolifération de ces vecteurs. L'urbanisation crée de nouveaux habitats pour les moustiques, tandis que les modifications des régimes de précipitations et de température influencent le cycle de vie des moustiques et la distribution des populations de vecteurs. Une étude récente a montré que les densités d'*Ae. aegypti* devraient augmenter de 25 % d'ici la fin du XXIe siècle si des mesures d'atténuation des émissions de CO_2 sont réalisées, et de 46 % sans ces mesures[6]. Pour *Ae. albopictus*, les augmentations de densité seraient respectivement de 13 % à 21 %. Les études suggèrent que les changements climatiques peuvent aussi prolonger la saison de transmission de la dengue, augmentant ainsi la fréquence des épidémies dans certaines régions.

Aedes aegypti : Un vecteur urbain

Aedes aegypti est considéré comme le principal vecteur de la dengue en Asie du Sud-Est, où il est présent dans toutes les zones densément peuplées (figure 1). Ce moustique, originaire d'Afrique, s'est répandu dans toute la ceinture tropicale et subtropicale depuis la fin du XIXe siècle[7] à mesure que l'urbanisation, les déplacements et le commerce international augmentaient. En Asie du Sud-Est, il s'adapte parfaitement aux environnements urbains et périurbains où il trouve de nombreux récipients artificiels pour pondre ses œufs (figure 2).

---

[6] Lucas Bonnin, Annelise Tran, Vincent Herbreteau, Sébastien Marcombe, Sébastien Boyer, Morgan Mangeas et Christophe Menkes, 2022, « Predicting the Effects of Climate Change on Dengue Vector Densities in Southeast Asia through Process-Based Modeling », *Environmental Health Perspectives*, vol. 130, n° 12, p. 127002.

[7] Chris Smith, 1956, « The history of dengue in tropical Asia and its probable relationship to the mosquito Aedes aegypti », *Journal of Tropical Medicine and Hygiene*, vol. 59, p. 3-11.



Figure 2 : Types de récipients utilisés par *Ae. aegypti* pour pondre ses œufs
Photos : Éric Daudé, Bangkok, 2024

Cette espèce est particulièrement anthropophile, se nourrissant principalement de sang humain et piquant essentiellement durant la journée, ce qui rend sa capacité de transmission du virus extrêmement efficace. Les efforts de lutte contre *Ae. aegypti* se concentrent principalement sur la réduction des gîtes larvaires à travers des campagnes de sensibilisation et des stratégies de gestion intégrée des vecteurs. Cependant, la forte capacité de cette espèce à se reproduire dans des environnements modifiés par l'homme et son développement rapide d'une résistance aux insecticides compliquent les efforts de contrôle.

Aedes albopictus : Le moustique tigre asiatique en pleine expansion

Aedes albopictus, également connu sous le nom de moustique tigre, est un vecteur secondaire mais de plus en plus important dans la transmission de la dengue. Initialement restreint à des environnements ruraux, ce moustique s'est adapté aux environnements urbains et périurbains et a démontré une grande plasticité écologique. Contrairement à *Ae. aegypti*, qui se reproduit principalement dans des récipients artificiels, *Ae. albopictus* est capable de coloniser une plus grande variété d'habitats, incluant aussi bien les récipients artificiels que les environnements

naturels comme les bambous et les trous d'arbres. *Aedes albopictus* est moins strictement anthropophile, se nourrissant de sang animal et humain. Cependant, sa capacité à s'adapter à différentes conditions climatiques et écologiques, associée à sa résistance croissante aux insecticides, lui a permis de s'étendre rapidement dans toute l'Asie du Sud-Est et au-delà. Cette expansion géographique pose un nouveau défi pour le contrôle de la dengue, notamment dans des zones où *Ae. albopictus* coexiste avec *Ae. aegypti*.

Difficultés d'un contrôle vectoriel en milieu urbain

L'un des principaux obstacles au contrôle des vecteurs de la dengue en Asie du Sud-Est est l'émergence de résistances aux insecticides, en particulier aux pyréthrinoïdes, qui sont couramment utilisés dans les pulvérisations d'insecticides[8]. Des études menées dans divers pays de la région montrent une augmentation de cette résistance, ce qui compromet l'efficacité des campagnes de lutte antivectorielle. En réponse à cette situation, les autorités sanitaires et les chercheurs explorent des approches alternatives pour le contrôle des moustiques. Parmi ces stratégies figurent l'utilisation de méthodes biologiques comme les moustiques génétiquement modifiés ou infectés par la bactérie *Wolbachia*, qui réduit la capacité des moustiques à transmettre le virus de la dengue. De plus, la gestion intégrée des vecteurs, combinant plusieurs méthodes de contrôle (environnemental, biologique et chimique), est encouragée pour minimiser la dépendance à une seule stratégie.

Autre difficulté du contrôle, l'accès aux territoires des moustiques est particulièrement compliqué en milieu urbain par rapport à des zones péri-urbaines ou rurales. En effet, la privatisation des sols ne permet pas d'accéder facilement au plus près des gîtes de ponte du fait de la réticence des habitants à laisser entrer dans leur espace de vie des personnes extérieures. De plus la multiplicité des modes d'occupation et d'usages du sol a pour effet de multiplier les contextes environnementaux et donc les densités de gîtes potentiels[9]. Il est donc nécessaire de pouvoir identifier les territoires les plus à risque, c'est-à-dire ceux où les densités de

[8] Sébastien Boyer, …, Sébastien Marcombre, 2022, « Monitoring insecticide resistance of adult and larval *Aedes aegypti* (Diptera: Culicidae) in Phnom Penh, Cambodia », *Parasites Vectors*, vol. 15, n° 44.
[9] Éric Daudé, Alexandre Cebeillac, Kanchana Nakhapakorn et Rick Paul, 2024, « Mapping Urban Landscapes Prone to Hosting Breeding Containers for Dengue-Vector Mosquitoes: A Case Study in Bangkok », *Urban Science*, vol. 8, n° 98.

gîtes potentiels sont les plus élevées, pour cibler les zones d'interventions et optimiser ainsi l'utilisation des ressources.

La surveillance continue des vecteurs et l'adaptation des stratégies de contrôle aux différents contextes géographiques et climatiques sont donc cruciales pour anticiper et répondre efficacement aux futures flambées de dengue. Mais au-delà de la présence des vecteurs, comment surveille-t-on les risques épidémiques dans ces pays ? Les données sont-elles comparables pour conduire des analyses diachroniques et élaborer une stratégie transnationale de détection et d'alerte précoce ?

Des systèmes de surveillance très hétérogènes entre les pays de l'Asie du Sud-Est

La lutte contre les épidémies de dengue passe par la surveillance et le contrôle des vecteurs qui constituent localement le terreau des épidémies. Inscrites dans les plans nationaux de lutte contre les épidémies de dengue, ces actions sont essentiellement déployées localement par les collectivités, les districts ou les provinces sans qu'il y ait de retour systématique des résultats au niveau national.

La lutte contre les épidémies de dengue passe également par la détection des cas de dengue et leurs possibles circulations qui permettent aux épidémies de se propager aux échelles régionales et transnationales. La surveillance et le suivi des cas de dengue sont davantage structurés et les données de surveillance centralisées au sein des quatre pays. Les différences entre les données collectées et leur inégale accessibilité selon les pays ne permettent cependant pas des comparaisons inter-sites et inter-pays à la hauteur des attentes. Nous faisons le point sur ces différents aspects dans les sections qui suivent, pays par pays.

Laos (7 millions d'habitants, âge médian : 22,7 [2018])

Le Laos est divisé en 18 juridictions, dont la ville-capitale Vientiane, la plus peuplée avec son million d'habitants et 17 provinces. La province de Savannakhet, au centre-ouest du pays, est la seconde plus peuplée (125 000 hab.). Le pays est caractérisé par un climat tropical de mousson qui compte trois saisons principales : la saison des pluies qui s'étale de mai-juin à octobre, la saison fraîche qui court de novembre à

février, et la saison chaude qui s'installe de mars à mai-juin. Les précipitations fluctuent selon les régions et les altitudes, de même pour les températures. Marqué par ce régime saisonnier de mousson, le Laos connaît un cycle intra-annuel de pics épidémiques qui s'étend de juin à septembre.

Épidémiologie

Le Laos fait partie des quatre pays d'Asie du Sud-Est où l'incidence de la dengue normalisée selon l'âge est la plus élevée[10] avec une circulation majoritaire de DENV-1 et DENV-2[11]. Sur les dix dernières années (figure 3), trois pics importants d'épidémie de dengue ont été enregistrés, en 2010 (22 903 cas), 2019 (38 895 cas) et 2022 (29 014 cas) après une dizaine d'années caractérisées par des taux d'incidence inférieurs à 100-150 cas/an pour 100 000 habitants (figure 3).

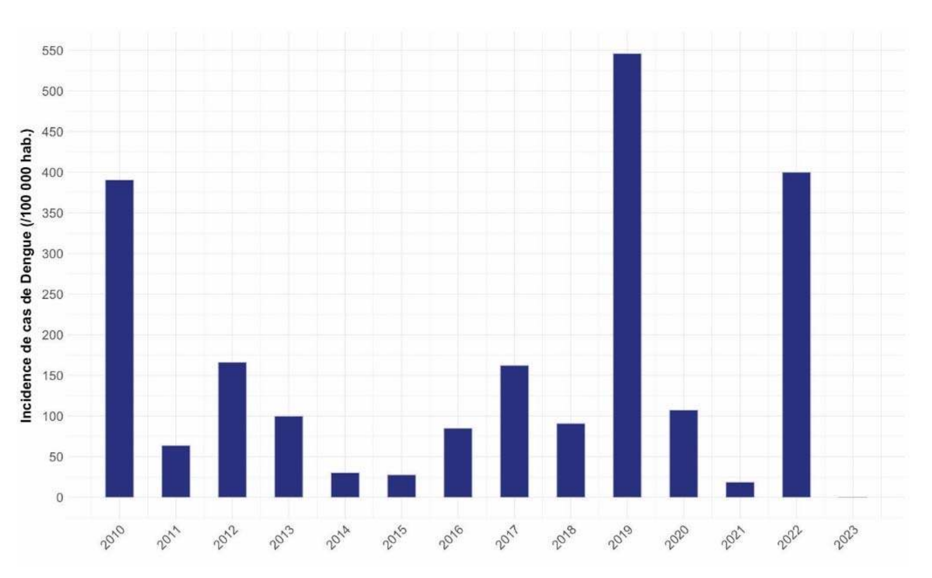


Figure 3 : Incidence de la dengue (DF, DHF, DSS) au Laos de 2010 à 2022, année manquante en 2023

Source : OpenDengue (2024)

[10] Na Tian, ..., Xiao-Nong Zhou, 2022, « Dengue Incidence Trends and Its Burden in Major Endemic Regions from 1990 to 2019 », *Tropical Medicine*, vol. 7, n° 180.

[11] Voir le site web de Nextstrain : https://nextstrain.org/dengue/all/genome?tl=genotype_nextclade.

Le système national de surveillance ne met pas à disposition en libre accès les données collectées, celles-ci étant cependant aisément disponibles après demande et sous conditions. Les données utilisées ici, comme pour les trois autres pays, ont donc été extraites des rapports de l'OMS mis à disposition via la base de données publique OpenDengue. Nous ne disposons pour cela que du nombre total de cas de dengue par an, sans distinction entre DF, DHF et DSS et sans possibilité d'une étude infra-annuelle et à l'échelle des provinces.

Le système de surveillance

La surveillance de la dengue au Laos s'insère dans le système national de surveillance des maladies à déclaration obligatoire, qui consiste en des rapports hebdomadaires passifs sur les cas cliniquement suspects provenant de tous les établissements de santé du pays. Il existe 17 unités de surveillance provinciales et 141 District Health Department (DHO) chargés de rendre compte au National Center for Laboratory and Epidemiology (NCLE)[12]. Il s'agit du laboratoire de santé publique de référence nationale en charge de la surveillance des maladies transmissibles, d'enquête sur les cas et de réponse aux épidémies. Les hôpitaux de district et les postes de santé/dispensaires de village sont tenus de faire un rapport chaque semaine à leur DHO, qui rend ensuite compte au NCLE.

Entre 2008 et 2019-2020, la communication des données transite via le Lao Early Warning Alert and Response Network (LaoEWARN). Les données saisies consistent en un nombre hebdomadaire de cas et de décès stratifiés par classification de cas et agrégés par province et par district. Des alertes épidémiques sont émises lorsque le nombre de cas de dengue dépasse la moyenne historique ou lorsqu'un ou plusieurs cas suspects de dengue sévère sont signalés. Les années épidémiques sont définies comme celles où les cas de dengue signalés dépassent nettement les seuils épidémiques tout au long de la saison de la dengue et/ou lorsque le système de santé est débordé. Le développement du système LaoEWARN en 2008 (les bulletins étaient sur support papier auparavant) a facilité le suivi automatisé en temps réel et permis des exercices de validation des données et des retours d'informations aux bureaux de santé pour encourager des rapports réguliers. Cependant, le système présentait de nombreuses limites, notamment des fonctionnalités d'analyse et de

[12] Voir le site web du National Center for Laboratory and Epidemiology : https://ncle.gov.la/en/.

reporting limitées qui ont entravé ses performances et sa capacité à identifier les risques épidémiques. Par exemple, entre 2007 et 2012, un total de 323 foyers (toutes causes confondues) ont été notifiés et la dengue a été suspectée dans 41 cas. La plupart des foyers ont été notifiés par le biais d'une surveillance *ad hoc* basée sur les événements plutôt que via le LaoEWARN[13]. La transition de la base de données de surveillance des maladies du LaoEWARN vers la plateforme web District Health Information Software 2 (DHIS2)[14] a été réalisée entre 2019 et début 2022. Celle-ci permet la saisie de données de surveillance plus granulaires basées sur les cas, entièrement intégrées à d'autres statistiques sanitaires. DHIS2 fournit également un tableau de bord national[15] largement utilisé par les professionnels de la santé publique et les décideurs politiques pour guider l'allocation des ressources, évaluer l'efficacité des interventions et pour communiquer en matière de santé publique. Ces données ne sont cependant pas libres d'accès et lorsqu'elles sont communiquées, via les rapports de l'OMS notamment, elles ne permettent pas d'analyser l'évolution infra-mensuelle des cas ni à une autre échelle que nationale.

Thaïlande (69 millions d'habitants, âge médian : 38,1 [2010])

La Thaïlande est divisée administrativement en 77 provinces, dont la plus peuplée est Bangkok avec plus de 10 millions d'habitants (2019). Le pays est caractérisé par un climat tropical avec trois saisons distinctes. Une période très chaude de mars à la mi-mai, une pluvieuse avec la mousson du sud-ouest qui s'étend en principe de mi-mai à octobre et enfin une sèche et plus fraîche de novembre à février, au moment de la mousson du Nord-est. Marquée par ce régime saisonnier de mousson, la Thaïlande connaît un cycle infra-annuel de pics épidémiques qui s'étend de juin-juillet à août-septembre.

---

[13] Bouaphanh Khampapongpane, …, Juliet Bryant, 2014, « National dengue surveillance in the Lao People's Democratic Republic, 2006–2012: Epidemiological and laboratory findings », *WPSAR*, vol. 5, n° 1.

[14] Piot Bram, « Improving surveillance of infectious diseases in Laos with DHIS2 », 28 février 2024, https://dhis2.org/laos-disease-surveillance/.

[15] Voir le site du HISP Vietnam : https://hisp.vn/laos-national-public-dashboard/.

Épidémiologie

Sur les dix dernières années, la Thaïlande a connu trois pics importants d'épidémies de dengue, en 2015 (144 977 cas), 2019 (144 278 cas) et 2023 (162 325 cas), soit un cycle interannuel de trois-quatre ans (figure 4). Ces oscillations pluriannuelles de l'incidence de la dengue sont multifactorielles. D'abord les cycles météorologiques macro-climatiques, notamment l'oscillation australe *El Niño*, qui influe sur les températures et les précipitations et donc les populations de vecteurs. Ensuite, les évolutions démographiques de la population thaïlandaise, laquelle se caractérise par un vieillissement ce qui n'entraîne qu'un renouvellement lent des populations les plus jeunes et les plus vulnérables à la dengue. Enfin, comme dans l'ensemble de la région, on assiste à des changements dans les sérotypes majoritairement en circulation par rapport aux années précédentes, et même si les quatre sérotypes circulent en Thaïlande (en plus faible proportion pour DENV-4), un sérotype minoritaire sur plusieurs années peut entraîner une flambée épidémique une année donnée en s'imposant dans la circulation virale.

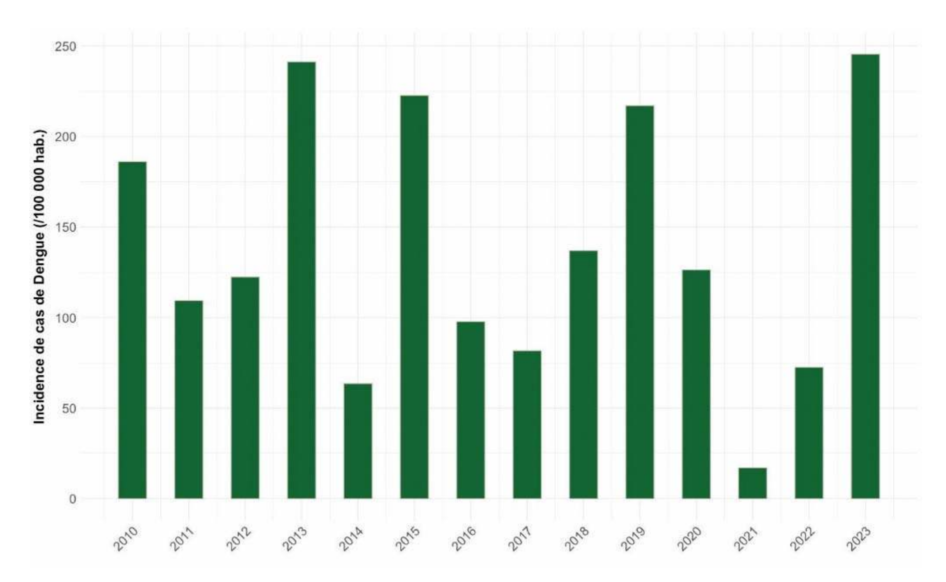


Figure 4 : Incidence de la dengue (DF, DHF, DSS) en Thaïlande de 2010 à 2023

Source : Ministry of Public Health Thailand, 2024

La géographie de la dengue à l'échelle des provinces met en évidence l'urbanisation du pays, avec des taux d'incidence élevés dans les provinces situées autour de Bangkok et celles situées les plus au nord du golfe de Thaïlande, ainsi qu'à l'est. Un second effet apparaît avec la proximité des frontières, au nord-ouest avec le Myanmar, à l'est avec la frontière du Laos (notamment en lien avec la proximité de Vientiane) et au sud-est avec le Cambodge, effets particulièrement marqués lors des pics épidémiques de 2015, 2019 et 2023 (figure 5).

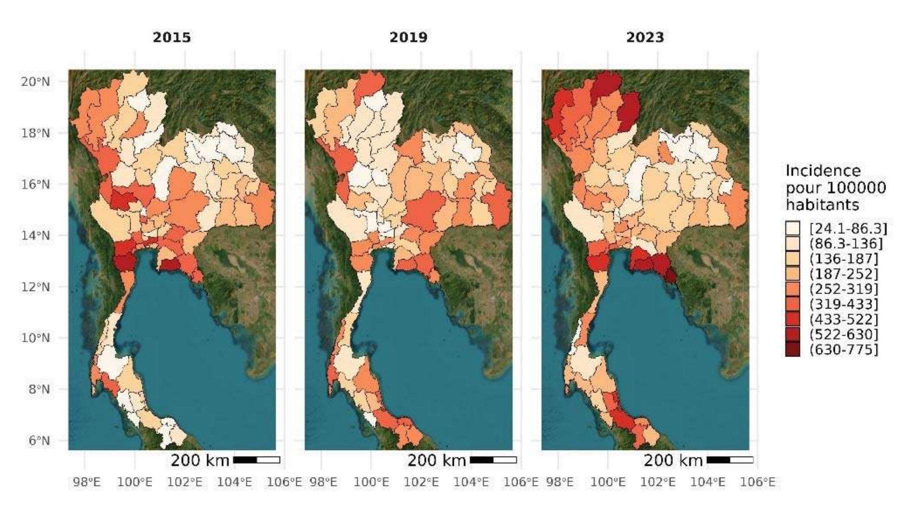


Figure 5 : Incidence annuelle de la dengue en 2015, 2019 et 2023 par province en Thaïlande
Source : Ministry of Public Health Thailand, 2024

À la différence des trois autres pays concernés par cette étude, le système national de surveillance thaïlandais[16] met à disposition en libre accès une partie des données collectées, lesquelles permettent notamment de conduire des études épidémiologiques infra-annuelles et à l'échelle des provinces.

Le système de surveillance

La surveillance de la dengue est coordonnée au niveau national par le Thai Department of Disease Control (DDC) et le Bureau of Epidemiology (BoE) du

[16] Voir le site web du ministère de Santé publique : https://ddc.moph.go.th/disease_detail.php?d=44.

ministère de la Santé publique (MoPH) thaïlandais dans le cadre de la surveillance des maladies infectieuses (système "R506", établi en 1968). Celui-ci centralise les données sur les cas de dengue enregistrés dans les structures de santé du pays (dispensaires, hôpitaux de district, hôpitaux de province ou nationaux). Chaque hôpital, public pour l'essentiel, qui reçoit un patient suspecté de dengue doit conduire des investigations de laboratoire et, si le cas est confirmé, l'enregistrer dans une base de données dédiée (EpiNet) selon une classification normalisée par les standards de l'OMS et qui permet de conduire des études épidémiologiques. Ces données distinguent les patients diagnostiqués avec la dengue (DF), la dengue hémorragique (DHF) et une fièvre hémorragique virale non spécifiée. Sont renseignés également le genre, l'âge, la nationalité, la catégorie socio-professionnelle, le lieu de résidence, le type d'hôpital et son code, la date du début des symptômes, la date du diagnostic et la date de sortie le cas échéant. Ces données sont ensuite contrôlées par les services de santé de la province. Une fois validées, elles sont transmises au MoPH et au BoE qui évaluent alors la situation épidémique du pays et alertent le cas échéant les autorités de santé publique locales et nationales sur d'éventuelles mesures à prendre : campagnes d'information à la population ou dimensionnement des moyens hospitaliers. Au niveau local, les acteurs de santé publique ont un accès direct aux bulletins EpiNet et peuvent déclencher, dans des délais relativement courts (24-48 h.), des interventions, notamment une campagne de fumigation autour du domicile du malade afin d'éradiquer au maximum le risque de transmission locale. En appui à ce système de surveillance et de rapport national, le DDC a élaboré un plan d'action pour le contrôle de la dengue qui se décline en plusieurs volets concernant la surveillance et le contrôle du moustique, la gestion des déchets ou des initiatives de santé publique.

Malgré sa maturité, le système de notification des cas thaïlandais créé en 1974 dans sa version papier et en 2003 dans sa version électronique doit dépasser quelques verrous qui limitent son efficacité. S'il est bien structuré dans les textes et les infrastructures, le manque de compétence des acteurs impliqués dans la collecte et l'analyse des données entrave l'efficacité du système, tout comme le manque d'outils techniques faciles à prendre en main et d'utilisation pour l'intégration des données[17]. Des retards dans la déclaration des cas de dengue sont également

[17] Chawarat Rotejanaprasert, ..., Richard J. Maude, 2024, « Perspectives and Challenges in Developing and Implementing Integrated Dengue Surveillance Tools and Technology in Thaïland: A Qualitative Study », *PLoS Neglected Tropical Disease*, vol. 18, n° 8.

responsables de retards dans des interventions rapides afin de réduire le risque de propagation. Enfin, le secteur privé n'est que très faiblement impliqué dans ce dispositif de notification des cas, ce qui entraîne une sous-estimation des cas de dengue annuels. Point positif par rapport aux trois autres pays concernés par cette étude, les données sont librement téléchargeables à l'échelle hebdomadaire et de la province, depuis 2005.

Viêtnam (98 millions d'habitants, âge médian : 31 [2020])

Le Viêtnam est administrativement divisé en 58 provinces et cinq grandes municipalités urbaines, dont ses deux principaux centres économiques que sont Hanoï (huit millions d'hab.) et Hô Chi Minh-Ville (9 millions d'hab). Le Viêtnam compte trois régions principales qui présentent des caractéristiques géographiques et météorologiques distinctes. Le Nord possède un climat subtropical humide à quatre saisons, avec des températures beaucoup plus basses que le sud marqué par un climat tropical de savane. Les hivers dans le Nord peuvent être froids, avec parfois des gelées et des chutes de neige dans les régions les plus septentrionales. Le sud du Viêtnam est généralement beaucoup plus chaud et ne connaît que deux saisons principales : une saison sèche qui s'étend de novembre à avril, et une saison humide qui couvre la période de mai à octobre. Ce régime des pluies de mousson impacte directement la saisonnalité de la dengue, l'incidence de la dengue atteignant généralement son maximum entre juin et novembre.

Épidémiologie

Les sérotypes DENV-1 et DENV-2 circulent majoritairement au Viêtnam, où la dengue est un problème de santé publique majeur. L'intensité de la transmission varie d'une région à l'autre, en fonction notamment de la latitude et de l'altitude. En effet avec un climat tropical de mousson, le sud du Viêtnam connaît une dynamique endémique saisonnière relativement stable alors que l'on observe dans le Nord subtropical, où les températures hivernales sont trop fraîches, des manifestations de la dengue sous la forme d'épidémies sporadiques au cours des mois les plus chauds. Ces pics sont alors souvent provoqués par des réintroductions de DENV en

provenance du sud[18]. Sur les dix dernières années (figure 6), le Viêtnam a connu deux pics épidémiques, l'un en 2019 (259 070 cas) et l'autre en 2022[19], ce dernier n'étant pas détectable dans les données officielles mises à disposition.

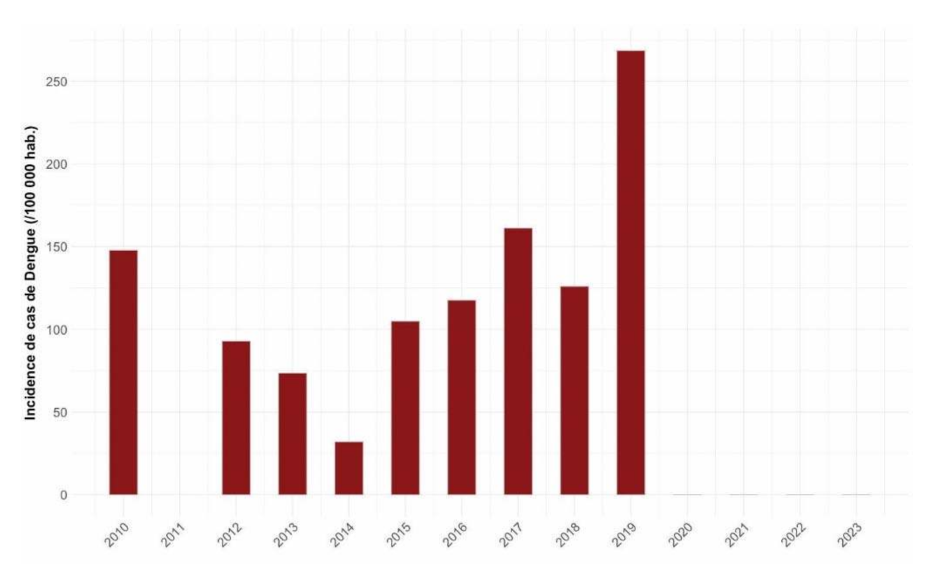


Figure 6 : Incidence de la dengue de 2010 à 2019 au Viêtnam, données manquantes pour l'année 2011 et à partir de 2020

Source : OpenDengue, 2024

À l'instar du Laos, le système national de surveillance ne met pas à disposition en libre accès les données collectées. Les données utilisées ici sont donc extraites des rapports de l'OMS mis à disposition via la base de données publique OpenDengue.

---

[18] Maia A. Rabaa, …, John G. Aaskov, 2013, « Dengue Virus in Sub-Tropical Northern and Central Viet Nam: Population Immunity and Climate Shape Patterns of Viral Invasion and Maintenance », *PLoS Neglected Tropical Disease*, vol. 7, n° 12.

[19] Takeshi Nabeshima, …, Yuki Takamatsu, 2023, « An outbreak of a novel lineage of dengue virus in Vietnam in 2022 », *Journal of Medical Virology*, vol. 95, n° 11.

Le système de surveillance

Depuis 1998, le Viêtnam dispose d'un système national de surveillance passive[20] de la dengue, avec un nombre de cas cliniquement diagnostiqués mensuels enregistrés au niveau du district, second niveau administratif du pays. Les données sont enregistrées selon les directives de diagnostic standardisées de l'OMS pour le diagnostic de la dengue et selon les lignes directrices nationales pour la prévention et le contrôle de la dengue. Une part des cas diagnostiqués cliniquement (3 %) est confirmée en laboratoire à l'aide de techniques d'isolement viral pour la surveillance du sérotype, et entre 5 et 7 % des cas sont confirmés à l'aide de tests sérologiques. Ces données sont collectées selon un découpage du pays en quatre grandes régions, à l'Institut Pasteur de Hô Chi Minh-Ville pour les provinces du sud-est et du delta du Mékong, à l'Institut Pasteur de Nha Trang pour les provinces côtières centrales, au Thai Nguyen Institute of Hygiene and Epidemiology (TIHE) pour les provinces des hauts plateaux centraux et au National Insitute of Hygiene and Epidemiology (NIHE) de Hanoï pour les provinces du nord.

Comme pour le Laos, les données produites sont enregistrées dans le système DHIS2 mais ne sont pas librement accessibles, nous ne disposons donc que du nombre total de cas de dengue par an, sans distinction entre DF, DHF et DSS et sans possibilité d'une étude infra-annuelle et à l'échelle des provinces. Par ailleurs, les rapports de l'OMS sur la dengue au Viêtnam ne permettent pas de combler les années après 2020.

Cambodge (16 millions d'habitants, âge médian : 24,9 [2020])

Le Cambodge est organisé administrativement en 25 provinces, dont la ville capitale Phnom Penh avec ses 2 millions d'hab. (figure 1). Le pays se caractérise par un climat tropical de mousson, avec une saison sèche de novembre à avril au cours de laquelle les températures moyennes varient de 20°C (janvier) à 35°C (avril-mai), et une saison de mousson de mai à octobre. L'air y est très humide et très chaud, avec des pluies violentes et courtes. La saison épidémique s'étale en moyenne de mai à septembre, avec la saison des pluies.

[20] La surveillance passive consiste à enregistrer les cas qui sont remontés depuis le terrain par une sélection d'opérateurs (hôpitaux, centres de soin) ; une surveillance active consiste à rechercher sur le terrain la présence de cas possible en plus des éventuels opérateurs traditionnels.

Épidémiologie

Le système national de surveillance a enregistré 353 270 cas de dengue (incidence annuelle moyenne 1,75/1000) au cours de la période 2002-2020, avec une incidence estimée multipliée par 2,1 sur cette période. L'âge moyen des personnes infectées est passé de 5,8 ans en 2002 à 9,1 ans en 2020, avec une diminution du taux de létalité, celui-ci passant de 1,77 % en 2002 à 0,10 % en 2020. Sur les dix dernières années, le Cambodge a connu deux épidémies majeures, en 2012 et 2019 (figure 7). Ces pics sont en partie liés à la circulation quasi-exclusive d'un sérotype dans la région, tel que l'épidémie de 2007 avec la circulation de DENV-3 ou l'épidémie de 2012 avec DENV-1, suivi de la quasi-extinction de ce sérotype puis sa réapparition en 2019. DENV-2 est aujourd'hui majoritaire sur le pays, suivi de DENV-1[21].

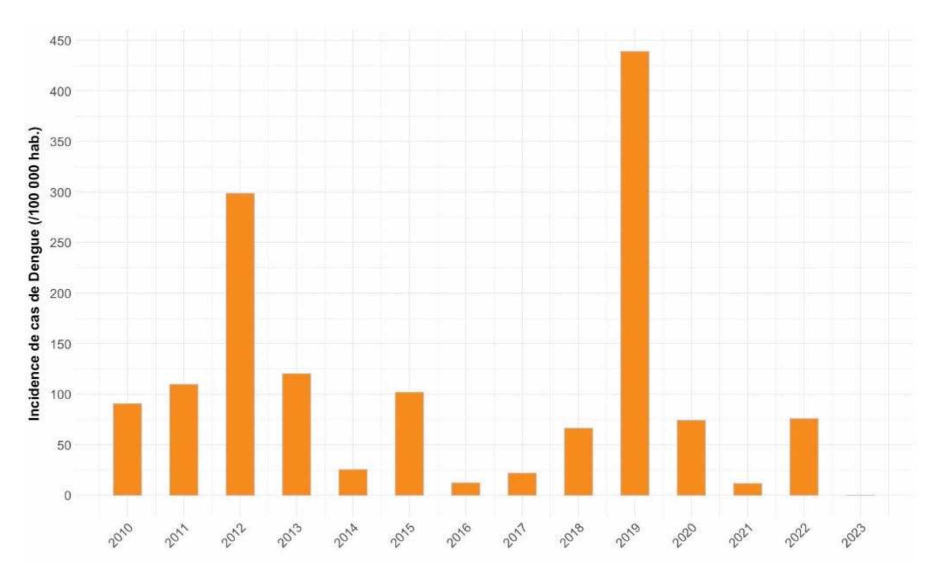


Figure 7 : Incidence de la dengue de 2010 à 2022 au Cambodge, données manquantes pour l'année 2023

Source : OpenDengue, 2024

[21] Voir le site web de Nextstrain : https://nextstrain.org/dengue/all/genome?tl=genotype_nextclade.

Le système de surveillance

La surveillance de la dengue a été introduite au Cambodge en 2001 d'abord dans cinq provinces, puis s'est étendue à dix provinces en 2020 et à 15 provinces en 2021. À ce jour, le Cambodia National Dengue Control Programme recueille des données démographiques et cliniques sur les cas de dengue hospitalisés dans les établissements publics, dans l'ensemble des 25 provinces. Pour chaque cas suspect, le diagnostic clinique est établi selon les recommandations de l'OMS en cas de dengue (DF), de dengue hémorragique (DHF) et de syndrome de choc de la dengue (DSS). Un test sérologique de confirmation est effectué à l'aide d'un test rapide ; celui-ci ne concerne cependant qu'un nombre limité de patients en raison d'une non prise en charge du test et de leur faible disponibilité. En plus de cette confirmation sérologique, l'unité de virologie de l'Institut Pasteur du Cambodge confirme le sérotype de la dengue via un test RT-PCR spécifique sur un échantillon de patients fourni par les sites sentinelles. Chaque mois, l'ensemble des formulaires saisis par les établissements publics sont transmis au programme de lutte contre la dengue et les données sont stockées dans le système DHIS2. Chaque notification renseigne l'âge du patient, le sexe, la province d'origine, la date d'admission à l'hôpital, le diagnostic clinique et l'issue de la maladie (décès ou survie jusqu'à la sortie). Le programme national de lutte contre la dengue dispose par ailleurs depuis 2016 d'un système d'alerte précoce. Basé sur un algorithme de prévision des épidémies, celui-ci permet d'identifier les augmentations précoces du nombre de cas au-delà des tendances historiques et fournit des prévisions de risque épidémique sur un délai de deux à trois mois. Ce système d'alerte précoce est théoriquement associé à une planification de la réponse, telle que la lutte antivectorielle renforcée et des campagnes d'informations ciblées. Ce système de surveillance est complété par la surveillance syndromique opérée par le Communicable Disease Control Department (CDC-MoH) du ministère de la Santé du Cambodge.

Le faible nombre d'hôpitaux sentinelles et de tests sérologiques entraîne des limitations à ce système. Une étude[22] portant sur des comparaisons entre des données de cohorte et des données officielles montre ainsi que ces dernières sous-estiment l'incidence des cas de dengue cliniquement apparents d'un facteur cinq et d'un facteur 33 pour l'incidence annuelle globale. Par ailleurs, comme pour les autres

[22] Christina Yek, …, Jessica Manning, 2024, « Dengue in Cambodia 2002-2020: Cases, Characteristics and Capture by National Surveillance », preprint medRxix.

pays, à l'exception de la Thaïlande, ces données ne sont pas en accès libres hormis les rapports de l'OMS à l'échelle du pays.

Dynamiques de la dengue au niveau régional

Comme on peut le voir sur les courbes épidémiologiques de la dengue par pays, et malgré l'absence de données en libre accès (en dehors de la Thaïlande) qui permettraient des analyses plus fines, les dynamiques saisonnières se caractérisent par des pics de cas durant la saison des moussons, qui sont synchronisés entre les pays (figure 8). Des synchronicités de la dengue ont pu être observées à l'échelle régionale : ce fut en particulier le cas pendant une période d'incidence élevée en 1997-1998, liée à un épisode *El Niño* intense, suivie d'une période d'incidence extrêmement faible en 2001-2002[23]. On retrouve ces synchronicités en 2013 (respectivement 2019) avec des incidences élevées suivies en 2014-2015 (respectivement 2020-21-22) par des incidences faibles.

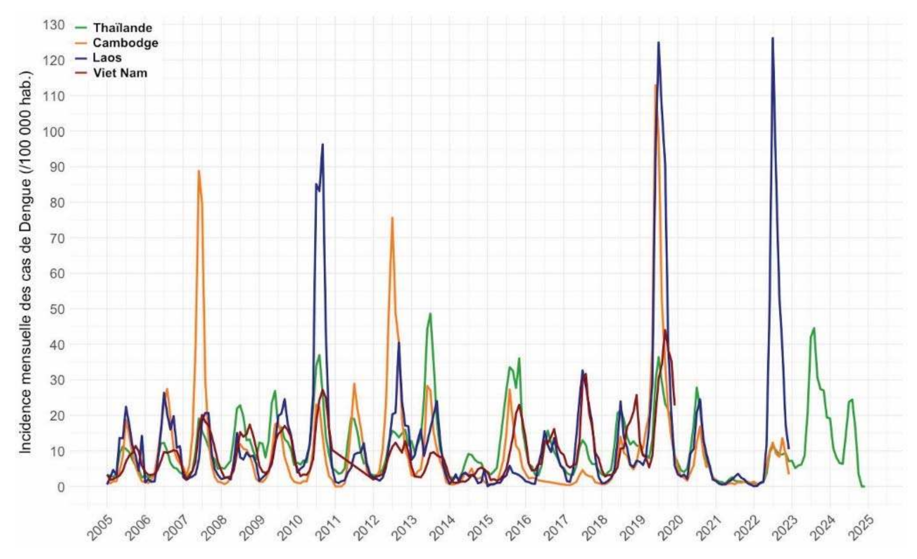


Figure 8 : Incidences mensuelles des cas de dengue au Cambodge, Laos, Thaïlande et Viêtnam depuis 2005

Source : OpenDengue, 2024

---

[23] Willem G. van Panhuis, …, Derek Cummings, 2015, « Region-wide synchrony and traveling waves of dengue across eight countries in Southeast Asia », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, vol. 112, n° 42, p. 13069-13074.

Dans cette vaste région, les différentiels de températures et de précipitations entre les provinces les plus au sud et celles les plus au nord produisent des décalages temporels dans les saisons épidémiques à l'échelle des provinces. Le nord et le nord-est de la Thaïlande connaissent ainsi régulièrement des pics de cas entre juin et août, le sud et Bangkok étant davantage touchés en août et en septembre. Le Viêtnam connaît majoritairement des pics de juillet à octobre et, au Cambodge, la transmission de la dengue a lieu principalement pendant la saison humide de mai à octobre. L'incidence moyenne mensuelle des cas de dengue par pays permet d'observer ce phénomène, ce glissement de juin à novembre des pics épidémiques entre ces quatre pays (figure 9). À l'échelle des pays, les cas de dengue « décollent » ainsi dès le mois de mai et la maladie circule jusqu'aux mois de novembre-décembre, en se déplaçant d'est en ouest à l'échelle de cette vaste région.

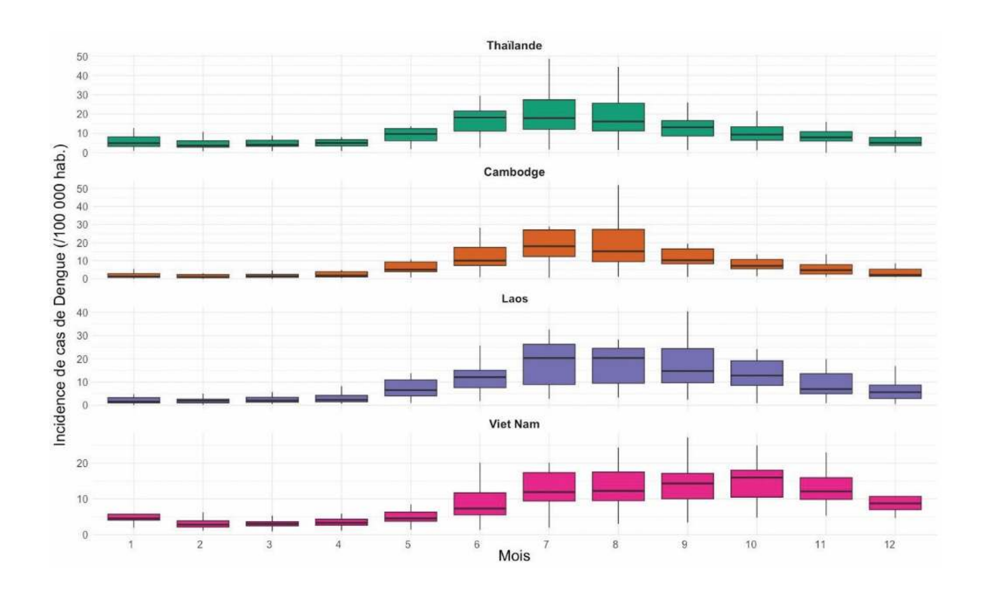


Figure 9 : Variations moyennes mensuelles de l'incidence des cas de dengue par pays entre 2010 et 2022

Source : OpenDengue, 2024

La lecture géographique de cette dynamique temporelle est moins évidente à réaliser à partir des données présentées ici et qui ne sont pas disponibles aux mêmes

échelles géographiques (figure 10). L'épidémie de 2019 qui a fortement marqué la région ne laisse en effet cartographiquement apparaître que subtilement ce glissement des taux d'incidence d'ouest en est, la projection des taux d'incidence sur des surfaces inégales et des contours administratifs aux densités de population très différentes ne permettant pas de capter cette dynamique.

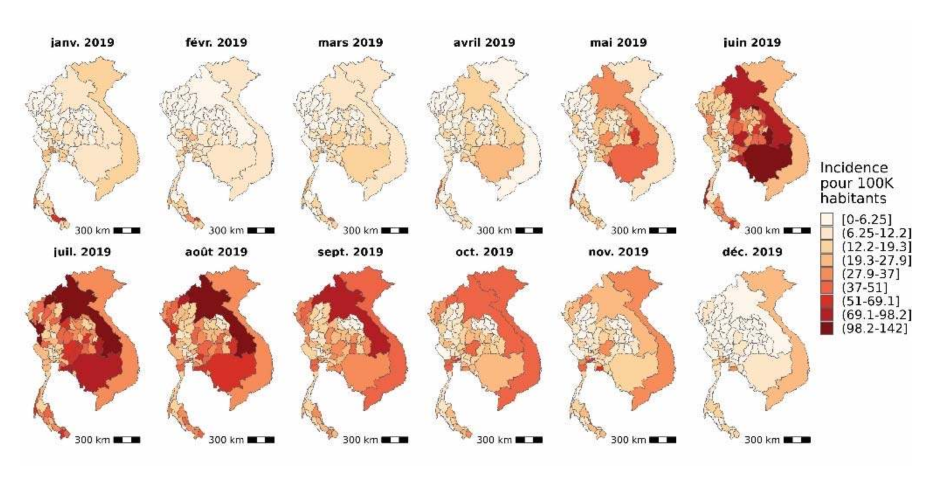


Figure 10 : Incidence mensuelle (pour 100 000 habitants) de la dengue lors de l'épidémie de 2019, données établies à l'échelle des provinces pour la Thaïlande et à l'échelle nationale pour le Cambodge, le Laos et le Viêtnam

Source : MoPH Thailand et OpenDengue, 2024

Il existe donc de nombreux défis à relever pour parvenir à une harmonisation des bases de données qui permettrait a minima des comparaisons internationales, et à terme un système de surveillance et d'alerte mutualisé.

Vers un système de surveillance et d'alerte transnational

Les verrous scientifiques sont nombreux pour progresser dans notre compréhension de la complexité des risques de transmission de la dengue, que ce soit dans les domaines du vecteur, du virus, de l'environnement et de l'hôte[24]. En effet, ce risque

[24] Éric Daudé, Alain Vaguet et Rick Paul, 2015, « La dengue, maladie complexe », *Nature, Sciences et Sociétés*, vol. 23, p. 331-342.

souvent analysé en termes de causalité directe, résultat d'une succession d'événements lorsqu'il est devenu crise, doit à postériori être envisagé comme une articulation complexe de facteurs. Quelle est la contribution des mobilités humaines, à différentes échelles, dans la dispersion des agents pathogènes et la survenue des épidémies ? Quels sont les mécanismes de résistances aux insecticides, les types de mutations dans les gènes, qui agissent chez les populations vectorielles ? Quels impacts les changements environnementaux et climatiques auront-ils sur les dynamiques des populations de moustiques ? Plus pragmatiquement, les principaux défis à relever pour orienter l'élaboration des stratégies d'atténuation des risques de dengue aux niveaux local, national et régional sont l'amélioration des outils de surveillance entomologique et épidémiologique, ainsi que la mise à disposition des données à des échelles de temps et d'espace au plus près de celles de leurs collectes afin de calibrer des modèles prédictifs.

Du côté de la surveillance entomologique

Le développement d'un système de surveillance harmonisé des populations de moustiques vecteurs de la dengue, tant à l'intérieur d'un pays qu'à l'échelle régionale, présente un intérêt scientifique et pratique majeur. En effet, en standardisant les outils de suivi, tels que les pièges à larves et les indices entomologiques[25] comme le Stegomyia Risk Index (SRI), il devient possible de générer des données comparables à travers différents contextes géographiques et environnementaux. L'un des principaux défis dans la surveillance des vecteurs est d'évaluer la présence et les densités de moustiques, tributaires des variations locales des facteurs environnementaux (par exemple, la densité des bâtiments, l'organisation des zones végétalisées, les îlots de chaleur urbains et la présence d'eau stagnante ou de récipients en eau, propices à la reproduction des moustiques). En ayant un système standardisé, on peut neutraliser en partie ces effets et obtenir une vision plus claire et plus précise des dynamiques des populations de moustiques à l'échelle locale, tout en facilitant la comparaison des données entre villes et pays.

[25] Les indices utilisés pour évaluer les densités de population de Stegomyia, tels que l'indice de maison (House Index : pourcentage de maisons avec au moins un site de reproduction actif), l'indice de conteneur (Container Index : pourcentage de conteneurs avec des larves) et l'indice de Breteau (BI : nombre de sites de reproduction actifs pour 100 maisons) sont largement utilisés comme paramètres empiriques standards.

Un tel système permettrait non seulement de comparer les dynamiques saisonnières et écologiques des différentes espèces de moustiques vecteurs dans des environnements urbains variés, mais aussi d'établir des corrélations plus solides entre les densités vectorielles, les types d'environnement et les cas de dengue signalés. Cela répondrait à une lacune des indices épidémiologiques traditionnels, qui sont souvent basés sur des mesures indirectes, telles que la densité des sites de reproduction visibles, et qui n'ont pas montré une corrélation significative avec les épidémies de dengue. En intégrant des données plus directes et précises, issues des pièges et des indices entomologiques, ce système offrirait une meilleure capacité prédictive pour évaluer le risque épidémiologique en temps réel.

De plus, la mise en place d'un tel système à une échelle régionale, impliquant plusieurs pays comme le Cambodge, la Thaïlande, le Viêtnam et le Laos, permettrait une surveillance concertée et coordonnée des populations de moustiques, facilitant ainsi une réponse collective et plus efficace face aux flambées épidémiques. Les données collectées de manière standardisée pourraient également alimenter des modèles spatiaux plus robustes, qui intègrent les contributions respectives des facteurs environnementaux, climatiques et socio-économiques dans la dynamique des populations de moustiques[26]. Ces modèles pourraient alors guider les autorités sanitaires dans la mise en œuvre de mesures de contrôle adaptées à chaque contexte local, tout en permettant de tester l'impact de différents scénarios de changement environnemental et climatique sur la prolifération des vecteurs. En somme, le développement d'un tel réseau de surveillance harmonisé représenterait un pas important vers une meilleure anticipation et gestion des risques épidémiologiques liés à la dengue, à la fois au niveau national et régional.

Du côté de la surveillance épidémiologique

Le partage de données et d'informations, entre pays, sur l'épidémiologie de la dengue doit permettre d'améliorer la détection, la prévention et la réponse aux risques épidémiques, à différentes échelles. Si la plupart des pays de la région suivent déjà les recommandations de l'OMS concernant la définition des cas, les fréquences de notification des cas, une mise à niveau des ressources pour le contrôle des

[26] Annelise Tran, Éric Daudé et Thibault Catry, 2022, *Télédétection et modélisation spatiale. Applications à la surveillance et au contrôle des maladies liées aux moustiques*, Versailles, Quae, p. 149.

sérotypes circulants et une répartition des hôpitaux sentinelles qui assurerait un maillage plus complet du territoire seraient des pistes d'amélioration notable des différents systèmes de surveillance.

En ce qui concerne la définition des cas, les systèmes de surveillance des quatre pays suivent les recommandations de l'OMS pour la description clinique (maladie fébrile aiguë avec au moins deux symptômes, avec ou sans tendances hémorragiques et insuffisance circulatoire, d'une durée de deux à sept jours) et dans une moindre mesure les critères de laboratoire pour le diagnostic[27]. La précision de la classification des cas en « suspect » (description clinique seulement), « probable » (description clinique plus une sérologie conforme ou présence de cas confirmés dans le voisinage) et « confirmé » (clinique et laboratoire) est de fait inégale entre les pays et nécessite d'être vigilant quant aux comparaisons des données d'incidence entre les pays. La non-systématisation des analyses en laboratoire a par ailleurs pour conséquence de limiter les capacités de suivi des changements dans les sérotypes circulants au sein de la population ainsi que la séroprévalence, et donc les risques épidémiques à court terme.

En ce qui concerne la notification des cas, c'est-à-dire le transfert de l'information depuis l'hôpital où le malade a été admis vers les administrations en charge de la surveillance, celle-ci est pour l'essentiel nationale avec dans le meilleur des cas une mise à disposition restreinte, tardive et spatialement agrégée de ces données aux autres acteurs de santé publique. Ces données devraient être partagées avec les pays voisins pour élever la vigilance auprès des professionnels de la santé lorsque les épidémies ne sont pas encore détectées dans les autres pays ou pour mettre en place une vigilance aux frontières. Le partage des données entre pays présente des réticences, qui peuvent être liées à la qualité des données, et des verrous d'ordre technique (par exemple le manque d'outils ou la non-harmonisation des formats des données) ou organisationnel (manque de ressources humaines ou de possibilités de dialogues entre personnes en charge de la surveillance). Cette coordination régionale peut être prise en main par des organisations internationales comme l'OMS par des initiatives internationales comme le « Global Arbovirus Initiative », lancée en 2022,

---

[27] Parmi au moins un des critères suivants : (i) isolement du virus de la dengue à partir du sérum, du plasma, des leucocytes ou de prélèvements d'autopsie, (ii) multiplication au moins par quatre du titre des anticorps IgG ou IgM réciproques contre au moins un des antigènes viraux dans des échantillons de sérum appariés, (iii) mise en évidence d'antigènes viraux dans des tissus à l'autopsie au moyen de l'immunocytochimie ou de l'immunofluorescence, ou dans des échantillons de sérum – par dosage immuno-enzymatique, (iv) détection de séquences génomiques virales dans du tissu d'autopsie, du sérum, du LCR – au moyen de la réaction en chaîne par polymérase (PCR).

ou sous la responsabilité des délégations régionales (avec la difficulté que des pays voisins comme la Thaïlande et le Cambodge peuvent être séparés dans deux régions différentes de l'OMS). Cela pourrait être aussi géré par l'ASEAN Centre for Public Health Emergencies and Emerging Diseases (ACPHEED) qui a été proposé en 2020 et est en train d'être mis en place. Une autre voie d'accélération est possible par le biais de la recherche et de la médiation, en travaillant directement avec les centres de contrôle des maladies nationaux pour les aider à partager leurs données (harmonisation des formats, anonymisation/agrégation, transmission automatisée, etc.) et faire la démonstration de l'importance de développer une plateforme commune de type « tableau de bord » de suivi régional de la dengue et co-construite pour répondre à leurs attentes opérationnelles.

Au-delà des données épidémiologiques, il existe des défis méthodologiques à dépasser en lien avec la disponibilité des données climatiques, environnementales et socio-démographiques. C'est le cas des données météorologiques locales et régionales qui doivent pouvoir être mobilisées pour la calibration de modèles prédictifs. En effet, les dynamiques météorologiques locales et le déplacement des pluies de mousson dans la région Asie du Sud-Est permettent d'expliquer en partie les décalages temporels observés dans les données épidémiologiques de ces pays. Ceci s'explique par l'influence à l'échelle locale des dynamiques des pluies de mousson sur les densités des moustiques vecteurs. Or les données météorologiques sont rarement accessibles en routine, par manque de stations automatisées, de difficultés techniques à les partager (comme l'existence d'API pour les partager) ou de ressources humaines. Les données des satellites météorologiques sont souvent utilisées pour compenser cette accessibilité difficile aux données des stations au sol. Ces données restent aussi difficiles à analyser pour des personnes non-spécialistes des données spatiales, comme les épidémiologistes. Il en va de même pour les données socio-démographiques. Compte tenu de la vulnérabilité différenciée des populations à la dengue selon leurs tranches d'âges, nous ne pouvons que plaider en faveur de recensements réguliers des populations dans ces différents pays afin d'identifier les zones où les populations les plus vulnérables sont présentes, mais également d'estimer des taux d'incidence au plus près de la réalité des densités de population. Or, les derniers recensements réalisés dans ces pays commencent aujourd'hui à dater : 2010 pour la Thaïlande[28], 2015 pour le Laos[29], 2019 pour le

[28] Données du National Statistical Office Thailand : https://www.nso.go.th/nsoweb/main/summano/.

[29] Données du Lao Statistics Bureau : https://www.lsb.gov.la/lo/ບົດລາຍງານການສຳຫຼວດໃຫ່ຍ/#.Wk_KRainEuU.

Cambodge[30] et le Viêtnam[31]. L'actualisation de ces données est d'autant plus importante que les migrations inter-régionales et internationales au sein de la région Asie du Sud-Est sont importantes et sont en partie responsables de la circulation des virus à ces échelles. Il existe donc un réel enjeu à développer des statistiques sur les flux de personnes entre les pays et entre les régions, ceux-ci favorisant la dispersion des virus à partir de foyers épidémiques.

Ces différents défis soulignent l'importance de développer des outils de collaboration entre les organismes au sein d'un même pays et, entre les pays, de favoriser la disponibilité publique des données élaborées dans le cadre de ces dispositifs. La santé devient alors dans ce contexte une question politique essentielle.

---

[30] Données du National Institute of Statistics : https://www.nis.gov.kh/index.php/en/15-gpc/79-press-release-of-the-2019-cambodia-general-population-census.

[31] Données du General Statistics Office, *Population and House census* : https://www.gso.gov.vn/en/population-and-houses-census/.

De l’action compassionnelle à l’activisme migrant : émergence et structuration de la « société civile migrante » en Asie du Sud-Est

Loïs Bastide

Depuis plus de 40 ans, les migrations transnationales se sont intensifiées en, et depuis, l’Asie du Sud-Est, portées par l’expansion du commerce international de la main-d’œuvre. Ces flux déplacent des populations souvent précarisées, depuis les périphéries économiques vers les grands pôles régionaux et internationaux. En Asie du Sud-Est, la Malaisie, la Thaïlande et Singapour attirent des travailleurs et travailleuses principalement originaires d’Indonésie, des Philippines, du Myanmar et du Viêtnam. Ces mobilités, dominées par de grandes industries migratoires qui organisent la rencontre entre l’offre et la demande à l’échelle transnationale sous l’égide des États, évoquent les grandes migrations de main-d’œuvre coloniales[1]. Elles rejouent largement les mécanismes et les processus d’exploitation caractéristiques de l’« engagisme », marquées par des formes persistantes d’exclusion sociale, juridique et économique qui affectent ces populations mobiles prolétarisées.

Face à cette précarisation organisée, des acteurs de la société civile se sont mobilisés pour défendre les droits des migrant.es et répondre à leurs besoins. On a ainsi vu émerger un tissu d’organisations et des processus de mobilisation collective

[1] Loïs Bastide, 2021, « Incorporating transnational labour: Migration rent, combined relocation, and offshore production networks in Malaysia », *Migration Studies*, vol. 9, n° 3, p. 1250-1268 ; Loïs Bastide, 2015, *Habiter le transnational : Espace, travail et migration entre Java, Kuala Lumpur et Singapour*, Lyon, ENS éditions, De l’Orient à l’Occident.

en faveur de ces populations, à l'échelle locale et transnationale[2]. Ces dynamiques s'inscrivent dans un contexte où la régulation de l'expression politique, du militantisme et du droit d'association varient considérablement selon les régimes en place dans les différents pays.

Ce chapitre adopte une perspective transnationale et analyse la structuration progressive de ce paysage militant. Il met en lumière les spécificités de quatre pays asiatiques particulièrement liés par ces phénomènes migratoires : Singapour, la Malaisie, Hong Kong et l'Indonésie. Ces pays présentent des « structures d'opportunité politique »[34] contrastées, entre régimes semi-autoritaires (Singapour, Malaisie) et démocratiques (Hong Kong, Indonésie), qui contraignent les mobilisations collectives. Les limites variables posées à l'expression publique et politique influencent la formation des mouvements de soutien aux migrant.es, qui, dans bien des cas, s'organisent à l'échelle transnationale pour contourner ces restrictions. Dans ce contexte, bien qu'elle ne fasse pas partie de la région sud-est asiatique au sens strict, Hong Kong ne peut être ignorée, la ville s'étant imposée comme principal laboratoire de cet activisme pro-migrant.es et le centre névralgique d'une « société civile migrante »[5] en gestation, à l'échelle régionale.

Ce chapitre propose une analyse transnationale de ces mobilisations, en s'intéressant aux structures d'opportunité politique caractéristiques des différents contextes nationaux et à leurs impacts sur la consolidation progressive d'un militantisme migrant. Il s'organise en trois temps : l'étude des réseaux religieux pionniers dans les années 1970-1980, la diversification des acteurs dans les décennies suivantes, et l'émergence récente de collectifs par et pour les migrant.es, témoignant d'une autonomisation politique croissante. L'analyse régionale de ce phénomène permet d'identifier différents segments et différentes phases dans ces processus d'organisation. La première section du chapitre s'intéressera ainsi aux réseaux catholiques et anglicans qui sont les premiers à se mobiliser autour de ces nouvelles mobilités internationales, sur une base humanitaire et compassionnelle.

---

[2] Stefan Rother, 2022, *Global Migration Governance from Below: Actors, Spaces, Discourses*, Ottawa, Londres, Palgrave Mcmillan https://doi.org/10.1007/978-3-031-06984-0.

[3] Les structures d'opportunité politique désignent l'ensemble des configurations institutionnelles, des ouvertures et des contraintes d'un contexte politique donné, qui influencent l'émergence, le développement et les débouchés des mouvements sociaux.

[4] Sidney Tarrow, 2005, *The New Transnational Activism*, New York, Cambridge University Press ; Doug McAdam, 1985, *Political Process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970*, Chicago, University of Chicago Press.

[5] Rother, 2022, *op. cit*.

Ce paysage institutionnel et militant se diversifie par la suite et la deuxième section portera sur l'émergence de nouveaux acteurs issus des sociétés civiles, qui excèdent ce cadrage religieux. Enfin, nous montrerons que ce *militantisme pro-migrant* donne naissance, un peu plus tard et avec l'appui des organisations de la société civile (OSC) installées, à un *militantisme migrant*. On assiste en effet à la formation de collectifs par des travailleur.ses en mobilité qui s'émancipent d'une logique de porte-parolat pour incarner la voix des migrant.es (et non plus pour la *faire entendre*), reprendre ainsi la main sur les récits militants, et s'affirmer comme sujets politiques (plutôt que comme objet de mobilisation).

Crises humanitaires, travail précarisé et mobilisation des réseaux religieux

Dans les années 1970, les dynamiques migratoires en Asie du Sud-Est se recomposent notablement. D'abord, les chocs pétroliers de 1973 et de 1979 stimulent la croissance économique des pays du Golfe, entraînant des investissements massifs dans les infrastructures[6]. Dans des pays faiblement peuplés, cela se traduit par le recours massif à une main-d'œuvre migrante, notamment philippine et indonésienne, dans le secteur des services – du travail domestique en particulier – ainsi que dans le bâtiment, où la demande est particulièrement forte[7]. En 1975 la chute de Saïgon et le retrait des troupes américaines d'Indochine précipitent la crise des boat people, qui se réfugient en Thaïlande, en Malaisie, aux Philippines et en Indonésie. Cette crise humanitaire inaugure une nouvelle dynamique régionale en matière de gestion des migrations, mettant à l'agenda la question des réfugiés et favorisant une coopération internationale entre les États et les organisations internationales pour

---

[6] Andrzej Kapiszewski, 2006, « Arab versus Asian Migrant Workers in the Gcc Countries », United Nations Expert Group Meeting on International Migration and Development in the Arab Region, Beirut, Population Division, Department of Economic and Social Affairs, United Nations Secretariat ; Steffen Hertog, 2011, *Princes, Brokers, and Bureaucrats: Oil and the State in Saudi Arabia*, Ithaca, Cornell University Press.

[7] Rachel Silvey, 2004, « Transnational migration and the gender politics of scale: Indonesian domestic workers in Saudi Arabia », *Singapore Journal of Tropical Geography*, vol. 25, n° 2, p. 141-155 ; Mizanur Rahman, 2011, « Recruitment of labour migrants for the gulf states: the Bangladeshi case », *ISAS Working Paper*, n° 132 ; Philippe Fargues, 2011, « Immigration without Inclusion: Non-Nationals in Nation-Building in the Gulf States », *Asian and Pacific Migration Journal*, vol. 20, n° 3-4, p. 273-292.

leur prise en charge[8]. Ces mouvements de population complexifient les dynamiques migratoires plus anciennes, qui se sont elles-mêmes recomposées avec l'émergence des États indépendants, l'institution des frontières nationales et les processus de transformation économiques, sociaux et démographiques dans les États de la région.

En réponse à l'intensification des migrations de travail et à l'exode des populations d'Indochine après la prise de pouvoir des régimes communistes au Viêtnam, au Laos et au Cambodge en 1975, des réseaux catholiques se mobilisent.

La congrégation des Missionnaires de Saint-Charles s'établit à Manille en 1982, où elle fonde le Scalabrini Migration Center[9] – qui a pour mission de générer de la recherche autour des phénomènes migratoires – et le Scalabrini Formation Center. Créée par l'évêque Giovanni Battista Scalabrini à la fin du XIXe siècle pour accompagner les migrants italiens lors des départs massifs depuis le sud de la Péninsule vers les États-Unis[10], la congrégation s'implante aux Philippines, pays à majorité catholique fortement impliqué dans les nouvelles migrations de travail internationales, comme base régionale pour organiser et développer son action en Asie du Sud-Est : accompagnement pastoral, accueil, conseil juridique et psychologique pour les migrant.es et les marins.

En 1980, le père Pedro Arrupe, alors supérieur général de la Compagnie de Jésus, fonde le Jesuit Refugee Service (JRS) en réponse à la crise des boat people indochinois[11]. En 1982, l'organisation s'implante en Asie du Sud-Est, dans les camps de réfugiés qui ont ouvert en Malaisie, Thaïlande, Indonésie, aux Philippines et à Singapour, où elle offre toute une gamme de services – soutien pastoral, éducation, aide à la relocalisation, assistance juridique – en collaboration avec les autorités locales et les organisations internationales. Dans les années 1980 en Indonésie, le JRS s'est ainsi implanté à Batam, à la frontière avec la Malaisie et Singapour, où il accompagne les populations indochinoises réfugiées sur l'île, toute proche, de Galang.

---

[8] Barry Wain, 1981, *The Refused: The Agony of the Indochina Refugees*, New York, Simon and Schuster ; Robinson, Court, 1998, *Terms of refuge: the Indochinese exodus & the international response*, Nations unies. Haut-commissariat pour les réfugiés.

[9] Voir le site de SMC (https://smc.org.ph/index.php/about-smc/).

[10] Blandine Chelini-Pont et Alexis Artaud de La Ferrière, 2022, « De l'accompagnement des immigrés italiens à la défense internationale des migrants », *Diasporas. Circulations, migrations, histoire*, n° 39, p. 35-49.

[11] Giulia McPherson, 2018, « Defending the Rights of Refugees: A Catholic Cause », *Praxis: An Interdisciplinary Journal of Faith and Justice*, vol. 1, n° 1, p. 47-54.

La crise indochinoise amène aussi la Commission Internationale Catholique pour les Migrations (CICM) à s'implanter en Asie du Sud-Est. Créée en 1951 en réponse aux grands déplacements de populations liées à la guerre, cette organisation visait à coordonner les actions d'assistance aux réfugiés et aux personnes déplacées et de plaidoyer de l'église en direction des migrant.es, sur la scène internationale. Cet acteur important dans le paysage des organisations internationales opérant dans le champ des migrations a noué des liens avec de nombreux acteurs gouvernementaux et issus des sociétés civiles de la « question migratoire », dans les différents pays de la région, aux Philippines en particulier.

Dans les mêmes années, Hong Kong, Singapour et la Malaisie, en pleine croissance, font face à d'importants déficits de main-d'œuvre pour soutenir l'activité économique.

À Hong Kong, la demande se concentre presque exclusivement dans le secteur des services à domicile, et conduit au recrutement massif de femmes philippines, d'abord, puis indonésiennes, après la rétrocession à la Chine en 1997[12]. À Singapour, les politiques migratoires mises en place par le gouvernement favorisent l'emploi de travailleur.ses étranger.es dans la construction, les services et l'emploi domestique, dans un cadre étroitement régulé par l'État[13]. En Malaisie, les besoins de main-d'œuvre étrangère s'étendent à plusieurs secteurs stratégiques. Le secteur manufacturier, particulièrement dans l'industrie électronique, emploie d'importants contingents de femmes étrangères, et les secteurs des services (hôtellerie, restauration), de la construction et des plantations (au premier chef la culture du palmier à huile) dépendent également largement des travailleur.ses indonésien.nes, bangladais et népalais[14].

Face à cette demande, les pays d'émigration s'organisent. Le Président Ferdinand Marcos instaure le Labor Export Program aux Philippines en 1974, qui vise à institutionnaliser l'envoi de travailleur.ses à l'étranger afin de capter les

---

[12] Nicole Constable, 2017, *Maid to Order in Hong Kong: Stories of Migrant Workers*, Second edition, Ithaca, Cornell University Press.

[13] Amarjit Kaur, 2006, « Order (and Disorder) at the Border: Mobility, International Labour Migration and Border Controls in Southeast Asia », *in* Amarjit Kaur et Ian Metcalfe (dir.), *Mobility, labour migration and border controls in Asia*, New York, Palgrave Macmillan, p. 23-51.

[14] Sydney Jones, 2000, *Making money off migrants: the Indonesian exodus to Malaysia*, Asia 2000 et Centre for Asis Pacific Social Transformation Studies, University of Wollongong ; Elsa Lafaye de Micheaux, 2012, *La Malaisie, un modèle de développement souverain ?*, Lyon, ENS Éditions ; Amarjit Kaur, 2008, « International Migration and Governance in Malaysia: Policy and Performance », *UNEAC Asia Papers*, vol. 22, n° 20, p. 4-18 ; Bastide 2015, *op. cit*.

remises de fonds issues de leur travail et pallier la crise économique dans le pays[15]. En Indonésie, à partir des années 1970, le gouvernement de l'Ordre Nouveau dirigé par Suharto encourage l'envoi de travailleur.ses à l'étranger.es, notamment vers la Malaisie et le Moyen-Orient, en collaboration avec des agences de recrutement privées, afin de réduire le chômage intérieur et d'accroître les remises de fonds[16].

Dans les pays de destination, confrontées aux fragilités sociales et économiques qui affectent ces nouvelles populations migrantes de plus en plus féminisées[17] – contrats temporaires, conditions de travail précaires, endettement dû aux agences de recrutement, et absence de droits de résidence permanente –, les communautés religieuses, déjà mobilisées pour faire face à l'exode indochinois, se réorganisent.

À Hong Kong, la Mission for Filipina Migrant Workers (MFMW) en 1981, sous l'égide de la cathédrale anglicane Saint John's fédérant des organisations impliquées auprès des migrant.es, est l'une des premières organisations à répondre aux besoins des travailleuses domestiques étrangères. Elle s'adresse en particulier à la communauté philippine, première nationalité à occuper ce secteur d'emploi. En 1986, la MFMW renforce son action avec l'ouverture de la Bethune House Migrant Women's Refuge. Bien que rattachée à la MFMW, la Bethune House fonctionne cependant comme une organisation humanitaire indépendante. En plus de son rôle initial de refuge et de mise à l'abri, elle offre des services d'assistance juridique, de soutien psychologique, d'orientation et de formation à l'ensemble des migrant.es[18]. En 1987, le diocèse catholique de Hong Kong met en place le Diocesan Pastoral Centre for Filipinos (DPCF)[19], qui offre des services juridiques, une vie liturgique et un espace communautaire pour favoriser la consolidation des réseaux de solidarité entre travailleuses, philippines à l'origine puis de toutes nationalités[20]. Ces initiatives illustrent la mobilisation des Églises locales pour pallier les formes de marginalisation juridique et sociale de la communauté des travailleur.ses philippin.es.

---

[15] James A. Tyner, 2004, *Made in the Philippines*, Londres, Routledge.
[16] Wayne Palmer, 2016, *Indonesia's overseas labour migration programme, 1969-2010*, Leyde et Boston, Brill.
[17] Silvey, 2004, *op. cit*.
[18] Pour plus de détails sur ces organisations, cf. Ma Wui, Glenda Lopez et Dina M. Delias, 2015, « Examining the Struggles for Domestic Workers: Hong Kong and the Philippines as Interacting Sites of Activism », *Philippine Political Science Journal*, vol. 36, n° 2, p. 190-208.
[19] Voir le site du Diocesan Pastoral Centre for Filipinos : https://www.dpcfhongkong.com/aboutus.
[20] Rother, 2022, *op. cit*.

Cette structuration locale de l'action pastorale, sociale et humanitaire confronte la MFMW à la dimension transnationale des problématiques migratoires, qui demandent à être prises en charge à cette échelle. En 1984, elle joue un rôle moteur dans la fédération d'organisations et de réseaux religieux à Hong Kong et aux Philippines, qui aboutit à la création de l'Asia Pacific Mission for Migrant Filipinos (APMMF), en partenariat notamment avec le National Council of Churches in the Philippines (NCCP). Alors que le marché de l'emploi s'ouvre à d'autres nationalités, le réseau se rebaptise Asia Pacific Mission for Migrants (APMM) en 2000, reflétant une approche plus inclusive et œcuménique, s'adressant aux communautés migrantes indépendamment de leur religion ou de leurs origines[21]. Aujourd'hui, l'APMM regroupe des OSC implantées à Hong Kong, en Indonésie, au Népal, en Thaïlande et en Malaisie, renforçant la coordination régionale des actions et des mobilisations.

En Malaisie et à Singapour où les mêmes problèmes se posent, les églises viennent aussi en assistance aux populations migrantes. Elles le font de façon informelle en Malaisie, où le droit d'association est fortement contraint par l'État, dans un contexte d'« autoritarisme compétitif »[22]. En 1998, l'Archidiocèse de Singapour, dans un contexte politique similaire en termes de restriction des libertés publiques, structure son action auprès des migrants avec la création de l'Archdiocesan Commission for the Pastoral Care of Migrants and Itinerant People (ACMI), qui offre un accompagnement pastoral aux populations en mobilité, et propose différents services d'aide et d'assistance[23]. À Batam, la CICM réoriente son action vers les Travailleuses et travailleurs migrant.es (TM) en transit ou expulsé.es des pays voisins, de plus en plus visibles, après la fermeture du camp de Galang. À cet effet, elle crée un refuge, structure une offre de services juridiques, de santé et de formation, et déploie des actions de plaidoyer auprès des autorités locales et nationales.

Dans les années 1980, les organisations religieuses s'imposent ainsi comme les acteurs clés de la défense des droits des migrant.es et l'assistance des personnes en mobilité.

---

[21] Rother, 2022, *op. cit*.
[22] Stephan Giersdorf et Aurel Croissant, 2011, « Civil Society and Competitive Authoritarianism in Malaysia », *Journal of Civil Society*, vol. 7, n° 1, p. 1-21.
[23] Brenda Yeoh et Kavitha Annadhurai, 2008, « Civil Society Action and the Creation of "Transformative", Spaces for Migrant Domestic Workers in Singapore », *Women's Studies*, vol. 37, n° 5, p. 548-569.

Pluralisation militante et régimes politiques

Dans les années 1990 et 2000, on assiste à une diversification des acteurs engagés dans la défense des TM dans la région. Cette évolution est marquée par un élargissement de l'implication des sociétés civiles aux échelles nationales et transnationales, avec la création de nombreuses OSC non confessionnelles. Les relations avec les milieux chrétiens demeurent néanmoins étroites, dans la mesure où nombre de ces organisations ont été fondées par des personnes qui en sont issues, témoignant de la sensibilité particulière et durable de ces réseaux religieux à l'égard de cette question.

Hong Kong : un laboratoire militant dans un contexte politique libéral

À Hong Kong, un environnement politique et judiciaire relativement libéral a favorisé l'émergence précoce d'OSC orientées vers les migrants, et a vu la ville s'imposer comme le centre névralgique principal des mobilisations en faveur des migrant.es, à l'échelle régionale, puis mondiale.

Dès les années 1980, les femmes philippines s'organisent. En 1985, la United Filipinos in Hong Kong (UNIFIL-HK) a ainsi été créée avec l'appui du DPCF et de la MFMW, qui ont fourni des espaces d'organisation et les ont formées à l'action collective[24]. La MFMW a également joué un rôle déterminant dans le soutien aux travailleuses domestiques indonésiennes : en 1993, l'organisation accompagne la formation de l'Indonesian Group of Hong Kong (IGHK), un réseau de solidarité axé sur l'assistance aux travailleuses en difficulté. En 1998, le groupe s'enregistre comme syndicat sous le nom de l'Indonesian Migrant Workers Union (IMWU), avec l'appui de la Hong Kong Confederation of Trade Unions (HKCTU), qui fédère des syndicats Hongkongais pro-démocratie[25]. En 2000, Eni Lestari, une travailleuse domestique indonésienne recueillie à la Bethune House, est à l'initiative de la création de l'Asosiasi Tenaga Kerja Indonesia Hong Kong[26] qui se constitue avec

[24] Constable 2007, *op. cit.* ; Amy Sim, 2009, « Women versus the State: Organizing Resistance and Contesting Exploitation in Indonesian Labor Migration to Hong Kong », *Asian and Pacific Migration Journal*, vol. 18, n° 1, p. 123.
[25] Rother, 2022, *op. cit*.
[26] Association des Travailleurs Indonésiens-de Hong Kong, ATKI-HK.

l'appui de nombreux acteurs locaux, au premier chef l'APMM et UNIFIL[27]. L'organisation est moins centrée sur l'aide directe, privilégiant une approche militante axée sur le plaidoyer, la mobilisation collective, et la participation active au débat public sur les questions migratoires à l'échelle régionale[28].

Parallèlement, de nouveaux réseaux d'OSC se structurent, et incluent des organisations non-confessionnelles, avec la création en 1996 de l'Asian Migrant Coordinating Body (AMCB)[29], qui regroupe des OSC philippines, indonésiennes, thaïlandaises, sri-lankaises et népalaises. Ces dynamiques fédératives et pluri-nationales conduisent à la fondation en 2008 de l'International Migrants Alliance (IMA), qui s'appuie sur les bases et les réseaux militants établis à Hong Kong, avec à sa tête Eni Lestari. L'alliance vise à organiser et fédérer les TM à l'échelle globale, et développe des actions dans divers espaces de gouvernance mondiale[30].

En 2013, l'International Domestic Workers Federation (IDWF), issue de la structuration et de l'enregistrement de l'International Domestic Workers Network (IDWN), un réseau international informel réunissant des syndicats de travailleuses domestiques, est incorporée à Hong Kong, où elle implante son siège international[31] sous la présidence d'Elizabeth Tang, ancienne présidente de la HKCTU. Le choix d'implantation à Hong Kong reflète le rôle central de la ville dans l'activisme pro-migrant.es à l'échelle mondiale, la présence d'infrastructures organisationnelles déjà bien établies, et un régime politique relativement libéral qui autorise les mobilisations collectives et le droit d'association, y compris pour les migrant.es[32].

À côté de ces organisations dans lesquelles les migrantes jouent un rôle majeur aux côtés d'activistes locaux, 2013 voit aussi la naissance de Justice Without Borders (JWB). Fondée par Douglas McLean, un avocat américain, l'association a pour vocation de professionnaliser l'aide juridique aux migrants, en mobilisant sur une base bénévole des avocats *pro bono* et des cabinets d'avocats à l'échelle régionale. L'association fournit une assistance légale et des services de conseil tout au long des

---

[27] Stefan Rother, 2017, « Indonesian Migrant Domestic Workers in Transnational Political Spaces: Agency, Gender Roles and Social Class Formation », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 43, n° 6, p. 1-18.

[28] Nicola Piper et Stefan Rother, 2020, « Political remittances and the diffusion of a rights-based approach to migration governance: the case of the Migrant Forum in Asia (MFA) », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 46, n° 6, p. 1057-1071.

[29] Hsiao-Chuan Hsia, 2009, « The Making of a Transnational Grassroots Migrant Movement », *Critical Asian Studies*, vol. 41, n° 1, p. 113-41.

[30] Rother, 2022, *op. cit*.

[31] Rother, 2022, *op. cit*.

[32] Piper et Rother, 2022, *op. cit*.

parcours migratoires et dans les différents systèmes juridiques afin d'éviter les ruptures de droit liées à la circulation entre plusieurs juridictions nationales. JWB témoigne d'une autre tendance dans le développement des mobilisations pro-migrants, avec la différenciation, la spécialisation et la professionnalisation de certains secteurs d'intervention sociale – ici l'aide juridique et légale. À l'inverse, des organisations comme Bethune House incarnent un modèle où l'intervention repose sur un travail social plus polyvalent, souvent porté par un engagement vocationnel – religieux ou non –, fournissant une gamme de services intégrés : mise à l'abri, formation, assistance juridique, aide alimentaire, suivi psychologique et, pour les organisations confessionnelles, accompagnement pastoral.

Singapour : Mobilisations sous contrôle dans un cadre néo-corporatiste

À Singapour, Bridget Tan, co-fondatrice de l'ACMI, quitte l'organisation en 2004 pour fonder la Humanitarian Organization for Migration Economics (HOME). HOME offre des services juridiques, sociaux et médicaux aux travailleuses migrantes, en particulier aux employées domestiques, et gère des centres d'accueil pour les migrant.es en difficulté.

D'autres acteurs de la société civile émergent à cette époque, moins liés à ces réseaux confessionnels. Après le décès très médiatisé de Muanatul Chasanah – une travailleuse domestique indonésienne de 19 ans – sous les coups de ses employeurs, un groupe de citoyen.nes forme le Working Committee 2, qui se structurera plus tard sous le nom de Transient Workers Count 2 (« Les travailleurs temporaires comptent aussi ») pour former l'une des principales OSC engagées dans la question des migrations transnationales[33]. D'abord focalisée sur les travailleuses domestiques, l'organisation réorientera l'essentiel de ses actions en faveur des travailleurs étrangers du secteur de la construction après 2014, à la suite des émeutes de travailleurs dans le quartier de Little India, survenues en décembre 2013, considérant qu'ils font l'objet d'une moindre attention de la part de la société civile singapourienne.

Dans le contexte très contraint de la cité-État en termes de libertés publiques, les grandes organisations comme HOME et TWC2 ont privilégié des stratégies de

---

[33] Yeoh et Annadhurai, 2008, *op. cit*.

coopération avec l'État. Bien qu'elles conservent leur indépendance, elles agissent comme partenaires des politiques de gestion des travailleurs migrants, en comblant des lacunes institutionnelles par la provision de services complémentaires – mise à l'abri, aide alimentaire, assistance juridique et psychologique, etc. L'État les considère ainsi comme un mal nécessaire et se décharge sur elles de certaines missions. Dans cette relation symbiotique, les organisations sont particulièrement prudentes dans leur expression publique et leurs campagnes de plaidoyer, qu'elles savent devoir être contenues dans des limites certaines mais à la fois implicites, discrétionnaires et fluctuantes et donc difficiles à situer. Leur travail de plaidoyer est ainsi strictement borné et, par rapport à Hong Kong, se positionne davantage sur un terrain humanitaire, largement dépolitisé, que militant[34]. Par contraste avec Hong Kong encore, le gouvernement est particulièrement attentif à interdire toute forme d'organisation des migrant.es, dont il tolère juste qu'ils se structurent en groupes informels, strictement non-militants, empêchant la formation d'OSC du type d'IMWU.

La cité-État se distingue encore par l'existence d'une strate intermédiaire entre la société civile et l'État, constituée d'organisations parapubliques, formellement autonomes mais étroitement rattachées au gouvernement. Des entités comme le Migrant Workers' Centre (MWC) et le Centre for Domestic Employees (CDE) ont été créés à l'initiative du National Trades Union Congress (NTUC), qui fédère les syndicats singapouriens, contrôlé par l'État par le biais du People's Action Party (PAP), au pouvoir depuis 1965, qui lui permet de garder la main sur l'organisation tripartite des relations professionnelles et industrielles[35]. Tout comme l'Association of Caregivers and Employers (ACE), ces organismes travaillent en collaboration étroite avec le NTUC and le Ministry of Manpower (MOM). Ces organisations incarnent une logique néo-corporatiste, où l'État centralise la médiation entre employeurs et travailleurs dans un cadre strictement régulé. Ce modèle, qualifié de corporatisme autoritaire ou paternaliste[36], permet de canaliser les revendications sociales, en maintenant ces entités dans une position de partenariat subordonné.

---

[34] Lenore Lenore et Yeong Chong Yee, 2009, « Migrant Rights in Singapore ». *Critical Asian Studies*, vol. 41, n° 4, p. 575-604.

[35] Chris Legget, 2008, « Trade unions in Singapore: Corporatist paternalism » *in* John Benson et Ying Zhu (dir.) *Trade Unions in Asia : An economic and sociological analysis*, Londres, Routledge.

[36] Legget 2008, *op. cit.* ; Bernard Gan, David E. Morgan et Peter Sheldon, 2012, « Business-Government Relations and Institutional Leadership in Singapore: The Case of the Singapore National Employers' Federation », University of New South Wales, https://doi.org/10.2139/ssrn.2130972.

Dans ce contexte contraint, les OSC se sont donc orientées vers des actions moins politiques qu'à Hong Kong. Si les organisations pionnières se sont concentrées sur la mise à l'abri et des initiatives de plaidoyer cadrées dans un registre humanitaire et compassionnel, on a vu par la suite se développer des organisations plus spécialisées. Fondée en 2005 la Foreign Worker Association for Social Support (FAST), propose par exemple des formations visant à améliorer les compétences des travailleuses étrangères dans le cadre des emplois domestiques qu'elles occupent – cuisine, secourisme, cours de langue, soin à la personne. Aidha, créée en 2006, propose quant à elle des formations pensées dans une perspective plus émancipatrice, orientées vers la littéracie économique et l'entrepreneuriat, et qui visent plutôt à faciliter la réintégration des femmes au pays et à consolider leur autonomie au moment du retour. Même si Aidha est plus militante, ces associations se positionnent ainsi dans un espace d'action peu politisé.

Malaisie : ouvertures militantes dans un espace autoritaire

En Malaisie, les premières mobilisations pour les droits des travailleurs migrants se structurent dans les années 1990 autour de Tenaganita[37], une organisation féministe, à un moment où les migrations de travail se massifient en réponse à la forte croissance économique du pays. Fondée par Irene Fernandez – une ancienne des jeunesses ouvrières catholiques, illustrant encore le rôle pivot des réseaux catholiques dans le militantisme pro-migrants, même dans un pays musulman –, cette OSC pionnière, seule à l'époque à se consacrer uniquement à la cause des migrant.es, offre des services d'assistance juridique, documente les abus subis par ces populations et développe des actions de plaidoyer, particulièrement pour les travailleuses domestiques et les travailleurs du secteur de la construction. Tenaganita s'impose au centre du paysage associatif malaisien en raison de son militantisme critique[38].

---

[37] Mot-valise combinant les termes Tenaga (force) et Wanita (femmes) : la force des femmes.

[38] Juanita Elias, 2008, « Struggles over the rights of foreign domestic workers in Malaysia: the possibilities and limitations of 'rights talk' », *Economy and Society*, vol. 37, n° 2, p. 282-303 ; Khoo Boo Teik, 1997, « Malaysia: Challenges and Upsets in Politics and Other Contestations », *Southeast Asian Affairs*, ISEAS - Yusof Ishak Institute, p. 163-184.

Depuis la fin des années 1990, des OSC pro-démocratie ou féministes plus généralistes comme Suara Rakyat Malaysia (SUARAM)[39], Woman's Aid (WOA) et Aliran se joignent aux efforts pour améliorer les droits des TM. Bien que leur champ d'action soit plus large, elles interviennent sur des questions spécifiques comme les abus dans les camps de détention et la dénonciation des détentions arbitraires[40]. Ces initiatives s'appuient également sur des réseaux transnationaux comme le Migrant Forum in Asia (MFA) et Coordination of Action Research on AIDS and Mobilities Asia (CARAM Asia), qui connectent les OSC locales à des campagnes régionales pour la protection des droits des migrant.es.

La décennie 2010 marque un tournant avec la création de Komunitas Serantau[41] en 2015, qui regroupe des TM bénévoles impliquées en Malaisie dans la campagne présidentielle de Joko Widodo, qui ont prolongé leur association et se sont constitué.es en un groupe d'entraide. Des membres du groupe ont ensuite fondé en 2019 la Persatuan Pekerja Rumah Tangga Indonesia Migran (PERTIMIG)[42], constituée en association avec l'aide d'IDWH[43]. L'association fournit des services variés, allant de l'aide juridique au conseil et à la formation, et mène des campagnes de plaidoyer pour la ratification par les pays d'origine et de migration des conventions de l'OIT, telles que la Convention 189 sur les travailleuses domestiques. Du côté des travailleur.ses philippin.es, l'Asosasyon Ng Mga Makabayang Manggagawang Pilipino Overseas (AMMPO)[44], créée en 2014, constitue un équivalent structuré pour les travailleurs domestiques philippins.

Contrairement à Singapour, la Malaisie accueille une diaspora indonésienne forte sans doute de plus de quatre millions[45], bien intégrée, issue pour beaucoup des mêmes milieux sociaux que les TM. De puissantes organisations islamiques comme la Nahdlatul Ulama (NU) et la Muhammadiyah ont aussi établi des branches dans le pays, renforçant les liens culturels et religieux avec les migrant.es et fournissant des services sociaux. Par ailleurs, des partis politiques indonésiens, tels que le Partai Kebangkitan Bangsa (PKB)[46] et le Partai Demokrasi Indonesia Perjuangan

---

[39] Voix du Peuple Malaisien.

[40] Elias, 2008, *op. cit*.

[41] Communauté des Migrants (ou « Ensemble dans la migration »).

[42] Union des Travailleuses Domestiques Migrantes Indonésiennes.

[43] Pamungkas Ayudaning Dewanto, 2024, « Indonesian Migrant Workers in Malaysia: Constructing Hybrid Transnational Communities », PhD, Vrije Universiteit Amsterdam https://doi.org/10.5463/thesis.780.

[44] Association des Travailleurs Philippins Patriotes à l'Étranger.

[45] Bastide, 2021, *op. cit*.

[46] Parti du Réveil National.

(PDI-P)[47], influencent les mobilisations en soutenant des organisations affiliées comme Garda BMI[48] (parrainée par le PKB)[49]. Ces « infrastructures sociales » denses et connectées offrent des ressources absentes à Singapour, expliquant sans doute en partie la multiplication, dans la cité-État, de micro-groupes de travailleuses domestiques, constitués autour d'activités et de prestations diverses, et maillent des espaces sociaux et de solidarité, dans un contexte particulièrement contraint.

Dans cette écologie militante de plus en plus complexe, la constitution de groupes comme IMWU, ATKI ou PERTIMIG indiquent l'émergence des migrant.es comme sujets politiques.

Des mobilisations pro-migrant.es à l'activisme migrant

Dans le cadre de ces mouvements, les migrant.es ont d'abord été positionnée.es comme objets de dispositifs humanitaires, compassionnels ou militants. Toutefois, elles et ils ont rapidement été intégré.es aux collectifs de travail et d'action, dans les organisations qui les prenaient en charge. À Singapour, de nombreuses femmes mises à l'abri dans la *safe house* de HOME sont ainsi passées du statut de bénéficiaire à celui de personnel bénévole. Certaines, une fois leur situation stabilisée, ont continué de s'impliquer sur leurs jours de congé. D'anciennes bénéficiaires animent ainsi HOME Kartini, qui structure l'offre de formation de HOME à l'intention des femmes indonésiennes. HOME a également mis en place des guichets décentralisés, linguistiquement et culturellement adaptés aux principales nationalités d'origine des travailleuses migrantes (Indonésie, Philippines, Myanmar) et situés dans des lieux stratégiques de la ville : City Plaza pour les Indonésiennes, Peninsula Plaza pour les femmes du Myanmar et Lucky Plaza pour les Philippines (sur ces « centralités migrantes » à Singapour[50]). Ces guichets, qui constituent des points d'entrée essentiels dans le système de prise en charge en recueillant des signalements de maltraitance et en orientant les femmes vers des solutions adaptées, sont gérés par d'anciennes résidentes du refuge.

Dans le cadre de ces pratiques de cooptation, cependant, les OSC demeurent dominées, dans leur organisation comme dans leurs politiques, par les personnels

[47] Parti Démocrate Indonésien de Lutte.

[48] Garde des Ouvriers Migrants Indonésiens.

[49] Dewanto, 2024, *op. cit.*

[50] Bastide, 2015, *op. cit.*

nationaux, bénévoles ou salariés. Malgré une certaine porosité, on se situe donc toujours dans une organisation asymétrique, l'intégration des personnels migrants étant systématiquement envisagée dans une perspective propédeutique, comme une manière de les responsabiliser et de participer à leur insertion. Dans ce contexte, les migrant.es n'ont pas la main sur la mise en récit des actions collectives, dont les cadrages obéissent à des contraintes et des logiques pensées ailleurs, et qui échappent à leur contrôle : dans leurs actions de plaidoyer, les OSC mettent en scène leurs aspirations, leurs besoins et leurs griefs dans des termes acceptables pour les autorités locales, en priorisant des considérations juridiques, économiques ou humanitaires qui escamotent des dimensions plus intimes ou subversives des expériences migrantes. Par exemple, la quête d'autonomie vis-à-vis des contraintes familiales ou communautaires et l'affirmation d'une autonomie féminine, bien qu'elle soit un moteur essentiel pour de nombreuses femmes migrantes, sont invisibilisées derrière la question de la subsistance économique, des solidarités familiales, du sacrifice personnel, du droit au travail ou de la reconnaissance juridique[51].

Ces pratiques de cooptation, nonobstant le maintien des migrant.es en position subalterne, ont cependant participé à les socialiser aux pratiques de mobilisation collective et à l'activisme, et ont ainsi favorisé l'incubation de mouvements créés, dirigés et animés par des migrant.es, comme on l'a vu plus haut.

Dans un contexte régional où les routes migratoires connectent des espaces politiques plus ou moins démocratisés, où le droit d'association est plus ou moins restrictif, Hong Kong a servi de laboratoire à cet égard. Dès les années 1985 UNIFIL constitue un premier exemple d'organisation dirigée par des femmes migrantes, suivi au début des années 2000 par IMWU et ATKI-HK, qui s'émancipent progressivement de la tutelle bienveillante du DPCF et de MFMW pour construire leurs propres agendas militants. En Indonésie, dans l'effervescence civique de la *Reformasi*, l'activisme autour des droits humains englobe dès 2000 la question des travailleur.ses migrantes, avec l'émergence de collectifs comme le Konsorsium Pembela Buruh Migran (KOPBUMI)[52], un réseau d'organisations actives sur ce sujet, qui appuiera la structuration et la formalisation d'un réseau d'ancien.nes travailleur.es migrant.es – dont une ancienne membre d'IMWU. Ce réseau se

---

[51] Loïs Bastide, 2023, « Politicisation Processes: Migrant Politics and Labour Migrations between Indonesia, Singapore and Malaysia », *Ariscope*, Asia Research Institute, NUS, https://ari.nus.edu.sg/ariscope/politicisation-processes-migrant-politics-and-labour-migrations-between-indonesia-singapore-and-malaysia/.

[52] Consortium de protection des ouvriers migrants.

formalise plus tard sous le nom de Serikat Buruh Migran Indonesia (SBMI)[53][54]. En 2006, l'organisation est reconnue dans le statut de syndicat.

En Malaisie, PERTIMIG constitue un autre exemple de ces processus d'émancipation organisationnels et militants, accompagné en l'occurrence par IDWF, elle-même gérée par des travailleuses migrantes. Son officialisation témoigne sans doute de la libéralisation partielle de l'espace politique en Malaisie après les élections législatives de 2018.

À Singapour, une telle émancipation est impensable dans un contexte marqué par un strict contrôle du droit d'association, qui exclut les migrant.es, et par une surveillance rigoureuse de leurs prises de parole, visant à empêcher toute expression dans un registre militant. Face à ces contraintes, les OSC ont alors trouvé une autre voie pour exercer leur travail de plaidoyer. On a ainsi vu se multiplier, depuis les années 2010, les initiatives artistiques impliquant des TM. Leur expression politique passe en effet davantage par les arts, qui autorisent la mise en scène des expériences migratoires. Ces témoignages ont été mobilisés pour susciter l'empathie du public singapourien et offrir aux migrant.es des formes de reconnaissance sociale : par la mise en narration, il s'agit de donner chair à ces personnes habituellement invisibilisées, dans leur commune humanité, derrière des rôles socio-économiques dévalués et stigmatisés.

Au début des années 2000, Migrant Voices, une association caritative – *charity* – créée par des artistes, proche de HOME et TWC2, est ainsi la première initiative visant à proposer des activités artistiques aux migrant.es – photographie, théâtre – et initie l'*Oral History Archive Project*, qui recueille et met en scène leurs récits de vie à Singapour. Les années 2010 voient se multiplier l'offre d'activités artistiques à destination des femmes et des hommes migrant.es, par des associations artistiques singapouriennes qui étendent leur action aux TMs – Singlit Station, espace associatif destiné à la communauté littéraire, ou le collectif d'activistes A Good Space – et dans le cadre d'organisations comme Aidha, HOME et TWCS. On assiste au même moment à la multiplication des évènements : expositions photographiques, concours d'écriture, publications d'ouvrages, *talent shows*, à l'instar du Migrant Workers Arts Festival, fondé en 2014 par Shivaji Das, écrivain indien, résident permanent à Singapour. Comme ailleurs mais dans un autre registre militant, ce mouvement

---

[53] Syndicat des travailleurs migrants indonésiens.

[54] Michele Ford, 2006, « Migrant Worker Organizing in Indonesia », *Asian and Pacific Migration Journal*, vol. 15, n° 3, p. 313-334.

incube des processus d'autonomisation avec la création par Zakir Hossain Khokan, un TM bangladais, de Migrant Writers of Singapore (MWS), organisé par et pour les TM, ou le Migrant Cultural Show, fondé en 2018 par Fazley Elahi Rubel, un TM de la même origine, qui avait déjà été à l'initiative, en 2017, du Migrant Library Singapore. Dans un contexte où l'action politique est exclue, les pratiques artistiques offrent une alternative pour faire valoir des souffrances, des manques et des aspirations qui ne peuvent s'exprimer dans un registre explicitement politique et appellent d'autres formes de militantisme. Ces pratiques permettent aussi de s'émanciper d'identités sociales marginalisées, en accédant au statut valorisé d'artiste et/ou de porte-parole de la communauté des TM, et balisent des trajectoires différentes du militantisme plus classique, au sein des OSC parties prenantes à la cause des migrant.es.

Cette société civile migrante émergente, transnationale, se manifeste sous des formes diverses, étroitement conditionnées par le niveau d'ouverture et de démocratisation des différents pays. Elle s'organise aussi à l'échelle régionale, à mesure que les acteurs circulent, accumulent des ressources et des compétences dans différents espaces et apprennent à les agencer stratégiquement en fonction de contraintes et d'opportunités situées.

À Hong Kong, l'International Migrant Alliance (IMA) s'est constituée dans une posture proche de la gauche radicale, anticapitaliste, et revendique l'émancipation des mouvements migrant.es des logiques de tutelle et de porte-parolat prévalente jusqu'alors : il ne s'agit plus de laisser des tiers, même alliés, porter la voix des migrant.es dans une logique de délégation, mais de l'incarner[55]. De retour en Indonésie depuis 2022, Eni Lestari investit les ressources accumulées à la tête de l'organisation et pendant plus de 25 ans d'activisme à Hong Kong – réseaux et savoir-faire militants – pour faire émerger de nouveaux réseaux militants à Yogyakarta. Avec l'appui de Beranda Perempuan[56], une organisation féministe indonésienne, elle a créé l'association Beranda Migran[57]. Celle-ci vise à fédérer et organiser des réseaux de femmes réinstallées dans la région au terme de leurs parcours migratoires. Il s'agit de faire voix collectivement face aux difficultés liées à leur réintégration au sein des communautés d'origine. En effet, il est très difficile aux femmes de faire valoir, en Indonésie, les formes d'autonomie et de subjecti-

---

[55] Rother, 2022, *op. cit*.
[56] Le portail des femmes.
[57] Le portail des migrant.es.

vation construites en migration[58], comme il est difficile, pour tous les TM de réinvestir de façon productive les compétences et le capital économique acquis à l'étranger, ces échecs conduisant à la répétition des cycles migratoires. En modulant les approches et les modes d'action pour les rendre acceptables dans une société conservatrice et politiquement articulée sur la valorisation du consensus et l'évitement du conflit ouvert, les membres de ce collectif tentent d'ouvrir de nouveaux espaces d'autonomie pour le recueil et l'expression de discours invisibilisés. Ces espaces se construisent en lien avec des OSC non-migrantes, mais dans une posture d'autonomie stratégique et de défiance vis-à-vis des logiques de porte-parolat et des risques de dépolitisation liées à la construction humanitaire des problématiques migratoires. En conjuguant les ancrages transnationaux et en variant les interventions, de l'échelle locale aux arènes internationales, ces initiatives réorganisent des réseaux militants, centrés autour des TM, qui s'y affirment comme sujets politiques.

L'existence de ces pôles démocratiques – Hong Kong, Philippines, Indonésie, mais aussi Taïwan –, conjugués à la mise à distance des communautés d'origine dans le cadre de la migration, a ouvert des espaces d'invention politique et militante, dominés par les femmes. Ces espaces se sont imposés comme des pôles d'innovation sociale et politique et de production normative. Ces expérimentations politiques circulent et irriguent aujourd'hui de nouvelles mobilisations, dans les différents pays de destination, mais aussi dans les pays d'origine comme l'Indonésie et les Philippines. Dans ces dynamiques militantes et organisationnelles, le passage d'un militantisme pro-migrant à un militantisme porté par les migrant.es constitue à n'en pas douter un tournant majeur. Cette évolution, largement incubée dans le contexte libéral de Hong Kong, a permis à des collectifs de TM de s'émanciper des logiques de porte-parolat traditionnellement dominées par des OSC non-migrantes, religieuses et séculières.

Hong Kong a ainsi émergé comme un laboratoire essentiel, où les migrant.es ont pu s'organiser et se constituer en sujets politiques, exprimant leurs revendications dans des cadres ouvertement militants plutôt que strictement humanitaires ou compassionnels. Cette période d'effervescence a été brutalement interrompue par

[58] Bastide, 2015, *op. cit.* ; Bastide, 2023, *op. cit.*

la reprise en main politique de Hong Kong par la Chine en 2020, comme en témoigne l'incarcération d'Elizabeth Tang, ancienne directrice d'IDWF : l'espace militant s'est considérablement restreint, marquant la fin d'une ère pour l'activisme migrant dans la région. Dans ce contexte, il ne serait pas étonnant de voir se déplacer le centre de gravité des mobilisations migrantes et pro-migrantes vers Taïwan. Autre démocratie libérale depuis la fin du régime du Kuomintang en 1987, importante destination pour les TM de la région, le pays offre un environnement favorable à l'émergence de nouvelles initiatives et à la relocalisation des réseaux centrés sur Hong Kong.

La question du travail en Asie du Sud-Est : un tableau contemporain

Elsa Lafaye de Micheaux et Muriel Périsse

À la source de la croissance régionale : le travail en question

Pôle de croissance, l'Asie du Sud-Est apparaît profondément insérée dans la mondialisation dont elle représente aujourd'hui, malgré la montée des incertitudes et des tensions, l'un des moteurs les plus fiables, ce dont témoignent la reprise des investissements accueillis en 2023 et 2024 et les dernières notations du marché[1]. Par son inscription dans des chaînes de valeur régionales et globales (textile, huile de palme, véhicules électriques, circuits imprimés), la région est devenue au cours de la dernière décennie la 4e puissance exportatrice après l'Europe, la Chine, les États-Unis et devant le Japon. Pour autant, le facteur travail, au principe de ce succès bien établi au sein de la compétition mondiale, n'est que peu étudié par les économistes. La profession analyse plutôt les stratégies de développement des gouvernements, les évolutions de la spécialisation internationale de chaque économie, leurs rivalités et complémentarités industrielles, la connectivité des marchés, la numérisation, la demande énergétique associée à cette dynamique soutenue, ou les risques environnementaux et les perspectives en termes de transition. Source de revenu essentielle de la population sud-est asiatique, la rémunération du travail et ses

[1] Le niveau pré-covid a été dépassé dès 2021. En 2023, dans un contexte mondial de chute de 10 % des investissements directs étrangers (IDE), ceux qui entraient en ASEAN ont cru de 1 %. En 2024, cette position d'exception s'est maintenue.

inégalités font rarement l'objet d'attentions dédiées alors même que les inégalités de revenu au sein de la région sont massives et de mieux en mieux mesurées[2].

Hormis le bureau régional de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), basé en Thaïlande[3], aucun centre d'étude ne se distingue par son expertise sur le travail en Asie du Sud-Est, les travaux sur le partage de la valeur ajoutée laissent en partie de côté ces pays[4], et les conférences scientifiques consacrées à ce thème font exception[5], tandis que le bureau de l'ASEAN lui-même concentre son attention sur les statistiques macroéconomiques, celles des exportations des marchandises, du transport et des investissements directs étrangers.

Pourtant, la question du travail et des conditions de travail en ASEAN est régulièrement posée sur un plan politique et diplomatique : dix ans après la sortie d'un rapport du Secrétariat d'État américain mettant l'accent sur la place centrale de l'ASEAN dans le trafic mondial d'êtres humains, l'année 2025 est aussi celle de la fin du programme Triangle[6] de l'OIT ambitionnant d'améliorer l'application du droit du travail et les conditions d'emploi des travailleurs migrants en ASEAN[7]. La réactualisation d'anciennes estimations des profits tirés du travail forcé – qui avaient alors mis en relief la place saillante de l'Asie du Sud-Est dans le phénomène[8] – établit que les profits illégaux qui en sont issus ont fortement augmenté, atteignant 236 milliards $ US. Elle indique un accroissement du nombre des personnes concernées tandis que trois pays de la région figurent sur la liste noire du trafic d'êtres humains publiée en 2024 par les États-Unis : Brunei, Cambodge et Birmanie.

---

[2] Le *World Inequality Lab* publie la part du revenu national détenue par les 10 % des ménages les plus riches : en recul sur 10 ans en ASEAN, elle s'étage en 2024 entre 36,6 % à Brunei, (40 % en Malaisie ; 43,8 % au Viêtnam) et 52,3 % en Thaïlande, qui se situe au-dessus de l'ensemble de l'Asie, avec 50,1 % (Source : https://wid.world/data/ [pre-tax income]).

[3] ILO regional Office for Asia and Pacific, United Nations Building, Rajadamnern Nok Avenue, à Bangkok.

[4] Ainsi, la seule publication de la Banque asiatique de développement sur ce sujet n'inclut-elle que la moitié des pays dans leur échantillon : Marta Guerriero, 2019, « The Labor Share of Income Around the World: Evidence From a Panel Dataset », *ADBI Working Papers*, vol. 920.

[5] La conférence « New Labour Regimes in Southeast Asia » a été organisée à Penang (Malaisie) en décembre 2023, dans le cadre de notre réseau international de recherche ASEAN-China Norms (CNRS). Ce chapitre préfigure l'ouvrage collectif co-dirigé par Melisa Serrano (University of the Philipines), Stéphane Lequeux (James Cook University, Australie) et nous-mêmes sur ce sujet, à paraître chez Palgrave Macmillan, Singapour, 2026.

[6] OIT, 2015-2025, Programme « Triangle in ASEAN », https://www.ilo.org/projects-and-partnerships/projects/triangle-asean#about.

[7] À travers l'ASEAN Forum on Migrant Labour, plateforme de discussion et d'identification des meilleures pratiques. Son avantage est de mettre en avant les échanges tri-partites qui sont la marque de l'OIT.

[8] International Labour Office, 2014, *Profits and Poverty: The Economics of Forced Labour*, première édition, ILO, Genève.

Cependant, les efforts sont loin d'être inexistants et en Malaisie, qui préside l'ASEAN en 2025, la politique nationale poursuit un objectif de partage de la valeur ajoutée plus favorable au travail[9].

L'état général des connaissances sur le travail en Asie du Sud-Est nécessite de cadrer le sujet et d'ouvrir par une première description d'ensemble avant d'entrer dans les principaux mécanismes qui en gouvernent les niveaux et la répartition. La première partie cherche ainsi à cerner l'emploi en Asie du Sud-Est à partir de ses grandes masses, de son évolution sectorielle et des tendances salariales (1). Deux principaux arguments sont ensuite avancés, qui tiennent à la faible protection juridique des travailleurs dans la région (2) et à la place qu'y tient le travail migrant (3) : ils permettent d'éclairer une structure fondamentalement orientée par la recherche permanente de stabilité de l'insertion des économies nationales dans les chaînes de valeur (4).

Une large base d'actifs, féminisée, souvent informelle, parfois infantile, et peu payée

En matière de travail, prétendre s'appuyer sur des mesures exhaustives et fiables des grandeurs et de leur évolution demeure illusoire : ce qui est parfaitement théorisé et stabilisé conceptuellement et parfois finement quantifié[10] peut échapper à la mesure et à sa publication en ASEAN. Les données sur lesquelles on se fonde ici sont celles de la Banque mondiale, de l'OIT et de certains rapports ponctuels de l'ASEAN ou de la Banque asiatique de développement.

Actuellement, on estime la population active de la région Asie du Sud-Est à 344 millions de travailleurs (contre 222 millions en Union européenne), selon les données 2023 (tableau 1), dont 144 millions, soit 42 %, sont des femmes[11].

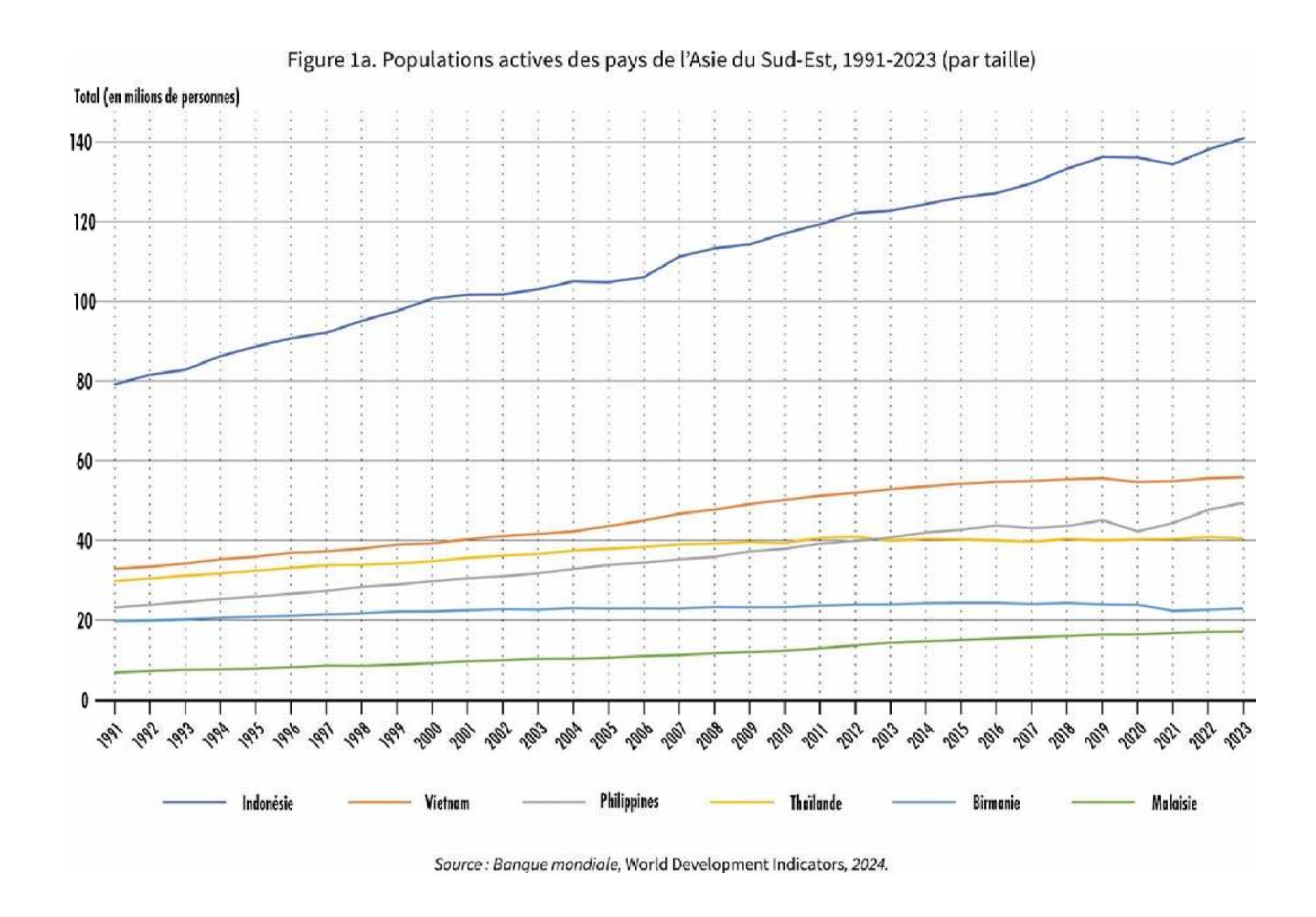
---

[9] Avec 33 % de la VA répartis sous forme de masse salariale, la distribution fonctionnelle (partage de la Valeur ajoutée entre travail et capital) y est en effet tout particulièrement défavorable au travail : une singularité que les autorités repéraient déjà il y a dix ans (cf. Elsa Lafaye de Micheaux, 2015, « Malaisie », *Asie du Sud-Est*, Bangkok-Paris, IRASEC-Indes savantes) et que le programme « Malaysia Madani » du Premier ministre Anwar Ibrahim, décrit par David Delfolie, 2024, « Tous les chemins ne mènent pas à Médine », *in* Gabriel Facal et Jérôme Samuel, *L'Asie du Sud-Est, 2024. Bilan, enjeux et perspectives*, Bangkok, IRASEC, p. 246-277. L'auteur relève : l'objectif du gouvernement est d'atteindre 45 % à l'horizon 2030.

[10] En France par exemple, on dispose avec l'INSEE d'une vision précise des revenus et de leur évolution, y compris la catégorie majeure des revenus salariaux (*Les revenus et le patrimoine des ménages*, édition annuelle, INSEE, Paris), et avec la DARES, des données de l'emploi extrêmement fines alimentant des recherches dédiées d'une grande robustesse.

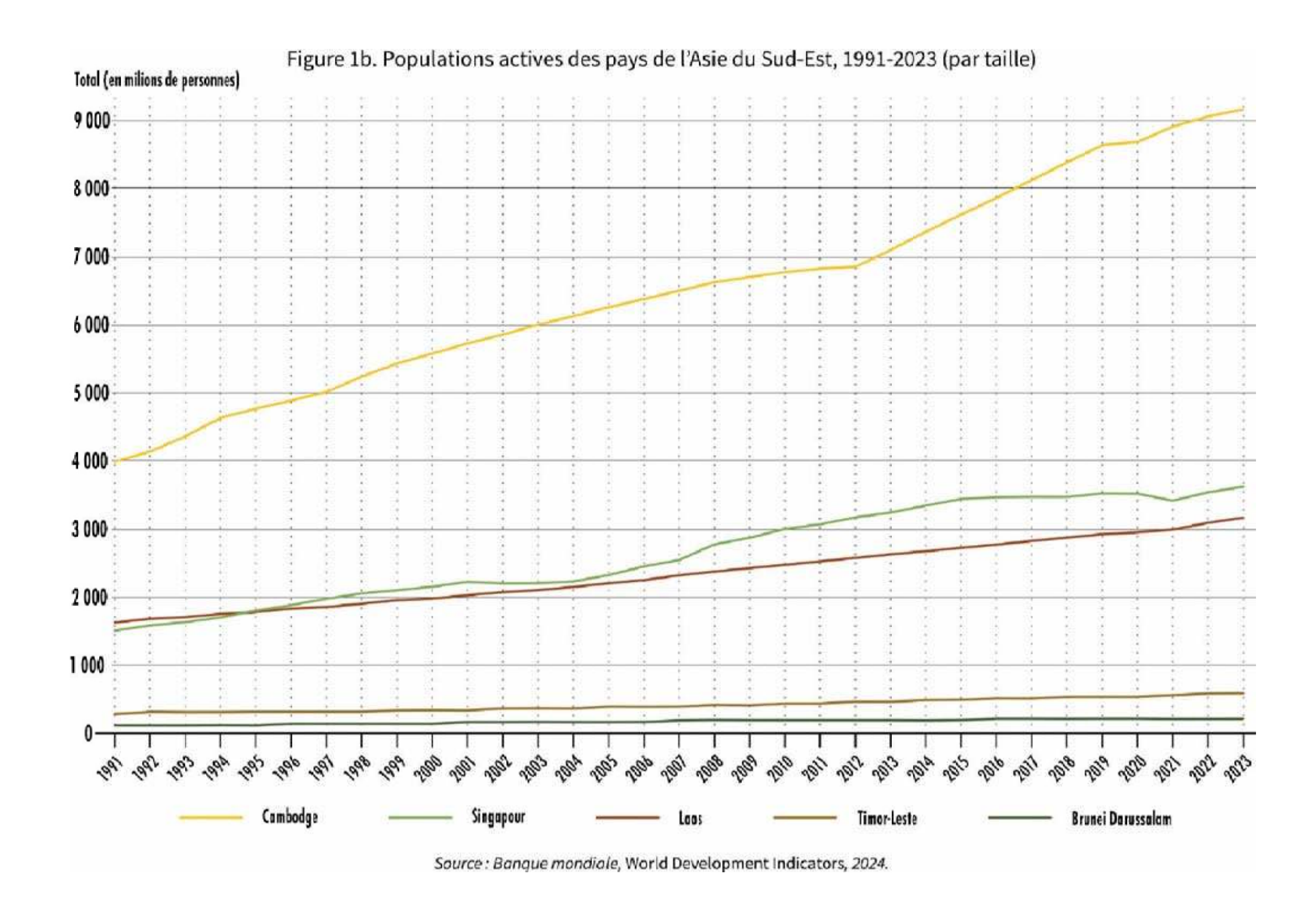
[11] International Labour Office, 2024, *Asia-Pacific Employment and Social Outlook 2024*.

Figure 1a. Populations actives des pays de l'Asie du Sud-Est, 1991-2023 (par taille)



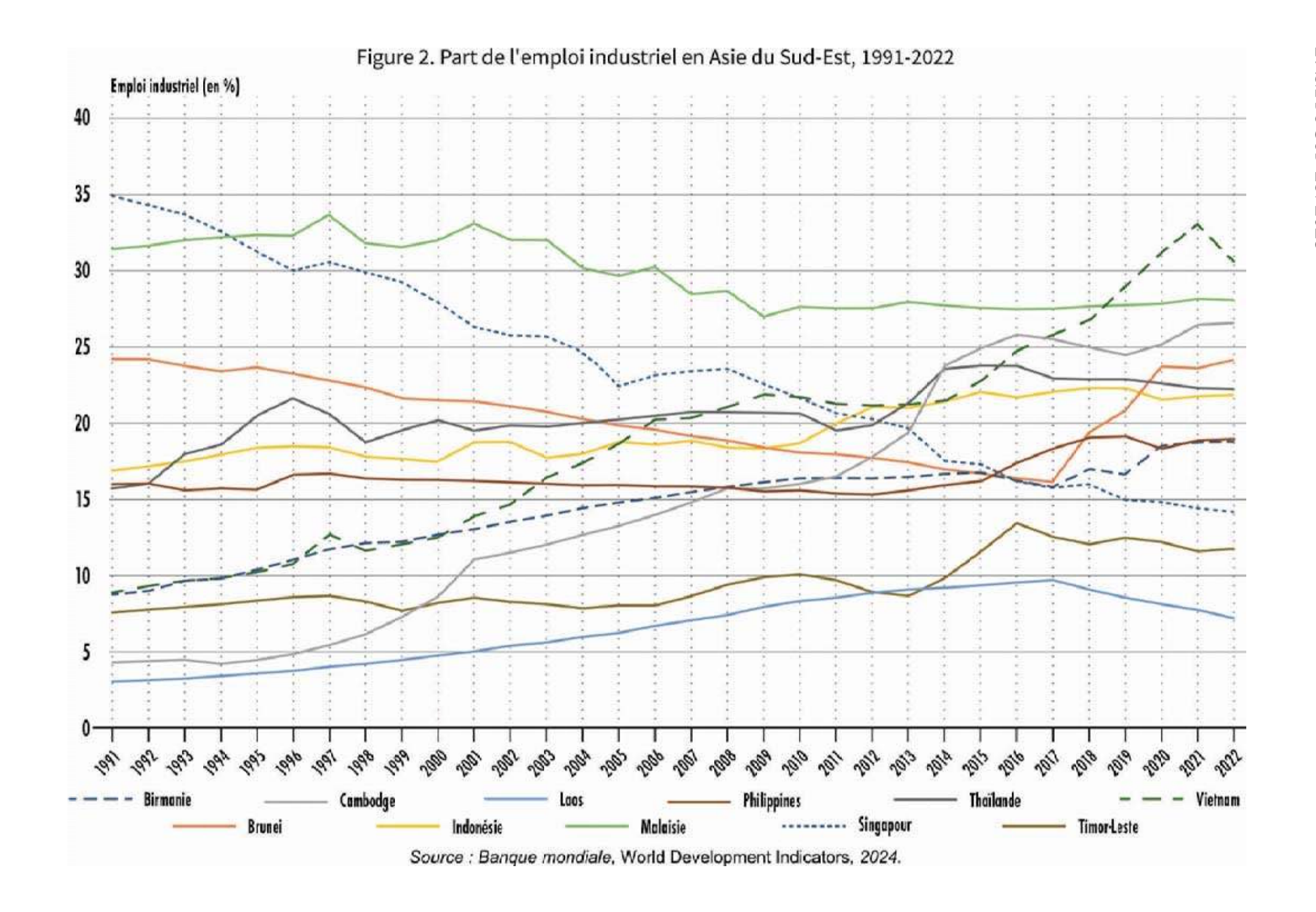
Source : Banque mondiale, World Development Indicators, *2024.*

Figure 1b. Populations actives des pays de l'Asie du Sud-Est, 1991-2023 (par taille)



Source : Banque mondiale, World Development Indicators, 2024.

Figure 2. Part de l'emploi industriel en Asie du Sud-Est, 1991-2022



Source : Banque mondiale, World Development Indicators, *2024.*

Tableau 1. Population active de l'Asie du Sud-Est en 2023

	Population active	(en % population active de l'Asie du Sud-Est)
Indonésie	140 931 083	41 %
Viêtnam	56 149 382	16 %
Philippines	49 477 060	14 %
Thaïlande	40 813 511	12 %
Birmanie	22 884 069	7 %
Malaisie	17 307 639	5 %
Cambodge	9 174 840	3 %
Singapour	3 619 025	1 %
Laos	3 173 837	1 %
Timor-Leste	596 825	< 0,2 %
Brunei	227 798	< 0,1 %
Total	**344 355 069**	**100 %**

Source : Banque mondiale, World Development Indicators*, 2024*

Politiquement, les actifs sud-est asiatiques sont donc d'abord indonésiens (41 %), vietnamiens (16 %), philippins (14 %) et thaïlandais (12 %), ces quatre pays concentrant ainsi 83 % de la population active d'Asie du Sud-Est[12].

Comme pour le décollage économique malaisien par exemple[13], la croissance économique des pays de la région a été rendue possible par un accroissement systématique et relativement régulier du facteur travail depuis le début de la décennie 1990, dans tous les pays de l'ASEAN sauf dans le cas, singulier, de la Birmanie (figures 1a et 1b). La productivité apparente du travail progresse dans tous les pays

[12] Ce sont les quatre pays disposant d'un siège local de l'OIT à Jakarta, Hanoï, Makati et Bangkok où est aussi située l'équipe technique de l'OIT dédiée à la promotion du travail décent pour la sous-région (ILO Decent Work Technical Support Team [DWT] for East and South-East Asia and the Pacific). L'autre bureau DWT, couvrant l'Asie du Sud, est basé en Inde.

[13] Elsa Lafaye de Micheaux, 2012, « Anatomie de la croissance », in *Malaisie, un modèle de développement souverain ?*, Lyon, CNRS Éditions.

de la région. En revanche, les écarts de productivité, imparfaitement transposés dans les écarts de salaires, sont très élevés. Le Cambodge se situe au dernier rang actuellement : en dépit de chiffres de croissance du PIB plus élevés que ceux de ses voisins depuis une décennie, le pays est marqué par une faible productivité du travail, sans amélioration en une décennie[14]. En effet, la productivité du travail cambodgien n'atteint que 4,6 % de celle de Singapour, derrière la Birmanie (5,4 %), le Viêtnam (8,6 %) et le Laos (9,5 %)[15].

L'accroissement quantitatif du facteur travail concerne surtout la main-d'œuvre industrielle, qui progresse en part de l'emploi (figure 2.), hormis à Singapour et en Malaisie, dont les industrialisations sont datées, ou à Brunei. Sur ce plan, le Viêtnam se distingue par la vitesse de son changement structurel au cours du quart de siècle (1997-2022), durant lequel le pays a quadruplé son niveau de vie réel.

Le Viêtnam est ainsi devenu le pays d'Asie du Sud-Est où l'emploi industriel est le plus important relativement, que ce soit pour l'emploi total ou pour la population active féminine. Ce dernier point s'explique par l'ouverture extrêmement rapide au commerce et aux investissements directs étrangers, accompagnée par la spécialisation de ce pays en bas de la chaîne de valeur[16].

Relativement ancienne, la question de l'emploi industriel féminin en Asie avait déjà conduit à des travaux démontrant qu'au sein de l'Asie orientale, entre 1975 et 1995, on trouvait les taux de croissance les plus élevés dans les pays où l'écart de salaire entre hommes et femmes était le plus large (Corée, Singapour, Malaisie), et inversement[17].

---

[14] François Bafoil, 2013, « Capitalisme politique et développement dépendant en Asie du Sud-Est. Les pays très en retard de développement : Laos et Cambodge », *Revue de la régulation*, vol. 13, https://journals.openedition.org/regulation/10103.

[15] ASEAN Secretariat, 2021, *Regional Study on Labor Productivity in ASEAN report*, Jakarta, ASEAN.

[16] Thi Anh-Dao Tran, 2019, « The Feminization of Employment through Export-Led Strategies: Evidence from Viet Nam. », *Revue de la régulation*, vol. 25, https://journals.openedition.org/regulation/14589. Cf. les travaux pionniers menés aux États-Unis sur la mise au travail des femmes dans l'industrie en Asie du Sud-Est au début des années 1970. Des travaux repris notamment par Susan Joekes, 1995, « Trade-related employment for women in industry and services in developing countries », *UNRISD Occasional Paper*, n° 5 ; Peter Custers, 1997, *Capital Accumulation and Women's Labour in Asian Economies*, New York U. Press. Et plus récemment et plus spécifiquement sur l'Asie orientale dont Malaisie, Thaïlande, Singapour : Jomo Kwame S., 2009, « Export-Oriented Industrialisation, Female Employment and Gender Wage Equity in East Asia », *Economic and Political Weekly*, vol. 44, n° 1, p. 41-49.

[17] Stephanie Seguino, 2000, « Accounting for Asian Economic Growth: Adding Gender to the Equation », *Feminist Economics*, vol. 6, n° 3, p. 27-58. Une corrélation (fig. 8.) entre la part des revenus manufacturiers versés aux salariées – compte tenu du différentiel d'éducation de l'époque – et le taux de croissance y est mise en relief.

Tableau 2. Part de l'emploi agricole
en Asie du Sud-Est, 2022 (en %)

Laos	69,6
Birmanie	45,5
Timor-Leste	39,2
Cambodge	36,6
Viêtnam	33,6
Thaïlande	30,4
Indonésie	29,3
Philippines	23,7
Malaisie	10,0
Brunei Darussalam	1,4
Singapour	0,1

Tableau 3. Part de l'emploi industriel
dans l'emploi total et
dans l'emploi féminin, 2022 (en %)

Emploi industriel	**en % de l'emploi total**	**en % de l'emploi féminin**
Brunei Darussalam	24,2	9,6
Cambodge	26,6	23,7
Indonésie	21,9	16,3
Laos PDR	7,2	5,6
Malaisie	28,1	19,5
Birmanie	18,8	18,4
Philippines	18,9	8,5
Thaïlande	22,2	19,1
Timor-Leste	11,8	7,5
Singapour	14,2	10,5
Viêtnam	30,6	26,7

Source : Banque mondiale,
World Development Indicators, *2024*

Laissées à la discrétion des enquêtes nationales, et parfois peu comparables entre les régions géographiques d'un même pays (notamment entre les sous-régions des Philippines ou d'Indonésie), les données de salaire cumulent les écarts d'éducation, les différences hommes-femmes, les secteurs et les emplois occupés, et parfois une variable ethnique. Elles sont difficiles à se procurer, mais étayent l'idée générale d'une progression des salaires inférieure à l'inflation, traduisant une lente baisse du pouvoir d'achat des travailleurs. Ainsi, aux Philippines, le salaire moyen a-t-il progressé de 1,7 % seulement en cinq ans (de 2018 à 2022)[18], un rythme bien inférieur à l'inflation sur la même période (+ 21 %) et que le PIB par habitant (13 %).

[18] Autorités statistiques des Philippines, *Occupational Wages Survey*, septembre 2024.

Moins clairement défavorables aux salariés, les dernières données indonésiennes illustrent cependant un schéma semblable : le salaire moyen s'est apprécié de 6 % entre 2021 et 2024[19], tandis que les prix à la consommation augmentaient de 10 % au cours de ces années (inflation cumulée) et la croissance globale du PIB par habitant s'élevait de 12 %. Ces valeurs illustrent l'hypothèse d'une région ASEAN où les salaires sont non seulement relativement bas à niveau de développement équivalent, mais aussi, y compris en phase de croissance économique, enregistrent une progression limitée, en deçà de l'inflation et du revenu moyen par habitant.

Le faible niveau de ces salaires et la relative précarité de la condition laborieuse en Asie du Sud-Est tiennent beaucoup à l'importance du travail informel. En effet, celui-ci désigne les modalités d'emploi qui n'offrent aux individus aucune protection juridique ou sociale dans le cadre de leur travail, selon l'Organisation Internationale du travail, ce qui les expose davantage aux aléas économiques, d'une part (absence de sécurité juridique de l'emploi), et à une plus faible rémunération financière, de l'autre. Dans ces configurations, les travailleurs tendent à y être moins payés que les salariés du secteur formel, et n'ont pas accès aux éventuelles prestations associées (retraite, assurance maladie, formation, chômage). Très dynamique au tournant du XXIe siècle, lorsque les transitions des pays d'Europe centrale et orientale, tout comme de la péninsule indochinoise en Asie du Sud-Est, amenaient les systèmes productifs et l'emploi définis dans le cadre socialiste à voler en éclat ou à se déliter[20], la réflexion et la production scientifique sur ce thème ont reflué depuis, notamment au Viêtnam du fait de la place prise par les multinationales et par le salariat industriel. L'estimation du travail informel ne résulte pas d'une méthodologie unique et homogène et sa réalité varie beaucoup entre les pays de la région, donc la tentation de fixer une vue d'ensemble statistique repose sur l'OIT. Le travail informel apparaît moins étendu que dans les pays d'Asie du Sud (Inde, Bangladesh), fortement corrélé au niveau de développement en ASEAN car il concerne au premier plan le travail agricole (ainsi en 2022, il serait de 99 % dans l'agriculture au Viêtnam et de 90 % en Thaïlande). Globalement, la part du travail informel dans l'économie de l'ASEAN concerne plus de deux tiers des situations (69 % en 2024). Pour autant, les

[19] BPS Statistics Indonesia, Table 2.4.2., *Labor Force Situation in Indonesia*, vol 46, n° 3, février 2024.

[20] Jean-Pierre Cling, Nguyễn Thị Thu Huyền, Nguyễn Hữu Chí, Phan Thị Ngọc Trâm, Mireille Razafindrakoto, François Roubaud, 2010 (rééd. 2020), *The Informal Sector in Vietnam. A focus on Hanoi and Ho Chi Minh City*, Thế Giới Editions, Hanoï, IRD, 248 p. ; Jean-Pierre Cling, Mireille Razafindrakoto et François Roubaud, 2014, « Segmentation and informality in Vietnam: A survey of the literature », *DIAL, DT 2014-14*, Hanoï, IRD, 39 p.

progrès de l'industrialisation le font régresser : une décennie plus tôt, on enregistrait 76 % de travail informel en ASEAN (tableau 4).

Tableau 4. Part du travail informel en Asie du Sud-Est, secteurs agricole et non-agricole (en %)

	2014	**2024**
Femmes	75,9	69,0
Hommes	76,3	69,5
Total ASEAN	**76,1**	**69,5**

Source : International Labour Office, 2024, Asia-Pacific Employment and Social Outlook 2024

Enfin, le phénomène du travail des enfants, fortement concentré dans les zones les moins développées du monde, figure parmi les réalités sociales de la région. Il concerne 4,7 % des enfants philippins de 5 à 17 ans, soient près de 1,5 millions d'enfants, contre 2,8 % en 2020[21]. La part de ceux qui sont très jeunes a aussi augmenté : 40,3 % ont moins de 15 ans en 2022 (contre 31,1 % en 2020) et celle des enfants impliqués dans du travail dangereux également. Ici, le travail des enfants fait l'objet de conventions internationales et d'un programme mondial de lutte, car incompatible avec le développement de l'enfant (durée du travail trop longue), indésirable ou dangereux[22]. Mais, ici comme à l'échelle mondiale, la tendance n'est pas à l'amélioration de la situation, si l'on en croit les dernières données « Child Labor Statistics » du Labour Force Survey philippin[23]. À noter que ces chiffres ne sont pas propres à l'ASEAN dans la mesure où, selon les rapporteurs, depuis 2016, « les progrès en matière de travail des enfants sont au point mort »[24].

[21] Source : Philippine Statistics Authority, 2023, https://psa.gov.ph/statistics/labor-force-survey/child-labor-statistics. Portant précisément sur ce sujet, citons le film documentaire d'Antoine Védeilhé et Germain Baslé : *Philippines : les petits forçats de l'or* (2024), salué par le Prix Albert Londres.

[22] La cible 8.7 des Objectifs de développement durable (OIT, UNICEF) prévoyait la fin du travail des enfants d'ici à 2025.

[23] Seule amélioration, semble-t-il : le volume horaire : 15,7 % seulement travailleraient entre 21 et 40 heures par semaine (la grande majorité étant sous les 20 h), en 2022, contre 27,6 % en 2021.

[24] Rapport « Travail des enfants », OIT & UNICEF, avril 2022, p. 8.

Ainsi, à grande distance des images flatteuses véhiculées par une oligarchie ostentatoire[25], une bourgeoisie brillante et une classe moyenne dont on étudiait l'essor il y a plus de 15 ans, ce cadrage général met en évidence la modestie et la précarité des vies laborieuses en Asie du Sud-Est[26], une réalité qui sous-tend la grande disparité des revenus et les larges écarts au sein des populations de cette partie du monde[27].

Présence du droit, faiblesse des relations industrielles

Dans les années 1980, les systèmes asiatiques de travail avaient en commun un développement économique assis sur la subordination du travail destiné à assurer la stabilité des régimes politiques en place afin d'attirer les investissements étrangers[28]. On a assisté ici à une forme d'« hyperprolétarisation » associée à une structure industrielle axée sur l'industrie légère vouée à l'exportation, des structures sociales (relations paternalistes et contrôle corporatiste des travailleurs) qui ont handicapé l'organisation collective autonome de ces derniers, et une résistance efficace pour améliorer leur sort, comme pour les premiers Dragons asiatiques.

La stratégie d'insertion des pays d'Asie du Sud-Est (Indonésie, Philippines, Malaisie) dans la mondialisation productive des années 1990 se traduit par des vagues de déréglementation et d'informalisation de la relation d'emploi. Dans les années 2000, cette « marchandisation » du travail[29] construit une véritable segmentation du marché du travail : d'un côté des travailleurs quasiment sans-droits, mal rémunérés et strictement contrôlés qui alimentent les secteurs industriels intenses en travail, et de l'autre, une main-d'œuvre plus qualifiée et mieux

---

[25] Kevin Hewison, 2021, « Crazy rich Thais: Thailand's capitalist class, 1980–2019 », *Journal of Contemporary Asia*, vol. 51, p. 262-277 ; Takashi Shiraishi et Pasuk Phongpaichit (dir.), 2008, *The Rise of Middle Classes in Southeast Asia*, Kyoto, Kyoto University Press/Trans Pacific Press.

[26] À propos du cas indonésien, Arne L. Kalleberg, Kevin Hewison et Kwang-Yeong Shin, 2021, *Precarious Asia in Japan, South Korea and Indonesia*, Stanford, Stanford University Press.

[27] *World Inequality Report 2022*, figures 1.6a à 1.6c. Si l'on agrège les données de l'Asie du Sud et de l'Asie du Sud-Est, le ratio des revenus détenus par les 10 % les plus fortunés rapporté à la part des 50 % les plus pauvres est de 22. Ce ratio en Thaïlande est de 17 alors qu'il est de 10 en moyenne en Europe (WIL, 2022, *World Inequality Report*, p. 31, https://wir2022.wid.world/methodology).

[28] Frederic C. Deyo, 1989, *Beneath the miracle. Labor subordination in the New Asian Industrialism*, Berkeley, Los Angeles, Londres, University of California Press.

[29] Frederic C. Deyo, 2012, *Reforming Asian labor systems. Economic tensions and worker dissent*, Ithaca, Londres, Cornell University Press.

rémunérée œuvrant dans les parcs industriels pour des productions à plus forte valeur ajoutée comme l'électronique ou l'automobile.

On remarque, enfin, la même tendance à contrôler des travailleurs spécifiquement maintenus en dehors du droit du travail, dans les pays plus récemment en cours d'industrialisation, comme le Viêtnam ou le Cambodge. Il est en effet notable que le même phénomène faisant reposer la croissance sur la mobilisation du travail flexible se reproduise d'un pays à l'autre et d'une époque à une autre : la montée en gamme industrielle n'apporte que rarement et temporairement une amélioration de la situation des travailleurs d'Asie du Sud-Est.

La domination d'un modèle de travail assis sur le contrôle et la subordination, outre les problèmes de discipline de la main-d'œuvre dans les usines, rencontre aussi diverses formes de résistance et de mouvements sociaux, aux effets limités en raison des difficultés d'organisation syndicale et d'institutionnalisation du dialogue social[30]. Mouvements sociaux qui ont pu conduire un pays comme l'Indonésie, au début de la décennie 2010, à re-réglementer son marché du travail et accroître fortement les salaires *minima* ou, le Viêtnam à légaliser une représentation indépendante des travailleurs dans les usines, en 2018[31]. Cependant, l'Indonésie a modifié sa stratégie industrielle à partir de 2014 en vue du développement de zones rurales du pays, cherchant une nouvelle attractivité des IDE. En conséquence, la Loi Omnibus adoptée en 2020 détricote méthodiquement les protections du droit du travail tout en exerçant plus de pression sur les organisations syndicales.

Ce bilan global d'une faiblesse du droit du travail ne signifie pas son absence, comme le démontre le tableau (en annexe) relatif à la signature des conventions de l'OIT, ni qu'il soit purement cosmétique. Ainsi, des pays socialistes comme le Viêtnam et le Cambodge (jusqu'en 1989) ont adopté la notion de contrat de travail et les principes de l'OIT en vue de construire leur marché du travail et de s'adapter à l'économie mondialisée. Mais le processus de segmentation du marché du travail, sous-produit d'une stratégie de gestion du travail par les coûts, génère une dichotomie dans l'application du droit du travail : dans les secteurs industriels (éventuellement publics ou liés à l'État, comme en Malaisie, en Thaïlande, au Viêtnam ou à

---

[30] Michele Ford, 2004, « Organizing the unorganizable: unions, NGOs, and Indonesian migrant labour », *International Migration*, vol. 42, n° 5, p. 99-119.

[31] On a pu invoquer la contrainte de nouveaux accords commerciaux contenant cette exigence, notamment avec l'UE. Néanmoins, il faut plus probablement voir dans la signature de la C 87 de l'OIT un effet des conflits du travail récurrents qui perturbent les productions en flux tendus des firmes multinationales implantées au Viêtnam.

Singapour), la part éduquée et qualifiée des salariés bénéficie de la réglementation. Ils alimentent le marché intérieur (entreprises nationales) ou l'exportation (implantations locales de firmes multinationales[32]). Les secteurs dédiés à l'extraction de matières premières, aux productions de simple montage et/ou bas de gamme (textile, chaussure, électronique…), les services aux particuliers rebutant les natifs ou les urbains, où les conditions de travail sont dures, s'affranchissent souvent des normes du travail pour des travailleurs migrants ruraux (Indonésie, Viêtnam, Cambodge), voire étrangers (Malaisie, Singapour ou Thaïlande[33]). Marqués par la pauvreté laborieuse, ces secteurs, sans être nécessairement informels, emploient une population à proprement parler de « sans droit ». C'est même justement cette possibilité de ne pas appliquer le Droit du travail qui est au cœur des stratégies industrielles fondées sur les capitaux étrangers, comme le démontre le Cambodge notamment, car nous avons affaire là à un pays où l'État est faible alors que sur le papier le Code du travail est très protecteur. Après le tournant autoritaire de 2017, le Code du travail y a été plusieurs fois retouché pour affaiblir les normes du travail. Dans ces circonstances, le programme phare de l'OIT, *Better Factory Cambodia*, qui se voulait exemplaire dans la démonstration de la possibilité d'une production textile respectueuse des droits des travailleurs, a le plus grand mal à assurer ses objectifs.

Dans ce contexte général de déficience volontairement organisée du Droit du travail, les relations professionnelles en Asie du Sud-Est fonctionnent souvent *a minima*. Les pays sont en effet historiquement marqués par la répression syndicale, le Viêtnam et le Cambodge, pays socialistes, faisant cependant exception à la règle. Au Viêtnam, la liberté syndicale octroyée en 2018 est parfaitement symbolique ; pour autant, le syndicat officiel, tout en étant dépendant du Parti communiste, est réputé avoir toujours soutenu les travailleurs dans les grèves récurrentes du secteur privé, du moins dans les limites de revendications salariales ou d'amélioration des conditions de travail[34]. Le Cambodge a préféré laisser se développer une multitude d'organisations syndicales, dont certaines créées par le pouvoir lui-même, toutes incapables d'atteindre la taille suffisante pour avoir un quelconque pouvoir de négociation.

---

[32] Samsung s'est ainsi totalement retiré de Chine pour s'implanter massivement au Viêtnam, qui est le second pays producteur de ses smartphones, tout en ayant un recours massif aux contrats de travail courts, sans affiliation aux assurances sociales, et hors respect de la durée légale du travail.

[33] Dans ces cas-là, on a d'ailleurs soin d'exclure ces travailleurs du Droit du travail.

[34] Anita Chan, 2011, *Labour in Vietnam*, Singapour, Institute of Southeast Asian Studies.

Outre que les régimes politiques forts, présents dans la plupart des pays d'Asie du Sud-Est, sont toujours plus enclins à contrôler les organisations de travailleurs et imposer un modèle de relations professionnelles souvent de type clientéliste, on doit aussi considérer que ces pays partagent une vision des droits du travailleur « insularisés »[35]. Ainsi, les organisations de travailleurs n'ont jamais l'assurance de pouvoir se soustraire à l'ingérence de l'État (exceptée la Malaisie, qui n'a jamais créé de syndicat officiel lié au gouvernement), ni les travailleurs ne peuvent escompter mobiliser le Droit pour négocier à titre individuel ou collectif. L'influence du politique sur les relations professionnelles se vérifie par exemple en Indonésie, où la période d'ouverture démocratique des années 2000 avait pourtant offert de bonnes opportunités pour le développement des syndicats et du dialogue social. Elle se retrouve aussi en Thaïlande, lorsque les évolutions du régime influent directement sur l'état des relations professionnelles. C'est probablement moins vrai aux Philippines, caractérisées par un droit du travail très favorable. Mais la faiblesse syndicale est plutôt liée à des entreprises de très petite taille où l'organisation des travailleurs est difficile et l'application d'un droit du travail, mal assurée.

Cette faiblesse et « insularisation » du droit du travail en Asie du Sud-Est, associée à des régimes politiques souvent autoritaires, y compris Singapour, voire socialement répressifs, repose sur une vision particulière du droit, conçu comme étant d'abord au profit de l'État. Ainsi, malgré des progrès ces dernières années et une reconnaissance *a minima* des principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948), ces droits humains ont beaucoup de mal à être respectés et protégés[36]. Dans ces circonstances, la situation objective des relations professionnelles dépend des choix des États en matière de stratégies d'industrialisation et d'insertion dans les chaînes globales de valeur : si l'anti-communisme a fait long feu en matière de discipline anti-syndicale en Asie du Sud-Est, les choix de politiques de développement pèsent toujours autant sur les droits d'association, de négociation et de grève.

---

[35] Kanishka Jayasuriya (dir.), 1999, *Law, capitalism and power in Asia*, Londres, Routledge.

[36] Dans le même temps, et sur fond de résurgence de la réthorique des « valeurs asiatiques », la plupart des pays d'Asie du Sud-Est n'hésite pas à contourner les conventions de l'ONU signées. Ce discours est repris par la Chine pour asseoir son propre modèle d'organisation autoritaire de la société et sa vision illibérale des droits humains, cf. Gabriel Facal, Elsa Lafaye de Micheaux et Astrid Norén-Nilsson, 2024, *The Palgrave handbook of political norms in Southeast Asia*, Singapour, Palgrave Macmillan, https://doi.org/10.1007/978-981-99-9655-1.

« L'armée de réserve » des travailleurs migrants : incidences salariales locales et risques de la spécialisation

Dans cette zone du monde très marquée par les circulations et migrations internes à la région[37], les analyses accordent une attention particulière aux travailleurs migrants qui, tant pour des raisons politiques que sociales et industrielles, représentent un trait saillant du travail dans les chaînes de valeur régionales, de la détermination des salaires comme de la condition sociale et de la mise à l'épreuve des systèmes juridiques de protection des droits humains. Au sein de la littérature et parmi les caractéristiques du travail en ASEAN, le travail migrant est relativement bien balisé par la littérature, y compris francophone[38], et il est de mieux en mieux mesuré.

Ce sont les migrations de travail qui dominent le phénomène de la migration internationale en Asie du Sud-est, et elles ont été en rapide progression après la fin de la guerre froide et la pacification régionale, dont la dynamique intégrative de l'ASEAN et les programmes tels celui de la région du Grand Mékong ont été des moteurs. Plus récemment, la trajectoire de croissance a été nourrie par le développement des chaînes de valeurs régionales ; enfin, le coup d'État du 1er février 2021 a créé un afflux de réfugiés et travailleurs migrants de Birmanie en Thaïlande. En 2023, ils sont 9,2 millions de travailleurs migrants officiellement répertoriés au sein de la population active locale, dont 7,1 millions sont originaires de la région elle-même[39]. Si l'on retient ces chiffres officiels, leur proportion dans la population active sud-est asiatique – 2,7 % – apparaît *in fine* très faible.

La présence des travailleurs migrants[40] s'avère indispensable à de nombreux secteurs de l'industrie (cuir, chaussure, textile, électrique et électronique) dans lesquels le recours aux travailleurs migrants est devenu majoritaire, dans quelques pays (Malaisie, Singapour, Brunei, Thaïlande), ou pour combler certains manques

---

[37] Loïs Bastide, 2021, « L'internationalisation des marchés du travail et mobilisation de la rente migratoire en Malaisie », *in* David Delfolie, Nathalie Fau et Elsa Lafaye de Micheaux Malaisie (dir.), *Malaisie contemporaine*, 2022, Bangkok-Paris, IRASEC-Les Indes savantes, p. 307-324.

[38] Nathalie Fau et Manuelle Franck (dir.), 2024, *L'Asie du Sud-Est. Émergence d'une région, mutation des territoires*, Paris, Armand Colin (2e ed.).

[39] Selon les chiffres du secrétariat de l'ASEAN, cité dans le blog de Mega Irena et Carl Rookie O. Daquio, 2023, « Migrant Workers: Vital Contributors to ASEAN's Socio-Economic Development », Labour and Civil Service Division, ASEAN Socio-Cultural Community Department.

[40] Loïs Bastide indique qu'entre 2000 et 2020, leur nombre a doublé, *in* « Les nouvelles migrations de travail en Asie du Sud-Est insulaire », *Hérodote*, n° 176, 2020, p. 153.

de qualifications cruciales (Cambodge). Mais il est aussi très présent dans les services (restauration, tourisme, domesticité) et dans l'agriculture d'exportation (palmier à huile, caoutchouc) notamment.

L'ASEAN, derrière les chiffres d'une croissance saluée par les organisations internationales, apparaît aussi et incontestablement comme une région à haut risque en termes de trafics d'êtres humains : plusieurs pays sont classés sur la liste noire des États-Unis, et l'Organisation internationale du travail et le Fonds monétaire international ne manquent pas d'aborder cette facette de la réalité économique régionale dans leurs publications[41]. Politiquement et d'autant plus que ces populations exploitées, maltraitées et abusées sont le plus souvent originaires d'Asie du Sud-Est, la prise de conscience régionale existe. Un véritable régime de protection de ces catégories a été mis en place, comme en témoigne l'*ASEAN Declaration on the Protection and Promotion of the Rights of Migrant Workers*[42] (2007) et le comité de travail qui lui est encore dédié[43].

Jugée question politique majeure et enjeu économique de taille[44], la mesure des migrations et des transferts de fonds des migrants vers leur pays d'origine fait l'objet, de l'Organisation pour la coopération et le développement économique à l'Organisation internationale du travail en passant par la Banque mondiale, de production de données sur lesquelles se fondent les analyses. Ainsi, la base de données des migrations de travail, « International Labour Migration Statistics » (ILMS) a-t-elle été créée en 1998 conjointement par les plus grandes agences de statistiques du travail au monde[45], recueillant jusqu'en 2006 les données de 94 pays. Cette initiative a été réactivée en 2012 au niveau de l'ASEAN en raison de l'importance stratégique de ces informations pour la région. En 2018, le département des statistiques a relancé la collecte à l'échelle mondiale par l'OIT (ILO Statistical Department) à partir de données officielles issues des enquêtes nationales et des recensements, des données administratives collectées *via* un questionnaire

[41] En 2018, la revue *Finances & Développement* du Fonds Monétaire International, pointait ce problème dans un numéro consacré à l'Asie du Sud-Est : Mely Caballero-Anthony, 2018, « Un fléau Caché », *F&D*, p. 18-21.

[42] https://asean.org/asean-declaration-on-the-protection-and-promotion-of-the-rights-of-migrant-workers/.

[43] Ce domaine, à ce jour constitue, aux côtés de l'AICHR, l'un des trois volets politiques de la protection des droits humains de la Communauté de l'ASEAN (https://asean.org/our-communities/asean-political-security-community/rules-based-people-oriented-people-centred/human-rights/).

[44] Selon les calculs de l'OCDE, à l'échelle mondiale, le volume des transferts de fonds des migrants dépasse celui de l'aide au développement.

[45] Statistiques de l'OIT (ILOSTAT) ; Statistiques publiques européennes (EUROSTAT) ; Division statistique de l'ONU (UNSD) et Commission pour l'Europe de l'ONU (UNECE).

international sous trois grands chapitres : les flux de travailleurs migrants, leurs stocks et le nombre de nationaux travaillant à l'étranger. En ASEAN, c'est depuis 2013 qu'un réseau de points focaux s'est institué autour de cette base, encore incomplète à ce jour[46].

Pour certains pays de la région, la migration de travail est principalement sortante : c'est le cas des Philippines (95 %), du Viêtnam (4,5 %) et du Cambodge où la part des revenus de transferts liés aux migrants dans le PIB est notable voire importante[47], soulevant la question de la spécialisation dans la dépendance aux revenus des migrants et de sa vulnérabilité aux événements extérieurs[48]. Enfin, une dernière caractéristique de l'ASEAN est qu'au fil de leur trajectoire de croissance, les pays peuvent être à la fois émetteurs et receveurs de travailleurs migrants. L'archétype en a longtemps été la Thaïlande, cependant au Cambodge récemment, en même temps qu'une partie de sa population (4,2 % en 2023) partait chercher du travail à l'étranger au cours des deux dernières décennies[49], de nouveaux flux entrants sont apparus, soit pour des emplois sur les chantiers, dans la vente, ou, très inégalement répertoriés, dans l'industrie des casinos et jeux en lignes souvent illicites[50], soit encore au titre d'étrangers techniciens ou cadres expatriés. En 2019, 89 % des travailleurs migrants au Cambodge étaient chinois, contre 1 ou 2 % au Viêtnam ou en Thaïlande[51].

Mais l'immense majorité de la population des travailleurs migrants en Asie du Sud-Est concerne les travailleurs des secteurs formels ou informels, dont Loïs Bastide souligne le bénéfice que représente pour l'employeur l'extraction de la rente migratoire, celle-ci étant encore plus élevée dans le cas, fréquent en Malaisie

[46] Pour accéder aux détails, disponibles en ligne : « International Labour Migration Statistics Database in ASEAN (ILMS) » : https://www.ilo.org/resource/other/international-labour-migration-statistics-database-asean-ilms.

[47] Asian Bank of Development, 2023, *Labour Migration in Asia*, ADB, Manille.

[48] Hannes Warnecke Berger, 2021, « Rents, the moral economy or remittances, and the rise of a new transnational development model », *Revue de la Régulation*, n° 3, Automne, https://journals.openedition.org/regulation/20324.

[49] Veng Seang Hai, 2022, « The Impact of Social-Economic Remittances on Social Mobility in Cambodia: Ethnographic Insights from Two Migrant-sending Villages », *Critical Perspectives on Regional Integration Series*, Chiang Mai University Press.

[50] François-Xavier Bonnet, Ka Mong et Laure Siegel, 2024, « Scamming : casinos et arnaques en ligne », *Asie du Sud-Est 2024*, IRASEC, Bangkok.

[51] Selon la base de données ILMS citée plus haut. Les derniers chiffres sur l'Indonésie y datent de 2014 et montrent des origines plus variées illustrant la gamme plus large des multinationales présentes : la Chine est en tête (24 %), le Japon, la Corée du Sud et l'Inde fournissent aussi des contingents de travailleurs expatriés.

notamment, du travail clandestin[52]. En effet, et indiquant plus avant les difficultés méthodologiques qui entourent toute tentative de cadrage des phénomènes relatifs au travail en Asie du Sud-Est, la part des travailleurs clandestins (*undocumented workers*) dans l'économie formelle et informelle peut donner lieu à des estimations officielles souvent contredites, et généralement réévaluées à la hausse par des enquêtes plus ciblées dans les pays accueillant une importante immigration de travail (Malaisie, Singapour, Thaïlande, Brunei). Ces travaux révèlent un gisement de travailleurs parfois important au regard de la population active globale, voire, contribue dans certains secteurs (plantations, pêcheries, industrie des jeux et casinos en ligne) à faire de la main-d'œuvre étrangère la principale ressource en travail[53].

Faisant l'objet d'une intense production statistique, politique et académique, la migration de travail est une réalité ancienne et majeure aux fortes implications économiques[54] ; c'est aussi une réalité humaine à plusieurs visages[55] qui contribue à l'identité régionale et s'impose dans la filmographie sud-est asiatique la plus récente[56].

Les chaînes de valeur, surdéterminantes des conditions du travail en Asie du Sud-Est

Comme pour tout phénomène socio-économique dans la région Asie du Sud-Est, lorsqu'on se penche sur la question du travail dans son ensemble, c'est un tableau extrêmement composite qui apparaît. Il présente cependant quelques tendances lourdes qui renvoient aux racines de la mise en valeur coloniale de ses territoires

---

[52] Loïs Bastide, 2021, « Internationalisation des marchés du travail et mobilisation de la rente migratoire en Malaisie », *in* David Delfolie, Nathalie Fau et Elsa Lafaye de Micheaux (dir.), *Malaisie contemporaine*, Bangkok, IRASEC, p. 307-324.

[53] De ceci découle une triple mise en question de la taille effective de la population active ; de la valeur à accorder aux statistiques comparant la productivité du travail, ratio rapportant la valeur créée au nombre de salariés ou aux heures de travail nécessaire à cette production nette ; de la mesure du volume de la masse salariale.

[54] Riwanto Tirtosudarmo, 2018, *The politics of migration in Indonesia and beyond*, Singapour, Springer.

[55] *Les Voix de l'Exil (Malaisie), poèmes de migrants*, Anthologie dirigée par Elsa Lafaye de Micheaux et Étienne Naveau, Arkuiris, Toulouse, 2023.

[56] Siew Hua Yeo, 2018, *Les étendues imaginaires* (Singapour-France), Léopard d'Or au festival de Locarno ; Jin Ong, 2023, *Abang Adik* (Malaisie-Taïwan), Golden Horse du meilleur acteur.

(coolies ; régime des plantations[57]) voire à l'institution plus ancienne de la corvée[58]. Les caractéristiques contemporaines tiennent surtout à l'accueil d'un capitalisme transnational dont le déploiement à l'échelle régionale – jouant notamment sur les différentiels de salaires – fut jugé exceptionnel[59] et reste aujourd'hui encore très rapide et dominé par les grandes chaînes de valeur de l'électronique et de l'automobile, mais aussi de l'agroalimentaire, du textile, etc. En effet, les pays de l'Asie du Sud-Est s'étaient progressivement incorporés dans le « circuit intégré » régional, créé à l'origine par les multinationales américaines et européennes, puis japonaises, délocalisant leurs productions à Taïwan, Hong-Kong, Singapour, ou en Corée du Sud. Se sont construites de puissantes chaînes régionales de valeur où les multinationales taïwanaises, coréennes puis, à partir de l'an 2000, chinoises, ont à leur tour délocalisé leurs productions jusqu'à incorporer les pays d'Asie du Sud-Est les moins avancés : Viêtnam, Cambodge et, plus récemment, Laos et Birmanie. La modification des stratégies des États et de leurs firmes, passant de la spécialisation pour l'exportation à l'insertion dans les Chaînes Globales de Valeur (CGV), a laissé croire qu'il était possible de dupliquer le modèle de fabrication en sous-traitance pour des donneurs d'ordre régionaux. Les travailleurs étaient supposés retirer les bénéfices de cette insertion productive qui promettait l'industrialisation par la spécialisation dans les opérations bas de gamme. Et avec elle, la création d'emplois salariés pour la main-d'œuvre rurale encore majoritaire.

La Banque mondiale a vanté les bénéfices de cette nouvelle spécialisation industrielle porteuse de développement économique : « *Southeast Asia is an example of a region that has integrated with several GVCs. Following the investments of many major multinational corporations attracted by the low costs of production, it has become known as a trusted hub for producing not only electronics parts and automobile components, but increasingly knowledge-intensive goods and services* »[60]. Implicitement, cette stratégie se fondait sur l'idée qu'à un moment ou

---

[57] Alec Gordon, 2001, « Towards a model of Asian plantation systems », *Journal of Contemporary Asia*, vol. 31, n° 3, p. 306-330.

[58] Oliver Tappe, 2016, « Variants of Bonded Labour in Precolonial and Colonial Southeast Asia », *in* Sabine Damir-Geilsdorf, Ulrike Lindner, Gesine Müller, Oliver Tappe et Michael Zeuske (dir.), *Bonded Labour: Global and Comparative Perspectives (18th-21st Century)*, Bielefeld, transcript Verlag ; Michael Aung-Thwin, 1984, « Hierarchy and Order in Pre-Colonial Burma », *Journal of Southeast Asian Studies*, vol. 15, n° 2, p. 224-232.

[59] Frederic C. Deyo, 1989, *Beneath the Miracle: Labor Subordination in the New Asian Industrialism*, Berkeley, University of California Press.

[60] Daria Taglioni et Deborah Winkler, 2016, *Making global value chains work for development*, World Bank Publications, www.worldbank.org/en/topic/trade/publication/book-making-global-value-chains-work-for-development.

un autre, l'appropriation technologique permettrait aux pays derniers entrants dans les CGV une montée en gamme (*industrial up-grading*) qui offrirait à son tour de meilleurs salaires et des conditions d'emploi (*social up-grading*) bénéfiques aux travailleurs. Le scénario séduisant ne s'est pas déroulé comme attendu, en raison de la spécificité des CVG : des structures hiérarchiques où le producteur en bout de chaîne n'a aucun pouvoir de négociation. Contraint d'accepter le prix imposé par le donneur d'ordre au risque de perdre la commande, il n'a comme volant de manœuvre que ses coûts, et singulièrement le coût du travail intensément mobilisé. Dès lors, la dynamique des salaires peut difficilement accélérer tant que la population rurale reste importante ou que le recours au travail migrant est aisé. Sur le plan des normes productives, les exigences en termes de respects des cadences et des cahiers des charges imposent des conditions de travail dures alors que les salaires n'ont aucune tendance à croître. Les ONG et les observateurs des pays d'Asie du Sud-Est dressent le même tableau de la présence généralisée, réelle ou sous-jacente, du conflit social. Ce qui explique en retour pourquoi les gouvernements ne sont pas incités à accéder aux demandes de droits de la part de leur population laborieuse et pourquoi le droit du travail est si peu protecteur en réalité.

Ainsi, du côté du régulateur, la balance semble-t-elle systématiquement pencher en faveur des compagnies étrangères et des grandes entreprises locales. Leurs établissements et leurs opérations ont été favorisés par des politiques d'ouverture aujourd'hui généralisées à l'ensemble de l'ASEAN : alors même que l'essor de la salarisation dans l'industrie a souvent généré une élévation des revenus et l'accès à des emplois plus stables, la mise en concurrence des territoires se poursuit au détriment du niveau des salaires et des conditions de travail, jusqu'à franchir régulièrement, en particulier pour le tissu des entreprises – formelles ou informelles – locales, mais aussi les sociétés étrangères, les bornes des cadres juridiques existants.

Le développement de toutes formes d'emplois précaires, allant de la simple absence de contrat de travail à des formes de recours à des contrats très courts ou la mobilisation du travail indépendant informel, a accompagné les restructurations des chaînes de valeur en quête d'une main-d'œuvre peu onéreuse. Une main-d'œuvre non permanente, migrante ou informelle, et des réglementations peu protectrices des organisations de travailleurs rendent plus difficiles les efforts des syndicats tout autant que de l'OIT et, alors qu'historiquement, l'amélioration du sort des travailleurs a reposé sur le développement de leurs propres organisations, les

perspectives syndicales dans chaque pays ne sont pas favorables[61]. De même que se sont vite résorbées en 2024 les ambitions climatiques des gouvernements de la région à la vue d'une possible inflation par les coûts, la protection des droits et la restauration de perspectives salariales pour les travailleurs d'Asie du Sud-Est semblent loin d'être une priorité, et l'ambition malaisienne d'une élévation de la part du travail dans la valeur ajoutée nationale fait figure d'exception.

[61] Melisa Serrano (dir.), 2014, *The rise of non-standard employment in selected ASEAN countries*, ASEAN Services Employees Trade Unions Council (ASETUC), Jakarta, Indonésie.

Les pays


La Birmanie
Capitale
Capitale régionale
Route
Limite régionale
Frontière maritime
CHINE
BHOUTAN
INDE
BANGLADESH
VIETNAM
LAOS
THAÏLANDE
CAMBODGE
ÉTAT KACHIN
Myitkyina
RÉGION DE SAGAING
Hakha
Sagaing
Mandalay
ÉTAT SHAN
ÉTAT CHIN
RÉGION DE MANDALAY
Taunggyi
Magway
Sittwe
Nay Pyi Daw
RÉGION DE MAGWAY
Loi-kaw
ÉTAT D'ARAKAN
ÉTAT KAYAH
RÉGION DE BAGO
ÉTAT KAYIN
Golfe du Bengale
Bago
Pathein
Hpa'an
Rangoun
Mawlamyaing
RÉGION DE AYEYARWADDY
Golfe de Martaban
RÉGION DE RANGOUN
ÉTAT MÔN
Îles Coco
Dawei
RÉGION DE TANINTHARYI
Îles Andaman (Inde)
Mer d'Andaman
Golfe de Thaïlande
OCEAN INDIEN
Îles Nicobar (Inde)
Chindwin
Irrawaddy
Salween
0 100 200 km
©IRASEC

Birmanie
2024, la mise en place spectaculaire d'une nouvelle donne

Tim Gascon

Le 1er février 2021, le *Senior-General* Min Aung Hlaing, chef de l'Armée birmane (Tatmadaw), s'empare du pouvoir, brisant dix ans de transition politique, incarnée par la National League for Democracy de l'opposante Aung San Suu Kyi[1]. Il prend les rênes d'un State Administration Council (SAC), dont la « Feuille de route en cinq points » annonce la tenue de nouvelles élections. Les manifestations pacifiques sont matées dans la violence, ce qui accélère la structuration de l'opposition. Sur le plan politique, un National Unity Government (NUG), mené par des députés élus en 2020 puis destitués par le coup d'État, émerge comme autorité de l'ombre ; sur le plan militaire, les *Ethnic Armed Organizations* (*EAOs*) qui opèrent depuis des décennies dans les périphéries sont rejointes par des centaines de *People's Defence Forces* (*PDFs*), qui se constituent en majorité dans les basses terres bamar.

Entre début 2021 et fin 2023, la guerre se propage, y compris dans les basses terres de Birmanie Centrale, historiquement très stables. Mais la dynamique reste lente, celle d'une guerre d'usure incertaine, entre une Tatmadaw écartelée entre de multiples fronts et une résistance qui monte lentement en puissance. Le 27 octobre 2023, le conflit connaît une accélération subite. Les cartes sont rebattues, une nouvelle géographie émerge ; mi-2024, le SAC est dans une situation critique, mais la seconde moitié de l'année est marquée par le fort soutien de la Chine, qui pourrait renverser à nouveau la tendance.

[1] Ce chapitre repose sur l'exploitation de médias birmans de terrain, de conversations avec des informateurs privilégiés au plus près des dynamiques fines du conflit, et avec des diplomates étrangers, parfois de premier plan, très familiers des questions birmanes. Cela explique le faible nombre de références à des sources formelles.

Sur le front : la Tatmadaw, de la débâcle à la résilience

Depuis 2021, le conflit se déploie en deux vastes zones, autrefois distinctes, mais qui tendent désormais à fusionner. La première est une large diagonale couvrant la moitié nord du pays, entre États Chin et d'Arakan à l'ouest et États Kachin et Shan au nord-est, en passant par la Birmanie Centrale. La seconde est une longue bande nord-sud, courant le long de la frontière thaïlandaise entre États Karenni, Mon, Karen, jusqu'à la Région du Tenasserim, dans la pointe sud-est du pays.

Au nord : Opération 1027… et maintenant ?

Opération 1027, première phase : le choc

À l'automne 2023, le conflit apparaît enlisé, sans réel horizon. Le 27 octobre, il bascule à l'initiative de la *Three Brotherhood Alliance* (*3BA*). Cette coalition militaire, formée en 2019 dans le nord de l'État Shan, comprend la Myanmar National Democratic Alliance (MNDAA), défendant l'ethnie sinophone kokang, la Ta'ang National Liberation Army (TNLA) de la minorité palaung, et l'Arakan Army (AA), combattant pour l'ethnie arakanaise dans l'ouest de la Birmanie, mais établie de longue date dans le Nord. En ce 27 octobre 2023, la *3BA* lance des offensives coordonnées à travers le nord de l'État Shan. Pour la Tatmadaw, qui avait redéployé des unités locales vers d'autres fronts, c'est la débâcle : elle perd des dizaines de positions, des bataillons entiers, des blindés, des casernes et des arsenaux, des villes et des cantons[2].

Bien que la *3BA* ait ostensiblement présenté cette offensive comme partie intégrante de la « Révolution de Printemps » contre la junte, le NUG et les *PDFs* qui lui sont affiliés n'y ont joué quasiment aucun rôle. En réalité, la MNDAA, qui mène l'opération, cherche avant tout à prendre la ville de Laukkai, sur la frontière chinoise. C'est chose faite le 4 janvier 2024 : en ce jour de fête de l'indépendance birmane, près de 2 400 soldats et officiers birmans se rendent. Pour la guérilla kokang, cela marque le retour dans sa capitale, dont elle avait été chassée par les armes en 2009 ; la Tatmadaw avait ensuite confié la ville à des milices alliées qui l'avaient

---

[2] Tim Gascon, 2024, « Birmanie : le temps du doute pour la junte », *in* Gabriel Facal et Jérôme Samuel (dir.), *L'Asie du Sud-Est 2024 : bilan, enjeux et perspectives*, Bangkok, IRASEC, p. 112-142.

transformée en carrefour criminel, entre drogue, jeu et, surtout, arnaques en ligne[3]. Ces dernières étaient pratiquées par des Birmans, mais aussi par des Chinois parfois captifs et d'autres étrangers des quatre coins du monde, ciblant en priorité des personnes crédules sur le territoire chinois. Ces pratiques, déjà anciennes, ont explosé, en partie grâce au climat d'impunité post-coup d'État : fin 2023, on estimait que 120 000 personnes travaillaient dans ce secteur en Birmanie, générant un chiffre d'affaires annuel de 12 à 15 milliards $ US[4]. La Chine a exhorté le SAC à reprendre le contrôle, mais en vain. Il semblerait donc que Pékin ait donné son accord tacite à la *3BA* pour qu'elle s'empare de Laukkai et y fasse place nette[5].

Cependant, l'Opération 1027 déborde très vite de ce périmètre initial et s'étend à l'essentiel de l'État Shan du Nord, soit parce que la *3BA* avait caché ses intentions, soit parce qu'elle ne s'attendait pas elle-même à un tel effondrement de la Tatmadaw. L'alliance prend le contrôle de longs segments de l'autoroute Mandalay-Muse (axe primordial du corridor économique sino-birman), fait sauter des ponts-clés, et fait main basse sur plusieurs postes frontières. La Chine imaginait une opération ciblée, retouchant à la marge les dynamiques locales ; voilà qu'elle se retrouve en terrain fondamentalement inconnu. Elle appelle donc à la désescalade ; le SAC voit une potentielle trêve avec espoir, mais la *3BA*, lancée dans son élan, est moins réceptive ; Pékin doit donc recourir aux pressions pour lui faire signer l'accord dit de Haigeng le 11 janvier 2024, qui gèle les positions de manière précaire – dès la signature, les membres de la *3BA* se lancent d'ailleurs dans des campagnes de recrutement forcé, y compris parmi des jeunes hommes mineurs.

Probablement frustrée par ce cessez-le-feu arraché sous la contrainte, la MNDAA invite quelques semaines plus tard U Yee Mon, le ministre de la Défense du NUG, à Kunlong, en « territoire libéré » de l'État Shan, à quelques kilomètres de la frontière. Pour la Chine, cette visite sur son seuil est le signe que ces *EAOs* qui lui ont toujours été proches pourraient prendre leurs distances, et se tourner vers un NUG considéré comme pro-occidental. Tout le printemps, Pékin s'efforce de

---

[3] François-Xavier Bonnet, Miko et Laure Siegel, 2024, « Scamming : casinos et arnaques en ligne. Des POGOs philippins aux compounds birmans », *in* Gabriel Facal et Jérôme Samuel (dir.), *L'Asie du Sud-Est 2024 : bilan, enjeux et perspectives*, Bangkok, IRASEC, p. 93-110.
[4] « Billion-dollar cyberfraud industry expands in Southeast Asia as criminals adopt new technologies », 7 octobre 2024, UNODC.
[5] « Interview: Opposition's Operation 1027 in Shan State indicates 'low point' in Myanmar-China ties », *RFA Burmese*, 10 novembre 2023.

stabiliser la région, finançant certaines reconstructions, poussant à la reprise du commerce, désamorçant les tensions. Le but : éviter la reprise des hostilités.

Opération 1027, seconde phase : l'initiative de trop pour Pékin ?

Cet équilibre précaire dans l'État Shan du Nord est rompu le 25 juin, lorsque TNLA et MNDAA repartent à l'offensive, dans ce qui est appelé l'Opération 1027/2. La TNLA s'empare des cantons de Nawnghkio, Kyaukme, Hsipaw, ainsi que de Mogok, cœur de l'industrie du rubis. Elle parvient également à une vingtaine de kilomètres à l'est de Pyin Oo Lwin, siège de prestigieuses académies militaires… et dernière grande ville avant Mandalay. En contrebas, dans le piémont entre plateau shan et fleuve Irrawaddy, c'est la Mandalay *PDF* qui est à la manœuvre. Cette *PDF*, officiellement liée au NUG, mais formée et équipée par la TNLA, enregistre des progrès spectaculaires au nord de Mandalay, à Thabeikkyin, Singu et Madaya. Elle lance même des roquettes sur le palais royal de Mandalay, siège du commandement militaire régional. Début août 2024, la résistance gagne donc du terrain au nord et à l'est de Mandalay ; des rumeurs d'offensive générale, pourtant bien peu crédibles, prolifèrent ; des familles font leurs bagages.

À la différence de sa phase 1, l'Opération 1027/2 est marquée par une plus forte implication du NUG : la Mandalay *PDF* bien sûr, appuyée par quelques dizaines de groupes venus de la Région de Sagaing, et eux aussi affiliés au NUG, mais aussi, dans les collines, le Groupement Tactique de Mogok, un réseau sous commandement direct du NUG. Cette proximité entre TNLA et NUG n'est pas pour rassurer Pékin.

Au cœur des collines shan, la MNDAA a elle aussi repris l'initiative, et s'attaque à Lashio, capitale de l'État Shan du Nord et QG de la région militaire nord-est. Le 3 août, elle s'empare de cette position aussi stratégique que symbolique, et le 5 août, elle finalise son contrôle de Lashio. C'est la victoire la plus prestigieuse de la résistance birmane depuis 2021.

Pour la *3BA*, début août 2024 marque la fin des grandes manœuvres et son apogée militaire. Cependant, les lendemains sont difficiles. Bien que défait au sol, le régime lance des raids aériens quasi-quotidiens sur les centres urbains qu'il a perdus, laissant les *EAOs* régner sur des villes vides. Il impose également un siège en règle, stoppant tous les mouvements de marchandises, de carburant ou de médicaments vers les « territoires libérés ». En parallèle, il déclenche une contre-

offensive autour de Mandalay, ce qui soulage efficacement la pression sur la métropole.

Pour la Chine, qui avait forcé la main aux *EAOs* pour signer l'accord de Haigeng, et qui avait veillé à éviter toute reprise des hostilités depuis, l'Opération 1027/2 est un désaveu, et un signe que les *EAOs* de l'État Shan commencent à lui échapper. Dès début juillet, elle met ses vieilles menaces à exécution : elle ferme les postes-frontières contrôlés par les *EAOs* et coupe les réseaux électriques, internet, téléphone. Le 27 août, un émissaire chinois rencontre des représentants de la United Wa State Army (UWSA), formidable armée en cessez-le-feu avec la Tatmadaw depuis 1989, mais marraine et fournisseuse privilégiée de nombreux groupes armés. Le message est sans équivoque : la Chine n'acceptera pas la chute du SAC et l'effondrement de la Tatmadaw, vue comme la clé de voûte de la politique birmane. Les Wa doivent donc immédiatement suspendre tout soutien à la MNDAA et à la TNLA, et les convaincre de restituer certains de leurs territoires au SAC – dont la ville de Lashio – sous peine de connaître le même blocus que ses vassaux. Et la Chine joint le geste à la parole en fermant pendant un temps les postes-frontières avec le territoire wa. Cela semble faire effet : selon plusieurs sources, les Wa suspendent l'essentiel de leur commerce avec leurs voisins.

La MNDAA et la TNLA sont donc en état de siège : les flux de biens essentiels en provenance de Birmanie, de Chine ou des territoires wa sont presque complètement suspendus ; pire : les flux d'armes et de munitions se tarissent, et les *EAOs* ne peuvent compter que sur les stocks saisis auprès de la Tatmadaw. Alors que le régime amasse des troupes et des ressources aux portes de leurs territoires pour la contre-attaque, vont-elles pouvoir résister ?

En septembre, la MNDAA prend publiquement ses distances avec le NUG – un geste explicitement adressé à la Chine. Cependant, cela ne suffit pas à soulager la pression : le 18 novembre, lors d'un séjour à Kunming, son leader Peng Daxun est assigné à résidence. Quelques jours plus tard, c'est au tour de Bao Junfeng, le Commandant en Second de la UWSA, d'être arrêté par la Chine. Sous pression, TNLA et MNDAA semblent céder : le 25 novembre, la première annonce être prête à négocier avec le régime « en reconnaissance des efforts chinois de médiation » ; le 3 décembre, la seconde déclare un cessez-le-feu unilatéral immédiat et appelle à un dialogue politique, y compris sur l'avenir de Lashio.

Dans l'Ouest birman, l'essor de l'Arakha Army

À l'autre bout du pays, l'autre front très dynamique est celui d'Arakan, sur la frontière bangladaise. Le 13 novembre 2023, dans la foulée de l'Opération 1027, l'Arakan Army (AA, renommée depuis Arakha Army, cf. le portrait de son chef, le Major-Général Twan Mrat Naing, *infra*) rompt le fragile cessez-le-feu. Là aussi, elle enregistre des progrès spectaculaires. Partant de la vallée de la Kaladan, dans le centre de l'État, son offensive puissante fait tomber les villes et les cantons les uns après les autres. Parmi les prises symboliques : la chute de Mrauk-U, ancienne capitale du Royaume d'Arakan, du Military Operation Command (MOC) n° 9 de Kyauktaw et du MOC n° 15 de Buthidaung.

Sur le reculoir et à court de solutions, le SAC attise les tensions intercommunautaires : sept ans après le massacre de la minorité musulmane rohingya, la Tatmadaw recrute des soldats dans cette communauté, soit de force, soit en leur promettant nourriture, argent… et documents d'identité. En avril, alors que l'AA approche de la ville de Buthidaung, des supplétifs rohingya brûlent les quartiers arakanais ; le 18 mai, lorsque la ville tombe, les soldats arakanais incendient à leur tour les quartiers rohingya, faisant craindre un moment une nouvelle vague de violences anti-rohingya. Dans le même temps, la Tatmadaw arme et finance les rebelles rohingya qu'elle combattait jadis (Arakan Rohingya Salvation Army, ARSA ; Rohingya Solidarity Organization, RSO ; Arakan Rohingya Army, ARA). Selon *Reuters*, ces groupes auraient recruté 5 000 jeunes hommes dans les camps de réfugiés au Bangladesh, au su et au vu de Dacca, pour les envoyer en Arakan combattre l'AA.

En juin, l'AA s'attaque à Maungdaw, la dernière ville du nord de l'État, sur la frontière. Les soldats birmans se retranchent dans le camp du Border Guard Police Battalion n° 5. Une bataille féroce s'engage. Les opérations de l'AA sont compliquées par le harcèlement de ses lignes logistiques par les groupes armés rohingyas. Le 8 décembre, la garnison se rend finalement, offrant une victoire symbolique à l'AA, qui contrôle désormais toute la frontière. Cependant, ce n'est probablement pas la fin de la violence : le SAC devrait continuer à alimenter l'instabilité par son soutien aux groupes rohingya, avec la tolérance de Dacca ; cela devrait encore repousser toute perspective de retour des Rohingya réfugiés depuis 2016-2017 au Bangladesh.

L'AA dirige aussi ses efforts vers le sud de l'État : en juillet, elle s'empare de la plage touristique de Ngapali, de son aéroport civil et de sa base navale. Le

14 décembre, elle prend Taungup, siège du MOC 5 – le dernier des trois que comptait l'État, et le 20 décembre, elle s'empare de Ann, QG militaire pour tout l'État – une véritable consécration.

Début 2025, l'AA devrait contrôler l'essentiel de l'État d'Arakan, à l'exception de l'île de Munaung, et des villes de Sittwe et Kyaukphyu. Le sort de ces dernières est très incertain : Kyaukphyu est la clé de voûte des ambitions chinoises en Birmanie, point de départ de deux pipelines stratégiques vers Kunming en service depuis les années 2000, d'un projet de voie ferrée suivant le même itinéraire, et d'un projet de port en eau profonde – Pékin devrait donc faire le maximum pour éviter le conflit. Quant à Sittwe, c'est la capitale régionale, une cible prestigieuse qui consacrerait la réussite du projet politique de l'AA ; cependant, elle a été transformée en forteresse, avec vaste *no man's land*, tranchées, mines antipersonnelles, et larges effectifs militaires. Attaquer la ville représenterait un défi militaire sans précédent, au coût humain assurément colossal. Il est probable que l'AA préfère une issue négociée, qui devrait probablement impliquer la Chine.

Dans l'État Chin voisin, les choses bougent aussi : dès février 2024, l'AA s'empare du canton de Paletwa, entre Arakan et Inde, cœur du projet d'infrastructure transnational Kaladan Multimodal Transit Transport Project, porté par New Delhi et désormais suspendu. Au cours de l'année, la résistance chin enregistre des succès notables : elle prend les cantons de Matupi, Mindat et Kanpetlet (sud), Tonzang (nord), et en décembre, elle lance des attaques soutenues sur Falam (centre). Cependant, ces progrès sont sous-tendus par une dynamique plus inquiétante : la résistance chin se divise désormais en deux alliances, la *Chin Brotherhood* (CB), entraînée et armée par l'AA voisine, et le *Chinland Council* (CC), dirigé par la Chin National Army (CNA). Les deux blocs entretiennent des relations tendues, et à plusieurs reprises au cours de l'année, se livrent même à des combats fratricides.

Fin 2024, la *Chin Brotherhood* exerce une claire domination sur le sud et le nord de l'État, ne laissant guère que les cantons de Thantlang et Hakha (centre) et Tonzang (nord) au *Chinland Council*. Cela donne une profondeur stratégique à l'AA qui, face aux incertitudes de la frontière bangladaise en Arakan, se ménage un accès à la frontière indienne grâce à ses relais dans l'État Chin. Cependant, les tensions entre *Chin Brotherhood* et *Chinland Council* devraient perdurer, préfigurant les défis de la Birmanie de demain.

État Kachin : la KIA se ménage un sanctuaire

Le dernier front dynamique est celui de l'État Kachin, au nord du pays. Le 7 mars, la Kachin Independence Army (KIA) lance une offensive surprise. Le but : briser l'encerclement qui pèse depuis des années sur son QG de Laiza et, au-delà, se ménager un sanctuaire débarrassé de toute présence du SAC entre le fleuve Irrawaddy et la frontière chinoise. En l'espace de quelques jours, elle s'empare de toutes les positions qui menaçaient Laiza et dans les mois qui suivent, des cantons de Momauk (sud), Sumprabum, Tsawlaw et Chipwi (nord). Ce dernier est la capitale de l'extraction des terres rares, fournissant près de 80 % des importations chinoises de ces matériaux stratégiques. La KIA s'empare également des postes-frontières de Lweje et Kanpaiti. Début décembre, il ne reste plus que quatre localités tenues par le SAC sur la rive est de l'Irrawaddy : Waingmaw, Mansi, Shwegu, et la ville-garnison de Bhamo. Le 4 décembre, la KIA lance une attaque surprise sur Bhamo et Mansi, et une violente bataille s'engage.

Tout comme la MNDAA et la TNLA, la KIA subit les pressions chinoises pour suspendre les combats. Là encore, Pékin ferme tous les postes frontières. Cependant, à la différence des deux autres EAOs, la KIA possède une marge de manœuvre : elle est historiquement moins dépendante de la frontière chinoise, et contrôle des ressources stratégiques en terres rares, or, jade ou produits agricoles. À la mi-décembre, la Chine rétablit certains flux transfrontaliers.

Entre fin 2023 et fin 2024, les spectaculaires dynamiques militaires dans les périphéries relèguent au second plan la Birmanie Centrale, où le front paraît quelque peu figé. Dans les Régions de Sagaing et au nord de celle de Magway, les campagnes sont essentiellement tenues par la résistance, tandis que les villes restent aux mains du SAC, parfois d'un fil. Régulièrement, les *PDFs* tentent des offensives, mais la Tatmadaw a mis au point une tactique : ses troupes se retirent dans un premier temps, laissant la ville aux *PDFs* avant de déclencher de lourdes frappes aériennes et de déposer par hélicoptère des renforts qui reprennent vite le contrôle. *In fine*, seules les villes de Khampat, Mawlu, Pinlebu, Myothit et Shwe Pyi Aye restent aux mains de la résistance, essentiellement parce que la KIA a joué un rôle essentiel dans leur conquête. Ailleurs, les *PDFs* continuent à se heurter à un plafond de verre, et ne peuvent guère que grignoter l'aire d'influence du SAC.

Si l'influence de la KIA est plutôt bien documentée depuis 2021 dans les marges de la Région de Sagaing, un nouveau-venu fait son apparition : l'AA. Le groupe arakanais, déjà présent dans l'État Chin et le sud-ouest de la Région de

Magway, apporte désormais son soutien à des groupes de Sagaing. Plus encore : en novembre, la Burma People's Liberation Army (BPLA) du poète combattant Maung Sangkha, formée dans l'État Karen avec le soutien de l'AA et aguerrie dans le nord de l'État Shan, annonce qu'elle déplace ses activités en Birmanie Centrale. Cet allié de longue date de l'AA devrait renforcer son influence dans la région.

L'une des dynamiques marquantes de 2024 a été le débordement de la violence depuis la Région de Sagaing vers celle de Mandalay, sur la rive est du fleuve Irrawaddy. A partir de juillet, les incursions de *PDFs* se multiplient entre Mandalay et le site touristique de Bagan. En août, elles s'emparent même brièvement de la ville de Natogyi. Cependant, là encore, le SAC se livre à d'intenses campagnes de ratissage, coupant cette dynamique dans son élan.

Au sud-est : le régime limite les dégâts

Si le SAC connaît de nombreux revers dans la moitié nord du pays, la dynamique lui est moins défavorable dans le sud-est, le long de la frontière thaïlandaise.

Dans l'État Karenni, l'année commence mal pour le régime : le 11 novembre 2023, dans l'euphorie de l'Opération 1027, la Karenni Nationalities Defence Force (KNDF) lance une offensive sur Loikaw, la capitale régionale. Assez vite, la Tatmadaw est acculée dans un réduit autour de l'aéroport, mais ne rompt pas. Fin janvier, elle identifie et coupe même les lignes logistiques de la KNDF, en provenance directe de l'État Shan du Nord. Les insurgés, appuyés par la modeste Pa-O National Liberation Army (PNLA) se débattent, lancent des offensives dans les cantons de Hopong et Hsihseng pour reprendre le contrôle, mais en vain.

À court de munitions, les troupes de la KNDF à Loikaw ploient face aux contre-attaques combinées de la Tatmadaw et de la puissante milice locale, la Pa-O National Army (PNA, à ne pas confondre avec sa rivale de la PNLA). Début juillet, les deux alliés reprennent le contrôle de Loikaw ; depuis, ils sécurisent la frontière Shan-Karenni, et accumulent troupes et provisions, en prévision de la prochaine étape : reprendre tout l'État Karenni. En face, la KNDF, en manque chronique de munitions, n'a jamais réussi à reprendre l'initiative ; elle est aujourd'hui dans une situation préoccupante.

Plus au sud, dans l'État Karen, la dynamique est assez comparable : en novembre 2023, toujours dans le sillage de l'Opération 1027, les *PDFs* avaient lancé

une offensive sur la ville de Kawkareik, sur l'autoroute entre Rangoun et Myawaddy, le principal poste-frontière avec la Thaïlande. Début 2024, autre revers : la Karen Border Guard Force (BGF), fidèle supplétive de la Tatmadaw dans la région, rompt avec elle, affirme son autonomie, et se renomme même en Karen National Army (KNA). Dans le même temps, la résistance, combinant la célèbre Karen National Liberation Army (KNLA) et une nébuleuse de *PDFs* affiliées, déclenche l'offensive tant attendue sur Myawaddy. Le 8 avril, elle prend la dernière position du SAC ; la ville est sur le point de tomber… quand la BGF/KNA, revenue *in extremis* dans le giron du régime, s'interpose et, en compagnie d'autres factions karen, se déploie en ville. Soucieux d'éviter une guerre fratricide, tous les groupes restent l'arme au pied, gelant le front, et plongeant la ville dans un entre-deux ambigu, entre contrôle rebelle et contrôle gouvernemental.

Si la bataille de Myawaddy a mis en évidence la friabilité de la Tatmadaw, elle a également révélé la fragmentation du paysage politico-militaire karen : dans bien des zones, la résistance semble condamnée à affronter les courants contraires émanant de ses voisins immédiats, BGF en tête. Dans ce contexte, tout basculement semble improbable à court terme.

Ayant échappé de justesse au pire, le SAC cherche à reprendre le contrôle : mi-avril, le Général Soe Win, Commandant-en-Chef adjoint de la Tatmadaw (cf. portrait 2, *infra*), lance en personne la colonne Aung Zeya, du nom d'un roi birman mythique. Forte de 1 000 hommes et dotée de moyens hors du commun, cette unité a pour mission de reprendre Kawkareik, puis les 40 km d'autoroute vers Myawaddy. Cependant, très vite, elle se heurte à la résistance des insurgés, solidement retranchés dans les collines, et s'enlise. À la mi-décembre 2024, la colonne est toujours bloquée à mi-distance, et les perspectives de percée sont minces.

Plus au sud, dans la pointe du Tenasserim, le début de l'année 2024 avait été marqué par les progrès des *PDFs* locales qui, appuyées par la KNLA, avaient pour la première fois pris des camps militaires, et s'étaient emparés de longs tronçons de la National Highway n° 8 entre Rangoun et Kawthaung. Cependant, à la mi-2024, le SAC lance de multiples contre-attaques qui, progressivement, érodent ces gains.

La Tatmadaw va-t-elle retrouver son équilibre ?

On l'a vu, 2024 a débuté de la pire des manières pour le SAC. L'humiliante séquence 1027 a révélé un manque critique d'hommes : tout renfort envoyé sur un front se fait aux dépens d'un autre. Le 10 février 2024, le régime prend donc une décision inédite : il active pour la première fois la loi sur la conscription de 2010. Tous les mois, 5 000 hommes entre 18 et 35 ans seront tirés au sort pour rejoindre les rangs, soit 60 000 par an. Le texte prévoit également la mobilisation des femmes entre 18 et 25 ans, ce qui démultiplie l'impact de cette annonce. Pour les Birmans, c'est un choc : eux qui s'opposent dans une immense majorité à la junte vont être contraints de rejoindre ses rangs ; eux qui, depuis 2021, soutiennent la résistance, vont devoir la combattre.

Dans un premier temps, des observateurs optimistes y voient une mesure contre-productive, et anticipent des révoltes dans les camps de formation et des désertions de masse ; c'était sans compter la force de coercition de l'Armée, et sa capacité depuis 80 ans à garder dans ses rangs des soldats récalcitrants. D'autres soulignent le défi logistique : le SAC va-t-il réussir à nourrir, loger, transporter, armer tous ces hommes ? C'est sous-estimer la puissance industrielle de la Tatmadaw, qui ne semble pas freinée par ce type d'obstacle. Enfin, d'autres espèrent que cette mesure va pousser des milliers de jeunes à prendre le maquis[6] ; en réalité, ces flux restent modestes (quelques milliers d'hommes), les autres privilégiant l'émigration, ce qui pousse le régime à resserrer de manière draconienne les critères d'autorisation de départ.

Le premier groupe de conscrits commence sa formation le 8 avril, et la complète 12 semaines plus tard, le 28 juin. Depuis, les cycles s'enchaînent à un rythme plutôt régulier : à la mi-décembre 2024, cinq promotions de 5 000 conscrits (soit 25 000 hommes) auraient déjà rejoint les rangs, et deux autres sont en cours de formation. Mettons ces chiffres en perspective : la résistance et le NUG prétendent avoir tué près de 50 000 personnels du SAC depuis 2021. Ce chiffre est en fait très largement surévalué ; la réalité se situe probablement entre 15 et 25 000. En d'autres termes, en seulement six mois, le SAC semble avoir produit plus de nouveaux soldats qu'elle n'en a perdu en presque quatre ans, et l'on pourrait même dire qu'il compte aujourd'hui plus d'hommes qu'à la veille du coup d'État. Certes, ces soldats sont

---

[6] Anthony Davis, « Myanmar junta press-gang drive certain to backfire », *Asia Times*, 14 février 2024.

peu motivés ; certes, ils sont peu et mal formés ; néanmoins, en termes de volume pur, ils pourraient lui conférer un certain avantage.

En théorie, le recrutement devait reposer sur un tirage au sort complètement aléatoire. En réalité, très vite, corruption et arrangements reprennent le dessus : ceux qui en ont les moyens se font rayer des listes. Dans la pratique, tous les foyers d'un même village ou quartier se cotisent pour former une cagnotte à partager entre volontaires. Ce sont donc les hommes les plus modestes qui s'enrôlent, non par adhésion, mais par nécessité économique.

À ces soldats issus du processus officiel de conscription, il faut ajouter les dizaines de milices villageoises formées en Birmanie Centrale, notamment celles établies par le moine ultra-nationaliste U Wasawa autour de Kanbalu (Région de Sagaing), ou encore les milices ethniques pro-SAC, comme la Pa-O National Army (PNA) dans le sud de l'État Shan, ou la Shanni Nationalities Army (SNA) sur la frontière Kachin-Sagaing. Fin 2024, la PNA met en scène plus de 10 000 combattants, dotés d'artillerie et d'unités de drones. La montée en puissance de ces groupes représente un effet de levier important pour le SAC.

En parallèle, la Tatmadaw, traditionnellement conservatrice, opère une mue tactique. Bien que la résistance ait commencé à utiliser des drones armés dès fin 2021, l'armée birmane ne semble jamais avoir jugé bon de suivre cette tendance. L'Opération 1027, dans laquelle les drones ont joué un rôle crucial, est un brutal rappel à la réalité. En 2024, les généraux développent donc une immense flotte de drones de tous types, dont les missions, autonomies et capacités d'emport variées dessinent un dispositif multicouche performant : engins de reconnaissance VTOL de la compagnie hongkongaise Mugin, quadricoptères lourds chinois FP-600, petits drones kamikazes russes VT-40. Cette dynamique est soutenue par la puissance de l'appareil industriel de la Tatmadaw, qui produit ainsi les petits drones kamikazes HSSD-8, ou des milliers de munitions largables de qualité militaire. En termes de volume, les analystes considèrent que la résistance est en train de se faire déborder.

Enfin, on l'a vu, l'année 2024 est marquée par la volte-face stratégique de la Chine, qui impose une pression maximale sur les *EAOs* et un blocus complet sur leurs territoires. Cela se traduit également par une aide très concrète au SAC : en juin, les autorités chinoises transfèrent six navires de patrouille à la police maritime birmane ; en septembre, ils fournissent 700 000 $ US d'équipements à la

police birmane[7] ainsi que six avions de chasse FTC-2000, qui renforcent la suprématie aérienne du SAC[8].

En novembre, les médias d'État birmans rapportent des négociations pour créer une compagnie de sécurité sino-birmane ; chose complètement inédite, ses personnels pourraient être armés. Cette structure est ostensiblement privée, mais en réalité intimement liée aux appareils de sécurité des deux pays. Un tel statut permet entre autres de désamorcer une potentielle controverse au sein des cercles les plus nationalistes : en effet, d'après la Constitution de 2008, aucune force de sécurité étrangère n'est autorisée à opérer sur le territoire national ; dépeindre ces personnels comme de simples gardes privés permet donc de contourner cette clause.

Le but est probablement de sécuriser le corridor économique entre le nord de l'État Shan et le futur port en eaux profondes de Kyaukphyu, dans l'État d'Arakan – un axe déjà parcouru par deux pipelines stratégiques. Cette annonce soulève bien des questions : ces forces ne vont-elles que sécuriser les sites encore aux mains du SAC, ou vont-elles mener des opérations offensives pour arracher à la résistance les sites qu'elle a déjà conquis ? Quelles seront les chaînes de commandement ? Et puis, n'y a-t-il pas un risque d'escalade ? Le jour où plusieurs personnels chinois seront tués par la résistance, la Chine ne risque-t-elle pas d'envoyer plus d'hommes, dotés d'armes plus performantes, soumis à des règles d'engagement plus lâches ? En d'autres termes, n'y a-t-il pas un risque que ce qui est présenté comme une simple activité de gardiennage dérape vers une intervention militaire chinoise sur le sol birman, et une vassalisation encore plus poussée du pays ?

En résumé, en cette fin 2024, l'Opération 1027 est quasiment terminée : finis, les progrès territoriaux spectaculaires dans les périphéries et l'érosion continue de la Tatmadaw. On rentre désormais dans un contexte post-1027, moins dynamique, dans lequel MNDAA, TNLA, AA et KIA ont conquis à peu près ce qu'elles voulaient / pouvaient conquérir, et ne devraient pas s'aventurer au-delà, du moins directement et à court terme ; un contexte où elles doivent désormais gouverner des territoires plus vastes et des populations plus vulnérables que jamais ; un contexte où elles sont soumises à une pression extrême, et doivent se résoudre à la désescalade sans pour autant compromettre leurs gains. En face, une Tatmadaw qui a cédé du terrain de manière humiliante, mais qui est en passe de stopper l'hémorragie, qui bénéficie

[7] « Chinese, Myanmar Junta's Police Forces Ramp Up Cooperation », *The Irrawaddy*, 12 septembre 2024.
[8] Nyein Chan Aye, « Observers: Chinese-made fighter jets play key role in deadly airstrikes in Myanmar », *VOA News*, 9 octobre 2024.

d'un soutien décomplexé de la Chine et qui, grâce à la conscription, est en train de reconstituer des forces. Il est peu probable qu'elle puisse lancer des contre-attaques efficaces sur les périphéries, d'une part parce que les *EAOs* demeurent de formidables adversaires, et d'autre part parce que des cessez-le-feu devraient être signés. En revanche, elle pourrait bien diriger sa force renaissante vers la Birmanie Centrale, géographiquement plus accessible, et militairement plus friable. Le seul espoir des *PDFs* locales : un soutien accru des *EAOs* qui, cessez-le-feu ou non, ont intérêt à consolider leur zone-tampon avec le SAC.

Politique : le retour des élections au premier plan

En 2021, la Tatmadaw avait pris le pouvoir sous prétexte que les élections de novembre 2020 avaient été truquées, et avec la promesse d'en organiser de nouvelles, attendues pour la mi-2023. Cependant, fin janvier 2023, le régime repousse le scrutin *sine die*, et le sujet retombe dans un relatif oubli. Les choses changent début 2024 : face à la débâcle de l'Opération 1027, les pays voisins, Chine en tête, réalisent que la configuration politique actuelle n'est pas viable, et qu'il est urgent de trouver une voie de sortie ; ils poussent donc le SAC à ressusciter le projet électoral. Le modèle est probablement les élections de 2010, non transparentes, condamnées par l'Occident, mais suivies d'authentiques réformes, une ouverture couronnée dès 2012 par la visite d'Hillary Clinton à Rangoun. Cependant, il semble difficile de rééditer ce schéma : le contexte est trop différent ; trop de sang a coulé, trop de lignes rouges ont été franchies. Par ailleurs, le scrutin ne pourra être tenu que dans les poches de territoires SAC, affectant sa représentativité. Chine, Inde et Thaïlande ont déjà annoncé leur soutien aux élections, non parce qu'elles ont confiance dans le *Senior-General* Min Aung Hlaing, mais parce que c'est leur seul espoir de le voir quitter le pouvoir, au profit d'une figure plus modérée, capable d'enclencher une nouvelle dynamique. Mais le jour venu, le *Senior-General* acceptera-t-il de quitter le pouvoir ?

Bien que leur date précise reste inconnue, ces élections devraient se tenir courant 2025. Bien sûr, elles ne seront pas transparentes, d'autant que la National League for Democracy (NLD) a été dissoute début 2023. En décembre 2024, la Commission électorale rencontre la cinquantaine de partis politiques qui se sont

réenregistrés (sur les plus de 90 que comptait le pays avant le coup d'État), et laisse entendre que les élections seraient organisées dans 161 cantons sur 330, les plus stables. Le régime organiserait ensuite des élections partielles dans les autres régions – un projet bien optimiste, et un défi sécuritaire. Pour y faire face, le régime suggère d'autoriser l'armement des militants des partis qui en feraient la demande.

Mais avant les élections, le régime tient à organiser un recensement général de la population, dix ans après celui de 2014. L'initiative, conduite dans la première moitié d'octobre, inquiète : le recensement, en théorie anonyme, est cette fois nominatif, dans le but explicite de mettre à jour les listes d'électeurs ; il y a donc politisation de ce qui est en principe un pur objet de gestion. Plus concrètement, ces fonctionnaires escortés par des hommes en armes pourraient poser des questions embarrassantes sur les jeunes en âge d'être conscrits, ou s'interroger sur l'absence au domicile familial d'un fils qui a rejoint la résistance ou a quitté le pays. En réalité, le processus est bâclé : les recenseurs ne posent parfois qu'une poignée de questions sur les 68 que compte le questionnaire, ou omettent de visiter des bâtiments entiers. Il n'est mené que dans les zones les plus stables ; dans les autres, les agents recenseurs n'osent sortir des étroits périmètres sous contrôle du SAC, par peur d'être attaqués ou enlevés. En somme, une initiative coûteuse, qui ne livrera ni information démographique crédible, ni liste satisfaisante d'électeurs, et qui préfigure les défis d'une quelconque élection.

Au sein même du SAC, Min Aung Hlaing est plus impopulaire que jamais, et les revers militaires les plus humiliants ravivent les accusations en incompétence de la part des cercles nationalistes. À deux ou trois reprises en 2024, la même rumeur : Min Aung Hlaing aurait été renversé par l'un de ses généraux ; à chaque fois, il n'en est rien ; la Tatmadaw reste une institution fidèle au chef, aussi méprisé soit-il. La promesse d'élection est probablement dirigée vers l'intérieur aussi : à quoi bon remettre en question le chef, à quoi bon le trahir si, dans un an, une nouvelle séquence politique commence de toute façon ?

Sur le plan des libertés publiques, le régime serre encore la vis. À partir de juin, il déploie un système inspiré du *Great Firewall* chinois, qui instaure une censure stricte d'Internet, et rend la plupart des VPN inopérants. En quelques semaines, la fréquentation de Facebook chute de moitié.

En face, près de quatre ans après sa formation, le National Unity Government (NUG) est toujours à la peine. Dans l'euphorie de l'Opération 1027/1, la dynamique militaire des *EAOs* et les spéculations sur l'effondrement du SAC lui avaient

pourtant transmis un élan politique. Cependant, cette dynamique s'est épuisée mi-2024, avec l'Opération 1027/2 : la Chine a mis tout son poids dans la balance, donnant un second souffle au régime et écrasant les horizons politiques du NUG.

Sur le terrain, le NUG poursuit ses efforts pour fournir des services essentiels à la population, mais se heurte à d'inextricables contraintes ; il tente de déployer son appareil administratif, mais dans les périphéries libérées les *EAOs* le tiennent à distance, et en Birmanie Centrale il n'a guère augmenté sa zone de contrôle, et se heurte toujours aux résistances de certaines *PDFs*.

Dans la foulée du coup d'État, un National Unity Consultative Council (NUCC) avait émergé. Rassemblant *EAOs*, partis politiques et société civile, il était entre autres chargé de proposer une Constitution fédérale. Un premier projet avait été présenté fin 2021 ; il était ensuite censé être discuté par des Assemblées Populaires tous les six mois. La première a eu lieu début 2022 puis… plus rien ; mais en 2024, l'Opération 1027 et les espoirs de chute du SAC donnent un nouveau souffle au projet ; en mars, la seconde Assemblée Populaire est donc organisée. Elle est en réalité dominée par les tensions entre NUCC et NUG, le premier reprochant au second d'opérer hors de tout mécanisme de contrôle et de surveillance. Depuis cet épisode, le projet de Constitution fédérale est de nouveau à l'arrêt, et se fait doubler par des initiatives venant de la base, comme ce projet de Constitution pour l'État Chin, émanant du *Chinland Council*, ou son équivalent pour l'État Karenni.

Économie et social : le naufrage

L'économie birmane continue de s'éroder : début 2024, la Banque mondiale prévoit un taux de croissance de 1 % pour l'année fiscale courant d'avril 2024 à mars 2025 ; en décembre 2024, l'organisation revoit son estimation : le PIB national devrait en réalité se contracter de 1 %[9]. Quant à l'inflation, le Fonds Monétaire International (FMI) la situe à 22 % en 2024[10], soit un niveau un peu plus bas qu'en 2023 (27 %), mais toujours insoutenable. Sur le marché des devises, le kyat birman (MMK) s'effondre à la mi-2024, atteignant près de 7 000 MMK/$US sur le marché noir, contre 3 400 fin 2023 et… 2 100 au taux officiel. Étrangement, le kyat rebondit à

[9] « Compounding crises hit Myanmar's economy and its people », Banque Mondiale, 11 décembre 2024.
[10] Voir le site Internet du FMI (https://www.imf.org/external/datamapper/profile/MMR).

partir de septembre-octobre, et il se stabilise désormais autour de 4 500 MMK/$ US, donnant peut-être raison aux rumeurs de l'époque que la Chine aurait consenti un prêt de 3 milliards $ US au régime.

Le conflit impacte la société de plein fouet : entre 2021 et fin 2024, le conflit a déplacé plus de 3,2 millions de personnes, et pour 2025, les Nations unies anticipent que presque 20 millions de personnes auront besoin d'assistance (sur une population de 55 millions). Pour la première fois, les besoins humanitaires pour 2025 dépassent le cap du milliard $ US, mais il est peu probable que les financements suivent : pour 2024, seul un tiers des besoins humanitaires (994 millions $ US) ont été abondés. La pauvreté est désormais une réalité omniprésente : en avril, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) publie un rapport montrant que la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté, et un quart supplémentaire vit juste au-dessus, vulnérable à la moindre secousse.

La Birmanie, classée depuis des années comme l'un des pays les plus affectés par le réchauffement climatique, est frappée par les catastrophes. En mai 2023, le cyclone *Mocha* avait dévasté l'État d'Arakan. En 2024, le pays est touché par une canicule exceptionnelle en avril-mai ; certaines villes de Birmanie Centrale figurent au palmarès des villes les plus chaudes du monde. Début septembre, le cyclone Yagi touche le Viêtnam, la Chine, la Thaïlande, et vient mourir en Birmanie, causant des dégâts spectaculaires, inondant plus de deux millions d'hectares de champs, détruisant de nombreuses infrastructures et tuant au moins 433 personnes. Ce bilan illustre la situation du pays : une société plus fragile que jamais, vulnérable au moindre aléa ; un État à l'agonie, qui n'a ni capacités ni ressources pour anticiper la catastrophe puis y répondre, au point qu'il sollicite l'aide internationale, y compris de l'ONU. Cela ne l'empêche pas de militariser le désastre : dans les zones de conflit, les convois d'aide émanant de la société civile sont bloqués, voire saisis par l'armée, pour affaiblir la résistance.

Relations internationales : la volte-face de la Chine

D'abord méfiante vis-à-vis du SAC après le coup d'État, puis agacée de son manque de coopération sur le crime transnational au point d'approuver l'Opération 1027, la Chine s'est vite rendue compte de la fragilité du régime. S'il venait à tomber, une

Birmanie gouvernée par le NUG pencherait vers l'Occident – une analyse probablement simpliste, mais qui pousse la Chine à faire feu de tout bois pour sauver le SAC.

En août, le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi se déplace en personne à Nay Pyi Taw et pose les bases de la nouvelle approche chinoise selon « trois lignes fondamentales » : la Birmanie ne doit pas être sujette aux troubles civils ; elle ne doit pas se séparer de l'ASEAN ; elle ne doit pas être victime d'ingérences étrangères. Cette politique de soutien au SAC se décline sur la scène diplomatique : en novembre 2024, pour la première fois depuis le coup d'État, Min Aung Hlaing est invité en Chine. Certes, ce n'est pas une visite d'État à Pékin, mais le sommet de la Sous-Région du Grand Mékong en province ; mais cela n'en reste pas moins une forme de consécration pour le *Senior-General*.

Cette ingérence chinoise de plus en plus décomplexée suscite la colère des Birmans. Le 18 octobre 2024, une explosion de faible ampleur se produit au consulat chinois de Mandalay. Aucune revendication n'est émise, et le calme revient vite, mais l'épisode illustre bien une certaine montée en tension ; quelques jours plus tard, une manifestation antichinoise est organisée à Kalay, partiellement contrôlée par la résistance ; et quelques jours plus tard, une *PDF* de Rangoun revendique des attaques contre deux usines chinoises – même si la réalité des attaques elle-même reste incertaine.

Face à la stratégie sans ambiguïté de la Chine, les autres voisins avancent en ordre dispersé : en Thaïlande, le changement de gouvernement en août a brouillé les cartes. Par ailleurs, les différentes approches de la Première ministre, du ministre des Affaires étrangères et des différents niveaux de l'Armée produisent une politique peu lisible. Dans tous les cas, Bangkok garde une approche ambiguë, entre agacement vis-à-vis du SAC et efforts pour lui faire rejoindre l'ASEAN, entre rôle de base arrière de la résistance et contrôle strict des flux d'armes à destination des *PDFs*. Les 19 et 20 décembre 2024, Bangkok organise une rencontre informelle entre acteurs régionaux, en présence du ministre des Affaires étrangères du SAC – une initiative destinée à renouer le dialogue, mais qui semble s'achever sur un bilan mitigé.

En Inde, la tutelle chinoise croissante sur le SAC inquiète. Le cabinet Modi maintient un haut niveau d'engagement avec le régime, notamment à travers les visites régulières de hauts gradés indiens à Nay Pyi Taw. Mais New Delhi ne semble

pas avoir pris la mesure des changements d'équilibre, et conserve par exemple des liens très lâches avec l'opposition birmane.

Au Bangladesh, la chute de Sheikh Hasina en août 2024, et l'émergence d'un gouvernement intérimaire incarné par la figure de Muhammad Yunus suscite des espoirs. Mais la nature temporaire de ce cabinet génère aussi du flottement. Sur la question arakanaise, Dacca semble avoir réalisé tardivement le côté inexorable de l'essor de l'AA et semble mal équipée pour traiter avec un tel acteur non-étatique. Le hiatus entre la volonté affichée de rapatrier les réfugiés rohingya en Arakan (ce qui suppose de la stabilité) et le soutien aux groupes armés rohingya (qui alimentent le conflit) illustre bien les fractures entre leadership politique et hiérarchie militaire, entre Dacca et les régions frontalières, entre les milieux laïcs et les cercles islamistes.

Aux États-Unis, l'élection de Donald Trump soulève des questions : le soutien américain va-t-il rester discret, cantonné aux domaines politique et diplomatique, ou l'équipe du président va-t-elle opter pour une position plus agressive, dans le cadre de sa politique d'endiguement de la Chine ?

Au niveau multilatéral, l'ASEAN, poussée en première ligne par la communauté internationale depuis 2021, semble lasse de ce conflit insoluble. En 2023, la présidence indonésienne avait été discrète, officiellement pour construire la confiance entre acteurs ; en 2024, la présidence laotienne n'a guère d'autre bilan à présenter qu'un retour discret du régime au sein de l'instance régionale : en janvier 2024, pour la première fois, le SAC envoie une représentante « non politique » (Marlar Than Htike, une haute-fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères) à un sommet du bloc régional. C'est probablement le signe que le pragmatisme et le dialogue avec le SAC font leur retour. En 2025, Vientiane va passer le flambeau à Kuala Lumpur, qui a toujours été plus combative sur la question birmane. Cependant, l'essor de l'influence chinoise, y compris sur le terrain, ne peut que reléguer au second plan les efforts diplomatiques relativement disjoints du bloc régional.

Le 27 novembre, Karim Khan, le procureur général de la Cour Pénale Internationale (CPI), annonce qu'il a demandé l'émission d'un mandat d'arrêt contre Min Aung Hlaing pour son rôle dans les violences contre la communauté rohingya de 2016-2017. Cette décision est un revers symbolique pour le régime, et un signal de soutien envoyé à l'opposition birmane ; cependant, il est peu probable qu'elle change réellement la donne : Min Aung Hlaing quitte à peine la Birmanie, et ses

alliés les plus proches (Russie, Chine, Thaïlande, Inde), n'accordent que peu de crédit à la CPI.

Enfin, il y a du mouvement au poste d'Envoyé Spécial de l'ONU pour la Birmanie. La Singapourienne Noeleen Heyzer a connu un court et frustrant mandat (octobre 2021-juin 2023). Après presqu'un an de vacance du poste, l'ancienne ministre des Affaires étrangères australienne Julie Bishop est enfin nommée à ces fonctions en avril 2024. Elle choisit la discrétion, à tel point que l'on n'apprend qu'après coup sa visite secrète à Nay Pyi Taw vers octobre, et sa rencontre avec Min Aung Hlaing. À l'heure où la trajectoire du pays paraît sur-déterminée par la Chine, et où le SAC explore une voie de sortie – les élections – le rôle de l'ONU dans une hypothétique sortie de crise reste bien incertain.

Au final, il semble que depuis la mi-2024, la Birmanie soit quelque peu à la croisée des chemins, entre une résistance au sommet de sa puissance mais face à de très profonds défis et un régime militaire en très grande difficulté mais qui semble reprendre son souffle ; entre des élections qui paraissent désormais très probables et l'impossibilité de les organiser dans des conditions décentes ; entre les incertitudes du mandat Trump qui s'annonce et le soutien désormais décomplexé de la Chine au SAC. L'année 2025 s'ouvre plus importante que jamais.

Fiche Birmanie

Nom officiel : République de l'Union du Myanmar

Capitale : Nay Pyi Taw

Superficie terrestre : 676 590 km²

Population totale en 2021 (sources : Banque mondiale et Nations unies) : 54,8 millions d'habitants (31 % urbains et 69 % ruraux).

Langue officielle : birman

Données politiques

Nature de l'État : république parlementaire

Suffrage : universel (à partir de 18 ans) – possible changement d'un scrutin majoritaire à proportionnel lors des futures élections organisées par le régime, dont la date demeure incertaine.

Nature du régime : junte militaire

Depuis le coup d'État du 1er février 2021, deux gouvernements se disputent le contrôle du pays et la légitimité politique :

- le State Administration Council (SAC) créé par la junte au lendemain du coup d'État ;
- le Gouvernement d'unité nationale (NUG) de la République de l'Union du Myanmar créé par des députés issus des élections démocratiques de novembre 2020.

Gouvernement « provisoire » de la République de l'Union du Myanmar (depuis le 1er août 2021)

Premier ministre : Min Aung Hlaing, président du Conseil d'administration de l'État

Vice-Premier ministre : Soe Win, vice-président du Conseil d'administration de l'État

Ministre des Affaires étrangères : Than Swe

Ministre de la Défense : Amiral Tin Aung San

Pouvoir législatif : L'Assemblée de l'Union (Pyidaungsu Hluttaw), organe législatif bicaméral de la Birmanie, est dissoute depuis le coup d'État du 1er février 2021. De manière générale, le président par intérim Myint Swe a transféré le pouvoir exécutif, législatif et judiciaire à Min Aung Hlaing, Commandant en chef des services de défense.

Échéances : Min Aung Hlaing s'était engagé à tenir des élections générales en 2023, mais les a repoussées fin janvier 2023. Leur nouvelle date reste incertaine, mais elles ne

devraient pas avoir lieu avant un recensement général de la population, prévu pour fin 2024.

Gouvernement d'unité nationale (NUG) de la République de l'Union du Myanmar (16 avril 2021)

Président : Win Myint (en détention depuis le 1er février 2021)

Président par intérim : Duwa Lashi La

Conseillère spéciale de l'État : Aung San Suu Kyi (en détention depuis le 1er février 2021)

Premier ministre : Mahn Winn Khaing Thann

Ministre des Affaires étrangères : Zin Mar Aung

Ministre de la Défense : Yee Mon

Pouvoir législatif : Comité Représentant le Pyidaungsu Hluttaw (créé le 5 février 2021) réunissant des élus issus des élections générales de 2020.

Indicateurs démographiques et sociologiques

Principaux groupes ethniques (CIA - *The World Factbook*, est. nd) : Bamar (68 %), Shan (9 %), Karen (7 %), Arakanais (4 %), Chinois (3 %), Môn (2 %), Indiens (2 %), autres (5 %).

Le gouvernement birman reconnaît 135 groupes ethniques.

Religions : La répartition par religion varie selon que l'on tient compte ou non des populations qui n'ont pas été comptabilisées lors du recensement de 2014, ce qui est le cas d'environ 1,1 million de personnes parmi les populations musulmanes d'Arakan. Ces dernières ne sont pas les seules dans ce cas : le rapport sur le recensement de 2014 évalue à 1 206 353 (soit 2,34 % de la population) les personnes non comptabilisées (dans les États d'Arakan, Kachin et Karen).

Populations comptabilisées en 2014 : bouddhistes (89,8 %), chrétiens (6,3 %), musulmans (2,3 %), animistes (0,8 %), hindouistes (0,5 %), non croyants (0,1 %), autres (1,6 %).

Populations (toutes : comptabilisées et non comptabilisées) dans le recensement (CIA - *The World Factbook*, est. 2014) : bouddhistes (87,9 %), chrétiens (6,2 %), musulmans (4,3 %), animistes (0,8 %), hindouistes (0,5 %), autres (0,2 %), non croyants (0,1 %).

Chronologie

JANVIER 2024

06 • La garnison de Laukkai se rend à la MNDAA : avec près de 2 400 soldats, dont six généraux, c'est la reddition la plus massive de l'histoire récente de la Tatmadaw, et un revers majeur. Cet épisode marque aussi le retour de la MNDAA en son fief.

11 • Sous l'égide (et la pression) de la Chine, la *Three Brotherhood Alliance* signe un cessez-le-feu avec le SAC à l'hôtel Haigeng de Kunming (Chine). D'autres cycles de négociations plus discrets seront ensuite menés au sujet de la normalisation des flux commerciaux, mais sans avancées probantes.

29 • Le SAC envoie Marlar Than Htwe, une haute fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères, au sommet des ministres des Affaires étrangères de l'ASEAN de Luang Prabang (Laos). C'est une première : depuis fin 2021, le bloc régional n'invite pas les officiels du SAC aux sommets de haut niveau, mais garde la porte ouverte à des « représentants non politiques ». Jusqu'alors, le régime avait opté pour une politique de la chaise vide ; ce changement de stratégie reflète à la fois l'intention du régime de réintégrer la dynamique régionale et les efforts de la présidence tournante laotienne en ce sens.

FÉVRIER 2024

10 • Le SAC active pour la première fois la « loi sur le service militaire populaire » de 2010 : les hommes de 18 à 35 ans, et les femmes de 18 à 27 ans peuvent être tirés au sort pour rejoindre les rangs de l'armée pour deux ans, durée qui peut être étendue à cinq ans sous l'état d'urgence. Cette conscription, immensément impopulaire, a engendré une vague d'émigration depuis son annonce, que le SAC a tenté de juguler par un durcissement continu des critères de départ. Ainsi, le 10 mai, le SAC impose des restrictions sur le travail à l'étranger des hommes entre 23 et 31 ans. Dans le même temps, la résistance lance d'innombrables attaques contre les administrateurs qui participent au recrutement.

MARS 2024

29 • La Karen Border Guard Force (BGF), milice pro-SAC dans l'État Karen, annonce officiellement sa rupture : elle refusera désormais tout salaire et tout soutien matériel de la part de l'Armée. Sans pour autant rejoindre la résistance, son chef Saw Chit Thu affirme son autonomie. Au moment où la résistance se bat pour le contrôle de Myawaddy, sur la frontière thaïlandaise, cette initiative représente une perte majeure pour le régime.

AVRIL 2024

09 • La Karen National Liberation Army (KNLA) et ses alliés *PDFs* prennent le Light Infantry Battalion 275 (LIB 275), la dernière position du SAC en périphérie de la ville de Myawaddy, sur la frontière thaïlandaise. Cependant, alors qu'ils s'apprêtent à occuper la ville, la BGF, appuyée par d'autres groupes karen, s'y déploie, gelant le front.

22 • L'ancien vice-Président Henry Van Thio quitte la vie publique pour raisons de santé. Officiant comme vice-président sous le gouvernement NLD (2016-2021), il avait été conservé dans ses fonctions par le SAC, mais n'apparaissait que de manière intermittente pour prolonger l'état d'urgence.

MAI 2024

18 • L'Arakha Army (AA) s'empare de la ville de Buthidaung, siège du Military Operation Command n° 15 (MOC-15). Dans la foulée, ses hommes brûlent les quartiers rohingya et les villages rohingya avoisinant, laissant craindre une vague de pogroms anti-rohingya. Cependant, cette crainte se dissipe dans les jours qui suivent. À la suite de cette séquence, le SAC augmente le recrutement de jeunes rohingya et sa coopération avec les groupes armés rohingya.

22 • Le régime réduit l'approvisionnement en électricité des zones industrielles de Rangoun à seulement deux heures par jour, reflétant ses difficultés en termes de production et de distribution d'énergie, et les défis des industriels birmans.

JUIN 2024

05 • Le régime gèle les comptes bancaires de 39 personnes accusées d'activités de « hundi », c'est-à-dire de transferts d'argent internationaux informels. Cette initiative révèle les efforts du régime pour contrôler tous les flux de devises, et les difficultés croissantes pour échapper à la surveillance étatique.

20 • L'influent moine Ashin Munindra Bhivamsa est accidentellement abattu par les forces de sécurité à un point de contrôle dans la Région de Mandalay. Après avoir démenti cette information, le régime finit par l'admettre, et par présenter ses excuses. Cet incident provoque une vague d'indignation au sein de la *sangha*, la communauté monastique birmane : dans plusieurs cantons, des moines organisent des manifestations, ou mettent en scène leur refus d'accepter les aumônes des militaires. D'abord présenté comme un potentiel facteur de déstabilisation du régime, le mouvement s'éteint cependant progressivement.

25 • La Ta'ang National Liberation Army (TNLA) reprend les hostilités dans le nord-ouest de l'État Shan (cantons de Nawnghkio, Kyaukme, Hsipaw) : c'est le début de l'Opération 1027-seconde phase. Le 29, la Myanmar National Democratic Alliance Army (MNDAA) lance les premières attaques autour de Lashio.

27 • *Dato* Erywan Yusof, second ministre des Affaires étrangères du Brunei et Lim Jock Hoi, secrétaire général de l'ASEAN rencontrent Min Aung Hlaing à Nay Pyi Taw. Ce dernier confirme la tenue d'élections une fois que la situation au Myanmar sera redevenue « normale ». Erywan Pehin Yusof appelle Min Aung Hlaing à libérer tous les prisonniers politiques et évoque la question de l'aide humanitaire en Birmanie.

30 • Le régime arrête Hiroshi Kasamatsu, homme d'affaires japonais travaillant pour la chaîne de supermarchés Aeon Orange, accusée de vendre le riz au-dessus du cours officiel fixé par les autorités ; une décision qui sème la panique dans les cercles d'affaires et reflète les efforts autoritaires du régime pour garder le contrôle sur les biens de première nécessité.

JUILLET 2024

05 • Le ministère du Commerce ordonne aux négociants en riz qui ont des capacités de stockage de plus 50 tonnes de s'enregistrer sur une plateforme en ligne. Cette initiative est à relier aux efforts du régime pour contrôler les denrées essentielles et enrayer la spéculation.

08 • Le Général Soe Win, numéro 2 du régime, commence une visite officielle de plusieurs jours en Chine, première visite officielle d'un dirigeant du SAC de premier plan et accélération du rapprochement entre Pékin et Nay Pyi Taw dans le sillage de l'Opération 1027/2.

23 • La santé du Président par intérim U Myint Swe se dégrade fortement. Bien qu'il fût vice-président sous le gouvernement NLD (2016-2021), cet ancien lieutenant-général était resté en fonction après le coup d'État, et avait été élevé au titre de président. Comme l'autre ancien vice-Président Henry Van Thio, retiré de la vie publique en avril 2024, il n'apparaissait que pour entériner la prolongation de l'état d'urgence. Après quelques jours d'incertitude, la fonction officielle est récupérée par Min Aung Hlaing, qui cumule désormais (entre autres) les fonctions de président de la République, premier Ministre, président du SAC et chef de l'Armée.

AOÛT 2024

03 • La MNDAA occupe le Northeast Regional Military Command de Lashio ; c'est la première fois que la Tatmadaw perd un Regional Military Command (RMC), ce qui représente un revers historique. Le 5, la MNDAA annonce qu'elle contrôle toute la ville.

23 • Le régime annonce un nouveau système de rationnement pour l'huile de cuisson dans un contexte de graves pénuries et d'inflation continue. Ce système permet aux ménages disposant de carnets de rationnement d'acheter l'huile à des tarifs subventionnés. Dans le même temps, le *Senior-General* Min Aung Hlaing insiste sur le potentiel et la pertinence des coopératives – un système qui a pourtant montré ses limites sous le régime Ne Win (1962-1988).

SEPTEMBRE 2024

06 • Le SAC accroît la pression pour que tous les Birmans travaillant à l'étranger rapatrient 25 % de leur revenu mensuel vers la Birmanie via le système bancaire formel, contrôlé par le régime, et qui lui permet de tirer profit des différentiels de taux de change pour gagner des devises. En cas de non-respect de cette obligation, les travailleurs migrants ne seront pas autorisés à renouveler leur passeport. Plus tard dans l'année, le SAC externalise le contrôle de cette mesure aux agences de placement : si elles échouent, elles pourraient perdre leur licence.

08 • Le ministre de l'Intérieur du SAC, le lieutenant-général Yar Pyae, part en Chine à l'invitation du ministère local de la Sécurité publique pour assister au Forum mondial de coopération en matière de sécurité publique – un signe supplémentaire du rapprochement entre Pékin et Nay Pyi Taw sur les questions de sécurité.

09 - 11 • La Birmanie est touchée par le cyclone Yagi, qui cause des dégâts spectaculaires dans le sud-est du pays et tue au moins 433 personnes. Le 16, le SAC demande publiquement une aide internationale.

19 • Sous forte pression chinoise, la MNDAA publie un communiqué, dans lequel elle s'engage à ne pas collaborer avec le NUG, que ce soit sur le plan militaire ou politique, à ne pas étendre son territoire et à ne pas attaquer les villes de Mandalay et Taunggyi.

OCTOBRE 2024

01 - 15 • Le SAC mène un recensement de la population qui se veut général, mais qui dans les faits est limité aux zones les plus stables du pays. Dans le reste du territoire, la date-butoir a été prolongée jusqu'à la fin décembre, mais cela ne devrait améliorer que marginalement la représentativité de ce recensement.

07 • Le Dr Zaw Myint Maung, cadre de la NLD et ancien *Chief Minister* de la Région de Mandalay, meurt en prison, probablement à cause d'un manque de soins. Le jour suivant, malgré les risques, des milliers de personnes participent à ses funérailles à Mandalay ; c'est le plus grand rassemblement depuis 2021, ce qui illustre la persistance de l'activisme politique populaire après presque quatre ans de répression. Le décès du cofondateur de la NLD U Tin Oo le 1er juin et l'état de santé préoccupant d'autres figures de premier plan en détention font peser des doutes sur la survie politique du parti.

22 • Des négociants rapportent que le gouvernement chinois a fermé les deux derniers postes-frontières contrôlés par le régime dans l'État Shan : celui de Muse est sous le contrôle du SAC, mais la route vers Mandalay est contrôlée par la *3BA* ; celui de Mong La est sous contrôle du SAC, mais au sein du territoire de la National Democratic Alliance Army (NDAA), une *EAO* qui ne combat pas le SAC, mais qui est très proche de la MNDAA. Dans les deux cas, il s'agit d'éviter que la *3BA* ne profite des flux commerciaux à travers ces derniers points de passage.

NOVEMBRE 2024

12 • Min Aung Hlaing accomplit sa première visite officielle en Chine. Entre autres, il visite des usines de drones civils, qui pourraient être modifiés pour utilisation militaire.

12 • La Burma People's Liberation Army (BPLA) annonce sa volonté de s'implanter en Birmanie Centrale. Ce projet n'est pas nouveau : depuis sa formation en 2021 dans l'État Karen, la BPLA avait le plan de s'établir en zone bamar. Cependant, il est probable qu'il ait été accéléré par la pression chinoise sur la *3BA* pour purger l'État Shan du Nord des groupes armés vus comme pro-occidentaux.

DÉCEMBRE 2024

08 • Après près de six mois de combats, l'AA prend enfin le camp du Border Guard Police Battalion 5, dans le canton de Maungdaw, et finalise son contrôle du nord de l'État d'Arakan. C'est une perte très symbolique pour l'Armée.

08 • L'AA s'empare du Regional Military Command Ouest à Ann. Après la chute de celui de Lashio en août, c'est le deuxième RMC qui tombe aux mains de la résistance, sur les 14 que compte le pays.

Portraits


Source : x.com

Twan Mrat Naing

Twan Myat Naing, aussi appelé Tun Myat Naing en birman, est le chef de l'Arakha Army. Né à Sittwe, Twan Mrat Naing commença sa carrière comme guide touristique anglophone, tout en suivant de près les mouvements nationalistes arakanais. En 2009, en compagnie de son associé Nyo Twan Aung, il fonde l'Arakan Army à Laiza, capitale de la KIA. L'histoire raconte que l'AA ne comptait à l'origine que 26 hommes et autant de fusils, offerts par l'organisation kachin. Après plusieurs années à s'aguerrir dans le Nord-Est birman, l'AA conduit ses premières infiltrations en Arakan en 2014, près de la frontière bangladaise, et continue sa croissance en toute discrétion. Il convient également de préciser qu'elle n'est pas impliquée dans les violences anti-rohingya de 2016 et 2017.

Le 4 janvier 2019, l'AA lance ses premières offensives contre la Tatmadaw, et n'a cessé de monter en puissance depuis. Twan Mrat Naing a récemment affirmé qu'elle approchait des 40 000 hommes ; bien que le chiffre de 15 000 paraisse plus crédible, elle n'en reste pas moins l'une des *EAOs* les plus puissantes du pays. Elle est également très bien structurée, adoptant les méthodes militaires les plus récentes, notamment en provenance du front ukrainien. Comme expliqué dans ce chapitre, l'AA étend désormais ses réseaux au-delà du seul État d'Arakan, vers la Birmanie Centrale, l'État Chin et, bientôt, la Région d'Ayeyarwaddy. Ce sera de toute évidence un acteur-clé dans la Birmanie de demain.

Dans ce contexte, Twan Mrat Naing apparaît à seulement 46 ans comme l'une des figures les plus puissantes de Birmanie. Son leadership incontesté en Arakan lui confère une solide assise populaire, tandis que la puissance de son armée et les ressources économiques de sa branche politique (United League of Arakan, ULA) lui donnent une importance majeure dans le paysage de la résistance.

Sa réelle position sur la question communautaire en Arakan reste difficile à lire. D'un côté, il a régulièrement affiché sa vision d'un État d'Arakan inclusif et multiculturel. C'est d'ailleurs dans cet esprit qu'en avril 2024, il a renommé l'Arakan Army (terme qui ne renvoyait qu'à la seule communauté arakanaise) en Arakha Army (terme qui renvoie à la réalité géographique de tout l'Arakan, et donc de tous ceux qui l'habitent). D'un autre côté, au printemps 2024, il a contesté avec agressivité les accusations de violence de l'AA vis-à-vis des populations civiles

rohingyas, écrivant par exemple « à l'attention des activistes R-Bengali de la diaspora et leur coterie : le peuple de Birmanie combat un régime militaire brutal, au prix de nombreux sacrifices. Nous vous demandons d'arrêter les reproches et les sabotages qui font dévier le combat dans la mauvaise direction. Il est temps d'abandonner votre idée mal ficelée d'une zone de sécurité islamique séparée, qui serait créée grâce à des interventions extérieures. Cela est tout à fait antipatriotique ». De tels messages, virulents, parfois insultants, ont semé le trouble sur ses intentions réelles.


Source : Global New Light of Myanmar

Senior-General adjoint Soe Win

En tant que commandant-en-chef adjoint de l'Armée birmane, Soe Win est un personnage central. Il est assez généralement admis qu'il existe un partage des tâches : à Min Aung Hlaing les questions politiques, économiques, les relations extérieures ; à Soe Win les questions militaires. Bien que les deux hommes travaillent ensemble au quotidien, ils entretiennent en réalité des relations tendues, notamment à cause d'appartenances factionnelles différentes.

Depuis les premières difficultés du SAC, et surtout depuis les revers de l'Opération 1027, les cercles nationalistes ont émis de fortes critiques vis-à-vis de Min Aung Hlaing, décrit comme un *softliner*, un bureaucrate indécis et sans talent, alors que son adjoint, *hardliner* politique, serait un véritable soldat, un meneur d'hommes qui aurait fait ses preuves sur le champ de bataille – et donc une alternative souhaitable. C'est notamment la demande du moine Pauk Ko Taw qui, en janvier 2024, mène une manifestation en ce sens à Pyin Oo Lwin. Et c'est également le contenu des rumeurs récurrentes de contre-coup d'État au sein du SAC.

Il est cependant important de garder à l'esprit que si Soe Win venait à remplacer son supérieur, cela se traduirait probablement par une intensification de la répression, et une détérioration très nette du conflit. Un quelconque « contre-coup d'État » ne serait donc probablement pas synonyme de fin de la violence.

Le 9 avril 2024, au lendemain de la bataille de Myawaddy, Soe Win dirige une réunion au QG du Regional Military Command pour le Sud-Est lorsque les lieux sont visés par une attaque de drones. Les rumeurs s'emballent immédiatement : Soe

Win aurait été blessé, voire tué. Jusqu'à la fin du mois, Soe Win reste absent des médias et semble manquer des événements importants, donnant donc une certaine crédibilité à ce récit. D'autres observateurs parlent plutôt de purge : Min Aung Hlaing aurait mis sur la touche son encombrant adjoint. Cependant, le 30 avril, ce dernier réapparaît dans les médias d'État, faisant taire ces spéculations. L'équilibre du duo Min Aung Hlaing-Soe Win, malgré les désaccords, les rivalités et les luttes fractionnelles, illustre bien la stabilité au sommet du SAC, et l'indéfectible loyauté au chef.

Arrêt sur image



Pont de Kyin Thi, Canton de Hsipaw (État Shan du Nord), avril 2024
Photo de l'auteur

Le pont de Kyin Thi est situé sur la grande autoroute entre la Birmanie Centrale et la ville de Muse, sur la frontière chinoise. En novembre 2023, l'un de ses segments (sur la gauche de l'image) a été dynamité par la TNLA lors de l'Opération 1027. Depuis, l'infrastructure est toujours sous le contrôle du groupe armé, mais n'a pas été réparée. Les flux commerciaux circulent donc au compte-gouttes, et de manière très artisanale : le charbon en provenance des mines de Hsipaw est transbordé d'un côté à l'autre du pont à l'aide de pelleteuses, tandis que les camions de maïs sont déchargés d'un côté du pont et transportés de l'autre par des centaines de porteurs (au centre de l'image). Fin mars 2024, cinq mois après les combats, un pont provisoire de madriers est enfin mis en place (emprunté par la voiture blanche sur la droite de l'image), permettant pour la toute première fois le passage de véhicules légers d'une rive à l'autre.

Ce spectacle, qui se répète en plusieurs points de l'autoroute Mandalay-Muse, illustre bien la quasi-suspension du commerce de longue distance dans la foulée de l'Opération 1027, une réalité qui nourrit la frustration croissante de la Chine autour de cette question – et explique en partie sa volte-face stratégique en faveur du SAC.



Le Brunei
Brunei
Malaisie
Capitale
Capitale régionale
Ville
Autoroute
Route
Limite régionale
Frontière maritime
114°30'
115°
5°
4°30'
4°
Mer de Chine méridionale
LABUAN
Kampong Mempakul
Victoria
Baie de Brunei
Muara
BRUNEI & MUARA
Bandar Seri Begawan
Tutong
Trusan
Limbang
Labu
Kuala Abang
Lamunin
Bangar
TEMBURONG
Kuala Baram
Kuala Belait
Lumul
Seria
Badas
Benutan
TUTONG
Lutong
Kual a Balai
Labi
Kerangan Nyatan
Belagong (2 377 m)
Miri
Telingan
Sukang
Kampong Sungai Penipah
Pagon (1 850 m)
BELAIT
Kampong Karap
Marudi
Obong (1 676 m)
Kuala Nyabor
Kampong Benawa
Mulu (2 377 m)
Long Seridan
Long Ekang
Long Teru
Long Lama
N
O
E
S
MALAISIE
0
10
20
30 km
©IRASEC

Brunei
Entre désillusions et succession

Marie-Sybille de Vienne

Rajaku Agamaku Dan Bangsaku Tunjang Identitiku
[Mon roi, ma religion et mon ethnie piliers de mon identité]
Mot d'ordre du mois de décembre 2024, Bureau du Premier ministre

2024 avait bien commencé avec les somptueuses célébrations (7-16 janvier) des noces du Prince Abdul Mateen, quatrième fils du Sultan, avec Anisha Rosnah Adam Kalebic, petite-fille du très respecté *Pehin* Isa Ibrahim, ministre au cabinet du Premier ministre et homme lige de Sa Majesté[1]. Pour autant, la morosité est allée croissant tout au long de l'année, alimentée par l'ouverture de la question successorale, la stagnation de la production, le déficit abyssal des comptes publics et le chômage des jeunes. Et si la diplomatie brunéienne demeure un savant dosage entre les contraintes de la relation à la Chine, les équilibres internes à l'ASEAN et les solidarités de l'Organisation de la conférence islamique, une partie de la population commence à être frappée par le doute.

L'ouverture du processus successoral

Alors même que la très discrète Bettina Sahler, qui dirigeait le Hyatt Borneo Management Services en charge de la gestion du Palais Nurul Iman où résident le

[1] Malgré la malencontreuse remise de boîtes-repas contaminées (gérée par le ministère de l'Éducation) à quelques-uns des 23 800 étudiants et 15 700 fonctionnaires assistant à la traditionnelle procession des mariés dans la ville (« Supreme Committee addresses "viral incident" during Royal Procession », *Borneo Bulletin*, 21 janvier 2024).

Sultan et ses bureaux (PMO, Prime-minister Office), vient de prendre sa retraite, la moiteur brunéienne bruit à nouveau de rumeurs palatines depuis la nomination le 21 novembre 2024 d'un Conseil de succession[2] de huit membres. Il est présidé par *Pengiran Anak* Idris bin *Pengiran Muda* Abdul Kahar, l'un des beaux-frères du sultan[3], qui dirige le bureau de l'*Adat-Istiadat Negara* (le coutumier royal), flanqué du mufti[4] du royaume, *Pehin* Abdul Aziz bin Juned.

Ses six autres membres (par ordre de préséance) sont *Pengiran* Ibnu Basit Apong, un prince de très haut rang (juste en dessous des *cheteria 4*[5]), major-général ; *Pehin* Abdul Rahman Mohammed Taib[6], l'actuel speaker du LegCo (le Conseil Législatif qui tient lieu de Parlement à ceci près que ses membres sont nommés) ; *Pehin* Halbi bin Hj Md Yussof, général de brigade, ministre au Cabinet du Premier ministre et ministre en second de la Défense ; *Pehin* Salim Besar, le magistrat le plus élevé en grade des tribunaux religieux, en charge des comités de supervision de l'assurance islamique et de l'autorité monétaire du sultanat – même si le dollar de Brunei est géré par un *currency board* basé à Singapour, du fait de son interchangeabilité avec la monnaie de la Cité-État ; *Pehin* Abdul Wahab Md Said, membre du Conseil de l'*Adat-Istiadat* ; *Pehin* Adanan Yusuf[7], ancien ministre de l'Intérieur, puis de la Santé, également membre du LegCo. Tous les dignitaires roturiers en charge de la succession ont rang de *manteri* (deux *manteri*[8] *ugama*[9] [religieux], un *manteri* 8[10], un *manteri* 16[11], et deux *manteri* 32[12]), ce qui les place au sommet de la *notitia dignitatum*, étant entendu que l'ordre de préséance du

---

[2] *Majlis Mesyuarat Mengangkat Raja yang Baharu*. Le précédent avait préparé l'abdication d'Omar Ali Saifuddin III et l'accession au trône de son fils aîné Hassanal Bolkiah en 1967.

[3] Epoux de sa troisième sœur, la Princesse Amal Umi Kalthum Al-Islam, avec le rang de *cheteria 4*.

[4] Le plus haut dignitaire religieux du royaume et chapelain de la famille royale.

[5] Les deux hiérarchies de dignitaires, princières et roturières, comprennent chacune quatre grades (avec des grades intermédiaires entre les catégories les plus élevées) soit par ordre descendant pour les princes les *cheteria* 4, 8, 16 ou 32 (v. Marie-Sybille de Vienne, 2012, *Brunei, de la thalassocratie à la rente*, Paris, CNRS Éditions, p. 208-217).

[6] Fils de *Dato Setia* Mhd Taib bin Besar, Secrétaire d'État du Brunei (l'équivalent d'un *chief-minister* en Malaisie) en 1967-69, membre du LegCo et ministre (1970-74). L'interminable titulature des Brunéiens apparaît ici abrégée et en italique.

[7] Fils d'un haut dignitaire religieux.

[8] Le terme de *manteri* est ici à distinguer de celui de *menteri*, qui désigne au Brunei les membres du gouvernement comme les plus hauts dignitaires princiers, ce qui prête à confusion. *Manteri* est une dignité conférée à des roturiers ; son équivalent princier est *cheteria*.

[9] *Pehin* Abdul Aziz bin Juned, *manteri ugama* de premier rang et *Pehin* Salim Besar, de second rang.

[10] *Pehin* Abdul Wahab Md Said.

[11] *Pehin* Abdul Rahman Md Taib.

[12] *Pehin* Halbi bin Haji Md Yussof et *Pehin* Adanan Yusuf.

Conseil diffère de la hiérarchie des rangs auparavant conférés à ses membres. Les trois quarts des dits conseillers appartiennent en sus au Conseil privé du roi[13] : rien de plus traditionnel donc que la composition du Conseil de succession. Aucun des frères ou des fils du sultan, membres de droit du Conseil privé, ne peut en revanche intervenir dans la succession : les parties prenantes ne sont pas conviées.

Il reste que l'utilité de cette nomination peut surprendre, puisque la loi successorale est fixée depuis 1959 par la « Proclamation de la succession et de la régence », amendée à plusieurs reprises (1978, 1979, 2004, 2006), caractérisée par la précision de l'établissement de l'ordre de succession[14] et la rigidité des règles qui le définissent dans une société malaise polygame, soit par ordre de primogéniture à l'intérieur de chaque groupe : les fils issus d'épouses *garaha*[15], 1°) celles appartenant à la famille royale brunéienne, 2°) celles originaires d'autres familles princières (essentiellement de Malaisie péninsulaire) ; 3°) les fils d'épouses roturières.

L'abdication d'Omar Ali Saifuddin III le 4 octobre 1967 constituant un précédent, ce qui est en réalité en jeu est non pas tant le choix d'un successeur que la date et les modalités du retrait d'Hassanal Bolkiah : il fêtera ses 80 ans en 2026 et ses 60 ans de règne en 2027, ce qui en fait le plus ancien souverain régnant du monde, et semble physiquement de plus en plus marqué par l'usure du pouvoir.

Par-delà les portes du Palais, l'interrogation semble porter, de manière feutrée mais croissante, sur les capacités du Prince héritier al-Muhtadee Billah à assumer la charge de souverain-seul-maître-à-bord. En sus d'avoir été intronisé en août 1998, le Prince Billah est « ministre senior » depuis mai 2005 et préside (entre autres) le conseil d'administration de Brunei Shell et de ses filiales brunéiennes. Mais il a perdu en juin 2021 la supervision de la banque centrale du Brunei (BDCB)[16] ; en 2023 la direction du *Majlis Tertinggi Wawasan Brunei 2035* (Haut Conseil du plan du *Wawasan [Vision] Brunei 2035*[17], créé en 2014), reprise par son père. Si sa maîtrise des aspects cérémoniels de la fonction royale va de soi, d'aucuns lui

---

[13] Soit *Pengiran Anak* (i.e., altesse royale) Idris, *Pehin* Abdul Aziz Juned, *Pehin* Halbi Yussof, *Pengiran* (titre princier) Ibnu Basit Apong, *Pehin* Salim Besar, *Pehin* Abdul Wahab Said.

[14] Negara Brunei Darussalam, « Succession and Regency Proclamation », *Dokumen-Dokumen Perlembagaan — Constitutional Documents*, p. 211-224.

[15] De statut princier.

[16] L'autorité monétaire a été renommée Brunei Darussalam Central Bank en 2010, même si elle ne dispose pas de tous les attributs d'une banque centrale vue l'existence du *currency-board*.

[17] MTWB, soit en anglais *Wawasan Brunei 2035 Supreme Council, Wawasan 2035* étant le plan de développement à long terme lancé en 2007.

reprochent d'être irascible, d'autres doutent de ses capacités à gouverner, d'autant qu'après un A-level obtenu à vingt ans, il n'a en poche que des pseudo-diplômes taillés sur mesure[18]. Il reste que l'héritier en second du trône est le fils aîné du Prince Billah, le Prince (Abdul) Muntaqim, qui n'a que 17 ans, suivi par le Prince Muhammad Aiman, son jeune frère de neuf ans. Le plus populaire et le plus diplômé des fils du sultan Hassanal Bolkiah, le Prince Abdul Mateen[19], n'arrive qu'en cinquième position dans la liste de succession ; sa mère *Dato* Mariam n'est pas *garaha* (même si elle a été titrée comme telle jusqu'à son divorce et si sa propre mère appartenait à la famille royale), ce qui rend le statut du Prince Mateen quelque peu ambigu. Il est donc plus que probable que ce soit le Prince Billah qui monte sur le trône, ce qui ne garantit nullement qu'il détienne la totalité des leviers gouvernementaux, au moins du vivant de son père et tout laisse à croire qu'à plus ou moins brève échéance il se sente menacé par son demi-frère.

Stagnation économique

Les interrogations relatives à la succession contribuent à la morosité ambiante qu'entretiennent en sus les piètres performances de l'économie brunéienne. La croissance économique, qui avait rebondi à 3,9 % en 2019, a été divisée par plus de 3 en 2020 (1,1 %) pour devenir ensuite négative, -1,6 % en 2021 et -1,6 % en 2022, cette dernière performance ne pouvant plus être imputée à la pandémie. Avec un médiocre 1,4 % en 2023, le taux de croissance moyen du PIB brunéien sur les quatre dernières années (2020-2023) demeure ainsi négatif (-0,9 %), quand la moyenne régionale est à l'inverse de +4,6 %. À l'opposé de ses deux premiers partenaires au sein de l'ASEAN sur la même période, Singapour (+4,3 % de croissance) et la Malaisie (+5,4 %), le Brunei s'enfonce ainsi dans la décroissance : en monnaie constante, sa production en 2023 est inférieure à celle de 2013. L'atonie de l'économie fait qu'il est aujourd'hui difficile d'obtenir des prêts bancaires pour des PME[20] car la place brunéienne a perdu beaucoup d'une attractivité déjà modeste au début des années 2000 : entre 2010 et 2023, le PIB per capita du Brunei en

---

[18] Il a intégré le « Foreign Service Programme » de l'Université d'Oxford (Centre for Islamic Studies), où il a suivi un enseignement spécialement conçu pour lui.
[19] Voir son portrait dans Marie-Sybille de Vienne, 2024, « Brunei, entre disgrâces royales et séductions impériales », *in* Gabriel Facal et Jérôme Samuel (dir.), *L'Asie du Sud-est 2024*, Bangkok, IRASEC, p. 163.
[20] Entretien avec N**, Brunei, novembre 2024.

monnaie constante a régressé de -13.8 % ; celui de la Malaisie a progressé de 13,1 % et celui de Singapour de 35,7 %.

L'explication est à rechercher du côté des hydrocarbures : la production pétrolière a diminué en volume de 40 % entre 2010 et 2023, celle de gaz naturel liquéfié, de 28,2 %. En 2023 l'extraction des hydrocarbures génère encore plus de 44 % du PIB, auxquels il faut ajouter les industries d'aval (pétrochimie, engrais[21])[22], soit 17,2 % : les hydrocarbures alimentent ainsi 61,2 % du PIB[23]. Nourri par les recettes pétrolières, le secteur public (15 % du PIB en 2023) représente près de 40 % des services. L'économie brunéienne demeure donc dépendante des hydrocarbures à hauteur d'au moins les trois quarts de sa production et 97,4 % de ses exportations, pétrochimie inclue : une vulnérabilité aux fluctuations des prix pétroliers qui outrepasse largement celle des États du Golfe et témoigne de l'étroitesse de la diversification, l'industrie manufacturière hors hydrocarbures n'assurant que 13,7 % du PIB. S'ajoute à cette fragilité intrinsèque et à l'exiguïté structurelle du marché, une rigidité de plus en plus marquée de la pratique des affaires, illustrée entre autres par les délires d'une certification halal bien plus stricte qu'en Arabie saoudite et l'obligation (dans les faits) de recruter un *ali-baba*[24] (partenaire brunéien ethnique malais) pour créer une entreprise.

Rien d'étonnant donc à ce que la stagnation ait fait exploser le déficit des finances publiques : quelque 2,7 milliards $ B (2 milliards $ US) sur l'année fiscale 2023-24[25], et au moins 3 milliards $ B (2,2 milliards $ US) sur 2024-25, soit une augmentation de 10 % en un an. Le ministre des Finances en second *Dato* Dr Mhd Amin Liew[26] rappelait ainsi au LegCo le 10 mars 2014 que la dette publique était devenue insoutenable[27] et que même une politique de rigueur en matière de dépenses publiques ne suffirait pas à combler un déficit récurrent depuis une décennie.

---

[21] La Brunei Fertilisers Industry (BFI) est entrée en production en 2023.

[22] Comme la raffinerie d'Hengyi de Pulau Muara Besar ou l'usine d'engrais de Brunei Fertilizer Industries (BFI) à Sungai Liang, exportatrice depuis 2021.

[23] *Brunei Darussalam Statistical Yearbook 2023*, p. 53 et 62.

[24] *Ali* se référant au Malais musulman et *Baba* désignant en malais un Chinois des Détroits, appellation évidemment ironique, Ali-Baba étant confronté aux 40 voleurs !

[25] L'année fiscale débute le 1er avril et s'achève le 31 mars de l'année suivante.

[26] Le premier ministre des Finances est le Sultan. Voir le portrait de *Dato* Amin dans Marie-Sybille de Vienne, 2016, « Brunei 2016 : moins de recettes, plus de jeux », *in* Abigaël Pesses (dir.), *L'Asie du Sud-Est 2016*, Bangkok, IRASEC, p. 158.

[27] Shareen Han, « MoFE: Brunei's Fiscal deficit unsustainable », *The Scoop*, 10 mars 2024.

Avec un taux d'imposition (recettes fiscales/PIB) le plus bas de l'ASEAN, le Brunei souffre d'une pression fiscale largement insuffisante : l'impôt sur les sociétés (18,5 %) est l'un des plus faibles d'Asie orientale ; les seules taxes sur le capital sont les taxes sur les biens commerciaux (immeubles ou terrains), décidées par les municipalités[28] ; il n'y a aucune taxation des plus-values boursières, ni impôt sur le revenu des particuliers, ni TVA ou autres taxes à la consommation, ni taxe touristique – à la différence, par exemple, de la Thaïlande, où elle est perçue directement par les hôtels sur la base des nuitées. Toute baisse du prix des hydrocarbures se répercute sur les recettes fiscales et les dividendes versés à l'État au titre d'actionnaire.

Le principal frein à la création d'un impôt sur le revenu des particuliers, que le ministre des Finances en second ne pouvait se permettre d'évoquer, est constitué par les revenus de la famille royale (ici entendue comme les descendants d'Omar Ali Saifuddin III et leurs conjoints), de très loin les plus considérables, y compris ceux de ses membres que l'on ne peut décemment qualifier de « *working royals* » pour reprendre la terminologie britannique : soit qu'ils bénéficient, en sus de salaires, d'allocations versées par le Palais, soit qu'ils touchent des dividendes d'actifs qui ne sont pas toujours évidents à identifier[29]. Les taxes à l'importation et les droits d'accise[30], qui servent à orienter le Brunei vers une économie plus responsable vis-à-vis de l'environnement, ne peuvent en aucun cas assurer l'équilibre budgétaire, d'autant que leur augmentation, notamment sur les produits alimentaires ou les plastiques, pénaliserait fortement des PME déjà en difficulté.

Malgré l'accumulation des déficits, le budget 2024-25 (6,25 milliards $ B) a augmenté de 7,9 % par rapport à l'année précédente : une hausse déraisonnable représentant plus du double du taux de croissance prévisionnel de 2024, soit 3,3 % du PIB selon les estimations les plus optimistes. Les trois quarts du budget serviront à couvrir les dépenses récurrentes (salaires, retraites et frais divers de fonctionnement), le quart restant étant destiné à améliorer les infrastructures,

[28] Les taxes immobilières sur les logements ont été supprimées en 2013.

[29] On peut rappeler que les revenus de la famille royale britannique sont intégralement imposés et que la liste civile a disparu en 2011. Lorsque le château de Windsor (qui n'appartenait pas en propre à la Reine Elizabeth II) a été touché par un incendie en novembre 1992, sa restauration n'a pas été à la charge des contribuables, mais a été financée par un emprunt et l'ouverture du château au public. Et contrairement au Brunei, la famille royale emprunte les vols réguliers et même le train depuis des lustres !

[30] Kementerian Kewangan dan Ekonomi [ministère des Finances et de l'Économie], « Siaran akhbar perubahan kadar-kadar duti import kastam dan eksais berkuatkuasa 17 Mei 2023 [Communiqué de presse sur les modifications des taux des droits de douane et d'accises à l'importation en vigueur le 17 mai 2023] », https://tradingacrossborders.mofe.gov.bn.

notamment dans les transports, l'éducation, l'électricité et la santé[31]. Le sultanat s'est doté dès 2008, l'année de la crise financière mondialisée dites des *subprimes*[32] ce qui n'est pas anodin, d'un fond fiscal de réserve destiné à pallier les futurs déficits budgétaires[33]. Mais sur les années fiscales 2008-2024, les soldes budgétaires cumulés n'ont dégagé au total qu'un maigre excédent de 1,1 milliard $ B, ce qui n'a pu combler les déficits. Et comme le Sultan, visiblement traumatisé par le souvenir des emprunts souscrits jadis auprès des Britanniques (intégralement remboursés en 1936), s'oppose à tout endettement public envers l'étranger, le gouvernement ponctionne à répétition les réserves fiscales accumulées pendant plusieurs décennies d'euphorie pétro-gazière antérieures à 2008. Même si la balance des paiements courants, soutenue par les exportations d'hydrocarbures, continue d'être largement excédentaire (2,6 milliards $ B, soit 1,9 milliard $ US en 2023), de tels prélèvements ne pourront pas se prolonger *sine die*.

Pas d'autre issue, donc, que d'attirer les investissements étrangers pour diversifier la production et les services. Or sur les deux dernières années (2022-23), les flux d'investissements directs (IDE) ont diminué de -6,8 millions $ B en 2023 et de -40,3 millions $ B en 2022[34] : il y a désormais davantage de capitaux qui quittent le Brunei que de capitaux qui y entrent. À fin 2023, le Royaume-Uni détient encore 34 % des IDE cumulés au Brunei[35] et la Chine (via Hong Kong) 33 %, ce qui permet au Brunei de ne pas se retrouver dans une position de dépendance financière exclusive vis-à-vis de l'Empire du Milieu. Mais comme les investissements chinois témoignent d'un fort potentiel de croissance dans la zone, la Chine est considérée comme le principal soutien du sultanat en matière de diversification[36]. Outre la raffinerie de Hengyi[37] à Pulau Muara Besar et son extension, en cours de négociation après la signature d'un premier accord fin 2023 pour une entrée en production en 2029, Hengyi se lance aujourd'hui dans un projet d'énergie solaire sur le même

---

[31] Ain Bandial, « Gov't tables $6.25 billion budget as fiscal deficit set to widen », *The Scoop*, 1er mars 2024.
[32] La crise éclate au grand jour avec la faillite d'un des fleurons du capitalisme états-uniens, la banque Lehman Brothers et touche par ricochet l'ensemble du secteur financier mondial. Voir Patrick Artus, Jean-Paul Betbèze, Christian de Boissieu et Gunther Capelle-Blancard, 2008, *La crise des subprimes, Rapport*, Paris, La Documentation française, 281 p.
[33] C'est l'un des trois sous-fonds du *Sustainability Fund*, v. « Sustainability Fund Act », in *Laws of Brunei*, ch. 208. Les deux autres sous-fonds sont le fonds de pension (retraites) et le fonds de développement stratégique.
[34] *Brunei Darussalam Statistical Yearbook 2023*, p. 146.
[35] Essentiellement via les filiales brunéiennes de Shell.
[36] Hoon Chang-Yau et Zhao Kaili, 2024, « Emerging Chinese Foreign Direct Investment in Brunei: Issues and Prospects », *East Asian Policy 2024*, p. 100-114.
[37] Le capital appartient à 70 % Zhejing Hengyi, à 30 % à l'État brunéien.

site, qui devrait être achevé en avril 2025, pour une capacité de 476 mégawatts à plein régime[38]. Le sultanat compte en sus plusieurs co-investissements chinois comme (entre autres) la Muara Port Company[39], chargée du port en eau profonde et de la restructuration du terminal de containers. À l'inverse, le français TotalEnergies a vendu en 2024 les dernières participations qui lui restaient (soit 37,5 % de TotalEnergies EP Brunei) dans le Block B[40] au malaisien Hibiscus Petroleum pour 259,4 millions $ US[41]. Parallèlement, TotalEnergies, présent en Malaisie depuis 1985, a racheté en totalité en décembre 2024 SapuraOMV, qui exploite la plate-forme gazière de Jerun au large de Sarawak et dont les bureaux sont situés à Miri, juste de l'autre côté de la frontière avec le Brunei[42]. La firme française a en sus signé un accord avec Petronas et Mitsui pour un projet de stockage de CO_2 en Malaisie qui serait le premier implanté dans l'ASEAN : le repli du groupe du Brunei s'accompagne ainsi d'un redéploiement sur la Malaisie insulaire.

Une remise en question du modèle brunéien

Plus encore que la stagnation économique, c'est la situation du marché de l'emploi et l'insuffisance d'une partie des infrastructures qui poussent les Brunéiens à remettre en question le bien-fondé de leur paisible modèle social.

Premier sujet de mécontentement, la difficulté des jeunes à trouver du travail. Le taux de chômage des 18-24 ans recherchant effectivement un emploi est aujourd'hui de 17,2 %[43] ; de 9,6 % chez les 25-29 ans et de 5,4 % chez les 30-34 ans. Qui plus est, pour un pays dont le PIB par habitant est de 15 021 $ US (en 2023), les salaires demeurent ridiculement faibles : 482 $ US (651 $ B) mensuels pour les salaires les plus bas en 2025[44], 2 477 $ US (3 345 $ B) pour la moyenne nationale, 10 641 $ US (14 366 $ B) pour les plus élevés, avec ce correctif que plus de la moitié de la population gagne davantage que le salaire moyen. Le salaire moyen représente

[38] Aaron Wong, « Hengyi's solar project at PMB set to become Brunei's largest », *The Scoop*, 24 octobre 2024.

[39] Joint-venture entre la Beibu Gulf Holding et Darussalam Assets (DARe, la structure brunéienne d'investissement public).

[40] Le Block B exploite la poche de gaz de Maharajalela Jamalulalam (MLJ).

[41] Rocky Teodoro, « Malaysia's Hibiscus Closes Acquisition of Brunei Asset from TotalEnergies », *Rigzone*, 15 octobre 2024.

[42] « Malaisie : TotalEnergies finalise l'acquisition, des actifs amont gaziers de Sapura OMV », *TotalEnergies*, 10 décembre 2024.

[43] Calculs sur la base des données du *Brunei Darussalam Statistical Yearbook 2023*, p. 40.

[44] « Average Salary in Brunei for 2025 », *World Salary*, décembre 2024.

3,2 % du PIB par habitant contre 7,7 % (soit plus du double en termes relatifs) à Singapour.

En sus de peiner à trouver un emploi, les jeunes Brunéiens sont souvent sous-employés par rapport à leurs qualifications. Les services constituent la première source d'emplois mais demeurent peu diversifiés ; l'industrie (au sens large, construction incluse) souffre d'un manque de travailleurs spécialisés. D'une manière générale, les différents stages ne débouchent pas sur un véritable travail et un certain nombre d'offres d'emplois demeurent factices[45]. Le Brunei forme à tour de bras des étudiants en sciences humaines, en droit et en sciences de l'éducation, et trop peu de techniciens, d'ingénieurs ou de spécialistes de l'entreprise (comptabilité, finance, marketing, ressources humaines). L'appétence pour la fonction publique y est d'autant plus marquée que les salaires y sont en moyenne de 6 % plus élevés que ceux du privé. Ceux qui ont le plus de mal à trouver un emploi sont les diplômés d'études islamiques, dont 40,7 % étaient au chômage en janvier 2024[46]. Ce dernier point est à mettre en regard du niveau médiocre des élèves des écoles religieuses proposant un curriculum en arabe, mesuré par le pourcentage d'élèves ayant obtenu cinq *O-levels* (33,8 %)[47], inférieur d'un quart à la moyenne nationale (43,7 %), toutes écoles confondues[48].

Il s'ensuit une fuite des cerveaux, notamment des enfants des résidents permanents d'origine ethnique chinoise, qui partent vers l'Australie ou le Royaume-Uni, quand le sultanat continue d'accueillir une main-d'œuvre dépourvue de formation acceptant des bas salaires.

L'autre facteur de mécontentement est la vétusté des infrastructures. Le Brunei n'a aucun véritable réseau de transport en commun : les bus de la capitale desservent les arrêts de manière irrégulière ; les arrêts sont très mal situés (difficilement accessibles et souvent hors de vue des chauffeurs de bus)[49] ; leur distribution est insuffisante au regard de l'extension de la ville. Les liaisons routières avec Kota Kinabalu (Sabah) et Kuching (Sarawak) demeurent largement insuffisantes. Le

---

[45] Malai Hassan Othman, « Brunei's Youth Face Job Market Reality: Unfilled Promises and Rising Frustration », *Kopi Talk with MHO*, linked-in, 13 novembre 2024. L'auteur est un journaliste reconnu pour son esprit critique.

[46] Shareen Han, « Religious education curriculum set for major overhaul », *The Scoop*, 8 mars 2024.

[47] Examen correspondant au brevet des collèges, à ceci près qu'il est sensiblement plus difficile puisqu'il se passe matière par matière, chacune correspondant à un *O-level*, sans compensation entre les notes.

[48] *Ibid*.

[49] Abdul Hadi Isa ; Dina Shona Laila ; Muhammad Norfauzi Dani ; Sheik Mohammed Sulthan et Tan Soon Jian, « Public Opinion on Electric Vehicle Public Transportation in Brunei Darussalam », *AIP Conference Proceedings*, janvier 2023.

projet de train à grande vitesse desservant l'ensemble de Bornéo, évoqué en 2024 sur une base régionale, risque de prendre plusieurs décennies.

Plus gravement pour une population qui circule en quasi-totalité en voiture et dont le gouvernement pousse à l'électrification du parc automobile, le sultanat s'est retrouvé face à une coupure d'électricité massive en octobre 2023, certains logements restant privés de courant pendant plus de 15 heures en raison de la défaillance d'un transformateur (attestant d'un défaut de maintenance) et non de la violence des intempéries. Moyennant quoi le sultanat a été privé d'eau courante et les patients sous oxygène à domicile ont dû être transportés d'urgence à l'hôpital, sans parler des contrecoups économiques. Le gouvernement a annoncé en mars 2024 la construction de la seconde phase de la centrale électrique de Bukit Panggal et l'amélioration du traitement et de la distribution de l'eau[50], car celle qui coule des robinets est souvent brunâtre. L'incertitude demeure toutefois sur les délais de mise en œuvre des projets annoncés, d'autant qu'une nouvelle coupure de courant (et d'eau) s'est reproduite – à Belait seulement – en juillet 2024, un comble pour un pays qui n'a aucun problème énergétique !

Par-delà la stagnation et le chômage des jeunes, c'est l'ensemble de la mécanique sociale qui commence à gripper, car les directives du Sultan-Premier ministre se révèlent largement contradictoires.

Il est difficile de concilier les ambitions du Brunei en matière de développement, notamment la mise en œuvre d'un pôle de technologies de l'information à l'instar de Singapour, et l'emprise de plus en plus étouffante de la religion, qui se traduit par l'obligation pour les hommes de participer à la prière du vendredi sous peine d'amende[51], la multiplication des célébrations et l'imprégnation du quotidien par le MIB, *Melayu Islam Beraja*, l'idéologie d'État. S'il s'agissait au départ d'agréger une minorité malaise sise au Kampung Ayer et détentrice de la légitimité dynastique à une variété de groupes ethniques plus (Kedayan) ou moins (Tutong, Belait, Dusun, Murut, etc.) proches au plan ethnolinguistique pour forger une identité nationale dont l'islam devait constituer le dénominateur commun, le MIB sclérose aujourd'hui toute pensée critique et esprit d'initiative. En couvrant la réalité

---

[50] Ain Bandial, « Gov't tables $6.25 billion budget as fiscal deficit set to widen », *op. cit*.

[51] Le tarif est de 200 $ B pour une première infraction, de 300 $ B maximum pour une seconde, et de 1000 $ B à partir de la troisième, v. *Syariah Penal Code Order 2013*, ed. du 7 août 2018, § 194, p. 88, ce qui restent des sommes importantes au vu de l'échelle des salaires.

d'un épais manteau idéologique et d'un mythique passé réifié, il rend très difficile d'appréhender le réel quand il se révèle non-conforme à la doxa.

En dépit d'un déficit devenu « insoutenable »[52], le ministère des Affaires religieuses (MoRA) renforce encore son emprise sur la société, avec une hausse de 5,7 % de son budget en 2024-25[53]. L'enseignement de l'islam étant impératif pour tous les enfants musulmans et sanctionné par un diplôme délivré par des écoles d'État à chaque niveau du cursus scolaire, les parents n'ont d'autre choix que de conduire leurs enfants au cours de religion au sortir de l'école. Signe d'un nouveau durcissement, le MoRA vient d'annoncer l'intégration de l'enseignement de l'islam au cursus des écoles publiques primaires en le rendant obligatoire pour tous, non-musulmans inclus[54]. La multiplication des édifices religieux à Temburong atteste pareillement d'une volonté d'islamisation à marche forcée : des 12 nouvelles mosquées promises, deux seront situées à Temburong, une aberration, le district ne comptant que 9 600 habitants (2 habitants au km²) pour la majorité non-musulmans[55] et étant déjà doté de 11 mosquées et oratoires, soit à ce jour un lieu de culte pour 87 habitants, femmes[56] et bébés inclus[57]. Alors que le second campus de l'UNISSA[58], installé à Temburong (*kampung* Piasau-Piasau) est en voie d'achèvement, c'est-à-dire à même de former de nouveaux contingents de chômeurs, le MoRA annonce la création d'un campus pour les femmes à l'Institut Tahfiz Al-Quran Sultan Haji Hassanal Bolkiah, qui délivre un diplôme de religion de fin d'études secondaires.

Malgré la multiplication des chantiers, les entreprises de construction doivent attendre de trois à quatre ans avant d'être payées. Plus largement, si la planification est omniprésente au Brunei, qui conjugue plans quinquennaux (le 12e plan couvre la

---

[52] Comme l'explique devant le LegCo le ministre en second des Finances et de l'économie *Dato* Amin Liew (Shareen Han, « MoFE : Brunei's Fiscal deficit unsustainable », *op. cit.*).

[53] Le budget du ministère des Finances et de l'Économie est en hausse de 7,9 %, car il prend en charge diverses dépenses pour le compte d'autres ministères, notamment la rénovation des deux prisons du pays, de l'Universiti Islam Sharif Ali (UNISSA) et du Pusat Sejarah (Centre historique exposant la généalogie sublimée de la famille royale et du genre humain, cf. Marie-Sybille de Vienne, 2018, « Temps familial et temps historique. Quelques remarques à propos des silsilah brunéiennes et des textes historiques malais. Relecture à la lumière du *Livre des Exemples* d'Ibn Khaldûn », *Péninsule*, n° 77, p. 51-88).

[54] Shareen Han, « Religious education curriculum set for major overhaul », *op. cit*.

[55] Voir *Brunei Statistical Yearbook 2018*, p. 17.

[56] Les femmes ne sont pas obligées de se rendre à la mosquée le vendredi, où elles prient de toute façon dans un espace séparé.

[57] *Brunei Darussalam Statistical Yearbook 2023*, p. 203.

[58] Universiti Islam Sultan Sharif Ali, créée en 2007, qui délivre aussi quelques diplômes de *bachelor* en agronomie et en informatique.

période 2024-2029) et à long terme (*Wawasan 2035*, lancée en 2007)[59], les objectifs des plans restent souvent lettre vaine : comme toute décision, passer à l'acte demeure une prise de risque en termes de carrière face au pouvoir discrétionnaire du Sultan et à la couardise de certains responsables administratifs.

Une résiliente habileté diplomatique

Quelles que soient ses difficultés internes, le Brunei réussit toutefois à maintenir une diplomatie d'équilibre.

Face à la crise au Moyen-Orient, le gouvernement a commencé par répéter[60] en 2024 que le cœur du conflit restait la question palestinienne et qu'il fallait éviter une nouvelle escalade ; il a souligné l'importance de la loi internationale en matière humanitaire et du respect de l'intégrité territoriale des États, tout en invoquant l'auto-détermination des Palestiniens et le retour aux frontières d'avant 1967[61]. Le ministère des Affaires étrangères (MFA) a ensuite condamné les incursions de « la puissance occupante » (i.e., Israël) au Liban, requérant l'intervention du Conseil de Sécurité des Nations unies[62]. Tout en reconnaissant le droit des États à se défendre contre les agressions extérieures, il a renouvelé son appel à l'arrêt des attaques et des ripostes en Palestine et au Liban, de peur que le conflit se régionalise. Il a enfin condamné l'attaque des forces onusiennes de maintien de la paix à la frontière libanaise, où en sus de trois civils, neuf soldats de l'UNIFIL[63] (dont six Malaisiens[64]) ont été blessés, tout en demandant l'intervention du Conseil de Sécurité pour faire cesser ce qu'il qualifie désormais de « génocide »[65] de la population palestinienne. Juste après l'incident (le 18 novembre 2024), neuf soldats brunéiens ont rejoint l'UNIFIL et se sont intégrés aux forces du MALBATT malaisien. Bref, le Brunei adopte une position qui n'a rien d'original en soi, mais le situe parmi les plus modérés de l'Organisation de la conférence islamique (OIC).

---

[59] Voir Haji Mohd Rozan bin *Dato Paduka Haji* Mohd Yunos et Ivana Milojević, 2016, « Strategic Planning in Brunei Darussalam: History, Experience and Lessons Learned », *CSPS Strategy and Policy Journal*, décembre p. 1-23.
[60] Ministry of Foreign Affairs (MFA), « Brunei Darussalam Statement on the recent developments in the Middle East », 16 avril 2024.
[61] *Id*., 3 août 2024.
[62] *Id*., 28 septembre 2024.
[63] United Nations Interim Force in Lebanon.
[64] Des soldats brunéiens participent au contingent malaisien de l'UNIFIL.
[65] *Id*., 28 octobre et 9 novembre 2024.

Lors de sa présidence de l'ASEAN en 2021, le Brunei avait œuvré pour un « consensus en cinq points » (5PC) sur le Myanmar[66]. Depuis, la situation s'est considérablement dégradée sur le terrain. Si pour la Malaisie, Singapour et l'Indonésie, le consensus en cinq points demeure non-négociable, ce n'est pas le cas pour Brunei, qui reste un peu plus favorable à l'engagement des dirigeants de Nay Pyi Taw. Les uns et les autres ont toutefois régulièrement soutenu l'exclusion des représentants de la junte des deux réunions annuelles de l'ASEAN. Lors du sommet de Vientiane (9 octobre 2024), Brunei a appuyé l'initiative humanitaire de Bangkok envers les populations déplacées (la Thaïlande comptant entre 6,5 et 10 millions de réfugiés), ce qui n'a pas empêché le Prince héritier d'accueillir le représentant de la junte (le Dr Soe Win) lors de la 12e réunion ministérielle de l'ASEAN sur la gestion des catastrophes (AMMDM) qui s'est tenue à Brunei du 23 au 25 octobre 2024[67].

Un même souci de prudence caractérise les relations du Brunei avec le colosse chinois. La chargée d'affaires[68] de Taïwan rencontre les plus grandes difficultés à assurer ses fonctions, car le Brunei a plus que jamais besoin des capitaux chinois : l'ensemble des investissements et des contrats de constructions chinois[69] cumulés sur la période 2005-2024 représente 23 % du PIB du Brunei. Pour importante que puisse être l'emprise économique de la RPC sur le sultanat, elle reste toutefois bien moindre qu'au Laos, où ce même ratio atteint les 205 %, et qu'au Cambodge (64 %). De son côté, la Chine réaffirme au Brunei les grandes lignes de son positionnement international : la croissance chinoise alimente 30 % de la croissance mondiale ; la Chine possède une avancée technologique dans des domaines de pointe comme l'intelligence artificielle et la robotique ; elle promeut une vision alternative de l'organisation de la planète. En prime, elle souligne les convergences entre la BRI et le *Wawasan 2035*[70]. Pour autant, le Brunei a maintenu ses exercices maritimes conjoints annuels avec la 7e flotte américaine en novembre (30e CARAT[71]) et

---

[66] 1) la cessation des violences ; 2) l'acceptation de l'aide humanitaire ; 3) l'ouverture d'un dialogue ; 4) la nomination par l'ASEAN, et 5) l'arrivée au Myanmar d'un émissaire de l'ASEAN.

[67] « MSWRR Union Minister attends ASEAN Ministerial Meeting on Disaster Management in Brunei », *Global New Light of Myanmar*, 25 octobre 2024.

[68] Il s'agit officiellement toujours de dossiers économiques.

[69] En sus des IDE, ces données incluent les investissements de portefeuille et les fonds investis par les institutions financières de la RPC via Hong Kong, sur la base de leur déclaration et non de leur déboursement effectif, qui peut s'étendre sur plusieurs années.

[70] Ambassade de Chine au Brunei Darussalam, « Chinese Ambassador to Brunei Darussalam Xia Jianguo's Remarks at the Briefing and Iftar for local media in Ramadhan », 9 avril 2024.

[71] Cooperation Afloat Readiness and Training.

augmenté son budget de la défense (796 millions $ B)[72] de 32 % en 2024-25. Et comme à l'accoutumée, la famille royale passe Noël et le Nouvel An à Londres.

Derrière les paradoxes de la politique intérieure et extérieure du Brunei Darussalam, il est permis de s'interroger sur les véritables priorités de Sa Majesté au crépuscule du règne. S'agit-il du développement et de la survie économiques du Brunei, ou n'est-ce pas plutôt son propre salut qui est en jeu, lequel passe à ses yeux par l'orthopraxie religieuse de ses sujets ? L'avenir immédiat pourrait ne guère compter face à la vie éternelle et aux comptes que Sa Majesté devra rendre à son Créateur après sa mort.

[72] « 2024-25 Budget Table », *Borneo Bulletin*, 24 mars 2024.

Fiche Brunei

Nom officiel : Brunei Darussalam

Capitale : Bandar Seri Begawan

Superficie terrestre : 5 770 km²

Population totale (*Brunei Statistical Yearbook 2023*) : 450 500 hab. dont 342 300 citoyens, 26 000 résidents permanents, 82 200 résidents temporaires

Langue officielle : Bahasa Melayu (malais)

Religion d'État : islam

Données politiques

Nature de l'État : monarchie islamique malaise

Nature du régime : monarchie absolue

Suffrage : universel (à partir de 18 ans). Aucune élection législative n'a eu lieu depuis celle de 1962. Les seules élections tenues sont celles des conseils de villages.

Chef de l'État : Hassanal Bolkiah (sultan depuis octobre 1967)

Premier ministre : Hassanal Bolkiah (depuis janvier 1984)

Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur : Hassanal Bolkiah (depuis octobre 2015). Ministre en second, *Dato* Erywan Yusof (depuis janvier 2015)

Ministre de la Défense : Hassanal Bolkiah (depuis 1986). Ministre en second *Pehin* Halbi Mohd Yussof (depuis février 2023)

Ministre des Finances et de l'Économie : Hassanal Bolkiah. Ministre en second : *Dato* Amin Liew (depuis 2018)

Indicateurs démographiques et sociologiques

Principaux groupes ethniques (*Brunei Key Indicators 2023*) : Malais et autres ethnies autochtones de Bornéo (73,8 %), Chinois (9,6 %), autres nationalités (Indonésiens, Philippins, Bangladeshis, Pakistanais, Népalais) (16,6 %).

Religions (*Brunei Statistical Yearbook 2023*, chiffres de 2021) : musulmans (82,1 %), chrétiens (6,7 %), bouddhistes (6,3 %), autres incluant les religions autochtones (4,9 %).

Chronologie

JANVIER 2024

06 • 22e session de consultations entre les ministères des Affaires étrangères d'Oman et de Brunei en matière de coopération économique et financière (logistique, énergie propre).

08 • Début des célébrations du mariage du Prince Abdul Mateen avec Anisha Rosnah.

FÉVRIER 2024

27 • Ouverture de la 20e session du Legco (Conseil législatif).

AVRIL 2024

04 • Visite du ministre en second des Affaires étrangères, Erywan Yusof, au secrétaire d'État adjoint Kurt Campbell à Washington.

08 • 3e dialogue stratégique entre le Royaume-Uni et Brunei Darussalam menée par Erywan Yusof et la ministre d'État pour l'Indo-Pacifique britannique, Anne-Marie Trevelyan.

MAI 2024

08-09 • 16e sommet de la finance islamique (IFS).

21 • Visite d'État de S.M. Hassanal Bolkiah au Timor-Leste.

28 • Rencontre du ministre de la Culture, de la Jeunesse et des Sports, *Dato Seri Setia Awang* Nazmi Mohamad avec son homologue turc Osman Aşkin Bak dans le cadre du renforcement des relations bilatérales, notamment en matière culturelle (archivistique).

28-29 • Visite d'État du Président Ferdinand Marcos Jr. et signature de protocoles sur la sécurité et sur les investissements brunéiens dans l'agro-industrie, les énergies renouvelables, la finance islamique et l'industrie halal.

JUIN 2024

07 • Signature par le ministre en second des Finances et de l'économie *Dato* Amin Liew de trois accords en faveur d'une économie propre et équitable en Indo-Pacifique.

20 • Visite du chef des forces armées royales thaïlandaises, le général Songwit Noonpackdee.

20 • Création de la « Society of Women Engineers » à l'Universiti Teknologi Brunei (UTB).

25 • Visite du roi de Malaisie à Bandar Seri Begawan.

27 • Démantèlement d'un casino à Mukim Kilanas : arrestation de 16 ressortissants étrangers (Bangladesh, Indonésie, Malaisie) et saisie de 9 439,80 $ B (environ 650 000 €) en espèces.

JUILLET 2024

16 • Visite du Premier ministre singapourien Heng Swee Keat à S.M. Hassanal Bolkiah dans le cadre de la célébration des 40 ans de relations diplomatiques entre les deux pays.

AOÛT 2024

15 • Visite du temple de Teng Yun, à Bander Seri Begawan, par une délégation du Comité des affaires publiques de Kinmen (Quemoy), Taïwan.

17 - 19 • Visite du prince héritier Hj. Al-Muhtadee Billah en Malaisie.

26 • Signature de trois protocoles d'accord (MoU) entre Brunei et la Malaisie sur la première phase de la démarcation de la frontière terrestre ; sur la coopération aérienne entre Brunei, Sabah et Sarawak ; sur les liaisons maritimes entre les deux pays.

SEPTEMBRE 2024

03 - 04 • Visite du Premier ministre indien Narendra Modi, une première dans les relations des deux pays, et signature d'un protocole sur la coopération spatiale en matière de satellites, notamment les lanceurs.

OCTOBRE 2024

10 • Participation du Sultan Hassanal Bolkiah et du Prince Mateen au 4e sommet ASEAN-Australie et au 21e sommet ASEAN-Inde à Vientiane.

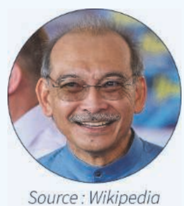
NOVEMBRE 2024

24 • Limogeage de Hj. Feisal Eusoff Patail, président de la FADB (Football Association of Brunei Darussalam) suite à une vidéo montrant les joueurs brunéiens un verre à la main dans un cabaret après avoir été battus par les Russes (11 à 0) le 15 à Krasnodar (au nord du Caucase).

DÉCEMBRE 2024

18 • Visite du Sultan Hassanal Bolkiah au Roi Charles III.

Portrait


Source : Wikipedia

Hj. Musa Adnin

Marié, père de quatre enfants, Hj. Musa Adnin (Adinin) est l'un des rares hommes d'affaires malais du Brunei extérieur à la famille royale. Né vers la fin des années 1950, Musa Adnin est le troisième enfant de *Hj* Adnin *Pehin Dato Hj* Ibrahim[73]. Frère aîné du très influent *Pehin* Isa, ministre au cabinet du Premier ministre et homme lige du Sultan, Adnin Ibrahim (1932-2023)[74] avait commencé sa carrière comme infirmier, s'était fait embaucher par une firme chinoise distribuant de la peinture avant de se mettre à son compte en 1977[75] et de fonder le groupe qui porte son nom.

Après des études secondaires à Singapour et en Malaisie[76], Musa Adnin intègre l'entreprise paternelle. En 1985, il prend la direction d'Automac Multiresources (AMSB), acquise par son père deux ans plus tôt et qui fournissait à l'époque de la peinture et des explosifs aux compagnies pétrolières[77]. À partir de 1990, il accompagne la diversification du groupe, prenant d'abord la direction de la Straits Central Agency (SCA)[78], spécialisée dans les pèlerinages à La Mecque (*umrah* et *hadj*) et l'organisation de voyages à Brunei et en Malaisie, puis (1991) celles d'ATDC, la structure de formation du groupe Adinin, opérant aujourd'hui dans le secteur des hydrocarbures et des industries d'aval, et d'Adinin Works & Engineering, spécialisé dans le montage et la maintenance des installations pétro-gazières. Avec son cousin le juriste Ahmad Isa[79] et Ahmad Morshidi Abdul Rahman, il fonde la société de sécurité AEGIS en 1998. En 2016-2017, Musa Adinin fait construire l'Hôtel Mercure de Kota Kinabalu. Qaswa Holdings, enfin, l'une des

[73] Il est donc l'oncle à la mode de Bretagne de l'épouse du Prince Mateen.

[74] *Pehin* Isa (voir son portrait dans Marie-Sybille de Vienne, 2022, « Brunei, entre Tabligh et Covid », *in* Christine Cabasset et Claire Thi-Liên Tran (dir.), *L'Asie du Sud-est 2021*, Bangkok, IRASEC, p. 187) et *Hj* Adnin Ibrahim sont les fils de *Pehin Dato Hj* Ibrahim Mohammed Jahfar (1900-1971), lui-même appartenant à une branche cadette de la famille régnante du sultanat de Lingga-Riau. *Pehin* Ibrahim Jahfar fut à plusieurs reprises ministre-en-chef du Sultanat à l'époque du Protectorat.

[75] Site web d'Adinin Group.

[76] Comme sa fiche LinkedIn ne mentionne aucun diplôme d'études supérieures, il est vraisemblable qu'il n'en ait aucun.

[77] La société s'est ensuite diversifiée dans le recrutement.

[78] Créée en 1967.

[79] Fils de *Pehin* Isa.

sociétés du groupe, lance en novembre 2024 un projet de centre de maintenance et de désarmement de navires avec le malaisien Eastern Pacific Industrial Corporation[80].

Homme d'affaires très respecté, habile à saisir les opportunités, notamment celles ouvertes par l'obligation de brunéisation des sous-traitants du secteur pétrolier instaurée en 2012, il est depuis 2019 vice-président de la Chambre de commerce nationale du Brunei et représente le Brunei à l'East Asian Business Council et à l'ASEAN Business Advisory Council. Il est également le président d'honneur de la French Brunei Business Association (FBBA) depuis 2005, membre du Conseil de l'Universiti Brunei Darussalam (UBD) depuis 2022 et membre du Comité d'experts du China-ASEAN Business and Investment Summit (CABIS) depuis juillet 2024.

Directeur général du groupe Adinin, il en devient le président suite au décès de son père fin 2023.

[80] « Brunei maritime project attracts international partners », *Xinhua*, 8 novembre 2024.

Arrêt sur image



Réception des trois athlètes représentant le Brunei Darussalam
aux Jeux olympiques de Paris en 2024 par le président du comité olympique
S.A.R. le Prince Hj. Sufri Bolkiah avant leur départ
Courtoisie : Brunei Sport News*, 20 juillet 2024*

Le Brunei a envoyé trois athlètes aux JO de 2024 : pour la course à pied, Muhammad Noor Ar-Rasyid Hj Idris (à gauche sur la photo, 200 m), et pour la natation Zeke Chan (à côté du précédent, 100 m dos) et Hayley Wong (à droite, 50 m nage libre). Malgré le foulard d'uniforme dont est affublée Hayley Wong, les deux nageurs sont des Brunéiens d'origine chinoise et non-musulmans. D'une manière générale, à l'exception des filles du second mariage du Sultan qui excellent en polo et au netball, et de la Princesse héritière, qui pratique la course à pied et le netball quand elle le peut, les Brunéiennes musulmanes ne font plus guère de sport à partir de la puberté, car le respect des codes vestimentaires imposés depuis les années 1990 (une longue robe ample à manches longues assortie d'un *tudung*, foulard retenu par un bonnet et dissimulant le cou), dissuadent de tout sport en extérieur dans un climat équatorial où la température moyenne est de 30 °C et où les salles de sport climatisées pour

femmes font défaut. Autant dire que les sportives brunéiennes de rang international (à l'exception des deux filles du sultan) sont toutes d'origine chinoise, ce qui leur permet d'échapper aux dits codes vestimentaires et entraîne quelques grincements de dents chez les *Bumiputera* (malais ethniques et autres indigènes assimilés) les plus prudes.



Le Cambodge
Capitale
Capitale régionale
Route
Limite régionale
N
O
E
S
Thaïlande
Laos
Vietnam
Mékong
Tonlé Sap
Samrong
Phnum Tbeng Meanchey
Banlung
Sisophon
Stung Treng
Siem Reap
Battambang
Païlin
Kompong Thom
Kratié
Sen Monorom
Pursat
Kompong Chhnang
Kompong Cham
Suong
Koh Kong
Phnom Penh
Kompong Speu
Prey Veng
Takhmau
Svay Rieng
Takéo
Kampot
Sihanoukville
Kep
Golfe de Thaïlande
Mer de Chine méridionale
0
50
100 km
104°
106°
16°
14°
12°
10°
©IRASEC

Cambodge
Affermissement d’une dynastie politique, gros chantiers de développement et partenariats renforcés

Sarah Kerboas

L’année 2024 s’est ouverte par une visite du Premier ministre cambodgien Hun Manet au Palais de l’Élysée, où il a été reçu par Emmanuel Macron. Ce geste symbolique, soigneusement orchestré, traduisait la volonté du Cambodge de reconduire une diplomatie d’apparat dans ses relations avec la France et de renforcer un plan d’action multilatéral avec l’Europe. Moins symbolique sans doute, la réaffirmation constante des liens stratégiques que le Cambodge entretient avec la Chine. À l’intérieur, le gouvernement fait plus que jamais preuve d’autoritarisme et ne tolère ni critique, ni opposition.

Le maintien d’un pouvoir centralisé : entre promesses et illusions

D’ambitieux projets infrastructurels : enjeux géopolitiques et impacts locaux

L’inauguration le 11 avril 2024 d’une méga-ferme laitière – Kirisu[1] – située dans la province de Takeo dans le sud du pays, a offert au Premier ministre Hun Manet une

[1] Cette ferme, la première du pays, assure une production quotidienne de 12 000 litres de lait (85 % de la production nationale). Fruit d’un investissement stratégique de la société Khmer Fresh Milk Co., partenariat trilatéral Cambodge-Laos-Birmanie, basée à Singapour, elle devrait permettre de réduire les importations de lait.

tribune pour annoncer la construction d'un mégaprojet, le canal Funan Techo[2]. Ce canal, qui devrait voir le jour en 2028[3], constituera un corridor stratégique destiné à relier le bassin industriel de Phnom Penh au port de Kep, lui ouvrant un accès direct au golfe de Thaïlande. L'infrastructure du canal vise à garantir l'acheminement des exportations cambodgiennes, enjeu clé d'une économie fondée en grande partie sur la production manufacturière, tout en réduisant la dépendance du pays au transit par le Viêtnam. Il est présenté comme un moyen de stimuler l'économie cambodgienne, permettant de réduire les frais de transport tout en améliorant les conditions de vie des populations riveraines, grâce au développement du tourisme et à la modernisation du secteur agricole[4]. Par ailleurs, il est promu comme un projet respectueux de l'environnement du Mékong. Long de 180 kilomètres avec une largeur de 100 mètres et d'une profondeur pouvant atteindre 5,4 mètres[5], son tracé traverse une des branches du Mékong, le fleuve Bassac ainsi que les canaux de Takeo, Ta Ek et Ta Hing, en parcourant quatre provinces du pays. Le coût de ce projet est estimé à 1,7 milliard $ US[6].

Cette entreprise aura néanmoins des répercussions significatives. Elle implique notamment une vaste expropriation des populations vivant aux abords du tracé envisagé. Par ailleurs, sa construction risque de compromettre l'économie locale, non seulement à cause de l'impact sur le débit du Mékong, essentiel à la pêche et à l'agriculture, mais aussi en raison des perturbations liées à l'itinéraire du canal, qui affecte directement les terres exploitées situées à proximité. La situation résonne avec les destins tragiques vécus par ces habitants de Phnom Penh, expulsés pour laisser place à des projets immobiliers privés[7], au motif du développement économique et foncier de la capitale et du pays. Ou encore avec le destin des riverains dont les terres ont été inondées dans le cadre de la construction de barrages, tels le Lower Sesan II dans la province Stung Treng[8], limitrophe du Laos au nord du pays.

---

[2] Yuji Nitta, « Cambodia breaks ground on "Hun Sen" canal project backed by China », *Nikkei Asia*, 6 août 2024 ; Minh Quang Nguyen et James Borton, « The Geopolitics of Cambodia's Funan Techo Canal », *The Diplomat*, 7 août 2024.

[3] « Cambodia begins to construct 1.7 billion-USD Funan Techo Canal », *Xinhua News Agency*, 5 août 2024.

[4] Abhishek Sharma et Roshani Jain, « Funan Techo Canal: Cambodia's lifeline of connectivity and controversy », Observer Research Foundation, 10 décembre 2024.

[5] Chanta Lach et Francesco Guarascio, « Cambodia says it will cut shipping through Vietnam by 70% with new China-funded Mekong canal », *Reuters*, 7 mai 2024.

[6] Brice Pedroletti, « Le Mékong, un fleuve sous l'emprise de la Chine », *Le Monde*, 10 novembre 2024.

[7] Julie Blot, 2014, « Les déguerpissements à Phnom Penh (Cambodge) », *Carnets de géographes*, vol. 7 [en ligne].

[8] Ian G. Baird, 2016, « Non-government Organizations, Villagers, Political Culture and the Lower Sesan 2 dam in Northeastern Cambodia », *Critical Asian Studies*, vol. 48, n° 2, p. 257-277.

Le projet Funan Techo a suscité des préoccupations au sein du gouvernement vietnamien, notamment en raison des risques d'assèchement des rizières situées sur son territoire. Les autorités vietnamiennes ont également fait part de leurs interrogations quant à l'usage effectif et au financement du canal, exprimant des réserves face à d'éventuelles intentions militaires chinoises[9], craintes rapidement écartées par le Premier ministre cambodgien. Dans ce contexte de vigilance accrue de la part du Viêtnam, l'ancien Premier ministre Hun Sen, fraîchement élu à l'unanimité – car seul candidat – président du Sénat, s'est également exprimé à ce sujet. Il a affirmé que le lancement du projet appartenait exclusivement à son fils aîné, Hun Manet, cherchant ainsi à dissiper les critiques portant sur la faible liberté de manœuvre dont bénéficie ce dernier[10] au lendemain du processus de succession[11]. Le 5 août dernier, la cérémonie d'inauguration du chantier a rassemblé plus de 10 000 participants, illustrant la détermination du gouvernement à conduire ce projet à terme, en dépit de critiques persistantes.

Six mois plus tard (7 septembre), le vice-Premier ministre Sun Chantol conduisait une délégation pour visiter la zone de libre-échange dans la ville portuaire de Xiamen, en Chine[12]. À cette occasion, il a été annoncé que le projet Funan Techo, initialement destiné à être financé dans sa totalité par le grand frère chinois, ne le serait qu'à hauteur de 49 %[13] dans le cadre des Nouvelles Routes de la Soie, en partenariat avec l'entreprise publique de construction China Road and Bridge Corporation (CRBC). Cependant, des doutes subsistent quant à l'achèvement du projet : la collaboration avec la CRBC demeure incertaine, tandis que les financements chinois, pourtant essentiels à l'aboutissement du projet, ne semblent pas encore avoir été entièrement garantis[14].

---

[9] Tan Hui Yee, « Vietnamese concerned that project in Cambodia could be potential gateway for Chinese forces », *The Straits Times*, 9 avril 2024.

[10] Pour aller plus loin sur les différences de gouvernance : « Cambodia's Generational shift: Differences between Samdech Techo Hun Sen and Samdech Thipadei Hun Manet », *Khmer Times*, 20 septembre 2024.

[11] Brice Pedroletti, « En Asie du Sud-Est, la politique est une affaire de famille », *Le Monde*, 13 septembre 2024.

[12] Nhean Chamrong, « Cambodia, China agrees to boost private investment cooperation », *Khmer Times*, 9 septembre 2024.

[13] Francesco Guarascio, « Cambodia's flagship canal in hot water as China funding dries up », *Reuters*, 23 novembre 2024.

[14] Francesco Guarascio, *idem*.

L'affichage d'une transparence judiciaire, pilotée par une dynastie politique

L'année a également été marquée par une série d'efforts annoncés par le gouvernement afin de renforcer la transparence et l'efficacité judiciaires. Ces efforts visent non seulement à désengorger les tribunaux, mais également à affirmer l'autorité de l'État dans la régulation des affaires internes, telles que la lutte contre le trafic de drogue et les conflits fonciers, qui reflètent certains aspects de la corruption sans en épuiser l'ensemble. En effet, selon l'Indice de Perception de la Corruption (IPC) publié en janvier 2024 par Transparency International, le Cambodge demeure l'un des pays les plus corrompus du monde, se classant au 158e rang sur 180 pays[15]. Bien que le secrétaire d'État du Conseil des ministres, Huy Vannak, n'ait pas contesté les données présentées, il a souligné que le rapport fourni par Transparency International Cambodia contribuait à ternir l'image du Cambodge et à le stigmatiser[16].

Parmi les mesures symboliques prises par le gouvernement, on note l'arrestation le 30 janvier d'un officier et d'un ancien soldat, accusés de trafic de drogue et contrebande[17], ou encore l'inculpation en juin pour meurtre prémédité de l'homme d'affaires Srey Sina, détenteur du titre honorifique d'*oknha* – décerné aux principaux oligarques cambodgiens[18]. En novembre, l'Unité de lutte contre la corruption et les forces de l'ordre ont procédé à l'arrestation de six individus, dont Ly Samet, conseiller de l'ex-Premier ministre Hun Sen, pour leur implication dans des affaires de fraude et de corruption. Ces mesures, bien que révélatrices d'une volonté de restaurer l'ordre, s'inscrivent aussi dans une tentative de redresser la réputation d'un gouvernement perçu comme coercitif et corrompu.

Le 23 octobre, à l'occasion du 33e anniversaire des Accords de paix de Paris sur le Cambodge (1991), un rassemblement organisé à Phnom Penh a appelé le gouvernement à respecter les droits fondamentaux inscrits dans ces Accords[19]. Cette

---

[15] « Corruption Perceptions Index 2023 », *Transparency International Cambodia*, 30 janvier 2024.

[16] Seoung Nimol, « Cambodia's Corruption Index Slips, Indicating Stagnation in Fight Against Corruption », *Camboja News*, 31 janvier 2024.

[17] Buth Reaksmey Kongkea, « Two officers facing drug charges », *Khmer Times*, 30 janvier 2024.

[18] Sopheng Cheang, « Court sentences Cambodian businessman to 31 years in prison for killing of young couple », *AP News*, 24 décembre 2024.

[19] Décret n° 91-1284 du 18 décembre 1991 portant publication des Accords : https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000000538940/.

initiative a été soutenue par les ambassadeurs d'Allemagne et de France, qui ont également réclamé la levée des restrictions sur les droits civiques et politiques[20].

Le contrôle serré du pouvoir sur les institutions politiques est illustré par la domination écrasante du Cambodian People's Party (CPP) qui a remporté 55 des 58 sièges en jeu – au scrutin indirect – lors des élections sénatoriales du 25 février[21], ou encore la promotion de Hun Many, fils cadet de Hun Sen, au poste de vice-Premier ministre. Cette concentration du pouvoir contraste avec la mise en avant d'un discours cultivant la « conscience citoyenne », en particulier vis-à-vis de la jeunesse cambodgienne. Le CPP vise à mobiliser les jeunes comme futurs acteurs clés de la société, tout en encadrant leur éducation civique à travers des formats contrôlés et cooptés par l'État, souvent vus comme vecteurs d'une politique dynastique[22]. En parallèle, dans une déclaration du 27 août, Hun Manet a exhorté ses ministres à suivre l'amélioration de la protection et du bien-être des personnes âgées, soulignant notamment leur rôle essentiel dans la création de ressources et la transmission d'expérience pour les générations futures[23].

L'environnement au second plan, la répression au premier

Illustration d'une politique à double visage[24], la Journée internationale des populations autochtones, le 9 août, donne l'occasion de célébrer symboliquement les droits de ces populations rurales[25], par ailleurs souvent marginalisées. Toutefois, l'utilisation de l'IA par le PNUD au Cambodge pour cartographier les vulnérabilités – comme la privation d'accès à l'éducation, la santé, l'eau potable et l'électricité, ou encore la faiblesse du niveau de vie et des ressources financières – met en lumière une fracture économique et sociale croissante entre les zones rurales et les zones

---

[20] Ambassade de France au Cambodge, 19 novembre 2024, *33e anniversaire des Accords de Paix de Paris*.

[21] Pour un total de 62 sénateurs, quatre étant nommés, deux par le roi et deux autres par le Premier ministre. Ananth Baliga et Meng Kroypunlok, « Cambodia election sweep cements Hun Sen family's grip on power: Strong Man's ruling party hit by claims of ballot buying and voter intimidation », *Nikkei Asia*, 26 février 2024.

[22] Brice Pedroletti, « En Asie du Sud-Est, la politique est une affaire de famille », *Le Monde*, 13 septembre 2024.

[23] « Hun Manet Urges Ministries and Institutions to Enhance Support for the Elderly », *EAC News*, 27 août 2024.

[24] Neil Loughlin et Astrid Norén-Nilsson, 2021, « Introduction to Special Issue—The Cambodian People's Party Turn to Hegemonic Authoritarianism: Strategies and Envisaged Futures », *Contemporary Southeast Asia*, vol. 43 n° 2, p. 171-189.

[25] Hong Raksmey, « Cambodia to celebrate indigenous people's day on August 9 », *The Phnom Penh Post*, 6 août 2024.

urbaines développées[26]. Cette fracture est accentuée par des décisions judiciaires récentes, comme l'engagement de poursuites contre des familles occupant illégalement des terres du sanctuaire faunique de Kulen Promtep dans la province de Preah Vihear[27]. De telles poursuites témoignent par ailleurs une tension grandissante autour de l'accès à la terre, problématique récurrente dans les conflits tant ruraux qu'urbains au Cambodge.

Dans le même ordre d'idées, on soulignera la condamnation prononcée le 2 juillet 2024 par un tribunal de Phnom Penh à l'encontre de dix militants écologistes affiliés à l'ONG Mother Nature Cambodia (cf. Portrait). La position ambiguë du gouvernement sur la protection de l'environnement est évidente, notamment avec l'annonce par le ministre de l'Environnement, Eang Sophalleth, d'un plan de reforestation du territoire soutenu par les Nations unies, annonce faite le 8 octobre dernier soit trois mois après l'arrestation des militants de l'ONG Mother Nature Cambodia. Au Cambodia Climate Change Summit, organisé à Sihanoukville le 23 octobre pour aborder les défis climatiques les plus urgents de la région, la résilience face au changement climatique a été un thème central, mais aucune mesure concrète n'a été décidée. Le pays, qui est particulièrement exposé et fragile, présente également une vulnérabilité accrue aux effets du changement climatique, notamment aux inondations et aux sécheresses[28].

Malgré la défiance affichée par le gouvernement à l'égard des militants et activistes environnementaux du pays, le Cambodge ambitionne de renforcer sa diplomatie environnementale en participant à la COP16. Le ministre Eang Sophalleth a justifié cette participation en mettant en avant la singularité du Cambodge, incarnée par la « pureté de son esprit, la propreté de ses frontières » et son engagement actif sur la scène internationale[29].

Ces signaux à destination de la scène internationale souffrent néanmoins du contraste avec la répression mise en œuvre au niveau national, qui dépasse le domaine de l'environnement.

---

[26] Niem Chheng, « UNPD Cambodia launches AI driven vulnerability mapping tool », *The Phnom Penh Post*, 8 août 2024.
[27] Phak Seangly, « 66 families facing legal action for sanctuary occupation », *The Phnom Penh Post*, 26 août 2024.
[28] « New Financing to Support Cambodia Growth and Resilience », *World Bank Group*, 20 juin 2024.
[29] Phak Seangly, « Cambodia to promote cleanless and biodiversity efforts at COP16 », *The Phnom Penh Post*, 28 octobre 2024.

Le musèlement de l'opposition et des voix critiques

Les élections provinciales du 24 mai, destinées à élire les conseils provinciaux et municipaux (*sangkat*), ont été suivies de l'arrestation de Chin Bunnaroth, directeur général de l'administration du parti d'opposition Nation Power Party (NPP), pour « incitation à commettre un acte susceptible de provoquer un trouble grave à la société », sans que ce trouble soit clairement précisé[30]. Il a ainsi rejoint le banc des opposants accusés, aux côtés du président du NPP, Sun Chanty, interpellé à l'aéroport de Phnom Penh le 9 mai 2024 après une visite auprès de partisans au Japon. Le 26 décembre suivant, Sun Chanty écope d'une peine de deux ans de prison pour avoir « critiqué ouvertement le gouvernement cambodgien » lors de cette visite[31]. Une autre figure du parti, Rong Chhun, fait face à des accusations similaires et risque jusqu'à six ans de prison. Toujours dans le domaine judiciaire, le tribunal de la province de Ratanakiri a réactivé un mandat d'arrêt « dormant » déposé en août 2023 à l'encontre de Meach Sovannara, ancien leader de l'opposition et récemment nommé président du New Generation Party (NGP)[32]. Cette mesure fait suite à ses critiques visant les plantations vietnamiennes d'hévéas et de bananiers dans cette province frontalière, critiques pour lesquelles il est accusé d'incitation à la discrimination à l'égard des Vietnamiens.

Le 1er octobre 2024, l'interpellation par la police militaire cambodgienne du journaliste cambodgien Mech Dara (cf. Portrait) marque un tournant majeur pour une liberté de la presse déjà extrêmement limitée[33]. Le reporter encourt une peine de deux années d'emprisonnement pour « incitation à provoquer un chaos social sérieux ». Selon Reporters sans frontières, Amnesty International et plusieurs ONG cambodgiennes de défense des droits de l'Homme, cette accusation, liée à la publication de deux photographies sur les réseaux sociaux du journaliste semblant indiquer qu'un site religieux de la province de Prey Veng était en cours de destruction pour en récupérer les pierres, s'inscrit dans une stratégie politique de « persécution systématique des journalistes »[34].

---

[30] RFA Khmer, « Top opposition party official arrested in Phnom Penh in incitement charge », *Radio Free Asia Khmer*, 3 septembre 2024.
[31] AFP, « Cambodia court jails opposition party leader », *Thai PBS world*, 26 décembre 2024.
[32] Buth Reaksmey Kongkea, « Arrest awaits NGP leader Sovannara », *Khmer Times*, 5 septembre 2024.
[33] Carlotta Morteo, « Un célèbre journaliste connu pour ses enquêtes sur le trafic d'êtres humains arrêté au Cambodge », *RFI*, 3 octobre 2024.
[34] « Cambodia: Charges against journalist highlight clampdown on press freedom », *Amnesty International*, 2 octobre 2024.

Mech Dara était déjà connu pour avoir consacré une part importante de ses enquêtes à des sujets aussi sensibles que les escroqueries en ligne et le trafic d'êtres humains. Ces problématiques sont loin d'être inédites au Cambodge : l'an dernier un rapport du Haut-commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) révélait qu'au Cambodge au moins 100 000 personnes avaient été contraintes de prendre part à des opérations d'escroqueries en ligne[35]. Ces victimes sont originaires de différents pays d'Asie du Sud-Est, d'Asie du Sud et de Chine, ou d'Afrique de l'Est, mais d'autres nationalités n'ont pas été épargnés par ce phénomène d'ampleur[36].

Le phénomène des arnaques en ligne, de plus en plus massif au Cambodge, vient ternir l'environnement économique prospère vanté par le gouvernement et laisse voir les impunités dont certains bénéficient. Ainsi Ly Yong Phat[37], sénateur, membre du CPP et homme d'affaires, est sanctionné en septembre par l'Office of Foreign Asset Control (OFAC) des États-Unis en vertu de la Loi Magnitsky[38], suite à des années d'investigations et de rapports incriminants. Cet *oknha* est accusé de complicité de traite des êtres humains, d'actes de violences et de cybercrimes perpétrés au sein de son complexe O'Smach Resort Casino, au nord du pays, près du poste-frontière entre le Cambodge et la Thaïlande. Face aux accusations, le gouvernement défend le rôle important de Ly Yong Phat en matière de développement économique et social du pays[39].

Alors que ces activités frauduleuses prospèrent, alimentées par des réseaux bien implantés et un climat d'impunité, le Cambodge s'impose comme un des épicentres de ces opérations illicites. Cette réalité soulève de vives inquiétudes quant à l'avenir de la presse indépendante qui s'efforce de dénoncer ces pratiques criminelles.

---

[35] Human Rights Watch, 2024, *Online Scam Operations and Trafficking into Forced Criminality in Southeast Asia: Recommendations for Human Rights Response*, https://www.hrw.org/fr/world-report/2024/country-chapters/cambodia.

[36] Pour aller plus loin sur les arnaques en ligne au Cambodge : *Human Trafficking & Forced Labour in Cambodia's Cyber-Scam Industry*, ASEAN-Australia Counter Trafficking program, mai 2024, https://www.aseanact.org/wp-content/uploads/2024/05/202405-LSCW-Cyber-scams-and-HT-report-design-1.pdf ; François-Xavier Bonnet, Miko et Laure Siegel, 2024, « Scamming : casinos et arnaques en ligne », *in* Gabriel Facal et Jérôme Samuel (dir.), *L'Asie du Sud-Est 2024 : bilan, enjeux et perspectives*, Bangkok, IRASEC, p. 93-110, https://doi.org/10.4000/books.irasec.8427.

[37] Ly Yong Phat, également propriétaire du LYP Group, était en charge de la concession foncière accordée par le gouvernement pour le développement de l'île Koh Kong Koh Kong, comme évoqué par Mother Nature.

[38] Loi promulguée le 14 décembre 2012 par le président Obama visant à imposer des sanctions financières et des interdictions de visa contre les fonctionnaires russes, symbole de la lutte contre la corruption.

[39] Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, 13 septembre 2024, « Statement », www.mfaic.gov.kh/files/uploads/W2XL98JY8UJK/%5BENG_Sealed%5D%20LYP_Press%20Statement%20.pdf.

Les offensives contre les médias s'inscrivent dans une volonté croissante de museler la liberté d'informer. Déjà, en juillet 2023[40], le gouvernement cambodgien avait ordonné aux fournisseurs d'accès internet de bloquer les sites et réseaux sociaux des principaux médias indépendants, sous prétexte de lutter contre la « diffusion des informations trompeuses portant atteinte à l'honneur et à la réputation du gouvernement royal ». Cette mesure, visant à étouffer toute critique et restreindre l'accès à une information indépendante, contraste avec les initiatives affichées par le ministère de l'Information. Ainsi, le 31 octobre dernier, dans un exercice de haute voltige, le ministère déclarait par son porte-parole avoir fourni une protection juridique à près de 40 journalistes au Cambodge en 2024, et « défendre la liberté de la presse de manière équitable, impartiale et apolitique »[41].

Santé publique et école : entre défis persistants et interventions internationales

Sur le plan sanitaire, l'augmentation alarmante des cas de dengue, en progression par rapport à 2023[42], met en lumière l'urgence d'une réponse adaptée. Cependant, les vaccins existants contre cette maladie n'ont pas encore tous reçu l'homologation de l'OMS et la prévention communautaire est majoritairement menée par les ONG. À l'inverse, le nombre de nouvelles infections au VIH a enregistré une baisse notable, et le pays poursuit sa progression vers les objectifs de l'UNAIDS. Toutefois, l'ambition de réduire les nouvelles infections à 200 par an d'ici 2025 demeure un défi majeur. Le gouvernement, en partenariat avec des organisations internationales et des ONG locales, déploie ses efforts pour améliorer l'accès aux soins, au dépistage et pour lutter contre la stigmatisation des malades[43]. Simultanément, le ministère de la Santé renforce ses campagnes de sensibilisation face à l'essor des maladies non transmissibles telles que le diabète ou l'hypertension, qui touchent entre 4 % et 6 % de la population au Cambodge. Cette situation s'inscrit dans un contexte sud-est

---

[40] Human Rights Watch, 2024, *Rapport Mondial 2024 - Cambodge*, https://www.hrw.org/fr/world-report/2024/country-chapters/cambodia.

[41] Hong Raksmey, « Ministry reports on legal protections for journalists amid fake media », *The Phnom Penh Post*, 1er novembre 2024.

[42] Phak Seangly, « Dengue increase forecast as numbers rise », *The Phnom Penh Post*, 29 mai 2024. Voir aussi dans ce volume Daudé *et al.*, « La dengue en Asie du Sud-Est. Enjeux pour un système de surveillance transnational : Thaïlande, Laos, Cambodge et Viêtnam ».

[43] Meng Seavmey, « HIV Cases Fall but Challenges Remain », *CambodiaNess*, 11 juillet 2024.

asiatique plus large, où une personne sur 14 est atteinte de diabète, soit environ 96 millions d'individus ; les habitants de la région représentent désormais 20 % des 450 millions de diabétiques à l'échelle mondiale[44]. En dépit de l'ampleur de cette problématique et des études mettant en lumière les risques liés à l'alimentation transformée, le gouvernement cambodgien n'a pas encore mis en place de dispositif de prise en charge adéquat.

En octobre, les États-Unis, par le biais de l'USAID, ont fait l'annonce de projets visant à améliorer la santé publique et le bien-être des Cambodgiens. Avant la fin de l'administration Biden, Samantha Power, directrice de l'organisme depuis 2021, a présenté le programme quinquennal COMMIT 2, soutenu par un financement de 4 millions $ US pour lutter contre la tuberculose ; 12 millions $ US avaient déjà été alloués pour le déminage, ayant permis l'élimination de 1,5 million de mines[45]. Ces soutiens interviennent dans un contexte où, malgré les efforts déployés par l'USAID, l'OMS et d'autres consortiums internationaux pour améliorer la situation, les mesures gouvernementales restent limitées et peinent à combler les carences du pays face à des problèmes de grande ampleur.

En matière éducative, le ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports, en collaboration avec l'UNICEF, a inauguré en juin 2024 un plan d'action quinquennal ambitieux pour promouvoir une éducation véritablement inclusive. Cette initiative revêt une importance particulière dans un contexte mondial où, selon l'UNICEF, un enfant handicapé sur six ne bénéficie pas d'un accès équitable à l'éducation, avec des inégalités accentuées en Asie du Sud-Est[46]. Des écoles spécialisées sont directement soutenues et financées par la philanthropie étrangère depuis la fin des années 1990. Par ailleurs, le Cambodge envisage d'adopter le projet « École sans drogue », déjà éprouvé au Laos, afin de renforcer l'éducation préventive contre les addictions[47].

[44] « Chiffre du jour. La population d'Asie du Sud-Est touché par le diabète », *Courrier International*, 4 janvier 2019.

[45] « United States Announces more than $17 million for New Initiatives to Improve the Health of Cambodian People », *Press USAID*, 22 octobre 2024.

[46] « Cambodia Starts Five-Year Inclusive Education Plan to Ensure Quality, Education for All Children, Including Those with Disabilities », *UNICEF*, 2 juillet 2024.

[47] Phak Seangy, « Cambodia considers adopting drug free school project from Laos », *The Phnom Penh Post*, 2 août 2024.

Une croissance économique sous influence : entre dépendance aux capitaux étrangers et fragilités internes

En 2024, le Cambodge poursuit des initiatives ambitieuses dans plusieurs secteurs clés, notamment l'agriculture et les infrastructures, en s'appuyant sur des partenaires internationaux.

Au registre des fragilités, il faut mentionner les limites du secteur agricole cambodgien. Ainsi, le pays se positionne comme le troisième producteur mondial de noix de cajou avec une production de 716 000 tonnes au cours des cinq premiers mois de l'année. Or ce produit voit 93 % de ses exportations se diriger vers le Viêtnam[48]. Les capacités limitées de traitement dont dispose le Cambodge ne lui permettent pas de valoriser pleinement sa production et laissent au Viêtnam le rôle de principal transformateur des noix de cajou cambodgiennes[49]. Le secteur agricole fait aussi face à des défis de taille, parmi lesquels des invasions d'insectes ravageurs, dont les vers d'automne ou encore les aleurodes de riz. Ces infestations ont affecté plus de 50 000 hectares de rizières dans les provinces frontalières de Kandal, Tbong Khmum, Takeo, Prey Veng et Svay Reng[50]. En réponse à cette crise, le ministère de l'Agriculture a exhorté les agriculteurs à recourir massivement à l'usage de pesticides pour éradiquer les parasites et limiter les pertes agricoles.

En matière d'infrastructures, le canal Funan Techo n'est pas l'unique initiative de l'année. Le gouvernement a obtenu du Japon un prêt concessionnel de 154 millions $ US pour le financement de projets hospitaliers régionaux[51]. Par ailleurs, un projet d'envergure pour la gestion des inondations à Phnom Penh et dans ses environs progresse, avec plus d'un tiers des travaux de construction d'un nouveau système de canaux déjà achevé. Toutefois, la bétonisation suit son cours, augmentant directement les risques d'inondations[52].

---

[48] « Cambodge : exportation de noix de cajou brutes vers le Vietnam en hausse de 37 % en cinq mois », *Le Courrier du Vietnam*, 10 juin 2024.
[49] Centre pour la Promotion des Importations en provenance des pays en développement, https://www.cbi.eu/sites/default/files/market_information/researches/2023-PFV-ME-Cashew-Nuts--FR-def-.pdf, rapport interne.
[50] Phak Seangly, « Pest infestation hits over 50,000 ha of border-province rice », *The Phnom Penh Post*, 15 juillet 2024.
[51] Sok Raksa, « Japan provides $154M for future development of Cambodian hospitals », *The Phnom Penh Post*, 14 mars 2024.
[52] Horn Chanvoitey, « The hidden plight of Phnom Penh's urban poor during flooding », *Globe*, 21 octobre 2024.

En province, l'un des défis centraux concerne la modernisation des routes, le Cambodge ambitionnant l'amélioration de 75 % de ses routes rurales d'ici 2030[53]. Elle permettra de relier des zones souvent marginalisées et isolées pendant la saison des pluies.

L'économie cambodgienne bénéficie encore du soutien de la coopération internationale avec des accords bilatéraux renforcés et des aides financières directes. En juin 2024, la Banque mondiale a approuvé un crédit de 275 millions $ US destiné à soutenir la croissance économique à long terme du pays, en particulier pour surmonter les défis exacerbés par la pandémie de covid-19. En effet, le Cambodge se heurte à des obstacles structurels majeurs, tels qu'une faible croissance de la productivité, une formation insuffisante du capital humain, ainsi que des entraves à la création d'entreprises privée et à l'instauration d'une concurrence efficace. Malgré ces efforts internationaux, le climat politique actuel entrave la mobilisation de soutiens financiers en vue d'améliorations devant bénéficier au plus grand nombre[54], perpétuant à la place une politique de concentration des profits au bénéfice d'une élite restreinte.

Vers un regain touristique ?

Avec le covid-19, le pays avait connu une chute brutale des arrivées par voie aérienne : -82 % entre 2019 et 2022. Si 2024 a confirmé le retour de l'affluence touristique, les chiffres restent en dessous de ce que connaissait le pays avant la pandémie : 6,6 millions de touristes internationaux en 2019, contre 5,37 millions en 2024[55]. Dans le cadre de la modernisation de son système d'entrées dans le pays le Cambodge a introduit, le 1er septembre 2024, une carte d'arrivée électronique (*e-Arrival Card*). Cette mesure ne s'applique pas encore aux frontières maritimes ou terrestres, où les formulaires papier restent en vigueur.

Le secteur aérien du Cambodge continue d'enrichir son offre, avec le lancement du premier vol intérieur d'AirAsia en mai 2024. Cette nouvelle

---

[53] Phak Seangly, « Cambodia upgrade 75% of rural roads to climate-resilient by 2030 », *The Phnom Penh Post*, 17 juin 2024.

[54] Amnesty International, *Cambodge 2024*, https://www.amnesty.org/fr/location/asia-and-the-pacific/south-east-asia-and-the-pacific/cambodia/report-cambodia/.

[55] « Cambodge & Tourisme : Les arrivées de visiteurs étrangers en hausse de 34 % en janvier 2024 », *Cambodge Mag*, 6 mars 2024.

connectivité aérienne renforcera les échanges commerciaux et touristiques[56], alors que le pays a accueilli la seconde édition du Championnat asiatique d'arts martiaux mixtes (MMA) en juillet 2024, organisée par la ligue ONE Championship. Par ailleurs, une vaste campagne touristique intitulée « Smile of Cambodia » a été lancée en août, dans le but d'attirer davantage de touristes dans le pays, notamment sur le site d'Angkor Wat[57].

Amitiés et rivalités diplomatiques

Les relations sino-cambodgiennes sont au beau fixe, particulièrement mises en valeur en mai avec l'exercice militaire conjoint « Dragon d'or », symbole d'un partenariat stratégique accru et de l'amitié entre les deux pays[58], dans le cadre d'une relation malgré tout asymétrique. À l'issue de sa rencontre avec le nouvel ambassadeur de Chine au Cambodge Wang Wenbin en juillet dernier, Hun Sen a ainsi réaffirmé l'engagement indéfectible du pays envers la politique d'une « seule Chine ». Il a également renouvelé sa demande à la Chine de continuer à soutenir le pays dans « tous les secteurs du développement »[59] (cf. Arrêt sur image).

En septembre, le sous-secrétaire d'État et porte-parole du ministère de la Défense cambodgien a annoncé que l'armée chinoise remettrait deux corvettes lance-missiles de type 056A à la Marine royale cambodgienne – il s'agit de la première livraison de ce type de navires par Pékin au Cambodge. En retour, la marine chinoise pourrait bénéficier d'anciennes infrastructures portuaires américaines (la base de Ream, province maritime de Preah Sihanouk, utilisée lors de l'exercice Dragon d'Or), en leur accordant une simple vocation logistique pour ne pas effrayer les pays voisins. Plus suspect et non loin de là, le complexe de Dara Sakor (province maritime de Koh Kong) développé par une compagnie chinoise (Tianjin-based Union Development Group), officiellement à vocation touristique, mais dont l'impressionnante piste d'atterrissage laisse soupçonner une autre destination[60].

---

[56] « PM welcomes landing of First AirAsia Cambodia aircraft in Phnom Penh », *Khmer Times*, 22 avril 2024.
[57] Hong Raksmey, « "Smile of Cambodia" returns to Angkor Wat for cultural celebration », *The Phnom Penh Post*, 8 octobre 2024.
[58] Sopheng Cheang et David Rising, « China and Cambodia begin 15-day military exercises as questions grow about Beijing's influence », *AP News*, 16 mai 2024.
[59] « Cambodian Senate President Hun Sen seeks Chinese supports for development efforts », *Khmer Times*, 18 juillet 2024.
[60] Drake Long, « Cambodia, China and the Dara Sakor Problem », *The Diplomat*, 21 octobre 2024.

Depuis 2019, les accords sino-cambodgiens font l'objet de vives critiques de la part des États-Unis et d'autres experts, qui y voient un moyen pour la Chine d'obtenir un accès stratégique exclusif à des installations maritimes sur le territoire cambodgien et de favoriser l'implantation de son appareil militaire dans la zone[61]. L'année 2024 est également marquée par la signature d'accords bilatéraux entre la Chine et le Cambodge visant à accroître les investissements (le canal Funan Techo), ainsi que les exportations agricoles à destination de la Chine[62].

Synergies régionales au sein de l'ASEAN

Le pays continue de nourrir ses partenariats en ASEAN, avec en février un protocole d'accord de coopération signé entre la présidente de l'Assemblée nationale cambodgienne et son homologue thaïlandais. Cet accord vise entre autres à faciliter les échanges d'informations dans la lutte contre les activités illicites le long de la frontière khméro-thaïe. Ces efforts se sont concrétisés, en octobre dernier, par l'inauguration d'un nouveau poste de contrôle permanent dans la province de Banteay Mean Chey, non loin de la ville de Poipet, reliant le pays à la province thaïlandaise de Sa Kaeo. En mars dernier, Hun Manet a rencontré le président philippin Marcos Jr. en marge du sommet Australie-ASEAN. Les discussions ont repris sur le renforcement des liens en matière de défense et de connectivité aérienne, ainsi que sur la promotion des exportations de riz usiné cambodgien vers les Philippines[63].

On observe la même dynamique vis-à-vis de la Birmanie. En avril, l'attaché militaire de l'ambassade de la République de l'Union du Myanmar exprimait sa gratitude envers Phnom Penh pour son soutien dans le domaine de la formation, ayant permis à des étudiants birmans de bénéficier d'un enseignement avancé à l'Université de la Défense nationale[64]. Depuis la première visite de Hun Sen en janvier 2022, moins d'un an après le coup d'État du 1er février, le Cambodge joue un

---

[61] Nectar Gan, « The first Chinese warship have docked at a newly expanded Cambodian naval base. Should the US be worried? », *CNN World*, 6 decembre 2023.

[62] « Cambodge-Chine : Les échanges commerciaux bilatéraux en forte hausse de près de 30 % en janvier-février », *Gavroche Thaïlande*, 22 mars 2024.

[63] « Fruitful outcomes: Prime Minister Hun Manet's ASEAN-Australia summit reaps rewards », *Khmer Times*, 8 mars 2024.

[64] « Myanmar Military Attaché thanks Cambodia for training its student at National Defence University », *Khmer Times*, 10 avril 2024.

rôle actif, notamment par le biais de visites diplomatiques, dans la facilitation du dialogue et de la coopération entre la Birmanie et l'ASEAN. Cette démarche, cependant, a suscité des critiques, d'autres membres de l'Association y voyant un soutien implicite au régime militaire birman[65]. Un accroc toutefois, lorsque, le 9 mai 2024, la junte birmane a rejeté la demande du Premier ministre cambodgien d'organiser une « rencontre en ligne » avec l'ancienne cheffe du gouvernement birman Aung San Suu Kyi[66].

La visite officielle de Hun Manet au Premier ministre singapourien Lawrence Wong, en juin, a marqué la volonté des deux nations de resserrer leurs liens politiques et économiques. Ce rapprochement s'est concrétisé par la signature d'un accord sur la coopération numérique et par le lancement du Corridor de Transparence Financière (Financial Transparency Corridor, FTC), destiné à favoriser l'essor des services financiers transfrontaliers entre les petites et moyennes entreprises des deux pays[67].

Simultanément, le Cambodge a affirmé son engagement envers les objectifs de sécurité régionale. Le ministre des Affaires étrangères Sok Chenda Sophea a plaidé pour une collaboration accrue avec les États dotés d'armes nucléaires, appelant à la signature d'un protocole autour du traité Zone Asie du Sud-Est exempte d'armes nucléaires (SEANWFZ)[68].

La coopération en matière de sécurité frontalière a également été renforcée en juillet avec le Laos. Les militaires cambodgiens et laotiens se sont engagés à intensifier l'échange d'informations pour lutter contre le terrorisme, le trafic de drogue et la criminalité transnationale[69]. Le Cambodge soutient activement la

---

[65] De 2022 à 2024, plusieurs visites ont eu lieu entre les deux pays. Hun Sen avait accepté l'invitation du général Min Aung Hlaing à une visite en Birmanie les 7 et 8 janvier 2022, marquant le début de la présidence cambodgienne de l'ASEAN (cf. « Asean : avec un projet de voyage en Birmanie en janvier, Hun Sen marque la fin de l'exclusion de la junte », *Missions étrangères de Paris*, 10 décembre 2021). Voir aussi Ministry of Foreign Affairs & International Cambodia, « Press release: Myanmar Ambassador expresses appreciation for Cambodia's efforts to address political crisis in Myanmar », 29 décembre 2023.

[66] « Myanmar junta rebuffs Hun Sen's request to meet Suu Kyi », *The Japan Times*, 9 mars 2024.

[67] « Singapour et le Cambodge signent un accord sur la coopération gouvernementale numérique », *Vietnam Plus*, 19 juin 2024.

[68] Ry Sochan, « Top diplomat calls for enabled SEA nuclear-free treaty protocol signing », *The Phnom Penh Post*, 25 juillet 2024.

[69] « Le Cambodge et le Laos signent un accord de coopération en matière de sécurité », *Xinhua News Agency*, 16 mars 2024.

présidence laotienne de l'ASEAN en 2024, annonçant une aide de 1 million $ US au Laos pour financer les activités et événements liés à cette nouvelle responsabilité[70].

En outre, le pays a signé un accord avec la Corée du Sud, qui s'engage à verser, pour l'année 2024, 1 million $ US à la Commission du Mékong (Mekong River Commission, MCR), organisation intergouvernementale dédiée à la préservation des ressources hydrologiques et environnementales du fleuve par les pays riverains[71]. Cette initiative vise à élaborer des stratégies de développement durable, alors que le Cambodge dépend fortement du Mékong et de son affluent majeur, le Tonlé Sap. Les crues annuelles du Mékong, bien qu'essentielles pour fertiliser les terres et enrichir les eaux poissonneuses après la saison des pluies, placent également la sécurité alimentaire du pays sous tension. L'équilibre fragile entre les bénéfices des inondations saisonnières et les risques qu'elles posent, souligne l'importance d'une gestion concertée à l'échelle régionale et de soutiens financiers[72]. Enfin, le Cambodge a poursuivi sa coopération au sein du partenariat Mékong-Lancang, initié en 2016, qui réunit la Chine et cinq pays d'Asie du Sud-Est riverains du Mékong : Laos, Birmanie, Viêtnam, Thaïlande et Cambodge[73]. Ce dispositif multilatéral orienté vers le développement régional, confère à la Chine une position centrale – sa situation géographique l'explique –, en tant qu'actrice stratégique et comme principale pourvoyeuse de ressources économiques et financières.

En 2024, Hun Sen, toujours solidement installé à la tête du pays, poursuit, aux côtés de son fils Hun Manet, cette stratégie qui vise à désamorcer les critiques internationales dont il est l'objet, tout en continuant de réprimer les protestations intérieures contre des politiques gouvernementales d'où la concertation est exclue. Des projets tels que le canal Funan Techo, conduisant à des expropriations multiples sévissant depuis des années, sont à l'image de ces pratiques. Le pouvoir a su

---

[70] Samban Chandara, « Cambodian aid: $1M to Laos for ASEAN summit, related meetings », *The Phnom Penh Post*, 27 mars 2024.

[71] Les pays membres de la MRC sont le Cambodge, le Laos, la Thaïlande et le Vietnam. Voir le site officiel de la Mekong River Commission (https://www.mrcmekong.org/media-releases/the-republic-of-korea-joins-mrc-as-new-development-partner/2024).

[72] Michael Lenz, 2022, « La triple malédiction du Mékong », *Amnesty International*, n° 109. Voir aussi Frédéric Lasserre et Éric Mottet, « Coopérations et rivalités dans le bassin du Mékong » *in* Gabriel Facal et Jérôme Samuel (dir.); *L'Asie du Sud-Est 2023. Bilan, enjeux, perspectives*, Bangkok : IRASEC, 2023, pp. 93-109.

[73] Lancang dénsigne le cours supérieur dui Mékong. Pour la totalité des contenus, voir le site Lancang-Mekong Cooperation (http://www.lmcchina.org/eng/2017-12/14/content_41449855.html).

maintenir une grande stabilité en limitant l'espace pour les contestations ouvertes : qu'elle provienne de l'opposition ou des médias, toute forme d'opposition est systématiquement réprimée, tandis que les critiques internationales sont désamorcées par des mesures symboliques ou des discours vagues.

Par ailleurs, la multiplication des directions chinoises de consortiums régionaux renforce l'idée selon laquelle les élites économiques, qu'elles soient chinoises ou cambodgiennes, demeurent des acteurs essentiels dans l'orientation du développement économique du pays[74]. Les multiples rapprochements et initiatives communes de la Chine et du Cambodge témoignent de la volonté partagée de consolider les relations économiques et militaires bilatérales, tout en intégrant ces efforts dans une dynamique plus large de coopération régionale.

[74] Anaïg Williamson, 2023, « The Economic and Political Implications of China's Foreign Aid in Cambodia », *Moussons*, vol. 41, p. 133-150.

Fiche Cambodge

Nom officiel : Royaume du Cambodge

Capitale : Phnom Penh

Superficie terrestre : 181 040 km²

Population totale en 2023 (sources : Banque mondiale et Nations unies, recensement et Geonames) : 17,5 millions d'habitants (25,5 % urbains et 74,5 % ruraux).

Langue officielle : khmer

Données politiques

Nature de l'État : monarchie constitutionnelle

Nature du régime : parlementaire

Suffrage : universel (à partir de 18 ans)

Chef de l'État : S.M. le roi Norodom Sihamoni (depuis octobre 2004)

Premier ministre : Hun Manet (depuis août 2023)

Ministre des Affaires étrangères : Sok Chenda Sophea (depuis août 2023)

Ministre de la Défense : Tea Seiha (depuis août 2023)

Président de l'Assemblée nationale : Khuon Sudary (depuis août 2023)

Échéances : prochaines élections en 2028 pour l'Assemblée nationale, et 2030 pour le Sénat

Indicateurs démographiques et sociologiques

Principaux groupes ethniques (National Institute of Statistics-*General Population Census of the Kingdom of Cambodia*, est. 2019) : Khmers (95,8 %), Cham (1,5 %), populations autochtones (1,4 %), Chinois (0,6 %), Vietnamiens (0,5 %), Lao (0,1 %), autres (0,3 %).

Religions (National Institute of Statistics-*General Population Census of the Kingdom of Cambodia*, est. 2019) : bouddhistes (97,1 %), musulmans (2 %), chrétiens (0,3 %), autres (0,5 %).

Chronologie

JANVIER 2024

1er • Le ministère de la Justice annonce le lancement de deux campagnes à partir du 1er janvier : l'une pour accélérer le traitement des affaires pendantes, principalement liées à la drogue, aux accidents de la route et aux problèmes d'état civil ; et l'autre destinée à examiner les irrégularités au sein des tribunaux. Dans ce contexte, un Comité de supervision, chargé de chapeauter ces deux campagnes et d'assurer l'efficacité et la transparence de ces initiatives, a été créé sous la direction du ministre de la Justice Koeut Rith. Ces campagnes se déroulent parallèlement à la mise en place de l'Autorité nationale pour le règlement extrajudiciaire des litiges (NAOCDR), qui vise à faciliter la résolution de conflits en dehors du cadre judiciaire traditionnel.

29 • Un officier supérieur et un ancien soldat sont inculpés par le tribunal municipal de Phnom Penh pour « possession, transport et trafic de drogue ». Accusés d'avoir fait passer en contrebande plus de 5 kg de méthamphétamines depuis la province laotienne de Stung Treng, ils risquent une peine d'emprisonnement à perpétuité.

FÉVRIER 2024

07 • Le Premier ministre Hun Manet et son homologue à Bangkok annoncent un partenariat stratégique entre la Cambodge et la Thaïlande, incluant l'ouverture de consulats généraux à Siem Reap et Songkla.

25 • Lors des élections sénatoriales, le Cambodian People's Party remporte 55 sièges, contre trois pour le Khmer Will Party.

MARS 2024

04 • En marge du sommet Australie-ASEAN, le Premier ministre Hun Manet s'entretient avec le président philippin Marcos Jr. sur plusieurs sujets, notamment la coopération en matière de défense et de transport aérien, la promotion des exportations de riz usiné cambodgien vers les Philippines et le renforcement des relations militaires bilatérales, avec la perspective d'exercices militaires conjoints.

09 • Un premier cours de la formation « Conscience des bons citoyens » a lieu à Phnom Penh. Fruit d'une collaboration entre l'Union des fédérations de jeunesse du Cambodge, et le ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports, cet atelier a pour objectif de « cultiver la conscience et la citoyenneté » des jeunes Cambodgiens, en veillant à ce qu'ils deviennent des « ressources d'avenir pour la nation ».

14 • Le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale Sok Chenda Sophea et le vice-ministre japonais des Affaires étrangères Komura Masahiro signent des contrats de prêts concessionnels totalisant 21,1 milliards de yens (environ

135 millions $ US) afin de soutenir la mise en œuvre du projet de développement des hôpitaux régionaux publics.

AVRIL 2024

21 • Selon le ministère de la Sécurité publique (MSP), la police chinoise rapatrie plus de 680 personnes suspectées de participation à des jeux d'argent et des escroqueries en ligne depuis le Cambodge. Deux vols civils affrétés par la police ramènent un dernier groupe de 135 suspects à Wuhan. Les polices chinoise et cambodgienne mènent depuis le début 2024 des opérations conjointes en vue de lutter contre les crimes liés aux jeux de hasard et à l'escroquerie.

MAI 2024

13 • Selon un rapport conjoint publié par Transparency International Australia (TIA) et le cabinet de conseil KordaMentha, 339 millions $ US de capitaux auraient été transférés par des ressortissants cambodgiens du Cambodge vers l'Australie au cours de la seule année 2020 pour l'achat de propriétés résidentielles. Un total de 118 propriétés d'une valeur d'au moins 72 millions $ US auraient ainsi été achetées entre 2019 et 2023. La cellule de renseignement financier du Cambodge (CAFIU) dénonce des « affirmations infondées (…) préjudiciables au Cambodge et [qui] sapent ses efforts continus pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ».

JUIN 2024

20 • Srey Sina, homme d'affaires cambodgien, est accusé de meurtre prémédité, possession et utilisation illégale d'arme à feu. Il est passible d'une peine de prison à vie. À la suite de ces accusations, Srey Sina est déchu de son titre honorifique d'« *Oknha* » (conféré à certains politiciens et hommes d'affaires) par décret royal du roi Norodom Sihamoni.

JUILLET 2024

11 • Le porte-parole des droits de l'Homme des Nations unies, Thameen Al-Kheetan, exprime ses inquiétudes concernant la condamnation prononcée par le tribunal de Phnom Penh à l'encontre de dix militants écologistes de l'ONG Mother Nature (cf. Portrait).

18 • À la suite de sa rencontre avec le nouvel ambassadeur de Chine au Cambodge, Wang Wenbin, Hun Sen réitère sa demande à la Chine de continuer à soutenir le Cambodge dans « tous les domaines du développement », et réaffirme l'adhésion du Cambodge à la politique d'une « seule Chine ».

23 • Le ministre des Affaires étrangères et de la coopération internationale, Sok Chenda Sophea, appelle à intensifier les efforts de collaboration avec les États détenteurs d'armes nucléaires, afin de favoriser la signature du protocole du traité Zone Asie du

Sud-Est exempte d'armes nucléaires (SEANWFZ). Cette réunion offre l'opportunité de réaffirmer la volonté de préserver la région en tant que zone libre de toute arme de destruction massive, conformément aux principes énoncés dans la Charte de l'ASEAN.

AOÛT 2024

02 • Suite aux recommandations formulées par l'UNESCO, les populations habitant sur le site archéologique d'Angkor sont relocalisées dans la ville de Run Ta Ek. Un documentaire d'*Al Jazeera* diffusé le 24 juillet évoque des expulsions forcées à Angkor Wat, tandis que le gouvernement maintient que les relocalisations sont volontaires et conformes aux directives de l'UNESCO.

06 • Le Cambodge célèbre la 30e Journée internationale des populations autochtones, ainsi que la 20e édition de cette célébration au niveau national. Les communautés autochtones représentent 1,4 % des 17 millions d'habitants du pays. Hun Manet réaffirme l'engagement du gouvernement en faveur de leurs droits et de leur développement.

SEPTEMBRE 2024

04 • Le sous-secrétaire d'État et porte-parole du ministère de la Défense nationale, Maly Socheata, déclare que l'armée chinoise livrera en 2025 deux corvettes lance-missiles de type 056A à la Marine royale cambodgienne, ainsi que des installations navales. Les corvettes seront amarrées sur la base navale de Ream, dans la province de Preah Sihanouk. Assemblés au Cambodge, ces navires ont vocation à renforcer la défense nationale, la sécurité maritime et les missions humanitaires. C'est la première fois que Pékin fournit de tels bâtiments à une puissance étrangère.

05 - 07 • Le vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, Sar Sokha, se rend en Chine pour une visite de trois jours. Il co-préside avec Wang Xiaohong, ministre chinois de la Sécurité publique, une réunion d'évaluation de la coopération bilatérale sur le crime transnational (cybercriminalité, traite des êtres humains et narcotrafic), notamment pour traiter des actions conjointes menées à Sihanoukville.

23 • Le gouvernement annonce que le Cambodge va se retirer de l'Accord sur la zone du triangle de développement Cambodge-Laos-Viêtnam (CLV-DTA), avec pour motif déclaré une stratégie de contrefeu vis-à-vis de l'opposition. Selon le gouvernement, les « extrémistes » politiques, sans préciser lesquels, critiquent le partenariat en pointant une menace pour la souveraineté territoriale du Cambodge sur les concessions de quatre provinces frontalières du nord-est du pays. Le Cambodge poursuivra toutefois ses coopérations pour le développement territorial via la coopération Cambodge-Laos-Myanmar-Viêtnam (CLMV), la Stratégie de coopération économique Ayeyawady-Chao Phraya-Mekong (ACMECS), la sous-région du Grand Mékong (GMS) et l'ASEAN.

OCTOBRE 2024

16 • Le gouvernement annonce une exonération fiscale à destination des entreprises du secteur du tourisme situées à Siem Reap. Cette mesure, qui prendra effet en juin 2025, a pour but de stimuler la reprise et de soutenir la revitalisation de l'industrie touristique, secteur clé pour l'économie locale.

NOVEMBRE 2024

12 • Six personnes, dont Ly Samet, conseiller de l'ancien premier ministre Hun Sen, sont arrêtées par les forces de l'ordre et l'Unité de lutte contre la corruption (ACU) pour leur implication dans des affaires de fraude et de corruption. Parmi ces six personnes, l'ex-gouverneur Kan Sokkhay (district de Lvea Em, province de Kandal), accusé d'avoir versé 300 000 $ US à Ly Samet pour l'obtention de ce poste de gouverneur.

DÉCEMBRE 2024

12 • Un tribunal du Cambodge condamne 13 mères porteuses étrangères à quatre ans de prison ferme. Selon les juges, ces femmes avaient l'intention de vendre des nouveau-nés contre rémunération, ce qui constitue un acte de traite d'êtres humains au Cambodge. La GPA étant strictement interdite, les femmes enceintes dans ce cadre sont désormais poursuivies en justice. La majorité des couples demandeurs qui alimentent cette pratique provient de Chine.

Portraits


Source : Facebook

Mech Dara, journaliste d'investigation cambodgien

Mech Dara, 36 ans, figure emblématique du journalisme cambodgien, s'est imposé par ses investigations rigoureuses sur la corruption et la traite des êtres humains, notamment à travers des enquêtes percutantes sur les réseaux d'escroquerie en ligne. En 2023, son dévouement et son professionnaliste ont été salués par le Secrétaire d'État américain, Antony Blinken, qui l'a désigné comme l'un des « *Trafficking in Persons Report Hero* ». Cet hommage fait référence non seulement à son engagement, mais aussi à l'impact considérable de ses travaux dans un pays où la liberté de la presse est muselée. Ses enquêtes ont suscité une attention internationale, contribuant à éclairer la condition cambodgienne dans la lutte contre le trafic d'êtres humains, tout en incitant le gouvernement à une plus grande responsabilité.

Au fil de sa carrière, Mech Dara a collaboré avec des organes de presse tels que *The Cambodia Daily*, *The Phnom Penh Post*, ou encore *Voice of Democracy*, média radiophonique et numérique dont la licence a été révoquée en 2023. Suite à ces fermetures, il a mobilisé les plateformes numériques, dont Facebook, un relais essentiel pour poursuivre son travail de sensibilisation et de dénonciation, dévoilant les rouages de l'exploitation et la traite des êtres humains. Ses reportages, d'une portée internationale ont été repris par des médias tels qu'*AI Jazeera*, le *South China Morning Post* et *Nikkei Asia*[76].

Le 1er octobre 2024 marque un tournant dramatique dans son parcours. Arrêté dans la province de Koh Kong pendant un séjour avec sa famille, sous l'accusation « *d'incitation à provoquer un chaos social sérieux* »[77], en lien avec des publications diffusées en septembre dernier sur ses réseaux sociaux, son sort provoque une indignation internationale. Il est libéré sous caution après une détention d'une

---

[76] Cf. par exemple Shaun Turton et Mech Dara, « Cambodia floods put spotlight on risk of trading lakes for land », *Nikkei Asia*, 26 octobre 2020 ; Shaun Turton et Mech Dara, « Cambodia naval base set to undergo China-led expansion », *Nikkei Asia*, 3 octobre 2020 ; Erin Handley et Mech Dara, « Civil war to UN peacekeepers: Can Cambodia's blue helmets find peace—for themselves? », *South China Morning Post*, 3 juin 2018.

[77] Henry Pope, « Outrage as Cambodian Journalist Charged For Social Media Posts », *Organized Crime and Corruption Reporting Project*, 1er octobre 2024.

vingtaine de jours, grâce à des requêtes en faveur de sa libération, émises conjointement par des groupes de défense de la liberté de la presse et des organisations de défense des droits humains, ainsi que par des gouvernements étrangers. Le journaliste a néanmoins dû présenter des excuses publiques à Hun Sen et de son fils, le Premier ministre Hun Manet, reconnaissant la publication répétée de fausses informations[78]. À la suite de cet événement il prend une décision fracassante : se retirer du journalisme pour, à l'avenir, embrasser une vie rurale, symbolisant à la fois le prix à payer pour la vérité et la fragilité de la liberté d'informer dans un régime autoritaire[79].


© Sarah Kerboas

Les jeunes militant.e.s de l'ONG Mother Nature Cambodia

Mother Nature Cambodia, organisation non gouvernementale dissoute en 2017 par les autorités cambodgiennes[80], s'est illustrée par son combat acharné contre la destruction du patrimoine naturel du pays. Les militants écologistes cambodgiens qui la composent dénoncent les projets de développement économique orchestrés par le gouvernement qu'ils considèrent comme un prétexte dissimulant l'enrichissement d'une élite autoritaire. En réponse à des plans gouvernementaux ambitieux visant à transformer la province côtière de Preah Sihanouk en un « second Shenzen », hub logistique et technologique de l'Asie du Sud-Est mais surtout de la Chine, l'organisation insiste sur la nécessité de préserver la biodiversité unique du Cambodge.

En 2019, l'ONG initie une campagne intitulée « *Sauvez l'île de Koh Kong* »[81] visant à protéger cette île située au sud du pays dans le golfe de Thaïlande, recouverte de jungle et exceptionnelle par son état de conservation[82]. Mother Nature Cambodia exhorte les autorités à classer l'île en aire naturelle protégée pour préserver son écosystème des menaces que constituent la déforestation, le braconnage et la

---

[78] George Wright, « Cambodian journalist who exposed cyberscams released on bail », *BBC*, 24 octobre 2024.
[79] Sopheng Cheang et Grant Peck, « After his arrest for Facebook posts, a Cambodian reporter says he will become a farmer instead », *AP NEWS*, 5 novembre 2024.
[80] Mech Dara et Ananth Baliga, « Environmental NGO Mother Nature dissolved », *The Phnom Penh Post*, 18 septembre 2017.
[81] Voir le site officiel de Mother Nature Cambodia (https://mothernaturecambodia.org/save-koh-kong-island).
[82] Tout près se situe l'île de Koh Kood, dont le Cambodge revendique la moitié du territoire depuis 1972 en se basant sur un traité franco-siamois qui définit des frontières maritimes de façon floue. Elle se situe avec Koh Kong dans une région stratégique de par ses ressources naturelles, dont le pétrole et le gaz.

spéculation foncière. Ces préoccupations se fondent sur des projets de constructions d'infrastructures militaires et de routes susceptibles d'altérer profondément l'environnement insulaire, ainsi que sur des concessions envisagées pour des complexes touristiques et casinos de luxe. En 2023, une pétition est signée par 133 000 personnes originaires de 176 pays[83].

Depuis 2015, l'organisation alerte également sur des cas de privatisations et d'accaparements fonciers, notamment dans les districts de Botum Sakor et Kiri Sakor, où les populations locales ont été marginalisées au profit d'intérêts économiques privés, souvent dans une opacité totale[84]. Le plaidoyer de Mother Nature Cambodia a entraîné des représailles judiciaires, se traduisant par des condamnations en 2024 à des peines de prison[85]. Parmi les prévenus, trois ont été poursuivis pour complot et crime de lèse-majesté envers le Roi Norodom Sihamoni, écopant chacun d'une peine de huit ans de réclusion assortie d'une amende de 2 400 $ US. Les sept autres militants ont été reconnus coupables de complot et condamnés à six années de détention[86]. Ces derniers ont formellement démenti les accusations d'insultes à l'encontre du Roi, motif de leur arrestation, soutenant que leurs actions étaient motivées par une quête de justice sociale et environnementale, d'une portée résolument politique[87].

---

[83] « Cambodia Koh Kong petition handed over in Phnom and Berlin », *Rainforest Rescue*, 20 juillet 2023.

[84] Rob Harbinson, « Cambodia: local people risk everything to defend national park sold off to highest bidders », *The Ecologist*, 24 mars 2015.

[85] Gerald Flynn et Vutha Srey, « Mother Nature Cambodia activists sentenced to prison—again », *Mongabay*, juillet 2024 https://news.mongabay.com/2024/07/mother-nature-cambodia-activists-sentenced-to-prison-again/.

[86] « Experts condemn conviction of environmental activists in Cambodia », *United Nations Human Rights*, 4 juillet 2024.

[87] « Cambodian court jails activists for plotting against government, insulting king », *Reuters*, 3 juillet 2024.

Arrêt sur image



Boulevard Xi Jinping

Source : Khmer Times, *Khem Sovannara.*
www.khmertimeskh.com/501496525/phnom-penhs-third-ring-road-renamed-as-xi-jinping-boulevard/

En mai 2024, le gouvernement cambodgien a officiellement rebaptisé le troisième périphérique de Phnom Penh « Boulevard Xi Jinping » en hommage au président chinois, figure centrale dans la pérennisation des relations bilatérales et des partenariats économiques entre les deux nations. Cet axe stratégique long de 53 kilomètres et large de 22 mètres, s'inscrit dans une dynamique d'urbanisation soutenue, abritant de nombreuses infrastructures construites grâce à un financement concessionnel de 273 millions $ US accordé par Pékin, complété par des contributions du gouvernement cambodgien. Il relie la route nationale 4, qui dessert notamment le port de Sihanoukville et prend racine dans le district de Por Senchey à Phnom Penh, à la route nationale 1, reliant la capitale à la frontière vietnamienne.

L'achèvement futur de l'autoroute Phnom Penh-Bavet, qui reliera la capitale au poste-frontière avec le Viêtnam, viendra compléter ce réseau. À ce jour, la Chine a contribué à la réalisation de près de 4 000 kilomètres de route au Cambodge,

renforçant ainsi son influence et son rôle majeur dans le développement des infrastructures du pays. La désignation de ce périphérique du nom du président chinois illustre la déférence du gouvernement cambodgien envers son partenaire privilégié. Ce choix symbolique s'inscrit dans une tradition de toponymie honorifique – à l'image du boulevard Mao Tse-Tung à Phnom Penh, nommé en 1965 par le roi Norodom Sihanouk – et témoigne de l'alignement stratégique de Phnom Penh sur Pékin.


L'Indonésie
Capitale
Ville
Route
Limite provinciale
Birmanie
Thaïlande
Laos
Cambodge
Vietnam
Philippines
Mer des Philippines
Mer d'Andaman
Golfe de Thaïlande
Mer de Chine méridionale
Mer de Sulu
Brunei
Malaisie
Malaisie
Mer des Célèbes
OCÉAN PACIFIQUE
Banda Aceh
Détroit de Malacca
Medan
Riau
Tanjungselor
Singapour
Manado
Gorontalo
Ternate
Équateur
Équateur
Pekanbaru
Pontianak
Samarinda
Détroit de Macassar
Palu
Manokwari
Sorong
Padang
Jambi
Détroit de Karimata
Pangkalpinang
Palangkaraya
Mamuju
Jayapura
Palembang
Banjarmasin
Kendari
Ambon
Nabire
Wamena
Bengkulu
Bandar Lampung
Mer de Java
Makassar
Mer de Banda
Jakarta
Serang
Bandung
Surabaya
Mer de Florès
Semarang
Yogyakarta
Mataram
Denpasar
Détroit de la Sonde
Papouasie Nlle Guinée
Timor-Leste
Mer d'Arafura
Merauke
Kupang
Mer de Timor
Détroit de Torrès
OCÉAN INDIEN
Australie
0 300 600 km
100°
110°
120°
130°
140°
10°
0°

Indonésie

Passation de pouvoir : sous un discours de continuité, des bases renouvelées

Gabriel Facal

En Indonésie, 2024 aura été une année électorale lourde d'enjeux. Alors que les deux mandats du président sortant ont progressivement été le théâtre d'une dépolitisation, orchestrée par Joko Widodo (dit Jokowi) sous couvert d'une plus grande concorde nationale, les mandatures qui s'ouvrent sont marquées par l'incertitude, entre hyper-présidentialisme et réaffirmation de l'enracinement local des partis. Les dynasties politiques ont maintenu leurs positions dans plusieurs régions, bien que la mise au jour de pratiques de corruption récurrentes et des scandales à répétition impliquant la police et la justice aient renforcé un climat de défiance vis-à-vis des élites politico-économiques. Les autorités ont relevé par ailleurs avec des succès inégaux les défis sécuritaires, par l'autoritarisme en Papouasie occidentale, et en malmenant les libertés publiques dans le domaine numérique. Le bilan économique a été plus positif et les relations internationales dynamiques, avec notamment l'adhésion récente aux BRICS. Dans ces deux champs, le pays fait face à des choix paradigmatiques qui rendent acrobatique la conciliation de ses objectifs de performance et des limites environnementales.

Une actualité politique mouvementée

L'année a été scandée par les campagnes électorales et les différents scrutins : présidentiel et législatif, puis des chefs des exécutifs régionaux.

Deux grandes séquences électorales qui scellent l'ère des méga-coalitions

Le 14 février débutaient les élections générales, pour le président de la République et son vice-président, mais également les représentants législatifs aux échelons régionaux, provinciaux et nationaux. Sans grande surprise, car les écarts dans les sondages se creusaient semaine après semaine, Prabowo Subianto est élu le 21 mars, avec son binôme Gibran Rakabuming Raka, fils aîné du président sortant Joko Widodo (Jokowi). Ils remportent 58,59 % du total des suffrages, contre 24,95 % pour le ticket Anies Baswedan-Muhaimin Iskandar (coalition entre le Parti de l'éveil national [PKB], le Parti national démocrate [Nasdem] et le Parti de la justice et de la prospérité [PKS]) et 16,47 % pour Ganjar Pranowo et Mahfud MD (soutenus par le Parti démocratique indonésien de lutte, PDI-P)[1]. Les différentes manœuvres de Jokowi pour positionner son fils à la vice-présidence, son instrumentalisation des services de police pour faire campagne[2], et ses trahisons successives vis-à-vis de son parti originel, le PDI-P – lequel lui avait, certes, peu manifesté son soutien les années précédentes –, n'ont pas entaché sa popularité (cf. *infra*).

Quant aux élections législatives, ce n'est pas avant le 25 août que la Commission des élections générales (KPU) termine de convertir les suffrages de février en sièges à la Chambre des représentants. Le PDI-P, en tête avec 25,3 millions de voix, obtient 110 sièges sur les 580[3]. Ces élections sont marquées par le maintien des bases de soutien aux neuf partis représentés à l'assemblée, à quelques exceptions près, qui concernent les trois partis arrivés en tête. Bien qu'il ait reçu le plus grand nombre de voix (16,7 %), le grand perdant est le PDI-P, avec -3,2 % des suffrages par rapport à 2019. Le Parti du mouvement de la grande Indonésie (Gerindra), fondé et présidé par Prabowo, déçoit également malgré sa troisième place en nombre de voix (13,2 %), soit seulement 0,7 % de voix plus qu'en 2019. Le plus grand gagnant est le Golkar (Parti des groupes fonctionnels), qui augmente ses voix de 3,1 % par rapport à 2019, passant de 12,2 % à 15,3 %. Comparativement, la présidentielle et les législatives font dire aux analystes que le système de scrutins simultané a consolidé la tendance d'une compétition électorale à deux voies : la présidentielle est devenue un affrontement entre des figures nationales, tandis que les législatives sont fondées sur

[1] Nana Shibata, « Prabowo officially elected as Indonesia's next president, calls for unity », *Nikkei Asia*, 21 mars 2024.
[2] Cf. le dossier consacré par *Tempo*, 12-18 février 2024, et notamment p. 36.
[3] Dio Suhenda, « KPU announces House seats with PDI-P on top, Golkar in second », *The Jakarta Post*, 26 août 2024.

l'enracinement local des partis[4]. Cette dissociation ne garantit pas une majorité parlementaire au ticket gagnant et incite à des jeux de coalitions.

La seconde échéance de 2024, qui concerne l'élection des 545 chefs des exécutifs régionaux, s'est tenue le 27 novembre. Les Indonésiens élisaient simultanément les gouverneurs, préfets et maires dans les 37 provinces, 415 départements et 93 villes administratives[5], la plupart représentés jusqu'alors par intérim. L'élection est marquée par le nombre important de candidatures uniques : 37, contre trois en 2015. Autre fait marquant, pour un total de 605 noms, le quasi-doublement par rapport à 2020 des candidats issus de dynasties politiques, dont Bobby Nasution (gendre de Jokowi) pour la province de Sumatra Nord. Enfin, l'élection est marquée par la surmédiatisation des controverses impliquant l'élite de Jakarta. Cette tendance au jakartano-centrisme est exacerbée par la recentralisation des nominations de candidats par la loi sur les élections régionales de 2024, qui exige désormais l'approbation de la direction nationale des partis. En conséquence, les candidats qui se présentent à ces élections sont souvent considérés comme des choix privilégiés par les élites de Jakarta plutôt qu'ils ne reflètent les préférences des branches locales des partis[6].

Dans la plupart des duels avec le PDI-P, c'est la grande Coalition pour une Indonésie de progrès (Koalisi Indonesia Maju, KIM), comptant 10 partis, qui l'emporte. Elle avait été mise en place par les soutiens de Prabowo et du clan Jokowi pour la présidentielle et est élargie au mois d'août, sous l'appellatif KIM Plus, avec 17 partis au total. Elle aboutit à de francs succès pour les candidats ralliés sous sa bannière à Jakarta, Java Centre et Java Ouest, la plupart encartés sous les couleurs du Gerindra.

Par-delà les succès permis par les alliances, quel bilan tirer de ces élections en termes de renouveau des rapports de force ?

---

[4] Stephen Sherlock, « Continuity was the surprise in Indonesia's legislative elections », *New Mandala*, 2 avril 2024.
[5] Radhiyya Indra et Dio Suhenda, « Race starts for Indonesia's biggest simultaneous regional elections », *The Jakarta Post*, 24 septembre 2024.
[6] Arya Fernandes, Yoes C Kenawas, Muhammad Ahalla Tsauro et Titi Anggraini, « A victory for Jokowi and dynastic politics? Experts weigh in on Indonesia's 2024 regional elections », *Indonesia at Melbourne*, 28 novembre 2024.

Malgré les manœuvres de Jokowi, de nouveaux rapports de force

Comme en 2023, cette année électorale 2024 a été marquée par les nombreuses modifications et manipulations des règlements et mécanismes électoraux, la plupart du temps à l'initiative de Jokowi.

Tout d'abord au mois de mai, la KPU autorise les législateurs élus depuis février 2024 à se présenter aux prochaines élections régionales sans obligation d'abandonner leurs postes actuels, mettant fin à une loi datant de 2016[7]. Autre séquence, en juillet la KPU suit la décision de la Cour suprême en fixant l'âge minimum requis pour les candidats aux élections régionales de novembre 2024 à 30 ans pour les postes de gouverneur, et à 25 ans pour les postes de maire. Cet âge doit être calculé à partir de la date d'investiture des candidats élus[8], ce qui aurait pour effet de rendre éligible pour les élections régionales le fils cadet du président sortant (Kaesang Pangarep, âgé de 29 ans) – on parle à ce moment-là des provinces de Jakarta ou Java Centre.

Toujours dans la série des révisions, la Cour administrative de Jakarta annule en août la décision de nomination du juge Suhartoyo à la présidence de la Cour constitutionnelle en remplacement d'Anwar Usman, beau-frère de Jokowi. À cela s'ajoute la démission du président du Golkar, pour céder la place à un proche collaborateur de Jokowi. Les spécialistes analysent que cette arrivée crée une opportunité pour que le président sortant rejoigne les rangs du parti à la fin de son mandat[9].

Parmi les ultimes manœuvres du président sortant, on assiste à un remaniement ministériel. Jokowi installe des partisans de Prabowo, « dans le but de faciliter la transition vers son successeur », selon le bureau présidentiel. En août, Jokowi démet un cadre du PDI-P de son poste de ministre de la Justice et des Droits de l'Homme et le remplace par un cadre du Gerindra. Le ministre de l'Énergie et des Ressources minérales est démis de ses fonctions et remplacé par un proche de Jokowi[10] qui prend également la présidence du Golkar ; ce parti occupe désormais la seconde place au sein de la coalition gouvernementale. Malgré ces différentes séquences, qui soulignent un peu plus encore une inclination de Jokowi pour les manœuvres

---

[7] Alifia Sekar, « KPU allows elected lawmakers to run in regional head elections », *The Jakarta Post*, 12 mai 2024.
[8] Dio Suhenda, « Odd rule change, survey support Kaesang to run in Central Java race », *The Jakarta Post*, 3 juillet 2024.
[9] Yerica Lai, « Bahlil named Golkar chair, creating opening for Jokowi to join », *The Jakarta Post*, 21 août 2024.
[10] Radhiyya Indra, « Jokowi removes PDI-P ministers in latest reshuffle », *The Jakarta Post*, 19 août 2024.

politiciennes, de plus en plus immodérée depuis au moins 2019, celui-ci continue de jouir d'opinions très favorables, autour des 75 % à la fin de son mandat[11].

Sans surprise, Prabowo cherche dès son investiture le 20 octobre à se défaire de l'emprise tissée par Jokowi. Tout en s'appuyant sur la nécessité affichée de garantir la stabilité politique nationale, il s'entoure de ses alliés les plus fidèles au sein d'un méga-gouvernement (109 membres, contre une quarantaine pour ses prédécesseurs), ayant pour effet potentiel de neutraliser les ambitions de domination des différents partis, organisations ou factions (nationalistes, religieux, militaires) sur l'échiquier politique. Il semble par ailleurs viser à contrer le statu quo que Jokowi a cherché à imposer tout au long de son second mandat. Alors que lors du congrès du parti Gerindra le 31 août, Jokowi prend la parole, vêtu de l'uniforme du parti pour décrire Prabowo comme un « leader visionnaire » et un « vrai patriote »[12], Prabowo bloque le projet déposé à la Chambre visant à modifier la loi sur les élections régionales, qui aurait permis au fils cadet de Jokowi de participer à la course à un poste de gouverneur. Le Gerindra retire en effet son soutien au projet de loi à la dernière minute, prétextant les manifestations massives à l'extérieur de la Chambre contre les amendements proposés. Parmi les leviers du rapport de force avec le président sortant figure aussi le dossier IKN (du nom de la nouvelle capitale, son projet phare[13]). Jokowi s'efforce d'en assurer la pérennité tout au long de sa fin de mandat, mais malgré l'inauguration de quelques chantiers, il s'avère en juillet que Nusantara n'a pas atteint les objectifs fixés, par exemple pour la construction des infrastructures d'approvisionnement en eau et en électricité, ainsi que celle des bâtiments administratifs[14]. La future capitale accueille toutefois le 17 août la première célébration de la fête de l'Indépendance, et le 12 septembre l'aéroport situé à 23 km de la capitale accueille ses premiers passagers.

Fin octobre, peu après sa prise de fonctions, le Président Prabowo déclare vouloir mener à bien le projet de la future capitale dans un délai de quatre ans, avec pour priorité l'achèvement des bâtiments de l'exécutif, du législatif et du judiciaire, afin que les sessions plénières annuelles s'y tiennent d'ici 2028. Toutefois, le budget de 2025 contredit le volontarisme de Prabowo, avec seulement 143 milliards IDR

---

[11] Arie Firdaus, « Here's why Indonesia's Jokowi is hugely popular despite criticism he undermined democracy », *Benar News*, 4 octobre 2024.
[12] Tenggara Strategics, « Analysis: Tensions ahead of Jokowi-Prabowo transition », *The Jakarta Post*, 9 décembre 2024.
[13] Cf. Chapitre de Manuelle Franck et Nathalie Lancret dans ce volume.
[14] Radhiyya Indra et Nina A. Loasana, « Missed construction targets put capital relocation plan in limbo », *The Jakarta Post*, 13 juillet 2024.

(9,28 millions $ US) prévus pour la capitale, un montant minuscule comparé aux 42,5 trillions IDR (environ 2,667 milliards $ US) que Jokowi a dépensés jusqu'en juillet. L'un des rédacteurs du projet de budget, dévoilé en août, est Thomas Djiwandono, neveu de Prabowo et cadre du Gerindra, nommé le mois précédent comme vice-ministre des Finances.

Un nouvel élan pour les militaires en politique ?

Dans les jours qui suivent son investiture, Prabowo nomme un total de 136 ministres coordinateurs, ministres et leurs adjoints, chefs d'agence et leurs adjoints, et envoyés spéciaux ou conseillers. Avec 48 de ces postes ministériels ou équivalents, aucun gouvernement n'a auparavant compté autant de membres que le gouvernement « rouge et blanc » (Kabinet Merah Putih, KPM), nommé d'après les couleurs de l'Indonésie.

Malgré les promesses de mettre en place un gouvernement composé d'experts, plus de la moitié de celui-ci est constitué de personnalités liées aux 12 partis politiques qui soutiennent l'administration Prabowo. Toutefois, cette influence des partis trouve un contrepoids avec l'inclusion d'au moins 23 officiers de l'armée et de la police à la retraite et un officier militaire actif. Prabowo nomme parmi eux neuf fidèles issus de l'unité des Forces spéciales de l'armée (Kopassus), dont il a eu le commandement en 1995-1998, avant de prendre sans transition la tête de la Réserve Stratégique de l'Armée de Terre (Kostrad, comme son beau-père Suharto en 1965), de laquelle il est révoqué quelques mois plus tard pour tentative de coup d'État. Parmi les nommés figurent Sugiono, ministre des Affaires étrangères, et Sjafrie Sjamsoeddin, ministre de la Défense. Un ancien officier des Kopassus, chef de l'équipe de campagne présidentielle de Prabowo à Java Ouest, est nommé à la tête d'une nouvelle entité de l'État, l'« Agence de contrôle du développement et des enquêtes spéciales », ayant pour tâche de contrôler la mise en œuvre des programmes de développement et d'assurer la transparence et la responsabilité de l'utilisation du budget de l'État. Jokowi avait dès son premier mandat signé de nombreux protocoles d'accord avec l'armée pour stimuler l'avancement des projets économiques et

d'infrastructure[15], mais la nouvelle présidence étend le rôle de l'armée en tant qu'agent de développement.

Les militaires joueront de surcroît un rôle clé via leur vaste structure de commandement territorial, pour l'aménagement de rizières et canaux d'irrigation et pour la mise en place d'un programme de distribution de repas gratuits intitulé « Bien manger gratuitement » (*Makan bergizi gratis*) aux écoles indonésiennes. Ce projet phare de Prabowo, géré par l'Agence nationale de la nutrition, est accompagné d'un plan pour la sécurité alimentaire, sur la base de la conversion de trois millions d'hectares de terre pour les monocultures (riz, soja, maïs… et palmier à huile).

Que ce soit dans la stratégie de méga-coalition ou dans celle de recherche du soutien de l'armée, la ligne présidentielle ne semble pas s'écarter de celle suivie par Jokowi. Derrière une apparente continuité, il faut toutefois noter que Prabowo mobilise ses propres réseaux au sein des différents secteurs, comme l'atteste par exemple la délégation du service de sécurité, lors de son investiture, à la milice civile du Mouvement populaire pour une nouvelle Indonésie (GRIB). Créée en 2011 par Rosario de Marshall (dit Hercules), originaire du Timor oriental et membre de la pègre jakartanaise, cette milice mobilise des personnalités locales puissantes, gangsters, et groupes d'autodéfense[16]. Au-delà de l'anecdote, la proximité avec cet associé de longue date questionne la position qu'adoptera Prabowo – président depuis plus de 20 ans de l'organisation nationale de tutelle des arts martiaux indonésiens, l'IPSI, qui compte aussi dans son bureau des entrepreneurs de violence politique au cœur de la pègre – durant son mandat face à des réseaux clientélaires anciens qui continuent de questionner la séparation des pouvoirs et le rapport à la violence, malgré les avancées évidentes de la démocratie institutionnelle depuis la *Reformasi*.

Justice, sécurité : différentes vitesses d'application

Une partie de la population exprime sa défiance vis-à-vis de l'influence des élites politico-économiques sur l'appareil de justice, tel que cristallisée dans les nombreuses affaires de corruption qui émaillent l'actualité.

---

[15] Leonard C. Sebastian, Emirza Adi Syailendra et Keoni Indrabayu Marzuki, 2018, « Civil-Military Relations in Indonesia after the Reform Period », *Asia Policy*, vol. 13, n° 3, p. 49-78.

[16] Adhi Priamarizki et Muhamad Haripin, « A most militarised cabinet », *New Mandala*, 13 novembre 2024.

Scandales, corruption, violations des droits de l'homme

L'année est parsemée de scandales : trafic de méthamphétamines d'un candidat aux élections législatives du PKS[17], manipulations de bulletins législatifs par des candidats du PDI-P[18], agression sexuelle par le président de la Commission électorale[19], systèmes de pots-de-vin liés à des projets d'infrastructure pour le gouverneur de Kalimantan Sud et son équipe[20], autres pots-de-vin trouvés chez un ancien haut fonctionnaire de la Cour Suprême, soupçons d'actes de corruption dans le cadre d'une importation de sucre par un ancien ministre du Commerce, soupçons de trafic d'influence impliquant le fils cadet de Jokowi dans le cadre de l'usage d'un jet privé… les affaires se succèdent et affaiblissent non seulement la crédibilité des représentants politiques, des hérauts de la probité islamique (cf. *infra*, portrait de Gus Miftah), mais aussi celle des appareils de justice et de police.

Celle-ci est, comme l'année dernière[21] au cœur de différentes affaires de violences : controverse suite à la mort d'un garçon de 13 ans, torturé par un officier alors qu'il était placé en garde-à-vue, dans la ville de Padang (Sumatra Ouest)[22], ou encore après que la police de Jakarta dit avoir retrouvé le corps de sept adolescents ayant, selon elle, succombé par noyade après avoir fui une opération d'arrestation. L'intégrité des services antiterroristes eux-mêmes est questionnée après que l'unité antiterroriste Densus 88 de la police nationale a été accusée d'avoir espionné Febrie Adriansyah, enquêteur du bureau du procureur général adjoint pour les crimes spéciaux[23]. Des outils d'espionnage sont par ailleurs utilisés par la police nationale et l'Agence nationale de cybersécurité (BSSN) contre la population elle-même, Amnesty International signalant au mois de mai que des logiciels importés d'Israël ont été utilisés entre 2017 et 2023 pour espionner des membres de la société civile (défenseurs des droits humains, militants, journalistes et universitaires)[24].

---

[17] « Police Arrest Legislative Candidate in Aceh for Suspected Drug Crimes », *Tempo.co*, 28 mai 2024.

[18] « Kortas questions Budi Arie in Online gambling probe », *The Jakarta Post*, 20 décembre 2024.

[19] Yerica Lai, « Scandal-ridden KPU chief sacked over sexual harassment », *The Jakarta Post*, 3 juillet 2024.

[20] News Desk, « KPK names South Kalimantan governor bribery suspect », *The Jakarta Post*, 9 octobre 2024.

[21] Gabriel Facal, 2024, « Pour une "Indonésie Âge d'or 2045", la poursuite d'une grande entente ? », *in* Gabriel Facal et Jérôme Samuel (dir.), *L'Asie du Sud-Est 2024. Bilan, enjeux et perspectives*, Bangkok, IRASEC, p. 193-219.

[22] Nina A. Loasana, « Concerns over brutality, abuse of power cast shadow over Indonesia police's 78th anniversary », *Asia News Network*, 3 juillet 2024.

[23] Dio Suhenda, « Anti-terror police caught "spying" on AGO investigator », *The Jakarta Post*, 27 mai 2024.

[24] « Global: A Web of Surveillance – Unravelling a murky network of spyware exports to Indonesia », Amnesty International, 2 mai 2024.

Dans ce climat d'abus, alors qu'on commémore le 7 septembre les 20 ans de l'assassinat par empoisonnement à l'arsenic de Munir Said Thalib, fondateur de la Commission pour les personnes disparues et les victimes de violences (Kontras), les activistes pro-démocratie doutent de la volonté du gouvernement de prendre en main la lutte contre les violences politiques, rappelant si nécessaire que Prabowo fit l'objet d'accusations pour violations des droits humains en 1997-1998[25].

Le passé violent du nouveau président, ainsi que sa relance, en Papouasie occidentale, d'un plan de transmigration (peu réaliste vu l'attrait pour cette région reculée) et la conversion d'un million d'hectares pour la riziculture (peu crédible aussi, vu la nature des sols), font craindre le pire aux défenseurs des droits pour cette province[26]. En janvier, la police nationale annonce la prolongation jusqu'au 31 décembre 2024 de l'opération Cartenz ayant pour objectif de « maintenir la sécurité et l'ordre » dans cette vaste région. Elle cible ceux qu'elle qualifie de « groupes criminels armés » et de « groupes criminels politiques », face à de vives critiques des associations de défense des droits de l'Homme, qui voient dans cette intervention une opération de répression. En septembre-octobre, cinq bataillons de soldats sont déployés et sur l'année plus de 3 000 personnels civils de l'armée sont envoyés en Papouasie occidentale[27]. Le 5 août, le pilote d'hélicoptère néo-zélandais Glen Malcolm Conning est abattu à Papua Centre par l'Armée de libération nationale de la Papouasie occidentale (TPNPB). Une séquence positive toutefois, avec la libération le 21 septembre du pilote néo-zélandais de Susi Air, Philip Mark Mehrtens, qui était retenu en otage depuis le 7 février 2023[28].

Un climat de concorde religieuse

Par contraste avec ces fortes tensions sécuritaires, le climat politique religieux marque une accalmie. Le nouveau cabinet comprend des représentants de tous les principaux partis et organisations islamiques : l'islam traditionaliste (notamment le NU), l'islam moderniste (principalement représenté par la Muhammadiyah) et l'islam transnational du mouvement Tarbiyah (essentiellement incarné par le PKS et

---

[25] Radhiyya Indra, « Pessimism as 20 years pass without justice for Munir », *The Jakarta Post*, 8 septembre 2024.

[26] Benny Wenda, « UK Government should not welcome Prabowo », *Free West Papua Campaign*, 14 novembre 2024.

[27] Vitorio Mantelan, « Ihsanuddin, "Imparsial Anggap Ribuan Pasukan Dikirim ke Papua Selama 2024 Ilegal" », *Kompas.com*, 10 décembre 2024.

[28] Niniek Karmini et Charlotte Graham-McLay, « Pilot Freed After 19 Months in Rebel Captivity in Indonesia's Papua Region », *The Diplomat*, 23 septembre 2024.

le Parti de la vague du peuple indonésien, Gelora)[29]. Cette recherche de pluralité s'inscrit dans un climat favorable concernant l'islamisme militant, avec le 1er juillet l'annonce de l'auto-dissolution du groupe terroriste Jemaah Islamiyah, dont plusieurs hauts responsables prêtent allégeance à l'État indonésien et se disent « prêts à contribuer activement au progrès et à la dignité de l'Indonésie »[30].

Ce climat d'apaisement est confirmé par l'excellent déroulement de la visite du pape François début septembre, incluant une visite à la mosquée Istiqlal, la cathédrale de Jakarta située juste en face, le palais présidentiel, et un discours au stade Sukarno devant 80 000 fidèles (et plus de 20 000 à l'extérieur). Il est ensuite escorté vers l'aéroport par 4 000 agents de sécurité avant ses visites en Papouasie-Nouvelle-Guinée, au Timor-Leste et à Singapour. Peu après, l'inauguration à Sumatra Nord de la plus grande statue du Christ au monde (61 m de haut), se déroule elle aussi sans heurts.

Insécurité numérique et liberté de la presse

De façon moins visible, d'autres enjeux de sécurité suscitent l'inquiétude des autorités. En effet, le pays est frappé depuis plusieurs années par des cyber-attaques massives et 2024 marque une intensification de ces attaques. Fin mai, un piratage compromet le Centre national de données et provoque une perturbation des contrôles d'immigration dans les aéroports et plusieurs centaines de services gouvernementaux. Le cyber-attaquant demande une rançon de 8 millions $ US. Un audit des centres de données du gouvernement est diligenté, puis le directeur général des applications informatiques du ministère de la Communication et de l'Informatique (KOMINFO) démissionne. En septembre, le ministre de la coordination des Affaires politiques, juridiques et de sécurité annonce que le Président Jokowi a recommandé au prochain gouvernement la formation d'une force cybernétique, au rang de quatrième branche de l'armée indonésienne. Cette armée cybernétique devra non seulement préparer le pays à faire face aux cyber-attaques, mais aussi à lutter contre la propagande et les guerres par procuration[31].

---

[29] Alexander Arifianto et Aisah Putri Budiarti 2024, « Prabowo's Inclusive Cabinet: Accommodating Indonesia's Islamic Factions for Political Cohesion », *IDSS paper*, n° 89.

[30] Aisyah Llewellyn, « Jemaah Islamiyah Says It Has Disbanded. Should We Believe It? » *The Diplomat*, 11 juillet 2024.

[31] Ilham Oktafian, « Indonesia to Launch Cyber Force as Fourth Branch of Military », *Jakarta Globe.ID*, 23 septembre 2024.

Face à ces dispositifs de sécurité, des dérives potentielles sont pointées du doigt. Un projet de loi examiné en mai sur la radiodiffusion fait craindre aux journalistes du Conseil de la presse (KKJ) une restriction de la liberté de la presse à travers, par exemple, l'interdiction de diffuser des contenus liés au journalisme d'investigation[32]. Ces protestations font écho aux inquiétudes exprimées face à la hausse des violences contre les journalistes, suite à un incendie criminel provoquant la mort d'un journaliste à Sumatra Nord, ainsi que plusieurs agressions contre des journalistes à Jakarta. Selon l'Association des journalistes indépendants, il y a eu 87 attaques contre des journalistes l'année dernière, un record[33].

Maintien macroéconomique et poursuite du libre commerce

Sur le plan des objectifs macroéconomiques, Prabowo semble s'inscrire dans la continuité, invitant notamment la ministre des Finances, Sri Mulyani Indrawati, à conserver son portefeuille. La croissance du PIB ralentit cette année, principalement en raison du recul des dépenses des ménages, causé par l'affaiblissement du pouvoir d'achat. La production économique du pays n'augmente que de 4,95 % en glissement annuel au troisième trimestre 2024, malgré une demande intérieure solide et des investissements en hausse[34]. Par contre, en octobre, l'inflation atteint son plus bas niveau post-covid (1,84 %). Alors que cette année le déficit pourrait s'élever à 2,7 % du PIB, dépassant le chiffre de 2,29 % projeté pour l'année, Prabowo indique ne pas se refuser d'accroître l'endettement national pour financer des programmes de développement et atteindre son objectif de croissance économique de 8 %[35]. Parmi les piliers de cette croissance figurent le secteur manufacturier, une stratégie axée sur la production à forte valeur ajoutée et une meilleure intégration aux marchés mondiaux[36].

---

[32] Radhiyyand Ira, « Press Council rejects controversial broadcasting bill », *The Jakarta Post*, 14 mai 2024.

[33] Nina A. Loasana, « Concerns grow over rising violence against journalists following deadly arson attack », *The Jakarta Post*, 18 juillet 2024.

[34] Hammam Izzuddin, « Bank Indonesia Forecasts 4.7-5.5% Economic Growth for Indonesia in 2024 », *Tempo.co*, 17 octobre 2024.

[35] Gayatri Suroyo et Kate Lamb, « Prabowo adviser denies plans to raise Indonesia's debt to 50% of GDP », *Reuters*, 15 juin 2024.

[36] Fadli Hamsani, « Time for bold policy changes to revitalize Indonesia's manufacturing sector », *The Jakarta Post*, 29 octobre 2024.

Le secteur touristique repart lui à la hausse, même si le nombre d'arrivées étrangères reste inférieur de 10 % au chiffre enregistré en 2019. Au mois de mai, l'Indonésie se classe à la 22e place mondiale du tourisme et devance l'ensemble des pays d'Asie du Sud-Est en gagnant 14 places par rapport à l'année dernière[37]. Face à cette affluence, le gouvernement de la province de Bali s'autorise à introduire une taxe locale sur le tourisme international : désormais les touristes étrangers paient 150 000 IDR (10 $ US) en supplément des frais de visa.

Les ambitions économiques reposent aussi sur l'intensification du libre-échange, via des traités (signature du CEPA avec le Canada), des candidatures d'adhésion (Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership, CPTPP) et des négociations (Union européenne, Conseil de coopération du Golfe, Japon, Kazakhstan).

Par contraste avec les bons résultats macroéconomiques et commerciaux, d'autres chiffres sont en berne. La part de la classe moyenne indonésienne diminue depuis 2018, passant de 60 à 52 millions (-18,8 %) de personnes en 2023. En cause, l'affaiblissement du pouvoir d'achat et l'indigence des politiques de soutien gouvernementales[38]. Le chômage est lui aussi en augmentation avec 9,9 millions de personnes recensées en 2023 sans activité dite productive (emploi, école, formation). Les jeunes de la génération Z apparaissent comme les plus touchés, en nombre, par le chômage.

Face à ces problèmes massifs, les plans d'assistance sociale sont peu coordonnés entre eux mais, compte tenu de la taille de la population ils prennent nécessairement des dimensions spectaculaires. Jokowi lance en juin une distribution de 10 kg de riz à destination de 22 millions de familles, soit environ 89 millions de personnes bénéficiaires[39]. On l'a dit, le Président Prabowo communique sur son programme de sécurité alimentaire, avec un budget prévu de 70 trillions IDR (4,2 milliards €) pour les repas scolaires gratuits qu'il lancera en janvier 2025.

---

[37] Ruth Dea Juwita, « Indonesia leapfrogs regional peers in global tourism ranking », *The Jakarta Post*, 23 mai 2024.

[38] Ismi Damayanti, « Indonesia's economy suffers from "long COVID" as middle class shrinks », *Nikkei Asia*, 6 septembre 2024.

[39] « Jokowi Extends Rice Assistance Program in June », *Tempo.co*, 4 juin 2024.

Une politique étrangère active

Lors de son accession à la présidence le 20 octobre, Prabowo a nommé Sugiono, membre de longue date du parti Gerindra, au poste de ministre des Affaires étrangères, ainsi que trois vice-ministres pour l'assister – deux diplomates chevronnés et un chef de parti politique –, ce qui constitue une première dans la politique indonésienne.

Prabowo veut miser sur les relations internationales, par contraste avec Jokowi, qui avait centré son action extérieure sur l'ASEAN et sur une « diplomatie des points de référence » (*reference-point diplomacy*) – à savoir, le Pivot maritime mondial (GMF), les Perspectives de l'ASEAN sur l'Indo-Pacifique (AOIP) et les Cinq points de consensus de l'ASEAN[40]. Durant son mandat à la Défense, Prabowo a multiplié les visites diplomatiques et, depuis son élection en février, il a réalisé près de 90 réunions avec les représentants d'une quarantaine de pays. Bien que la majorité des visites aient été axées sur l'avancement de la coopération en matière de défense, les observateurs considèrent également les déplacements de Prabowo comme une tentative de réaffirmer la politique étrangère « libre et active » de l'Indonésie, en particulier dans le contexte de rivalité croissante entre les États-Unis et la Chine[41]. À ce titre, le gouvernement Prabowo prévoit de doubler d'ici 2029 le budget de la Défense (8,7 milliards $ US en 2024), pour atteindre 1,5 % du PIB.

En novembre, Jakarta réitère son rejet des revendications de la Chine sur la mer de Chine méridionale[42], malgré la signature d'un accord de développement maritime deux jours plus tôt lors d'une visite du Président Prabowo en Chine, lors de laquelle il avait été plus ambigu sur ce point. Ce dernier prend soin, par ailleurs, de donner des signaux d'équilibre diplomatique en se rendant aux États-Unis dès après cette visite. Et quelques jours plus tard, il s'offre des exercices navals conjoints avec la Russie dans la mer de Java, près de Surabaya.

Cette logique se prolonge dans l'adhésion de l'Indonésie aux BRICS en janvier 2025, à l'issue d'un processus officiellement entamé en octobre 2024, au sommet de Kazan, sous la présidence russe de l'organisation. Malgré des réticences internationales et les menaces de Trump, l'Indonésie défend une diplomatie

---

[40] Evan A. Laksmana, « Indonesia's reference-point diplomacy decade under Jokowi », *IISS Online analysis*, 25 octobre 2024.

[41] Dio Suhenda, « Prabowo completes whirlwind tour of ASEAN countries ahead of inauguration », *The Jakarta Post*, 10 septembre 2024.

[42] « Indonesia says China's South China Sea claims have no 'legal basis' », *Nikkei Asia*, 11 novembre 2024.

non-alignée, en bons termes tant avec les pays occidentaux qu'avec les pays dits du Sud global, les deux blocs constituant des blocs économiques stratégiques. À cet égard, Jakarta est toujours en pourparlers pour intégrer l'OCDE.

Prabowo poursuit par ailleurs la politique de Jokowi visant à traiter des questions internationales ayant une forte résonnance domestique, comme la guerre en Palestine. En janvier, l'Indonésie soutient l'initiative de l'Afrique du Sud de porter plainte contre Israël pour « génocide » à Gaza auprès de la Cour internationale de justice[43]. En mai, la ministre indonésienne des Affaires étrangères, Retno Marsudi, exhorte les pays européens, aux côtés des autres États membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), à faire pression pour une solution à deux États[44]. Prabowo annonce que l'Indonésie est prête à envoyer des soldats de maintien de la paix à Gaza « en cas de besoin et à la demande de l'ONU »[45] et déclare que « l'Indonésie soutient fermement l'indépendance du peuple palestinien, ainsi que la solution à deux États et tous les efforts en faveur d'un cessez-le-feu permanent »[46].

Des politiques environnementales encore trop faibles

Des efforts appréciés de gestion des risques, dans un contexte tourmenté

L'année 2024 a charrié son lot de catastrophes naturelles et climatiques. Dès le 1er janvier, l'activité volcanique du mont Lewotobi Laki-Laki, à Flores, entraîne l'évacuation de près de 2 200 habitants. En mai, l'éruption du volcan Ruang (Sulawesi Nord) provoque le déplacement d'environ 10 000 habitants des îles de Ruang et Tagulandang, pour lesquels les autorités décident de construire des centaines de maisons pour une relocation définitive, dans le proche département de Bolaang Mongondow. Quelques jours plus tard, Sumatra est frappée par des inondations de « lave froide », un mélange de matière volcanique et de cailloux drainés par les pluies de moussons. L'Agence nationale de recherche et de sauvetage

---

[43] Nana Shibata, « Indonesia vows to "defend interests of Global South" at Africa Forum », *Nikkei Asia*, 2 septembre 2024.
[44] « Indonesia Urges European Countries to Push for Two-State Solution », *Tempo.co*, 29 mai 2024.
[45] Sebastian Strangio, « Indonesia Ready to Send Peacekeepers to Gaza, Prabowo Says », *The Diplomat*, 3 juin 2024.
[46] Yvette Tanamal, « Prabowo begins Gaza diplomacy blitz in Jordan », *The Jakarta Post*, 11 juin 2024.

fait état d'au moins 43 morts et de plus d'une quinzaine de personnes portées disparues.

Le même mois, au 10e Forum mondial de l'eau à Bali, l'Indonésie propose la mise en œuvre d'une politique d'aménagement spatial de ses bassins fluviaux, intitulée « Zero Delta Q », visant à mieux contrôler les inondations dans le pays[47]. D'autres actions liées à l'eau sont menées dans les mers. Ainsi, l'Agence de recherche et d'innovation nationale (BRIN) construit deux navires pour renforcer la flotte nationale de recherche en haute mer, sur quatre thèmes principaux : géoscience marine ; océanographie ; recherches sur la biodiversité marine ; et cartographie des fonds marins. Néanmoins, on relève des contradictions entre les annonces et les politiques menées : l'administration a autorisé cette année l'exportation des sables marins, interdite en 2003, laquelle a un impact environnemental désastreux et a causé l'immersion d'au moins 26 petites îles dans l'archipel[48].

Une reconnaissance des efforts nationaux est toutefois manifeste le 16 septembre avec la nomination, par le secrétaire général des Nations unies, de la ministre des Affaires étrangères Retno Marsudi au poste d'envoyée spéciale de l'organisation intergouvernementale pour l'eau. Première à briguer ce poste, créé lors de la Conférence de l'ONU sur l'eau en mars 2023 à New York, Mme Marsudi prend ses fonctions le 1er novembre 2024, avec pour mission de stimuler les partenariats et les efforts pour faire avancer l'agenda de l'eau au niveau mondial[49].

L'horizon de la transition énergétique est encore loin

D'autres actions liées à l'environnement concernent la lutte contre le réchauffement climatique, via une initiative stratégique inscrite dans le cadre du décret présidentiel n° 14 de 2024 sur la captation et le stockage du carbone (CSC). Une lettre d'intention est signée dès février avec Singapour afin de collaborer sur des programmes de CSC, avec pour objectif des émissions nettes nulles d'ici 2050[50]. À plus court terme, en 2030, Jakarta vise à réduire ses émissions de 60 % et, dans cette perspective, elle

[47] World Water Forum, 4 mai 2024, « Indonesian Government Promotes Implementation of Zero Delta Q Policy at the 10th World Water Forum ».
[48] « Jokowi Comments on the Reopening of Sea Sand Export Permits », *Tempo.co*, 17 septembre 2024.
[49] « Indonesia and Singapore Join Hands on Cross-Border CCS », *Tempo.co*, 16 février 2024.
[50] Radhiyya Indra, « UN chief Guterres appoints Retno as special envoy on water », *The Jakarta Post*, 16 septembre 2024.

accueille en septembre l'Échange Sud-Sud 2024 pour renforcer les efforts de réduction de la déforestation via le programme REDD+[51].

À rebours de ces intentions, Jakarta poursuit lobbying et stratégies pour contourner les règlements internationaux visant à limiter la déforestation. Alors qu'en mars le règlement de l'UE sur la déforestation (EUDR) élève son niveau d'exigence, l'Indonésie cherche par contrecoup à ouvrir de nouveaux marchés pour ses meubles et produits en bois. Elle cible plus particulièrement des marchés asiatiques comme Singapour, dont la réglementation est moins exigeante[52].

Au niveau énergétique, l'Indonésie rate de loin son objectif annuel en matière de capacité de production d'énergie renouvelable. Les experts pointent des prix non compétitifs et des politiques qui soutiennent l'énergie du charbon (avec encore cette année l'inauguration de nouvelles centrales[53]), tandis que la direction générale des énergies renouvelables au ministère de l'Énergie accuse d'immenses besoins d'investissements[54] ; les experts incriminent aussi la *greenflation*, un phénomène d'inflation causé par le coût important de la transition écologique. Face à ces difficultés, l'archipel suit la tendance de plusieurs États d'Asie du Sud-Est pour revoir à la baisse ses objectifs de décarbonation dans le secteur énergétique. Le Conseil national de l'énergie indonésien prévoit ainsi de réduire l'objectif pour la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique primaire du pays pour 2025 : initialement fixé à 23 %, il est revu entre 17 % et 19 %, et entre 19 % et 21 % d'ici 2030[55].

Un autre volet de développement crucial pour l'archipel concerne la chaîne de valeur à partir du nickel, dont l'Indonésie possède environ 22 % des réserves mondiales. Le gouvernement promeut le développement d'industries de transformation nationales pour le nickel et d'autres matières premières plutôt que leur exportation[56]. Il vise à attirer des investissements étrangers dans ce secteur, dont des compagnies chinoises, par exemple pour transformer le phosphate de fer lithié ou

---

[51] « Indonesia Leads South-South Exchange 2024 to Boost Global Climate Action », *Tempo.co*, 3 octobre 2024.
[52] Nana Shibata, « Indonesia furniture makers turn to new markets in face of EU deforestation rule », *Nikkei Asia*, 23 mars 2024.
[53] Divya Karyza, « Govt defends expansion of coal power station », *The Jakarta Post*, 23 septembre 2024.
[54] Divya Karyza, « Indonesia far short of 2025 renewable energy target », *The Jakarta Post*, 22 septembre 2024.
[55] Erwida Maulia, Norman Goh, Lien Hoang, « Greenflation causes Indonesia and Vietnam to backtrack on renewables », *Nikkei Asia*, 25 mars 2024.
[56] Natsumi Kawa Saki, « Indonesian minister urges investment in Jokowi's mineral strategy », *Nikkei Asia*, 12 mars 2024.

produire des anodes pour les batteries des véhicules électriques. Cependant, les analystes estiment que la dépendance du pays aux investissements chinois complique la vente des productions sur les marchés occidentaux[57]. Les défenseurs des droits rapportent quant à eux les impacts des mines sur les populations, par exemple à Halmahera[58], et avertissent de réactions locales possiblement violentes, comme à Morowali, où des tensions entre travailleurs indonésiens et chinois avaient fait une victime de chaque côté (janvier 2023).

Alors que le président nouvellement élu a réussi à renouveler son image pour incarner un dirigeant apaisé et conciliateur, plusieurs signaux mettent les défenseurs des droits en alerte. L'accroissement du poids politique des militaires, leur rôle central dans le vaste plan de conversion de terres agricoles, de même que la relance de la transmigration pour mettre en œuvre cet agenda, attestent que Prabowo Subianto n'a pas totalement rompu avec l'héritage de l'Ordre Nouveau. D'aucuns craignent même le retour de la *dwifungsi*[59], la double fonction qu'occupait alors l'armée dans les domaines de défense et socio-politique. Pour une partie de la société civile, les ambitions de développement du nouveau gouvernement suscitent des préoccu-pations majeures, tant pour l'environnement que pour les populations locales, tandis que rien ne garantit que le Président Subianto ne retrouve pas des réflexes populistes menaçant pour les libertés publiques.

Pourtant, fort de l'expérience acquise dans la gestion des rivalités partisanes dans le contexte démocratique et d'une plus grande maîtrise des relations internationales, le président semble bien armé pour consolider son pouvoir. L'année 2025 s'annonce donc décisive. Les nouvelles dynamiques renforceront-elles les polarités et raviveront-elles les débats autour des enjeux de développement, ou bien la coalition gouvernementale parviendra-t-elle à imposer son agenda en capitalisant sur sa large assise politique ? L'opposition, affaiblie et plus floue que jamais, pourrait avoir du mal à peser dans ce contexte.

[57] Divya Karyza, « RI fires up LFP manufacturing despite lack of lithium reserves », *The Jakarta Post*, 17 octobre 2024.
[58] Agnes Anya et Marchio Gorbiano, « Nickel hub "apocalyptic" for uncontacted Indonesia tribe, say NGOs », *The Jakarta Post*, 16 juillet 2024.
[59] Ananda Teresia, « Prabowo expands military's role in test of fragile democracy President Prabowo Subianto taps armed forces for major projects », *The Jakarta Post*, 29 janvier 2025.

Fiche Indonésie

Nom officiel : République d'Indonésie

Capitale : Jakarta

Superficie terrestre : 1 916 907 km², 13 558 îles

Population totale en 2023 (Bureau central des statistiques, BPS) : 278,8 millions hab.

Langue officielle : Bahasa Indonesia (indonésien)

Données politiques

Nature de l'État : république unitaire

Nature du régime : démocratie, régime présidentiel

Suffrage : universel (à partir de 17 ans)

Chef de l'État : Président Prabowo Subianto (depuis octobre 2024)

Vice-président : Gibran Rakabuming Raka (depuis octobre 2024)

Ministre des Affaires étrangères : Sugiono (depuis octobre 2024)

Ministre de la Défense : Sjafrie Sjamsoeddin (depuis octobre 2024)

Président de l'Assemblée nationale (MPR, parlement bicaméral) : Ahmad Muzani (depuis octobre 2024)

Échéances : élections législatives et présidentielles en 2029

Indicateurs démographiques et sociologiques

Principaux groupes ethniques (source : Bureau central des statistiques, BPS, est. 2010) : Javanais (40,22 %), Soundanais (15,5 %), Batak (3,58 %), Madourais (3,03 %), Betawi (2,88 %), Minangkabau (2,73 %), Bugis (2,69 %).

Religions (source : ministère de l'Intérieur indonésien, Kemendagri, 2022) : islam (87,02 %), protestantisme (7,43 %), catholicisme (2,9 %), hindouisme (1,69 %), bouddhisme (0,73 %), religions autochtones (0,04 %), et confucianisme (0,03 %).

Chronologie

JANVIER 2024

10 • L'Indonésie soutient l'initiative de l'Afrique du Sud de porter plainte contre Israël pour « génocide » à Gaza auprès de la Cour internationale de justice.

FÉVRIER 2024

20 • À l'instar d'autres pays de la région, le Président Joko Widodo signe un règlement exigeant que les plateformes numériques (comme celles des groupes Meta et Google) paient les médias leur fournissant du contenu. L'objectif est d'uniformiser les règles entre l'industrie des médias et les grandes entreprises technologiques.

MARS 2024

21 • Le ticket Prabowo Subianto-Gibran Rakabuming Raka est officiellement déclaré vainqueur de l'élection présidentielle, avec 58,59 % du total des suffrages valides.

AVRIL 2024

12 • Jokowi reçoit une légère augmentation de son dernier taux d'approbation, passant de 76 % en février 2024 à 77,2 %. Selon le directeur de l'institut de sondage Indikator Politik Indonesia, la principale raison de cette popularité est liée à la distribution récente d'aides sociales.

MAI 2024

08 • Prabowo Subianto inaugure à Cipayung (Jakarta Est) la construction d'une reconstitution du palais javanais du royaume de Majapahit (1293-1527). Le royaume fut une référence des pères fondateurs pour construire l'État-nation moderne indonésien et cette initiative, prise par l'ancien directeur de l'Agence nationale de renseignement (BIN), Abdullah Mahmud Hendropriyono, reconduit cette vision javano-centrée de la nation indonésienne.

19 • Le ministre de la Santé, Budi Gunadi Sadikin, et Elon Musk inaugurent l'installation de l'opérateur satellite Starlink dans le pays. Selon le ministre, l'arrivée de cet opérateur a pour but d'améliorer l'accès à Internet dans l'ensemble des régions, permettant par exemple aux personnes des provinces les plus reculées d'accéder à des téléconsultations.

27 • Le ministre de l'Éducation, Nadiem Makarim, annonce annuler la hausse des frais de scolarité dans les universités publiques pour la rentrée universitaire 2024, en réponse à la polémique déclenchée autour de ce sujet. Cependant, une augmentation devrait intervenir en 2025, en discussion avec les universités.

28 • L'Agence des enquêtes criminelles de la police indonésienne (Badan Reserse kriminal) arrête un candidat aux élections législatives pour le Conseil représentatif du peuple du département d'Aceh Tamiang du Parti de la Justice et de la Prospérité (PKS). Le candidat de ce parti inspiré des Frères musulmans est soupçonné avoir vendu 70 kg de méthamphétamines pour financer sa propre campagne aux élections législatives de 2024.

30 • Selon un rapport d'Amnesty International, l'année dernière en Indonésie près de 114 condamnations à mort ont été recensés, dont 86 % concernaient des infractions liées à la drogue. Cependant, il n'y a pas eu d'exécution depuis le 29 juillet 2016.

JUIN 2024

10 • Joko Widodo déclare la journée du 10 juin « Journée nationale de l'entrepreneuriat », sur proposition d'Akbar Himawan Buchari, Président général du Conseil central de l'Association indonésienne des jeunes entrepreneurs (HIPMI).

21 • Lors de la cérémonie d'ouverture de l'Exposition internationale de la Banque Syariah Indonesia, le vice-Président Ma'ruf Amin recommande que les joueurs de jeux d'argent en ligne soient privés d'aides sociales.

JUILLET 2024

02 • Joko Widodo réunit le ministre des Finances, le ministre du Commerce, le ministre de l'Industrie et le ministre des Entreprises publiques afin de discuter de la hausse des prix des médicaments dans le pays. Cette hausse s'explique par le fait qu'environ 90 % des matières premières pour la fabrication des médicaments sont importés.

02 • La police indonésienne célèbre son 78e anniversaire en présence de Jokowi et Prabowo. Cette célébration s'inscrit dans un climat tendu, après une controverse suscitée en juin par la mort à Padang d'un garçon de 13 ans torturé par un officier.

04 • Le Conseil d'éthique des instances d'organisation des élections (DKPP) révoque le président de la Commission électorale (KPU), Hasyim Asy'ari, pour avoir agressé sexuellement une administratrice du comité des élections à l'étranger.

26 • Le ministre Prabowo Subianto est reçu par Emmanuel Macron à l'Elysée. Ils discutent du renforcement des relations bilatérales entre les deux pays, ainsi que des enjeux sécuritaires mondiaux.

AOÛT 2024

1er • Une manifestation à Jakarta, contre la tentative du Parlement de réviser une décision de la Cour constitutionnelle concernant les lois électorales, est violemment réprimée, avec notamment le passage à tabac d'un journaliste de *Tempo* (le plus reconnu des hebdomadaires d'informations générales indonésien). L'initiative du Parlement est

perçue comme visant à faciliter la participation du fils cadet du président Jokowi aux élections régionales, malgré son âge inférieur à la limite requise.

26 • Le Parti du réveil national (PKB) réélit pour 2024-2029 son président sortant, Muhaimin Iskandar, candidat malheureux en 2024 à la vice-présidence, en tandem avec Anies Baswedan.

SEPTEMBRE 2024

05 - 07 • Encore ministre de la Défense, Prabowo conduit une tournée diplomatique de haut niveau dans cinq pays de l'ASEAN (Brunei, Laos, Cambodge, Thaïlande, Malaisie).

15 • Tollé provoqué par l'éviction du président de la Chambre de commerce et d'industrie (Kadin), Arsjad Rasjid, qui a soutenu durant sa campagne présidentielle Ganjar Pranowo, adversaire de Prabowo pour le parti de l'opposition PDI-P. Le Kadin tient malgré tout un congrès extraordinaire à Jakarta pour nommer à sa présidence Anindya Bakrie, fils d'Aburizal Bakrie (lequel avait occupé la même position entre 1994 et 2004), ancien dirigeant du parti Golkar et magnat des affaires.

20 • Le ministre néerlandais de l'Éducation, de la Culture et des Sciences, Eppo Bruins, signe un nouvel accord pour la restitution de 288 objets patrimoniaux à l'Indonésie. La signature a lieu au Wereldmuseum d'Amsterdam, avec Hilmar Farid, directeur général de la culture (ministère indonésien de l'Éducation, de la Culture, de la Recherche et de la Technologie).

OCTOBRE 2024

03 • Le gouverneur de la province de Kalimantan Sud, Sahbirin Noor, est désigné comme suspect dans une affaire de corruption liée à des projets d'infrastructure : un terrain de football de 23 milliards IDR (1,43 million $ US) et une piscine de 9 milliards IDR (environ 561 000 $ US) dans le complexe sportif intégré de la province, ainsi qu'un projet de 22 milliards IDR (1,37 million $ US) pour construire un centre d'enregistrement des documents de véhicules.

25 • Arrestation de Zarof Ricar, ancien haut fonctionnaire de la Cour suprême à la retraite. Dans les perquisitions menées au domicile du mis en examen, les enquêteurs découvrent près d'un trillion IDR (62,5 millions $ US) et plus de 50 kg d'or, un magot présumé issu de pots-de-vin, amassé de 2012 à 2022.

29 • Le Bureau du procureur général soupçonne de corruption l'ancien ministre du Commerce, Thomas Lembong, dans le cadre d'une importation de sucre ayant causé une perte de 400 milliards IDR (25,4 millions $ US) à l'État.

31 • Au mois d'octobre, 395 réfugiés rohingyas sont arrivés au nord de Sumatra par bateau, dont 78 % de femmes et d'enfants, contre 49 en octobre 2023. Au moins neuf personnes, dont six enfants, ont perdu la vie pendant ces traversées. Ces arrivées s'inscrivent dans une tendance d'augmentation notable, les réfugiés fuyant les conditions difficiles dans

les camps au Bangladesh et la persécution en Birmanie. Au moins une de ces embarcations a fait face au refus d'accueil des habitants locaux et il a fallu attendre une semaine et l'intervention de l'Agence des Nations unies pour les réfugiés pour qu'elle soit finalement autorisée à accoster.

NOVEMBRE 2024

21 • Le ministre de la coordination des Affaires alimentaires, Zulkifli Hasan, annonce que l'objectif d'autosuffisance alimentaire nationale est désormais avancé à 2027, contre 2028 auparavant. Un des points mis en avant est l'accélération de la distribution d'engrais subventionnés aux agriculteurs, lesquels sont produits par l'entreprise d'État Pupuk Indonesia. Les objectifs sont aussi soutenus par l'implication des forces militaires, pour la mise en place de rizières et la construction de canaux d'irrigation.

DÉCEMBRE 2024

16 • Le nouveau président de la Commission d'éradication de la corruption (KPK) pour la période 2024-2029, Setyo Budiyanto, prête serment. Prabowo Subianto intronise également quatre vice-présidents de la KPK, ainsi que les membres du conseil de surveillance de la Commission.

26 • L'Indonésie se recueille à la mémoire des quelque 220 000 personnes qui ont péri dans le tsunami qui a frappé les pays de l'océan Indien il y a 20 ans. La zone la plus touchée avait été le nord de l'île de Sumatra, où plus de 120 000 personnes avaient été tuées sur un total de 165 708 morts en Indonésie.

Portraits


Source : riaunews.com

Miftah Maulana Habiburrohman

Miftah Maulana Habiburrohman (né en 1981), connu sous le nom de Gus Miftah, est descendant d'une famille de prédicateurs, dans une tendance proche de celle de l'organisation traditionnaliste Nahdlatul Ulama. Vers 2004, il entreprend de prononcer ses prêches, parfois dans des clubs nocturnes, à l'attention des populations marginalisées : travailleuses du sexe, anciens détenus ou employés de boîtes de nuit. En 2012, il fonde à Sleman (environs de Yogyakarta) l'école coranique Ora Aji (« sans valeur », rappelant à chacun « que les croyants doivent faire montre d'humilité devant le Tout-puissant »[60]), pour accueillir ce même public.

Tout juste nommé Envoyé spécial du président pour l'Harmonie religieuse et le Développement des installations religieuses, il crée la polémique le 20 novembre 2024 lors d'un grand rassemblement religieux. Sans raison apparente, il invective depuis la scène un marchand de thé glacé et l'insulte copieusement, suscitant l'hilarité des autres religieux de son rang, ce qui ajoute à l'humiliation du vendeur contrit. Cette séquence suscite immédiatement de nombreuses condamnations de la part du grand public et des internautes. Le parti Gerindra en vient à multiplier les déclarations pour se distancier des propos de Gus Miftah et démontrer qu'ils ne sont pas conformes aux valeurs défendues par Prabowo Subianto, par exemple en publiant les extraits d'un discours du président dans lequel ce dernier exprime son respect pour les vendeurs de rue. Les fonctionnaires sont appelés à la vigilance sur leur attitude publique pour éviter les remarques blessantes à l'égard des classes modestes. Sous pression et appelé sans relâche à la démission, Miftah se rend le 4 décembre à la résidence du vendeur de thé glacé pour s'excuser, mais réitère en adoptant un ton condescendant. Deux jours plus tard, il est contraint d'annoncer son retrait. Cette séquence souligne le sentiment de défiance de la population vis-à-vis du comportement des élites, politiques comme religieuses, alors que les inégalités se creusent entre les hyper-privilégiés et les plus pauvres.

---

[60] Ristu Hanafi, « 70 Santri Gus Miftah, Ada Mantan Pekerja Salon Plus sampai Eks Napi », *detiknews*, 12 septembre 2018.


Source : Amnesty International

Rutce Selviani Bosawer

Rutce Selviani Bosawer est une militante affiliée à la section d'Amnesty International de l'Université Cenderawasih (UNCEN) de Jayapura, en Papouasie occidentale. Elle travaille au sein de la division Campagnes et médias, et se concentre sur les droits du travail et les questions de justice sociale en Papouasie. Elle s'est notamment impliquée dans la défense des droits des 8 300 travailleurs licenciés par PT Freeport Indonesia en 2017. En effet, les travailleurs victimes de ces licenciements abusifs ont non seulement perdu leur emploi, mais aussi leurs allocations familiales et leur capacité de payer l'assurance maladie, ceci les plongeant dans une pauvreté identifiée comme la cause directe de 115 décès. Inlassablement, Mme Bosawer presse, aux côtés d'autres ONG comme l'Institut d'aide juridique (LBH Papua), l'entreprise à remplir ses obligations envers les travailleurs touchés par les licenciements et appelle le gouvernement indonésien à faciliter les négociations. Mme Bosawer coordonne par ailleurs l'organisation Voix des femmes papoues (Suara Perempuan Papua), qui s'efforce de protéger les femmes contre les violences tout à la fois domestiques et politiques.

Arrêt sur image



La présidente du PDI-P, Megawati Soekarnoputri, lors d'une réunion du PDI-P
© Antara Photo

Le 14 décembre, la présidente du Parti démocratique indonésien de lutte (PDI-P), Megawati Soekarnoputri, signe les lettres d'exclusion de l'ancien Président Joko Widodo, son fils aîné le vice-Président Gibran Rakabuming Raka et son gendre Bobby Nasution. Le PDI-P annonce également l'exclusion de 27 autres cadres du parti. Les liens de Jokowi avec le PDI-P remontent au début de sa carrière politique : le parti l'a soutenu lorsqu'il s'est présenté avec succès à la mairie de Solo (Java Centre) en 2005, puis au poste de gouverneur de Jakarta en 2012. Le parti a également joué un rôle essentiel dans les deux victoires de Jokowi aux élections présidentielles de 2014 et 2019, ce malgré un soutien toujours tiède de la présidente Soekarnoputri. Leur relation a commencé à s'envenimer après que Gibran a été nommé colistier de Prabowo Subianto, alors candidat à la présidence, face au candidat du PDI-P, Ganjar Pranowo. L'équipe Prabowo-Gibran a finalement remporté l'élection présidentielle en février et a prêté serment le 20 octobre, tandis que plusieurs anciens ministres clés de Jokowi font désormais partie du cabinet de Prabowo. Bobby Nasution, qui est devenu maire de Medan avec le soutien du PDI-P, a depuis rejoint le parti Gerindra de Prabowo et a remporté l'élection au poste de gouverneur de Sumatra Nord, où son seul adversaire était un candidat du PDI-P. On ignore encore si Jokowi formera son propre parti ou rejoindra un autre groupe politique pour continuer à renforcer la base de soutien de sa famille.


Le Laos
Capitale
Capitale régionale
Route
Limite régionale
CHINE
BIRMANIE
VIETNAM
THAÏLANDE
CAMBODGE
Golfe du Tonkin
Mékong
PHONG SALI
Phong Sali
LUANG NAMTHA
Luang Namtha
BOKAEO
Huay Xay
UDOMXAY
Udomxay
LUANG PHABANG
Nakhon Luang Phabang
Xam Neua
HUAPHAN
Phonsavan
XIENG KHUANG
Xainyabuli
XAINYABULI
VIENTIANE
Xaisombun
XAISOMBUN
Phonmi
Pakxan
BOLIKHAMXAI
Nakhon Luang Vientiane
Préfecture de VIENTIANE
Thakhaek
KHAMMUAN
Nakhon Kaison Phomvihan
SAVANNAKHET
SALAVAN
Salavan
XEKONG
Xekong
Nakhon Pakxe
Attapeu
CHAMPASAK
ATTAPEU
N
O
E
S
0
50
100km
102°
105°
24°
21°
18°
15°

Laos

Aggravation des difficultés économiques et menaces immédiates du changement climatique

Phill Wilcox

Depuis la sortie de la pandémie de covid-19, le Laos continue d'être plombé par son économie, avec cette année une crise croissante de la dette, une hausse des prix et des niveaux d'inflation qui atteignent 40 %, plongeant une grande partie des ménages dans de profondes difficultés financières. Cette conjoncture a quelque peu éclipsé les autres événements survenus au cours de l'année écoulée, dont certains sont pourtant d'ordre structurel.

Il en va ainsi des effets du changement climatique, qui se sont manifestés tout au long de l'année par des événements météorologiques extrêmes, entraînant notamment de sévères inondations. Les dégâts catastrophiques causés par le typhon *Yagi* dans la province de Luang Namtha, dans le nord du pays, ont généré des inquiétudes quant à la sécurité des nombreux ouvrages hydroélectriques. Le gouvernement laotien ne montre pourtant aucun signe de réorientation de sa stratégie de développement, fondée sur des mégaprojets d'infrastructure tels que l'hydroélectricité.

En ce qui concerne les questions sociales, 2024 a été marquée par une faiblesse historique du niveau des inscriptions dans les universités laotiennes, que les autorités ont imploré les enseignants d'aider à relever. La prégnance des questions de santé souligne également la déficience des services de l'État à affronter le défi de fléaux sanitaires tels que le paludisme.

Les questions politiques, quant à elles, ont été marquées par des controverses sur les zones économiques spéciales (ZES) gérées par la Chine, qui signalent une dépendance toujours plus forte au puissant voisin. De graves problèmes de sécurité

(narcotrafic et traite des êtres humains) y mettent en évidence les failles des autorités à faire appliquer la loi et questionnent en filigrane le contrôle politique des intérêts publics.

Une économie qui continue à se dégrader

La dette et l'affaiblissement de la monnaie

Phénomène déjà souligné en 2023[1], l'économie laotienne peine à se remettre du covid-19, et le pays est dans le même temps confronté à une hausse constante de son niveau d'endettement. À la fin de 2023, ce niveau s'élevait à 112 % de son PIB[2]. Un an plus tard, la situation n'a pas changé, même si les chiffres précis restent variables et quelque peu opaques[3]. Une grande partie de cette dette est liée au développement d'infrastructures sur fonds chinois, dont le chemin de fer Laos-Chine ouvert depuis décembre 2021 est l'exemple le plus patent. Fin 2023, la Chine détenait environ la moitié de la dette nationale du Laos[4] et, bien que le Laos ne souhaite pas faire défaut ni demander un renflouement au FMI, il est probable que les discussions sur la restructuration de la dette sont en cours et se poursuivront[5].

Les mauvais résultats économiques ont conduit à des remaniements politiques jusqu'au plus haut niveau. En mai, le ministre des Mines a reconnu qu'au cours du mois précédent près de la moitié des sociétés minières du pays n'avaient respecté ni les normes industrielles, ni les réglementations, ni leurs obligations contractuelles[6]. Le Laos a été en déficit commercial constant entre janvier et août 2024[7]. Au début de l'année 2024, ce déficit s'élevait à 198 millions $ US, le sel étant le principal produit d'exportation du pays et le diesel son principal produit d'importation. Mais les chiffres provenant de sources officielles masquent un problème bien plus profond, à savoir le manque de contrôle de l'économie laotienne et l'absence de toute

---

[1] Éric Mottet et Karine Peyronnie, 2023, « Intensification de la crise sur fond d dette massive », *L'Asie du Sud-Est 2023. Bilan, enjeux, et perspectives*, Bangkok, IRASEC, p. 244-264

[2] « Laos' national debt now larger than its GDP – and could get even bigger », *Radio Free Asia*, 21 décembre 2023.

[3] Tommy Walker, « Is Laos facing a China debt trap? », *DW*, 23 juillet 2023.

[4] Marwaan Macan-Markar, « Laos central bank shake-up reveals forex crisis, China dependence », *Nikkei Asia*, 14 juin 2024.

[5] Tommy Walker, « Le Laos est-il confronté au piège de la dette chinoise ? », *D.W.com*, 23 juillet 2024.

[6] David Hutt, « Is the Lao State Collapsing? », *The Diplomat*, 8 mai 2024.

[7] Phonethida Sitthixay, « Laos Faces Eighth Consecutive Month of Trade Deficit », *The Laotian Times*, 26 septembre 2024.

forme de gestion efficace de cette dernière par l'État. En mai 2024, *The Diplomat* notait l'ampleur du commerce illégal au Laos ; même les sources officielles révèlent que seul un tiers des recettes d'exportation entre au Laos par le biais du système bancaire, ce qui remet en question la fiabilité des chiffres officiels[8]. La situation économique désastreuse ne laisse que peu d'options aux autorités : l'une d'entre elles consisterait à alourdir la fiscalité, mais ce faisant, elle aggraverait une situation déjà difficile pour les gens ordinaires et risquerait de décourager les investisseurs étrangers, dont le poids économique et politique a été croissant au cours de la dernière décennie.

Ces différents facteurs contribuent à l'affaiblissement rapide de la monnaie laotienne, et nourrissent l'inflation qui est restée élevée tout au long de l'année. Pour y faire face, un groupe de travail spécial a été créé en juillet. Par le passé, de tels groupes de travail se sont avérés efficaces et le mandat du groupe de travail covid-19 du Laos, par exemple, a été largement couronné de succès, mais il restera difficile de trouver une solution à l'inflation élevée, dont la population souffre (cf. *infra*).

Ces graves défis économiques mettent en difficulté les entreprises. Les autorités ont été assez ouvertes sur la situation économique, mais souvent sans être transparentes sur les causes. Pour y remédier, le gouvernement laotien a annoncé en septembre 2024 qu'il lancerait un programme de prêts à faible taux d'intérêt pour tenter d'accroître l'autosuffisance, stimuler la production et réduire la dépendance du pays à l'égard des importations[9]. De même, la Lao Bullion Bank, destinée à l'acquisition et la gestion de réserves d'or, a ouvert ses portes en septembre 2024, avec pour mission d'acquérir et de gérer des réserves d'or afin de contribuer à la stabilité financière du pays, en particulier à la stabilisation de la monnaie nationale, le kip[10]. On pourrait conclure qu'une telle approche risque d'être bien timorée et trop tardive, mais il est clair que la situation économique désastreuse ne peut perdurer sans susciter au moins une certaine forme d'action de la part des autorités.

---

[8] David Hutt, « Is the Lao State Collapsing? », *The Diplomat*, 8 mai 2024.

[9] Phontham Visapra, « Laos Launches Low-Interest Loan Program to Boost Economic Self-Reliance », *The Laotian Times*, 10 septembre 2024.

[10] « Lao Bullion Bank opens to bolster gold reserves », *Vientiane Times*, 30 septembre 2024.

Inquiétudes financières des ménages

La situation économique frappe les ménages de plein fouet. Les prix ont doublé en 2023 et la situation en 2024 n'a fait que s'aggraver, de nombreuses familles n'achetant que les produits de base ou n'ayant parfois même pas les moyens de se les procurer. En août 2024, le Bureau des statistiques notait que les coûts de la santé avaient augmenté de plus de 30 % par rapport au mois précédent, tout comme les besoins de base tels que le gaz de cuisine, l'eau et l'électricité. Le coût des denrées alimentaires avait également augmenté de plus de 20 %[11].

À bien des égards, cette situation douloureuse peut être considérée comme un prolongement de la crise du carburant de 2022, alors que celui-ci était souvent indisponible pour une grande partie de la population. La différence vient de ce qu'aujourd'hui, les biens ne sont pas tant indisponibles que trop souvent inabordables et leurs prix soumis à de constantes fluctuations. Dans les magasins tels que les supermarchés, les panneaux indiquant les prix affichés doivent être vérifiés à la caisse, car ils peuvent ne pas avoir été mis à jour récemment, en raison de changements de prix devenus de plus en plus fréquents.

Les salaires n'ayant pas augmenté au même rythme que le coût de la vie, ils sont tout à fait insuffisants pour couvrir les dépenses quotidiennes de la population et cela vaut aussi bien pour les personnes occupant des emplois peu qualifiés que pour les travailleurs qualifiés. En outre, les tentatives gouvernementales pour limiter l'emploi de devises étrangères ne contribuent pas à améliorer la situation. Alors que nombre de paiements sont couramment effectués en dollars américains, en bahts thaïlandais ou en yuans chinois[12], en juillet 2024 une directive gouvernementale rappelait que tous les paiements doivent être effectués en kips. Et en septembre, le gouvernement imposait le versement des salaires en kip, y compris ceux jusqu'alors payés en devises étrangères (cas des entreprises employant du personnel étranger), selon un taux de change publié par une banque commerciale dans les trois jours précédant le paiement, mesure entrée en vigueur dès le 1er octobre suivant[13]. Les incertitudes entourant le kip ne sont de nature à rassurer ni les entreprises ni les

---

[11] Chono Lapuekou, « Laos: July Inflation Rate Remains High Amid Rising Living Costs », *The Laostian Times*, 31 juillet 2024.
[12] *Vientiane Times* sur Facebook, https://www.facebook.com/story.php/?story_fbid=995719112558322&id=100063607269013.
[13] Phonethida Sitthixay, « Employers Advised to Adopt Fair Exchange Rates for Salaries, Wages Starting 1 October », *The Laotian Times*, 3 septembre 2024.

salariés, et s'ajoutent au niveau d'inflation pour aggraver la situation dans laquelle se trouve la population : la monnaie nationale se dévalue rapidement et, même lorsque le paiement en devises étrangères est découragé ou interdit, l'affichage des prix dans ces devises reste chose courante. Sans surprise, le kip laotien n'a aucune valeur à l'extérieur du pays.

La hausse du chômage, enfin, pousse un grand nombre de travailleurs laotiens à émigrer à la recherche de meilleures opportunités économiques, le plus souvent en Thaïlande ou en Corée du Sud, ou à se déplacer à l'intérieur du pays. Le covid-19 avait provoqué le retour à la campagne d'un grand nombre de travailleurs ayant auparavant migré vers les villes, mais la situation s'est quelque peu inversée depuis, avec de nouvelles migrations urbaines, les villes représentant, de surcroît, des points de transit pour la poursuite de la migration vers l'étranger ou d'autres régions.

La réalité croissante de conditions météorologiques extrêmes

L'année 2024 a souligné la gravité de l'urgence climatique au Laos et la vulnérabilité du pays aux effets du changement climatique. Du 9 au 11 septembre le typhon *Yagi* a causé de graves destructions dans la province de Luang Namtha (nord du Laos), endommageant 37 villages, causant deux morts et 1 990 évacuations. L'armée laotienne a été déployée pour participer aux opérations de sauvetage, mais les conséquences pour les habitants ont été dramatiques en termes de sécurité et d'accès aux moyens de subsistance et aux équipements de base[14]. Des informations contradictoires selon lesquelles les barrages hydroélectriques procédaient ou non à des lâchers d'eau, ont suscité une vive inquiétude parmi les habitants des zones de faible altitude[15]. En octobre, les habitants de Vientiane, de Luang Prabang et d'autres villes se remettaient des effets des inondations, tandis que ceux d'autres régions du nord-est et du sud commençaient à leur tour à s'en inquiéter. Pour tous, la peur de futures inondations demeure.

[14] World Food Programme, « WFP Lao PDR: Flood situation update », 16 septembre 2024.

[15] Au cours de la semaine des inondations à Vientiane et à Luang Prabang, une chaîne de médias laotienne lance un avertissement selon lequel des inondations pourraient se produire en raison d'opérations hydroélectriques à Jinghong, en Chine, devant libérer de l'eau et donc la disperser plus loin en aval. Quelques heures plus tard, une autre chaîne de médias déclare qu'il n'y aura pas de libération d'eau de la part de la Chine.

Ces événements d'octobre ne sont que les derniers d'une longue série de phénomènes météorologiques extrêmes qui ont dramatiquement frappé le Laos. Non seulement en juillet 2024, déjà, des inondations et des glissements de terrain causaient des problèmes dans les régions du nord et du centre, affectant près de 5 000 personnes[16], mais plus tôt dans l'année, le pays avait été frappé par la vague de chaleur qui a affecté toute l'Asie du Sud-Est continentale. En avril, les écoles de la capitale ont été invitées à annuler leurs activités de plein air, jusqu'à ce que les températures retrouvent leurs valeurs normales. Dans le même temps et alors que les besoins en climatisation des bâtiments explosaient, les habitants de Vientiane étaient confrontés à des pénuries d'électricité. Conséquence des besoins croissants en climatisation, la consommation d'électricité des ménages a augmenté de 45 % au cours des trois dernières années[17].

Le Laos est aussi touché par d'autres problèmes environnementaux, comme la pollution. En avril, la dégradation de la qualité de l'air a atteint un niveau inquiétant en raison de l'incinération des résidus agricoles en milieu rural et des déchets domestiques un peu partout, y compris dans les centres urbains. Les habitants ont été enjoints de rester chez eux jusqu'à ce que les niveaux de pollution diminuent[18]. La population s'inquiète également de la pollution des rivières. En juillet 2024, Radio Free Asia faisait état de niveaux de pollution inquiétants autour de Luang Prabang, attribués à une surveillance et une gouvernance insuffisantes des projets et des activités des entreprises étrangères opérant dans le pays[19]. Ce constat rejoint par ailleurs les critiques formulées suite aux inondations de septembre, une grande partie de la population laotienne attribuant la catastrophe au grand nombre de projets hydroélectriques dans le pays, associé aux phénomènes météorologiques extrêmes. Le changement climatique est désormais plus fréquemment évoqué au Laos et, officiellement, tout le monde est censé s'en préoccuper et prendre les mesures qui s'imposent. Or, si la population est très consciente du phénomène, peu de gens en connaissent les raisons et font le lien entre préoccupations climatiques et choix de consommation individuels.

---

[16] « Lao PDR: Floods - Jul 2024 », *Relief web*, https://reliefweb.int/disaster/ff-2024-000156-lao.

[17] Chono Lapuekou, « Laos: Electricity Consumption Surges 45 Percent in Three Years », *The Laotian Times*, 1er juillet 2024.

[18] Phontham Visapra, « Government Addresses Air Pollution in Latest Monthly Meeting », *The Laotian Times*, 29 avril 2024.

[19] « Chemicals dumped into Lao river contaminate water source, kill fish », *Radio Free Asia*, 18 août 2024.

Malgré leurs conséquences économiques et les préoccupations environnementales associées, les autorités ne remettent pas en question les mégaprojets d'infrastructure et prévoient même un nouveau barrage hydroélectrique à la frontière entre le Laos et le Viêtnam[20]. Le coût de ce type de projets pourrait pourtant aggraver la crise de la dette en cours, alors que la Banque asiatique de développement a encore octroyé un prêt de plus de 3 millions $ US, approuvé en septembre, afin d'améliorer l'efficacité du secteur énergétique laotien[21].

En matière d'énergies renouvelables, le solaire se développe dans le cadre d'une concession accordée à une entreprise chinoise pour la construction d'un parc solaire de 1 000 MW à proximité de la frontière chinoise (province d'Oudomxay). Ce partenariat est censé contribuer à la production d'énergie propre et à la sécurité énergétique tant du Laos que de la Chine, l'objectif étant de porter à 30 % la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique laotien. D'autres parcs, solaires et éoliens, sont en projet dans les provinces du nord (Oudomxay, Phongsaly et Luang Namtha), avec une capacité installée prévue de 10 millions KW[22].

En ce qui concerne les transports, un programme de transports publics pour Vientiane a été relancé à la mi-2024, avec la construction de nouveaux arrêts de bus et de voies réservées aux bus. La justification officielle est l'amélioration de l'environnement et de la qualité de l'air, ainsi que le désengorgement du trafic autour de la capitale[23]. Cependant, les habitants soulèvent que la mise en place de couloirs de bus représente un véritable défi, dans un environnement urbain passablement chaotique, où les piétons partagent le trottoir avec divers véhicules et où la chaussée n'est pas réservée aux seuls véhicules en mouvement.

Malgré les mécontentements, pas de changement politique attendu

Dans un article consacré à l'importance de la stabilité au Laos en période de turbulences, le chercheur Kearrin Sims note que les pierres angulaires de la politique laotienne ont longtemps été, et restent, la stabilité du pays et la volonté de

[20] « Laos agrees to build dam in remote, mountainous area near Vietnam border », *Radio Free Asia*, 19 juin 2024.
[21] *Idem*.
[22] « Laos, China partner in clean energy development », *Vientiane Times*, 16 septembre 2024.
[23] « Vientiane moves closer to efficient bus service », *Vientiane Times*, 5 juin 2024.

développement, fondées sur les projets d'infrastructure accélérés, ainsi que la mitigation des effets du changement climatique[24]. Ce double objectif de stabilité et de développement sous-tend les priorités et les actions de l'*establishment* politique lao et de ses organes, ce qui conduit les autorités à traiter sans ménagements toute critique à leur égard (cf. *infra*, la section sur la criminalité et la justice). Cela explique également pourquoi il n'y a guère de débat public sur la pertinence des trajectoires de changement futures, et l'absence de véritable consultation ouverte sur les nouveaux projets hydroélectriques.

Le remaniement ministériel intervenu au milieu de l'année 2024 s'est lui aussi fait en dehors de tout débat, conformément à la manière dont l'*establishment* politique lao envisage les préoccupations de la population et y répond, tout en promouvant ses programmes pour le pays. Le développement par le biais de mégaprojets d'infrastructure, dont il a été question plus haut, en est un exemple clair : il entraîne des difficultés immédiates pour les populations locales qui sont déplacées dans le cadre de ces initiatives, mais est présenté à la population comme étant dans l'intérêt national du développement du pays. Une telle approche n'autorise aucune discussion sérieuse et de nombreux Laotiens continuent à se demander qui bénéficie des projets de développement du pays.

Cette situation s'explique en partie par les inquiétudes persistantes concernant la corruption, un problème grave auquel le Laos reste confronté à tous les niveaux de la société et des instances de gouvernement. Les autorités laotiennes sont parfaitement conscientes de ce problème et, en septembre, pour montrer qu'elles le prennent au sérieux, 13 fonctionnaires de la province de Luang Namtha ont été condamnés à des peines d'emprisonnement pour corruption, notamment pour détournement de fonds et blanchiment d'argent[25].

Quel que soit le degré de mécontentement populaire à l'égard de la classe politique, un changement systémique remettant en cause le régime du parti unique reste inenvisageable. Dans le même temps, le système continue de bénéficier du soutien d'une population locale qui ne voit guère d'alternatives crédibles, et la nature autoritaire de l'*establishment* politique demeure. S'il est donc peu probable que le

---

[24] Kearrin Sims, 2024, « Lao PDR: The Politics of Stability in Turbulent Times », *in* Gabriel Facal, Elsa Lafaye de Micheaux et Astrid Norén-Nilsson (dir.), *The Palgrave Handbook of Political Norms in Southeast Asia*, Singapour, Palgrave Macmillan, p. 209-226.

[25] Phonethida Sitthixay, « Former Government Officials in Luang Namtha Sentenced for Corruption », *The Laotian Times*, 13 septembre 2024.

système politique dans son ensemble change, en revanche la composition de ses instances dirigeantes, elle, peut et va changer. En septembre, les rumeurs de départ des principaux dirigeants s'intensifiaient, et les changements à la tête du pays faisaient désormais l'objet de discussions informelles, des annonces officielles étant attendues lors du Congrès national du Parti Populaire Révolutionnaire du Laos (PPRL), au début de l'année 2026[26].

Des relations internationales sur un terrain mouvant

En matière de relations internationales, la relation structurelle entre le Laos et la Chine et la dépendance sans cesse croissante du premier envers la seconde, restent inchangées. Le chemin de fer reliant les deux pays transporte désormais chaque jour des trains entiers de passagers à travers la frontière, faisant la navette entre Kunming, dans la province chinoise du Yunnan, et Vientiane. En trois ans d'exploitation, le chemin de fer a transporté 4,3 milliards de passagers, dont 740 000 à l'intérieur du Laos, et 4 830 tonnes de marchandises[27]. La nouvelle ligne de chemin de fer a par ailleurs permis de transporter des soldats chinois au Laos, dans le cadre d'exercices militaires conjoints[28]. L'intensification des mobilités se manifeste en outre par les liaisons aériennes, améliorées avec un nouveau vol direct entre Xishuangbanna (dans le sud de la province du Yunnan) et Vientiane[29].

Dans l'ensemble, la Chine continue de jouer un rôle ambigu au Laos. Les investissements chinois sont officiellement salués comme contribuant à la croissance et à la stimulation de l'économie laotienne, mais dans le même temps, les autorités sont conscientes du sentiment négatif suscité par la Chine au sein de la population. Celle-ci considère l'influence croissante de la Chine et des Chinois au Laos comme oppressive, malgré les opportunités économiques qu'elle apporte. Pour une large partie de la population, la Chine est synonyme de ZES, de mauvaises pratiques, de non-respect des droits humains et d'activités criminelles. C'est peut-être pour répondre à certaines de ces préoccupations qu'à la mi-2024, plus de

---

[26] David Hutt, « Laos' ASEAN chairmanship propels foreign minister to PM contender », *Radio Free Asia*, 14 septembre 2024.

[27] Souliyasone Ngotsyoudom, « Laos-China Railway Celebrates Three Years: Over 43 million Passengers », *The Laotian Times*, 4 décembre 2024.

[28] Duncan Bartlett, « Laos and China Use BRI-funded Railway to Bring Their Armies Together », *The Diplomat*, 19 juillet 2024.

[29] « Laos agrees to build dam in remote, mountainous area near Vietnam border », *Radio Free Asia*, 19 juin 2024.

700 ressortissants chinois travaillant dans la zone économique spéciale du Triangle d'or ont été arrêtés à la suite de leur implication dans le fonctionnement de centres d'appels frauduleux (cf. *infra*)[30]. Quant aux projets pharaoniques des ZES, tous ne sont pas menés à leur terme. Ainsi, *Radio Free Asia* rapportait en août que la construction d'un complexe hôtelier et de jeux sur la ZES de Sithandone (une île sur le Mékong dans la province de Champassak, sud du Laos), gérée par un développeur basé à Hong Kong, était au point mort. En cause, des problèmes de trésorerie, les ouvriers n'ayant pas été payés depuis plusieurs mois[31].

Même hors des zones économiques spéciales, le nombre d'entreprises exploitées par des Chinois au Laos reste élevé, et de nombreux Laotiens estiment que, quels que soient les avantages apportés par la Chine au Laos, ils n'en seront pas moins très inégalement répartis entre les ressortissants chinois et la population laotienne. Par exemple, un problème récurrent concerne l'attribution de concessions foncières à des fins d'exploitation du sous-sol par des compagnies chinoises, sans considération des droits et usages des paysans locaux[32]. Malgré cela, le gouvernement laotien n'a guère les moyens de distendre ses relations avec son puissant voisin[33].

Le prix de la relation bilatérale entre le Laos et le Viêtnam, moins déséquilibrée mais pas moins essentielle pour les deux partenaires, a été rappelé au mois de juillet, à l'occasion de la visite officielle au Laos du président vietnamien nouvellement élu, Tô Lâm. Au-delà de la proximité géographique, historique, culturelle et économique entre les deux pays, la multiplication des barrages hydroélectriques laotiens sur le Mékong est de nature à menacer les équilibres hydrologiques et agricoles dans le delta du Mékong. Enfin, le Viêtnam voit la nécessité de s'appuyer sur le Laos pour faire face à l'influence croissante de la Chine dans ses espaces frontaliers, au nord, à l'est (mer de Chine méridionale) et à l'ouest (frontières avec le Cambodge et le Laos)[34].

---

[30] Sebastian Strangio, « Lao, Chinese Officials Detain 771 in Raid on Golden Triangle Gambling Hub », *The Diplomat*, 22 août 2024.

[31] « Workers say massive construction project in southern Laos SEZ has stalled », *Radio Free Asia*, 28 août 2024.

[32] « Lao villagers oppose granting Chinese company land for coal mining », *Radio Free Asia*, 6 novembre 2024.

[33] Kearrin Sims, 2024, « Lao PDR: The Politics of Stability in Turbulent Times », *in* Gabriel Facal, Elsa Lafaye de Micheaux et Astrid Norén-Nilsson (dir.), *The Palgrave Handbook of Political Norms in Southeast Asia*, Singapour, Palgrave Macmillan, p. 209-226.

[34] Nguyen Thanh Giang et Nguyen The Phuong, « Recalibrating the Laos-Vietnam Special Relationship For the 21st Century », *The Diplomat*, 30 août 2024.

Sur un autre front diplomatique, le président lao Thongloun Sisoulith s'est rendu en Russie en mai, rencontrant Vladimir Poutine pour marquer les 30 ans d'amitié officielle entre les deux pays et réaffirmer l'engagement à poursuivre la coopération. En septembre, les militaires laotiens et russes ont mené des exercices d'entraînement conjoints (LAROS 2024) dans la province de Primosky, la plus méridionale de l'Extrême-Orient russe, afin de partager leurs connaissances et de se préparer à d'éventuelles futures opérations communes, en particulier « pour éliminer les groupes armés illégaux dans le cas où l'ennemi utiliserait des drones de reconnaissance et des drones d'attaque »[35].

Face à ces partenaires privilégiés, les États-Unis paraissent effacés. Début octobre toutefois, le secrétaire d'État américain Anthony Blinken s'est rendu à Vientiane et a réaffirmé l'engagement des États-Unis à renforcer les liens avec le Laos. Il a mis l'accent sur deux priorités essentielles dans le cadre d'un partenariat permanent entre les États-Unis et le Laos : le renforcement des compétences et capacités humaines au Laos et l'engagement à éliminer les munitions non explosées (*Unexploded ordnances*, UXO) provenant des conflits passés, un domaine qui reste un problème pour le Laos depuis l'époque de la guerre du Viêtnam[36].

Politique sociale et intérieure

Redynamiser le tourisme comme source de revenus

Plus de deux millions de touristes ont visité le Laos au cours des huit premiers mois de 2024, et Luang Prabang a été désignée par la collection de guides de voyage *Lonely Planet* comme l'une des meilleures destinations touristiques en Asie, les trois premiers pays d'origine des visiteurs étant la Thaïlande, le Viêtnam et la Chine[37]. Pour mieux arrimer ce succès, le gouvernement laotien a annoncé en juin une réforme de la réglementation migratoire, autorisant un séjour touristique de 60 jours au lieu de 30 précédemment. De plus, dans le cadre du programme « Visit Laos

---

[35] Phontham Visapra, « US-Lao Ties in Focus: Blinken Addresses Global Issues, UXO Clearance », *The Laotian Times*, 12 octobre 2024.
[36] Phontham Visapra, « US-Lao Ties in Focus: Blinken Addresses Global Issues, UXO Clearance », *The Laotian Times*, 12 octobre 2024.
[37] Phontham Visapra, « Laos Attracts 2.6 million International Tourists in First Eight Months », *The Laotian Times*, 30 septembre 2024.

Year 2024 », les visiteurs chinois pourront entrer sans visa. Les touristes et les opérateurs touristiques continuent toutefois de se plaindre du coût élevé des frais de visa, alors que de nombreux voyageurs peuvent visiter sans visa des pays voisins comme le Viêtnam et la Thaïlande. Les entreprises locales du tourisme ont exprimé l'espoir que le nombre de touristes augmente pendant la haute saison (de novembre à janvier), très attendue en raison de la situation économique. Pour illustrer l'importance que cette question revêt aux yeux des autorités, une grande partie du discours officiel de cette année a porté sur la nécessité d'améliorer les normes d'accueil pour la clientèle internationale, la connaissance de la culture et des traditions laotiennes pour les voyagistes et hôtes, et les compétences linguistiques des agents de l'industrie touristique[38].

Cette politique arrive à un moment particulièrement important, car la confiance dans l'industrie touristique laotienne a été ébranlée à la fin de l'année 2024, par la mort de six touristes après avoir consommé des boissons frelatées au méthanol à Vang Vieng, une destination populaire auprès des jeunes touristes, dans le centre du Laos, et historiquement réputée pour ses fêtes. Les personnes décédées, originaires d'Australie, du Danemark, des États-Unis et du Royaume-Uni, sont tombées malades dans les jours qui ont suivi le 12 novembre. À ce jour, les autorités laotiennes ont arrêté huit membres du personnel d'une auberge de jeunesse. Cette tragédie a également été largement couverte par la presse internationale, ce qui ne favorise pas l'image du Laos à l'étranger. Les autorités laotiennes ont réagi rapidement en présentant leurs condoléances et en promettant une justice rapide pour les coupables. Elles ont aussi interdit la vente de vodka et de whisky de la marque incriminée à Van Vieng, mais le problème est général en Asie du Sud-Est.

L'amélioration des transports doit aussi jouer un rôle-clé. La ligne de train reliant Vientiane à Bangkok a été mise en service à la mi-2024. Il n'est donc plus nécessaire de partir de la gare de Thannaleng à Vientiane pour prendre une navette jusqu'à la ville frontalière de Nong Khai avant d'emprunter une ligne thaïlandaise pour Bangkok. Des trains circulent désormais quotidiennement entre les deux capitales en proposant un service de couchettes. Les clients passent par les contrôles de visa laotiens avant de monter dans le train et se soumettent à des formalités similaires à Nong Khai. Par ailleurs, en septembre 2024 entrait en service un premier

[38] Kheuakham Chanlivong, « Lao Tour Guides Trained to Meet International Standards », *The Loatian Times*, 25 juillet 2024.

train touristique reliant Kunming à Vientiane via Luang Prabang, à destination d'une clientèle fortunée essentiellement chinoise[39]. Le Laos peut se féliciter du fait qu'en 2024, les premiers conducteurs de train de nationalité laotienne conduiront au moins une partie des trains à l'intérieur du pays. Cette année marque également une amélioration des infrastructures de transport routier, y compris de meilleures options de bus à Vientiane, ainsi que des services transfrontaliers entre le Laos et la Thaïlande.

Le Laos s'est enfin davantage ouvert au transport aérien. En juillet, Air Asia a repris ses rotations entre Kuala Lumpur et Vientiane, et des options de vol existent désormais pour la première fois entre Yangon et Vientiane, auxquelles s'ajoutent de nouvelles liaisons aériennes entre le Laos et Singapour. L'aéroport de Luang Prabang devrait également s'agrandir pour accueillir davantage de vols, en particulier de longue distance, y compris pour relier directement le Laos à la Corée du Sud, de nombreux travailleurs laotiens émigrant pour travailler dans ce pays[40]. Tous ces développements sont liés aux tentatives de relance de l'économie laotienne par le biais de l'entrée de devises fortes.

Craintes éducatives et satisfactions sanitaires

Au cours de l'été 2024, la presse laotienne s'est interrogée sur les raisons pour lesquelles le nombre de candidats aux examens d'entrée dans les universités laotiennes avait été plus faible que jamais : en 2016, environ 15 000 candidats s'étaient présentés aux examens d'entrée, alors qu'en 2024, ils n'étaient plus que 5 000[41]. Parmi les raisons invoquées, la plus importante est le manque de débouchés offerts aux diplômés. De nombreux étudiants cherchent alors à étudier à l'étranger et à bénéficier de bourses d'études, la Chine jouissant d'une forte attractivité. De fait, de nombreux jeunes Laotiens sont plus intéressés par l'apprentissage du mandarin et les opportunités économiques offertes par la Chine, que par des études universitaires au Laos[42].

---

[39] Yang Feiyue, « Cross-border tourism train launched in Kunming », *China Daily*, 25 septembre 2024.

[40] « Laos prepares to connect with Korea through direct flights from Luang Prabang », *Vientiane Times*, 6 septembre 2024.

[41] Phontham Visapra, « Lao National University Sees Record Low in 2024 Entrance Exam Enrollment Amid Job Market Concerns », *The Laotian Times*, 21 août 2024.

[42] « Young Laotians want to learn Mandarin – not go to university », *Radio Free Asia*, 1er septembre 2024.

Le déclin de la scolarisation au Laos est également lié à la faiblesse des niveaux d'éducation. Il ne s'agit pas d'un problème nouveau, puisqu'à la fin de l'année 2023, des préoccupations avaient été exprimées sur la manière dont l'éducation au Laos devait être améliorée, même si le taux de scolarisation au niveau primaire et les niveaux d'alphabétisation restaient relativement élevés. Le Laos souffre d'une grave pénurie d'enseignants ; ainsi, dans la province de Bolikhamxay (centre du pays), au début de l'année scolaire en septembre il manquait de plus de 400 enseignants[43]. Rien d'étonnant, les salaires de ces derniers sont très bas et l'enseignement n'est pas une option de carrière attrayante. Moins d'enseignants dans les écoles de formation, cela signifie moins de futurs enseignants dans les années à venir, et cette tendance ne montre aucun signe d'inversion. Les écoles de Vientiane ont également fermé pendant plusieurs jours en septembre pour éviter les embouteillages lors d'un sommet de l'ASEAN organisé à Vientiane, ce qui a donné lieu à de nombreuses plaintes sur les médias sociaux selon lesquelles, une fois de plus, l'éducation n'est apparemment pas une priorité politique.

Autre sujet sensible, la disponibilité des soins de santé. L'accès à ces derniers reste un problème sérieux au Laos, les salaires des travailleurs de la santé restant eux aussi très bas. Parmi les pays les moins avancés, le Laos souffre de problèmes de soins de santé communs à l'ensemble des pays du Sud. Cependant, le tableau n'est pas entièrement négatif. Le paludisme a été largement réduit au Laos, avec une prévalence ramenée à 10 % de ce qu'elle était il y a dix ans. L'objectif du pays reste néanmoins d'éradiquer le Plasmodium falciparum, qui est le plus mortel des parasites causant le paludisme, dès 2025[44]. Par ailleurs, la dengue, autre maladie vectorielle transmise par le moustique, reste un problème de santé majeur[45]. Toutefois, en février 2024, une bonne nouvelle, rare dans une année par ailleurs plutôt morose, a été rapportée, selon laquelle les vastes campagnes de prévention de la dengue menées en 2022 et 2023 dans la capitale Vientiane ont été couronnées de succès, réduisant de 60 % le nombre de cas recensés[46]. Autre bonne nouvelle tombée au mois d'août, des chirurgiens laotiens et vietnamiens ont réalisé leur toute première

---

[43] Phonethida Sitthixay, « Bolikhamxay Province Faces Urgent Teacher Shortage », The Laotian Times, 5 septembre 2024.

[44] USAID, « From Rampant to Rare: Two Microscopist's Fight Against Malaria in Lao PDR », https://www.usaid.gov/laos/stories/aug-20-2024-rampant-rare-two-microscopists-fight-against-malaria-lao-pdr.

[45] Cf. dans ce volume, le chapitre de É. Daudé *et al*.

[46] Phontham Visapra, « Public Health Project Plays Part in Controlling Dengue Transmission in Vientiane Capital », *The Laotian Times*, 28 février 2024.

transplantation d'organe conjointe, annoncée sans plus de détails dans un hôpital militaire de Vientiane[47]. Enfin, en octobre, un nouveau bâtiment hospitalier a été inauguré dans l'hôpital principal de Vientiane dans le cadre de la coopération sino-laotienne[48]. Ces deux événements dans le domaine de la santé soulignent à nouveau et à leur manière l'importance des relations entre le Laos et ces deux voisins.

Zones économiques spéciales, zones de non-droit

Le Laos maintient une approche stricte de la consommation de stupéfiants, la lutte contre la drogue étant une priorité pour les autorités laotiennes, de même que la traite des êtres humains. En septembre, grâce à la coopération internationale, les autorités sud-coréennes et Interpol ont intercepté plus d'un milliard $ US de drogue dans la zone économique spéciale du Triangle d'or[49].

Dans cette même région, les centres d'arnaque en ligne restent également un grave problème[50], qui reflète l'incapacité des autorités laotiennes à faire appliquer efficacement la loi au sein des ZES. Le 12 août, une opération conjointe sino-laotienne a conduit à plus de 700 arrestations et l'ordre a été donné de fermer tous les centres d'appels illégaux dans la zone économique spéciale du Triangle d'Or, avant la date du 25 août[51]. Reste à savoir si cela résoudra ces problèmes ou s'ils ne feront que se déplacer[52]. À Tonpheung (province de Bokeo) en septembre, un bateau transportant sur le Mékong d'anciens employés birmans de centres d'appels fermés et voulant rejoindre Tachileik, en Birmanie, a chaviré, faisant au moins 16 disparus[53].

Des questions similaires concernant les zones économiques spéciales et le manque d'efficacité de l'application de la loi concernent également la traite des êtres

[47] Kheuakham Chanlivong, « Joint Organ Transplant Surgery Marks Milestone in Laos's Healthcare », *The Laotian Times*, 29 août 2024.
[48] Kheuakham Chanlivong, « New Building at Mahosot Hospital Opens, Marks Laos-China Cooperation Milestone », *The Laotian Times*, 15 octobre 2024.
[49] Taejun Kang, « South Korea, Interpol confiscate drugs worth $1bn in Golden Triangle », *Radio Free Asia*, 12 septembre 2024.
[50] Kheuakham Chanlivong, « Latest Telecom Fraud Crackdown in Bokeo SEZ: Thousands of Devices Seized », *The Laotian Times*, 4 septembre 2024.
[51] Sebastian Strangio, « Laos Issues Ultimatum to Golden Triangle Scam Operators », *The Diplomat*, 14 août 2024.
[52] Sebastian Strangio, « Lao, Chinese Officials Detain 771 in Raid on Golden Triangle Gambling Hub », *The Diplomat*, 22 août 2024.
[53] « 16 Myanmar workers missing in Golden Triangle boat accident », *Radio Free Asia*, 3 septembre 2024.

humains, pour laquelle le Laos reste une source et une plaque tournante : les autorités laotiennes ne disposent tout simplement pas des ressources nécessaires pour faire face à ce problème[54]. La traite des êtres humains est la plupart du temps initiée par des annonces frauduleuses diffusées sur les médias sociaux, offres d'emploi ou invitations à des femmes laotiennes à se rendre en Chine pour s'y marier[55]. La plupart des victimes de la traite sont de jeunes Laotiennes et Laotiens appauvris, à qui l'on fait miroiter une meilleure situation économique avant de les envoyer dans les pays voisins pour le travail forcé. En août 2024, on annonçait le procès de trois trafiquants présumés (deux Chinois et un Laotien) dans la province de Luang Namtha (nord du Laos) pour trafic d'êtres humains ; les jeunes gens retenus étaient exploités sexuellement pour nourrir l'industrie pornographique[56].

Toujours au registre des violences privées, le harcèlement et les abus sexuels constituent un problème récurrent au Laos, auquel répond assez mal l'engagement de l'État à poursuivre et responsabiliser les auteurs d'un côté, et soutenir les victimes de l'autre[57]. Les histoires de harcèlement sexuel et de violence domestique sont néanmoins de plus en plus et de mieux en mieux partagées sur les médias sociaux, souvent par l'intermédiaire de l'Union des femmes lao. Cette parole qui se libère n'est cependant pas le signe d'une liberté d'expression accrue. En matière de politique, si les commentaires critiques à l'égard des autorités sont monnaie courante, il est également vrai que les citoyens risquent toujours de se voir poursuivis pour de ce qu'ils publient en ligne. L'année 2024 a, certes, vu la libération de la blogueuse Houayheuang Xayabouly (dite « Mouay »), qui avait critiqué les efforts de secours du gouvernement lors des précédents épisodes d'inondations en 2019 mais, condamnée à cinq ans de prison, elle a bel et bien purgé sa peine[58].

Le principal point qui aura dominé l'année 2024 restera probablement la dégradation continue de l'économie, avec la question de savoir si le gouvernement laotien est réellement en mesure d'assurer la stabilité économique du pays et de faire face au coût élevé de la vie. Le défi est immense. La situation financière pourrait s'aggraver

[54] « Lao official: Gov't can't afford to address rise in human trafficking », *Radio Free Asia*, 24 septembre 2024.
[55] « Ads on Facebook, TikTok target Lao women for marriage with Chinese men », *Radio Free Asia*, 21 août 2024.
[56] « Three human traffickers to stand trial in northern Laos », *Radio Free Asia*, 2024.
[57] Phontham Visapra, « Lao Student's Viral Story Sparks Discussion on Sexual Harassment, Victim Support », *The Laotian Times*, 5 juillet 2024.
[58] « Lao blogger who criticized failed response to flood freed from prison », *Radio Free Asia*, 12 septembre 2024.

et la monnaie se dévaluer davantage ; en toute raison, on ne peut non plus s'attendre à ce que la situation économique s'améliore suffisamment pour produire des effets significatifs sur les populations locales et leur vie. Les prévisions de 2021 envisageant que le Laos puisse sortir de la catégorie des pays les moins avancés en 2026[59] semblent plus qu'incertaines, et il est essentiel de suivre de près ce que cela signifiera en termes de différence (ou non) dans la vie quotidienne et la qualité de vie.

Une autre menace importante à l'horizon 2025 et au-delà est l'impact du changement climatique. Il est plus que probable que des phénomènes tels que les chaleurs extrêmes et les inondations se reproduiront aux cours des années à venir. Pour les Laotiens, apprendre à vivre dans cet environnement difficile continuera à poser de sérieux défis, la population subissant en outre les conséquences de politiques et de mesures prises hors de leur pays. Il conviendra également de surveiller de près comment et jusqu'où les autorités laotiennes pourront atténuer ces effets négatifs, notamment en termes d'actions concrètes, et dans quelle mesure la population locale y sera associée. En effet, tout changement systémique dans l'*establishment* politique laotien reste très improbable, étant donné que le système politique reste suffisamment enraciné pour limiter une alternative réaliste ou crédible quelle qu'elle soit. La manière dont le Laos négociera ses relations avec la Chine, en particulier dans un climat de turbulences financières reste à suivre de près.

[59] Programme Alimentaire Mondial, *Country Strategic Plan - Lao People's Democratic Republic (2022-2026)*, Deuxième session ordinaire, Rome, 15-18 novembre 2021.

Fiche Laos

Nom officiel : République démocratique populaire lao

Capitale : Vientiane

Superficie terrestre : 236 800 km²

Population (Worldometer, est. 2023, en millions) : 7 633 779 hab.

Langue officielle : lao

Données politiques

Nature de l'État : république

Nature du régime : communiste à parti unique

Suffrage : universel (à partir de 18 ans)

Chef de l'État : Thongloune Sisoulith (depuis mars 2021)

Vice-présidents : Bounthong Chitmany et Pany Yathotou (depuis mars 2021)

Premier ministre : Sonexay Siphandone (depuis le 30 décembre 2022)

Ministre des Affaires étrangères : Saleumxay Kommasith (depuis avril 2016)

Ministre de la Défense : Chansamone Chanyalath (depuis avril 2016)

Président de l'Assemblée nationale : Saysomphone Phomvihane (depuis mars 2021)

Échéances : élections des membres du Comité central du Parti et élections législatives en 2026

Indicateurs démographiques et sociologiques

Principaux groupes ethniques (UNFPA, 2015) : Lao (53,2 %), Khmou (11 %), Hmong (9,2 %), Phouthay (3,4 %), Tai (3,1 %), Makong (2,5 %), Katang (2,2 %), Lue (2 %), Akha (1,8 %), autres groupes ethniques (11,6 %)

Le gouvernement laotien reconnaît officiellement 50 groupes ethniques, mais le nombre total de groupes ethniques est estimé à plus de 200.

Religions (UNFPA, 2015) : bouddhisme (64,7 %), christianisme (1,7 %), sans religion déclarée (31,4 %), autres / pas de données (2,1 %)

Chronologie

JANVIER 2024

1er • Le Laos préside l'ASEAN pour l'année 2024 sous le thème « Renforcer la connectivité et la résilience ».

06-07 • Le Premier ministre Sonexay Siphandone est en visite officielle au Viêtnam à l'invitation de son homologue Phạm Minh Chính. Il copréside la 46e Réunion du comité intergouvernemental Viêtnam-Laos. Les deux homologues expriment leur satisfaction quant à l'évolution générale des relations bilatérales entre leurs deux pays.

FÉVRIER 2024

05 • Bien que le Laos dépasse ses objectifs en matière d'exportations agricoles et que le commerce global dépasse 1 milliard $ US en décembre 2023, il enregistre son huitième mois consécutif de déficit commercial.

14 • Le ministère des Finances annonce une nouvelle réglementation sur le paiement obligatoire des taxes pour les entreprises en ligne. Les plateformes d'achat sont réparties en trois groupes : les entreprises enregistrées à la TVA, les micro-entreprises, ainsi que les particuliers, les personnes morales et les organisations génératrices de revenus. Chacun de ces groupes est soumis à des conditions différentes. L'objectif est de faciliter le paiement des taxes et d'améliorer la transparence des sites d'achat en ligne.

MARS 2024

18 • Lancement du premier train touristique transfrontalier Pékin-Laos. D'une capacité de plus de 400 passagers par rame, le train circule pendant une quinzaine de jours et s'arrête dans plusieurs sites touristiques emblématiques, tant en Chine qu'au Laos.

AVRIL 2024

28 • Le ministère du Travail appelle ses ressortissants à postuler pour des emplois au Laos. En effet, l'écart entre les salaires moyens et le niveau de vie entraîne une émigration importante des travailleurs vers les pays voisins, tels que la Thaïlande et la Malaisie, ou vers les pays d'Asie de l'Est, tels que la Corée du Sud et le Japon. Au Laos, les bas salaires, l'inflation et la dépréciation de la monnaie influencent fortement cette tendance.

MAI 2024

07 • Le kip continue de se déprécier, atteignant des niveaux records par rapport au dollar américain et au baht thaïlandais. La Banque du Laos fixe le taux de change à 21 391 kip pour 1 US $ et 596,90 kip pour 1 baht.

08 • Le Parti révolutionnaire populaire lao approuve divers changements de postes afin d'améliorer la gouvernance du pays. Cela se traduit par la nomination de nouveaux gouverneurs provinciaux et ministres par intérim.

09 • Le Président laotien Thongloun Sisoulith rencontre le Président Vladimir Poutine à Moscou. Les deux dirigeants réaffirment leur engagement à renforcer la coopération dans les domaines du commerce, de la défense et des échanges culturels entre les deux pays, soulignant la mise en œuvre réussie du traité d'amitié établi il y a 30 ans.

22 • Lors du 10e Forum mondial de l'eau à Bali, Sengphasouk Xayavong, directeur adjoint de la division politique du département des ressources en eau du ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement, souligne le rôle du changement climatique dans les sécheresses prolongées subies par le Laos. De nombreuses plaintes ont été déposées le mois dernier par la population, qui fait face à des pénuries et à des coupures d'eau imprévisibles. Pour répondre à cette crise, Sengphasouk annonce que le gouvernement investit massivement dans les infrastructures hydrauliques et développe la coopération avec des partenaires internationaux tels que le PNUD et la FAO.

JUIN 2024

10 • Sonexay Siphandone fait état d'une croissance de 4,7 % du PIB au premier semestre 2024, malgré les difficultés économiques et l'inflation qui affectent le pays. Cette croissance est principalement due à une forte activité dans les domaines du tourisme, des services et des transports.

12 • La Banque du Laos annonce une augmentation de son taux d'intérêt pour les prêts à court terme de 8,5 % à 10 % par an. Cette décision s'explique par les importantes difficultés économiques du pays.

13 • Le gouvernement lao annonce son intention d'augmenter le salaire minimum des fonctionnaires entre 2 et 2,2 millions de kip (environ 93,39 €) d'ici 2025, contre 1,7 million de kip aujourd'hui (environ 71,37 €). Le ministre des Finances, Santiphap Phomvihane, reconnaît que les salaires et allocations actuels sont insuffisants pour atténuer les effets de l'inflation et de la dépréciation de la monnaie sur le coût de la vie.

13 • Le ministre du Travail et de la protection sociale, Baykham Khattiya, affirme qu'il y a une pénurie croissante de main-d'œuvre dans le pays, aggravée par le fait que 415 000 travailleurs laotiens sont actuellement employés à l'étranger. D'autres facteurs tels que la baisse des salaires et l'aggravation de l'inflation – qui a entraîné la dépréciation de la monnaie laotienne – sont également à prendre en compte.

24 • Suite au succès du chemin de fer reliant le Laos et la Chine, Darany Phommavongsa, vice-ministre laotien de l'Information, de la Culture et du Tourisme, annonce une exemption de visa pour les touristes chinois accompagnés d'agents de voyages.

JUILLET 2024

11 - 12 • Thongloun Sisoulith reçoit la visite du président vietnamien Tô Lâm pour célébrer les 62 ans de coopération entre les deux pays. Les deux présidents signent sept accords à l'Assemblée nationale de Vientiane pour poursuivre le développement des relations économiques, commerciales et intergouvernementales.

14 • L'Autorité du tourisme de Thaïlande (TAT) et les Chemins de fer nationaux de Thaïlande (TRT) accueillent les touristes laotiens arrivant à la gare centrale de Krung Thep Aphiwat par le nouveau train à l'essai qui relie Vientiane à Bangkok.

15 • Thongloun Sisoulith appelle le gouvernement à prendre des mesures efficaces pour lutter contre la hausse du taux d'inflation et la dépréciation du kip lao dans un délai d'un mois. Il souligne l'importance de maintenir le coût de la vie à un niveau gérable pour tous les citoyens, y compris les travailleurs, les fonctionnaires, le personnel militaire, les enseignants et les professionnels de la santé.

25 • Le kip laotien continue de se déprécier malgré les mesures gouvernementales, sous l'impact de facteurs internes mais aussi externes, tels que les changements dans les politiques financières des principales économies (États-Unis, Canada et Europe).

AOÛT 2024

02 • Le pays enregistre un déficit commercial de 133 millions $ US, marquant le 6e mois consécutif de déficit commercial pour l'année 2024.

05 • La Banque du Laos et 15 banques commerciales signent un protocole d'accord pour établir un marché des changes centralisé afin de stabiliser la monnaie nationale, améliorer le suivi des transactions et offrir des options de change plus pratiques.

12 • Les forces de sécurité arrêtent près de 800 personnes travaillant pour un réseau de cyberfraude dans une zone économique spéciale du Triangle d'Or située dans la province de Bokeo, à la frontière avec la Birmanie et la Thaïlande.

21 • L'Université nationale du Laos (NUOL) connaît une forte baisse du nombre d'étudiants qui se présentent aux examens d'entrée, les dernières statistiques montrant une chute significative, de 15 000 en 2016 et 2017 à seulement 5 457 en 2024. Le ministère de l'Éducation et des Sports attribue cette baisse aux opportunités d'emploi limitées et aux faibles perspectives de revenus, qui découragent les étudiants de poursuivre des études non professionnalisantes.

SEPTEMBRE 2024

09 – 11 • La province de Luang Namtha, dans le nord du Laos, subit de graves inondations à la suite du typhon *Yagi*, qui font un mort, affectent des dizaines de villages et endommagent l'hôpital local.

OCTOBRE 2024

08 - 11 • Le Secrétaire d'État américain, Anthony Blinken, se rend au Laos pour renforcer le partenariat entre les États-Unis et le Laos. Les discussions portent sur les efforts américains visant à élever le niveau des compétences au Laos et à poursuivre l'élimination des munitions non explosées.

16 • Le Laos fait état de progrès dans ses efforts de réduction de la pauvreté, plus de 83 % de la population se situant désormais au-dessus du seuil de pauvreté. Cependant, des défis subsistent, notamment en ce qui concerne l'insécurité des revenus et des moyens de subsistance.

NOVEMBRE 2024

12 • À Vang Vieng, six touristes consomment des boissons frelatées contenant du méthanol et décèdent dans les jours qui suivent. Les personnes décédées sont deux Australiens, un Britannique, deux Danois et un Américain. Le 25 novembre, la police procède à huit arrestations liées à ces décès.

25 • Le Premier ministre Sonexay Siphandone annonce que les salaires des fonctionnaires laotiens atteindront un minimum de 2,2 millions de kip lao en 2025.

DÉCEMBRE 2024

03 • Le Laos China Railway fête son troisième anniversaire. Depuis le début du service, le chemin de fer a transporté 4,3 milliards de passagers, dont 740 000 à l'intérieur du Laos. Il a également transporté 4 830 tonnes de marchandises.

Portraits



Source : Jeux Olympiques Paris 2024

Silina Pha Aphay

L'une des quatre athlètes représentant le Laos aux Jeux olympiques de Paris en juillet 2024, Silina Pha Aphay, a terminé sixième du sprint sur 100 mètres. Ce qui a rendu Pha Aphay célèbre dans le monde entier n'est pas son exploit sur la piste de course, mais le fait qu'elle ait aidé une coureuse concurrente blessée, Lucia Moris, sud-soudanaise, qui était tombée pendant l'épreuve. Incarnant « l'esprit des Jeux olympiques », Pha Aphay a couru vers Moris et est restée à ses côtés jusqu'à ce qu'elle soit transportée hors de la piste sur une civière pour recevoir une assistance médicale.

Pha Aphay, qui est née en 1996 dans la province de Champasak et a étudié l'anglais à l'école normale de Pakse, a fait ses débuts en athlétisme en 2016. Elle a établi un nouveau record pour le Laos lors des Jeux d'Asie du Sud-Est de 2017, a participé aux championnats d'Asie en 2019 et a été porte-drapeau du Laos aux Jeux olympiques de 2020 à Tokyo, parmi les quatre compétitrices laotiennes présentes.

Les Jeux olympiques de Paris ont été largement suivis au Laos via les médias sociaux, et de nombreux compatriotes ont commenté avec fierté la participation d'athlètes laotiens, malgré leurs faibles espoirs de les voir remporter des médailles. D'autres athlètes olympiques notables ayant un lien avec le Laos sont Ariana Dirkzwager, une Américaine d'origine laotienne qui a représenté le Laos en natation en raison des origines laotiennes de sa mère, et la plus célèbre de toutes, Sunisa Lee, une gymnaste américaine d'origine hmong (trois médailles aux Jeux de Paris, dont une en or).


Source : Mekong Cultural Hub

Noutnapha « Nout » Soydala

Noutnapha « Nout » Soydala est une actrice laotienne qui connaît un succès grandissant et contribue au rayonnement des cinémas laotien et sud-est asiatique. En 2024, elle a fait ses débuts internationaux dans le film de science-fiction thaïlandais « Taklee Genesis », réalisé par Chookiat « Matthew » Sakveerakul. Sortie dans les cinémas thaïlandais en septembre 2024, cette superproduction d'action se déroule pendant la guerre froide.

Née à Vientiane et âgée aujourd'hui de 34 ans, Soydala a une formation d'actrice, d'artiste de scène et plus particulièrement de danse contemporaine. Elle est cofondatrice de la compagnie de danse Fanglao Dance Company, dans laquelle elle enseigne également. En ce qui concerne son travail d'actrice, elle a déjà joué en 2019 dans le film d'horreur « The Long Walk », mis en scène par le Laotien Mattie Do.

La carrière de Soydala témoigne de la croissance du secteur artistique au Laos, tant sur le plan de la pratique que de la performance. Le cinéma laotien est en pleine expansion, avec une attention croissante et un soutien accru aux cinéastes nationaux, notamment grâce au festival du film de Luang Prabang, qui a débuté en 2009 et qui présente le meilleur du cinéma d'Asie du Sud-Est.

Arrêt sur image

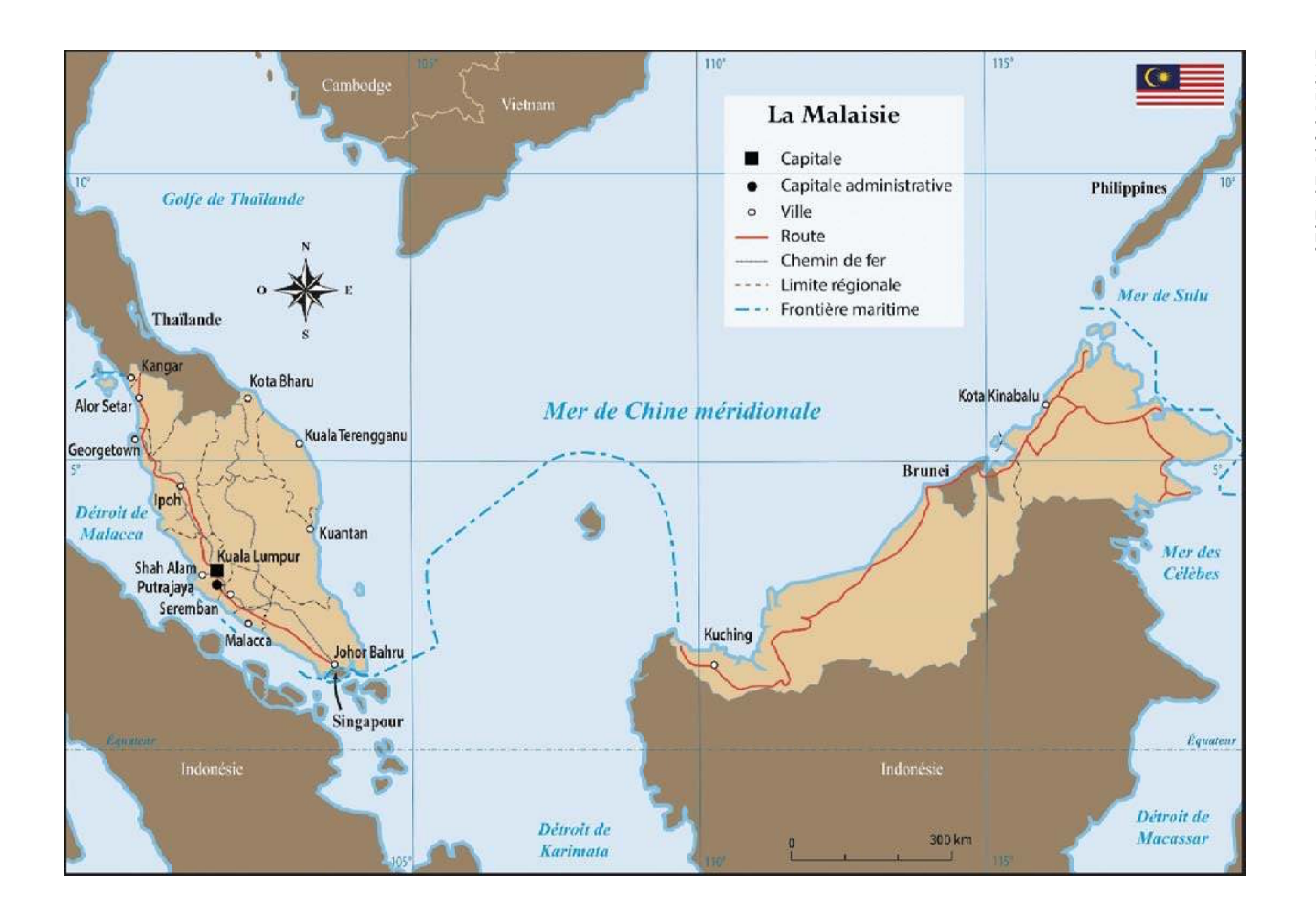


Un moine sauve un chien lors d'inondations généralisées au Laos - septembre 2024
Source : Facebook

L'année 2024 a été marquée par des événements météorologiques extrêmes dans tout le Laos, de la chaleur intense aux inondations. En septembre 2024, les habitants d'Attapeu, de Vientiane, de Luang Prabang et d'autres villes ont dû faire face à des pertes humaines et matérielles dues aux inondations. Face à la catastrophe, les autorités ont recommandé aux habitants de se déplacer et d'abriter leurs biens sur des terrains plus élevés.

Ici, un moine sauve un chien de la montée des eaux dans un temple près de Vientiane, illustrant la situation de vulnérabilité de tous au Laos, victimes d'une crise climatique qu'ils n'ont pas provoquée et dont ils ignorent souvent les causes.

Les événements tels que les inondations, les glissements de terrain et les chaleurs extrêmes deviendront de plus en plus fréquents au Laos. Le gouvernement cherche à faire de l'atténuation de l'impact du changement climatique la responsabilité de chacun, et les messages sur ce sujet vont se multiplier en 2025 et au-delà.


La Malaisie
Capitale
Capitale administrative
Ville
Route
Chemin de fer
Limite régionale
Frontière maritime
Cambodge
Vietnam
Golfe de Thaïlande
Thaïlande
Philippines
Mer de Sulu
Mer de Chine méridionale
Mer des Célèbes
Détroit de Malacca
Détroit de Karimata
Détroit de Macassar
Kangar
Alor Setar
Georgetown
Kota Bharu
Kuala Terengganu
Ipoh
Kuantan
Kuala Lumpur
Shah Alam
Putrajaya
Seremban
Malacca
Johor Bahru
Singapour
Kuching
Brunei
Kota Kinabalu
Indonésie
Indonésie
Équateur
Équateur
N
E
S
O
0
300 km
105°
110°
115°
10°
5°

Malaisie
L’irrémédiable fragilité d’*al-mizan*

David Delfolie et Anas Idrissi-Gusinde

En 2024, Anwar Ibrahim a surpris en déclarant à plusieurs reprises qu’il était important d’inculquer à l’IA le *turath Islam*, « l’héritage intellectuel ancestral de l’islam », afin qu’elle intègre à son fonctionnement l’éthique des valeurs islamiques. À l’image de cette tocade, le Premier ministre est demeuré fidèle à son personnage, un idéologue religieux obsessionnel, connecté à l’air du temps des grandes affaires du monde, avec un esprit réformateur libéral en matière de développement économique.

Cependant, la seconde année au pouvoir de celui qui cumule la fonction de ministre des Finances avec sa responsabilité de chef de gouvernement n’a pas exactement ressemblé à la précédente. Elle a vu s’ancrer une situation sociopolitique ambivalente. En effet, Anwar Ibrahim était parvenu à imposer ses orientations politiques à sa coalition hétérogène, dont son projet réformiste emblématique et contrasté de modèle de civilisation islamique en phase avec une certaine modernité (*Malaysia Madani*)[1]. Après la période chaotique de la précédente législature, son accès aux responsabilités avait surtout contribué à stabiliser le jeu partisan et les fondamentaux économiques. Dans ces deux domaines, il a poursuivi son action avec des résultats notables, permettant de restaurer un niveau de confiance solide dans le potentiel de la Fédération. La majorité est ainsi toujours soudée autour de l’Alliance de l’espoir (Pakatan Harapan ou PH), le bloc électoral du Premier ministre, alliée au Front national (Barisan Nasional ou BN), notamment sa composante dominante l’Organisation nationale des Malais unis (UMNO), et aux principaux partis des États

---

[1] David Delfolie, 2024, « Malaisie : tous les chemins ne mènent pas à Médine », *in* Gabriel Facal et Jérôme Samuel (dir.), *L’Asie du Sud-Est 2024. Bilan, enjeux et perspectives*, Bangkok, IRASEC, p. 246-277.

du Sabah et du Sarawak (Malaisie orientale). Face à lui, l'opposition est réunie sous la bannière de l'Alliance nationale (Perikatan Nasional ou PN), constituée du Parti islamique pan-malaisien (PAS), du Parti uni indigène de Malaisie (BERSATU) de l'ancien Premier ministre Muhyiddin Yassin, et de leur supplétif du Parti du mouvement populaire malaisien (GERAKAN).

Néanmoins, cette relative réussite des premiers temps a depuis révélé ses faux-semblants et ses limites. Anwar Ibrahim est apparu comme un équilibriste, contraint à des compromis parfois baroques pour préserver la cohésion de sa majorité plurielle, ce qui n'est pas sans conséquences en termes de gouvernance et de progrès démocratiques. De plus, pris en étau entre des contre-pouvoirs qui s'affirment, avec des vertus aléatoires, et une opposition qui verse désormais dans le populisme, son autorité et son crédit auprès de l'électorat ont été mis à l'épreuve. Dès lors, malgré la bonne tenue de l'économie, le pays est resté en proie à des tensions sociales et communautaires à hauts risques, accentuées par une empreinte accrue de l'islam. Il n'y a guère que sur le plan diplomatique que le Premier ministre a pu trouver des satisfactions, dessinant *in fine* un bilan annuel très contrasté comme l'est le cycle des quatre saisons.

Un automne politique

Une stabilité parlementaire à l'épreuve

Après la relative accalmie de son début de mandat, la majorité soutenant le gouvernement d'unité nationale a connu sa première épreuve au début de l'année 2024. En effet, le Conseil des grâces (*Pardons Board*) a accordé une amnistie partielle à l'ancien Premier ministre Najib Razak, incarcéré depuis sa condamnation en 2022 dans le cadre du scandale financier 1MDB, en réduisant sa sentence[2]. L'ancien roi, le sultan du Pahang, qui présidait alors l'institution, a acté ce jugement juste avant le passage de relais à son successeur, et ne cachait pas son hostilité au sort réservé au dirigeant déchu, originaire de son État, avec lequel il entretient des rapports familiers. À l'image des réactions très partagées de la population, la

[2] L'exécution de sa peine de prison de 12 ans a été divisée par deux et son amende de 210 000 000 millions RM (47,3 millions $ US) a été ramenée à 50 000 000 RM (11,3 millions $ US). En cas de non-paiement de l'amende, un an d'enfermement supplémentaire est prévu.

nouvelle a divisé les soutiens parlementaires du Premier ministre, pas vraiment empressé de devoir gérer cette bombe politique, laquelle a toutefois peu surpris dans les cercles initiés. L'UMNO, qui soutient la libération de son précédent chef, toujours populaire parmi le socle militant de l'organisation et au-delà, s'est largement réjouie de la situation, en rappelant qu'elle n'était qu'une étape. À l'inverse, le PH a conservé le silence pour ne pas s'exposer à des accusations de critiques envers l'institution royale, mais en coulisses, de vives discussions ont laissé des traces.

Chacun a ensuite donné l'apparence de faire un effort pour préserver de manière responsable le consensus nécessaire au maintien au pouvoir de la coalition. Néanmoins, les tensions, qui ont affleuré diversement dans les médias, se sont multipliées, notamment sur le partage des responsabilités. À l'échelle locale et sur le terrain, la coopération s'est avérée parfois encore plus difficile qu'au niveau fédéral entre les partenaires. En décembre, les révélations de discussions « secrètes » concernant l'éventualité d'un passage de l'UMNO au PH de Tengku Zafrul, le ministre de l'Investissement, du Commerce et de l'Industrie, aristocrate proche de la royauté, ont aussi provoqué des dissensions étalées dans la presse, témoignant d'un climat de confiance dégradé entre les deux alliés[3]. L'opposition n'a pas été non plus en reste, puisque BERSATU, en net recul, a vu plusieurs de ses élus se déclarer indépendants. Le rapport déséquilibré du parti avec le PAS, qui ne cesse au contraire de consolider son audience, est un facteur de discorde, en plus du fossé idéologique qui les sépare, et qui s'est traduit par des contentieux à intervalles réguliers. Si les quatre élections partielles locales de l'année n'ont pas modifié les équilibres partisans – seule l'UMNO a remporté un siège au détriment de BERSATU – la détérioration du climat politique s'est aussi aggravée.

Des contre-pouvoirs importuns

En plus d'être contraint par une configuration partisane complexe, Anwar Ibrahim doit composer avec deux contre-pouvoirs, qui se sont encore affirmés en 2024. Tout d'abord, les élus de Malaisie orientale (Bornéo), qui avaient déjà acquis des concessions et occupent près de la moitié des postes du gouvernement, dont un de

[3] Azril Annuar, « Move by UMNO minister Zafrul Aziz to join PKR causes stir in Anwar's unity government », *The Straits Times*, 15 décembre 2024.

vice-Premier ministre, ont profité de leur position de force pour pousser plus loin leur avantage. Ils réclament par exemple le vote d'un amendement constitutionnel pour obtenir 35 % des sièges à la chambre haute du Parlement (*Dewan Negara*), ce qui leur permettrait de bénéficier d'un droit de véto sur les changements de la Constitution, selon eux un garde-fou contre toute remise en question de leurs intérêts fondamentaux. C'est surtout le Sarawak, à majorité chrétienne, et dont les velléités autonomistes sont ancrées et anciennes, qui a tiré profit de la conjoncture. Son dirigeant, Abang Zohari, a fait modifier le nom officiel de sa fonction de ministre en Chef en *Premier of Sarawak* pour témoigner de l'exceptionnalisme de son État[4]. En 2017, il a œuvré à la création d'une entreprise pétrolière étatique, Petros, et entamé ensuite un bras de fer, y compris devant la justice, avec les autorités centrales et Petronas, la compagnie nationale détentrice d'un monopole légal sur l'exploitation des hydrocarbures du pays. Après s'être imposée progressivement pour gérer quelques opérations secondaires, Petros a finalement trouvé un compromis avec Petronas en 2024, accord qui doit beaucoup à la situation politique, lui octroyant notamment les droits de distribution du gaz et du pétrole extraits localement. Outre des projets d'infrastructures, Abang Zohari, capitalisant sur les richesses abondantes du Sarawak, a initié une trajectoire d'essor et de développement ambitieuse pour son territoire, en disruption avec la centralité de l'ensemble malaisien, aidé en partie par des relations privilégiées avec la Chine, qui investit massivement sur place. Il a le souhait, parmi d'autres desseins, d'un retour de l'anglais comme langue principale d'instruction à l'école, ainsi que la création d'une compagnie aérienne d'État, négociant avec Malaysia Airlines pour le rachat de sa branche régionale (MASwings).

Ensuite, le nouveau roi, le sultan du Johor, connu pour son autoritarisme, et son affairisme, s'est invité de manière encombrante dans la gestion des affaires publiques. Il a accentué la tendance observée depuis plusieurs années d'une implication politique croissante de la royauté, au-delà de ses prérogatives institutionnelles et de la fructification de ses privilèges en matière économique ou patrimoniale. Réputé proche de l'UMNO, il a établi de bons rapports avec Anwar

---

[4] Le Sarawak, dont les habitants montrent un attachement identitaire particulier à leur État, comme à la culture aborigène locale, entretient un rapport historiquement singulier avec son appartenance à la Malaisie, plus encore que le Sabah, où les Malais sont plus nombreux. Il a ainsi développé des éléments de différenciation dans l'ensemble fédéral, qui sont autant de sources vantées de subjectivation. On peut citer, parmi d'autres, son foisonnement linguistique, son héritage communautaire des *longhouses*, son patrimoine naturel, une chaîne de télévision, le plus grand musée malaisien, ou encore le principal festival international de musique du pays (*Rainforest World Music Festival*).

Ibrahim, qui n'a cependant pas d'autre choix que de s'accommoder de son autorité, dont il pourrait le cas échéant avoir besoin. L'instabilité parlementaire de la précédente mandature, qui a fragilisé le pouvoir exécutif, a eu un impact sur l'équilibre entre les différents types d'acteurs d'influence du pays, y compris privés, au détriment de l'oligarchie des élus. Le souverain a par exemple manœuvré pour une coûteuse relance du projet controversé et failli de ville nouvelle de Forest City, dans lequel il a des intérêts conséquents[5]. Il a également intrigué pour permettre le rachat par sa fille unique de 30 % des parts de l'opérateur téléphonique U Mobile, que détenait une filiale du fonds souverain singapourien Temasek, alors que la compagnie avait remporté peu avant le second marché de concession du réseau 5G en Malaisie[6].

Assumant pleinement sa charge de chef de l'État, le roi a effectué des déplacements officiels à Singapour, à Brunei, puis en Chine, entre mai et septembre, ce qui n'est pas courant à ce rythme pour un monarque malaisien, et encore moins pour des objectifs autres que protocolaires. À Pékin, il a notamment sondé les autorités chinoises sur leur potentielle participation dans le projet ferroviaire de ligne à grande vitesse entre Kuala Lumpur et Singapour, qui traverserait principalement son sultanat, ne masquant pas son souhait de le remettre à l'agenda depuis son ajournement en 2018 pour des raisons financières. Sur le plan intérieur, il montre des signes réguliers d'ingérence dans les sujets gouvernementaux et use extensivement du pouvoir de nomination formel que lui confère la Constitution. Il a par exemple entrepris de nommer au commandement des différents états-majors de l'armée des officiers lui étant affidés, quitte à placer des gradés moins avancés dans la carrière que d'autres prétendants, créant un trouble au plus haut de la hiérarchie militaire. Les Malais, y compris les jeunes, restent majoritairement attachés au système sultanesque, qui est l'un des symboles forts de leur ascendant politique sur les minorités, même s'ils ne sont pas aveugles sur ses dérives. Néanmoins, le souverain, dont la famille à la réputation sulfureuse occupe une place à part historiquement en Malaisie, n'est pas sans défrayer la chronique. Outre qu'il suscite des crispations, comme lorsqu'il a émis l'idée que la Commission anti-corruption (MACC) et Petronas puissent lui rendre directement des comptes, il a pris le risque

---

[5] Jason Ng, « Govt announces incentives to jumpstart Forest City special financial zone », *The Edge Malaysia*, 20 septembre 2024.

[6] Le roi a des attaches privilégiées avec Singapour, notamment financières, du fait de la proximité géographique du sultanat du Johor, mais aussi de ses liens historiques, avec la cité-État.

d'une désacralisation de sa fonction en s'exposant dans le débat public. Cela s'est déjà traduit par l'apparition inédite de critiques ouvertes à son endroit, pourtant illégales, sur les réseaux sociaux. Plusieurs membres de l'opposition ont d'ailleurs fait les frais de cette criminalisation de la critique publique de la royauté, dont l'ancien Premier ministre Muhyiddin Yassin. Le président du PAS, mais surtout le turbulent ministre en Chef du Kedah, ont aussi été inquiétés pour les mêmes raisons. En cohérence avec sa dénonciation populiste des élites corrompues, le parti islamique a adopté une attitude à peine voilée de défiance envers plusieurs sultans, considérés comme des musulmans immoraux.

Un hiver démocratique

Un progrès contrarié des libertés

La principale victime collatérale des tensions dans la majorité a été la transition démocratique, même si Anwar Ibrahim avait déjà montré sa faible inclination pour cette thématique. L'aile la plus libérale de la coalition dirigeante, qui entretient des rapports étroits avec la société civile, n'espérait pas de progrès importants, mais elle n'a pu que faire état de sa déception. Malgré des avancées tangibles dans les domaines de la lutte contre la corruption et de la transparence de la vie publique, la Malaisie continue de faire face à des défis majeurs, par exemple en matière de revendications des personnes LGBT, de protection des réfugiés ou de traitement de la question aborigène, sujets parmi d'autres qui n'ont fait l'objet d'aucune avancée. Les autorités ont également renouvelé leur refus de ne pas revenir sur les lois controversées du *Sedition Act*, du *Security Offences* (*Special Measures*) *Act* (SOSMA) et du *Communication and Media Act*, et de s'engager à protéger davantage les lanceurs d'alerte. Pire encore, plusieurs législations ont suscité des inquiétudes quant aux régressions possibles ou avérées sur le plan des libertés civiles. Les *Data Sharing Bill* et *Online Safety Bill* adoptées en fin d'année, dont la mise en œuvre a été confiée à la décriée Commission de la communication et du multimédia (MCMC), listent des types de « contenus préjudiciables » sur Internet suffisamment vagues pour ouvrir la voie à des formes arbitraires de modération. L'introduction d'un nouveau régime contraignant d'autorisation pour les réseaux sociaux a engendré des craintes, comme une loi sur la cybersécurité votée en août qui élargit les pouvoirs de l'État en matière de contrôle de l'expression en ligne.

Par ailleurs, le Parlement a validé en octobre un amendement constitutionnel controversé relatif à la citoyenneté. Initialement, le gouvernement voulait supprimer la discrimination, quasi-unique au monde, visant les enfants nés à l'étranger de mères malaisiennes, qui bénéficiaient de conditions moins favorables pour l'acquisition de la nationalité que ceux ayant un père malaisien. Cependant, en raison de l'extrême sensibilité de la question, le Conseil royal (*Conference of Rulers* ou *Durbar*) a usé de son rapport de force favorable avec l'exécutif pour le contraindre à compenser l'objectif recherché par le durcissement d'autres règles[7]. Les nouvelles dispositions pourraient par exemple faire augmenter le nombre d'apatrides parmi les populations aborigènes, qui cumulent déjà de nombreuses difficultés, notamment d'accès à l'éducation et à la santé.

Dans ce bilan moins encourageant qu'au début de la mandature, la justice a toutefois continué de montrer des signes d'indépendance, à l'image de la série de décisions, à charge et à décharge, qui ont alimenté presque chaque mois les suites du feuilleton judiciaire de Najib Razak et de son épouse Rosmah Mansor. Autre exemple, en février, la Cour fédérale a déclaré inconstitutionnelles 16 dispositions du Code criminel islamique du Kelantan, dirigé par le PAS, qui n'a pas manqué d'instrumentaliser ce verdict, appelé ironiquement le « *Black Friday* ». Elle a fondé sa décision sur le motif que les articles annulés concernaient des domaines relevant du droit commun fédéral (destruction de lieux de culte, jeux de hasard, harcèlement sexuel, sodomie, falsification de documents, faux témoignage, etc.). De même, cette fois au détriment du gouvernement, la Haute cour de Kuala Lumpur a ordonné la restitution à l'entreprise Swatch de ses montres aux couleurs LGBT saisies par la police en 2023, épisode qui avait fait grand bruit à l'échelle internationale. Dans les controverses hystérisées qui entourent la question religieuse, les tribunaux sécularisés ont joué leur rôle de garants du respect de la législation, même si les progrès de la démocratie en Malaisie demeurent subordonnés sur de nombreux aspects à la place centrale qu'y occupe l'islam.

---

[7] Yiswaree Palansamy, « Dewan Rakyat unanimously passes amendments to citizenship law, surpassing two-thirds majority », *The Malay Mail*, 17 octobre 2024.

Une empreinte accrue de l'islam aux effets indésirables

Dans la continuité du déploiement du volet strictement religieux du programme *Malaysia Madani*, l'islam a encore accru son empreinte sur la société, sur fond de renforcement des moyens alloués aux entités publiques ou associatives islamiques et à la justice chariatique. Cette dernière s'est de nouveau illustrée par des jugements intransigeants concernant des cas médiatisés de personnes converties involontairement[8]. À ce sujet, le gouvernement a mis en place un comité de travail pour réfléchir à une extension du champ des compétences des *Syariah Courts*, symptomatique d'un phénomène plus large de politisation religieuse du débat législatif. Alors que les interdits religieux sont déjà largement appliqués dans l'espace social, la censure s'est aussi durcie pour certaines activités et s'est étendue insidieusement à des endroits jusqu'alors en partie préservés. C'est par exemple le cas pour le célèbre Club de l'Universiti Malaya, lieu de convivialité historique hérité de la tradition britannique, qui s'est vu interdire de manière inattendue par le Département des affaires islamiques du Selangor de servir dorénavant de l'alcool à ses clients non-membres et dans ses extérieurs.

Une série d'initiatives a également été mise en place pour étoffer la dynamique d'approfondissement de l'islamisation du pays voulue par le Premier ministre, dont un *Halal Industry Masterplan*. Dans le domaine éducatif, des réformes ont été lancées pour améliorer l'apprentissage du Coran et le nombre de ses *huffaz* (« mémorisateurs »)[9]. À cet égard, un rassemblement de 24 000 jeunes apprenants du texte sacré a été organisé en septembre pour marquer les esprits quant à la volonté des autorités d'accroître le niveau de savoir religieux de la population, qui est en moyenne relativement limité, malgré une ferveur et une pratique élevées. Cette détermination dogmatique à vouloir élargir l'assise de l'islam dans le pays a pourtant quelques limites. Ainsi, un projet de loi concernant le renforcement des prérogatives des muftis des territoires fédéraux, considéré comme une entrave sérieuse aux libertés et au pluralisme, a par exemple été retiré après son vote en première lecture au Parlement en juillet, en attendant d'être rediscuté, face aux multiples protestations et à la pétition citoyenne qu'il a engendrées. Il visait à étendre le contrôle religieux

---

[8] En décembre, les défenseurs des droits humains se sont aussi émus de l'exécution en public dans une mosquée, après la prière du vendredi, d'une peine de six coups de canne pour un homme jugé coupable de récidive de *khalwat* (« isolation » avec une femme qui n'est pas de sa parenté). La sentence, prononcée par la *Syariah Court* du Terengganu, État dirigé par le PAS, a fait l'objet d'une large médiatisation.

[9] « Unity govt's success in nurting Islam disproves PAS's narrative – Mohd Khairuddin », *Bernama*, 13 septembre 2024.

sur le quotidien des fidèles, avec des impacts pour les autres communautés, notamment à Kuala Lumpur où les Malais sont minoritaires.

Malgré son crédit religieux et son activisme en faveur de l'islam, Anwar Ibrahim fait toujours l'objet d'une défiance, ou au mieux d'une méfiance, de la part d'une majorité de Malais, qui nourrissent à son égard des fantasmes sur sa complicité avec une supposée spoliation des ressources nationales par des intérêts chinois. Quant à son concept théologique sophistiqué de *Malaysia Madani*, il n'imprime pas dans l'esprit du plus grand nombre. Néanmoins, en jouant la carte islamique, sans donner beaucoup de gages à la diversité, le Premier ministre est presque pareillement dans une impasse avec les minorités, qui représentent pourtant le socle de l'électorat du PH. Le pouvoir en place reste un rempart face à la crainte que leur inspire l'opposition, mais elles sont exaspérées par ses positions religieuses, révulsées d'être souvent les oubliées de l'action publique et, pour les franges les plus libérales, frustrées du peu de progrès démocratiques. À l'inverse, le PAS, qui a achevé son tournant islamo-populiste et ethno-nationaliste, a conforté son audience auprès de la population malaise, en particulier rurale. En plus de la proximité affichée par ses élus et de ses relais socioéducatifs, il a appris à maîtriser de manière redoutable les codes des réseaux sociaux, qui sont devenus son relais majeur de propagande et de désinformation. À la faveur de préoccupations économiques et de peurs identitaires diffuses, la jeunesse malaise modeste est largement perméable aux messages caricaturaux, voire haineux, du parti islamique. Toutes ses invraisemblables déclarations n'entament pas non plus son crédit. Par exemple, critiqués pour l'achat par certains d'entre eux de luxueuses voitures étrangères pour l'exercice de leurs fonctions, alors qu'ils se font les défenseurs des humbles, ses dirigeants ont répliqué en expliquant qu'un *hadith* rapportait que le prophète Mahomet utilisait les meilleurs chameaux pour se déplacer et qu'il était donc souhaitable pour ceux qui défendent l'islam d'avoir recours aux meilleurs véhicules.

Dans ce contexte, le niveau élevé des antagonismes intercommunautaires, qui affecte nettement moins le Sabah et le Sarawak, est devenu une source de tensions éruptives. Ainsi, les violentes réactions qui ont eu lieu pendant le ramadan à la suite de la vente de chaussettes estampillées Allah, fabriquées en Chine, par un KK Mart (épicerie 24h/24h), dont le propriétaire est Sino-Malaisien, ou en octobre, lors d'un rallye pro-malais aux relents xénophobes organisé dans la localité de Teluk Intan (Perak), en réponse à la vue de drapeaux chinois lors de la parade d'un festival

culturel, sont deux exemples marquants d'un climat latent de ressentiments interculturels toujours aussi préoccupant[10].

Un printemps économique et social

Une conjoncture économique favorable

Après un ralentissement notable en 2023, l'économie malaisienne a connu un rebond de sa croissance en 2024, aidée par une amélioration de la conjoncture internationale. La hausse du PIB a été de 5,1 %, se situant dans la moyenne haute de la prévision du gouvernement. Les grands indicateurs macroéconomiques que sont l'investissement et la consommation ont augmenté significativement, en particulier en ce qui concerne les agents privés, ce qui a été perçu comme le signe d'une certaine confiance. Tous les secteurs ont retrouvé un dynamisme plus ou moins important, notamment ceux de la construction (+ 14,1 %), des services (+ 5,3 %) et de l'industrie (+ 4,1 %), selon des données consolidées publiées en octobre par le ministère des Finances. Corrélativement, les performances commerciales de la Fédération ont présenté un résultat conséquent, avec un volume total des échanges qui s'est accru de 9,2 % en glissement annuel, pour s'élever à 2 879 milliards RM (649 $ US). Les exportations, qui avaient précédemment essuyé un recul d'environ 8 %, ont connu un redressement solide, permettant au commerce extérieur malaisien de conserver un solde excédentaire, comme c'est le cas depuis 1998, en dépit d'un nouvel accroissement des importations. Contrairement à 2023, les ventes du pays vers les marchés avec lesquels il possède un accord de libre-échange, qui s'étaient contractées, ont affiché des progrès marqués, à l'image des produits *Made in Malaysia* importés par le Canada (biens électriques et électroniques, etc.) et le Mexique (substances chimiques, etc.), membres du *Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership* (CPTPP), qui ont enregistré un chiffre record ; *idem* avec la Turquie.

Malgré des marges de manœuvre étroites, tant sur le plan sociopolitique que financier, le gouvernement a maintenu le cap de ses engagements. Avec des résultats encore aléatoires, il a poursuivi la mise en place de ses réformes structurelles en matière de gouvernance, de rationalisation de l'action étatique et de lutte contre les

[10] Brice Pedroletti, « En Malaisie, des chaussettes estampillées “Allah” font scandale », *Le Monde*, 30 mars 2024.

pratiques ancrées de dévoiement de l'éthique publique (corruption, etc.). Ainsi, il est à noter, parmi d'autres concrétisations, une accélération de la numérisation de l'administration et le rapprochement de plusieurs agences fédérales. De même, la redéfinition claire des priorités nationales s'est traduite par une baisse des crédits affectés à certains programmes, notamment de redistribution sociale, quand d'autres domaines ont bénéficié d'un effort significatif (éducation, transition écologique, défense, etc.). Cela s'est accompagné d'un réajustement fiscal, avec la création de nouvelles taxes et une hausse des prélèvements obligatoires. Ces efforts ont permis de ramener le déficit budgétaire à 4,3 % du PIB et d'opérer un ralentissement de la progression de la dette nationale, qui s'est établie à près de 64 % du PIB, soit à un niveau assez élevé, bien qu'elle soit surtout libellée en monnaie locale. À cet égard, les fluctuations de cette dernière par rapport au dollar américain durant le premier semestre ont engendré des incertitudes quant aux anticipations des acteurs économiques et un renchérissement instable du coût des importations. Pour soutenir sa devise, la banque centrale a impulsé le rapatriement d'une grande partie des bénéfices effectués à l'étranger par les entreprises publiques. Puis, facilité par la réduction des taux d'intérêt de la Réserve fédérale américaine, le taux de change du ringgit s'est redressé, affichant même la meilleure performance annuelle moyenne de l'ASEAN face au billet vert[11]. Dans le budget 2025, les orientations adoptées suivent une trajectoire similaire à celle de 2024, avec une nouvelle augmentation des impôts. Affichant un montant record de 335 milliards RM (75 milliards $ US) de dépenses courantes et de 86 milliards RM (19 milliards $ US) d'investissements structurels, il prévoit aussi des incitations fiscales ciblées pour soutenir certains secteurs prioritaires.

Une situation sociale dégradée

En dépit d'une amélioration de la situation économique, le gouvernement a dû composer de nouveau avec un climat social toujours dégradé. En effet, le niveau de mécontentement des classes moyennes et populaires lié aux conséquences de la forte augmentation des prix des années antérieures est resté élevé. Bien que l'inflation ait été contenue à 1,8 % en 2024, en baisse d'un point par rapport à l'exercice précédent, la hausse des salaires n'a pas compensé l'élévation qui avait affecté auparavant de

[11] « Ringgit closes out 2024 as top performer among major Asian currencies », *Malaysiakini*, 31 décembre 2024.

manière brutale le coût des produits de consommation courante et des services du quotidien. De plus, malgré un taux de chômage global faible, à 3,2 %, qui s'est encore légèrement réduit, celui des jeunes de moins de 25 ans ne s'est pas vraiment amélioré et continue de stagner au-dessus de la barre symbolique des 10 %. Une partie des diplômés est par ailleurs contrainte, faute de débouchés, d'accepter des emplois sous-qualifiés, quand elle n'est pas tentée par l'expatriation, ce qui accentue le phénomène déjà ancien de fuite des cerveaux. À cela s'ajoute la problématique du logement pour un nombre croissant d'habitants, les loyers dans les grandes villes, surtout sur la côte occidentale de la péninsule malaise, ayant atteint des seuils prohibitifs pour les salariés aux faibles revenus, dont les travailleurs migrants, nombreux en Malaisie. Le pays est aussi confronté à une détérioration de la santé mentale au travail, notamment chez les moins de 30 ans. Une étude menée par un cabinet de conseil international en ressources humaines a par exemple révélé que 67 % des Malaisiens ressentaient un ou plusieurs symptômes d'épuisement professionnel[12], un résultat alarmant qui confirme ceux d'autres enquêtes[13].

Dès lors, le Premier ministre a poursuivi la même stratégie acrobatique qu'en 2023, à savoir assainir les finances publiques, tout en contenant la colère sociale. Idéologiquement opposé aux entraves à la libre concurrence, il a assumé la mise en œuvre d'une levée progressive du bouclier tarifaire existant pour les carburants, un sujet crispant. Premier concerné en juin, le diesel a ainsi augmenté en moyenne de 56 % par litre[14]. En guise de compensation, un dispositif d'aide ciblée pour les automobilistes les moins fortunés a été introduit. Cependant, la fin, aussi politiquement sensible, du blocage subventionné du prix des œufs en dessous de celui du marché – qui coûte environ 100 millions RM (23 millions $ US) par mois aux finances publiques et suscite un agacement croissant de la filière avicole – a quant à elle été reportée une nouvelle fois, le gouvernement ayant même consenti en juin une baisse unitaire supplémentaire de 3 centimes. Sa suppression a toutefois été programmée en 2025, à grand renfort de pédagogie préventive.

Dans le même ordre d'idées, la hausse des impôts a été corrigée par une série de mesures sociales à destination des plus modestes. En décembre, les fonctionnaires ont également bénéficié d'une revalorisation générale de leur grille salariale, de 8 % pour les catégories inférieures et intermédiaires et de 4 % pour les catégories

[12] *The 2024 Wellness at Work Report*, Employement Hero, août 2024.
[13] Theevya Ragu, « Dangerous burnout rates and why Malaysia must act now », *Free Malaysia Today*, 24 octobre 2024.
[14] La suppression des subventions au diesel a aussi permis de mettre un terme à la contrebande qui s'était développée.

supérieures, avant une nouvelle augmentation, respectivement de 7 % et de 3 %, prévue en janvier 2026. Bien que justifiée – la précédente revue générale des salaires publics remontait à plus d'une décennie – cette mesure a aussi été motivée par des arrière-pensées clientélistes, 78 % des employés de l'administration fédérale étant des Malais, sans parler du poids de cette bureaucratie dans l'électorat, puisque la Fédération affiche l'un des ratios les plus élevés au monde du nombre d'agents publics par rapport à la population totale.

Un été diplomatique

Un pragmatisme opportunément réajusté

Déterminé à accroître la contribution de l'industrie à la croissance, notamment pour réduire la dépendance du pays aux recettes tirées des hydrocarbures, Anwar Ibrahim a pu davantage décliner concrètement les marqueurs de sa politique économique, après une amorce contrariée par la conjoncture. Dans le sillage du lancement en 2023 de la *National Energy Transition Roadmap*[15] (décarbonation, engagement dans le domaine des technologies éco-responsables) et du *New Industrial Masterplan 2030*, destiné à conforter la montée en gamme de la production manufacturière, le Premier ministre a affiché sa volonté de voir s'accélérer l'essor du secteur du numérique et de l'intelligence artificielle. L'objectif de ces initiatives est de doper l'innovation et la productivité, afin de réduire le recours au travail faiblement qualifié, condition du passage à une économie développée. C'est dans le même esprit qu'a été dévoilée en 2024 la *National Semiconductor Strategy* (NSS), qui prévoit entre autres la formation de 6 000 ingénieurs, pour profiter de la reprise de la demande en biens électroniques et de la restructuration des chaînes de valeurs de la fabrication de semi-conducteurs[16], dont la Malaisie est le 6e exportateur mondial[17]. Capitalisant sur son avantage comparatif de longue date dans la filière, avec notamment son *cluster* de Penang au savoir-faire bien positionné concernant l'assemblage, les tests et le conditionnement, la Fédération vise une augmentation de son potentiel dans des procédés à plus grande valeur ajoutée (conception de puces, etc.). Or, ces ambitions

---

[15] En 2024, les énergies renouvelables ne comptaient par exemple que pour 8 % du mix énergétique malaisien.

[16] Sur ce point et la difficulté à réévaluer les chaînes de valeur en Asie du Sud-Est, voir le chapitre d'Elsa Lafaye de Micheaux et de Muriel Périsse dans ce volume.

[17] Sebastian Strangio, « Malaysia unveils plans to become the next global chip hub », *The Diplomat*, 29 mai 2024.

nécessitent des besoins élevés en énergie et des investissements massifs. Pour satisfaire à la première exigence, le gouvernement a décidé par exemple d'explorer la possibilité d'avoir recours à moyen terme à l'énergie nucléaire. S'agissant de la seconde, en dépit de mesures incitatives, l'État a décidé en 2024 de l'introduction d'un prélèvement libératoire minimal pour les firmes multinationales, qui pouvait perturber l'environnement des affaires. Malgré ces craintes, la Malaisie a fait l'objet d'annonces de projets d'investissements colossaux de la part de géants internationaux (Amazon, Google, Microsoft, Bytedance, etc.), quand d'autres y ont étendu leurs activités de manière significative (Nvidia, Micron, Texas Instruments, etc.), dont des entreprises de haute technologie chinoises (Xfusion, StarFive, etc.), validant la stratégie de développement malaisienne et ses atouts.

En 2023, les relations de la Fédération avec les États occidentaux avaient subi un coup de froid, sur fond de guerre à Gaza et de tensions avec l'Union européenne concernant la question irritante de l'huile de palme. Anwar Ibrahim avait alors repris la rhétorique anti-impérialiste et décolonialiste qui était la sienne durant sa jeunesse de militant islamiste pro-développementaliste, même si cela n'avait pas eu d'impacts dans le champ économique. Cependant, dans la poursuite de sa stratégie de *hedging*, le maintien de liens étroits avec l'Occident est un incontournable. Ainsi, par pragmatisme pour promouvoir sa politique industrielle et de développement, le Premier ministre a renoué avec des échanges de haut niveau plus constructifs que précédemment avec les dirigeants des pays du Nord. Pour cela, il a pu s'appuyer sur sa réputation ancienne, bien qu'exagérée, de dirigeant pro-occidental et son image de démocrate brimé forgée par ses années d'incarcération. En novembre, il a par exemple eu un échange bilatéral nourri avec Emmanuel Macron, qu'il rencontrait pour la première fois, en marge du Sommet du G20 à Rio de Janeiro. Malgré quelques tensions sur le dossier iranien, un réchauffement des rapports entre la Malaisie et les États-Unis a aussi été observé. Ils ont notamment affiché leur bonne entente dans les domaines de la coopération maritime et de la lutte anti-terroriste.

En mars, Anwar Ibrahim a également effectué sa première visite en Europe depuis son arrivée au pouvoir, en choisissant pour destination l'Allemagne. Ce déplacement officiel de six jours a été révélateur de ses ambitions commerciales. Il a rencontré une quarantaine de leaders de l'industrie allemande et des investisseurs potentiels pour la filière stratégique des microprocesseurs (Infineon, Melexis, Nexperia, la filiale hollandaise de l'entreprise chinoise Wingtech Technology, etc.), mais aussi dans d'autres activités (Airbus, BMW, etc.). Les engagements

d'investissements obtenus durant ce voyage, à hauteur de 9,8 milliards €, ont relevé principalement du secteur manufacturier, qui était la priorité. Parallèlement, les entretiens du Premier ministre avec les dirigeants allemands ont confirmé son attachement à renforcer sa collaboration avec l'Europe et sa principale puissance économique[18]. Son périple se déroulant durant le mois du ramadan, il a été une opportunité de communication à destination des Malaisiens et de la communauté musulmane locale (visites de mosquées, ruptures collectives de jeûne), avec des prises de parole remarquées sur le conflit dans la bande de Gaza pour bien rappeler son engagement en la matière.

Par ailleurs, jouant sur tous les tableaux, la Malaisie a de nouveau affiché une certaine proximité avec la Russie, avec qui un raffermissement des relations avait été constaté en 2023, même si les gains de ce partenariat sont assez limités. En septembre, le Premier ministre s'est rendu pour la première fois sur le territoire russe, à Vladivostok, afin d'assister à l'*Eastern Economic Forum*, où il s'est entretenu avec Vladimir Poutine, qu'il a invité à participer à l'*ASEAN Summit* 2025. Il a également eu une entrevue en décembre avec le président de la République du Tatarstan dans le cadre du *Russia-Islamic World Strategic Vision Group*, établi en 2006 pour servir d'instrument de *soft power* russe envers le monde musulman, et dans lequel l'expertise malaisienne dans le secteur halal est appréciée. Enfin, en juillet, durant une visite de Sergueï Lavrov à Kuala Lumpur, Anwar Ibrahim a annoncé à la surprise générale le souhait de la Fédération de rejoindre les BRICS, dont la Russie assurait la présidence, envoyant de concert un signal à la Chine. En octobre, la Malaisie a d'ailleurs participé au sommet réunissant le groupe à Kazan en tant que pays-partenaire.

Des constantes de politique étrangère réassurées

Le Premier ministre s'est inscrit dans les pas de ses prédécesseurs en affichant sa volonté de poursuivre l'intégration régionale de la Fédération, sans toutefois adopter sur ce terrain une position proactive. C'est la même attitude pragmatique qui caractérise son rapport à Pékin, ouvert sans excès de dépendance aux investissements chinois, mais soucieux d'équilibrer par d'autres partenariats les liens avec cet encombrant voisin pour lequel il n'a pas d'attrait particulier. L'année 2024 a été

[18] Environ 700 entreprises allemandes sont implantées en Malaisie, où elles emploient près de 65 000 personnes.

marquée par le 50e anniversaire de l'établissement des liens diplomatiques entre la Malaisie et la Chine, qui a été l'occasion de visites officielles croisées, de célébrations diverses et de quelques annonces, comme celle d'une candidature conjointe, éminemment symbolique, pour l'inscription de la danse du lion au patrimoine mondial immatériel de l'UNESCO. Les deux gouvernements ont aussi trouvé un accord permettant les exportations malaisiennes de durians frais en RPC, où la demande est en forte hausse depuis plusieurs années[19]. À l'heure de son bilan, cette séquence dense en échanges a toutefois laissé un sentiment partagé aux dirigeants malaisiens, qui ont eu l'impression que le pouvoir chinois avait effectué le minimum en termes d'envoi de signes privilégiés d'amitié et tenait pour acquis leur bonne entente bilatérale. Ils ont par exemple regretté que Xi Jinping n'ait pas fait l'effort d'un déplacement dans la Fédération – contrairement au roi et au Premier ministre qui se sont rendus en Chine – et qu'elle n'ait pas été gratifiée d'un nouveau panda, comme une décennie auparavant. Cependant, d'autres développements étaient peu probables. En effet, la Malaisie a poursuivi sans inflexion sa stratégie de préservation de sa souveraineté à l'égard des ambitions chinoises. Les États-Unis restent son principal allié militaire et elle a réassuré ses intérêts mutuels avec le Japon, la Corée du Sud, ainsi que Taïwan, qui est devenu son quatrième partenaire commercial en 2024. C'est également le cas avec l'Inde, qui a accepté de sécuriser l'approvisionnement d'un volume important de riz au pays, et où Anwar Ibrahim a effectué une visite d'État en août. S'agissant de l'ASEAN, à l'exception de tensions contenues avec le Viêtnam et les Philippines concernant des contentieux en mer de Chine méridionale, la Fédération s'est concentrée sur la préparation de sa présidence de l'organisation en 2025, qui a donné lieu à des échanges denses avec ses membres.

La promotion de la variable islamique en politique étrangère, une constante diplomatique de la Malaisie, même si elle a toujours été à géométrie variable en fonction de ses intérêts et n'est pas dénuée d'arrière-pensées électoralistes, doit sa forte réaffirmation actuelle dans le narratif gouvernemental à des aspirations sincères du Premier ministre. Comme en 2023, elle a été déclinée au travers de nombreuses interactions et étayées par des annonces de coopérations renforcées ou de contrats. La Fédération est restée un fervent soutien de la cause palestinienne, bien que ses gouvernants aient eu parfois du mal à naviguer entre des positions anti-israéliennes virulentes d'une part, et pro-business avec l'Occident d'autre part. Ce

[19] Khoo Gek San, « Durian diplomacy: Premier Li salutes Malaysia-China's shared resilience, marks 50 years of fruitful relations », *The Star*, 19 juin 2024.

positionnement équivoque a conduit la diplomatie malaisienne à un jeu complexe, qui s'est vu aussi dans ses déclarations sur le Liban ou le conflit au Yémen. En mai, Anwar Ibrahim a rencontré au Qatar Ismail Haniyeh, le chef de la branche politique du Hamas, avec qui il avait effectué plusieurs vidéoconférences, et a vivement condamné son exécution à Téhéran en juillet, amenant Facebook à supprimer son message. Le pays entretient des liens par divers canaux avec le groupe combattant, dont l'action armée est néanmoins jugée contre-productive par ses dirigeants. Pour le reste, une aide humanitaire conséquente a été apportée au peuple palestinien, essentiellement avec le relais de la Jordanie, et la mobilisation de la société malaisienne, au-delà de manifestations, s'est notamment traduite par la fermeture d'une cinquantaine de points de vente locaux de Starbucks, ou encore d'une centaine de restaurants KFC, à la suite d'appels à leur boycott.

Un autre aspect de l'engagement du Premier ministre a été la lutte contre l'islamophobie, un versant de son prosélytisme sur la scène mondiale (*soft power* religieux). Par ailleurs, outre une participation toujours active aux événements de l'Organisation de la coopération islamique, dont son sommet en Gambie en mai, la Malaisie a continué de s'investir dans un renforcement des liens entre l'ASEAN et le Conseil de coopération du Golfe, une ambition qu'Anwar Ibrahim voudrait voir concrétisée par la signature d'un accord de libre-échange entre les deux entités. Autrement, il a effectué des visites au Pakistan, au Bangladesh, en Égypte, ou encore en Arabie saoudite, premier partenaire commercial du pays au Moyen-Orient. De même, la Fédération a pu encore consolider ses partenariats avec les Émirats arabes unis et l'Irak, où elle a remporté un appel d'offres de consultance pour la mise en œuvre de projets d'infrastructures de transport (métro de Bagdad, ligne ferroviaire Najaf-Kerbala). Enfin, même si Kuala Lumpur n'a pas de relations diplomatiques officielles avec le régime taliban, une délégation malaisienne s'est rendue en Afghanistan pour étudier des pistes d'échanges économiques et commerciaux possibles.

En dépit de développements encourageants, la Malaisie a achevé l'année 2024 dans une configuration très fragile quant à sa stabilité sociopolitique et au devenir de sa trajectoire démocratique. L'objectif renouvelé de l'avènement d'une société équilibrée (*al-mizan*), au sens islamique du terme, que poursuit avec conviction Anwar Ibrahim dans la mise en œuvre de son programme *Malaysia Madani* soulève des interrogations persistantes s'agissant de la place des minorités et du pluralisme.

Dans ce contexte, l'évolution de la situation de la Fédération demeure fortement liée à ses résultats économiques, dont les perspectives à moyen terme sont incertaines. En 2025, l'augmentation du salaire minimum de 1 500 RM (335 $ US) à 1 700 RM (380 $ US) pourrait par exemple avoir un effet inflationniste, source potentielle de mécontentement social aux conséquences inflammables au regard du niveau des tensions intercommunautaires, et ceci d'autant plus que le gouvernement a prévu de réduire encore son soutien aux prix subventionnés. La dépendance de la Malaisie aux exportations et aux investissements étrangers la rend également vulnérable aux divers aléas de la conjoncture internationale, sous la menace, entre autres, des nouvelles orientations de la politique américaine. C'est donc un scénario imprédictible et aux enjeux structurels déterminants qui se dessine à l'horizon pour le pays.

Fiche Malaisie

Nom officiel : Fédération de Malaisie

Capitale : Kuala Lumpur

Superficie terrestre : 330 241 km²

Population (CIA, *The World Factbook*, est. 2024) : 34 564 810 habitants

Langue officielle : Bahasa Malaysia (malaisien)

Religion d'État : islam

Données politiques

Nature de l'État : monarchie fédérale

Nature du régime : monarchie constitutionnelle élective (roi élu tous les cinq ans parmi les neuf souverains/sultans de la Fédération)

Suffrage : universel (à partir de 18 ans depuis 2022)

Chef de l'État : Ibrahim Sultan Iskandar, sultan du Johor (roi de Malaisie 2024-2029)

Premier ministre : Anwar Ibrahim (depuis novembre 2022)

Ministre des Affaires étrangères : Mohamad Hassan (depuis décembre 2023)

Ministre de la Défense : Mohamed Khaled Nordin (depuis décembre 2023)

Président de l'Assemblée nationale : Johari Abdul (depuis décembre 2022)

Échéances : prochaines élections en 2027 pour la chambre des représentants

Indicateurs démographiques et sociologiques

Principaux groupes ethniques (CIA, *The World Factbook*, est. 2023) : *Bumiputera*[24] (63,8 %), Chinois (20,6 %), Indiens (6 %), autres (0,6 %), étrangers en situation régulière (9 %)

Religions (CIA, *The World Factbook*, est. 2020) : musulmans (63,5 %), bouddhistes (18,7 %), chrétiens (9,1 %), hindous (6 %), confucianistes, taoïstes et autres religions traditionnelles chinoises (0,9 %), sans religion et non spécifié (1,8 %).

[24] Le terme *Bumiputera* (« fils du sol » en malais) est un terme très politique qui désigne les populations du pays considérées comme autochtones. Il renvoie essentiellement au groupe majoritaire des Malais musulmans, aux *Orang Asli* (aborigènes) et aux descendants portugais de la Malaisie péninsulaire, ainsi qu'aux ethnies indigènes des territoires de Bornéo (Dayak, Bidayuh, etc.).

Chronologie

JANVIER 2024

1er • Les articles achetés en ligne à l'étranger, ayant un prix inférieur à 500 RM (120 $ US), sont désormais frappés d'une taxe de 10 %, accueillie diversement. Son objectif est de favoriser les achats de biens produits localement, alors que le e-commerce continue de connaître une hausse soutenue en Malaisie.

31 • Désigné par ses pairs du Conseil royal (*Conference of Rulers* ou *Durbar*) en octobre 2023 pour succéder au sultan de l'État du Pahang, celui du Johor, Ibrahim Sultan Iskandar, devient officiellement le 17e roi de Malaisie jusqu'en 2029, tandis que la fastueuse cérémonie de son couronnement est programmée le 20 juillet.

FÉVRIER 2024

1er • Les Malaisiens et les résidents permanents de la Fédération peuvent dorénavant avoir recours à un service en ligne (MyJPJ) pour le renouvellement à échéance de leur permis de conduire, mais aussi pour le paiement de leurs taxes routières. Cette initiative s'inscrit dans un mouvement plus large de numérisation et d'amélioration de l'efficience de l'administration. À cet égard, Anwar Ibrahim avait inauguré le mois précédent l'ouverture d'un portail électronique public centralisant les données personnelles des individus et des ménages (PADU), soulevant toutefois des interrogations quant à la protection des données.

MARS 2024

07 • Lors du sommet ASEAN-Australie, Anwar Ibrahim adopte un ton assez pessimiste dans son discours sur la situation sécuritaire en mer de Chine méridionale. Il met également en garde contre les initiatives agressives visant à contenir les prétentions chinoises, qui ne font qu'alimenter, selon lui, les griefs avec Pékin, au détriment de la stabilité régionale.

AVRIL 2024

23 • Une collision entre deux hélicoptères de la marine malaisienne pendant les répétitions d'une parade pour les célébrations du 90e anniversaire de sa création, qui s'est soldée par un triste bilan de 10 morts, soulève des réactions émues et des questionnements sur le niveau de formation des militaires, l'enquête menée à l'issue du drame ayant conclu à une erreur de pilotage.

MAI 2024

27 • La publication des résultats de l'Enquête nationale sur la santé et la morbidité réalisée en 2023 révèle une hausse jugée « préoccupante » des maladies chroniques non transmissibles comme le diabète, l'obésité, l'hypertension et l'hypercholestérolémie. Ainsi, 15,6 % des adultes sont par exemple diabétiques et 54,4 % en surpoids. Par ailleurs, selon les données rapportées, la prévalence de la dépression a doublé dans le pays depuis 2019, affectant 4,6 % des Malaisiens de plus de 15 ans.

JUIN 2024

13 • L'ambassade des États-Unis à Kuala Lumpur annonce que son gouvernement a rendu à la Malaisie 156 millions $ US d'avoirs saisis liés au scandale financier de 1MDB, portant à 1,4 milliards $ US le montant total des sommes jusqu'à présent restituées à la Fédération à la suite des procédures instruites par la justice américaine.

24 • Le ministre de l'Intérieur communique sur l'arrestation de huit individus, six hommes et deux femmes, dont un ancien universitaire, accusés de liens avec l'État islamique. Ils sont suspectés d'avoir préparé des attentats contre des personnalités, dont Anwar Ibrahim et le roi. En mai, d'autres extrémistes avaient déjà été ciblés par la police. Plus généralement, face à l'augmentation de la circulation des contenus de propagande sur les réseaux sociaux, la Malaisie a intensifié en 2024 sa surveillance des mouvances radicales et des profils déviants isolés pour prévenir la constitution de cellules militantes dans le pays.

JUILLET 2024

18 • Anwar Ibrahim s'entretient au téléphone avec Masoud Pezeshkian, le président iranien nouvellement élu, pour le féliciter de sa victoire et lui réaffirmer que la coopération entre leurs deux nations restait libre de toute ingérence étrangère, en référence aux menaces des États-Unis pour faire cesser l'achat de pétrole extrait en Iran par la Malaisie. En réponse aux injonctions américaines, cette dernière avait rappelé en mai qu'elle ne reconnaissait que les sanctions votées par l'ONU. Bien que le chiisme soit considéré comme une déviance par la Fédération, celle-ci cultive de bonnes relations diplomatiques et économiques avec la République islamique.

22 • L'État du Johor et Singapour annoncent la création prochaine d'une zone économique spéciale conjointe pour renforcer leur coopération transfrontalière. Par ailleurs, la mise en service de la ligne de transport urbain devant relier les deux territoires, en cours de travaux, est prévue en janvier 2027.

AOÛT 2024

15 • Maimunah Sharif, haut fonctionnaire, devient la première femme à occuper le poste de maire de Kuala Lumpur. Elle a été nommée à la direction de l'administration municipale

(DBKL) par le ministre en charge du Territoire fédéral, comme c'est le cas depuis 1970, date à laquelle les élections aux conseils locaux ont été suspendues. Ancienne édile de l'île de Penang entre 2017 et 2018, elle était depuis en détachement dans le système onusien.

19 • Le gouvernement concède un changement important de mise en œuvre de son projet de « diplomatie de l'orang-outan ». Inspirée par la pratique de « la diplomatie du panda » chinoise, l'initiative devait primitivement consister à confier des spécimens de l'espèce à des pays-clients de l'industrie de l'huile de palme. Néanmoins, en plus de l'absence de programmes encadrés de reproduction, l'instrumentalisation du symbole animalier de Bornée à des fins d'éco-blanchiment commercial a déclenché un tollé. Pressé de rectifier ses plans, le ministère des Plantations et des Produits de base a précisé que les animaux offerts ne seraient finalement pas éloignés de leur environnement naturel avec un régime de captivité, mais au contraire placés dans des parcelles de forêt « à haute valeur de conservation » créées pour la circonstance.

25 • Un vaisseau de la marine malaisienne, le KD Pendekar, coule après avoir heurté un récif au large de l'État du Johor. Outre une erreur de navigation, la fragilité de la coque du navire en raison de son ancienneté avancée (45 ans de service) est directement incriminée. Les 39 membres de l'équipage ont pu être secourus, mais l'incident a mis en lumière la question sensible de la vétusté d'une partie de l'armement du pays. En baisse de 2015 à 2019, les dépenses militaires ont recommencé progressivement à croître en 2020 et un effort budgétaire significatif pour les prochaines années a été annoncé afin d'accélérer le renouvellement des matériels militaires.

27 • Le chef de l'opposition, l'ancien Premier ministre Muhyiddin Yassin, est inculpé pour acte de sédition, sur la base d'une loi controversée datant de l'époque coloniale (*Sedition Act 1948*). Lors d'un meeting politique le 14 août, il avait questionné la décision du sultan du Pahang, alors roi du pays, de ne pas l'avoir invité à former le gouvernement après les élections législatives de 2022, tandis qu'il revendiquait le soutien d'une majorité d'élus.

SEPTEMBRE 2024

08 • Malgré des espoirs et des exhortations solennelles des autorités à l'endroit de leur délégation, la Malaisie achève la séquence olympique avec des résultats décevants. L'obtention tant attendue d'une première médaille d'or historique pour un athlète valide est encore reportée. Avec deux récompenses en bronze aux JO pour le badminton et cinq, des trois métaux dans plusieurs disciplines, aux jeux paralympiques, le palmarès du pays recule légèrement par rapport à celui de Tokyo en 2020. Paris 2024 a surtout été l'occasion d'une polémique, virale les réseaux sociaux, concernant la tenue officielle des athlètes nationaux, jugée avec sévérité. Par ailleurs, faisant écho à une opinion majoritaire dans la population, le gouvernement malaisien, par la voix du ministre en

charge des Affaires religieuses, a officiellement apporté son soutien à la condamnation de la cérémonie d'ouverture de l'olympiade publiée par l'Université Al-Azhar (Égypte). Celle-ci pointait « le danger d'exploiter des événements planétaires pour normaliser les insultes envers la religion et promouvoir les maux sociaux destructeurs et disgracieux comme la perversion et le transgenrisme », en référence à certains tableaux controversés de la manifestation.

10 • Une pollution industrielle sauvage dans le Johor nécessite la prise en charge médicale de 143 personnes. Depuis plusieurs années, les rejets illégaux de produits chimiques dans les cours d'eau de l'État se multiplient, plus qu'ailleurs, et ont déjà causé la fermeture temporaire de centaines d'écoles et l'hospitalisation de milliers de riverains. Face à l'exaspération des populations, les associations de défense de l'environnement et certains élus dénoncent l'inaction des autorités, tant au niveau de la prévention de ces actes que des enquêtes menées, qui aboutissant rarement à des poursuites.

11 • Une opération de police permet la mise en sécurité de 402 enfants vivant dans des lieux communautaires, dont beaucoup ont été sexuellement abusés par des employés de la Global Ikhwan Services and Business Holdings (GISBH). L'entreprise aux nombreuses filiales et activités en Malaisie, mais aussi à l'étranger, est la structure héritière de la secte musulmane locale Al-Arqam, démantelée, puis interdite, à la fin des années 1990. Le prosélytisme de ses membres s'étant fait assez discret depuis plusieurs années, la société bénéficiait d'une relative tolérance.

30 • Avec 4,1240 RM pour 1 $ US, le ringgit malaisien atteint son plus haut niveau de parité avec le dollar américain de l'année 2024, et sur les 39 mois précédents. Par contraste, en décembre 2023, il avait chuté à un seuil inédit depuis la crise financière asiatique de 1997.

OCTOBRE 2024

07 • Le prince héritier du Johor, qui assure la régence du sultanat durant le mandat de roi de son père, rend publique sa décision de rétablir le samedi et le dimanche comme jours de week-end dans l'État, avec effet au 1er janvier 2025. Antérieurement, sauf entre 1993 et 2014, c'est la variante islamique du vendredi et du samedi qui était localement en vigueur, comme c'est le cas au Kedah, au Kelantan et au Terengganu. Ce changement était cependant discuté depuis 2022 pour des raisons économiques, la majorité du secteur privé continuant à travailler au même rythme que dans la majorité du pays, mais aussi pour faciliter la vie des familles, car les écoles avaient également maintenu la pratique du repos dominical.

23 • La Malaisie conserve la même place que l'année précédente dans l'Indice sur l'État de droit 2024, publié par le *World Justice Project* (WJP), se classant au 55e rang mondial sur 142 et au 11e rang sur 41 dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire supérieur. La Fédération enregistre un score global en demi-teinte de 0,57/1, qui reste stable avec

toutefois quelques progrès soulignés dans le domaine de la lutte contre la corruption, tandis que la moyenne internationale s'établit à 0,53/1, en baisse par rapport à 2023.

NOVEMBRE 2024

11 • À l'issue d'une improbable procédure à rebondissements relevant de la justice arbitrale internationale, la Cour de cassation française rend une décision favorable à la Malaisie dans le contentieux qui l'opposait depuis une dizaine d'années aux héritiers de l'ancien sultanat de Sulu (Philippines), annulant ainsi le dédommagement record que le pays avait été condamné à payer.

26 - 30 • Un épisode de mousson d'une rare intensité pendant cinq jours, avec des cumuls de précipitations équivalents à plus d'un semestre de pluviométrie moyenne en certains endroits, frappe la côte orientale de la péninsule malaise, en particulier les États du Kelantan et du Terengganu. Le bilan est lourd, avec six décès, plus de 150 000 déplacés et des dégâts matériels considérables. Le phénomène a aussi provoqué une élévation du niveau de la mer et de la force des vagues, avec des impacts conséquents (recul de plages, submersion de routes, etc.), alors que le changement de direction de courants côtiers lié à des constructions humaines, conjugué aux effets du réchauffement climatique, accélère l'érosion du littoral.

DÉCEMBRE 2024

04 • La *kebaya*, vêtement féminin traditionnel du sud-est asiatique, notamment sublimé par les actrices du cinéma malaisien des années 1950 et 1960, a été officiellement ajoutée à la liste du patrimoine culturel immatériel de l'humanité de l'UNESCO. La demande avait été conjointement déposée par Brunei, l'Indonésie, la Malaisie, Singapour et la Thaïlande en avril 2023.

20 • Le ministre des Transports confirme que le gouvernement a donné une réponse de principe favorable le 13 décembre à la société maritime d'exploration Ocean Infinity pour reprendre les recherches de l'épave du vol MH370. Le plan d'investigation dévoilé prévoit de couvrir une zone d'environ 15 000 kilomètres carrés dans l'océan Indien. La disparition le 8 mars 2014 de l'appareil de la Malaysia Airlines qui reliait Kuala Lumpur à Pékin, avec 239 personnes à son bord, demeure l'un des principaux mystères de l'histoire de l'aviation civile et un traumatisme prégnant en Malaisie.

Portraits



Source : Wikipedia

Sybil Kathigasu, ancienne résistante et martyre de l'occupation japonaise

Sybil Kathigasu est née en 1899 à Medan (Sumatra, Indonésie) de parenté métissée. Elle avait un grand-père irlandais, et un autre français, établis en Asie du Sud-Est durant la période coloniale. Les ascendances de leurs épouses sont plus incertaines, bien qu'eurasiennes probablement indiennes. Devenue infirmière et sage femme, elle se marie en 1919 à Kuala Lumpur avec Abdon Clement Kathigasu, un médecin tamoul qui s'est converti au catholicisme pour l'épouser. Ils adoptent un orphelin et ont trois autres enfants, dont le premier décède peu après sa naissance. En 1921, le couple s'installe à Ipoh (Perak) et ouvre un cabinet médical en 1926.

En 1942, lors de l'invasion de la péninsule malaise par l'armée impériale nippone, Sybil Kathigasu et sa famille trouvent refuge non loin de leur ancien domicile, dans la localité de Papan. Locutrice de cantonais, elle aide avec son mari les résistants communistes chinois en leur fournissant des soins et des médicaments, mais aussi des renseignements. Arrêtés par la Kenpeitai en 1943, ils sont torturés sans jamais rien avouer, malgré la brutalité des violences physiques et psychologiques qu'ils subissent, en particulier Sybil Kathigasu en raison de ses origines européennes. Las de pouvoir les faire parler, les militaires Japonais les condamnent à des peines d'enfermement en 1945, elle à perpétuité et lui pour 15 ans. Après la victoire des Alliés, Sybil Kathigasu, gravement meurtrie, rejoint Londres à des fins médicales, où elle s'éteint en 1948 des suites de ses blessures. Entre-temps, elle est la seule femme originaire de la *British Malaya* à être décorée de la médaille de George, une distinction britannique créée en 1940 pour récompenser les actes héroïques ou de bravoure de civils.

Eludée de l'historiographie officielle de la Malaisie pré- et post- indépendance en proie à une guérilla marxiste, en plus d'être une femme non-malaise, Sybil Kathigasu a fait l'objet d'une réhabilitation mémorielle à partir des années 2000 dans des cercles urbains éduqués (mini-série biographique sur le bouquet satellite Astro en 2010, commémoration par Google Malaysia du jour de sa naissance en 2016, etc.). En 2024, ce mouvement a pris une plus large ampleur, notamment dans la communauté sino-malaisienne. En juillet, elle est devenue « Servante de Dieu », à

la faveur des démarches du cardinal Sebastian Francis, évêque de Penang, pour entamer son procès en béatification et en canonisation. De même, le thème du premier opéra malaisien en anglais, *Solace of Papan*, est consacré à sa destinée. Présenté en août, il a été mis en musique par le célèbre compositeur Siu Chong, tandis que le livret a été écrit par Chin San Sooi, un vétéran de la scène théâtrale à l'origine du projet. La réédition des mémoires de Sybil Kathigasu, *No Dram of Mercy*, publiées de manière posthume en Angleterre en 1954, et seulement en 2006 en Malaisie, dans lesquelles elle témoigne de sa foi catholique qui lui a permis de survivre aux atrocités de la torture, a aussi connu une relative audience. Une version en malais, ainsi qu'en français – après le succès de librairie de sa traduction en japonais – sont prévues en 2025. Sa maison de Papan est également devenue un lieu de mémoire.

Dans le contexte actuel de crispations intercommunautaires et interreligieuses élevées, le regain d'intérêt d'une figure comme celle de Sybil Kathigasu est tout autant un acte de lutte contre l'obscurantisme qu'un signe d'espoir pour l'affirmation d'une histoire locale revisitée et plus ouverte à la complexité de sa diversité, comme ont entrepris de le faire, non sans obstacles, une nouvelle génération d'historiens malaisiens.


Source : www.parlimen.gov.my

Johari Abdul, *speaker* de la chambre basse du Parlement

Né en 1955, Johari Abdul est issu d'une famille de la classe moyenne rurale du sultanat du Kedah. Diplômé d'une licence de l'Universiti Malaya, il obtient plus tard un master en études stratégiques à l'Université de Lancaster. Haut fonctionnaire, il intègre après quelques années d'expérience les services du Premier ministre Mahathir Mohamad et l'entourage d'Anwar Ibrahim. Parallèlement, il rejoint l'Union nationale des Malais unis (UMNO), dont son oncle, sénateur entre 1985 et 1991, est une importante figure provinciale.

En 1998, écarté brutalement du pouvoir du fait de sa proximité avec Anwar Ibrahim, il est évincé de la fonction publique et ses comptes sont saisis. Sans ressources, il est même contraint pendant un temps d'être vendeur de rue, épisode de son parcours qu'il tend à éluder dans sa communication officielle. Cette traversée du désert a néanmoins nourri ses convictions sur la nécessité d'assurer à la jeunesse

les moyens de son émancipation sociale par l'éducation et l'esprit d'entreprise, manifeste qu'il met un point d'honneur à partager régulièrement auprès de publics étudiants.

En participant à la création du parti d'Anwar Ibrahim (Keadilan, puis PKR), dont il est l'un des principaux dirigeants, il s'est révélé politiquement. En 2008, il a remporté non sans un esprit de revanche la circonscription fédérale où il a son ancrage local (Sungai Petani) face à son adversaire de l'UMNO, ministre de l'Information sortant. Réélu en 2013 et en 2018, il a aussi conquis lors de ce dernier scrutin un siège à l'assemblée du Kedah avec l'ambition d'accéder au poste de ministre en Chef de l'État. Cependant, ce dernier a été octroyé à Mukhriz Mahathir, l'un des fils de Mahathir Mohamad, redevenu Premier ministre sous la bannière de l'Alliance de l'espoir (Pakatan Harapan), à l'issue de manœuvres de compromis dans la coalition.

Fin 2022, Johari Abdul a été désigné par Anwar Ibrahim pour être le candidat de la nouvelle majorité à la présidence de la chambre basse du Parlement (*Dewan Rakyat*). Au-delà de la confiance qu'il lui témoigne, le Premier ministre a effectué un choix tactique, en pariant sur les atouts de son allié à la fidélité inébranlable. Avenant, habile, bon connaisseur des arcanes parlementaires – il a présidé le club des députés de l'Alliance de l'espoir entre 2018 et 2022 – il n'est pas pour autant dépourvu de fermeté. Il l'a prouvé en juin 2024 par son refus hardi, fondé sur une interprétation juridique rusée, de ne pas déclarer vacants les sièges des membres de l'opposition ayant voté la confiance au gouvernement d'unité, en application de l'amendement constitutionnel de 2022 qui prohibe les changements d'affiliation politique en cours de mandat. En imposant cette décision, il a évité la tenue d'une série d'élections partielles compliquées et renforcé son autorité institutionnelle, deux facteurs qui ont contribué à la stabilisation du jeu partisan après les errements de la période précédente.

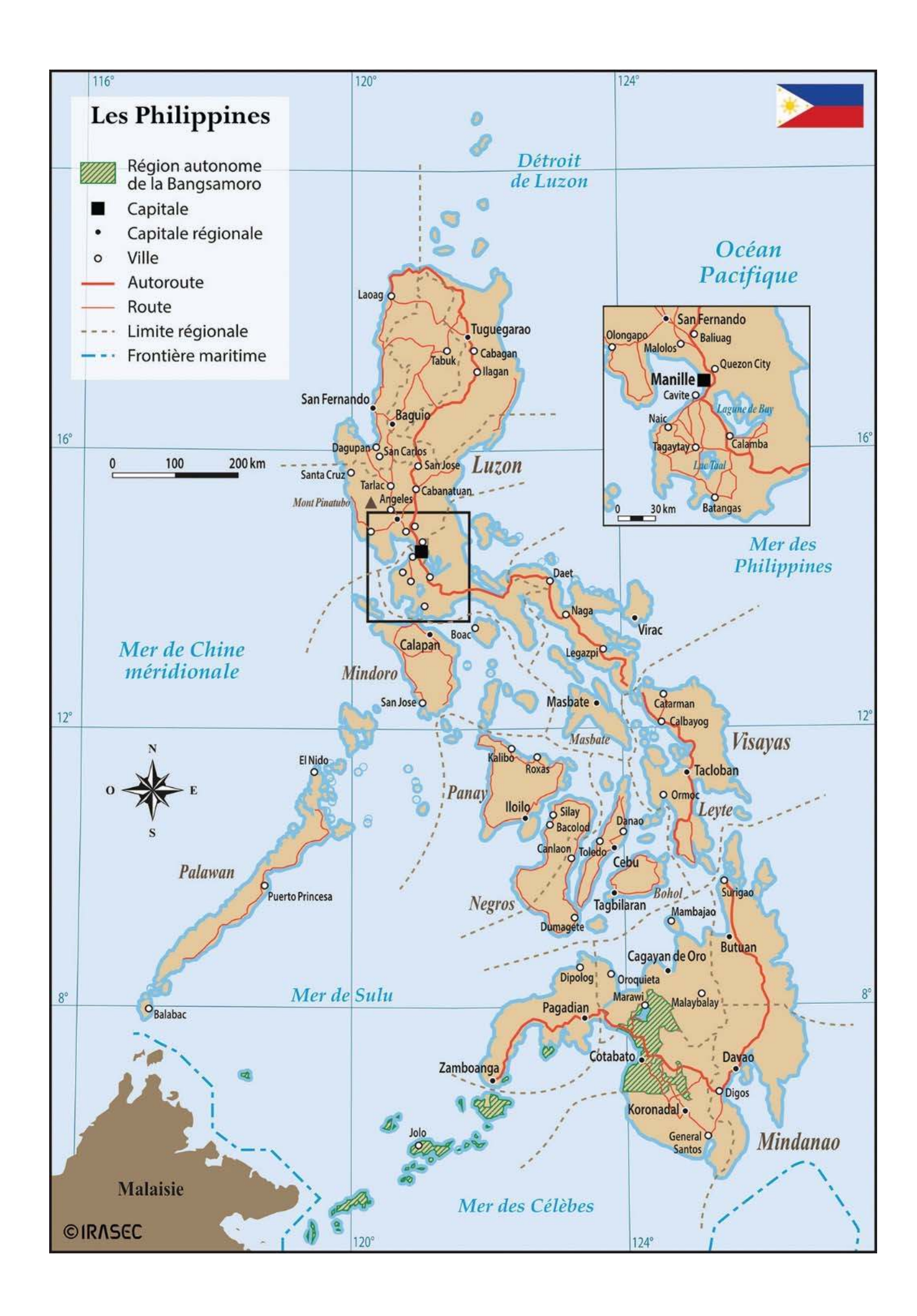
Arrêt sur image



« Merdeka 118, un nouveau symbole ambivalent de la *skyline* de Kuala Lumpur. »
Source : photos des auteurs

Le 14 janvier 2024, le roi a présidé la cérémonie officielle d'inauguration de la tour Merdeka 118, en référence à son nombre d'étages, également nommée Menara Warisan Merdeka (« tour de l'héritage de l'indépendance »), qui est désormais le bâtiment le plus élevé d'Asie, et a fortiori de Malaisie, avec ses 678,9 mètres, à la faveur d'une imposante flèche de plus de 150 mètres. Présentée comme une évocation de la main levée vers le ciel de Tunku Abdul Rahman proclamant l'indépendance du pays le 31 août 1957, sa conception est le fait du célèbre cabinet d'architecture australien Fender Katsalidis, tandis que son chantier, débuté en 2014, a été principalement confié à la filiale de construction du groupe sud-coréen Samsung. Érigée dans le centre-ville historique de Kuala Lumpur, elle affiche d'impressionnantes caractéristiques techniques (une façade de 36 000 panneaux de verre, un atrium monumental, etc.) et un système d'ascenseurs parmi les plus performants du marché (la plateforme d'observation installée à 500 mètres du sol est accessible en 65 secondes). L'un d'entre eux, panoramique et offrant une expérience à sensations garantie, est d'ailleurs le plus grand du monde.

Pourtant, au-delà des apparences, le gratte-ciel ne suscite pas vraiment l'enthousiasme et de fierté populaire, en dépit de sa hauteur qui le classe second à l'échelle planétaire derrière la tour Burj Khalifa de Dubaï. Contrairement aux iconiques tours jumelles Petronas, qui font l'objet d'un large attachement patriotique et sont devenues la carte postale emblématique de la Fédération, il inspire à beaucoup un sentiment partagé. Dans le contexte de la mystique locale, d'aucuns lui prêtent même des vibrations maléfiques. En effet, issu d'un caprice de l'ancien Premier ministre Najib Razak, il symbolise les dérives affairistes de son époque au pouvoir, et plus généralement les affres de pratiques toxiques de gouvernance envers lesquelles nombre de Malaisiens témoignent désormais une forte défiance. Jugé superflu, esthétiquement inquiétant et déraisonnable sur le plan écologique, le projet au coût exorbitant de 1,25 milliard $ US, dont le premier fonds souverain national (Permodalan Nasional Berhad) était le promoteur principal, n'a pas manqué d'être également ressenti comme une provocation d'un point de vue social. Peu empressés de s'approprier cette encombrante incarnation de la gabegie publique, l'État et ses entités s'abstiennent encore de l'ajouter dans leurs visuels représentant la capitale (brochures touristiques, iconographie présente dans les transports en commun, etc.). Elle a aussi été évincée de manière flagrante des affiches de la campagne initiée par le gouvernement pour faire la pédagogie du « bon usage » des impôts, qui déployait son message avec un croquis stylisé de l'horizon de la ville en arrière-fond, ce qui n'a pas été sans éveiller des commentaires sarcastiques.



Les Philippines
Région autonome de la Bangsamoro
Capitale
Capitale régionale
Ville
Autoroute
Route
Limite régionale
Frontière maritime
Détroit de Luzon
Océan Pacifique
Mer des Philippines
Mer de Chine méridionale
Mer de Sulu
Mer des Célèbes
Luzon
Mindoro
Visayas
Panay
Negros
Cebu
Bohol
Leyte
Masbate
Palawan
Mindanao
Malaisie
Laoag
Tuguegarao
Cabagan
Tabuk
Ilagan
San Fernando
Baguio
Dagupan
San Carlos
San Jose
Santa Cruz
Tarlac
Cabanatuan
Mont Pinatubo
Angeles
Daet
Naga
Virac
Legazpi
Boac
Calapan
San Jose
Masbate
Catarman
Calbayog
Tacloban
Ormoc
Kalibo
Roxas
Iloilo
Silay
Bacolod
Danao
Canlaon
Toledo
Tagbilaran
Dumagete
Mambajao
Surigao
Butuan
El Nido
Puerto Princesa
Balabac
Cagayan de Oro
Dipolog
Oroquieta
Marawi
Malaybalay
Pagadian
Cotabato
Zamboanga
Davao
Digos
Koronadal
General Santos
Jolo
San Fernando
Olongapo
Baliuag
Malolos
Quezon City
Manille
Cavite
Lagune de Bay
Naic
Tagaytay
Calamba
Lac Taal
Batangas
0 30 km
0 100 200 km
116°
120°
124°
16°
12°
8°
N
O
E
S
©IRASEC

Philippines

La lutte des clans politiques : un point de non-retour ?

François-Xavier Bonnet et Elisabeth Luquin

Le 15 août 2024, le président Marcos Jr. célébrait les victoires des trois olympiens philippins, le gymnaste Carlos Yulo (deux médailles d'or), et les deux boxeuses Aira Villegas et Nesthy Petecio (une médaille de bronze chacune). Lors de son allocution, l'unité du pays et des athlètes était soulignée, permettant aux Philippines de se placer première en Asie du Sud-Est[1]. Les Jeux olympiques furent l'un des rares moments de calme relatif dans la tempête politique que connaissait le pays.

En effet, l'année 2024 est caractérisée par un contexte politique explosif, brisant l'unité électorale des deux principales familles politiques actuelles, les Marcos et les Duterte. La guerre est ouverte entre les deux clans, alors qu'en mai 2025 se profilent des élections de mi-mandat, clefs pour l'administration Marcos Jr. Or, si les résultats macro-économiques sont plutôt considérés comme satisfaisants, la population n'en perçoit toujours pas les bénéfices et a même tendance à s'appauvrir. D'autre part, d'importantes réformes structurelles, telles la modernisation des transports publics et la loi sur le divorce, tardent à être mises en place du fait des échéances électorales. L'un des points de divergence profonde entre les administrations Marcos et Duterte est le positionnement diplomatique et militaire des Philippines vis-à-vis des États-Unis et de la Chine. Sur ce point, l'année 2024 est marquée par de nombreuses tensions entre la Chine et les Philippines en mer de Chine méridionale et par un approfondissement des liens entre les Philippines, les États-Unis et leurs alliés.

---

[1] Alexis Romero, « Marcos Jr. doubles cash incentives for Olympic medalists », *The Philippine Star*, 15 août 2024.

Des résultats économiques en demi-teinte dans un contexte politique explosif

De bons résultats macro-économiques qui tardent à « ruisseler » vers la population

L'une des principales promesses du Président Marcos Jr., lors de sa campagne électorale de mai 2022, était de réduire significativement l'inflation, particulièrement pour le riz. De fait, l'Autorité statistique des Philippines (PSA) a indiqué que l'inflation de 1,9 % en septembre 2024 était la plus faible en quatre ans (depuis celle de 1,6 % en mai 2020). Ce taux était également inférieur à celui de 3,3 % enregistré en août 2024 et à celui de 6,1 % enregistré en septembre 2023. Les principaux moteurs de cette décélération ont été le ralentissement de la hausse des prix des denrées alimentaires et des boissons non alcoolisées, de 3,9 % en août 2024 à 1,4 % en septembre, une tendance à la baisse plus rapide de l'inflation des transports, de -0,2 % à -2,4 % au cours de la même période, et le ralentissement de l'inflation du logement, de l'eau, de l'électricité, du gaz et des autres combustibles, de 3,8 % à 3,2 %. Au total, le taux d'inflation national moyen de l'année 2024 serait autour de 3,2 % (contre 4,1 % en 2023)[2].

Autres résultats positifs, ceux de l'emploi. En effet, les statistiques sur le travail, publiées en août 2024 indiquent que l'emploi a augmenté de 1,1 million, passant de 48,1 millions en août 2023 à 49,2 millions en août 2024. Les chiffres du chômage semblent également s'être améliorés, le nombre de chômeurs ayant diminué de 200 000 pour atteindre 2 millions, contre 2,2 millions au cours de la même période. Le nombre de personnes sous-employées a lui aussi diminué de 146 000 pour atteindre 5,5 millions[3].

Cependant, si les résultats de l'inflation et de l'emploi sont positifs au niveau macro-économique, une grande partie de la population, la plus défavorisée, n'en bénéficie pas. Ainsi, selon l'organisme de sondage Social Weather Station (SWS), la forte augmentation du nombre de personnes employées et la baisse du nombre de chômeurs ne signifient pas que les travailleurs aient un revenu suffisant pour subvenir aux besoins de leur famille. Le nombre de familles qui se considèrent

[2] Philippine Statistics Authority, 5 décembre 2024, « Summary Inflation Report Consumer Price Index (2018=100): November 2024 ».
[3] Philippine Statistics Authority, 8 octobre 2024, « Employment Rate in August 2024 was Estimated at 96.0 Percent ».

comme pauvres est ainsi passé de 12,9 millions (46 %) en mars 2024, à 16 millions (59 %) en septembre 2024. De plus, 13 % se considèrent à la limite de la pauvreté et seulement 28 % ne se considèrent pas pauvres[4].

La stagnation des revenus et l'inflation, même contrôlée, contribuent à cet appauvrissement de la population. Si le prix du riz a eu tendance à baisser, il reste encore élevé, loin des 20 ₱ le kg (30 centimes d'euros) promis par le candidat Marcos Jr. en 2022. En fait, dans la région du grand Manille, par exemple, le prix du riz ordinaire a encore augmenté de 3 ₱, soit environ 7 %, passant de 43 ₱ en septembre 2023 à 46 ₱ en septembre 2024. Le riz de meilleure qualité a augmenté de 4 ₱ (7 % également), passant de 49 à 53 ₱. Sur les étalages des marchés, la plupart des qualités de riz dépasse les 50 ₱ le kg. L'une des raisons principales du prix élevé du riz est qu'environ un tiers des coûts pour la production du riz domestique provient des intrants importés (engrais etc.), sans compter les coûts de transport supplémentaires, dépendant du pétrole, pour acheminer le riz jusqu'aux détaillants et aux consommateurs.

La guerre ouverte entre les clans Marcos et Duterte

Selon l'agence de notation Fitch, la croissance du PIB des Philippines a ralenti depuis le rebond d'activité de la pandémie post-covid-19, mais la croissance de l'économie devrait tout de même atteindre 5,7 % en 2024[5]. Selon cette même agence, l'un des facteurs de risque qui pourrait négativement impacter, à terme, les performances macroéconomiques et budgétaires du pays est l'intensification des conflits politiques internes entre les deux puissants clans actuels : le clan du Président Marcos et celui de la vice-Présidente Sara Duterte-Carpio.

De fait, si dès l'année 2023 d'importantes fissures apparaissaient dans l'unité électorale des familles Marcos et Duterte[6], l'année 2024 s'est caractérisée par une véritable guerre ouverte entre les deux clans et leurs alliés dans le contexte des élections de mi-mandat de mai 2025 et, à plus long terme, de l'élection présidentielle de 2028. Selon les partisans des Duterte, le président du parlement, Martin

---

[4] Social Weather Station, 9 octobre 2024, *Social Weather Report*.

[5] « Fitch flags growth risks from Marcos-Duterte rift », *BusinessWorld*, 19 décembre 2024.

[6] François-Xavier Bonnet et Elisabeth Luquin, 2023, « Les Philippines : inflation et tensions en mer de Chine méridionale », *in* Gabriel Facal et Jérôme Samuel (dir.), *L'Asie du Sud-Est 2024, Bilan, enjeux et perspectives*, Bangkok, IRASEC.

Romualdez, cousin germain du Président Marcos Jr., aurait la prétention de se présenter aux élections présidentielles de mai 2028. Cependant, étant peu connu du grand public et faisant face à la populaire vice-Présidente Sara Duterte-Carpio[7], Romualdez planifierait de modifier le nombre de mandats présidentiels[8] et d'amender la Constitution (*Charter Change* ou *Cha Cha*) afin de transformer le régime présidentiel actuel en régime parlementaire, avec un Premier ministre puissant nommé par le président (il n'aurait pas ainsi à se présenter au suffrage universel).

Contre-attaquant dès janvier 2024, l'ancien Président Rodrigo Duterte a pris la tête de l'opposition au projet de modification de la Constitution, puis a participé à des « rassemblements de prières » en février et mars, pour fustiger les politiques de l'administration Marcos Jr. L'un des fils Duterte a même appelé à la démission du président. Malgré les déclarations critiques de son père et de ses frères, la vice-Présidente Sara Duterte continuait d'occuper le poste de secrétaire à l'Éducation au sein du cabinet Marcos Jr. Cependant, après des mois d'invectives de part et d'autre, Sara Duterte démissionnait, le 19 juin, de son poste de secrétaire de l'Éducation, quittant ainsi le gouvernement tout en restant vice-présidente[9].

Ce faisant, la vice-présidente devenait la voix d'une certaine opposition à l'administration Marcos[10] et s'exposait à des enquêtes parlementaires approfondies. Dès le mois d'août, elle faisait l'objet d'une enquête sur l'utilisation des fonds confidentiels lorsqu'elle était au département de l'Éducation et au bureau de la vice-présidente. L'enquête montre qu'elle aurait reçu 125 millions ₱ et 500 millions ₱ de fonds confidentiels en 2022 et 2023 respectivement, mais 237 millions ₱ se seraient évaporés selon la Commission de l'audit[11]. Sous la pression de l'enquête et d'une certaine paranoïa, la vice-présidente déclenchait la polémique en affirmant qu'elle avait contacté un tueur à gages qui avait accepté d'assassiner les Marcos et les Romualdez si elle-même était assassinée, une sorte d'assassinat posthume[12]. Cette menace directe pourrait lui valoir des poursuites judiciaires en plus d'une procédure de destitution (*impeachment*) au Parlement et au Sénat[13].

[7] La vice-Présidente Sara Duterte-Carpio a été élue avec plus de 61 % des voix aux élections de 2022.

[8] Jusqu'à présent, un président ne peut faire qu'un mandat.

[9] Darryl John Esguerra, « VP Sara resigns as DepEd chief », *Philippines News Agency*, 19 juin 2024.

[10] L'autre opposition est celle menée par les Aquino et Leni Robredo.

[11] Kurt Delapena, « VP Duterte's use of public funds triggers search for truth », *Inquirer.net*, 10 décembre 2024.

[12] « VP Sara Duterte's alleged plot against Marcos a 'serious crime' — House leaders », *ABS-CBN*, 24 novembre 2024.

[13] Faith Argosino, « VP Sara Duterte slapped with 3rd impeachment complaint », *Inquirer.net*, 19 décembre 2024.

D'autres enquêtes parlementaires et sénatoriales vont s'intéresser aux liens entre la guerre contre la drogue menée par l'ancien Président Duterte, les Philippine Offshore Gaming Operators (POGOs) et les violations des droits humains. L'enquête parlementaire s'est achevée en montrant que les POGOs, tenus par des Triades chinoises (entreprises spécialisées dans diverses arnaques[14]), étaient protégés par certains membres du gouvernement Duterte. En échange, les POGOs finançaient la guerre contre la drogue, notamment les récompenses pour les officiers de police qui avaient tué des trafiquants. Dans ce système, il était plus lucratif d'assassiner une cible que de la faire prisonnière. La commission recommandait la mise en examen de l'ancien Président Duterte, les sénateurs Christopher Lawrence « Bong » Go (ancien bras droit de Duterte) et Ronald « Bato » Dela Rosa (ancien chef de la police nationale), ainsi que plusieurs officiers de police. L'ancien porte-parole du Président Duterte, Atty Harry Roque est soupçonné d'être l'un des protecteurs de POGOs[15].

Les amis des Duterte sont aussi visés par des enquêtes judiciaires. Ainsi, le Pasteur Apollo Quiboloy, fondateur de la secte du Royaume de Jésus Christ à Davao City a été arrêté le 8 septembre 2024. L'homme qui se prend pour Jésus Christ, et finance de nombreux politiciens dont les Duterte, est accusé aux États-Unis de blanchiment d'argent et de traite d'êtres humains, et aux Philippines d'abus sur enfants, traite d'êtres humains et viols. Avec la chute du pasteur, c'est tout un pan du système Duterte qui s'effondre, au moins symboliquement. Sara Duterte, qui protégeait jusqu'au bout son ami le pasteur, accusait Martin Romualdez d'être derrière toutes ces enquêtes afin d'affaiblir la formidable machinerie électorale des Duterte et de mener une vendetta systématique utilisant l'arme du droit (une technique très largement utilisée par son père quand il était lui-même président[16]).

[14] À l'origine, les POGOs étaient des casinos en ligne mais nombre d'entre eux se sont transformés en entreprises à arnaques.

[15] Filane Mikee Cervantes, « Quadcom endorses crimes vs. humanity case against Duterte, 2 senators », *Philippines News Agency*, 18 décembre 2024.

[16] L'ancienne sénatrice Leila de Lima fut une des nombreuses victimes de cette politique de vengeance menée par le Président Duterte. Elle est acquittée de toutes les accusations en juin 2024 après avoir passée six ans en prison. Ian Laqui, « Completely free and vindicated': De Lima cleared of all drug charges », *Philstar Global*, 24 juin 2024.

De profondes réformes structurelles nécessaires mais de nombreux blocages

La modernisation des transports publiques : une difficile mise en place

L'année 2024 a vu la multiplication des grèves des chauffeurs de *jeepneys*, véhicules populaires et iconiques des Philippines. Les propriétaires et chauffeurs de *jeepneys* s'opposent à la loi sur la modernisation des transports publics, promulguée en 2017 par le gouvernement Duterte et poussée par l'administration Marcos Jr. Cette loi vise, d'ici 2030, à favoriser la réduction des émissions de polluants qui contribuent au réchauffement climatique.

Ces véhicules sont basés sur un modèle vieux de près de 80 ans. Les *jeepneys* ont été adaptés à l'origine à partir des Jeep laissées par l'armée américaine pendant l'occupation du pays. Après la 2nde guerre mondiale, alors que la majeure partie du pays était en ruines, des Philippins entreprenants ont modifié ces véhicules pour qu'ils transportent des passagers et servent de transport public, en faisant payer un prix très modique pour un trajet donné. Bien que beaucoup ne soient plus construits à partir des Jeep d'origine, leur conception générale a perduré, et ils sont souvent agrémentés de décorations, de peintures vives et du symbole du cheval sur le capot. Les seules modifications apportées depuis les années 1940 ont été l'allongement du véhicule pour accueillir davantage de passagers et des décorations plus complexes. Cependant, peu de choses ont été faites pour les rendre plus efficaces, plus sûres ou même plus confortables pour les passagers.

Les *jeepneys* répondent à une part importante de la demande de transport public dans le pays. Ainsi, ils représentent environ 75 millions de passagers-kilomètres parcourus dans Metro Manila par an et transportent environ la moitié de tous les passagers en période de pointe dans la métropole[17]. Ils répondent normalement à des besoins de déplacements plus courts que ceux des bus. La longueur moyenne d'un trajet en *jeepney* est de 3 km dans l'agglomération de Manille, contre 10 km pour les bus. Bien qu'ils servent principalement d'itinéraires de jonctions vers les modes de transport plus importants (bus et métro), ils amènent aussi les usagers directement à leur destination.

---

[17] Blacksmith Institute et Clean Air Asia, 2017, *Alternative Technologies for the Philippine Utility Jeepneys: A Cost-Benefit Study*, p. 5.

Toutefois, si les 250 000 *jeepneys* (dont un quart sur Metro Manila), jouent un rôle important dans la fourniture de services de transport dans le pays, ils posent également un certain nombre de problèmes, notamment en matière de pollution de l'air. L'étude réalisée par le Blacksmith Institute et Clean Air Asia a révélé que les *jeepneys* à moteur diesel contribuent à hauteur de 15 % aux émissions totales de particules dans la région de Metro Manille (21 % du monoxyde d'azote et 27 % du dioxyde de soufre). Mais, dans certaines villes de province, comme à Iloilo city, les *jeepneys* contribuent pour 80 % des particules fines, 21 % du monoxyde d'azote, 55 % du dioxyde de soufre et 18 % du monoxyde de carbone[18]. La même étude évaluait que pour la seule année 2013, 12 500 personnes étaient décédées, directement ou indirectement, du fait des particules fines émises par les véhicules[19].

Face à la loi de modernisation des transports publics, de puissants syndicats de chauffeurs et opérateurs de *jeepneys* se sont organisés pour s'y opposer. Fin septembre 2024, par exemple, les syndicats PISTON (120 000 membres au niveau national) et Manibela (40 000 membres) ont déclenché une grève commune de deux jours, une unité syndicale suffisamment rare pour être soulignée[20].

S'il existe un consensus général sur la nécessité de moderniser les *jeepneys*, cette loi est cependant souvent qualifiée d'anti-pauvres. En effet, de nombreuses organisations de la société civile reprochent à la loi d'avoir potentiellement des impacts négatifs sur les moyens de subsistance d'au moins 118 000 familles, sur environ 685 itinéraires de *jeepney*, dans la seule région de Metro Manila[21]. L'acquisition de véhicules modernes est si coûteuse qu'il est presque impossible pour les petits opérateurs et les conducteurs de les acheter. D'après les calculs du ministère des Transports (DOTr) une seule unité de *jeepney* électrique peut coûter environ 950 000 ₱ (19 088 $ US). Les prix des autres véhicules modernes à essence (au standard Euro IV) utilisés à la place des *jeepneys* s'échelonnent de 1,4 à 1,6 million de ₱ (26 700 à 30 500 $ US) à 2,5 à 2,6 millions de ₱ (52 000 à 54 100 $ US). Or, un *jeepney* actuel neuf ne coûte qu'environ 700 000 ₱ (12 727 $ US). Avec ces coûts, les chauffeurs de *jeepney* et les groupes d'opérateurs estiment que les prix des billets vont augmenter inévitablement, ce qui va accroître

---

[18] Blacksmith Institute et Clean Air Asia, *Idem*, p. 6.
[19] *Ibid*, p. 6.
[20] Kaycee Belmonte, « PISTON, Manibela set nationwide transport strike on September 23-24 », *Rappler*, 20 septembre 2024.
[21] Gina Gatarin, 2024, « Modernising the "king of the road": Pathways for just transitions for the Filipino jeepney », *Urban Governance*, vol. 4 n° 1, p. 42.

la pression sur les passagers qui sont pour la plupart issus de classes à faibles revenus. Les tarifs pourraient ainsi plus que doubler afin de couvrir l'amortissement du prix d'un véhicule moderne de 2,5 millions ₱ (49 200 $ US). Le DOTr ne prévoit qu'une faible subvention de 160 000 ₱ (2 909 $ US) par véhicule, le reste étant à la charge des chauffeurs sous forme d'emprunts à la Land Bank (banque publique) avec un intérêt annuel de 6 %.

De plus, cette loi précise que les *jeepneys* modernes ne peuvent faire l'objet d'une franchise que par l'intermédiaire d'une coopérative, d'un consortium ou d'une société avec un minimum de 15 véhicules pour opérer sur un itinéraire spécifique. Cette consolidation des opérateurs et chauffeurs favorise la prise de contrôle du secteur des transports par de grands groupes privés et de puissantes familles dynastiques. Seules les grandes entreprises étant capables d'acheter le nombre de véhicules requis pour pouvoir prétendre à une franchise, de nombreux chauffeurs et détenteurs actuels de franchise seront contraints de cesser leur activité. On estime qu'il faut 11,68 milliards ₱ (230 millions $ US) pour remplacer les 73 000 *jeepneys* traditionnels pour la seule agglomération de Manille et de 540 à 750 milliards ₱ (10,6 à 14,8 milliards $ US) pour l'ensemble des *jeepneys* traditionnels du pays[22]. Les grands groupes s'orientent essentiellement vers l'achat de véhicules fabriqués en Chine aux allures de minibus et non de *jeepneys*, au détriment des deux constructeurs nationaux de *jeepneys* (Sarao et Francisco) pourtant moins chers. Ce biais en faveur des constructeurs chinois instille le soupçon que des « *deals* » teintés de corruption sont passés entre des officiels du DOTr et leurs homologues chinois[23].

Le projet de loi sur le divorce en suspens

Le projet de loi n° 9349, intitulé « Loi rétablissant le divorce absolu comme mode alternatif de dissolution du mariage », et condensé en « Loi sur le divorce absolu », a été approuvé de justesse en troisième et dernière lecture le 22 mai 2024 par la Chambre basse (131 pour -109 contre -20 abstentions)[24]. Il mentionne explicitement, entre autres, l'infidélité conjugale et la violence domestique comme motifs valables

[22] Gina Gatarin, *Ibid*, p. 42.
[23] Cecille Suerte Felipe, Delon Porcalla et Bella Cariaso, « House probes this week "corruption" in PUV modernization », *Philstar Global*, 8 janvier 2024.
[24] Le projet de loi sur le divorce de 2018 (sous Duterte) voté à la majorité par la Chambre basse a été laissé au point mort par le Sénat.

de divorce. Il comprend également tous les motifs de séparation de corps, d'annulation et de déclaration de nullité du mariage prévus par le Code de la famille[25].

Le seul autre pays au monde où le divorce reste illégal est le Vatican. En 2020, selon la Philippines Statistics Authority (PSA), les divorces, les séparations et les mariages annulés atteignent seulement 1,9 % des unions[26]. Avant que ce projet de loi ne soit voté au Sénat, les personnes qui souhaitent mettre fin à leur mariage n'ont encore que deux solutions : demander la séparation de corps, ce qui permet aux époux de vivre séparément mais ne met pas légalement fin au mariage civil. Ou bien ils peuvent demander l'annulation, dont le coût est prohibitif et la procédure très longue (au moins deux ans), et nécessite des preuves de l'invalidité du mariage. Celles-ci peuvent être difficiles à trouver et le juge peut faire appel de toute décision. Par ailleurs, les musulmans philippins sont autorisés à divorcer depuis la présidence de Ferdinand Marcos Sr., ainsi que les couples binationaux.

Ce projet de loi est le produit d'années de travail de représentants de la Chambre basse qui cherchent à changer la loi prohibitive sur le divorce. Le projet de loi adopté par la Chambre des représentants ne légalise cependant le divorce que dans un nombre limité de circonstances, et reste donc relativement conservateur. En effet, selon l'auteur principal du projet, le député Edcel Lagman, « des motifs limités et raisonnables de divorce et une requête devront être soumis à un examen judiciaire afin de prévenir les abus et la collusion des parties, ce qui serait pénalisé ». Il ajoute que la loi « ne reconnaît pas les divorces sans faute, rapides, par courrier électronique ou notariés »[27].

L'une des principales raisons d'une loi prohibitive sur le divorce aux Philippines est l'influence omniprésente de l'Église, déjà opposée à toute légalisation de l'avortement et des contraceptifs. Néanmoins en 2012, le gouvernement de Benigno Aquino III a réussi à faire adopter la loi sur la parentalité responsable et la santé reproductive. Les attitudes des catholiques les plus conservateurs semblent en décalage avec l'évolution de la position du public à l'égard du divorce. En 2005, selon l'institut d'enquête local Social Weather Station 43 % des Philippins étaient favorables à la légalisation du divorce « pour les couples irréconciliablement

---

[25] Cristina Eloisa Baclig, « Divorce: 'Not for everyone' », *Inquirer.net*, 30 mai 2024.
[26] Philippine Statistics Authority (https://psa.gov.ph/).
[27] Sebastian Strangio, « Philippine Lawmakers Pass Bill Legalizing Divorce », *The Diplomat*, 23 mai 2024.

séparés », et 45 % contre. En 2017, soit 12 ans, après, 53 % se disaient favorables à la légalisation du divorce, et seulement 32 % contre[28].

Une certaine hypocrisie teinte les déclarations des opposants au divorce sur les réseaux sociaux et dans les médias, notamment les ecclésiastiques tel que le Père Jerome Secillano, de la Conférence des évêques catholiques des Philippines (CBCP), pour qui : « le projet de loi détruirait les mariages et les familles … et bien sûr, vous ne faites que perpétuer le cycle de la violence (*sic*). Vous ne traitez pas la personne violente, vous libérez simplement la personne maltraitée de cette situation violente »[29]. Ce qui revient à dire que la personne maltraitée (l'épouse) doit se sacrifier pour sauver le mariage. De plus, cette interdiction du divorce piège des milliers de femmes dans des mariages qui sont au mieux sans amour et au pire violents et dangereux.

Le représentant Edcel Lagman réfute l'affirmation selon laquelle le divorce détruirait les familles et les mariages car, au contraire, il est destiné aux couples les moins fortunés dont le mariage sombre en enfer. Pour Anita Baleda, de la Commission philippine sur les femmes, les victimes de violence dans le mariage seraient reconnues, et la possibilité de divorcer donnera une seconde chance de trouver le bonheur et l'amour dans une nouvelle union[30].

Le président de la CBCP, Mrg. David, n'hésite pas à citer le pape François dans le numéro 246 de l'exhortation apostolique *Amoris Laetitia*[31] : « … le divorce est un mal, et la croissance du nombre de divorces est très inquiétante. C'est pourquoi, sans aucun doute, notre tâche pastorale la plus importante à l'égard des familles est de renforcer l'amour et d'aider à guérir les blessures, afin d'éviter que ce drame de notre temps ne se propage ». Il ajoute : « bien que nos familles ne soient pas parfaites, nous devrions peut-être être fiers de la forte valeur testimoniale d'une disposition de notre Constitution philippine qui stipule que « L'État reconnaît la famille philippine comme le fondement de la nation… » (Article XV, section 1). De plus, « Le mariage, en tant qu'institution sociale inviolable, est le fondement de la famille et

---

[28] Sebastian Strangio, « Philippine Lawmakers Pass Bill Legalizing Divorce », *The Diplomat*, 23 mai 2024.

[29] Lauren Day, « In the Philippines, divorce is banned. It has left women with few options to rid themselves of abusive partners », *ABC News*, 15 mai 2024.

[30] Lauren Day, « In the Philippines, divorce is banned. It has left women with few options to rid themselves of abusive partners », *ABC*, 15 mai 2024.

[31] Institut Pontifical pour les Missions Étrangères (PIME), « Divorce in the Philippines, bishops: "Let us not imitate others, let us reflect on the consequences" », *AsiaNews*, 12 juillet 2024.

sera protégé par l'État » (Article XV, section 2)[32]. Dans la même veine, les représentants les plus conservateurs déclarent que « les lois doivent respecter les coutumes religieuses de la majorité » et ils sont soutenus par la nouvelle Super Coalition against Divorce, qui milite contre des lois anti-famille et anti-vie.

Cependant l'Article XV, Section 3 de la Constitution stipule aussi que « L'État défend : (2) Le droit des enfants à une assistance, y compris des soins et une alimentation appropriés, et à une protection spéciale contre toute forme de négligence, d'abus, de cruauté, d'exploitation et d'autres conditions préjudiciables à leur développement ».

Ainsi, des coalitions pro-divorce ont été fondées depuis quelques années, telles la Divorce Pilipinas Coalition, qui déclare que « le divorce doit être reconnu comme une politique civile distincte des considérations religieuses », ou bien l'Alliance for the Family Foundation, Inc. (ALFI), organisation multisectorielle qui s'engage à préserver et restaurer les valeurs familiales philippines face à toutes les menaces sous la forme de législations proposées/actuelles, de programmes gouvernementaux et de projets publics. Elle vise à y parvenir en sensibilisant les Philippins aux conséquences négatives et ruineuses des législations, programmes et projets néfastes concernant la vie humaine, le mariage, la famille et l'éducation, grâce à un effort soutenu et vigilant. L'ALFI soutient la gratuité ou un coût moindre du divorce dans les cas de mariages abusifs.

La dernière coalition en date (mai 2024), les Défenseurs Mariés du Divorce (Married Advocates of divorce, MAD) fondée par Sylvia Estrada Claudio, médecin et psychologue, s'adresse aux personnes opposées à la légalisation du divorce en ces termes : « ce qui est juste pour vous ne signifie pas que vous devez l'imposer à tous », et « un mariage en souffrance psychologique et/ou physique est nocif pour tous les membres de la famille »[33].

Le sort du projet de loi sur le divorce reste incertain, en particulier à l'approche des élections de mi-mandat en mai 2025, pendant lesquelles les 317 sièges de la Chambre des représentants et la moitié des 24 sièges du Sénat seront brigués. Selon Athena Charanne Presto, sociologue et maîtresse de conférences à l'Université des Philippines Diliman : « Étant donné que les élections de mi-mandat approchent, il

---

[32] http://hrlibrary.umn.edu/research/Philippines/PHILIPPINE%20CONSTITUTION.pdf, p. 46-47.
[33] Sylvia Estrada Claudio, « [Free to Disagree] Married advocates of divorce », *Rappler*, 3 juin 2024.

reste peu de temps pour que le projet de loi passe par le processus législatif »[34]. Dans ce cas, la Chambre des représentants nouvellement élue sera obligée de recommencer le processus législatif.

En définitive, au 17 décembre 2024, le manque d'unité des pro-divorces de la Chambre des représentants et du Sénat, ainsi que la crainte de l'appel des Églises (catholique, évangélistes, protestantes, du Christ, pour les plus importantes en nombre de fidèles) à ne pas voter pour les potentiels candidats pro-divorces de 2025, a encore différé le vote du projet de loi pour 2025.

Tensions en mer de Chine

Politique de la « transparence »

Le Président Ferdinand Marcos Jr. a placé la sécurité de la mer des Philippines occidentales (partie de la mer de Chine méridionale comprenant les îles Spratleys et le récif de Scarborough) au cœur de son mandat. Dès sa déclaration en tant que président élu, il avait souligné que son administration maintiendrait la décision arbitrale de 2016 invalidant les revendications de la Chine en mer de Chine méridionale (MCM). Dans son premier discours sur l'état de la nation, en juillet 2023, le président avait déclaré que Manille « n'abandonnerait pas un seul centimètre carré du territoire de la République des Philippines à une puissance étrangère »[35].

Après qu'un navire des garde-côtes chinois a pointé son laser militaire sur un bâtiment des garde-côtes philippins en mission de réapprovisionnement sur le récif Second Thomas (récif d'Ayungin pour les Philippines, Rén'ài Jiāo pour la Chine) le 6 février 2023, les Philippines ont adopté une politique de la « transparence » pour contrer la position chinoise en mer de Chine méridionale. Cette politique vise à dénoncer régulièrement les tactiques coercitives de la Chine (*Grey zone tactics*), c'est-à-dire les tentatives, autres que la guerre, d'empêcher les Philippines d'accéder à leurs propres îlots et récifs en MCM en intimidant ou en bloquant les navires en transit : utilisation de canons à eau, laser militaire, manœuvres dangereuses, etc.

---

[34] David Hutt, « Is divorce coming to the Philippines? », *DW*, 10 novembre 2024.

[35] Ted Cordero, « Philippines won't surrender even a square inch of territory—Marcos », *GMA Network*, 24 septembre 2022.

Cette initiative démystifie ainsi le récit de Pékin, qui se présente comme une grande puissance bienveillante et responsable, et la MCM comme une voie navigable paisible où les différends territoriaux et maritimes peuvent être gérés entre les parties directement concernées.

Si l'objectif est de faciliter les missions de réapprovisionnement des Philippines vers ses avant-postes en MCM, l'approche semble réussie. La National Task Force for the West Philippine Sea a déclaré avoir accompli la quasi-totalité de ses missions d'approvisionnement sur les récifs et îlots occupés par les Philippines[36]. En ce qui concerne le récif du Second Thomas, cependant, l'approche semble moins efficace. Selon le Center for Strategic and International Studies, basé à Washington, les changements de tactique des garde-côtes et des milices chinoises en 2024 ont provoqué une augmentation des dommages subis par les navires philippins, un plus grand nombre de blessés parmi le personnel philippin et un risque d'escalade plus élevé[37].

Or, le navire de guerre BRP Sierra Madre, volontairement échoué dans l'atoll du Second Thomas en 1999, est l'avant-poste le plus dégradé des Philippines en MCM. Le navire est tellement exposé aux éléments naturels qu'aucun soldat philippin ne pourrait y survivre longtemps sans un réapprovisionnement régulier. La Chine s'oppose à ce que ces missions de réapprovisionnement incluent des matériaux de construction, mais ceux-ci sont nécessaires pour offrir des conditions de vie décentes aux soldats. Ainsi, cette politique de la transparence n'a pas permis de dissuader la Chine de poursuivre ses tactiques coercitives en MCM ni d'apaiser les tensions maritimes entre les deux pays.

Une rencontre ou un accident de grande ampleur en mer pourrait être particulièrement dangereux. La mort d'un ressortissant philippin ou chinois au cours d'un tel affrontement pourrait attiser les sentiments nationalistes à Manille et à Pékin, et accroître la perception de la menace de part et d'autre. En cas de décès du côté philippin, Manille s'attendrait à ce que son allié étasunien lui vienne en aide en vertu du traité de défense mutuelle de 1951, compte tenu notamment des récents échanges avec Washington à ce sujet, bien que les États-Unis n'aient pas précisé comment ils viendraient en aide aux Philippines.

---

[36] Presidential Communication Office, « WPS task force: West Philippine Sea resupply missions successful, proof of PH resolve and determination to defend territory », 11 décembre 2023.

[37] CSIS, 22 août 2024, *Shifting Tactics at Second Thomas Shoal*, https://amti.csis.org/shifting-tactics-at-second-thomas-shoal/.

L'arme du droit : un durcissement des deux côtés

Les deux lois sur les zones maritimes (RA 12064) et sur les routes maritimes archipélagiques (RA 12065), adoptées par le Sénat philippin en février 2024 et mises en application le 11 novembre 2024[38], ont pour objectifs de renforcer la sécurisation des ressources de la mer territoriale, de la zone économique exclusive et des eaux archipélagiques des Philippines. De même, l'adoption du concept de défense archipélagique globale, en mars 2024, vise à sauvegarder le droit inaliénable de chaque citoyen sur les eaux et les ressources des Philippines. Ce point a été résumé par le secrétaire à la Défense nationale, Gilberto Teodoro, en avril 2024, lorsqu'il avait déclaré qu'un tel cadre était essentiel pour développer les capacités des Philippines à sécuriser l'ensemble de son territoire et de sa ZEE « afin de garantir que notre peuple et toutes les générations de Philippins à venir puissent librement profiter des bienfaits des ressources naturelles qui nous reviennent de droit dans notre territoire maritime »[39].

De son côté, la Chine a renforcé sa loi sur les garde-côtes en y ajoutant l'ordre numéro 3 concernant la régulation des patrouilles maritimes. Ainsi, depuis le 15 juin 2024, la Chine autorise ses garde-côtes à détenir des navires étrangers et des personnes pendant une période pouvant aller jusqu'à 60 jours si elle les soupçonne d'avoir pénétré illégalement dans ce qu'elle considère comme ses eaux territoriales. Les analystes de la région craignent que cette nouvelle prérogative des garde-côtes chinois ne s'applique aussi en mer de Chine méridionale.

Intensification des coopérations internationales

En termes de relations extérieures, Manille a approfondi et élargi la portée de sa coopération en matière de sécurité avec son seul allié par traité, à savoir les États-Unis, ainsi qu'avec ses partenaires traditionnels et non traditionnels. Elle a notamment augmenté le nombre de bases américaines en rotation dans le cadre de l'accord de coopération renforcée en matière de défense (EDCA), ouvert des négociations en vue d'un accord d'accès réciproque (VFA) avec le Japon, mène des

---

[38] Senate of the Philippines (press release), « New Maritime and Sea Lanes Laws Secure Philippines' Waters and Safeguard Marine Resources – Legarda », 11 novembre 2024, https://web.senate.gov.ph/press_release/2024/1111_legarda1.asp.

[39] Priam Nepomuceno, « "Balikatan" intensifies AFP capabilities to defend territory », *Philippines News Agency*, 4 avril 2024.

négociations avec la France, a cherché à approfondir son intégration par le biais d'un accord trilatéral États-Unis-Philippines-Japon et d'un accord quadrilatéral avec l'Australie. De plus, était créé, en octobre 2024, un sous-comité sur la coopération en matière de sécurité maritime avec l'Union européenne, et les Philippines signaient des protocoles d'accord en matière de sécurité maritime avec des partenaires partageant la même vision des choses comme l'Inde, le Canada, la France, le Royaume-Uni, la Suède et les Pays-Bas. Ainsi, en l'espace d'un an, Manille a pu se positionner auprès de pays partageant le même objectif : maintenir le domaine maritime de l'Indopacifique libre, ouvert et fondé sur des règles internationales.

Modernisation de l'armée

L'administration Marcos Jr. a également cherché à renforcer ses capacités de défense nationale, malgré des ressources limitées. Le 29 janvier 2024, Manille a approuvé la phase « Horizon 3 », dernière étape d'un plan de modernisation militaire en trois phases qui a débuté en 2013 en réponse à l'expansionnisme chinois en MCM. La dernière phase vise à renforcer l'acquisition par les Philippines d'armes et d'équipements modernes (navires, avions multi-rôles et sous-marins) et se concentrera sur la connaissance du domaine maritime, la connectivité, la surveillance, la reconnaissance et les capacités de collecte de renseignements du pays. Il est intéressant de souligner que dans le cadre du budget actuel (40 à 50 milliards ₱, ou 666 à 833 millions $ US pour l'année 2025), la marine des Philippines pourrait recevoir la plus grande allocation parmi les trois branches de l'armée, dans un pays ou l'armée de terre est traditionnellement prioritaire (lutte anti-terroriste et anti-guérillas).

Négociations avec la Chine

Malgré les fortes tensions entre les deux pays, Pékin et Manille restent ouverts aux négociations. Mais le mécanisme consultatif bilatéral, une mesure de confiance conçue en 2017 pour gérer les questions maritimes entre les deux pays, n'a produit aucun résultat notable. Lors de la 9e consultation bilatérale du 2 juillet 2024, la Chine se cantonnait à revendiquer les Spratleys et à demander aux Philippins de stopper leur politique de transparence et de revenir à la table des négociations.

Nonobstant, les deux pays parvenaient le 23 juillet 2024 à un accord dit « temporaire », autorisant les garde-côtes philippins à approvisionner en nourriture et médicaments la garnison du BRP Sierra Madre. Les Philippins doivent cependant prévenir suffisamment à l'avance les garde-côtes chinois avant chaque mission d'approvisionnement. Certains membres du gouvernement Marcos Jr. pensent étendre cet accord temporaire à l'ensemble des Spratleys et pas seulement au récif du Second Thomas[40].

Les échéances électorales de mai 2025 ont contribué à électriser le climat politique de l'archipel alors que les résultats économiques tangibles se font attendre pour la majorité de la population et que des réformes structurelles nécessaires sont bloquées. Les sondages montrent une chute spectaculaire de la popularité des deux protagonistes. En effet, selon Publicus Asia, la popularité du Président Marcos Jr. est passée, entre juin et décembre 2024, de 43 % à 33 % et celle de la vice-Présidente Sara Duterte-Carpio de 40 % à 37 %[41]. L'approche des élections va intensifier les rivalités entre les deux clans et celles-ci devraient persister jusqu'aux échéances présidentielles de 2028.

La politique affirmée de défense des intérêts territoriaux face à la Chine et le rapprochement avec les États-Unis et ses alliés pourront-ils se poursuivre dans les court et moyen termes alors que le Président Trump prend ses fonctions en janvier 2025 et qu'en 2028 la vice-Présidente Sara Duterte-Carpio, très populaire et proche de la Chine, comme son père, pourrait accéder à la présidence des Philippines ?

[40] Communication personnelle avec Justice Antonio Carpio, le 1er novembre 2024. Justice Carpio est l'un des grands experts philippins de la mer de Chine méridionale.

[41] Kristina Maralit, « Trust, approval ratings of top government officials decline », *Manila Times*, 20 décembre 2024.

Fiche Philippines

Nom officiel : République des Philippines

Capitale : Manille

Superficie terrestre : 300 000 km², 7 107 îles parmi lesquelles 2 773 portent un nom

Population (UNCTAD, est. 2023) : 114 891 000 hab. (117 300 000 hab. selon la Banque mondiale, est. 2023)

Langues officielles : filipino et anglais

Données politiques

Nature de l'État : république unitaire

Nature du régime : démocratie présidentielle

Suffrage : universel (à partir de 18 ans)

Chef de l'État : Ferdinand « Bongbong » Marcos Jr. (depuis juin 2022)

Vice-Présidente : Sara Duterte-Carpio (depuis juin 2022)

Ministre des Affaires étrangères : Enrique Manalo (depuis juillet 2022)

Ministre de la Défense : Gilbert Teodoro (depuis juin 2023)

Échéances : élections de mi-mandat en mai 2025 et élections générales en mai 2028

Indicateurs démographiques et sociologiques

Principaux groupes linguistiques (CIA-*The World Factbook*, est. 2020) : Tagalog (26 %), Bisaya/Binisaya (14,3 %), Cebuano (8 %), Ilocano (8 %), Hiligaynon/Ilonggo (7,9 %), Bicol (6,5 %), Waray (3,8 %), Kapampangan (3 %), Maguindanao (1,9 %), Pangasinan/Panggalato (1,9 %), autres langues/dialectes (18,7 %).

Religions (CIA-*The World Factbook*, est. 2020) : catholiques romains (78,8 %), protestants, évangélistes et autres chrétiens (8,9 %), musulmans (6,4 %), Iglesia ni Cristo (2,8 %), religions autres (3 %), sans religion (0,1 %).

Chronologie

DÉCEMBRE 2023

26 • Le gouvernement approuve la prolongation des droits de douane réduits sur le riz et d'autres produits alimentaires jusqu'à la fin de 2024 afin de maintenir les prix stables face à la menace de sécheresse dans les mois à venir.

FÉVRIER 2024

07 • Le ministère des Technologies de l'Information et de la Communication (DICT) mène une enquête sur les récentes cyberattaques visant plusieurs serveurs gouvernementaux. Il a retracé des adresses IP basées en Chine.

28 • La Chambre des Représentants passe en revue les neuf propositions visant à l'augmentation du salaire minimum dans l'ensemble du pays. Les mesures ont déjà été validées par le Sénat le 19 février 2024.

MARS 2024

23 • Le réseau national de câbles sous-marins des Philippines (PDSCN), un projet commun entre InfiniVAN, Globe Telecom et Eastern Telecommunications, est établi afin de renforcer la connectivité internet jusque dans les lieux les plus enclavés du pays, hors milieu urbain. Il a été achevé à la fin de l'année dernière et les installations connexes devraient être terminées en avril.

23 • Des garde-côtes chinois ont fait usage de canons à eau sur un bateau civil philippin engagé pour approvisionner des troupes philippines. Il était notamment escorté par deux navires de la marine et deux navires des garde-côtes. L'incident s'est produit dans les eaux du Second Thomas Shoal et des îles Spratleys, selon les garde-côtes chinois. Malgré que la Chine revendique la quasi-totalité de la mer de Chine méridionale, un arrêt de 2016 de la Cour permanente d'arbitrage a conclu que ces revendications ne reposaient sur aucune base juridique.

AVRIL 2024

11 • Rencontre trilatérale historique du président philippin avec le président américain Joe Biden et le Premier ministre japonais Fumio Kishida. Les trois dirigeants mondiaux ont cherché à renforcer la coopération économique et de défense face aux défis mondiaux croissants.

MAI 2024

13 • Le ministère des Affaires étrangères ouvre une enquête sur les activités illégales et illicites de responsables diplomatiques à la suite de la fuite d'informations d'un amiral philippin au sujet de la mer de Chine méridionale et des tensions entre les deux pays.

20 • Le Conseil national de sécurité philippin exige que la Chine ouvre le récif de Scarborough à un examen international après que plusieurs garde-côtes ont indiqué qu'un des lagons intérieurs du récif est en passe d'être détruit.

29 • Le Conseil national de gestion de la réduction des risques de catastrophe déclare que 51 569 personnes ont été touchées par le typhon Ewiniar. La majorité des victimes se trouvaient à Calabarzon (25 980), dans la région de Bicol (10 476) et dans le centre de Luzon (8 589).

30 • La Commission des droits de l'Homme (CHR) déclare que le nombre élevé de cas de tuberculose (400 cas recensés) chez les « Personnes privées de liberté » (PDL) de la prison de Pasay City met en évidence l'urgence de lutter efficacement contre l'épidémie. La Commission souligne également que les PDL « méritent le même niveau de soins et de traitement que la population générale ».

JUIN 2024

21 • La commission présidentielle de lutte contre le crime organisé (PAOCC) confirme les charges retenues contre Alice Guo, maire de Bamban (Tarlac). Elle est accusée de faire partie d'un syndicat criminel responsable de deux centres d'opérateurs de jeux offshore illégaux aux Philippines. Une demande d'expulsion a également été demandée à son encontre car elle aurait menti sur le fait d'être née aux Philippines. Le Sénat va demander l'aide de l'ambassade de Chine pour déterminer la véritable identité de la maire.

JUILLET 2024

04 • Les Philippines et la Thaïlande promettent de continuer à maintenir la paix et la sécurité en mer de Chine méridionale, en Birmanie et à Gaza, déclare le ministère des Affaires étrangères philippins à la suite d'une réunion avec Maris Sangiampongsa, ministre thaïlandais des Affaires étrangères.

11 • Plusieurs défenseurs du développement et de la population demandent au gouvernement philippin d'adopter en urgence le projet de loi sur la prévention des grossesses chez les adolescentes afin de freiner l'augmentation des grossesses. L'augmentation du nombre total de naissances chez les jeunes filles âgées de moins de 15 ans a augmenté de 35,13 %, selon l'Autorité philippine des statistiques, passant de 2 320 en 2021 à 3 135 en 2022.

20 • Les États-Unis et les Philippines tiennent leur première conférence sur la politique cyber-numérique pour promouvoir un écosystème des technologies de l'information et de la communication (TIC).

23 • Le Président Marcos Jr. ordonne l'interdiction immédiate des opérateurs de jeux offshore philippins (POGOs).

AOÛT 2024

1er • La Cour pénale internationale (CPI) demande à Interpol d'émettre une « notice bleue » contre cinq anciens hauts responsables de la police nationale philippine, dont le sénateur Ronald dela Rosa. Ils sont soupçonnés de crimes présumés dans le cadre de la guerre contre la drogue menée par l'administration Duterte. Le secrétaire de la Justice Jesus Crispin Remulla indique que le gouvernement philippin « n'empêche pas Interpol d'exécuter ses actions si la Cour pénale internationale (CPI) ordonne l'arrestation de certains individus dans le pays ».

08 • Les Philippines organisent pour la première fois des exercices conjoints avec l'Australie, le Canada et les États-Unis, dans le cadre d'une coopération maritime multilatérale de deux jours visant à promouvoir un « Indopacifique libre et ouvert ».

SEPTEMBRE 2024

05 • La vice-présidente Sara Duterte nie avoir utilisé à mauvais escient les fonds confidentiels du Bureau du vice-président en 2022. La Commission d'audit signale des transactions irrégulières sur 73 millions des 125 millions P de fonds confidentiels (1,164 million € sur près de 2 millions €), dépensés en 11 jours seulement. Dans le même temps, son père est confronté à un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale pour son implication présumée dans des atrocités de masse dans le cadre de sa guerre contre la drogue. Son frère aîné, Paolo, membre du Congrès, fait l'objet d'une enquête pour son implication présumée dans le trafic de drogue. Quant à son frère cadet, Sebastian, l'actuel maire de Davao City, il pourrait être inculpé pour son implication présumée dans des exécutions extrajudiciaires.

06 • Le producteur et distributeur d'électricité philippin Manila Electric vend une participation de 40 % dans une filiale spécialisée dans l'énergie solaire à la société d'investissement mondiale Actis pour 600 millions $ US. Le produit de la vente sera utilisé pour l'expansion du projet de stockage d'énergie Terra Solar, l'un des plus grands projets d'énergies renouvelables et de stockage d'énergie au monde. Avec un coût estimé à 3,5 milliards $ US, le site disposera d'une capacité photovoltaïque de 3 500 mégawatts et d'une batterie de stockage d'énergie de 4 500 mégawatts.

08 • Arrestation d'Apollo Quiboloy, prédicateur évangéliste philippin autoproclamé « fils désigné de Dieu ». Il est accusé de trafic d'êtres humains et d'abus sexuels sur des enfants. Le mois dernier, plus de 2 000 policiers avaient été déployés pour fouiller un

vaste complexe situé à Davao et appartenant à l'église de Quiboloy, le Royaume de Jésus-Christ (KOJC). Quiboloy est suivi par des millions de personnes aux Philippines, où les chefs religieux ont une grande influence sur la politique. C'est un ami de longue date de l'ancien Président Rodrigo Duterte, lequel dépose plainte au pénal le lendemain contre le secrétaire à l'Intérieur Benjamin Abalos et d'autres responsables de la Police nationale.

17 - 23 • Record du nombre de navires de guerre chinois observé dans le haut-fond d'Escoda (atoll Sabina) en mer des Philippines occidentale, un peu plus d'une semaine après que les garde-côtes philippins ont retiré leur navire, le BRP Teresa Magbanua. Au total, 51 navires de garde-côtes, navires de guerre et navires de milice maritime chinois ont été observés dans la mer des Philippines occidentales entre le 17 et le 23 septembre.

19 • La Commission des droits de l'Homme (CHR) déclare que le nombre élevé de cas de tuberculose (400 cas recensés) chez les « Personnes privées de liberté » (PDL) de la prison de Pasay City met en évidence l'urgence de lutter efficacement contre l'épidémie. La Commission souligne également que les PDL « méritent le même niveau de soins et de traitement que la population générale ».

OCTOBRE 2024

11 • Le président Marcos Jr. s'exprime lors d'une réunion avec le Premier ministre chinois Li Qiang et les dirigeants de l'ASEAN, abordant les intimidations récentes des navires chinois en mer de Chine méridionale. Il insiste sur l'importance de relier la coopération économique à la sécurité politique et appelle à un code de conduite pour gérer les tensions maritimes.

28 • Le Parlement européen vote une résolution dans laquelle il déclare soutenir le NUG et la CRPH en tant que seuls représentants légitimes de la Birmanie et appelle l'ASEAN et la communauté internationale à les inclure dans tout dialogue de sortie de crise.

DÉCEMBRE 2024

18 • La commission parlementaire chargée d'enquêter sur la guerre contre la drogue, les POGOs et les violations des droits humains, a recommandé de déposer une plainte contre l'ancien Président Rodrigo Duterte, les sénateurs Christopher Lawrence Go et Ronald de la Rosa ainsi que d'autres hauts gradés de la police ayant participé à la guerre contre la drogue.

Portraits


Source : Ramon Magsaysay Award Foundation

Roberto « Ka Dodoy » Ballon Jr.

Roberto « Ka Dodoy » Ballon Jr., de la province de Zamboanga Sibugay, est un militant pour la protection de l'environnement. Son leadership et ses efforts de plusieurs décennies pour restaurer et gérer la couverture de mangrove et protéger les ressources côtières de sa communauté ont été récompensés par le *Equator Prize* du Programme des Nations unies pour le Développement en 2023. En septembre 2021, à 53 ans, il a remporté le prix prestigieux Ramon-Magsaysay (équivalent du prix Nobel en Asie) en tant que président de l'Association des petits pêcheurs de Concepcion (Kapunungan sa Gagmay'ng Mangingisda sa Concepcion ; KGMC), une confédération de pêcheurs créée en 1986 avec cinq membres et qui en compte 320 aujourd'hui. Celle-ci se concentre sur la réhabilitation des forêts de mangrove et lutte contre les méthodes de pêche destructrices (dynamite, filet à mailles fines), la conversion des mangroves en bassins à poissons, l'abattage des mangroves pour la vente du bois ou du charbon. Ce projet, cogéré avec le DENR (Department of Environment and Natural Ressources), l'administration locale, ainsi que des ONG, notamment la Forest Foundation Philippines et Xavier Agriculture Extension Services, porte sur 47 hectares de mangroves dans la municipalité de Kabasalan. La restauration de cet écosystème marin, zones de reproduction des poissons, a permis d'augmenter les volumes de pêche, d'1,5 kg en 8 heures à 7 kg en 3 à 5 heures. D'où une nette amélioration du niveau de vie des pêcheurs et de leur famille.

Roberto Ballon fait également partie des organisateurs de Atin Ito (« C'est à nous »), une mission dirigée par des civils dans la mer des Philippines occidentales en mai 2024, où des pêcheurs et des volontaires civils ont tenté d'atteindre le banc de Panatag (récif de Scarborough), en réponse à l'occupation de la zone par l'armée chinoise.

Il a reçu de nombreuses récompenses du gouvernement local ou national (ministère de l'Agriculture, Bureau des Pêches et des ressources Aquatiques), ainsi que d'universités et d'ONG. Le court métrage *Ka Dodoy* (2019) raconte son combat. Ballon a déposé sa candidature pour le Sénat (élections de mi-mandat 2025) « parce qu'il n'y a pas de véritables législateurs qui défendent les causes de l'environnement et les secteurs pauvres et marginalisés ».


Source : Philippine News Agency

Ann et Billie Dumaliang

Ann et Billie Dumaliang, respectivement administratrice et directrice de la défense des intérêts de la Masungi Georeserve Foundation, deux sœurs nées à Quezon City en 1993 et 1992, ont adhéré au projet de leur père Ben Dumaliang de faire de Masungi – 2 979 hectares de terres dégradées dans la province de Rizal, à une heure de Manille – une réserve naturelle. Plus de 68 000 arbres ont été plantés depuis 2015 en menant un projet de conservation privé axé sur la reforestation durable, l'écotourisme et l'implication collective. Les Philippines sont régulièrement classées comme le pays le plus meurtrier d'Asie pour les défenseurs de l'environnement. Pourtant, les sœurs Dumaliang et leurs 80 gardes forestiers ne se sont pas laissés décourager par les menaces physiques (en 2021, deux gardes ont été abattus) ou juridiques, des promoteurs immobiliers, des braconniers, des exploitants forestiers ou du gouvernement. Ils ont été la cible de campagnes de désinformation et de harcèlement, et cette année, le ministère philippin de l'environnement a annoncé son intention d'annuler l'accord qui a permis à l'équipe de Ann et Billie de reboiser et de préserver la zone, invoquant de prétendues questions constitutionnelles. Les sœurs sont ouvertes à une renégociation avec le gouvernement, mais elles se disent également plus que prêtes à porter leur bataille devant les tribunaux. Leur engagement perdure et elles partagent leurs idées à l'échelle internationale, s'exprimant sur des plateformes comme le Forum économique mondial, sur la nécessité de protéger les zones de biodiversité tel que Masungi, essentielles au maintien des systèmes d'eau potable. Leurs efforts de sensibilisation incluent l'autonomisation des communautés locales et des jeunes par le biais de l'éducation environnementale, et la formation de la prochaine génération de gardiens des terres. L'espace international a été pour elles une source importante de protection. En effet, la fondation du parc a notamment reçu le Water Changemakers Award 2021 et une mention spéciale lors de la Convention des Nations unies sur la diversité biologique de 2018. Billie a reçu « *le prix UN Land Hero 2024* ». Malgré un climat politique peu favorable, la géo-réserve de Masungi est l'un des projets de reforestation les plus importants et les plus réussis des Philippines.

Arrêt sur image



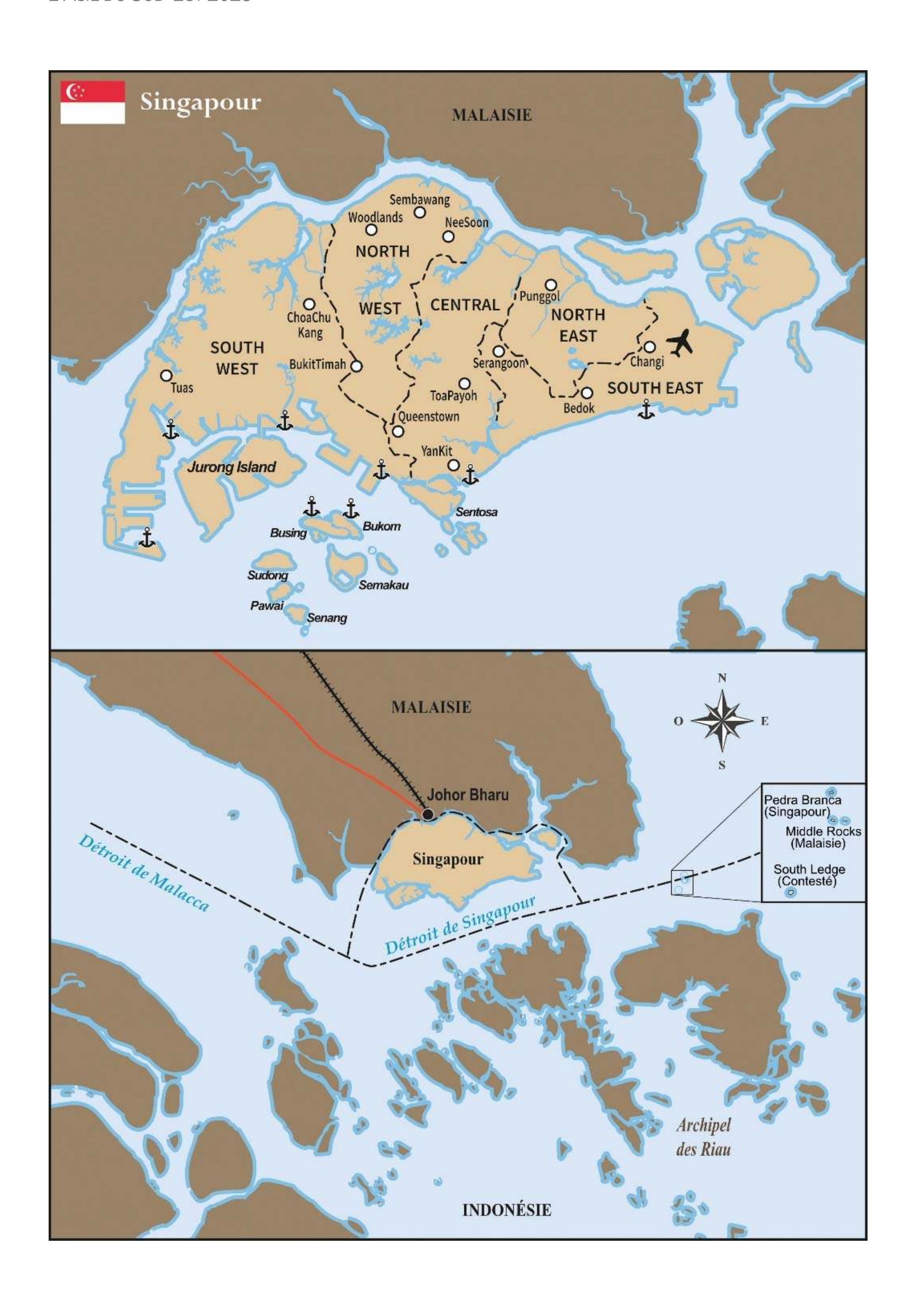
Photo de Carlos Yulo
Source : ABS-CBN News

Le gymnaste Philippin Carlos Yulo a remporté deux médailles d’or au sol et au cheval d’arçons aux Jeux olympiques de Paris de 2024. Dès l’âge de sept ans il s’entraîne à l’association de gymnastique des Philippines et commence la compétition l’année suivante, en 2008. Il obtient son premier titre de champion du monde en 2019 lors de la coupe du monde de Melbourne.

Si l’on ajoute les deux médailles de bronze des boxeuses Aira Villegas et Nesthy Petecio, les Philippines se sont placées 37e au niveau mondial mais première en Asie du Sud-Est. Une petite équipe s’était qualifiée pour les Jeux olympiques de Paris, dont sept hommes (dans cinq sports) et 15 femmes (dans neuf sports).

Au niveau national, les sports les plus populaires sont le basketball et plus récemment le volleyball et le badminton. Chaque village (*barangay*) a son terrain de

basketball, qui peut facilement se transformer en terrain de volleyball ou badminton. Si le basketball est principalement pratiqué par les hommes, le volleyball ou le badminton le sont par les femmes. Les sports de combat sont aussi prisés. La boxe a connu un développement grâce à l'icône du pays, multi champion du monde dans neuf catégories et ancien sénateur, Manny Pacquiao. D'autres sports de combat, d'implantation ancienne, sont régulièrement pratiqués tels le *arnis* et l'*eskrima* (techniques de combat à main nue et avec bâtons de rotin ou de bois dur), ou le *pencak silat*, pratiqué sur l'île de Mindanao.


Singapour
MALAISIE
Sembawang
Woodlands
NeeSoon
NORTH
WEST
CENTRAL
Punggol
NORTH
EAST
ChoaChu
Kang
SOUTH
WEST
BukitTimah
Serangoon
Changi
Tuas
ToaPayoh
Bedok
SOUTH EAST
Queenstown
YanKit
Jurong Island
Sentosa
Busing
Bukom
Sudong
Semakau
Pawai
Senang
MALAISIE
N
O
E
S
Johor Bharu
Pedra Branca
(Singapour)
Middle Rocks
(Malaisie)
South Ledge
(Contesté)
Singapour
Détroit de Malacca
Détroit de Singapour
Archipel
des Riau
INDONÉSIE

Singapour
Un État-iceberg face au réchauffement (géo)politique…

Éric Frécon

Singapour, c'est tout d'abord beaucoup de bruit (marteaux-piqueurs, coupe-bordures, souffleries des systèmes d'air conditionné, *kompang* ou tambours des mariages malais le week-end, chants funéraires chinois occasionnellement en semaine, *ghantas* ou clochettes hindoues chaque soir dans quelques appartements). Puis s'agrègent des odeurs (dans les célèbres jardins botaniques, aux abords des poubelles qui débordent ou bien dans l'axe des raffineries de Jurong, quand souffle le vent du sud). Ce sont aussi des sensations (tels la moiteur quotidienne, les piqûres de moustiques ou le revêtement des sols ultraglissant après la pluie) ainsi que des goûts (parfois plus « *hot* » que « *spicy* », souvent très sucrés, trop salés[1], mais toujours savoureux quand ils viennent de Chine, d'Inde ou du monde malais) et… très peu de couleurs : seulement les « hommes en blanc » du PAP[2]. Aucun graffiti – ou seulement sur le corps sous forme de tatouages, comme pour compenser. Mieux vaut circuler et ne rien chercher à voir. S'il est vrai que le gouvernement central singapourien brille de mille feux – d'artifice pour la fête nationale (et ses multiples répétitions générales à destination du plus grand nombre) ou de la rampe pour le Grand prix de Formule 1 –, ces feux polluent[3], éblouissent et aveuglent. Par

---

[1] À l'occasion du huitième anniversaire du plan gouvernemental contre le diabète (de type 2), une vaste campagne de presse a été lancée pour moins saler les plats et prévenir l'hypertension artérielle.

[2] Ou People's Action Party (Parti d'action Populaire) au pouvoir depuis 1959. Sonny Yap, Richard Lim et Leong Weng Kam, 2009, *Men in White: The Untold Story of Singapore's Ruling Political Party*, Singapour, Singapore Press Holdings, 692 p.

[3] 2016, « Le pays le plus touché par la pollution lumineuse est Singapour », dans Fabio Falchi, « The new world atlas of artificial night sky brightness », *Science Advances*, vol. 2, n° 6 : https://www.science.org/doi/10.1126/sciadv.1600377 (consulté en octobre 2024, comme tous les autres sites).

contraste, ils occultent une société « invisible »[4] et condamnée à l'exil périphérique, même à l'échelle d'un micro-État[5].

Sans surprise, les développements de l'année 2024 tendent à illustrer cette invisibilisation. Le pape en personne, lors de sa visite en septembre, a contribué à étayer l'hypothèse. En jouant de son double statut religieux et diplomatique, le souverain pontife a habilement opposé les indéniables succès singapouriens, notamment technologiques, avec la face cachée de la croissance[6]. Il a par exemple regretté le renouvellement en interne des élites dirigeantes ainsi que le sort des travailleurs étrangers, entre autres marginaux.

Aussi ce chapitre vise-t-il à reprendre cette idée d'un centre qui tend à éclipser une périphérie de fait imperceptible, aussi bien au niveau socio-politique, comme peuvent en témoigner plusieurs acteurs, qu'au niveau économique, quand le sort du CBD (*Central Business District*, le quartier des affaires dans le centre-ville) fait oublier celui du *Heartland* (ou banlieue) – sans omettre les « zones grises » du crime. Restera à évoquer le cas de la diplomatie singapourienne. En l'espèce, le gouvernement prendrait l'analyste à contre-pied : pour une fois discrète, sous l'ombre protectrice du banian des grandes puissances, c'est en réalité dans les lointaines marges du Sud (global), longtemps vu comme la périphérie du monde occidentalisé, que Singapour pourrait éclore, s'épanouir et mieux se faire remarquer.

« L'homme invisible » au sein de la société singapourienne

Ils sont plusieurs à être « invisibles » à Singapour. Rien à voir avec le récit de H. G. Wells de 1897 : c'est souvent malgré eux. Davantage comparable à celle du héros noir américain du roman de Ralph Ellison qui migre plein d'espoir du Sud au Nord

[4] En écho lointain aux travaux d'Alastair Davidson qui avait étudié la formation de l'Australie. Là, c'est l'appareil étatique qui se serait effacé derrière le pouvoir judiciaire : *The Invisible State: The Formation of the Australian State*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, 350 p.

[5] Passé de 580 à plus de 735 km² entre les années soixante et 2024 à force de poldérisations. L'acheminement de sable a pu poser des problèmes de droit (hier en provenance de Corée du Nord et aujourd'hui d'Indonésie, plus précisément de Batam en octobre 2024 : https://x.com/Jatosint/status/1845060577300779323).

[6] Paul Hedges, « The Pope's State Address: A Message by a Head of State or a Religious Leader? », *RSIS Commentaries*, 16 septembre 2024 : https://www.rsis.edu.sg/rsis-publication/rsis/the-popes-state-address-a-message-by-a-head-of-state-or-a-religious-leader/.

des États-Unis dans les années 1950[7], leur situation tend à empirer alors que l'histoire multiraciale de Singapour aurait pu inviter à plus d'optimisme.

Le noyau du pouvoir entre *Istana* et *Padang*[8]

Il a attiré à lui tous les projecteurs, au terme d'un processus de recrutement digne des plus grandes multinationales, à en croire l'interview qui a suivi[9]. Lawrence Wong est devenu en mai 2024 le quatrième Premier ministre depuis 1959, toujours du PAP, et le second à ne pas être de la lignée des Lee. Passé par toutes les cases politico-administratives (bourse universitaire aux États-Unis, dont Harvard, haut-fonctionnaire, parlementaire, ministre touche-à-tout), ce quinquagénaire (né en 1972) a pour mission d'ouvrir un nouveau chapitre de la cité-État (post-Lee, post-covid, post-post-colonisation) et, à court terme, de préparer les prochaines élections qui devront se tenir avant novembre 2025 et qui lui accorderont la légitimité nécessaire – ou pas, s'il n'obtient pas mieux que 60 % des voix et si l'idée d'un bipartisme continue à se dessiner. Comme d'habitude, le *gerrymandering* ou « charcutage électoral » (révision du contour des circonscriptions) l'y aidera, d'autant plus que le gouvernement a rejeté la proposition de l'opposition visant à désigner un juge de la Cour suprême comme directeur du comité dédié[10]. Quant à sa personnalité… Il a tellement été question de ses talents de guitariste dans tous les portraits, que des esprits taquins se demandent si, finalement, il n'y a en réalité rien d'autre à souligner[11]. Il aura tout à prouver non seulement sur la scène régionale, face par exemple aux expérimentés Anwar Ibrahim et Prabowo Subianto, mais aussi

---

[7] Ralph Ellison, 1984 (1952), *Homme invisible, pour qui chantes-tu ?*, Paris, Grasset, 503 p.

[8] Le palais présidentiel et le bureau du Premier ministre (*istana*) ainsi que la pelouse centrale (*Padang*), sorte de Champ-de-Mars le long de la *National Gallery*, au pied de la colline de Fort Canning, bornent le triangle institutionnel dans l'épicentre de Singapour, sur la rive gauche de la rivière éponyme.

[9] « Interview with Lawrence Wong: Writing the next chapter of the Singapore Story », *Channel News Asia (CNA)*, 14 mai 2024 : https://www.youtube.com/watch?v=M8p1E9gEQ0c.

[10] Fabian Koh, « Govt rejects opposition MPs' electoral boundary suggestions, says EBRC is free from political intervention », *CNA*, 7 août 2024 : https://www.channelnewsasia.com/singapore/electoral-boundaries-suggestions-wp-psp-rejected-ebrc-free-political-intervention-4532846?cid=internal_sharetool_androidphone_08082024_cna. Ce comité est dirigé par un directeur de cabinet (*secretary*) du Premier ministre ; il est composé de quatre hauts-fonctionnaires dont le directeur du département en charge des élections ainsi que son responsable des statistiques. Le gouvernement soutient que le comité n'a pas accès au détail des votes.

[11] Goh Yan Han, « The Big Story: 7 things to know about Singapore's next prime minister Lawrence Wong », *Straits Times*, 16 avril 2024, p. A6 ; Chin Soo Fang, « The Big Story: Two MPs promoted to political office », *Straits Times*, 14 mai 2024, p. A2.

auprès de ses électeurs, en quête d'un chef de file au charisme naturel. Son retour du sommet de l'ASEAN sur un vol de la compagnie *low cost* Scoot démontre que des efforts sont en cours pour façonner une image jeune et dynamique. Il a également promis de se montrer plus à l'écoute de la population – comme tous ses prédécesseurs, ont rétorqué des observateurs avisés de la politique locale.

Un deuxième cercle, très proche, profite de cette lumière. Les *National Day Parades* cultivent cet entre-soi, dans les loges et gradins. Certes, de nombreux écrans géants ont été installés cet été dans les cités-dortoirs afin de mieux les associer à cette grand-messe annuelle qui impressionne le nouveau venu autant qu'elle peut lasser l'habitué. Mais la distance demeure et l'idée de vase clos est aussi assurée faute d'ascenseur social. La méritocratie tant célébrée ne fonctionne que de 7h30 à 13h30, à l'école. Car sitôt la cloche sonnée, les promotions se divisent entre les bénéficiaires des dispendieux cours particuliers et les autres. Cela dit, dès le primaire, les meilleurs élèves sont sélectionnés pour suivre les classes avancées en langues maternelles (mandarin, malais ou tamoul). À rebours d'initiatives observées dans le passé, comme des initiations au chinois pour les Malais, le nouveau Premier ministre a même promis de renforcer le mécanisme. L'objectif avoué est de soutenir le « bilinguisme » et les « cultures locales » – dans le but de satisfaire chaque groupe « racial », selon le vocable officiel, plutôt que l'idée d'une nation[12] ? Enfin, le programme pour les élèves doués (*gifted*) est maintenu au niveau du CE2, sans que ses avantages soient démontrés, même pour les (heureux ?) « élus » : discrimination positive, pression scolaire accrue, épanouissement discutable[13]. En résumé, comme dans la géographie urbaine singapourienne et dans les rez-de-chaussée des *HDB* (les logements les plus communs, gérés par le *Housing & Development Board*), le parcours social, faussement fluide, est un labyrinthe sans aucune ligne réellement droite, confus, semé d'impasses d'où seuls les initiés correctement assistés s'extirpent. Toutefois, une publicité officielle visible sur les réseaux sociaux a tenu à mettre en lumière les élèves non primés, pour les encourager : démarche isolée ou amorce d'un virage doctrinal ?

---

[12] Renald Loh, « NDR 2024: In push for bilingualism, more students to be allowed to study Higher Mother Tongue in secondary schools », *CNA*, 18 août 2024 : https://www.channelnewsasia.com/singapore/ndr-2024-bilingualism-study-higher-mother-tongue-secondary-schools-4553301.

[13] Davina Tham, « Labelled "gifted" at a young age, they took different paths to realise their potential », *CNA*, 9 octobre 2024 : https://www.channelnewsasia.com/singapore/gifted-label-singapore-children-education-programme-focus-4662996?cid=internal_sharetool_androidphone_09102024_cna.

Enfin, les derniers à être mis en évidence, en l'occurrence sur des piédestaux, sont les statues, héritières de l'ère coloniale, tel Raffles sur les bords de la *Singapore River*. Le débat a été rouvert sur la célébration du colonisateur[14] mais il est vrai que les noms des rues s'illustrent par leur anonymat, sans que beaucoup de héros ou faits d'armes locaux soient célébrés. D'ailleurs, des emplacements prévus au sommet de la *National Gallery* pour les statues de figures nationales demeurent vides, à croire qu'une autre histoire (non-officielle) demeure invisible ou mise sous l'épais tapis rouge du musée national[15].

Pendant ce temps-là, loin des projecteurs et podiums, d'autres forces sont à l'œuvre. Sans tirer de parallèle hâtif avec ces insectes que l'on retrouve dans les sombres fondations d'immeubles jusqu'ici rutilants[16], il convient de lever le rideau sur des acteurs politiques longtemps mis sous coupe ou ignorés.

Activistes et cabinet fantômes

D'un point de vue strictement politique, en premier lieu, ils sont plusieurs à être invisibilisés. L'opposition politique incarnée par le Workers' Party (WP ou Parti des travailleurs) est la première à devoir lutter pour apparaître comme un élément d'alternative crédible, comme ce pourrait être le cas dans ce système inspiré de Westminster. Les propos de l'ancien Premier ministre Lee Kuan Yew sur la place de cette opposition dans le paysage parlementaire entretiennent l'ambiguïté puisqu'elle ne semble tolérée que si marginale, pour ne pas entraver les projets du gouvernement à long terme[17]. Plus concrètement, son chef de file, Pritam Singh, a dû faire face aux accusations de mensonge à la suite du faux témoignage d'une députée de son parti. L'épilogue était attendu lors de son procès en octobre-novembre 2024 ; la décision de justice sera rendue en février 2025. De même, dans

---

[14] Simon Tay, « The danger of nostalgia weighing upon the present », *Straits Times*, 14 août 2024, p. B3 ; Singapour n'est formellement devenue une colonie qu'en 1824, cinq ans après l'arrivée de Raffles.

[15] Voir le débat entre Ong Wei Chong et Hong Lysa, par *RSIS Commentaries* interposés : n° 113, 117 et 118 en septembre 2010. Ont suivi depuis d'autres polémiques sur l'interprétation de l'opération *Coldstore* en 1963, par exemple, jusqu'à la création du site précisément nommé *New Naratif* (https://newnaratif.com/) en 2017.

[16] « Earthworms and millipedes plague Tengah estate, crawl into flat: Town council has informed contractor », *Stomp*, 9 septembre 2024 : https://stomp.straitstimes.com/singapore-seen/earthworms-millipedes-plague-tengah-estate-crawl-into-flat-town-council-has-informed.

[17] « Lee Hsien Loong warns of limited political space if election margins narrow », *The Citizen Online*, 17 septembre 2024 : https://www.theonlinecitizen.com/2024/09/17/lee-hsien-loong-warns-of-limited-political-space-if-election-margins-narrow/.

un autre feuilleton politico-judiciaire, celui de la (supposée mauvaise) gestion des circonscriptions du WP via l'Aljunied-Hougang-Punggol East Town Council (puis Aljunied-Hougang Town Council), l'affaire a été close après le retrait des plaintes et pléthore d'audits, rapports, décisions de justice et appels. Serait-ce de l'acharnement ou du harcèlement judiciaire, comme ce fut le cas contre Dr Chee Soon Juan, aujourd'hui secrétaire-général du SDP (Singapore Democratic Party) ? À noter que le WP a renouvelé cette année son bureau, en vue des élections (avec au sein de ce bureau seulement un Malais, un Indien et zéro Eurasien sur 14 membres). Son duo de chefs de file – Pritam Singh et Sylvia Lim – a été reconduit sans encombre.

Aux côtés du WP, les activistes pâtissent soit d'une « répression invisible », par le biais de décisions jamais explicitées, soit des usages excessifs des FICA (*Foreign Interference [Countermeasures] Act* de 2021) et autre POFMA (*Protection from Online Falsehoods and Manipulation Act* de 2019). Ce fut le cas en 2023 pour la publication *Jom*, qui a vu échouer sa dernière tentative d'appel en décembre[18]. Elle a ainsi perdu sa « *POFMA virginity* » d'après les mots de la rédactrice-en-chef Sudhir Vadaketh, stupéfaite d'avoir été « *POFMA-ed* » selon le néologisme en vogue[19]. Transformative Justice Collective, un groupe contre la peine de mort, a aussi été ciblé à cause de ses commentaires sur le sort des prisonniers cloîtrés dans les couloirs de la mort. L'une de ses membres, Kokila Annamalai (née en 1988[20]), excédée, a refusé de retirer ses propos. Pire, elle les a republiés arguant de la distinction entre faits – vérifiables – et opinions – que le ministère n'est aucunement en mesure d'apprécier et sanctionner. Le gouvernement, de son côté, n'a pas été inquiété pour une éventuelle falsification de la vérité quand il a soutenu « ne cibler aucun activiste contre la peine de mort »[21]. En revanche, selon l'avocat Ravi Madasamy (né en 1969[22]), ce même gouvernement s'évertuerait à criminaliser les

---

[18] Gabriel Facal et Jérôme Samuel (dir.), 2024, *L'Asie du Sud-est 2024. Bilan, enjeux et perspectives*, Bangkok, IRASEC, p. 307 : https://books.openedition.org/irasec/8784.

[19] Sudhir Vadaketh, « POFMA fail: the end of our journey », *Jom*, 1er décembre 2023 : https://www.jom.media/pofma-fail-the-end-of-our-journey/.

[20] Voir son portrait dans Gabriel Facal et Jérôme Samuel (dir.), 2023, *L'Asie du Sud-est 2023. Bilan, enjeux et perspectives*, Bangkok, IRASEC, p. 344 : https://books.openedition.org/irasec/8784.

[21] Kok Yufeng, « Anti-death penalty activist faces Pofma Office probe for defying correction order », *Straits Times*, 31 octobre 2024 : https://www.straitstimes.com/singapore/anti-death-penalty-activist-faces-pofma-office-probe-for-defying-correction-order.

[22] Voir son portrait dans Christine Cabasset et Claire Tran (dir.), 2021, *L'Asie du Sud-est 2021. Bilan, enjeux et perspectives*, Bangkok, IRASEC, p. 360.

recours de dernière minute par le biais d'une nouvelle loi. L'objectif serait de contrecarrer les éventuelles guérillas judiciaires, par exemple pour repousser les pendaisons, en plus des frais de justice souvent exorbitants, non-remboursés donc dissuasifs.

D'ailleurs, les huit condamnés exécutés cette année demeurent tout aussi invisibles dans les débats – ou au moins les conversations – publics. Outre le flou autour des voies de recours qui n'auraient pas toutes été étudiées par la justice, Mohamed Azwan bin Bohari n'a pu profiter de sa famille que quatre jours au lieu de sept avant sa pendaison le 4 octobre, sous prétexte que l'exécution avait été reportée une première fois et que des rencontres avaient déjà eu lieu. D'autres voisins du couloir de la mort ont reçu des notifications pour des exécutions à venir, sans plus de précisions. La question de la peine de mort n'a été soulevée cette année que pour discuter non de sa suspension mais de son extension par exemple aux meurtres (*serious crimes*). De façon fort à propos, l'opinion publique, parce que majoritairement favorable selon une enquête publiée en septembre 2024, a alors été sortie du formol médiatique.

Pas exactement activiste mais certainement rebelle, la neurologue Lee Wei Ling (née en 1955), fille de Lee Kuan Yew, est discrètement décédée en octobre 2024. En froid avec son frère, l'ancien Premier ministre Lee Hsien Loong, aujourd'hui *Senior minister*, elle avait été habilement extradée de la sphère publique, tout comme son autre frère Lee Hsien Yang (né en 1957). Selon le mot repris par la presse, elle avait toujours fait preuve d'empathie à l'égard des « *underdogs* » (ou *losers*, perdants). Quant à Hsien Yang, il a été condamné en septembre 2024 à plus de 600 000 $ US d'amende pour diffamation, après s'être interrogé sur une manœuvre immobilière de deux ministres qui avait fait grand bruit en 2023. Exilé, donc effacé de la carte singapourienne, il n'a pas pu assister aux funérailles de sa sœur. En revanche, c'est en tant que détenteur de l'asile politique au Royaume-Uni qu'il est réapparu, relançant le débat sur l'avenir de la maison familiale, celle du père fondateur Lee Kuan Yew. Ce dernier avait explicitement demandé qu'elle ne lui survive pas, ou seulement pour sa fille. Le gouvernement et Lee Hsien Long, cependant, réfléchissent à en faire un lieu de mémoire. C'est ce à quoi s'oppose Lee Hsien Yang, au nom du père.

En second lieu, aux côtés de cette impalpable opposition politique, au parlement comme dans la presse, des acteurs qui composent la société demeurent sinon absents, au mieux confinés dans un monde parallèle, loin du CBD, quand le

métro sort de son tunnel, tel un sas. Là bat le *Heartland*, où le *coffee – latte* ou non – redevient *kopi – kosong* ou pas. D'abord comparable à la banlieue telle qu'originellement admise, c'est-à-dire sous l'autorité directe du gouvernement (et non des multinationales ou conseils d'administration internationaux comme dans les gratte-ciels du centre), cette zone pourrait être victime du même glissement sémantique puisque de plus en plus en marge du réacteur politico-administratif.

Parmi toutes les disciplines mobilisées pour étayer l'analyse politique, la démographie est souvent mésestimée bien que cruciale. Or, de plus en plus, elle permet d'illustrer cette perte de poids du *Heartland*. Le nombre de bébés nés en 2023 y est tombé à son plus bas niveau annuel depuis au moins 50 ans. On apprenait en mai que le taux de fertilité avait chu à 0,93 cette même année. Pour la première fois, le nombre de décès a surpassé celui des naissances. La part des habitants de plus de 65 ans est passée de 12,4 à 19,9 % en dix ans. Le faible pourcentage de femmes mariées pourrait l'expliquer : il a baissé pour toutes les tranches d'âge, particulièrement entre 25 et 29 ans (de 52,1 % en 2005 à 29,2 % en 2023) et entre 30 et 34 ans (de 75,1 % à 64,1 %). Sans surprise, dans une autre étude également publiée en 2024, deux jeunes sur cinq affirmaient n'avoir jamais été en couple[23]. À ce rythme, il est prévu que la population décroisse à l'horizon 2030[24].

Dans ce contexte, essaie d'émerger la figure du « père de famille », jusqu'ici noyée sous celles du « manager » ou de l'« ingénieur ». Conscient de l'urgence, le nouveau Premier ministre a promis de prolonger le congé de paternité jusqu'à dix semaines et de favoriser l'accès aux maternelles. L'idée est de dynamiser la fertilité tandis que l'on croise de plus en plus de poussettes à chiens et que croît le nombre de chats domestiques : +10 % entre 2019 et 2023[25].

Une autre figure jusqu'ici peu visible doit être mentionnée : celle des travailleurs étrangers. Certes, il y a les plus éduqués mais aussi ceux sur le terrain.

---

[23] Le taux de fertilité est de 0,81 % pour les Chinois, 0,95 % pour les Indiens et 1,65 % pour les Malais ; Vanessa Lim, « Fewer marriages and Singaporean births in 2023 », *CNA*, 24 septembre 2024 : www.channelnewsasia.com/singapore/citizen-decreasing-marriages-births-ageing-population-immigration-population-brief-46274411.

[24] Tracy Lee, « Don't judge young Singaporeans for having little interest in dating », *CNA*, 22 septembre 2024 : https://www.channelnewsasia.com/commentary/dating-singapore-marriage-family-relationships-youth-study-4620631?cid=internal_sharetool_androidphone_22092024_cna ; Theresa Tan, « Number of babies born in 2023 fell to lowest in at least past 50 years: ICA report », *Straits Times*, 14 juillet 2024 : www.straitstimes.com/singapore/number-of-babies-born-in-2023-fell-to-lowest-in-at-least-past-20-years-ica-report.

[25] Loraine Lee, « "Part of the family" – the rising status of pets among households and what it means for society », *CNA*, 19 juin 2023 : https://www.channelnewsasia.com/today/big-read/pets-part-family-rising-status-big-read-3569031.

Or, au printemps 2024, le poète-travailleur Uddin MD Sharif a été sommé de quitter le pays pour une étrange affaire de *loan sharks* qu'il a toujours démentie[26]. L'auteur de *Stranger to Myself: Diary of a Bangladeshi in Singapore*, lauréat 2018 du *Singapore (non-fiction) Book Award*, n'a pas eu d'autre choix que de s'exécuter, après seize ans à écumer les chantiers boueux. Plus généralement, les échauffements matinaux de ces forçats du béton cachent mal le manque d'attention générale, entre autres illustré par les transports à l'arrière des camions et les pauses-repas à même le sol. De même, une peinture murale qui rappelait le souvenir d'une autre catégorie de travailleurs immigrés, en l'occurrence les Cantonnaises *samsui* au début du XXe siècle, a créé la polémique. Le modèle tenait à la main une cigarette que les autorités ont demandé à effacer. Toutefois, face au tollé, l'Urban Redevelopment Authority s'est ravisée[27].

Habitués aux seconds rôles, par exemple de sportifs ou d'artistes plutôt que d'officiers généraux ou de directeurs de fonds souverains, les Malais se plaignent souvent d'un manque de considération, voire de confiance à cause du contexte historique avec les proches voisins. Néanmoins, le Premier ministre a tenu à annoncer la création d'un Singapore Islamic College, dédié à la formation des cadres musulmans – à moins que ce soit (aussi) pour mieux les contrôler ?

Les sportifs, en dernier lieu, pourraient s'ajouter à cette liste de femmes et hommes longtemps sans visage. Quand des enfants s'aventurent à jouer au football sur un terrain en bas d'un immeuble, les grincheux en obtiennent l'interdiction arguant, sur les grandes bannières déployées : « *safety first* » (la sécurité d'abord). Cette pratique de quartier saine et interraciale serait pourtant la bienvenue dans une nation non seulement guettée par l'obésité (16 % des enfants[28]) mais aussi en construction. En fin de compte, les meilleurs sportifs doivent s'entraîner à l'étranger. Résultat : un famélique total de six médailles olympiques, dont une seule en or, depuis 1948. Le gouvernement en prend-il conscience ? Va-t-il abandonner sa politique de l'importation de talents ? La question fut à nouveau posée après l'obtention d'une seule médaille de bronze à Paris. Comme en politique, la douzaine

---

[26] Ces gangs illégaux, relents d'anciennes pratiques, offrent des prêts à des taux usuraires avant de harceler ceux qui sont incapables de rembourser.

[27] Low Zoey, « Smoking samsui woman mural to be retained in full, building owner fined for not seeking approval », *CNA*, 10 juillet 2024 : https://www.channelnewsasia.com/singapore/samsui-woman-mural-smoking-chinatown-no-changes-building-owner-fined-4469331.

[28] Chiffres pour les 6-18 ans en 2021 : Kwang Wei Tham, février 2023, « The global agenda on obesity: what does this mean for Singapore? », *Singapore Medical Journal*, vol. 64, n° 3, p. 182-187.

de notifications du média *Channel News Asia*, en rafale après la course, avant l'accueil de star à l'aéroport puis la parade en bus impérial dans la ville quelques jours plus tard, ont permis de détourner le regard. Une prise de conscience post-olympique semble néanmoins se dessiner autour d'aménagements pour les sportifs en ce qui concerne les bourses universitaires, voire le service national, ainsi qu'en vue d'installations autour du très moderne complexe sportif de Kallang.

La politique routière de Singapour confirme ces tendances. Depuis longtemps, les vieux conducteurs regrettent la disparition des ronds-points et l'ajout de feux tricolores, comme si tout ce qui accordait encore du libre arbitre à l'adulte au volant avait été supprimé. Il doit être maintenant scrupuleusement canalisé. Or, cette année, il a été demandé qu'une plus grande latitude soit accordée aux magistrats pour mieux apprécier les cas particuliers en cas d'infraction. Décèle-t-on d'identiques signes d'humanisation ou d'efforts de compréhension – comme on l'a vu pour la famille, les Malais ou le sport – dans le domaine économique ?

Macro-économie versus « société invisible »

Dans le sillage de la réflexion d'Alain Touraine à la sortie des Trente glorieuses, il apparaît que les discours initiés par Lee Kuan Yew saisissent de moins en moins la société dans son entièreté. Après « une époque de transformation aveuglante » et après le recours au ciment sinon religieux comme ailleurs mais au moins politique, incarné par le Père fondateur, l'économie capitalistique paraît en peine d'assurer, seule, le relais[29].

Habituels succès macro-économiques

À première vue, les indicateurs macro-économiques restent largement au vert : croissance du PIB de 4,1 % de septembre 2023 à septembre 2024 et balance commerciale en excédent de 187,33 milliards $ US en 2023 (en baisse de 5 % par rapport à 2022)[30]. De plus, en matière d'infrastructures, les travaux pharaoniques du port, à l'ouest, et de l'aéroport, à l'est se poursuivent. Le métro tisse aussi sa toile

---

[29] Alain Touraine, 1977, *La société invisible : Regards 1974-1976*, Paris, Seuil, 284 p.

[30] Banque mondiale, « Singapore Trade Balance 1960-2024 », *Macrotrends*, 2024 : https://www.macrotrends.net/global-metrics/countries/sgp/singapore/trade-balance-deficit.

dans l'Ouest industriel. Les congrès se multiplient dans le centre et les classements de Singapour sont toujours aussi encourageants : deuxième pour le PIB per capita, 10e pour les réserves de change et troisième pour les investissements directs étrangers, entre la Chine et Hong Kong[31]. Même pour le tourisme, les voyants s'illuminent favorablement : entre 15 et 16,5 millions de visiteurs en 2024, contre 13,6 en 2023[32].

Néanmoins, dans les marges, les critères du succès économique donnent l'impression de différer.

À l'écart des classements socio-économiques

La face cachée de l'invariable succès macro-économique se dessine à mesure que les nouvelles tours ou anciennes barres des *HDB* se font plus nombreuses que les condominiums. Cet autre monde – ou Singapour – est peuplé d'une frange de la population qui tranche avec les habituels porte-étendards – au sens propre, lors de la *National Day Parade* – du succès singapourien, dans les grands corps ou les grandes sociétés locales. Sous le radar quand il s'agit de promouvoir le succès national, on la retrouve plutôt dans les *foodcourts* ou *wet markets* (marchés de quartier).

Il y a tout d'abord les retraités, de plus en plus nombreux. Davantage de mesures leur sont dédiées, non seulement pour leur santé physique mais aussi psychique quand disparaît la raison d'être d'une vie, à savoir la carrière professionnelle[33].

Pour ceux qui travaillent encore, le marché du travail devient de plus en plus tendu. Si les chiffres du chômage sont passés de 3,1 % à 2,8 %, l'inquiétude se porte essentiellement sur le taux d'emplois vacants par personne au chômage (en baisse), sur la durée nécessaire pour retrouver un emploi (en hausse) et sur la part croissante

---

[31] Voir les statistiques de la Banque mondiale : https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.PP.CD?most_recent_value_desc=true ; Elvis Picardo, « Top 10 Countries With the Biggest Forex Reserves », *Investopedia*, 7 novembre 2024 : https://www.investopedia.com/articles/investing/033115/10-countries-biggest-forex-reserves.asp.

[32] Desiree Koh, « Dear travel influencers, "real" Singapore is sweaty and off the social media hype », *CNA*, 7 septembre 2024 : https://www.channelnewsasia.com/commentary/singapore-tourist-attraction-unique-travel-experience-best-food-4590911?cid=internal_sharetool_androidphone_07092024_cna ; « International Visitor Arrivals », *Singapore Statistics*, 2024 : https://www.singstat.gov.sg/publications/reference/ebook/industry/tourism.

[33] Frederick Lim, « The unexpected restlessness of retirement », *Straits Times*, 14 mai 2024, p. B3 ; Damien Lai, « Don't dismiss that disorienting feeling at retirement », *Straits Times*, 2 août 2024, p. B4.

de la main-d'œuvre étrangère pour faire face aux besoins du pays[34]. En sus, le ministre du Travail a indiqué qu'un cinquième des entreprises sont étrangères et emploient un tiers de la main-d'œuvre non-étrangère, tout en octroyant les meilleurs salaires. À leur propos, les autorités se soucient de leur manière brutale de procéder lors de certains licenciements. En 2024, *Dyson* et *Lazada* ont donné respectivement un et aucun jour de préavis aux employés ciblés. Longtemps, le triptyque quasi-totalisant gouvernement-sociétés-syndicats (ou *unions*, sous l'unique étendard de la NTUC ou National Trades Union Congress) a permis de gérer au mieux ces tensions sur le marché de l'emploi puisque la tutelle ultime restait la même. Aussi faudra-t-il surveiller si les compagnies étrangères décident désormais d'ignorer le modèle local, en profitant d'un droit très permissif du point de vue de l'employeur, tout en ignorant l'esprit des textes[35].

D'autres habitants ont le sentiment de ne pas compter quand vient le temps de décider des stratégies urbanistiques. Prenons l'ouverture des dernières stations de la ligne du métro Thomson-East Coast Line en juin 2024, qui desservent les quartiers souvent qualifiés de « bourgeois-bohèmes » de la côte est – moins pollués, moins industriels, mieux préservés et plus proches de la plage. Les réseaux sociaux se sont émus de voir des stations si chères et si vides, tandis qu'il faut encore laisser passer plusieurs rames le matin, dans le pendant occidental de l'île, pour espérer se faire compresser dans les wagons de la ligne verte.

Enfin, les jeunes professionnels pourraient bien disparaître de la carte économique. Le problème n'est pas nouveau ; des manifestations gouvernementales ont souvent été organisées sur les campus étrangers pour inciter les étudiants boursiers à revenir à Singapour comme convenu, en échange du soutien gouvernemental. Aujourd'hui, presque les trois-quarts des 64 % des personnes désireuses de s'expatrier ont moins de 30 ans. L'Australie s'affiche comme la destination préférée, loin devant un trio serré : Chine, Japon et États-Unis[36].

---

[34] 29 octobre 2024, « Unemployment », Ministry of Manpower: https://stats.mom.gov.sg/Pages/Unemployment-Summary-Table.aspx.

[35] Abigail Ng, « Dyson did not break Singapore laws in layoffs but may have damaged its reputation, experts say », *CNA*, 8 octobre 2024 : https://www.channelnewsasia.com/singapore/dyson-lazada-layoffs-unions-manpower-ministry-tripartism-4662881?cid=internal_sharetool_androidphone_08102024_cna.

[36] BNB Diviyadhaarshini, « Nearly two in three workers in S'pore willing to move overseas for their jobs: Survey », *Straits Times*, 15 mai 2024 : https://www.straitstimes.com/singapore/jobs/nearly-two-in-three-workers-in-s-pore-willing-to-move-overseas-for-their-jobs-survey.

Est-ce pour répondre à ces préoccupations, à l'appel du pape contre la pauvreté à Singapour, ou bien est-ce pour accompagner l'état de grâce du nouveau Premier ministre, pour marquer une différence ou pour s'assurer des voix lors des prochaines élections, sur le modèle du virage au centre-gauche en 2015, après la déception électorale de 2011 ? Toujours est-il que les aides diverses et variées se multiplient, pour toutes les générations et dans tous les domaines. Les publicités dans les ascenseurs des *HDB* s'évertuent à les rappeler et à les recenser. L'idée d'un État-providence qui ne dirait pas son nom progresse. Pointerait même le risque d'une bascule d'un excès à l'autre, à savoir d'une aversion revendiquée par Lee Kuan Yew pour l'« assistanat », à l'hypothèse d'une variante de la « malédiction de la rente » telle que théorisée par Michael Ross. La population pourrait se croire sous perfusion, d'où une certaine passivité, voire un manque d'innovation, qui plus est entretenus par les succès macro-économiques et l'idée d'un puits sans fond des réserves monétaires[37].

À terme, l'élection de Donald Trump et l'accentuation possible du *decoupling* de l'économie mondiale pourraient marginaliser l'État même de Singapour, incarnation du *hub* aussi bien financier que logistique, entre les sphères économiques chinoises et occidentales.

En parallèle à ces acteurs économiques invisibles malgré eux, il en est d'autres qui se satisfont de cette discrétion pour mener à bien leurs affaires illégales. L'observateur pénètre ici dans des « zones grises » où il faut se contenter de vagues mimiques ou grimaces en guise de confirmation des interlocuteurs. C'est par exemple le cas pour les affaires de plus en plus en fréquentes de transferts de pétrole entre bateaux (*ship-to-ship transfers*), généralement au large de la côte est de Johor Bahru (Malaisie). Les hydrocarbures viennent de Russie ou Iran, parfois via l'Inde ou les Émirats arabes unis, avant d'être transférés sur de plus petits tankers, avec souvent des pavillons de complaisance, parfois en coupant leur système d'identification automatique, d'où le surnom de *dark fleet* puisqu'invisible sur les sites officiels. Cette flotte sombre va ensuite alimenter Chine ou Corée du Nord. Aujourd'hui, les outils liés à la MDA (Maritime Domain Awareness) permettent de traquer de mieux en mieux ces bâtiments. La question fut au cœur d'événements navals à Singapour en 2024. Or, il apparaît que certains de ces navires, parfois signalés comme dangereux, passent par le port de Singapour en plus de croiser dans

[37] Michael Ross, 1999, « The Political Economy of the Resource Curse », *World Politics*, vol. 51, p. 297-322.

son détroit ; des hommes d'affaires locaux seraient aussi intéressés. Il est même une société, Winson, qui y est établie et qui aurait été directement impliquée dans un de ces trafics vers la Corée du Nord[38]. À ce sujet, des procès ont impliqué des commerçants locaux en affaire avec ce bastion communiste et un nouvel ambassadeur de Pyongyang a été nommé cet été à Singapour, après la longue vacance due au covid-19[39]. Il est idéalement basé, comme peu d'autres, entre le Parlement, la Cour suprême et le ministère du Développement numérique et de l'Information. Enfin, signalons ce discret câble sous-marin qui relie exclusivement Singapour à la Birmanie, pays interdit de présidence tournante de l'ASEAN en 2026 et dont les généraux ont été privés de rôle officiel lors des réunions de l'Association[40].

À terre, une des plus grandes affaires de blanchiment d'argent à Singapour a été mise en lumière, avec des ramifications jusqu'à des terroristes et trafiquants de drogue ainsi qu'aux Émirats arabes unis dans le cadre du projet *Dubai Unlocked* mené par un consortium de journalistes d'investigation[41]. Rappelons que la cité-État pointait au troisième rang des places financières les plus opaques dans le dernier index de *Financial Secrecy* en 2022[42]. À une moindre échelle, les *loan sharks* constituent un souci du gouvernement. En réponse, l'État cumule les campagnes d'alertes, sur tous les supports, tout en les étendant aux escroqueries via les téléphones portables (propositions de prêts, d'emplois, etc.). Il procède ainsi à un patient travail pédagogique auprès de tous, en particulier des plus âgés.

En dernier lieu, cette année 2024 aura été marquée par une première depuis 1986 : le procès suivi de l'incarcération d'un ancien ministre pour cause de corruption. Accusé d'avoir bénéficié de cadeaux de la part d'un homme d'affaires,

---

[38] « How a Mysterious Ship Helps North Korea Evade Oil Sanctions », *New York Times*, 23 mars 2021 : https://www.youtube.com/watch?v=hDTCHdcPYTQ ; Fabian Koh, « What we know about a hit-and-run off Pedra Branca involving an alleged "dark ship" », *CNA*, 29 juillet 2024 : https://www.channelnewsasia.com/singapore/cna-explains-hit-and-run-sea-and-role-alleged-dark-ship-4506391 ; Rebecca Tan *et al.*, « "Dark" tanker crash exposes dangers of China's thirst for cheap oil », *Washington Post*, 2 septembre 2024 : https://www.washingtonpost.com/world/interactive/2024/china-dark-ships-south-china-sea/.

[39] Yonhap, « N. Korea's ambassador to Singapore takes office », *Korea Times*, 30 août 2024 : https://www.koreatimes.co.kr/www/nation/2024/11/103_381535.html.

[40] Câble *UMO*, de Thanlyin à Tuas : https://www.submarinecablemap.com/submarine-cable/umo ; pour plus de précisions sur cette relation Birmanie-Singapour : Yen Zhi Yi, « The Complexity in Singapore-Myanmar Relations », *RSIS Commentaries*, 14 août 2024 : https://www.rsis.edu.sg/rsis-publication/rsis/the-complexity-in-singapore-myanmar-relations/.

[41] David Sun, « S'pore's alleged money launderers named alongside terrorist financiers, drug lords in Dubai probe », *Straits Times*, 19 mai 2024 : https://www.straitstimes.com/singapore/s-pore-s-alleged-money-launderers-named-alongside-terrorist-financiers-drug-lords-in-dubai-probe.

[42] Voir le site officiel : https://fsi.taxjustice.net/.

S. Iswaran a été condamné à 12 mois de prison[43]. Il faut dire que Singapour a bâti son succès sur la promesse d'une fonction publique incorruptible, grâce à des salaires élevés, ce qui devient compliqué face à la concurrence des multinationales. En 2023, le pays était « perçu » comme le cinquième le moins corrompu au monde[44]. Les détracteurs répondent qu'il occupe, à l'inverse, les dernières places des classements de Reporters sans frontières (126e sur 180 en moyenne, 162e pour ce qui est de l'indicateur législatif) et de l'*Academic Freedom Index* (117e), preuves de la difficulté à enquêter[45].

À ce stade, il apparaît que les quelques prises de conscience aperçues çà et là dans le domaine socio-économique, pour faire resurgir des problématiques longtemps enfouies, pourraient trouver un écho à l'échelle internationale. À sa manière, sans jamais faire de vague, l'État singapourien y a longtemps fait figure d'acteur volontiers microscopique, comme en témoigne le surnom donné par l'Indonésie et repris à son compte : the *little red dot* (le petit point rouge [sur la carte]). Toutefois, l'idée même encore floue et timide d'une forme d'émancipation pourrait sonner.

Une diplomatie de moins en moins invisible

Le gouvernement pourrait-il vivre à l'échelle internationale ce que certains nationaux expérimentent au quotidien à l'échelle interne ? Éclipsée par la Chine et les États-Unis ou condamnée à une lointaine orbite diplomatique centrée sur l'ASEAN, Singapour peine à exister sur la scène étrangère. Cependant, une dynamique mésestimée est à l'œuvre au-delà du seul système sud-est asiatique.

L'ombre sino-américaine

La *Rhapsody in Yellow* jouée à l'*Esplanade* de Singapour en août 2024 mettait en scène deux pianos unis par les mélodies chinoises et américaines[46]. Encore une fois,

---

[43] Voir plus de détails dans la chronologie.
[44] Voir le site officiel : https://www.transparency.org/en/cpi/2023.
[45] Voir le site officiel : https://rsf.org/en/index?year=2024.
[46] Clement Yong, « Rhapsodic duet of bilateral relations », *Straits Times*, 19 août 2024, p. C4.

le pays donnait l'impression de ne pas pouvoir se départir de ces partitions écrites pour lui.

Par exemple, en ce qui concerne Pékin, les travaux pour la nouvelle ligne de métro *Jurong Region* profitent du savoir-faire d'entreprises chinoises, qui ne manqueraient pas d'être pointées du doigt, comme forme d'ingérence sous couvert de la BRI (Belt and Road Initiative), si l'on se trouvait dans un autre pays[47]. En revanche, outre les trafics à éclaircir vers la Chine ou la Corée du Nord (cf. *supra*), Singapour peut se retrouver au cœur de problématiques qui la dépassent. Elle devient par exemple victime d'interférences chinoises, même quand il s'agit d'opposants. Une centaine de sites d'information sur Internet ont ainsi dû être fermés cette année à cause de leur contenu biaisé[48]. Sur cet élan, des médias jugés comme proches de Moscou ont connu le même sort.

Les Américains ne sont pas en reste. Cette année, ils ont renforcé leur présence au nord, sur la base de Sembawang, autour de la *Task Force 73*, tout en envisageant d'y déployer des drones[49]. La marine singapourienne continue d'héberger leur exercice annuel SEACAT (Southeast Asia Cooperation and Training), ce qui en fait un partenaire de poids[50]. Mais jusqu'où le gouvernement peut-il aller ? La question s'était posée l'année dernière en cas de conflit à Taïwan. Depuis le 7 octobre 2023, la proximité avec le camp occidental, voire israélien, interroge toujours, en particulier au sein de la communauté malaise et principalement après des débats organisés dans les classes de P6 (correspondant au niveau 6[e]) à propos du conflit à Gaza. Ces discussions ont été jugées orientées car sans perspective historique en-deçà de 2023.

Enfin, Singapour ne peut pas échapper à son destin sud-est asiatique. Des portiques équipés de code QR facilitent depuis le mois de mars le franchissement de

---

[47] « LTA Awards Contract for the Jurong East Integrated Transport Hub », *LTA*, 4 février 2021 : https://www.lta.gov.sg/content/ltagov/en/newsroom/2021/2/news-releases/LTA_awards_contract_for_the_Jurong_East_ITH.html.

[48] Nicholas Fang, « Commentary: How vulnerable is Singapore to foreign interference campaigns? », *CNA*, 2 août 2024 : https://www.channelnewsasia.com/watch/commentary-how-vulnerable-singapore-foreign-interference-campaigns-video-4516261.

[49] « À Singapour, embouteillages en vue pour les installations militaires étrangères dans le "Djibouti asiatique" », *Intelligence online*, 8 juillet 2024, https://www.intelligenceonline.fr/renseignement-d-etat/2024/07/08/a-singapour-embouteillages-en-vue-pour-les-installations-militaires-etrangeres-dans-le-djibouti-asiatique,110252599-eve.

[50] Sur la diplomatie des exercices militaires, voir : « Scripted Order: Combined-Military Exercises in the Asia-Pacific », *Asia-Pacific Regional Security Assessment 2024*, Londres, IISS, 2024, p. 17 ; on y apprend que Singapour a conduit 71 exercices bilatéraux avec les États-Unis contre cinq avec la Chine en 2003-2022 (contre 110 et 4 pour l'Indonésie).

la frontière depuis/vers la Malaisie. Le Premier ministre et son vice-Premier ministre se sont rendus à Brunei parmi leurs premières destinations et le Président Tharman Shanmugaratnam s'est quant à lui déplacé aux Philippines. Soulignons aussi que l'Information Fusion Centre de la base navale à Changi accueille toujours un officier de liaison birman malgré la mise au ban régionale – et à géométrie variable – de la junte.

Toutefois, quelques esprits chagrins auront remarqué que le nouveau président indonésien Prabowo Subianto, lors de son tour-de-chauffe diplomatique, a multiplié les déplacements (Chine, Russie), sauf chez son voisin et partenaire immédiat, à Singapour. En sus, le Triangle de croissance centré hier sur Singapour et découpé aujourd'hui en zones économiques exclusives n'en finit pas de décevoir, sur ses versants aussi bien indonésien que malaisien. Là, le potentiel ne fait aucun doute, notamment dans le domaine du raffinage et de la logistique. Mais les entreprises attendent un encadrement plus favorable à l'investissement[51]. Pour ne rien arranger, Kuala Lumpur réclame à présent l'affichage d'une vignette sur les véhicules singapouriens qui rentrent sur son territoire.

Serait-il alors temps de changer de paradigme diplomatique, de quitter la zone de confort habituelle, dans une ASEAN précautionneusement calée entre les géants chinois et américains ? Les Singapouriens ont toujours eu l'habitude de miser sur les candidats les plus sûrs, les plus consensuels et les plus évidents : au niveau politique (le PAP), dans le football (Manchester United hier, Liverpool aujourd'hui, Paris furtivement), pour la cause musulmane chez les Malais (Gaza, au détriment des Ouïghours – il est vrai en Chine – ou d'autres) et dans la diplomatie. Mais aujourd'hui d'autres options se dessinent. Elles pourraient susciter leur intérêt à condition d'envisager le « coup d'après », à plus long terme.

Une lumière venue du Sud ?

Sortir de la trajectoire actuelle nécessite en premier lieu de se détourner du sillage des deux grands. C'est à la lumière de cette préoccupation qu'il faut comprendre la demande de Singapour pour une Organisation des Nations unies plus forte et un

---

[51] Amir Yusof, « Johor-Singapore SEZ: International firms call for reduced red tape, improved infrastructure for zone to be a success », *CNA*, 4 septembre 2004 : https://www.channelnewsasia.com/asia/johor-singapore-sez-foreign-firms-investment-infrastructure-4583266?cid=internal_sharetool_androidphone_04092024_cna.

Conseil de sécurité plus contraint. Déjà Lee Hsien Loong avait posé les premiers jalons, par exemple en tissant de solides liens avec l'Alliance of Small Island States, comme ce fut justement rappelé à l'heure de son départ[52]. Son mantra diplomatique n'était-il pas : « Ne nous forcez pas à choisir un camp » ? De même, lors de la remise des bourses présidentielles, le Président Tharman a judicieusement appelé les étudiants à « élargir leurs horizons »[53]. Enfin, il fut intéressant de compter les marques de lassitude, voire de contrariété, de tous bords, quand le Vatican fut soupçonné d'utiliser le voyage à Singapour pour renforcer ses liens avec Pékin : comme si la cité-État en était le sbire ou sa porte d'entrée.

En second lieu, pour reprendre la main et décider de son agenda diplomatique, Singapour peut espérer rebondir au sein « des Suds », du « Sud global » ou du « Sud » selon les acceptions. Dans le même esprit que Bertrand Badie (qui a exploré l'idée d'une « Puissance des faibles »), ou que Tommy Koh (ambassadeur et chantre du destin de « vainqueurs » des petits États), Singapour espère enfin gagner des marges de manœuvre au sein de ce « club de petits pays »[54]. Parmi les SDIS (Small Island Developing States), ce territoire 64 fois insulaire peut légitimement soutenir l'idée d'une sécurité qui ne serait plus seulement « traditionnelle », c'est-à-dire fondée sur le seul acteur étatique. L'idée, conceptualisée par le Programme des Nations unies pour le développement dès 1994, consiste à se focaliser davantage sur l'« individu ». Dans cette lignée, le gouvernement s'inquiète de plus en plus de sa sécurité « alimentaire » (eau, diabète – cf. *supra*), de sa sécurité « communautaire » (« interraciale ») et de sa sécurité « environnementale », entre autres composantes officielles de cette « sécurité humaine »[55].

Conscient des interdépendances croissantes, le pays s'est aussi enquis des répercussions sur son territoire, parmi ses travailleurs immigrés, de l'instabilité politique au Bangladesh, loin des habituelles gloses géopolitiques quand pérorent les lointains stratèges sino-américains. À propos d'environnement, Singapour a été touchée en 2024 par des inondations « flash », heureusement sans victimes, mais

---

[52] Jean Iau, « Small countries can try to calm global tensions, says PM Lee », *Straits Times*, 16 avril 2024, p. A7.

[53] Gabrielle Chan, « Expand your horizons, President urges trio », *Straits Times*, 14 août 2025, p. A14.

[54] Bertrand Badie, 2022, « La puissance des faibles : repenser les relations internationales », *Sciences Po*, 26 février 2020 : https://www.sciencespo.fr/fr/actualites/repenser-les-relations-internationales ; Tommy Koh (dir.), *Small States in a Big World: Size Is Not Destiny*, Singapour, Straits Times Press, 260 p.

[55] Dans le lointain prolongement de la *Société invisible* (précitée), Alain Touraine a publié *La Fin des sociétés* en 2013 (Seuil). Il y prônait une ère « post-sociale et post-historique » fondée sur une « éthique » universaliste, qui n'est pas sans rappeler cette idée de « sécurité humaine » et d'enjeux transnationaux.

aussi par trois marées noires. L'une d'elles a souillé les plages artificielles des bars et hôtels de Sentosa. Le pays se sait donc menacé par les changements climatiques ou défis sanitaires. Sur ces thèmes précis, il donnerait même l'impression de tolérer le débat, qui s'est matérialisé sur les réseaux sociaux quand des étudiants de la Nanyang Technological University se sont émus d'un accord passé avec ExxonMobil en mai 2024. De plus, le gouvernement s'est acquitté d'un don record de 24 millions $ US à l'Organisation mondiale de la santé[56]. Toutefois, d'aucuns auront eu beau jeu de remarquer sur le terrain les trop maigres concrétisations des accords de Paris de 2015[57].

Sur son élan, Singapour en viendra-t-elle à prêter attention à Moscou, voire aux BRICS, comme le font Indonésiens, Malaisiens, Thaïlandais et Vietnamiens, observateurs au sommet de Kazan et visités fin 2023 (ainsi qu'en 2024 pour les trois premiers) par une la flotte russe du Pacifique ? Au début du conflit, Singapour s'était montrée particulièrement ferme sur le plan des sanctions, tout en maintenant la construction d'un centre culturel russe[58]. Depuis : aucune actualisation. Néanmoins, les habituels juges de paix – commerce et pragmatisme – ne devraient guère pousser Singapour, son port et ses banques dans cette voie officielle. Si nécessaire, les insaisissables « zones grises » diplomatico-juridiques, entre ombres et lumière, lui siéent davantage.

En 2024, les faces immergées de l'iceberg singapourien (en contrepoids du système PAP, du monde de la finance et des deux grandes puissances), se sont rappelé au souvenir de l'analyste des tensions aussi bien politiques (localement) que géopolitiques (régionalement). La question du compte à rebours avant les impacts de ces « réchauffements » se pose encore. L'inédite attaque au couteau d'un prêtre durant son office début novembre aurait pu accélérer une prise de conscience, même si aucun motif terroriste n'a finalement été évoqué. Au contraire, l'affaire a été traitée sobrement, sans tous les émois ou avertissements généralement attendus à propos du très sensible multiculturalisme singapourien.

---

[56] Voir plus de détails dans la chronologie.

[57] Matthew Dearth, « Commentary: Singapore's climate action has been graded "highly insufficient", but is that too harsh? », *CNA*, 24 septembre 2024 : https://www.channelnewsasia.com/commentary/singapore-climate-action-tracker-target-green-paris-agreement-4620731?cid=internal_sharetool_androidphone_24092024_cna.

[58] Ng Wei Kai, « Work on Russian Cultural Centre in Singapore has begun », *Straits Times*, 23 mars 2022 : https://www.straitstimes.com/singapore/politics/work-on-russian-cultural-centre-in-singapore-has-begun.

De façon générale, le Premier ministre a promis au terme de ses 100 premiers jours de protéger les fondements traditionnels de la société singapourienne tout en veillant, *en même temps*[59], à ne pas se laisser contraindre par le poids du passé. Faut-il y voir une annonce du changement, dès maintenant ? Si c'est le cas, Lawrence Wong, qui n'est pas de la « Génération Lee Kuan Yew », a peut-être manqué les premières opportunités pour marquer sa nomination de sa propre et profonde empreinte – que ce soit à propos de la peine de mort, du *gerrymandering*, du recours à FICA et POFMA ou encore de la diplomatie. Cependant, il aura le temps pour lui, si les élections se passent sans encombre. En moyenne, les trois Premiers ministres sont restés plus de 21 ans et demi à la tête du pays. De la vigie face à l'iceberg, guettons alors les signes non plus d'un « autoritarisme doux »[60] éculé mais d'une sorte de « force tranquille », nouvelle et à définir au fil du mandat…

---

[59] Vanessa Lim, Fabian Koh, « A "balancing act" to respect the past but not allow it to constrain Singapore's future: PM Wong », *CNA*, 23 août 2023 : https://www.channelnewsasia.com/singapore/lawrence-wong-balancing-act-respect-past-future-cost-living-4563171?cid=internal_sharetool_androidphone_23082024_cna.

[60] Dennis Roy, 1994, « Singapore, China, and the "Soft Authoritarian" Challenge », *Asian Survey*, vol. 34, n° 3, p. 231-242.

Fiche Singapour

Nom officiel : République de Singapour

Capitale : Singapour

Superficie terrestre : 735,6 km²

Population (département des statistiques de Singapour, 2024) : 6,036 millions d'habitants, dont 3,635 millions de citoyens, 544 900 résidents permanents et 1,856 millions de non-résidents

Langues officielles : anglais, malais, mandarin, tamoul

Langue nationale : malais

Données politiques

Nature de l'État : république unitaire

Nature du régime : parlementaire autoritaire monocaméral

Suffrage : universel et obligatoire (à partir de 21 ans)

Chef de l'État : Tharman Shanmugaratnam (depuis septembre 2023)

Premier ministre : Lawrence Wong (depuis mai 2024)

Ministre des Affaires étrangères : Vivian Balakrishnan (depuis octobre 2015)

Ministre de la Défense : Ng Eng Hen (depuis mai 2011)

Président (*speaker*) du Parlement : Seah Kian Peng (depuis août 2023)

Échéances : élections à venir avant novembre 2025

Indicateurs démographiques et sociologiques

Principaux groupes ethniques (parmi les citoyens ; département des statistiques de Singapour, 2024) : Chinois (75,6 %), Malais (15,1 %), Indiens (7,56 %), autres (1,74 %)

Religions (citoyens et résidents permanents âgés de plus de 15 ans ; département des statistiques de Singapour, 2021) : bouddhisme (31,1 %), athéisme (20 %), christianisme (18,9 %), islam (15,6 %), taoïsme et autres religions traditionnelles chinoises (8,8 %), hindouisme (5 %), autres (0,6 %)

Chronologie

JANVIER 2024

09 • Un projet de loi est adopté pour conférer au ministre du Commerce et de l'Industrie des pouvoirs considérables afin de contrôler ou bloquer les rachats d'entreprises si les acquisitions sont considérées comme un risque pour la sécurité nationale.

31 • Selon le service météorologique de Singapour, l'année 2024 est la plus chaude jamais enregistrée dans la cité-État (28,4 °C en moyenne), au coude-à-coude avec 2016 et 2019. Indépendamment, les mois d'avril, juillet et décembre ont également battu des records de chaleur par rapport aux moyennes mensuelles des années précédentes.

FÉVRIER 2024

05 • L'Office de la défense civile (OCD) s'engage à améliorer la gestion des bassins fluviaux pour atténuer les risques d'inondation.

MARS 2024

18 • Le secteur énergétique contribuant à près de 40 % des émissions carbone de la cité-État, plusieurs alternatives sont envisagées, comme la modification du mix énergétique, par exemple par le développement de l'énergie nucléaire.

AVRIL 2024

11 • Le Premier ministre Lee Hsien Loong annonce qu'il transmettra les rênes au vice-Premier ministre Lawrence Wong à compter du 15 mai, marquant le premier changement de direction de la cité-État en 20 ans.

MAI 2024

11 • Selon le dernier rapport d'inégalité de genre publié par les Nations unies, Singapour se classe au huitième rang mondial sur 166 pays et au premier rang dans la région Asie-Pacifique pour son faible niveau d'inégalité entre les hommes et les femmes.

30 • La ministre de la Santé, Ong Ye Kung octroie un don de 24 millions $ US à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour soutenir le nouveau mécanisme de financement destiné à relever les défis liés au changement climatique, aux migrations à grande échelle, aux menaces épidémiques et au vieillissement de la population mondiale. C'est le montant le plus élevé que Singapour ait jamais donné à l'organisation.

31 • Un ressortissant chinois de 35 ans, Wang Yunhe, est arrêté à Singapour pour avoir créé puis exploité un logiciel malveillant, à l'origine d'un réseau « d'ordinateurs zombies » permettant à des cybercriminels de dérober des milliards de dollars US, d'exploiter des

enfants et de commettre des fraudes financières. Dans le cadre d'une opération menée par le département de la Justice des États-Unis, Washington dépose une demande d'extradition à l'encontre de Wang Yunhe.

JUIN 2024

02 • Le vice-Premier ministre, Heng Swee Keat, annonce l'injection de 300 millions $ US supplémentaires pour le développement de la technologie quantique. Le gouvernement souhaite se concentrer sur la recherche dans ce domaine et sur la formation de talents pour construire des processeurs quantiques dans le pays.

06 • La construction du mémorial des fondateurs dédié aux pionniers de Singapour et aux valeurs qu'ils ont incarnées a débuté, pour une ouverture prévue en 2028.

14 • Singapour offre aux raffineurs et aux entreprises pétrochimiques des remises sur la taxe carbone pouvant aller jusqu'à 76 %, pour 2024 et 2025. Ces avantages fiscaux s'expliquent par un contexte de concurrence croissante avec les nouvelles usines de Chine et du Moyen-Orient.

18 • La première édition sud-est asiatique de la liste *Fortune 500*, qui classe les plus grandes entreprises en fonction de leur chiffre d'affaires, compte 84 entreprises basées à Singapour ; cinq d'entre elles sont classées dans le top 10. L'entreprise Trafigura, se classe première et le groupe DBS dixième.

JUILLET 2024

14 • Au large d'Hawaï et avec 28 autres pays, la frégate RSS Stalwart de la marine de la République de Singapour participe au plus grand exercice naval au monde, intitulé Rim of the Pacific (RIMPAC).

23 • Les Forces aériennes de la République de Singapour (RSAF) envoient 450 militaires en Australie pour participer à l'édition 2024 de Pitch Black, un exercice multinational biannuel de combat aérien.

24 • Plus de 10 141 cas de dengue sont enregistrés sur l'année 2024, dépassant les 9 949 cas de 2023. L'Agence nationale de l'environnement déclare que ce chiffre pourrait augmenter dans les mois à venir compte tenu de la forte population de moustiques porteurs de la maladie et de la faible immunité de la population.

24 • Le passeport singapourien reprend sa première place en tant que passeport « le plus puissant du monde ». Les Singapouriens bénéficient d'une entrée sans visa dans 195 des 227 destinations de voyage, selon le classement publié par Henley. Dans un autre classement (*Global Passport Power Rank 2024*), Singapour pointe au sixième rang.

AOÛT 2024

15 • Plusieurs entreprises de Singapour et de la province chinoise du Sichuan signent cinq accords lors du 24e Comité de commerce et d'investissement Singapour-Sichuan. Le commerce entre les deux parties a augmenté de 15 % au premier semestre 2024.

23 • La ministre du Développement numérique et de l'Information, Josephine Teo, déclare que les professionnels de tous les secteurs sont encouragés à acquérir des compétences en intelligence artificielle (IA). À cette fin, ils vont bénéficier d'un plus grand nombre d'opportunités de formation.

28 • À partir d'avril 2025 et sous certaines conditions, environ 60 000 résidents de Singapour sans emploi pourront bénéficier d'un programme d'aide de retour à l'emploi intitulé *SkillsFuture*. Si les résidents permanents ne seront concernés que plus tard et dans de faibles proportions, leur situation semble néanmoins commencer à préoccuper le gouvernement.

SEPTEMBRE 2024

05 • Lawrence Wong rencontre le Premier ministre indien Narendra Modi, en visite officielle dans la cité-État. Ils concluent une série d'accords visant à renforcer la collaboration dans le domaine des semi-conducteurs et des technologies numériques. Singapour représente 10 % de la production mondiale de puces et environ 20 % de la production d'équipements de fabrication de semi-conducteurs. Singapour représente le sixième partenaire commercial de l'Inde et sa première source d'investissements directs étrangers, avec 11,77 milliards $ US, soit environ 27 % du total.

11 – 13 • Visite du pape François, qui célèbre une messe le 12 septembre devant 50 000 personnes.

23 • Les cas d'escroquerie et de cybercriminalité ont augmenté de 49,6 % en 2023 pour atteindre un total de 50 376 incidents, contre 33 669 en 2022 et seulement 11 135 en 2019, selon les données de la police de Singapour. Par contraste, 19 966 agressions physiques ont été signalées en 2023, contre 20 193 en 2022 et 23 980 en 2019.

27 • Le dollar de Singapour s'est apprécié à environ 1,281 par rapport au dollar américain, soit son niveau le plus élevé depuis octobre 2014.

OCTOBRE 2024

1er • L'ancien ministre des Transports S. Iswaran est condamné à un an de prison pour avoir obtenu des cadeaux d'une valeur d'environ 313 200 $ US, sur une période de sept ans, de la part de deux hommes d'affaires – sino-malaisien et singapourien – dont il est proche.

09 • Le créateur de *ChatGPT* compte ouvrir à Singapour son deuxième bureau en Asie, dans le courant de l'année 2024.

14 • Les tribunaux de Singapour demandent aux couples qui souhaitent divorcer à l'amiable de tenter une réconciliation s'ils estiment qu'il y a une possibilité raisonnable de sauver leur mariage. Les couples doivent indiquer par écrit leurs tentatives de réconciliation et les raisons de leur décision de divorce. Toutes ces mesures marquent un recul majeur du droit au divorce.

16 • À la suite du blocage d'un projet entre Income Insurance et l'assureur allemand Allianz, des membres du Parlement s'inquiètent que l'intervention du gouvernement dans les transactions d'entreprises ne nuise à la réputation d'affaires de Singapour.

29 • Le National Graduate Research Innovation Programme, lancé en janvier 2025 par les universités NUS et NTU, disposera de 50 millions $ US pour soutenir les *start-ups* dans des domaines comme l'IA et les semi-conducteurs, en les reliant à des investisseurs et en facilitant leur accès à la propriété intellectuelle des universités.

NOVEMBRE 2024

02 • Le ministre du Développement durable et de l'Environnement, Grace Fu, annonce que Singapour finance volontairement les pays en développement pour lutter contre le changement climatique.

DÉCEMBRE 2024

17 • L'Australie renouvelle son mémorandum d'entente (MoU) avec Singapour, pour promouvoir la coopération scientifique et technologique entre les deux pays, particulièrement au sujet de l'IA. Le dernier MoU entre les deux pays avait été signé en 2020.

Portraits


Photo : Ministre du Commerce et de l'Industrie de Singapour

Gan Kim Yong[61]

Difficile de distinguer une âme de chef de file au sein du gouvernement après le remaniement de mai 2024[62]. Parmi les promus, Desmond Tan, ancien général et ancien dirigeant du PAP, ne compte, à 54 ans, que quatre ans d'expérience politique ; Rahayu Mahzam, 43 ans et déjà neuf ans de vie politique, sera tôt ou tard exclue des postes les plus sensibles à cause de son origine ethnique (malaise) ; quant à Low Yen Ling, 49 ans et 13 ans de vie politique, elle serait en charge de plus hautes responsabilités si d'exceptionnelles compétences avaient été démontrées. Preuve de cette inertie dans les ressources humaines, le Cabinet – sorte de Saint des Saints gouvernemental – demeure inchangé.

Seul un promu s'y distingue : Gan Kim Yong, 65 ans et 23 ans de vie politique – sans que son parcours ait été jusqu'ici particulièrement remarquable ni même remarqué. Peut-être doit-il sa nomination au poste de vice-Premier ministre à sa discipline infaillible et à sa connaissance de l'appareil PAP, qu'il a dirigé ? Il est aussi en mesure de faciliter la transition du fait de ses fonctions passées dans les ministères de la Santé, de l'Éducation, de l'Emploi et aujourd'hui du Commerce et de l'Industrie. Il a également été nommé à la tête du Trésor singapourien.

---

[61] Voir sa biographie officielle sur le site du Parlement : https://www.parliament.gov.sg/mps/list-of-current-mps/mp/details/gan-kim-yong.

[62] Quelques jeunes pousses devront être surveillées lors de la prochaine campagne électorale : Ng Wei Kai, Goh Yan Han, « New faces emerge across constituencies ahead of the next GE: Who are they so far? », *Straits Times*, 9 novembre 2024 : https://www.straitstimes.com/singapore/politics/new-faces-emerge-across-constituencies-ahead-of-the-next-ge-who-are-they-so-far.sg/cris/rp/rp00299.

Walid Jumblatt Abdullah[63]



Ce dynamique *associate professor* singapourien enseigne la science politique à Nanyang Technological University après un doctorat obtenu sous une double tutelle National University of Singapore-King's College. Ses sujets de prédilection (vies politiques singapourienne et malaisienne, relations État-islam) ainsi que ses talents de communiquant l'ont poussé à produire un podcast vidéo intitulé *Teh tarik with Walid* (Un thé « *tarek* »[64] avec Walid). Au gré de la vingtaine de longs entretiens par an, pour un total de cent numéros fin 2024, il ne s'interdit pas des sujets possiblement polémiques, avec parfois des membres de l'opposition comme invités. Il s'offre également des détours vers l'étranger, comme lors des élections américaines, surtout quand il s'agit d'aborder la question des minorités. Ces derniers mois, la Palestine a pris le dessus sur tous les autres sujets.

Cet Indien musulman, attaché à son identité et aux allures libérales, traite de cette même question – et d'autres – lors des ateliers organisés par la librairie Wardah ; ce repaire d'intellectuels musulmans a été fondé en 2002 dans le quartier malais de Bugis[65].

Avec 10 500 de personnes qui le suivent aussi sur *Instagram* et 6 270 sur *Youtube*, « WJB » peut peser sur les débats, prendre de la hauteur, sans rejoindre aucun parti.

---

[63] Voir son compte *Instagram* : https://www.instagram.com/walidj.abdullah/.
[64] À l'indienne, sucré, avec du lait et versé de haut pour mieux l'oxygéner.
[65] Voir le site officiel : https://wardahbooks.com/.

Arrêt sur image



De plus en plus de couples singapouriens choisissent de retarder ou de renoncer complètement à la parentalité, ce qui pose des problèmes croissants en matière de main-d'œuvre et de croissance économique[66].

Source : The Business Times

Près de 50 ans après la campagne appelant à ne pas avoir plus de deux enfants (« *Two is enough* »), le gouvernement doit aujourd'hui faire face à une grave crise de la natalité. En 2013, le *Population White Paper* (livre blanc sur la population) tirait déjà la sonnette d'alarme : il visait une population de 6,9 millions d'habitants à l'horizon 2030 et insistait sur le nécessaire recours à l'immigration. Chose rare à Singapour : il s'en suivit des manifestations au Speakers' Corner (espace public dédié à la libre-expression, dans la tradition britannique) et ce sont les partis les plus libéraux qui appelèrent à la préférence nationale. 11 ans plus tard, alors que la population atteint les six millions d'habitants, la question se pose avec d'autant plus d'acuité que le nombre de citoyens et résidents permanents de moins de 20 ans a baissé de 0,4 % en un an. Comme lors des élections de 2015, la démographie devrait

---

[66] « What can be done about a shrinking workforce caused by population decline? », *The Business Times*, 27 Mai 2024 (www.businesstimes.com.sg/videos/what-can-be-done-about-a-shrinking-workforce-caused-by-population-decline/6353752354112).

animer les débats des élections à venir. Quant à savoir si les enfants singapouriens iront conduire les tractopelles ou monter les échafaudages, rien n’est moins sûr. Plus de bébés ne signifiera pas mécaniquement plus de travailleurs sur les chantiers ou dans les usines.



BIRMANIE
LAOS
VIETNAM
Golfe du Tonkin
Chiang Rai
Mae Hong Son
Phayao
Chiang Mai
Nan
Lampang
Phrae
Uttaradit
Nong Khai
Loei
Udon Thani
Nakhon Phanom
Sukhothai
Sakon Nakhon
Tak
Phitsanulok
Mae Sot
Khon Kaen
Phetchabun
Kalasin
Roi Et
Yasothon
Chaiyaphum
Golfe de Martaban
Nakhon Sawan
Bua Yai
Uthai Thani
Nakhon Ratchasima
Buriram
Ubon Ratchathani
Surin
Suphan Buri
Ayutthaya
Kanchanaburi
Bangkok
Nakhon Pathom
CAMBODGE
Rachaburi
Chon Buri
Petchaburi
Rayong
Sattahip
Trat
Prachuap Kiri Khan
VIETNAM
N
O
E
S
Chumphon
Golfe de Thaïlande
Ranong
La Thaïlande
Surat Thani
Capitale
Nakhon Si Thammarat
Ville
Phangnga
Autoroute
Krabi
Limite régionale
Phuket
Trang
Phatthalung
Frontière maritime
Songkhla
Pattani
Mer d'Andaman
Hat Yai
Narathiwat
Yala
0
50
100 km
Mer de Chine méridionale
©IRASEC
MALAISIE
97°
100°
103°
106°
18°
15°
12°
9°
6°

Thaïlande
La pression des réformes s'accroît dans un contexte de paralysie politique

Henning Glaser

L'année 2024 a été marquée par les perturbations bien connues du processus politique thaïlandais : destitution du Premier ministre, dissolution du principal parti d'opposition et avalanche d'allégations juridiques à l'encontre du camp allié à Thaksin Shinawatra et du mouvement progressiste. Le camp Thaksin, qui reste à la tête du gouvernement a les mains liées. Alors que le mouvement progressiste est de plus en plus marginalisé, le Bhumjaithai (BJT), parti conservateur-populiste, continue d'émerger comme une force politique significative.

Entre-temps, les défis socio-économiques et les changements géopolitiques placent la Thaïlande à la croisée des chemins, avec des pressions croissantes en faveur de réformes, mais un système politique incapable de mettre en œuvre les changements nécessaires.

L'entrée du pays dans le processus d'adhésion à l'OCDE et sa reconnaissance comme État partenaire des BRICS reflètent une nouvelle politique étrangère proactive et constituent certainement un succès diplomatique, mais soulèvent des questions sur la capacité de la Thaïlande à maintenir sa « diplomatie du bambou » et à entreprendre les réformes requises pour l'adhésion à l'OCDE.

L'équilibre politique en marche

Le contexte : une politique fluide aux clivages flous

Dix ans après le coup d'État militaire de 2014, le paysage politique continue d'en porter les conséquences, la Constitution de 2017 contraignant fortement la démocratie électorale. Et pourtant, les deux partis « militaires » qui avaient gouverné sans élections jusqu'en 2019 ont subi une défaite cuisante lors des élections de 2023, car ils n'ont remporté ensemble que 76 des 500 sièges. De même, leur partenaire de coalition, le Parti démocrate (Pak Prachatipat) – un bastion royaliste depuis 1946 – a vu sa représentation chuter à 25 sièges avant de se diviser en interne. Seul victorieux, le Bhumjaithai (BJT, 71 sièges), désormais le plus grand parti de la coalition de 2019.

En revanche, les deux principales forces d'opposition ont crû en importance : le Pheu Thai Party (PTP, 141 sièges), fidèle à l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra renversé par le coup d'État de 2006, et, surtout, le Move Forward Party (MFP, 151 sièges), progressiste, qui a succédé au Future Forward Party (FFP), fondé en 2018 mais dissous en 2020. Initialement, les deux partis prévoyaient de former un gouvernement de coalition avec une majorité stable, soutenue par au moins deux petits partis affiliés au PTP qui auraient apporté 15 sièges supplémentaires. Malgré de clairs résultats électoraux, les perspectives de l'alliance MFP-PTP se sont rapidement heurtées aux réalités du pouvoir et des règles constitutionnelles, la Constitution post-coup d'État de 2017 disposant que l'élection du Premier ministre ne relève pas uniquement de la Chambre des représentants élue, mais également des 250 sénateurs, nommés de facto par l'armée en vertu d'une disposition transitoire expirant en 2024. Sans surprise, la plupart de ces sénateurs ont refusé de soutenir un gouvernement MFP-PTP.

En outre, le cadre constitutionnel profondément anti-électoral[1] comprend de soi-disant « organes de surveillance »[2], Cour constitutionnelle incluse, traînant une longue histoire d'intervention dans la politique constitutionnelle au détriment du

[1] Henning Glaser, 2021, « Permutations of the Basic Structure: Thai Constitutionalism and the Democratic Regime with the King as Head », *in* Andrew Harding et Munin Pongsapan (dir.), *Thai Legal History: From Traditional to Modern Law*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 233-251.

[2] Henning Glaser, 2018, « Watchmen with and without Arms? - Some Remarks on Selected Oversight Bodies Under the 2017 Constitution », *in* Ingwer Ebsen, Dirk Ehlers et Henning Glaser (dir.), *Democracy, Constitution and Human Rights, Festschrift in Honour of Warawit Kanithasen*, seconde edition révisée et augmentée, Bangkok, M. & M. Laser Print, p. 448-500.

camp Thaksin et du mouvement progressiste. Ainsi, il est vite devenu évident que le MFP – seul parti à prôner une redéfinition du consensus politique hégémonique – et son candidat au poste de Premier ministre auraient peu de chances de surmonter les obstacles posés par ces « organes de surveillance ». Puis les forces conservatrices ont admis que le meilleur moyen de freiner le MFP, ses éventuels avatars et le mouvement progressiste consistait à coopter le PTP.

Cela laissait peu de marges de manœuvre au PTP, qui a éprouvé par le passé la rigueur de l'appareil disciplinaire constitutionnel et du droit pénal – Thaksin et sa sœur Yingluck, évincée en 2014, ont connu de longues années d'exil. Toutefois, l'évolution du paysage politique rendait possible un compromis avec le Palais et un retour au pouvoir.

De cela est née une constellation politique inimaginable un an auparavant, avec l'élection de Srettha Thavisin, homme d'affaires milliardaire et outsider politique, au poste de Premier ministre, grâce au soutien du PTP et de ses adversaires politiques, le MFP devenant le premier parti d'opposition. Cette élection a coïncidé avec le retour de Thaksin en Thaïlande après 15 ans d'exil. Condamné à huit ans de prison pour abus de pouvoir et conflits d'intérêts durant son mandat (2001-2006), sa peine a été réduite à une année par le roi en septembre 2023. Finalement, Thaksin aura passé six mois en détention à l'hôpital pour raisons de santé, avant sa libération sur parole en février 2024.

Cette évolution a suscité la frustration et l'opposition de l'ensemble des sensibilités politiques, introduisant ainsi un nouveau clivage, vertical, qui s'ajoute à la polarisation existante entre les différents camps politiques. Dans certains cas, le fossé séparant élite politique et bases électorales traditionnelles a commencé à éclipser le clivage jaune (royalistes conservateurs)-rouge (PTP) autrefois dominant, aux dépens de ces deux blocs politiques, à l'exception du BJT qui appartient au premier.

L'examen de la structure globale du pouvoir montre clairement l'affaiblissement de la plupart des centres de pouvoir ou l'effacement de leurs figures clés. Rarement dans l'histoire de la Thaïlande, aussi peu d'acteurs individuels se sont distingués sur la scène politique. Même Thaksin, de loin le personnage politique le plus influent, ressemble à un Prométhée enchaîné.

Carottes et bâtons pour le camp de Thaksin

Avec sa libération conditionnelle en février, Thaksin est apparu plus que jamais comme la véritable force du gouvernement de Srettha, perception renforcée en avril lors d'un important remaniement ministériel, un de ses proches, Pichit Chuenban, ayant été nommé ministre auprès du cabinet du Premier ministre.

Fin mai, la Cour constitutionnelle a rejeté une plainte prétextant d'une ingérence illégale de Thaksin dans la politique nationale, sans endiguer un continu flux de plaintes fondées sur diverses allégations. Une action contre Thaksin affecterait probablement aussi le PTP, car la loi interdit toute influence extérieure sur un parti politique et pourrait conduire à sa dissolution. Ainsi, en juin, Thaksin a-t-il été inculpé de crime de lèse-majesté et de violations de la loi sur la criminalité informatique, pour des remarques faites dans une interview en 2015 au sujet du coup d'État militaire qui avait renversé le gouvernement de sa sœur l'année précédente. Un mandat d'arrêt a été émis à son encontre, puis suspendu à la condition que Thaksin remette son passeport et ne quitte pas le pays sans autorisation.

En août, la Cour constitutionnelle a démis le Premier ministre Srettha de ses fonctions, estimant que la nomination de Pichit en avril violait les normes éthiques établies par la Constitution, car Pichit avait purgé six mois de prison en 2008 pour tentative de corruption sur un juge dans une affaire contre Thaksin. Pourtant, des situations analogues par le passé n'avaient pas posé problème et Srettha avait fait demander des garanties juridiques avant de nommer Pichit… Srettha est donc le quatrième Premier ministre depuis le coup d'État de 2006 à être démis de ses fonctions par une décision de la Cour constitutionnelle.

Cet arrêt n'a pas produit d'autres effets. Deux jours plus tard, la coalition gouvernementale élisait confortablement (319 voix contre 145) comme Première ministre Paetongtarn Shinawatra, 37 ans, fille de Thaksin et sans réelle expérience politique. Le lendemain, le roi Vajiralongkorn mettait fin à la période de probation de Thaksin, deux semaines avant l'expiration prévue, en accordant une grâce royale hautement symbolique, interprétée comme le signe que le Palais n'était pas opposé à ce qu'il conserve ses positions.

Paetongtarn, elle aussi, a dû affronter une série de recours en justice, souvent menés par des opposants liés à des factions présentes au sein même de son gouvernement. L'un des principaux points d'achoppement a été la nomination comme conseiller de Nattawut Saikuar, ancien secrétaire général du Front uni pour

la démocratie contre la dictature (les « chemises rouges »), celui-ci ayant été condamné en 2011 à une peine avec sursis pour son rôle dans les manifestations de masse de 2009 et 2010. La nomination de Phumtham Wechayachai commme vice-Premier ministre et ministre de la Défense, a également déplu aux militaires[3] du fait de lointains antécédents : lorsqu'il était étudiant, il aurait été impliqué dans le mouvement communiste clandestin, avant de se rallier à Thaksin en 1994. Depuis, il est à la fois une figure clé de l'empire commercial de Thaksin et l'un de ses plus proches alliés politiques.

Bien que le camp Thaksin ait conservé le poste de Premier ministre, il est resté lié à une coalition précaire et a continué de s'exposer à des contestations en tous genres. La sensibilité à ces risques, profondément ancrée dans l'expérience politique du camp Thaksin depuis 2006, a eu un impact sur la capacité de son administration à mettre en œuvre la gouvernance dont le pays a besoin et que les électeurs du PTP – en particulier les fidèles de Thaksin – attendent.

Affaiblissement durable du camp progressiste

Dans le même temps, le mouvement progressiste a été écarté. Le parti progressiste de la première génération, le Future Forward Party (FFP), et ses dirigeants, avaient déjà été exclus de la vie politique par la Cour constitutionnelle en 2019 et 2020, et son chef Thanathorn Juangroongruangkit accusé de crime de lèse-majesté. En 2024, la deuxième génération de progressistes, victorieuse en 2023 sous la houlette du MFP, a connu un sort similaire.

En janvier 2024, la Cour constitutionnelle a d'abord statué en faveur de Pita Limjaroenrat, chef du MFP, dans le cadre d'une procédure judiciaire intentée contre lui, avant de déclarer, le même mois, que le parti et ses dirigeants avaient violé un principe de base de l'ordre constitutionnel consacrant le rôle central de la monarchie, en faisant campagne pour une modification de la loi sur le crime de lèse-majesté. En juillet, Pita était suspendu du Parlement, accusé d'avoir enfreint une disposition constitutionnelle interdisant aux parlementaires la détention d'actions dans une société de médias. Un mois plus tard, et une semaine avant la destitution de Srettha, la Cour constitutionnelle a finalement dissous le MFP sur la base de sa décision de

[3] « Phumtham battles military distrust over his insurgent past », *Thai PBS*, 7 septembre 2024, https://world.thaipbs.or.th/detail/54656.

janvier, interdisant simultanément à ses dirigeants, Pita inclus, de participer à la vie politique du parti et d'exercer des fonctions publiques pendant dix ans.

Les 143 parlementaires restants du MFP se sont alors regroupés au sein d'un parti progressiste de troisième génération, le People's Party (PP), dirigé par Natthapong Ruengpanyawut. La dissolution du MFP et la purge de ses dirigeants n'a donné lieu qu'à une pétition étudiante, sans déclencher de manifestations à grande échelle.

En avril, Thanathorn a fait à nouveau la une des journaux en achetant la résidence parisienne de Pridi Banomyong, leader de la révolution siamoise de 1932, achat présenté lors d'un événement *Facebook Live* comme un contrepoint symbolique aux efforts déployés à Bangkok pour effacer la mémoire des révolutionnaires de 1932[4]. Un mois plus tard, son jeune frère était condamné à quatre mois de prison dans une affaire de corruption.

Les attaques successives contre un mouvement progressiste encore jeune, sans vétérans au contraire des autres partis et qui s'efforce encore d'étendre son implantation au niveau national, produisent des effets de plus en plus sensibles.

BJT : partenaire de la coalition, révélateur et adversaire potentiel de Thaksin

Parmi les autres partis, en particulier au sein du bloc royaliste de la coalition au pouvoir, le parti populiste et royaliste-nationaliste BJT, troisième force parlementaire, est actuellement le plus susceptible d'assumer un rôle de leader si le PTP était à nouveau écarté du pouvoir.

Au sein du gouvernement, le BJT détient un poste de vice-Premier ministre grâce à son leader Anutin Charnvirakul, qui contrôle également le puissant ministère de l'Intérieur. En outre, le parti occupe quatre postes de ministre et quatre postes de vice-ministre. Contrairement à la plupart des autres partis, le BJT semble être sur une trajectoire ascendante modeste mais relativement stable, tant en termes de

4 « Thanathorn buys Pridi's home in France to raise historical awareness », *The Nation*, 6 avril 2024, www.nationthailand.com/thailand/politics/40037036.

soutien des électeurs que d'expansion de son influence, ascension également sensible dans la formation du nouveau Sénat en juin[5].

Le BJT entretient des liens étroits avec l'armée, comme en témoigne sa tentative réussie d'obtenir le poste de premier vice-président du Sénat pour l'ancien commandant adjoint de l'armée, le général Kriangkrai Srirak, qui était auparavant le principal conseiller d'Anutin en tant que ministre de l'Intérieur[6].

Nouvelles règles du jeu : le « nouveau » Sénat, l'amnistie et la réforme constitutionnelle

Outre les changements fondamentaux déjà adoptés concernant la composition et le rôle du Sénat en juin 2024, deux débats politiques majeurs ont dominé l'année 2024 : l'adoption d'une loi d'amnistie pour les délits politiques commis au cours des deux dernières décennies et la révision de la Constitution post-coup d'État de 2017.

Après l'expiration de la disposition constitutionnelle transitoire qui avait permis au Sénat de participer à l'élection du Premier ministre, des élections ont été organisées en juin 2024 pour un Sénat nouvelle formule, constitué de 200 membres élus selon un suffrage indirect complexe et impliquant 20 groupes professionnels. Il n'est plus associé à l'élection du Premier ministre, mais conserve d'importantes prérogatives. Ce changement a considérablement modifié l'équilibre des pouvoirs, en faveur du camp aligné sur Thaksin et, en particulier, du mouvement progressiste, mais le PTP et le MFP/PP n'en ont guère tiré profit. Les sénateurs sont officiellement non partisans, mais officieusement souvent alignés sur les partis, or, de manière inattendue, le BJT, loyaliste et favorable aux militaires, a obtenu entre 120 et 130 des sièges du Sénat, contre 18 sièges pour le MFP/PP et 12 pour le PTP[7].

Par ailleurs, une transformation plus profonde du paysage politique pourrait résulter de l'adoption d'une loi d'amnistie et d'une réforme constitutionnelle globale. Ces deux questions ont été au cœur de la campagne électorale de 2023 et

---

[5] Termsak Chalermpalanupap, « Bhumjaithai Party Reaps Windfall Benefits from Astonishing Outcome of Thai Senate Election », *ISEAS Perspective*, 2024/57, www.iseas.edu.sg/wp-content/uploads/2024/06/ISEAS_Perspective_2024_57.pdf.

[6] « Behind the scenes: Political ties and controversies in Thailand's Senate leadership », *Thai PBS*, 8 août 2024, https://world.thaipbs.or.th/detail/54230.

[7] Japhet Quitzon, « The Latest on Southeast Asia: Thai Senate Elections », *CSIS*, 18 juillet 2024, www.csis.org/blogs/latest-southeast-asia/latest-southeast-asia-thai-senate-elections.

restent parmi les débats les plus controversés à l'approche de 2025. Compte tenu des nombreuses condamnations, des affaires judiciaires en cours et des inculpations pendantes contre des dirigeants du PTP pour des délits « politiques », une amnistie générale priverait leurs adversaires d'une arme juridique cruciale. La proposition la plus controversée dans le débat sur l'amnistie émane du PP, qui préconise d'inclure les crimes de lèse-majesté dans cette loi, alors qu'une décision passée de la Cour constitutionnelle interdit explicitement tout amendement sur ce point.

Le débat sur la réforme constitutionnelle, déjà bloqué sur des questions de procédure, notamment sur l'opportunité de créer une assemblée pour la rédaction de la Constitution, est encore plus complexe et chargé de controverses. La constitution de 2017 est notoirement difficile à modifier, et le désaccord persiste sur la faisabilité d'une révision constitutionnelle complète. Certaines propositions de révision de la Constitution sont tout aussi controversées. Alors que le camp aligné sur Thaksin cherche à démanteler les principaux obstacles structurels qui limitent les partis politiques et les titulaires de fonctions, le mouvement progressiste va plus loin, poussant à des changements que les critiques considèrent comme une tentative pure et simple de redéfinir les principes de l'ordre constitutionnel.

L'armée : un centre de pouvoir silencieux mais tenace

L'armée thaïlandaise est restée un lieu de pouvoir ambivalent. D'une part, l'*establishment* militaire n'a pas su apporter d'améliorations structurelles sur les questions les plus urgentes lorsqu'il gouvernait, tandis que, du point de vue des loyalistes, il a lutté pour contenir à la fois le camp aligné sur Thaksin et le mouvement progressiste. Mais d'autre part, depuis son arrivée au pouvoir en 2023, le gouvernement allié à Thaksin n'est pas parvenu à étendre significativement son influence sur les forces armées. Les tentatives du MFP, dirigé par l'opposition, et du PTP, pour faire adopter des réformes – réduction du nombre de généraux en activité, révision des critères de promotion, réforme de la conscription, restructuration du budget et réglementation des marchés publics – n'ont finalement rien donné en 2024.

La résilience de l'armée est particulièrement évidente en matière d'attribution des postes. La nomination de Phumtham Wechayachai à la tête du ministère de la Défense doit être considérée dans le contexte du maintien du général Sanitchanok Sangkachantra comme secrétaire permanent du ministère et de la nomination du

général à la retraite Nattapol Nakpanit – seul membre du gouvernement sans affiliation partisane – en tant que vice-ministre de la Défense. Ces deux personnalités sont étroitement liées aux auteurs du coup d'État de 2014 : le général Nattapol est lié à l'ancien Premier ministre Prayuth Chan-o-cha, aujourd'hui membre du Conseil privé du roi, et Sanitchanok est lié à la fois à Prayuth et au général Prawit Wongsuwan. En outre, le secrétaire permanent adjoint du ministère, qui devrait succéder à Sanitchanok en 2025, est le général Tharapong Malakam, un ancien commandant adjoint de l'armée entretenant des liens étroits avec Prawit[8].

Par ailleurs, lors du remaniement d'octobre 2024, le premier sous un gouvernement civil depuis 2013[9], le PTP n'a pu promouvoir au poste clé de commandant de l'armée son candidat, le général Ukrit Buntanon, commandant adjoint de l'armée. Au lieu de cela, le Palais et les forces armées ont imposé leurs propres choix en matière de leadership, le remaniement accordant encore plus de promotions aux grades d'officiers de l'armée de terre qu'en 2023.

Comme le veut la structure militaire thaïlandaise, les réseaux d'officiers, façonnés par les affectations dans les unités de formation, restent essentiels à l'avancement de la carrière. Les nominations de 2024 ont renforcé l'influence prépondérante du supergroupe Kho Daeng (« Bordure rouge »), créé par le roi en 2018. Plutôt que de concurrencer directement les factions traditionnelles, le Kho Daeng intègre des officiers de plusieurs groupes, agissant comme une structure unificatrice qui supplante les divisions entre factions tout en permettant des affiliations croisées. Outre le rôle dominant de Kho Daeng, la faction Wongthewan (« Progéniture divine »), dont le roi Rama X est un membre honoraire, reste le groupe militaire traditionnel le plus influent, tandis que les Burapha Phayak (« Tigres de l'Est »), liés aux leaders du coup d'État de 2014, Prayuth et Prawit, ont été légèrement relégués à un rôle secondaire. Le groupe Kho Daeng est composé d'officiers personnellement sélectionnés par le roi pour suivre une formation spécialisée, indépendamment de leurs affiliations antérieures aux factions militaires traditionnelles.

Le nouveau chef de l'armée, le général Pana Klaewplaudtuk, est un officier de Kho Daeng, un membre de la faction Wongthewan et un dirigeant de la classe 26

[8] Paul Chambers, « Military Appointments as Guardian Tactic against Civilian Control: Comprehending Thailand's 2024 Military Reshuffles », *ISEAS Perspective*, 2024/82, www.iseas.edu.sg/wp-content/uploads/2024/09/ISEAS_Perspective_2024_82.pdf.

[9] Voir aussi, pour ce qui suit, Chambers, *supra*, fn. 21.

des pré-cadets. Son mandat, qui court jusqu'en 2027, garantit le maintien de l'autonomie militaire par rapport au PTP. Parmi les cinq autres postes de haut niveau, deux sont occupés par des officiers appartenant à des factions militaires distinctes : le général Nattawut Nakanakorn (commandant adjoint de l'armée) des Muak Daeng (Forces spéciales) et le général Thongchai Rotyoi (chef d'état-major de l'armée) de l'unité Sua Dam (« Panthère noire »). Les deux autres officiers clés sont étroitement liés aux généraux Pana et Prayuth, respectivement.

En résumé, l'armée reste fermement loyaliste après le remaniement de 2024. Les influences traditionnelles des factions sont éclipsées par le réseau Kho Daeng soutenu par le Palais, ce qui empêche tout groupe militaire de consolider un pouvoir excessif. La faction des putschistes de 2014 a perdu du terrain au profit du groupe Wongthewan et, surtout, l'influence des civils reste minime.

Le Palais : lointain mais tout-puissant

L'influence du Palais, enfin, reste une constante des affaires intérieures, sur un mode subtil.

Deux évolutions sont à relever concernant la famille royale au sens large. La première est le réengagement public continu de Vacharaesorn Vivacharawongse, le deuxième fils du roi Rama X, qui a grandi à l'étranger et est revenu en Thaïlande pour la première fois en 2023. Ses visites ultérieures en 2024, ainsi que plusieurs apparitions publiques symboliques, ont renforcé sa présence croissante en Thaïlande. La seconde est une élévation royale rare, celle du général Mom Chao Chalermsuk Yugala (74 ans), descendant du roi Rama V, à un rang supérieur dans la hiérarchie de la famille royale. Ce prince a déjà occupé des postes clés au service du Palais, notamment sous Rama X[10].

[10] « ในหลวง มีพระบรมราชโองการ สถาปนาพระวรวงศ์เธอ พระองค์เจ้าเฉลิมศึกยุคล » [Décret royal. Élévation du prince Chalermsuk Yugala au rang d'altesse sérénissime], *mgronline.com*, 16 juin 2024, https://mgronline.com/onlinesection/detail/9670000051560.

L'impulsion de la politique étrangère : substance ou spectacle ?

Depuis le remaniement ministériel d'avril 2024, la politique étrangère de la Thaïlande n'est plus sous l'autorité de Parnpree Bahiddha-Nukara, ex-ministre des Affaires étrangères et vice-Premier ministre démissionnaire. Le relais a été assuré par Maris Sangiampongsa, diplomate de carrière et proche collaborateur de Thaksin depuis 1994 et jusqu'au coup d'État militaire de 2006[11]. Ses liens avec Thaksin ont conduit certains observateurs à se demander s'il réussirait à développer sa propre ligne de politique étrangère, d'autant que Thaksin, après sa libération probatoire en février 2024, s'est montré de plus en plus présent dans la représentation des intérêts de la Thaïlande à l'étranger. Il a, par exemple, joué un rôle de médiateur dans la guerre civile en Birmanie et s'est efforcé de renforcer les liens avec le Cambodge. À la fin de l'année, le Premier ministre malaisien Anwar Ibrahim l'a nommé conseiller personnel de la Malaisie pour la présidence 2025 de l'ASEAN.

Dans l'ensemble, Maris a poursuivi la politique étrangère de son prédécesseur. Motivé par des considérations de politique intérieure, le gouvernement a fait de la diplomatie économique proactive et du *soft power*[12] – principalement destinés à des publics nationaux – l'axe central de sa politique étrangère. Cependant, malgré quelques avancées, ni le gouvernement ni Thaksin lui-même n'ont réussi à faire de la politique étrangère une source significative de capital politique national. Si leur approche a été nettement plus active – et sans doute plus efficace – que celle de la précédente administration, elle a souvent semblé donner la priorité aux succès à court terme et très médiatisés, au détriment de l'élaboration et la mise en œuvre d'une vision structurée de la politique étrangère à long terme.

La Thaïlande s'est montrée particulièrement active en matière d'accords bilatéraux de libre-échange, tout en approfondissant la coopération bilatérale et multilatérale. Ainsi, Bangkok a finalisé un accord de libre-échange avec l'Association européenne de libre-échange (AELE : Suisse, Norvège, Islande et Liechtenstein) et avec le Sri Lanka ; elle a engagé des pourparlers sur des accords de partenariat économique et des accords de libre-échange avec le Royaume-Uni,

---

[11] « Who is Thailand's new minister of foreign affairs », *The Nation*, 1er mai 2024, www.nationthailand.com/news/politics/40037685.

[12] « Maris holds his first press conference as foreign minister », *The Nation*, 15 juin 2024, www.nationthailand.com/blogs/news/policy/40038843.

l'Italie, la Turquie, la Corée du Sud et le Bhoutan. La Thaïlande a également conclu un accord de partenariat et de coopération UE-Thaïlande et s'est entendue avec le Viêtnam pour devenir le premier membre de l'ASEAN à établir un partenariat stratégique global avec Hanoï. En outre, elle s'est efforcée d'affermir et d'élargir ses relations de coopération avec divers pays de la région (Cambodge, Laos, Brunei). Une initiative importante est le projet de corridor économique est-ouest, associant Cambodge, Laos, Thaïlande et Viêtnam pour renforcer le commerce, l'investissement et le tourisme dans la région. Par ailleurs, le Premier ministre Srettha a été reçu à deux reprises en 2024 par le Président Emmanuel Macron et s'est rendu en Allemagne, où il a proposé d'élever les liens bilatéraux au rang de partenariat stratégique.

Toutefois, les deux défis les plus importants en matière de politique étrangère en 2024 ont été la réponse de la Thaïlande à la guerre civile en cours en Birmanie et son positionnement dans les changements tectoniques du système international.

Jeu d'équilibriste entre Est et Ouest

Pendant des décennies, la Thaïlande a sans doute bénéficié d'une plus grande souplesse stratégique que la plupart des pays comparables dans la gestion de ses deux principales relations bilatérales : son alliance conventionnelle avec les États-Unis et son partenariat stratégique global avec la Chine. Toutefois, à mesure que la concurrence entre grandes puissances s'intensifie, il devient de plus en plus difficile de maintenir ce double alignement.

Cela est devenu particulièrement évident lorsque la Thaïlande a cherché à élargir sa position en matière de politique étrangère tout en préservant son autonomie stratégique. Ce faisant, elle a simultanément approfondi son engagement dans les cadres occidentaux et non occidentaux, en prenant deux mesures diplomatiques importantes : le lancement réussi des négociations d'adhésion avec l'OCDE et l'acceptation formelle de la Thaïlande comme pays partenaire des BRICS, à compter du 1er janvier 2025.

L'intégration quasi simultanée dans deux organisations intergouvernementales – l'une ancrée dans un cadre conçu par l'Occident, l'autre prônant explicitement la désoccidentalisation – a fait froncer des sourcils sur le plan diplomatique, sans diminuer l'influence stratégique de la Thaïlande. Toutefois, l'impact à long terme du statut de partenaire des BRICS – en particulier du fait que l'Indonésie reste le

seul membre à part entière des BRICS dans la région – sous l'administration Trump reste incertain.

En outre, par le biais d'un projet d'accord de libre-échange et de l'ouverture de négociations commerciales, la Thaïlande cherche à étendre sa coopération économique avec l'Union économique eurasiatique (UEE : Russie, Arménie, Belarus, Kazakhstan et Kirghizistan) dominée par la Russie. Dans le même temps, elle a achevé le quatrième cycle de négociations pour un accord de libre-échange Thaïlande-Union européenne, un cinquième cycle étant prévu fin mars 2025 à Bruxelles. Les principales institutions gouvernementales auraient aussi commencé à réévaluer le positionnement de la Thaïlande entre les États-Unis et la Chine, dans le but de maintenir un délicat équilibre. En attendant, 2024 a vu le maintien de liens étroits avec les États-Unis, parallèlement à l'influence économique croissante de la Chine.

Alors que les implications géopolitiques de l'ouverture de la Thaïlande à l'Ouest et à l'Est restent incertaines, cette stratégie n'a pas trouvé un écho aussi fort qu'on aurait pu s'y attendre au plan national. Malgré les risques liés à la politique étrangère, ces engagements présentent des opportunités évidentes, toutefois, dans le cas de l'adhésion à l'OCDE, l'exploitation de ces opportunités nécessiteront d'importantes réformes structurelles, non seulement essentielles pour une intégration plus poussée, mais aussi urgentes pour la modernisation à long terme de l'économie et de la gouvernance de la Thaïlande.

Le défi persistant de la Birmanie, relevé avec une détermination mesurée

L'un des domaines les plus complexes et critiques de la politique étrangère thaïlandaise a été sa gestion de la situation birmane. Le conflit a non seulement mis en évidence l'efficacité limitée de l'ASEAN en tant que cadre régional, mais il s'est également transformé en une crise régionale, provoquée par l'émergence de zones de non-droit à travers la Birmanie et l'afflux croissant de réfugiés.

Cette situation pose à la Thaïlande de graves problèmes de sécurité, économiques et sociaux, qui risquent de s'aggraver. Malgré les efforts déployés par Bangkok, la réponse n'a pas été à la hauteur des attentes. Même après le changement de gouvernement de 2023, la Thaïlande a maintenu une position modérée à l'égard

de la junte militaire birmane, se distinguant ainsi de certains de ses homologues de l'ASEAN. Dans le même temps, la junte continue de bénéficier de réseaux logistiques et financiers – tels que les institutions bancaires thaïlandaises – contre lesquels peu de mesures ont été prises. De même, les activités criminelles dans les régions frontalières, en particulier les centres d'escroquerie en ligne, restent insuffisamment prises en compte par les autorités thaïlandaises, malgré des préoccupations croissantes.

Perspectives économiques : entre reprise, risques et tensions structurelles

La reprise économique de la Thaïlande après le choc covid-19 s'est poursuivie en 2024, avec une croissance modérée du PIB de 2,5 %, supérieure aux 2 % enregistrés en 2023, mais inférieure à celle des pays de la région. La croissance a été principalement tirée par l'essor du tourisme et des investissements publics, en particulier dans les infrastructures, ainsi que par la résistance des exportations.

Les promesses d'investissements directs étrangers ont augmenté de manière remarquable, de 25 % en glissement annuel, pour atteindre environ 24,7 milliards $ US. Dans l'ensemble, les demandes d'investissement ont augmenté de 35 %, atteignant environ 33,85 milliards $ US, un record en dix ans. Les investissements étrangers ont été particulièrement concentrés sur les centres de données et le Cloud[13]. Malgré cela, le sentiment des investisseurs est resté prudent et la bourse de Thaïlande a enregistré des performances inférieures à celles de ses homologues régionales[14].

La consommation privée, révélatrice de tensions économiques sous-jacentes, s'est considérablement ralentie tout au long de l'année 2024, en grande partie à cause des niveaux record d'endettement des ménages. Si l'on tient compte des prêts informels, ce chiffre s'élève à environ 104 %[15]. La dette moyenne par ménage

---

[13] « Thailand's investment applications up 35% to 10-year-high 20 », *Bangkok Post*, 13 janvier 2025, www.bangkokpost.com/business/investment/2938655/thailands-investment-applications-up-35-to-10-year-high-in-2024.

[14] « Scandals and slumping market : A tough year for the Thai stock exchange », *The Nation Thailand*, 30 décembre 2024, www.nationthailand.com/business/banking-finance/40044624.

[15] « Thailand's vicious debt cycle : Financial pain deepens amid economic issues », *Channel News Asia*, 23 janvier 2025, www.channelnewsasia.com/asia/thailand-vicious-debt-cycle-financial-pain-economic-issues-4886371.

s'élevait à près de 18 000 $ US, soit une augmentation de 8,4 % par rapport à l'année précédente, accompagnée d'un taux d'impayés de 71,6 % sur les prêts[16].

Le segment des emprunteurs « à risque », composé de personnes dont les dettes dépassent 29 600 $ US, est préoccupant. Ce groupe comprend 2,4 millions d'emprunteurs, principalement des personnes âgées de 25 à 35 ans, rurales et à plus faibles revenus. En outre, 46 % des emprunteurs, tous groupes de risque confondus, ont un endettement supérieur à leur capacité de remboursement[17]. En décembre 2024, les prêts non performants s'élevaient à 2,78 %, soit une baisse de 0,4 % en glissement annuel. Toutefois, cette réduction reflète principalement la prudence accrue des banques dans l'approbation de nouveaux prêts, en raison de l'augmentation des risques de crédit et de la poursuite du désendettement. En conséquence, la qualité des prêts aux ménages s'est détériorée, un nombre croissant de ménages se tournant vers des sources de crédit informelles[18].

L'offre de logements à moins de 222 000 $ US, le prix seuil que s'était fixé le gouvernement dans ses mesures de relance, s'est contractée dans presque tous les segments au cours du premier semestre 2024, ce qui indique que les mesures de relance du gouvernement ont eu une efficacité limitée. Plus inquiétant encore, la valeur du stock de logements invendus a considérablement augmenté pour atteindre 46,61 milliards $ US, soit près du double des 24,64 milliards $ US enregistrés il y a dix ans. Au troisième trimestre 2024, l'indice global du marché résidentiel était tombé à son niveau le plus bas en 12 trimestres, soulignant les difficultés persistantes du marché du logement[19].

En réponse à l'inflation modérée (0,4 % en 2024, la plus faible depuis quatre ans) et aux préoccupations croissantes concernant le ralentissement économique, la Banque de Thaïlande a réduit de manière inattendue son taux d'intérêt directeur de 25 points de base à 2,25 % en octobre 2024, marquant ainsi sa première réduction de taux depuis septembre 2023.

---

[16] *Idem.*

[17] « 2.4 million at-risk borrowers a big concern », *Bangkok Post*, 24 septembre 2024, www.bangkokpost.com/business/general/2871422/2-4-million-at-risk-borrowers-a-big-concern.

[18] « Local bank loans shrink the most in 15 years », *Bangkok Post*, 19 février 2025, www.bangkokpost.com/business/general/2963653/local-bank-loans-shrink-the-most-in-15-years.

[19] « Thai residential index the lowest in 12 quarters », *Bangkok Post*, 9 janvier 2025, www.bangkokpost.com/property/2936026/thai-residential-index-the-lowest-in-1+2-quarters.

Crise de l'industrie manufacturière : les faiblesses structurelles s'intensifient

Au cours du seul premier semestre 2024, 360 usines ont fermé, entraînant plus de 10 000 pertes d'emploi, ce qui dépasse la moyenne des deux dernières années[20]. La Fédération des industries thaïlandaises a annoncé que plus de 20 groupes industriels sur 45 étaient touchés par l'afflux d'importations à bas prix, en particulier en provenance de Chine. L'augmentation des coûts de production, y compris liée aux coûts de l'énergie et du fret, a encore exacerbé la situation, aggravée par les tensions géopolitiques et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement mondiale[21].

L'industrie automobile thaïlandaise, qui était autrefois un pilier du secteur industriel, est confrontée à des difficultés croissantes, comme en témoigne l'avertissement de la Fédération des industries thaïlandaises selon lequel la Malaisie est en train de devenir un centre automobile majeur, ce qui menace la position de longue date de la Thaïlande. Les constructeurs automobiles étrangers, notamment les Japonais Suzuki Motor et Tan Chong Subaru Automotive, réduisent leurs activités, invoquant la baisse de la demande et la concurrence croissante des véhicules électriques chinois[22]. Dans le même temps, les fabricants de pièces automobiles ont réduit les heures de travail à des semaines de deux jours, tandis que d'autres ont complètement fermé leurs portes, provoquant des licenciements massifs. Ce ralentissement a également affecté la sidérurgie, où les ventes d'acier de qualité supérieure ont chuté de 11 à 12 % au cours des quatre premiers mois de 2024[23].

Pour faire face à ce ralentissement, le Conseil thaïlandais de l'investissement a introduit des incitations temporaires pour les fabricants de véhicules hybrides afin de stimuler la production et d'attirer les investissements étrangers[24]. Cependant, même le secteur des véhicules électriques, sur lequel la Thaïlande a cherché à se

---

[20] « Low orders force factories to lay off 2,600 employees », *Bangkok Post*, 1er novembre 2025, www.bangkokpost.com/thailand/general/2893878/low-orders-force-factories-to-lay-off-2-600-employees.

[21] « Factories closing as cheap imports flood Thailand », *Bangkok Post*, 7 février 2025, www.bangkokpost.com/business/general/2818439/factories-closing-as-cheap-imports-flood-thailand.

[22] « Two automakers' closure plans to affect investors' confidence », *The Nation Thailand*, 12 juin 2024, www.nationthailand.com/business/automobile/40038738.

[23] « Concerns over decline in steel consumption », *Bangkok Post*, 7 juin 2024, www.bangkokpost.com/business/general/2806529/concerns-over-decline-in-steel-consumption.

[24] « Thailand EV Board Approves Incentives for HEV Manufacturing to Support the Electric Transition ; Measure Expected to Attract 50 Billion Baht in New Investments », *Board of Investment (BOI) Thailand*, www.boi.go.th/en/boi_event_detail/?module=activity&topic_id=135632, non daté.

positionner en tant que plaque tournante régionale, présente des signaux contradictoires. Un programme d'incitation gouvernemental conçu pour stimuler la production de VE a attiré 1,4 milliard $ US d'investissements de la part d'entreprises basées en Chine, consolidant le statut de la Thaïlande en tant que plus grand marché de VE de la région. Dans le cadre du programme EV3.0, les entreprises étaient tenues de produire en Thaïlande autant de véhicules qu'elles en importaient entre 2022 et 2023. En 2025, cette exigence passera à 1,5 véhicule produit localement par unité importée pour bénéficier d'avantages fiscaux et éviter de lourdes pénalités[25]. Malgré ces efforts, les ventes de VE ont considérablement ralenti après une croissance explosive en 2023. L'incertitude est particulièrement évidente avec la baisse de 35 % en glissement annuel des ventes de VE haut de gamme au cours du premier semestre 2024[26]. En outre, le secteur est confronté à une grave pénurie de main-d'œuvre qualifiée et annonce plus de 53 000 postes non pourvus[27].

Réactions politiques à court terme et défis à long terme

Parmi les mesures politiques les plus débattues figurent le programme de transfert d'argent liquide « *Digital Wallet* » (« porte-monnaie numérique ») et l'augmentation du salaire minimum. Avec son programme phare et controversé de relance « *Digital Wallet* », qui a contribué à une augmentation significative du déficit budgétaire, le gouvernement a cherché à stimuler la consommation. Cependant, le programme a connu des retards, des problèmes de financement et des conflits intenses, non seulement entre les acteurs politiques, mais aussi entre les experts juridiques, financiers et économiques. La première phase de mise en œuvre, approuvée par le gouvernement en septembre 2024, a finalement couvert 14,55 millions de bénéficiaires, dont 12,4 millions de détenteurs de cartes d'aide sociale et 2,15 millions de personnes handicapées, chacun recevant 10 000 THB[28]. Contrairement au plan initial, les versements de la première phase ont été effectués en espèces – plutôt que

---

[25] « EV overview shows sales growth slowing », *Bangkok Post*, 4 janvier 2025, www.bangkokpost.com/business/motoring/2932786/ev-overview-shows-sales-growth-slowing.

[26] « Thailand's premium EV sales plummet 35% amid economic challenges », *The Thaiger*, 23 juillet 2024, https://thethaiger.com/news/business/thailands-premium-ev-sales-plummet-35-amid-economic-challenges.

[27] « EV industry faces critical worker shortage », *Bangkok Post*, 20 septembre 2025, www.bangkokpost.com/business/general/2650310/ev-industry-faces-critical-worker-shortage.

[28] « Cabinet approves implementation of Digital Wallet scheme », *Thai Government*, 17 septembre 2024, www.thaigov.go.th/news/contents/details/88084.

sur la *blockchain* comme prévu – et les bénéficiaires ont ensuite été autorisés à utiliser les fonds à leur discrétion, y compris pour le règlement des factures de services publics et le remboursement des dettes. En conséquence, le programme ne semble pas avoir été un compromis efficace entre la viabilité budgétaire et la stimulation économique à court terme[29].

Tout aussi contestée, l'augmentation du salaire minimum devant entrer en vigueur le 1er janvier 2025. Le salaire minimum journalier augmentera en moyenne de 2,9 %, allant de 337 THB à 400 THB (9,60 à 11,40 €), selon les provinces. Les taux de salaire les plus élevés seront appliqués dans les principaux centres industriels et touristiques, reflétant les différences de coût de la vie et d'activité économique.

Bien que la Thaïlande reste une destination privilégiée pour la diversification de la chaîne d'approvisionnement, les retards dans les réformes sociales, de l'emploi et de l'éducation constituent un risque croissant à long terme. En l'absence d'ajustements politiques, le pays risque de perdre son avantage concurrentiel pour ce qui est d'attirer des investissements étrangers à haute valeur ajoutée et de soutenir la croissance économique.

La société : fragile, exposée, épuisée

L'importance des défis socio-économiques a soumis le gouvernement à une pression intense en matière de réformes – une pression qu'il est mal équipé pour affronter, en raison de ses moyens politiques limités. En 2024, la Thaïlande apparaît comme une société extrêmement inégale, vieillissant rapidement, dépourvue d'un système de sécurité sociale fonctionnel et nécessitant des réformes structurelles profondes et urgentes. Une part croissante de la population se trouve économiquement acculée, tandis que la solitude et les problèmes de santé mentale ne cessent d'augmenter. Le stress social croissant s'est manifesté tout au long de l'année par une hausse de la consommation de drogues et d'alcool, une montée de la violence et une recrudescence des infections sexuellement transmissibles[30], symptômes incontestables d'une crise sous-jacente plus grave.

---

[29] « Phase one of cash payouts fails to boost domestic consumption », *Thai PBS World*, 4 octobre 2024, https://world.thaipbs.or.th/detail/phase-one-of-cash-payouts-fails-to-boost-domestic-consumption/56414.

[30] « Sexually transmitted diseases surge among young », *The Bangkok Post*, 13 avril 2024, www.bangkokpost.com/thailand/general/2775464/sexually-transmitted-diseases-surge-among-young.

Dans le même temps, la confiance du public dans les institutions et les élites s'érode, exacerbée par un conflit générationnel sans précédent depuis les années 1970. Tout aussi important, bien que plus subtil, est le vide normatif croissant au cœur de la société. Cette tendance reflète l'érosion de modèles d'identification autrefois profondément ancrés, qui peuvent être métaphoriquement décrits comme une trinité familiale englobant le père, la mère et les relations entre frères et sœurs, fournissant un sens, une cohésion et une orientation au sein de la conscience collective. Ces structures symboliques sont en train de s'estomper ou de disparaître : la figure paternelle incarnée depuis longtemps par feu Rama IX, décédé en 2016 ; le sentiment de solidarité entre frères et sœurs dans une société de plus en plus fragmentée ; et la nation elle-même en tant que mère nourricière et protectrice en période de difficultés structurelles et de désillusions.

Cette transformation sous-jacente est particulièrement évidente sous son dernier aspect, lorsque l'on considère le rôle central de la grande narration du roi Ramkhamhaeng de Sukhothai dans la formation de l'identité thaïlandaise. Dans des lignes familières à tous les Thaïlandais, le « roi-père » décrit son royaume comme une terre d'abondance, résumée dans la phrase emblématique : « Dans l'eau, il y a du poisson ; dans les champs, il y a du riz ». Profondément ancré dans le système éducatif national depuis des décennies, ce récit promettait un refuge d'autosuffisance en temps de crise. Cependant, à la suite de l'expérience du covid-19, cet idéal semble désenchanté. L'utopie agraire, autrefois refuge fiable en période difficile, a perdu son pouvoir de persuasion, comme beaucoup d'autres piliers autrefois solides d'une sécurité sociale et spirituelle. Si cette interprétation de l'air du temps se vérifie, elle suggère un profond changement dans la psyché collective, une transformation qui fait écho aux paroles de mise en garde d'Archibald MacLeish : « *Un monde se termine lorsque sa métaphore prend fin* »[31].

Simultanément, le nationalisme et la xénophobie semblent avoir progressé sous diverses formes tout au long de l'année 2024[32]. Si les conditions économiques ne s'améliorent pas et si la stagnation politique persiste, ces sentiments pourraient faire

---

[31] Henning Glaser, « Quo Vadis Thailand: Domestic Politics and Foreign Policy in Tribute to Kasit Piromya - Conference Opening Address on Occasion of his Upcoming 80th Birthday », *Asia in Review*, numéro spécial décembre 2024, https://cpg-online.de/wp-content/uploads/2024/12/241220-Asia-in-Review-Special-Feature-Henning-Glaser.pdf.

[32] Pravit Rojanaphruk, « Opinion: Why More Thais Are Becoming Anxious About the Rise of China », *Khaosodenglish*, 28 juillet 2024, www.khaosodenglish.com/featured/2024/07/28/opinion-why-more-thais-are-becoming-anxious-about-the-rise-of-china. « The rise of a new nationalism among Thailand's younger generation », *Prachatai*, 24 décembre 2024, https://prachataienglish.com/node/11251.

partie d'un mélange volatile d'insécurité profonde et de mécontentement croissant – une opportunité que certains acteurs politiques pourraient chercher à exploiter.

Pour beaucoup de Thaïlandais, 2024 aura été l'année des espoirs déçus. Les opposants de Thaksin ont dû accepter que son camp soit parvenu à conserver sa position à la tête du gouvernement, mais Thaksin et ses alliés se sont retrouvés les mains liées, incapables d'introduire des changements significatifs et perdant progressivement le soutien de l'opinion publique. Pendant ce temps, les forces progressistes, affaiblies et fatiguées, se sont concentrées sur la préservation de leur rôle d'opposants. Un sentiment croissant de désillusion s'est emparé d'une grande partie de la population, renforçant la conviction que la politique était incapable de relever les défis sociaux et économiques croissants du pays, à un moment où l'urgence des réformes structurelles s'impose cruellement.

La Thaïlande aborde l'année 2025 avec peu d'élan et de lourds défis à relever. Rétrospectivement, le calme relatif de 2024, malgré ses nombreux bouleversements politiques, pourrait être considéré comme une simple accalmie avant la tempête. Pourtant, si l'histoire a montré quelque chose, c'est que la Thaïlande reste pleine de surprises et peut une fois de plus trouver des moyens de s'adapter et de prospérer dans les marées mouvantes du changement mondial.

Fiche Thaïlande

Nom officiel : Royaume de Thaïlande

Capitale : Bangkok

Superficie terrestre : 513 120 km²

Population (Worldometers, 2025) : 71 636 344 habitants

Langue officielle : thaï

Données politiques

Nature de l'État : monarchie constitutionnelle

Nature du régime : constitutionnel

Suffrage : universel et obligatoire (à partir de 18 ans)

Chef de l'État : S.M. le roi Maha Vajiralongkorn Phra Vajiraklaochaoyuhua dit Rama X (Phrabat Somdet Phra Wachiraklao chaoyuhua pour les Thaïlandais, Maha Vajiralongkorn pour les Étrangers) (depuis décembre 2016)

Premier ministre : Srettha Thavisin, puis Paetongtarn Shinawatra depuis le 16 août 2024

Gouvernement : Conseil des ministres désigné par le Premier ministre, nommé par le roi ; un Conseil privé conseille le roi

Ministre des Affaires étrangères : Parnpree Bahuddha-Nukara, puis Maris Sangiampongsa, (depuis le 3 septembre 2024)

Vice-Premier ministre et ministre de la Défense : Phumtham Wechayachai, depuis les 1er septembre 2023 et 3 septembre 2024 (en remplacement de Sutin Klungsang)

Président de l'Assemblée nationale législative : Wan Muhamad Noor Matha (depuis le 4 juillet 2023)

Échéances : Sénat : les dernières élections ont eu lieu le 26 juin 2024 (prochaines élections en 2029) ; Chambre des représentants - dernières élections le 26 juin 2024 (prochaines élections en 2027)

Indicateurs démographiques et sociologiques

Principaux groupes ethniques (CIA-*The World Factbook*, est. 2015) : Thaïs (75 %), Chinois (12 %), Malais (Jawi) (3 %), Khmers (2 %), Birmans (2 %), montagnards (Karen, Hmong, Akha, Yao, Lisu, Lahu, Lu's, Htin) (1,2 %), Japonais et Coréens (0,9 %), Kui (0,5 %), Môn (0,17 %), Lawa (0,25 %), Viêts (0,15 %), Indiens (0,12 %), autres (0,7 %)

Religions (CIA-*The World Factbook*, est. 2021) : bouddhisme (92,5 %), islam (5,4 %), christianisme (1,2 %), autres (< 1 % inclut confucianisme, hindouisme, judaïsme, sikhisme et taoïsme)

Chronologie

JANVIER 2024

1er • La Thaïlande devient un pays partenaire des BRICS après avoir rejoint le groupe BRICS Plus en 2017.

24 • La Cour constitutionnelle acquitte l'ancien chef du Move Forward Party, Pita Limjaroenrat, accusé d'avoir détenu des parts dans l'ancienne société de médias iTV. Il peut réintégrer la chambre basse du Parlement.

30 • Selon la Cour constitutionnelle, la promesse du parti d'opposition MFP de réformer la loi contre le crime de lèse-majesté est inconstitutionnelle et doit être abandonnée. La Cour ordonne également au parti et à son dirigeant, Pita Limjaroenrat, de cesser toute forme de communication prônant de telles réformes.

FÉVRIER 2024

07 • Le gouvernement reprend les pourparlers avec les représentants du Front de la révolution nationale (en malais Barisan Revolusi Nasional) sur la situation de l'insurrection dans le Sud.

18 • L'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra est remis en liberté conditionnelle. En exil depuis sa condamnation à huit ans de prison pour abus de pouvoir et conflits d'intérêts durant son mandat de 2001 à 2006, il était revenu au pays en août 2023. En septembre 2023, le roi Maha Vajiralongkorn avait ramené sa peine à une année de prison, mais invoquant des raisons de santé, Thaksin aura passé six mois en détention à l'hôpital avant de bénéficier d'une libération conditionnelle.

MARS 2024

04 • La division des affaires pénales de la Cour suprême pour les personnes occupant des fonctions politiques acquitte Yingluck Shinawatra, première femme Premier ministre de Thaïlande (2011-2014) et sœur de l'ex-Premier ministre Thaksin Shinawatra, dans une affaire de corruption durant son mandat. Yingluck et cinq autres personnes étaient accusées d'avoir mal géré 240 milliards THB (6,7 milliards $ US) et de ne pas avoir mené une procédure d'appel d'offres appropriée pour une campagne de 2013 destinée à promouvoir les projets d'infrastructure du gouvernement de Yingluck.

20 • Le Premier ministre Srettha Thavisin suspend le chef de la police nationale, le général de police Torsak Sukvimol, et l'un de ses adjoints, le général de police Surachate « Big Joke » Hakparn, après que des accusations selon lesquelles l'adjoint était impliqué dans un réseau illégal de jeux de hasard en ligne ont suscité des inquiétudes quant à une éventuelle lutte de pouvoir au sein du ministère de la Police.

21 • Dans une interview, Vacharaesorn Vivacharawongse, deuxième fils du roi Maha Vajiralongkorn, déclare qu'il souhaite revenir définitivement dans le royaume après avoir vécu à l'étranger pendant plus de 20 ans, ajoutant qu'il n'a « aucune aspiration » personnelle. Vacharaesorn Vivacharawongse a grandi aux États-Unis après le divorce de ses parents en 1996, mais il a effectué une visite inopinée en Thaïlande en août 2023. Ce voyage avait été suivi de près par les médias thaïlandais, sans susciter de commentaire officiel de la part du Palais.

27 • La loi autorisant le mariage pour tous (*Marriage Equality Act*) est votée par la Chambre des représentants par 400 voix contre 10 (sur 500 députés).

AVRIL 2024

28 • Le Premier ministre Srettha Thavisin remanie son gouvernement. Parnpree Bahiddhanukara, ministre des Affaires étrangères de ce gouvernement « Srettha 2 », démissionne le lendemain, après avoir dû abandonner ses fonctions de vice-Premier ministre.

MAI 2024

07 • Les médias affirment que Thaksin Shinawatra a tenu des réunions informelles avec des dirigeants du gouvernement fantôme de Birmanie lors de visites à Chiang Mai en mars et en avril. Thaksin a également rencontré séparément des représentants de divers groupes armés ethniques de Birmanie, notamment l'Union nationale karen (KNU), le Parti national progressiste karenni et l'Organisation nationale kachin.

14 • Netiporn Sanesangkhom, un militant thaïlandais de 28 ans accusé d'avoir insulté la monarchie, meurt en détention après une grève de la faim de plusieurs mois.

17 • 40 sénateurs intérimaires demandent à la Cour constitutionnelle de démettre le Premier ministre Srettha de ses fonctions en raison de la nomination au rang de ministre de Pichit Chuenban, emprisonné pendant six mois en 2008 à la suite d'une condamnation pour outrage au tribunal.

20 • Sakulthorn Juangroongruangkit, promoteur immobilier et frère cadet de Thanathorn Juangroongruangkit, dirigeant fondateur du Progressive Movement, est condamné à six mois de prison par le tribunal chargé des affaires de corruption et de mauvaise conduite. Il était accusé d'avoir versé un pot-de-vin de 20 millions de THB (567 000 €) à un fonctionnaire du Crown Property Bureau et à un autre homme, en échange de l'autorisation donnée à sa société de louer 1,02 hectare de terrain, sans appel d'offres ouvert. Le fonctionnaire du Crown Property Bureau et un courtier ont été condamnés à des peines de prison en 2017 pour avoir accepté le pot-de-vin. Ils ont été libérés en 2020.

27 • Chonthicha « Lookkate » Jangrew, militante thaïlandaise devenue parlementaire et membre du MFP, est condamnée à deux ans de prison pour infraction à la loi sur le crime de lèse-majesté, suite à sa participation à une manifestation en 2021. Le même

jour, un autre tribunal condamne le musicien Chaiamorn Kaewwiboonpan (35 ans) à quatre ans de prison pour avoir brûlé un portrait du roi Maha Vajiralongkorn.

JUIN 2024

18 • L'ancien Premier ministre thaïlandais Thaksin Shinawatra est formellement inculpé pour crime de lèse-majesté. L'affaire concerne une interview accordée à des médias sud-coréens en 2015.

18 • Les sénateurs votent la loi autorisant le mariage pour tous : 130 pour, 4 contre et 18 abstentions.

JUILLET 2024

10 • Le Conseil de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) adopte la feuille de route pour l'adhésion de la Thaïlande, à la suite de la décision d'entamer les discussions d'adhésion le 17 juin. Après l'Indonésie, la Thaïlande devient le deuxième pays d'Asie du Sud-Est à engager un tel processus.

10 • La commission électorale approuve l'élection des 200 nouveaux sénateurs qui remplacent la précédente chambre haute nommée par les militaires. La nouvelle chambre ne participe plus à l'élection du Premier ministre, mais conserve le pouvoir d'approuver les lois et de nommer les membres essentiels d'instances telles que la Commission électorale et la Cour constitutionnelle.

AOÛT 2024

07 • La Cour constitutionnelle ordonne la dissolution du Move Forward Party et interdit à son chef, Pita Limjaroenrat, ainsi qu'à dix autres personnalités du parti, de faire de la politique pendant dix ans. Ce verdict était attendu, après que la Cour eut estimé, le 31 janvier, que le parti et ses dirigeants avaient « fait preuve d'un comportement » équivalent à appeler au renversement du système démocratique thaïlandais, avec le roi comme chef d'État, en promettant de modifier la loi sur le crime de lèse-majesté pendant la campagne électorale de 2023.

09 • Les dirigeants du Move Forward Party annoncent la création d'un nouveau parti appelé People's – ou Prachachon – Party, dirigé par Natthaphong Ruengpanyawut (37 ans), informaticien.

14 • La Cour constitutionnelle démet le Premier ministre Srettha Thavisin de ses fonctions pour avoir nommé un ministre ayant fait l'objet d'une condamnation pénale. Lors d'un remaniement ministériel en avril, Srettha avait nommé Pichit Chuenban, un ancien avocat de l'ex-Premier ministre Thaksin Shinawatra, au poste de ministre auprès du cabinet du Premier ministre.

16 • La chambre basse du Parlement vote en faveur de Paetongtarn Shinawatra, fille de l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra, pour qu'elle devienne le prochain

Premier ministre. Elle est la deuxième femme Premier ministre de Thaïlande, après sa tante Yingluck Shinawatra, sœur de Thaksin Shinawatra.

17 • L'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra bénéficie d'une grâce royale deux semaines avant la fin de sa liberté conditionnelle.

SEPTEMBRE 2024

11 • Le roi Maha Vajiralongkorn approuve la nomination de 35 membres du gouvernement de la Première ministre Paetongtarn Shinawatra. Le gouvernement reste en grande partie le même, cinq des vice-premiers ministres conservant leur poste. Toutefois, le vice-Premier ministre Phumtham Wechayachai se voit confier le portefeuille de la défense.

12 • Dans son premier discours de politique générale devant le Parlement, la Première ministre présente le programme politique de son gouvernement, qui prévoit notamment de distribuer 450 milliards THB (12,8 milliards €) d'aides pour relancer la deuxième plus grande économie d'Asie du Sud-Est. Ces mesures s'inscrivent dans la continuité du programme de l'ancien Premier ministre Srettha, notamment la restructuration de la dette et la légalisation des casinos afin d'attirer les investissements et les touristes.

24 • La loi sur le mariage pour tous est publiée dans la gazette royale. Elle entrera en vigueur 120 jours plus tard, soit le 22 janvier 2025.

OCTOBRE 2024

28 • La Cour provinciale de Narathiwat (sud de la Thaïlande) rejette les accusations portées contre des responsables de la sécurité impliqués dans la mort de manifestants musulmans lors de l'incident de Tak bai en 2004, invoquant l'expiration d'un délai de prescription de 20 ans. Les familles des victimes avaient poursuivi sept personnes, dont le général Pisal Wattanawongkiri, alors commandant de la région 4 de l'armée. Le général Pisal, député sur la liste du parti Pheu Thai jusqu'au 14 octobre, date à laquelle il a démissionné du parti, a pris un congé pour maladie jusqu'à la fin du mois – bien que la Chambre des représentants soit en session – et est parti pour le Royaume-Uni.

NOVEMBRE 2024

09 • Plus de 800 économistes thaïlandais, dont quatre anciens gouverneurs de la Banque de Thaïlande, mettent en garde contre l'ingérence politique dans la sélection du président du conseil d'administration de la Banque centrale (Bank of Thailand). Depuis son arrivée au pouvoir en 2023, le gouvernement dirigé par le PTP est à couteaux tirés avec la Banque centrale, faisant pression pour qu'elle réduise ses taux d'intérêt et relève son objectif d'inflation. La nomination par le gouvernement de l'ancien ministre du Commerce Kittirat Na-Ranong, un fidèle du PTP et critique du gouverneur de la Banque centrale Sethaput Suthiwartnarueput, a suscité des inquiétudes quant à l'indépendance de cette institution financière.

DÉCEMBRE 2024

24 • Le gouvernement approuve de nouvelles augmentations du salaire minimum à partir de janvier 2025. Le gouvernement PTP avait promis de porter le salaire minimum journalier à 400 THB dans tout le pays pour aider à stimuler l'économie. Cependant, le comité salarial tripartite a décidé de limiter cet effort aux seules provinces de Phuket, Chachoengsao, Chon Buri et Rayong, ainsi que sur l'île touristique de Samui à Surat Thani. Dans le reste du pays, les salaires augmenteront en moyenne de 2 %, pour atteindre entre 337 et 380 THB selon les provinces. La fourchette actuelle est de 330 à 370 THB. Les entreprises s'étaient fermement opposées à un taux national de 400 THB, qu'elles jugeaient irréaliste, compte tenu des conditions économiques variables d'une province à l'autre.

Portraits


Source : www.sootinclaimon.com

Thaksin, le retour ?

Le père de l'actuelle Première ministre semble être la personnalité politique dominante en Thaïlande, au terme d'une année où – c'est un paradoxe –, aucune figure de la scène politique nationale ne s'est révélée particulièrement influente ou performante. Dans le même temps, cependant, Thaksin reste corseté par une Constitution profondément anti-électorale et les manœuvres de ses opposants politiques. De plus, aux yeux de nombre de ses partisans, son rôle s'est réduit à maintenir le mouvement progressiste à l'écart du pouvoir grâce à une alliance délicate avec ses propres anciens adversaires…

Chef du gouvernement de 2001 à 2006, Thaksin avait été le premier Premier ministre thaïlandais depuis 1932 – date de l'entrée dans une monarchie parlementaire dominée par les militaires – à effectuer un mandat législatif complet, gouverner avec une majorité absolue et se voir réélu. Il s'était alors distingué par une gouvernance à la manière d'un PDG, axée sur l'efficacité et la performance, et promue auprès des électeurs par le biais d'une série de réformes très médiatisées.

Après le coup d'État de 2006, cet homme d'affaires milliardaire a choisi l'exil pour échapper à l'exécution d'une condamnation pénale prononcée à la suite du coup. Néanmoins, les partis politiques qui lui sont fidèles ont à nouveau remporté les élections, en 2007 et 2011. Malgré ces victoires, trois Premiers ministres issus de son camp ont été démis de leurs fonctions par des décisions de la Cour constitutionnelle : Samak Sundaravej, puis Somchai Wongsawat – beau-frère de Thaksin – et Yingluck Shinawatra – sœur de Thaksin. Après le coup d'État de 2014, liquidant ce qu'il restait du gouvernement Yingluck, et le régime militaire consécutif, le camp soutenu par l'armée s'est assuré du pouvoir lors des élections de 2019.

Les élections de 2023 ont conduit au pouvoir le parti Pheu Thai (PTP), toujours fidèle à Thaksin, revenu à la tête d'une coalition gouvernementale, par le biais d'une alliance avec d'anciens rivaux politiques conservateurs, ceux-ci jugeant préférable une alliance avec le parti de Thaksin plutôt qu'avec un parti progressiste. Presque simultanément à la formation du gouvernement du PTP sous la direction de Srettha Thavisin, Thaksin est rentré au pays et a purgé une peine écourtée et confortable

dans un hôpital de la police, avant d'être libéré sous le régime du sursis en février 2024.

L'éviction en août 2024 du Premier ministre Srettha ouvrait la voie à un nouveau gouvernement : il sera dirigé par la fille de Thaksin, Paetongtarn Shinawatra. Cependant, les ennuis judiciaires n'ont pas disparu. Malgré une grâce royale hautement symbolique prononcée au lendemain de l'élection de sa fille et libérant Thaksin deux jours seulement avant le terme de sa peine, il reste sous le coup d'une accusation de crime de lèse-majesté tombée en juin, qui le maintient dans une situation politique et judiciaire incertaine.

Thaksin reste, malgré tout, la personnalité la plus influente de la politique thaïlandaise en 2024. L'année 2025 déterminera si, et comment, il pourra tirer parti de cette influence. Anutin Charnvirakul, qui n'a cessé d'accroître son influence politique tout au long de l'année 2024, pourrait lui disputer sa place d'homme politique le plus influent.


Source : Wikipedia

Anutin, l'homme des lendemains ?

Anutin Charnvirakul (1966) est issu d'une famille sino-thaïe, originaire du Guandong pour sa partie chinoise. Après des études dans un établissement catholique de Bangkok (collège de l'Assomption) et une université américaine (université Hofstra, New York), il se lance dans une double carrière sur les traces de son père Charavat Charnvirakul, alors industriel à la tête de la Sino-Thai Engineering and Construction Public Co (STECON, 1962) et politicien, plusieurs fois ministre, à la tête du parti Bhumjaithai (BJT, 2009).

Anutin commence à fréquenter les cabinets ministériels en 1996 et de rapproche de Thaksin, sous les gouvernements duquel il détiendra plusieurs portefeuilles ministériels (2004-2006). Cette proximité lui coûte cinq années d'exclusion de la vie politique après la chute de Thaksin. En 2012, il succède à son père à la tête du BJT ; au lendemain des élections de 2019, c'est à ce titre qu'il candidate, en vain, au poste de Premier ministre. Il obtiendra néanmoins celui de vice-Premier ministre (qu'il détient toujours) ainsi que le portefeuille de la Santé dans le gouvernement du général Chan-o-cha (2019-2023). À la Santé, son principal

héritage est la dépénalisation du cannabis à usage médical (actée en juin 2022), qui le conduit alors à en promouvoir activement la culture. Il est aujourd'hui ministre de l'Intérieur.

Anutin est un homme politique « à l'ancienne », adossé à une longue carrière, à la différence de ses concurrents les plus en vue ces dernières années – les généraux Prayut Chan-o-cha, Prawit Wongsuwan, Sreetha Thavisin, Pita Limjaroenrat et Paetongtarn Shinawatra. En outre, il tient fermement en main le BJT dont il a fait progresser régulièrement le nombre de parlementaires, passés de 34 (2011) à 71 (2023), et qu'il a placé dans les différentes coalitions au pouvoir depuis 2019. En 2024, le BJT a été le grand vainqueur surprise des élections sénatoriales, quoique les résultats en soient contestés – ce qui laisse planer la menace de possibles procédures. Certes, les membres du Sénat sont constitutionnellement extérieurs aux partis, mais les quelque 120 sénateurs de *sensibilité* BJT, s'ajoutant aux 71 députés du parti lui permettront de peser dans un grand nombre de procédures parlementaires ou de nominations, y compris un éventuel processus de révision constitutionnelle à venir.

Au terme de l'année 2024, à défaut d'être l'homme fort de la politique thaïlandaise, Anutin, parfaitement compatible avec les militaires et le Palais, en est une figure incontournable.

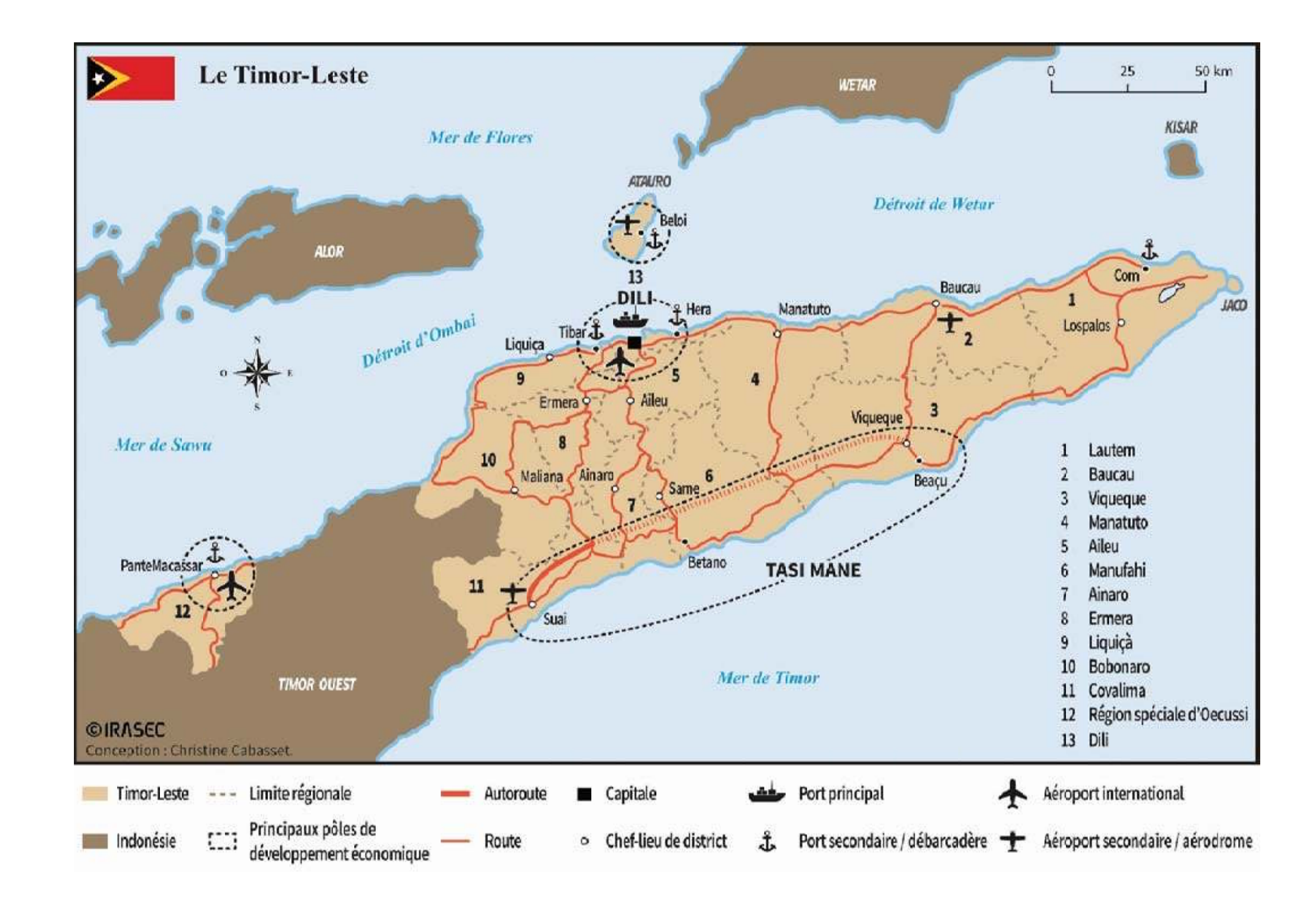
Arrêt sur image



Courtesy : The Nation

Le 22 août 2024, l'ancien Premier ministre thaïlandais Thaksin Shinawatra prononce son premier discours public depuis son retour en Thaïlande en 2023, après 17 ans d'exil, à l'occasion de l'événement « *Vision for Thailand 2024* » organisé par Nation Group, l'un des principaux conglomérats médiatiques thaïlandais.

Cet événement intervient une semaine après que la fille de Thaksin, Paetongtarn Shinawatra, a été élue Première ministre à la suite de la révocation par la Cour constitutionnelle de son prédécesseur, Srettha Thavisin. Thaksin est largement considéré comme la force motrice du programme politique du parti Pheu Thai et comme le stratège façonnant politiques gouvernementales et manœuvres politiques, ceci incluant nominations au gouvernement et initiatives économiques.



Le Timor-Leste
Mer de Flores
WETAR
KISAR
ATAURO
Beloi
ALOR
Détroit de Wetar
Détroit d'Ombai
Mer de Sawu
Mer de Timor
TIMOR OUEST
TASI MANE
DILI
13
Hera
Tibar
Liquiça
Manatuto
Baucau
Com
Lospalos
JACO
Ermera
Aileu
Maliana
Ainaro
Same
Viqueque
Beaçu
Betano
Suai
PanteMacassar
0 25 50 km
N O E S
1 Lautem
2 Baucau
3 Viqueque
4 Manatuto
5 Aileu
6 Manufahi
7 Ainaro
8 Ermera
9 Liquiçà
10 Bobonaro
11 Covalima
12 Région spéciale d'Oecussi
13 Dili
©IRASEC
Conception : Christine Cabasset
Timor-Leste
Indonésie
Limite régionale
Principaux pôles de développement économique
Autoroute
Route
Capitale
Chef-lieu de district
Port principal
Port secondaire / débarcadère
Aéroport international
Aéroport secondaire / aérodrome

Timor-Leste

Paix et réconciliation, au cœur des activismes régionaux[1]

Christine Cabasset

En France, où le pays est encore méconnu, la rencontre à Paris en janvier 2024 entre les présidents José Ramos-Horta et Emmanuel Macron a apporté sa pierre à l'édifice de la visibilité internationale du Timor oriental, laquelle s'est trouvée largement rehaussée depuis l'arrivée à la présidence de Ramos-Horta en 2022 et celle de Xanana Gusmão à la tête du gouvernement en 2023. Le mois de septembre a été particulièrement chargé en événements internationaux majeurs à Dili, qui ont généré une importante couverture médiatique. Ce fut tout spécialement le cas lors de la visite du pape François à Dili au cours de laquelle plus de la moitié de la population totale du pays a pu assister à l'homélie, mais aussi du 20e anniversaire de la consultation populaire d'autodétermination et du 25e anniversaire de l'arrivée de l'International Force for East Timor – Interfet. Parallèlement, le Partenariat stratégique global avec la Chine, annoncé par une déclaration conjointe en 2023, réitéré par une nouvelle déclaration conjointe fin juillet 2024, illustre le refus par Dili de la logique campiste et le renforcement par Pékin de sa présence, comme ailleurs dans la région. Ce mouvement s'inscrit d'ailleurs plus largement dans le cadre des activismes régionaux à l'œuvre, stimulés notamment par la Chine, les États-Unis et l'Australie, le Japon, et plus récemment la France et la Grande-Bretagne par exemple. L'économie bleue, et sa traduction en termes d'activités

[1] Le séjour de terrain de l'autrice en avril-mai 2024 a été réalisé avec le concours de l'université nationale du Timor-Leste (UNTL) et grâce au soutien du Centre Asie du Sud-Est (CASE), de l'Institut Français en Indonésie et au Timor oriental (IFI) et de l'Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine (IRASEC), ainsi que de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS). Nombre d'informations contenues dans cet article sont basées sur des entretiens menés dans le pays et issues de : Christine Cabasset, *Évolutions géopolitiques et géoéconomiques au Timor Oriental. Dili et Jakarta, au cœur des activismes régionaux*, ministère des Armées – Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS), août 2024.

maritimes, constitue un vaste champ d'expression de la volonté est-timoraise de diversification économique, et de l'élaboration de projets par des partenaires internationaux.

Autre grand thème couvert par ce chapitre, la relation du Timor oriental avec les États membres de l'ASEAN dans ce moment si particulier de la préparation et maturation, par Dili, de son entrée dans l'organisation régionale. Et plus précisément avec l'Indonésie, alors que le général Prabowo Subianto, 73 ans, très connu des Est-Timorais, est le nouveau président de l'Indonésie[2]. Ce changement nous semble mériter l'analyse de ses effets éventuels sur les relations bilatérales.

Le Timor oriental sur la scène internationale

La visite du pape François : les « JO » du Timor oriental

Dans ce pays où, en 2022, 97,5 % de la population déclaraient être de confession catholique (et 2 % de protestants) la visite du pape François du 9 au 11 septembre a représenté une séquence paroxysmique. La précédente visite papale à Dili, de Jean-Paul II effectuée dans la foulée d'une étape à Jakarta, avait eu lieu 35 ans auparavant, en octobre 1989, dans un territoire alors occupé par les forces armées indonésiennes depuis son invasion en décembre 1975 et son annexion au titre de 27e province d'Indonésie en 1976. L'événement avait revêtu une importance particulière en ce sens où il avait permis de rompre, au moins pour quelque temps, la chape de plomb qui s'était abattue sur l'ancien Timor portugais devenu *Timtim* (abréviation de *Timor Timur*, Timor Est en indonésien) et de replacer Dili sur la carte du monde. Si le contexte de cette nouvelle visite papale était bien différent de celui de 1989, y compris en ce qu'elle était incluse dans un voyage comprenant trois autres étapes (Jakarta, Port Moresby, Singapour), l'événement a conféré au pays une épaisseur

[2] De 1976 à 1998, la carrière militaire de Prabowo Subianto est indissociable du Timor oriental et des forces spéciales de l'armée indonésienne « Kopassus » (Komando Pasukan Khusus), institution aux commandes de l'invasion du Timor-Leste en 1975 et régulièrement accusée de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité et de formation de milices locales violentes, au Timor, mais aussi en Papouasie occidentale, à Java, etc. 1998 marque un tournant : Prabowo est nommé à la tête du plus gros commandement opérationnel, le Commandement stratégique de l'armée « Kostrad » et atteint le grade de lieutenant général. Quelques mois plus tard, fin 1998, il est démis de ses fonctions et de l'armée, officiellement pour enlèvement et torture d'activistes lors des émeutes qui ont conduit à la démission de Suharto. Fin février 2024, il a été élevé par le président Joko Widodo au rang de général honoraire quatre étoiles. Pour rappel, on estime à 180 000 le nombre de victimes du conflit au Timor oriental entre 1975 et 1999, soit un quart à un tiers de la population totale de l'époque.

nationale, régionale et internationale, comme il a conforté les Est-Timorais dans leur foi.

Les images issues d'une couverture médiatique nourrie parlent d'elles-mêmes, dès l'arrivée du pape : des milliers de personnes de tout âge, massées au long de l'itinéraire du cortège papal de l'aéroport de Dili au centre-ville, et une marée humaine pour la messe et homélie du 10 septembre. Prononcée devant plus de 600 000 personnes (contre 80 000 à Jakarta, 50 000 à Singapour et 35 000 à Port Moresby), la messe fut de loin la plus imposante donnée par le pape François au cours de sa tournée asiatique. Que ce gigantesque rendez-vous réunissant environ la moitié de la population totale du pays se soit déroulé sans incident majeur, a constitué un tour de force abondamment salué. Et ce, même si les services de sécurité, tout particulièrement ceux du pape, ont certainement eu des sueurs froides face à une proximité de tous les instants due à la ferveur des Est-Timorais – et plus largement des chrétiens, dont ceux venus de l'est de l'archipel indonésien –, tous se pressant dans l'espoir d'échanger un mot avec le Saint-Père ou d'étreindre ou d'embrasser sa main.

Arrivé en terrain déjà largement conquis, le pape a profité des rencontres inscrites au programme pour émettre un certain nombre de messages adaptés au contexte est-timorais, saluant la paix et la réconciliation, dans le pays comme avec l'Indonésie, ou alertant sur l'importance de garder sa culture et de veiller au bien-être de tous, y compris des plus humbles. De plus, alors que le pays est confronté comme ailleurs aux cas de pédophilie perpétrés par des membres du clergé, qui plus est héros de la lutte contre l'occupation indonésienne[3], le pape François a appelé à « prévenir toute forme d'abus ». Certains ont regretté que l'appel soit resté en filigrane, contrairement à l'appel beaucoup plus explicite « à ne pas dissimuler les violences sexuelles » qui marquera la messe de clôture de son déplacement en Belgique à la fin du même mois[4]. Par ailleurs, célébrant la présence d'un grand nombre d'enfants dans le pays[5], il a rompu avec la perception commune d'une démographie « trop » dynamique, souvent qualifiée de handicap au développement.

---

[3] Emblématiques de ces cas, la condamnation en 2021 de l'ex-prêtre et ex-dirigeant d'un orphelinat à Oecussi Richard Daschbach à 12 ans de prison, puis la mise en cause en 2022 de l'ex-évêque de Dili (1988-2002) et co-prix Nobel de la paix (1996) Monseigneur Carlos Belo.

[4] *La Croix* avec *AFP*, « Voyage du pape en Belgique : François appelle à ne pas "dissimuler" les violences sexuelles », *La Croix*, 29 septembre 2024.

[5] Selon le recensement de la population de 2022, 64 % de la population totale a moins de 30 ans, et l'indice conjoncturel de fécondité est de quatre enfants par femme (contre plus de sept enfants par femme au début des années 2000).

Il reste que son encouragement aux Est-Timorais à « continuer à avoir beaucoup d'enfants » flatte la frange la plus conservatrice de la société, quand bien même la situation sociale et économique est difficile pour les populations les plus modestes et que les droits de l'enfant, autant que ceux de la femme, restent loin d'être garantis.

Le Partenariat stratégique global, un signe manifeste de l'avancée de la Chine dans le pays ?

Pour avoir vécu la guerre pendant un quart de siècle et connaître les faibles capacités militaires nationales, les dirigeants est-timorais suivent attentivement la géopolitique mondiale actuelle, source d'inquiétudes. Les Est-Timorais dans leur ensemble sont profondément attachés à la paix et à tous les efforts pour la favoriser. Ils sont en cela proches de la position aséanienne officielle.

Notons également que comme dans les pays membres de l'ASEAN, au Timor oriental, la perception de la Chine diffère considérablement de celle occidentale. Sur place, Pékin figure au rang des partenaires importants, et comme les autres pays de la région, Dili refuse de s'inscrire dans une logique campiste. Ainsi, spécifiquement dans le domaine sécuritaire, il n'est pas rare d'entendre dire que les États-Unis et la Chine sont tous deux belligérants et tentent d'avancer leurs pions respectifs. Sur la même ligne, en marge du Shangri-La Dialogue à Singapour fin mai-début juin 2024 (et lors des rencontres et déclarations suivantes), José Ramos-Horta rappelait la position du Timor oriental afférente au principe d'une seule Chine et appelait à « cesser d'armer Taïwan » qui est « une partie de la Chine »[6]. De plus, le soutien à la Chine tient aux relations anciennes tissées entre les deux États : l'empire du milieu a été le premier pays à reconnaître, non seulement l'indépendance officielle de Timor-Leste le 20 mai 2002, mais également sa première indépendance proclamée unilatéralement le 28 novembre 1975, une dizaine de jours avant l'invasion du territoire. Par ailleurs, là comme ailleurs, la Chine est un partenaire important pour Dili dans la réalisation d'infrastructures et qui s'est montré généreux en construisant, en équipant et en meublant à titre gratuit pour le Timor-Leste plusieurs bâtiments

[6] « President of Timor-Leste says he supports one-China principle », *Cgtn.com*, 2 juin 2024.

étatiques[7], et en concluant divers partenariats dans les domaines éducatif, sanitaire et agricole.

Néanmoins, contrairement à ce qui est souvent véhiculé ou craint par les médias australiens par exemple, le rôle de la Chine au Timor oriental, souvent jugé proéminent, mérite d'être nuancé. S'il est vrai que la Chine renforce sa présence comme elle le fait ailleurs dans la région et au-delà, celle-ci est loin d'être aussi importante que dans d'autres pays d'Asie du Sud-Est. Avec une aide au développement totale depuis l'indépendance estimée à une fourchette entre 88 et 130 millions $ US[8], la Chine figure loin derrière l'Australie – premier partenaire de développement – qui attribue annuellement autour de 80 millions $ US. Parallèlement, selon les chiffres officiels est-timorais, les investissements originaires de Chine n'auraient pesé que pour 1,7 % des investissements totaux réalisés dans le pays de 2016 à 2023 (sachant que près de 52 % des investissements étaient est-timorais)[9]. De plus, en 2022, 14,2 % des importations (en valeur) seraient originaires de Chine, contre 56 % provenant des pays ASEAN (dont 31,4 % de la seule Indonésie)[10]. Néanmoins, la Chine est très bien placée – au minimum pour être le moins-disant – pour obtenir des contrats de construction du gouvernement est-timorais, comme ce fut le cas pour la première tranche de l'autoroute (sud du pays), les centrales électriques, etc. Elle devrait continuer à bénéficier de projets à venir, liés entre autres au projet de pôle de développement pétrochimique de Tasi Mane (poursuite de l'autoroute, port et aéroport de Suai, potentielle raffinerie de GNL à Beaçu, nouveaux quartiers urbains des « nouveau Beaçu », « nouveau Betano », « nouveau Suai », etc.). Il est intéressant de noter que des entreprises chinoises s'installent depuis longtemps au Timor oriental. Au début des années 2000, il s'était d'abord agi de la réinstallation rapide de Sino-Est-Timorais sur les ruines encore fumantes de Dili[11], ce qui avait alors représenté une contribution précieuse à la

---

[7] Entre 2009 et 2013, la Chine a ainsi offert le nouveau palais présidentiel, le ministère des Affaires étrangères et le centre de formation diplomatique, ainsi que l'édifice abritant conjointement le ministère de la Défense et le quartier général des forces armées (d'une valeur estimée à 28 millions $ US au total).

[8] Eliziaria Gomes et Charles Scheiner, *Chinese involvement in Timor-Leste, Myths and Facts*, Note pour Misereor Partners, octobre 2021.

[9] TradeInvest Timor-Leste, SERVE, Tax Authority, MOP, MCI and IGT, *Monitoring Investment Dynamics: Assessing Investment Certificates, Declaration of Benefits and Special Investment Agreement (2016-2023)*, TradeInvest, Dili, 2023.

[10] RDTL-Institut national de statistique de Timor-Leste, *Timór-Leste em Números, 2022*, Institut national de statistique de Timor-Leste, Dili.

[11] Environ 80 % des infrastructures du pays avaient été détruites et incendiées en septembre 1999 par l'armée indonésienne et les milices pro-indonésiennes. Pris pour cible comme « cinquième colonne » et « œil de Pékin » par

réactivation de la ville. Au fil des années, on a assisté à l'arrivée de ressortissants chinois de Chine dans l'ensemble du pays, marquée à Dili par une forte concentration de commerces diversifiés de matériels importés pour les secteurs du bâtiment par exemple, d'entrepôts, de superettes et de supermarchés, d'hôtels, dans une relative proximité de l'aéroport à Dili – le quartier Hudilaran notamment.

Toujours est-il que dans un contexte marqué par un activisme régional – dont celui de l'Australie et des États-Unis –, la Chine renforce ses relations diplomatiques avec le Timor oriental sous la forme du partenariat stratégique global, annoncé en 2023 et réitéré fin juillet 2024. Si la déclaration commune issue de la rencontre entre José Ramos-Horta et Xi Jinping à Pékin sur ce sujet reprend la plupart des points listés dans celle de 2023, en 2024 elle précise les contours de la coopération sécuritaire, incluant des échanges, non seulement à tous les niveaux entre les forces militaires des deux pays, mais aussi entre les forces de police. Pour autant, cette séquence s'inscrit indéniablement dans le cadre d'un rapprochement plus global de la Chine avec les pays de la région, comme l'illustrent en 2024 les relations ASEAN-Chine, ou encore Chine-Indonésie.

Notons pour clore cette partie que compte tenu des relations anciennes et nourries avec le Portugal et l'Australie, avec l'Union européenne, le Japon, la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement, etc., le Timor-Leste est lié de façon privilégiée à la sphère états-unienne, comme la majorité des pays aséaniens. Ce que José Ramos-Horta, diplomate longtemps basé aux États-Unis et en Australie, rappelle régulièrement.

La relation avec l'ASEAN et l'Indonésie dans un moment spécial

L'adhésion à l'ASEAN en perspective

La feuille de route (non publiée) remise en juin 2023 par le secrétariat de l'ASEAN à la ministre des Affaires étrangères et de la coopération, Adaljiza Magno, liste un nombre conséquent d'exigences auxquelles le Timor-Leste doit se conformer, comme : la charte de l'ASEAN, tous les traités, conventions et accords de l'ASEAN,

l'armée indonésienne, la plupart des Sino-Est-Timorais avaient quitté le territoire suivant l'invasion du pays en décembre 1975.

mais aussi la préparation d'un nombre suffisant de personnels parlant l'anglais et personnels de sécurité, ainsi que la construction d'infrastructures physiques, nommément hôtels, centres de convention, aéroport, établissements de santé, etc. Ces équipements sont requis pour les multiples réunions de l'ASEAN et l'accueil de visiteurs en conséquence, comme ils concourent à la densification des services commerciaux et du tissu urbain dans le domaine de l'hospitalité notamment. Une qualité jugée essentielle alors que le pays cherche à diversifier son économie, fortement dépendante des hydrocarbures depuis l'indépendance, et à démontrer sa capacité à attirer des investisseurs.

Objectivement, le Timor oriental devrait mettre plusieurs années à intégrer ces normes (voir le portrait de la vice-ministre à l'ASEAN, Maria Rangel). Et ce, même s'il semble se murmurer à Jakarta qu'il ne serait pas impossible que Dili puisse intégrer le groupement régional en 2025. L'élaboration de ressources humaines formées et en nombre suffisant étant l'un des points problématiques, la formation en 12 mois intitulée Futurs dirigeants pour l'ASEAN (*Futuru Líder Ba ASEAN*) pour 100 jeunes gens de 23 à 37 ans financée par le gouvernement de Timor-Leste est à saluer[12]. Parallèlement et plus largement, en cette période où les personnels diplomatiques sont en formation accélérée sur les principes de l'intégration régionale et plus précisément sur les normes et fonctionnement de l'ASEAN du fait de la perspective de l'adhésion, les États membres, et tout particulièrement l'Indonésie et Singapour, sont régulièrement cités pour l'intensité de l'aide au Timor oriental sur ce sujet.

Inévitablement, certains agents administratifs ou diplomates déplorent à voix basse que la feuille de route ne s'applique qu'au Timor oriental, dans la mesure où aucun autre pays sud-est asiatique ne s'est vu imposer ce genre de document. Ils font de plus valoir que certains secteurs sur lesquels Dili se démarque, comme la liberté d'expression, la liberté religieuse, la pluralité politique et la tenue d'élections libres, qui auraient pu être profitables aux autres pays, ne font malheureusement pas partie des exigences régionales.

Concernant les relations économiques, mis à part les investissements et chantiers sous contrats menés par les Indonésiens (voir *infra*) et par les Singapouriens (gros projet touristico-immobilier Pelican Paradise en construction,

---

[12] Gouvernement du Timor-Leste, « Call for applications for the Second Cohort of the Futuru Líder ba ASEAN programme », *timor-leste.gov.tl*, 13 novembre 2024.

université singapourienne, etc.), ceux des autres États membres sont encore limités dans le pays. C'est un facteur qui a pu jouer en défaveur de l'adhésion du Timor oriental à l'ASEAN, les États membres ne percevant pas les bénéfices économiques, dont les marchés, qu'ils auraient à y gagner. Ce facteur a également probablement influé sur l'activité déployée à nouveau en 2024 par José Ramos-Horta, Xanana Gusmão, Bendito Freitas, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, et Agio Pereira, ministre de la présidence du Conseil des ministres, au cours de visites officielles dans les États membres – Brunei, Indonésie, Laos, Malaisie, Philippines, Singapour, Viêtnam, etc. – ou lors de l'accueil de leurs homologues à Dili. Moult accords de coopération ont été signés dans ce cadre et nombre de secteurs en attente de développement via des investissements ont été valorisés et identifiés.

Prabowo, nouveau président de l'Indonésie : quels effets sur les relations bilatérales ?

Indonésie et Timor-Leste, chantres de la paix

À la lumière de l'humiliation que les résultats de la consultation populaire du 30 août 1999, largement en faveur de l'indépendance du Timor oriental, avait représenté pour l'Archipel et de la sensibilité qu'a longtemps recouvert la question est-timoraise pour l'Indonésie, ce qui a été accompli par les deux pays pour restaurer et normaliser les relations depuis la période 1999-2002 est véritablement remarquable[13]. La rapidité avec laquelle ce processus s'est opéré est à mettre au crédit des instances politiques des deux pays. Au-delà de multiples réunions à Jakarta ou à Dili, et de la présence à Dili d'une quarantaine d'entreprises indonésiennes, un grand nombre de coopérations, dans tous les domaines, de la santé à l'éducation et à la défense, et aujourd'hui à l'ASEAN, lient les deux pays. Celles-ci se renforcent encore, dynamisées par le processus d'adhésion en cours de Timor-Leste et le soutien indonésien. Ainsi, parallèlement aux entreprises chinoises pour la construction de grandes infrastructures, des contrats sont octroyés de façon accrue par le gouvernement aux sociétés indonésiennes, marquant le rapprochement entre les

[13] Christine Cabasset, 2020, « Timor-Leste. Petit, lointain… et aux cœurs de préoccupations stratégiques », *in* Christine Cabasset et Claire Tran (dir.), *L'Asie du Sud-Est 2020. Bilan, enjeux et perspectives*, Bangkok-Paris, IRASEC-Les Indes savantes, p. 375-399 ; et Christine Cabasset, 2021, « Timor oriental : ce pays a-t-il sa place dans l'ASEAN ? », *La Revue Diplomatique*, n° 14 spécial « L'Asie du Sud-Est : un carrefour d'enjeux géopolitiques », p. 109-112.

ministères respectifs en charge des travaux publics et de la planification[14]. À titre d'exemple, alors que l'agence de coopération internationale du Japon, la JICA, a longtemps été pressentie pour l'extension et la rénovation de l'aéroport de Dili, le gouvernement a annoncé en août 2024 que l'entreprise d'État indonésienne Waskita Karya, qui a déjà oeuvré à l'expansion des aéroports d'Oecussi (international) et de Suai, avait remporté l'appel d'offres pour la conception et la construction du projet (72,5 millions $ US). Une autre entreprise indonésienne, le consortium destiné à la consultance et à la gestion de projets (6,25 millions $ US), PT Amythas et Meinhardt EPCM Indonesia, a remporté un appel d'offres complémentaire. L'ensemble du projet sera réalisé en partenariat public-privé, entre autres grâce à un prêt de la Banque asiatique de développement avec le soutien du Japon et de l'Australie. Dans un domaine plus politique, les deux États valorisent régulièrement médiatiquement leurs bonnes pratiques conjointes dans le domaine de la paix et les dirigeants est-timorais promeuvent l'Indonésie auprès des instances internationales. Ce fut encore le cas fin mai 2024 où, en marge de la 4e conférence internationale sur les petits États insulaires en développement à Antigua-et-Barbuda, Xanana Gusmão a proposé de nommer l'ancien président indonésien Susilo Bambang Yudhoyono (2004-2014) à la tête d'une Commission pour la paix afin de résoudre la crise en Birmanie. En juin, Gusmão recevait l'Indonésien Dino Patti Djalal[15] au titre de producteur d'un documentaire commandité par Yudhoyono sur la réussite de la réconciliation entre l'Indonésie et Timor-Leste, centré sur les trois principaux protagonistes que sont Susilo Bambang Yudhoyono, Xanana Gusmão et José Ramos-Horta.

Dans un contexte diplomatique, économique et politique positif entre les deux pays, il n'est pas inutile d'envisager la manière dont l'arrivée de Prabowo pourrait se traduire dans la relation bilatérale.

L'arrivée de Prabowo au plus haut niveau de l'État, et l'accentuation de la politique est-timoraise de réconciliation

Si l'accession de Prabowo au plus haut sommet de l'État indonésien fait grincer les dents de la plupart des Est-Timorais, ceux-ci se montrent le plus souvent

---

[14] « Timor-Leste e Indonésia Reforçam Cooperação no Planeamento e Desenvolvimento de Infraestruturas », *Timor-leste.gov.tl*, 27 septembre 2024.

[15] Ancien ambassadeur d'Indonésie aux États-Unis et fondateur et président du think tank Foreign Policy Community of Indonesia (FPCI) à Jakarta.

pragmatiques, respectant avant tout le choix souverain des Indonésiens. De plus, ils savent qu'élire Prabowo ou le juger pour ses rôles et actions passés, ne relève que du choix des Indonésiens. Et ce, à l'instar de Ramos-Horta qui avait rejeté en 2009 toute idée d'établissement d'un tribunal international pour juger les crimes commis entre 1975 et 1999, et insisté sur le fait que les avancées dans le domaine des abus aux droits humains ne pourraient avoir pour origine que les Indonésiens. Les élites politiques est-timoraises mettent également en avant l'avantage de « déjà bien se connaître ». Il n'en reste pas moins que des Est-Timorais ancrés dans la société civile et les ONG éprouvent le besoin de revenir sur l'histoire douloureuse que Prabowo incarne et d'exprimer leur attente de justice pour les atrocités commises durant l'occupation indonésienne[16]. En ce sens, le séminaire pour la Journée internationale des Nations unies en soutien aux victimes de la torture, organisé à Dili en juin 2024 par le Centre national Chega ! et l'Association des anciens prisonniers politiques, a visé à honorer la mémoire des événements tragiques survenus entre 1975 et 1999.

À contrario, la figure politique Fidelis Magalhães[17] est allée jusqu'à imaginer que le mandat de Prabowo pourrait bénéficier à Dili sous la forme d'une clarification des nombreuses zones d'ombre sur son rôle durant l'occupation du territoire est-timorais, avec l'ouverture espérée des archives militaires, ou encore l'identification et le retour sur le sol est-timorais des restes mortuaires des anciens leaders de la résistance tués par l'armée indonésienne, comme Nicolau Lobato[18]. Il était même espéré que Prabowo réserve au Timor-Leste sa première visite officielle à l'étranger. Si celui-ci ne l'a pas fait, ses premières visites officielles l'ayant conduit dans bien d'autres pays, tant au lendemain de son élection en février, qu'en novembre dans la foulée de son investiture, Xanana Gusmão et Prabowo se sont néanmoins rencontrés au Palais présidentiel à Jakarta le jour-même de l'investiture le 20 octobre. Leur rencontre – et leur chaleureuse accolade immortalisée par une photo – illustrent, s'il en était besoin, la capacité des Indonésiens, et encore plus des Est-Timorais, d'aller

[16] Maria Manuela Leong Pereira and Li-Li Chen, « How Timorese Women Perceive the Election of Prabowo Subianto in Indonesia », *The Diplomat*, 28 mai 2024.
[17] Ex-ministre de la présidence du Conseil des ministres (2020-2023) dans le gouvernement dirigé par le Premier ministre Taur Matan Ruak. Fidelis Magalhães, « What Prabowo's election victory in Indonesia means for deeper reconciliation with Timor-Leste », *Lowy Institute*, 24 avril 2024.
[18] Le premier Premier ministre du Timor oriental, qui a déclaré l'indépendance de Timor-Leste le 28 novembre 1975 et a été tué fin décembre 1978 lors d'une opération militaire dirigée par Prabowo. Les dépouilles de nombreux autres combattants et civils n'ont jamais été retrouvées.

de l'avant et de mettre tout en œuvre pour favoriser la paix, autant que le grand sens politique des principaux protagonistes.

De fait, la nouvelle posture de Prabowo de président élu[19], conjuguée à sa proximité avec Joko Widodo et à la présence de son vice-président, Gibran Rakabuming Raka, fils aîné de Joko Widodo, laissent imaginer que le mandat de Prabowo devrait globalement s'inscrire dans la continuité de ses prédécesseurs concernant le Timor oriental. Certes, sa notoriété internationale, acquise lors de l'occupation du Timor oriental par l'Indonésie, puis alors qu'il était interdit de séjour aux États-Unis et en Australie par exemple, jusqu'à sa nomination par Joko Widodo comme ministre de la Défense en 2019, explique qu'il attirera les regards. Mais, au-delà, ses fonctions ministérielles lui ont clairement permis de lisser son personnage et de valoriser aux yeux de la communauté internationale son habileté diplomatique, son goût pour les relations internationales et sa crédibilité dans la modernisation de la défense indonésienne.

S'inscrivant dans la démarche de réconciliation entamée par le Timor oriental depuis l'indépendance de 2002, très précisément par les principaux dirigeants historiques et les Nations unies, Prabowo a été invité à assister à la commémoration du 49e anniversaire de la proclamation unilatérale d'indépendance le 28 novembre, dont la cérémonie principale avait lieu cette année à Oecussi. Si le président indonésien n'a pas répondu positivement à l'invitation, il s'est fait représenter par trois très hautes personnalités, dont deux généraux (à la retraite) emblématiques de l'occupation indonésienne du Timor oriental[20] : le général Wiranto (77 ans), conseiller spécial du président Prabowo pour les affaires politiques et sécuritaires, et le général Kiki Syahnakri (77 ans), ainsi que Budi Gunawan (65 ans), ministre coordinateur des Affaires politiques et sécuritaires (et ex-patron de l'agence nationale de renseignement BIN) du gouvernement Prabowo. Dans le même esprit, José Ramos-Horta avait également invité Eurico Guterres, ancien chef de la milice pro-indonésienne Aitarak à ladite cérémonie ; une invitation qui avait ouvert des débats dans le pays. De façon plus prosaïque, la réunion bilatérale du 21 octobre a

---

[19] Voir le chapitre « Indonésie » de Gabriel Facal dans ce volume.

[20] Général indonésien, Wiranto était ministre de la Défense et commandant des forces armées indonésiennes (TNI) lors de la consultation populaire d'autodétermination de 1999 au Timor oriental. Les milices pro-indonésiennes, formées et équipées par l'armée, ont été accusées de violations massives des droits humains, avant, pendant et après la consultation, notamment des massacres et des déplacements forcés. Wiranto, comme le général Kiki Syahnakri, alors Commandant des opérations sous loi martiale au Timor oriental, et cinq autres hauts gradés indonésiens, ont été inculpés de crimes contre l'humanité, bien qu'ils n'aient jamais été jugés.

également permis aux deux délégations de discuter de la frontière terrestre et du souhait du Timor-Leste de voir aboutir les négociations[21]. Les frontières nous semblent mériter une attention particulière, d'une part en tant qu'anciennes marges remuantes, d'autre part car la fixation des limites maritimes entre les deux pays reste conditionnée au règlement définitif des frontières terrestres.

Les limites frontalières encore en suspens

Bien qu'il faille garder à l'esprit qu'une telle durée est loin d'être exceptionnelle dans le règlement des disputes frontalières à l'échelle mondiale et même régionale sud-est asiatique, signalons que la délimitation définitive des frontières terrestres entre les deux pays, en cours depuis l'indépendance est-timoraise en 2002, montre encore peu de progrès à ce jour. Le litige concerne des segments frontaliers entre l'enclave d'Oecussi (Timor-Leste) et Timor Ouest (Indonésie), et plus précisément ceux de Noel Besi-Citrana et de Bijael Sunan-Oben. Alors que la fin d'année 2023 avait laissé entrevoir la résolution du segment Noel Besi-Citrana, avec une possible validation officielle des frontières définitives début 2024, l'opposition des populations locales est-timoraises au projet de tracé a stoppé l'accord prévu et relancé les négociations à partir de février 2024. L'accord bilatéral envisagé reposait en effet sur le retour sous souveraineté indonésienne d'une terre de 270 ha, sur les plus de 1 000 ha au total, de cette région deltaïque fertile appelée Naktuka. Le précédent accord de 2019 entre les deux gouvernements sur les frontières territoriales s'était également conclu par un échec du fait de l'opposition des populations locales indonésiennes de la même aire. Le litige frontalier prend sa source dans l'histoire coloniale et la délimitation imprécise et inaboutie des frontières entre le XVIIIe siècle et le début du XXe siècle[22], ainsi que dans la géographie et la géopolitique. Ce litige a entraîné divers épisodes de tensions et d'incidents frontaliers entre l'indépendance et le tournant des années 2010, quoique de moindre intensité depuis lors.

Face aux désaccords, les dirigeants des deux pays mettent depuis longtemps en avant les idées de coopération et de paix, au travers de l'établissement de marchés

[21] « Xanana-Prabowo diskute asuntu fronteira terrestre », *Tatoli.tl*, 21 octobre 2024.

[22] Pour un rappel historique de l'élaboration de la frontière, cf. Frédéric Durand, 2002, *Timor Lorosa'e, Pays au carrefour de l'Asie et du Pacifique, un atlas géo-historique*, Marne-la-Vallée/Bangkok, PUMV/IRASEC ; et « Timor, géohistoire des frontières stratifiées », *Géoconfluences*, 10 juin 2020.

locaux d'une zone économique, et d'une aire protégée. Dans la même perspective de réconciliation, est régulièrement organisé un Festival transfrontalier[23] comprenant des manifestations culturelles, sportives et académiques. L'édition d'octobre 2024 s'est tenue conjointement dans la municipalité de Pante Macassar à Oecussi (Timor-Leste) et à Kefamenanu à Timor Ouest (Indonésie). Quelques mois auparavant, début juillet, l'ambassade d'Indonésie au Timor oriental avait organisé la première course pédestre « Historic Cross Border » sur 10 km, ralliant le port de Wini à Timor Ouest au Port Mahata à Oecussi, qui a attiré plus de 500 coureurs des deux pays. Plus largement, est défendue du côté est-timorais l'idée d'« une frontière de paix » sur l'ensemble de l'île, voire pour certains, sur l'ensemble des îles adjacentes à l'île de Timor.

Économie bleue, essor d'activités maritimes, et promesses d'un partenariat australo-est-timorais pour la mise en exploitation du gisement gazier Greater Sunrise

Au 30 septembre, le Fonds pétrolier[24] s'élevait à près de 19 milliards $ US, un montant stable depuis plusieurs années. Le 20 novembre, le parlement a approuvé le budget total de l'État 2025 de 2,617 milliards $ US[25], promulgué par le président peu après, en mettant l'accent sur les infrastructures stratégiques tel que le pôle de développement pétrochimique Tasi Mane sur la côte sud, sur la croissance économique et le bien-être social.

Annoncée et stimulée par Xanana Gusmão notamment lors de la 9e conférence « Notre Océan » en Grèce en avril 2024, puis en mai à la 4e conférence internationale sur les petits États insulaires en développement à Antigua-et-Barbuda, « l'économie bleue »[26] est devenue le nouveau mantra gouvernemental. Si ce domaine est

---

[23] La communication générale porte sur le « Cross-Border Festival », complétée par « Festival Fronteira » en tetum ou « Festival Lintas Batas » en indonésien.

[24] Établi en 2005 sur le modèle norvégien, le fonds a rapidement pu procurer des revenus pétroliers et permettre au Timor oriental de s'affranchir de l'aide internationale. L'utilisation du Fonds, avec des prélèvements annuels supérieurs au montant durable estimé (Estimated Sustainable Income), est critiquée par les ONG de développement.

[25] « PN aprova PJE 2025 ho Montante Billiaun $2,6 iha final global », *Independente.tl*, 20 novembre 2024.

[26] En l'absence d'une définition universellement acceptée, la Banque mondiale la définit comme « l'utilisation durable des ressources océaniques pour la croissance économique, l'amélioration des moyens de subsistance et l'emploi, tout en

résolument pertinent pour le Timor-Leste comme pour la région, marqués par une grande biodiversité marine reconnue et comprise entre autres dans l'espace collaboratif transfrontalier du Triangle de Corail[27], il reste à espérer que le milieu marin, déjà affecté par de forts niveaux de pollution ou de surpêche (dont celle occasionnée par la pêche illégale), soit l'objet de mesures de protection. Car l'économie bleue paraît sur place être aussi un ressort pour activer divers types de projets d'aménagement et de développement, même ceux parfois éloignés des préoccupations de gestion du littoral et de protection de l'environnement, un travers loin d'être exclusif à Dili[28]. Se dessine une vision économique de la mer, laquelle est, de fait, fortement inspirée de l'*ASEAN Blue Economy Framework* publié en 2023, qui affiche l'objectif « d'exploiter les richesses des ressources naturelles afin de maximiser la croissance potentielle de la région » et dans lequel la notion de protection est quasiment absente[29].

Toujours est-il qu'émergent à Dili divers projets afférents aux activités maritimes, cruciaux pour la diversification économique du pays. Tel le Japon qui, via son agence de développement, la JICA, concentre une partie de son action – le plus souvent via son aide publique au développement, dons – aux activités portuaires. C'est dans ce cadre qu'a été refait le port à passagers du centre-ville de Dili en 2019, après que les activités commerciales ont été déménagées au nouveau port en eau profonde de Tibar (voir *infra*). La JICA étudie la possibilité de développer d'autres ports autour du pays afin de dynamiser le transport maritime sur l'île. Parallèlement, le groupe privé japonais Tsuneishi, qui emploie déjà plus de 10 000 travailleurs sur ses chantiers navals en Chine et aux Philippines, étudie la possibilité de construire un chantier naval à vocation d'exportation au Timor-Leste, un projet en bonne voie dont la construction devrait démarrer début 2025. Selon l'entreprise, le pays offre plusieurs avantages, comme d'être sur le même fuseau horaire que le Japon, de bénéficier d'une jeunesse nombreuse dont une grande partie

---

préservant la santé de l'écosystème océanique ». Cf. Infographie « What is the Blue Economy », *The World Bank Group*, 6 juin 2017.

[27] Vaste zone créée à l'initiative de l'Indonésie en 2009 réunissant six pays : Indonésie, Malaisie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Timor-Leste, îles Salomon.

[28] Cf. par exemple, Sébastien Colin, 2018, « Le mythe de la coopération halieutique entre la Chine et les États d'Asie du Sud-Est en mer de Chine du Sud », *in* Nathalie Fau et Benoit de Tréglodé (dir.), *Mers d'Asie du Sud-Est. Coopération, intégration et sécurité*, Paris, CNRS Editions, p. 147-174 ; et Service économique de New Delhi, « L'économie bleue en Asie du Sud », Direction générale du Trésor, Paris, juin 2024, p. 3.

[29] Cf. ASEAN Indonesia 2023 – ERIA, « Annex I: Blue Economy as the New Engine for Growth for ASEAN », *Asean Blue Economy Framework*, Secrétariat de l'ASEAN, septembre 2023.

est au chômage ou en sous-emploi et d'un salaire minimum officiel (115 $ US/mois) qui passe pour être le plus bas aujourd'hui en Asie du Sud-Est (à l'exception de la Birmanie). Parallèlement, le Japon a des intérêts énergétiques dans les deux grands gisements d'hydrocarbures Bayu Undan et Greater Sunrise (voir *infra*).

Du côté français, le plus gros investissement réalisé au Timor oriental – et l'un des plus gros investissements étrangers réalisés dans le pays – est de loin celui de Bolloré pour la conception, la réalisation, la maintenance et la gestion d'un port à conteneurs en eau profonde à Tibar, à une dizaine de kilomètres à l'ouest de Dili[30]. Le projet, octroyé par contrat de l'État est-timorais en 2016 pour une concession de 30 ans et mené en Partenariat public-privé (PPP), a commencé ses opérations fin septembre 2022 sous le nom et l'autorité de Timor Port SA, filiale de Bolloré Ports, et compte aujourd'hui 213 employés est-timorais. Parallèlement, afin de renforcer les activités maritimes, Boluda Towage, la division de remorquage du consortium espagnol Boluda Corporación Marítima, par l'intermédiaire de sa filiale Boluda France, a étendu son activité au Timor oriental en 2022. Il s'agit de remorquer, mais aussi de servir de pilote aux manœuvres des navires commerciaux pour les entrées et sorties de port. La société réunit déjà au Timor oriental une vingtaine de marins indonésiens[31] et une dizaine d'Est-Timorais.

Dans un objectif de « sécurisation d'actifs stratégiques » qui l'a amenée fin 2024 à reprendre le contrôle à 80 % de la grande entreprise de câbles sous-marins Alcatel Submarine Networks détenue depuis 2016 par le Finlandais Nokia[32], la France se retrouve également impliquée dans la desserte du Timor-Leste en fibre optique. Selon un contrat signé fin mai 2022 entre le gouvernement est-timorais et Alcatel Submarine Networks (ASN), est en effet arrivé à Dili fin juin 2024 le premier câble sous-marin de télécommunication. Une avancée depuis longtemps attendue compte tenu des faibles qualité et débit du réseau internet qui entravent le développement d'activités les plus diverses. ASN et l'armateur français Louis Dreyfus ont transporté et posé le câble, tandis que la station d'arrivée du câble à terre et centre de données ont été construits par la société australienne DXN Limited.

[30] 130 millions $ US financés par le gouvernement de Timor-Leste et 150 millions $ US par Timor Port (Bolloré), soit 280 millions $ US pour la phase initiale, sur un investissement total sur 30 ans de 500 millions $ US.

[31] L'entreprise ne peut pour le moment recruter d'employés est-timorais en raison de l'absence de certification internationale dans le pays.

[32] Nicolas Arpagian, « Câbles sous-marins : la France sanctuarise cette expertise stratégique », France Info, 10 novembre 2024 ; Camille Morel, 2023, « L'Asie du Sud-Est, nouveau centre de gravité des câbles sous-marins », *in* Gabriel Facal et Jérôme Samuel (dir.), *L'Asie du Sud-Est 2023. Bilan, enjeux et perspectives*, Bangkok, IRASEC, p. 73-109.

Ledit câble « TLSSC » de plus de 600 km sur la partie est-timoraise – sur la côte nord et en mer de Timor – a pour objectif de relier le système de câble nord-ouest australien (Australian North-West Cable System, NWCS) entre Port Hedland et Darwin posé en 2016 et qui appartient à Vocus (Australie). L'arrivée d'autres câbles est planifiée d'ici à quelques années. En période de test au dernier trimestre 2024, le nouvel équipement devrait entrer en fonctionnement début 2025.

Parallèlement, les activités pétrolières constituent l'un des grands sujets de partenariat (et de relations parfois houleuses) entre l'Australie et le Timor-Leste[33]. Depuis le début des années 2000, le principal point d'achoppement entre les deux pays à la mise en exploitation du grand gisement gazier Greater Sunrise estimé à une valeur de 50 milliards $ US est le tracé du gazoduc et la localisation de l'usine de liquéfaction pour la production de gaz naturel liquéfié (GNL). L'Australie défend depuis toujours Darwin afin de profiter de l'équipement construit en 2006 dans le cadre de l'exploitation du gisement Bayu Undan ; tandis qu'en quête d'équipements structurants et de stimulus économiques, la partie est-timoraise s'arc-boute sur le principe d'une implantation à Beaçu ou autre lieu de la côte sud du pays. Les différentes études menées par l'Australie et opinions ont régulièrement privilégié l'option Darwin, la capitale du Territoire du nord de l'Australie ayant en effet largement profité des effets économiques et sociaux liés à la raffinerie de GNL. Inversement, Timor-Leste était présenté comme une option économiquement non viable du fait des coûts inhérents aux solutions techniques en eau profonde (3 000 m) pour que le gazoduc atteigne les côtes est-timoraises. S'en sont suivis d'âpres négociations bilatérales incluant les opérateurs et compagnies pétroliers : l'Australie bénéficie de bien d'autres alternatives que le Greater Sunrise. Dili, de son côté, fait régulièrement valoir l'intérêt qu'il aurait à s'associer à la Chine pour développer ce projet si Canberra bloquait sur le dossier est-timorais – un argument de poids dans le cadre des relations crispées entre l'Australie et la Chine. La nouvelle tant espérée par Dili est tombée fin décembre 2024[34]. L'étude réalisée entre avril et novembre par la société Wood (Écosse - Royaume-Uni) avait en effet conclu que, parmi les quatre hypothèses de développement évaluées, « l'option de Timor-Leste était viable et la

---

[33] Christine Cabasset, 2018, « Les ZCD en Mer de Timor, d'un espace de tensions à un compromis entre le Timor-Leste et l'Australie », *in* Nathalie Fau et Benoît de Tréglodé (dir.), *Mers d'Asie du Sud-Est. Coopération, intégration et sécurité*, Paris, CNRS Édition, p. 195-228.

[34] « Study Confirms Viability of Greater Sunrise Development in Timor-Leste », *Timor-leste.gov.tl*, 23 décembre 2024.

plus avantageuse pour le pays, garantissant des bénéfices économiques et sociaux significatifs ».

Le Timor oriental place d'autant plus d'espoir dans le démarrage du projet que le gisement Bayu Undan, qui fournit le gros de la manne pétrolière à Dili depuis 2004, est aujourd'hui en voie d'épuisement. Initialement jugé être épuisé en 2020, il était passé cette année-là des mains de ConocoPhillips (États-Unis, 68,4 %) à celles de Santos (Australie, 68,4 %). Pour Santos, l'objectif de l'achat était alors d'accompagner l'épuisement du gisement tout en préparant son usage futur sous la forme d'un projet de capture et stockage du CO_2 (CSC). Afin d'être impliquée dans la poursuite de la productivité du gisement, la compagnie pétrolière nationale est-timoraise, Timor Gap E.P., a acquis en septembre 2024, 16 % des parts dans la Bayu-Undan Joint Venture, en échange d'une extension jusqu'au 30 juin 2026 du contrat de production et de partage (Production and Sharing Contract - PSC). Et ce, aux côtés de Santos (36,5 %), SK E&S (Korean energy company, Corée du Sud, 21 %), INPEX (Japon, 9,6 %), ENI (Italie, 9,2 %) et Tokyo Timor Sea Resources (Japon, 7,6 %)[35].

Défis sociaux

À partir d'avril 2024, a émergé parmi les divers défis sociaux un autre sujet à Dili avec l'expulsion de centaines de familles de terrains « occupés illégalement » selon le gouvernement (en l'occurrence le Secrétariat d'État aux Affaires de toponymie et urbaines, SEATOU), en dépit de courriers d'alerte qui leur avaient été envoyés dans l'objectif que lesdits habitants repartent vers leur domicile d'origine (hors de Dili le plus souvent). Les premiers touchés, dans le quartier de Bidau qui longe la route menant aux plages vers l'est du centre-ville de Dili, n'ont pas trouvé de consolation dans la justification du gouvernement d'améliorer le cadre urbain « pour la venue du pape François ». La destruction de leur maison et de l'ensemble de leurs biens a mis le pays en émoi, entre ceux – les plus nombreux – qui reprochaient au gouvernement sa dureté, l'opération jetant à la rue des familles, dont des enfants qui devaient au moins temporairement cesser leur scolarisation ; et ceux partisans des efforts d'urbanisation contrôlée, les parcelles occupées illégalement offrant à la vue un paysage de maisons assez sommaires. Les expulsions se sont poursuivies dans divers

[35] « Santos to transfer 16% stake in Bayu-Undan project to TIMOR GAP », *offshore-technology.com*, 17 septembre 2024.

quartiers, y compris en juillet dans celui de Tasi Tolu, vaste aire concernée à la fois par un grand projet touristico-immobilier privé, « Pelican Paradise », et par tout événement exceptionnel nécessitant d'accueillir des milliers, voire des centaines de milliers, de personnes (visite des papes Jean-Paul II en 1989 et de François en 2024 et autres grandes cérémonies religieuses, rassemblements politiques des périodes électorales, etc.). Ces expulsions ont à nouveau mis en relief, s'il en était besoin, le manque criant de programmes d'habitats sociaux, et donc de possibilités de logements pour tout arrivant (ou déjà résident) à Dili. Parallèlement, le Plan d'urbanisme de Dili est toujours en cours d'élaboration. En attendant, diverses constructions boostées par les exigences de l'ASEAN et portées par le secteur privé (restaurants, hôtels et centres de convention haut de gamme), supposément légales donc, continuent de sortir de terre dans des lieux stratégiques (quartiers littoraux) de Dili, et ce en l'absence d'un plan d'urbanisme et selon une réglementation urbaine quasi inexistante. Ce faisant, entre rythme de construction, types architecturaux et matériaux usités, la fabrique de la ville de Dili continue à s'indonésianiser ou s'asianiser, y compris avec, là comme ailleurs, une faible perméabilité aux enjeux environnementaux et climatiques.

Dans la continuité de 2023, l'année 2024 a été à nouveau dense, tout particulièrement dans le domaine des relations internationales. Les dynamiques notables sont dues aux personnalités politiques au sommet de l'État aujourd'hui, dont le couple politique Ramos-Horta et Gusmão, tous deux vieux routards des arcanes diplomatiques. Elles sont également liées à une série de grands événements (la venue du pape François par exemple) et de forts enjeux socio-économiques, avec la constitution en cours de secteurs d'activités relativement nouveaux comme ceux liés aux activités maritimes, favorisées comme voies de diversification économique et pierres angulaires d'une économie bleue dorénavant promue. La perspective de l'adhésion à l'ASEAN constitue un puissant ressort à la suractivité déployée.

Fait particulièrement marquant, l'annonce fin décembre 2024 de la mise en exploitation du grand gisement gazier Greater Sunrise selon les souhaits du Timor oriental de bénéficier sur sa côte sud de la construction d'une raffinerie de GNL et des activités économiques liées. Il s'agit d'une avancée fondamentale pour l'économie est-timoraise en attendant sa nécessaire diversification, et les dirigeants est-timorais doivent aujourd'hui regarder l'avenir avec davantage de confiance. Pour

l'Australie, cette décision illustre un mouvement de rapprochement plus étroit encore avec ses voisins, tel qu'annoncé dans les documents stratégiques à partir de 2020, avec pour arrière-plan l'objectif de garder la Chine à distance. Dans le cas du Timor-Leste, le package australien comprend également divers avantages, comme un fonds infrastructurel dédié et l'accélération du Programme de mobilité de travail vers l'Australie. L'autre grand fait marquant de 2024, l'arrivée à la présidence de la république indonésienne de Prabowo Subianto, général dont plus de 20 ans de carrière sont irrémédiablement liés à l'occupation indonésienne de Timor-Leste. Les dirigeants historiques est-timorais ont saisi fin novembre l'occasion fournie par la cérémonie du 49e anniversaire de la proclamation unilatérale d'indépendance pour donner le ton des relations bilatérales et préparer sous les meilleurs auspices les coopérations à venir. Une approche pragmatique à laquelle a répondu positivement un panel de hautes personnalités indonésiennes, donnant lieu à une scène aussi inattendue que mémorable réunissant les principaux protagonistes emblématiques du passé douloureux entre les deux pays. Un grand moment que les deux pays ne manqueront pas, en ces temps troublés, de valoriser auprès de la communauté internationale en général, et en particulier auprès des instances de résolution de crise et en faveur de la paix, comme auprès de l'ASEAN toujours confrontée à une crise birmane qui paraît, à contrario, sans issue.

Fiche Timor-Leste

Nom officiel : République démocratique de Timor-Leste (RDTL)

Capitale : Dili

Superficie terrestre : 14 870 km²

Population (Statistiques de Timor-Leste, recensement 2022) : 1 341 737 hab.

Langues officielles : tetum et portugais, plus deux langues de travail reconnues par la Constitution : indonésien et anglais

Données politiques

Nature de l'État : république unitaire

Nature du régime : semi-présidentiel / démocratie parlementaire

Suffrage : universel (à partir de 17 ans)

Chef de l'État : José Ramos-Horta (depuis mai 2022)

Premier ministre : Kay Rala Xanana Gusmão (depuis juillet 2023)

Ministre des Affaires étrangères : Bendito dos Santos Freitas (depuis juillet 2023)

Ministre de la Défense : Donaciano do Rosário Gomes (depuis juillet 2023)

Président de l'Assemblée nationale : Maria Fernanda Lay (depuis juillet 2023)

Échéances : élections présidentielles en 2027 et législatives en 2028

Indicateurs démographiques et sociologiques

Principaux groupes ethniques (Statistiques de Timor-Leste, recensement 2015, celui de 2022 n'abordant plus la question linguistique) : 32 groupes dont, pour les plus importants en nombre, Mambai et Tetum (famille des langues austronésiennes), Macassai, Fataluku (famille des langues papoues), auxquels il faut ajouter les locuteurs d'indonésien, de chinois, d'anglais et de portugais.

Religions (Statistiques de Timor-Leste, recensement 2022) : catholiques (97,5 %), protestants (2 %), musulmans (0,2 %), religions autochtones (0,07 %), bouddhistes (0,04 %), hindouistes (0,02 %), autres (0,08 %).

Chronologie

JANVIER 2024

23 - 26 • Visite officielle en France du président est-timorais, José Ramos-Horta, pour une rencontre à Paris avec Emmanuel Macron (24 janvier) et la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet (25 janvier). La sécurité maritime et l'hôtellerie figurent parmi les principaux secteurs de coopération évoqués.

AVRIL 2024

03 • Approbation de la résolution présentée par Xanana Gusmão pour le 1er amendement de la résolution 7/2024 du 24 janvier 2024 sur la création d'un Comité exécutif pour établir une Zone économique spéciale à Oecussi.

MAI 2024

03 • Selon le dernier rapport publié par Reporters sans frontières (RSF), l'indice de la liberté de la presse du Timor-Leste sur l'année 2024 rétrograde de 5,57 points. Le pays reste cependant à une place très honorable à l'échelle régionale, comme mondiale, occupant la 20e place sur 180 pays.

JUIN 2024

1er • Visite officielle à Dili du président singapourien Tharman Shanmugaratnam et du Premier ministre Lawrence Wong pour rencontrer José Ramos-Horta sur le renforcement des relations bilatérales et le processus d'adhésion du Timor-Leste à l'ASEAN.

04 • Le Parlement national approuve le protocole d'adhésion du Timor-Leste à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) avec 37 voix « pour », 18 « abstentions » et trois voix « contre ».

JUILLET 2024

10 • Le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, Bendito dos Santos Freitas, accompagné du Président de la République, inaugure l'Ambassade d'Angola au Timor oriental.

16 • Donna Ann Welton, nouvelle ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire des États-Unis auprès du Timor-Leste présente ses lettres de créance au président de la République José Ramos-Horta.

AOÛT 2024

10 • Le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, Bendito dos Santos Freitas, et l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de l'Inde à Dili, Sandeep Chakravorty, signent trois accords de coopération sur l'exemption de visa pour les titulaires de passeports diplomatiques et de service, les échanges culturels et la radiodiffusion.

14 • Le Japon fait don de près de 21 millions $ US pour la réhabilitation de l'hôpital national Guido Valadares à Dili.

30 • Célébrations du 25e anniversaire de la consultation populaire par laquelle les Est-Timorais votèrent pour l'indépendance. À cette occasion, le Timor oriental accorde la nationalité est-timoraise au secrétaire des Nations unies, António Guterres, présent à la cérémonie, pour l'important rôle qu'il a joué dans le processus d'autodétermination alors qu'il était le Premier ministre du Portugal (1995-2002).

SEPTEMBRE 2024

09 - 11 • Dans le cadre d'une tournée en Asie-Pacifique, visite officielle du pape François à Dili, dont la tenue d'une messe et homélie prononcées à Tasi Tolu devant au moins 600 000 personnes.

13 - 14 • Pour des questions d'agenda, le mois de septembre étant chargé en événements, célébrations du 25e anniversaire de l'International Force for East Timor (INTERFET) à Dili, au lieu du 20 septembre, date effective de l'arrivée des troupes multinationales en 1999.

17 • Au travers du ministère des Affaires des combattants pour la libération nationale, le gouvernement procède au lancement du programme de validation des registres du front externe/diplomatique durant la lutte de libération. Cette initiative a pour objectif de reconnaître, documenter et honorer la grande contribution du front diplomatique – aux côtés du front armé et du front clandestin – dans la résistance contre l'occupation indonésienne.

17 - 23 • Alors que l'écologie reste un sujet peu abordé en milieu scolaire et par les médias, la jeune activiste écologiste indienne Licypriya Kangujam est accueillie à Dili par le Président Horta, et participe à divers événements organisés dans des écoles et universités à Dili.

17 • Le parlement national approuve le projet de résolution n° 9/VI (1st) ratifiant l'accord sous UNCLOS sur la protection et l'utilisation durable de la biodiversité marine dans les aires au-delà de la juridiction nationale.

18 • Le ministre de la présidence du Conseil des ministres, Agio Pereira, rencontre l'ambassadeur de Brunei à Dili, Wan Hadfi Latif, pour discuter de coopération, notamment au sujet du développement des secteurs pétrolier et gazier. De visite au Brunei le 7 octobre où il rencontre le Sultan, Agio Pereira poursuit la discussion concernant les opportunités de collaboration dans l'énergie et les investissements.

19 - 21 • Tenue à Dili de la Conférence de la société civile de l'ASEAN/Forum populaire de l'ASEAN 2024 intitulée « Toward a People-Led Democracy and Sovereignty in SEA » avec parmi les thèmes discutés, le droit des travailleurs, le néolibéralisme, le régionalisme alternatif, la violence dans les pays dirigés par l'armée, l'autoritarisme numérique, la crise écologique, etc.

24 • Participation du Premier ministre Xanana Gusmão à l'inauguration du nouveau bureau du G7Plus (pays fragiles ; 20 États membres aujourd'hui) à New York, groupement intergouvernemental créé en 2010 à Dili, qui en héberge toujours le siège.

26 • Le gouvernement de Timor-Leste, représenté par le ministre de l'Administration d'État, Tomás do Rosário Cabral, et la région administrative spéciale de Macao représentée par le Chef Exécutif Ho Lat Seng signent un accord de jumelage entre les villes de Dili et de Macao.

OCTOBRE 2024

23 - 25 • Tenue au centre des Conventions de Dili de la 5e conférence nationale sur le changement climatique.

NOVEMBRE 2024

21 • Tenue à Dili du premier Tourism Investment Forum, dans l'objectif d'accroître les investissements dans ce secteur. Sont particulièrement promus : les activités nautiques dont pêche et baignade ; l'observation de baleines ; marche et randonnée ; histoire, culture et patrimoine.

28 • Célébrations à Lifau, dans l'enclave d'Oecussi, du 49e anniversaire de la proclamation unilatérale d'indépendance du Timor-Leste, conduites par le Président Ramos-Horta, en présence d'une importante délégation indonésienne représentant le Président Prabowo Subianto, dont deux généraux (à la retraite) dont la carrière est indissociable de l'occupation indonésienne de Timor-Leste, Wiranto et Kiki Syahnarkri, ainsi que Budi Gunawan, actuel ministre coordinateur des Affaires politiques et sécuritaires.

DÉCEMBRE 2024

05 • L'Autorité nationale des communications accorde une Licence à la société Starlink opérée par SpaceX (l'une des entreprises d'Elon Musk) pour mettre sur pied et commercialiser dans le pays des services internet rapides. Starlink utilise des satellites de basse orbite, une technologie qui serait appropriée pour servir en Internet les régions isolées où tardera à être déployée la couverture par fibre optique prévue dans le pays à partir de 2025.

13 • L'appel à participation pour la deuxième édition de la formation en 12 mois intitulée Futurs dirigeants pour l'ASEAN (*Futuru Líder Ba ASEAN*) pour 100 jeunes gens de 23 à 37 ans financée par le gouvernement de Timor-Leste a attiré 470 jeunes.

23 • Annonce par le gouvernement est-timorais des conclusions de l'étude menée d'avril à novembre par la société Wood destinée à savoir quelle option d'exploitation du Greater Sunrise bénéficierait le plus au Timor oriental : après plus de deux décennies de litige, l'option de la côte sud est-timoraise pour abriter gazoduc et raffinerie de GNL est jugée viable et à même de garantir des bénéfices économiques et sociaux significatifs pour le pays.

24 • Décès à Dili à l'âge de 72 ans de Tom Hyland, fondateur et activiste du mouvement de solidarité East Timor Ireland Solidarity Campaign, qu'il avait créé après avoir vu les images du massacre de Santa Cruz à la télévision en octobre 1991. Personnalité de grande notoriété dans le pays connue pour son engagement sans faille et son humour, il s'installera à Dili dans la foulée de l'indépendance au début des années 2000 où il servira jusqu'à sa mort comme Consul honoraire d'Irlande et enseignant d'anglais au ministère est-timorais des Affaires étrangères et de la Coopération.

Portraits


Source : Facebook

Patricia Madalena Mendes, une jeune entrepreneuse très prometteuse

Patricia Mendes (23 ans) est une entrepreneuse aujourd'hui très en vue. Ayant dû quitter jeune le domicile familial à Same, dans les montagnes du centre, pour rejoindre la maison d'une tante à Dili, elle prit tôt sa vie en main et commença à travailler à 15 ans. Son énergie et les soutiens dont elle a pu bénéficier ont contribué à lui ouvrir les portes. À 18 ans, elle était déjà directrice d'une société de vente de IPhone d'occasion. Elle monta ensuite en 2022 sa propre entreprise de produits locaux, nommée « Patricia Fresh Lounge Unipessoal Lda ». En première étape, elle se lance dans la production… d'alcool, sous le nom de Spirit of Timor, avec une usine de 3 000 m^2. Un choix très étonnant dans un pays conservateur où les femmes traditionnellement ne consomment pas d'alcool (et elle-même n'en boit pas) et où les hommes dominent largement ce secteur. Le succès émerge pourtant, les bouteilles (Gin & Tonic, Whiskey Cola, Vodka-Mix parfumés, Bourbon Whiskey, etc.) étant déjà proposées dans 80 commerces de Dili.

Son souci de diversification l'a amenée à s'intéresser aussi au chocolat avec la création en 2024 d'une autre société nommée Patty Series – un jeu de mots que seuls les francophones peuvent comprendre. Pour ce faire, elle a conclu divers accords avec des producteurs de cacao – un autre monde d'hommes –, basés à 60 % dans les districts de Manufahi (à l'ouest) et de Lautem et Viqueque (à l'est). La société produit aujourd'hui 400 à 500 kg de tablettes de chocolat, mais elle pourrait en produire le double grâce aux 12 nouvelles machines acquises en juillet 2024. Dans le chocolat comme dans l'alcool, Patricia préfère ne pas aller trop vite et travailler d'abord à la stabilisation des ressorts de l'activité. La constance des volumes de production, de la productivité et de la qualité des produits agricoles constitue en effet un défi majeur et l'une des difficultés générales à l'approvisionnement des commerces dans le pays. C'est dans cet objectif que l'Union européenne a lancé auprès des producteurs de cacao – dont les fournisseurs de Patricia – un projet de stimulation d'une agroforesterie plus avancée visant à augmenter la quantité et les revenus des producteurs, le plus souvent propriétaires de petites parcelles. En décembre 2023, Patricia a reçu des mains de Trade Invest – agence nationale est-

timoraise pour la promotion des investissements dans le pays –, un certificat d'investisseur, qui lui vaut d'être exonérée de tout impôt et taxe pendant cinq ans. Le 20 novembre 2024, elle a été l'une des 11 lauréates à Dili du Prix des femmes d'affaires 2024 (Women in Business Awards).


Source : Linkedin

Milena Maria da Costa Rangel, vice-ministre à l'ASEAN

Haute fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération (MNEC) depuis 2010, Milena Rangel a été investie vice-ministre à l'ASEAN dans le gouvernement de Xanana Gusmão en mai 2023. Née en septembre 1975 à Dili, soit moins de trois mois avant l'invasion officielle du Timor oriental par les troupes indonésiennes, ses réussites personnelles et professionnelles n'étaient pas gagnées d'avance. Ses parents et elle-même resteront au Timor-Leste durant l'ensemble de l'occupation indonésienne, jusqu'en 1999. Cette année-là, à 24 ans, elle est alors la première employée locale recrutée par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Elle alterne ensuite études universitaires (licence en études de tourisme et littérature japonaise à Bandung, Indonésie) et fonctions professionnelles pour le PNUD. À partir de 2006, elle réussit à consacrer deux ans à son master en études de développement à l'université du Queensland à Brisbane en Australie. Sa carrière professionnelle démarre véritablement en 2010 lorsqu'elle commence à travailler pour le MNEC comme directrice des affaires multilatérales en Asie, puis comme cheffe de cabinet du ministre jusqu'en 2013. Conseillère à l'ambassade du Timor oriental à Londres (2013-2015), elle est ensuite chargée d'affaires *ad interim* et conseillère à l'ambassade est-timoraise au Laos, avant d'être nommée directrice des affaires économiques de l'ASEAN en 2017.

Accompagnant le processus d'adhésion à l'ASEAN depuis plusieurs années, Milena Rangel a conscience du temps que nécessite la constitution de ressources humaines formées, dans un contexte national où l'administration publique est encore faible. Elle apprécie ainsi le statut d'observateur attribué au Timor oriental par l'ASEAN fin 2022, qui correspond bien à cette période d'intense formation pour toutes les personnes concernées, à tous les niveaux, et ce, dans le cadre du quatrième critère concernant l'admission de nouveaux membres dans la Charte de l'ASEAN (art. 6.2.d) : « capacité et volonté de se conformer aux obligations liées à l'adhésion ». Parmi ses sources de fierté figure sa participation en juin 2021 à la

formation organisée alors en distanciel par l'École nationale d'administration (ENA) « Femmes et leadership dans l'ASEAN » pour laquelle elle a reçu un certificat émanant du Premier ministre français. Destinée à une quinzaine de femmes dirigeantes de la région, ladite formation portait sur les enjeux de genre dans leur carrière professionnelle comme dans la construction nationale et régionale. Car, au Timor oriental comme ailleurs en Asie du Sud-Est, réussir sa vie professionnelle pour une femme, notamment pour celles qui comme elles sont happées par les voyages et missions professionnels, nécessite d'intenses efforts et une grande persévérance, outre un soutien familial solide pour alléger les tâches domestiques et garantir la stabilité et le soin des enfants.

Arrêt sur image

L'affiche cible clairement les abus commis par des enseignants hommes à l'endroit d'étudiantes. On y lit « Stop au harcèlement sexuel des étudiantes. Fin aux prédateurs de harcèlement sexuel sur le campus ! ». Suivent diverses informations liées à la définition du harcèlement sexuel, spécialement lorsqu'il est exercé dans un cadre de domination hiérarchique, qualifiant cet acte de crime et rassurant les victimes sur le soutien et la solidarité dont elles peuvent bénéficier.

Suivent six dessins mettant en scène différents cas de harcèlement sexuel, lorsque l'enseignant : touche l'étudiante à la façon d'avances, sans qu'il y ait consentement de celle-ci ; promet de bonnes notes à l'étudiante si celle-ci accepte ses avances ; propose à l'étudiante d'aller chez lui pour continuer à travailler ; menace l'étudiante de mauvaises notes si elle dénonce les abus dont elle est victime ; demande à l'étudiante son numéro de téléphone sous prétexte de relations de travail, mais qu'il utilise pour lui faire des avances ; regarde et fait des commentaires à caractère sexuel sur le corps de l'étudiante lorsque celle-ci fait une présentation en classe. On lit encore : « Le campus est un lieu d'éducation et de formation au service de la civilisation, et non pour dégrader / détruire les personnes. »

La création et l'exposition de cette affiche constituent une avancée nécessaire et spectaculaire dans un contexte patriarcal, marqué entre autres par des violences (sexuelles ou non) en milieu scolaire et universitaire. Un problème dont le Timor oriental est malheureusement loin d'avoir le monopole en Asie du Sud-Est.



Affiche d'alerte contre le harcèlement sexuel
placardée à l'Université nationale Timor Lorosa'e (UNTL)
© Christine Cabasset, Dili, avril 2024


Le Vietnam
CHINE
BIRMANIE
LAOS
THAÏLANDE
CAMBODGE
HAÏNAN (Chine)
Golfe du Tonkin
Mer de Chine méridionale
Golfe de Thaïlande
Hà Giang
Cao Bằng
Lào Cai
Tuyên Quang
Bắc Cạn
Điện Biên Phủ
Yên Bái
Lạng Sơn
Sơn La
Hà Nội
Quảng Ninh
Thanh Hóa
Nghệ An
Thái Nguyên
Phú Thọ
Vĩnh Phúc
Bắc Giang
Bắc Ninh
Hải Dương
Hưng Yên
Hòa Bình
Hà Nam
Hải Phòng
Thái Bình
Ninh Bình
Nam Định
Hà Tĩnh
Quảng Bình
Quảng Trị
Thừa Thiên-Huế
Đà Nẵng
Quảng Nam
Quảng Ngãi
Kon Tum
Bình Định
Gia Lai
Phú Yên
Đắc Lắc
Đắk Nông
Khánh Hòa
Lâm Đồng
Bình Phước
Bình Thuận
Ninh Thuận
Thành Phố Hồ Chí Minh
An Giang
Kiên Giang
Cà Mau
Tây Ninh
Bình Dương
Đồng Nai
Long An
Đồng Tháp
Tiền Giang
Bà Rịa-Vũng Tàu
Cần Thơ
Vĩnh Long
Bến Tre
Hậu Giang
Trà Vinh
Sóc Trăng
Bạc Liêu
Les provinces suivantes sont des municipalités élevées au statut de province :
Hà Nội (Thủ Độ Hà Nội)
Hải Phòng (Thành Phố Hải Phòng)
Đà Nẵng (Thành Phố Đà Nẵng)
Cần Thơ (Thành Phố Cần Thơ)
©IRASEC
0 100 200 km
104°
108°
20°
16°
12°

Viêtnam

« Changer pour faire du neuf » ou changer dans la continuité ? Le Viêtnam : développement, paix et sécurité

Jean-Philippe Eglinger et Pierre Journoud

Rarement depuis la fin de la guerre froide, le Viêtnam aura connu autant de changements politiques internes en si peu de temps : début mai 2024, l'Assemblée nationale réunie en session extraordinaire décidait de la destitution de son Président Vương Đình Huệ, un mois après celle du Président de la République Võ Văn Thưởng, qui avait lui-même succédé à un président destitué, Nguyễn Xuân Phúc, en janvier 2023. Le 19 juillet 2024, le numéro 1 du régime, Nguyễn Phú Trọng, secrétaire général du Parti communiste vietnamien (PCV) depuis 2011, décédait à l'âge de 80 ans. Des « quatre piliers » (*Tứ trụ*) du régime communiste vietnamien (secrétaire général, président, Premier ministre et président de l'Assemblée nationale), seul le Premier ministre Phạm Minh Chính demeurait en poste. La lutte anticorruption, promue et incarnée pendant une décennie par Nguyễn Phú Trọng – l'homme fort du Politburo – sous le nom de « campagne du brasier ardent » (*chiến dịch đốt lò*) et accélérée dans les dernières années de son mandat, s'est étendue aux échelons inférieurs : le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères Phạm Bình Minh et le vice-Premier ministre Vũ Đức Đam ont démissionné juste avant le président Phúc ; le membre du Politburo Trần Tuấn Anh, en janvier 2024, juste avant le président Thưởng, etc. Au total, six des 18 membres du Politburo élus au 13e Congrès national du Parti, soit un tiers, ont démissionné, la plupart du fait de leur implication supposée, directe ou indirecte, dans de graves scandales de

corruption. L'opération « brasier ardent » a brisé nombre de destins politiques, tout en normalisant une « culture de la démission » jusqu'alors méconnue[1].

Inédite par son ampleur et sa rapidité, cette cascade de démissions-destitutions reflète, au moins autant qu'une nécessaire éradication des pratiques corruptives jusqu'au sommet de l'administration, une intense rivalité pour le pouvoir suprême. Aggravée par les dramatiques conséquences du typhon *Yagi* au début du mois de septembre 2024 (26 provinces du nord ravagées, 345 morts ou disparus, dont 24 enfants, la pire catastrophe que le Viêtnam ait connue au cours des 30 dernières années), cette série noire aurait pu avoir des conséquences diplomatiques et surtout économiques négatives pour le pays. Et pourtant, jusqu'à présent, son impact sur l'économie semble marginal ; on ne relève aucune diminution notable.

Mieux, sorti vainqueur de la lutte pour le pouvoir suprême, Tô Lâm, secrétaire général du PCV depuis le 18 juillet 2024, entend bien incarner la stabilité et la continuité qui ont contribué à nourrir l'image positive du Viêtnam à l'étranger dans le domaine économique, et que rien n'a jusqu'alors démenti. N'a-t-il pas été, comme ministre de la Sécurité publique, le bras droit de son prédécesseur dans sa vaste et virulente campagne anticorruption ? Pas davantage Tô Lâm ne souhaite-t-il renoncer à la « diplomatie du bambou » pour assurer l'autonomie stratégique du Viêtnam, ni diminuer l'engagement proactif du pays sur la scène internationale[2]. Tout au plus, l'intense séquence politique de l'année 2024 a-t-elle conduit à une forme de prudence et de conservatisme plutôt bienveillant, en définitive, pour les partenaires traditionnels de ce pays que sont la Chine et la Russie. À l'aube d'une année qui va replacer les États-Unis au centre des attentions, du retour de Donald Trump à la Maison Blanche à la commémoration du rétablissement des relations diplomatiques entre les anciens adversaires (28 janvier 1995), en passant par celle de la fin de la guerre au Viêtnam (30 avril 1975), il peut être utile de s'interroger sur les atouts et les limites de la posture diplomatique vietnamienne en faveur de la paix, comme sur le concept de sécurité économique qui lui est consubstantiel.

---

[1] Tomotaka Shoji, « Vietnam's Domestic and Foreign Policies: Successive Leadership Resignations and Their Impact on Foreign Policy », International Information Network Analysis (Sasakawa Peace Foundation), 22 juillet 2024, https://www.spf.org/iina/en/articles/shoji_20.html ; Le Hong Hiep, « Two Presidents Ousted in One Year: What Lies Ahead for Vietnam's Political Outlook? », *Fulcrum* (ISEAS Yusof Ishak Institute), 20 mars 2024, https://fulcrum.sg/two-presidents-ousted-in-one-year-what-lies-ahead-for-vietnams-political-outlook/.

[2] « *Toàn văn Phát biểu Nhậm chức Chủ tịch nước của Đồng chí Tô Lâm* » [Texte intégral du discours d'investiture présidentielle du camarade Tô Lâm], *Nhân dân*, 22 mai 2024, https://special.nhandan.vn/toan-van-bai-phat-bieu-nham-chuc-cua-dong-chi-To-Lam/index.html.

Un acteur de paix ? Le Viêtnam et la promotion d’une nouvelle identité sur la scène internationale

Riche d’une longue et délicate expérience de sortie de guerres[3], la diplomatie omnidirectionnelle promue par le PCV dans les années 1990 a progressivement adopté une posture résolument tournée vers la paix et la réconciliation avec les anciens adversaires du pays à l’époque de la décolonisation et de la guerre froide : successivement le Japon, la France, les États-Unis et ses alliés pendant la guerre du Viêtnam, enfin la Chine, dont le souvenir de la guerre de 1979 est encore bien vivace.

Parachever les processus de réconciliation pour favoriser l’autonomie stratégique du pays

Premier anniversaire du partenariat stratégique global avec les États-Unis : l’irremplaçable contrepoids

Signé à l’occasion de la visite du Président Joe Biden en septembre 2023[4], le partenariat stratégique global avec les États-Unis – un statut jusqu’alors réservé à la Chine, à la Russie, à l’Inde et à la Corée du Sud – semble avoir tenu ses promesses. Plusieurs délégations américaines importantes, notamment dans les domaines agricole et commercial, se sont rendues au Viêtnam ; les investissements américains ont augmenté dans les programmes de formation scientifique et technologique à forte valeur ajoutée. Tour à tour, le président vietnamien, le Premier ministre, le ministre de la Défense nationale, le ministre des Affaires étrangères, le ministre de la Planification et des Investissements, plusieurs parlementaires et personnalités se sont rendus aux États-Unis. Les États-Unis ont renforcé leur action dans le delta du Mékong pour améliorer la résilience des écosystèmes de mangrove côtière, et aidé les entreprises et les entrepreneurs à réduire les déchets plastiques et promouvoir le recyclage. Le réchauffement climatique a conduit les deux pays à renforcer leur coopération dans la surveillance des maladies infectieuses émergentes et la prévention des maladies zoonotiques. Dans le domaine de la défense et de la sécurité,

---

[3] Sur la richesse et les limites de ce concept à l’aune de l’expérience vietnamienne : Pierre Journoud, « De la “sortie de guerre” à l’“entrée en paix”. Une contribution à l’histoire des processus de paix », *Relations internationales*, à paraître.

[4] Pierre Journoud et Jean-Philippe Eglinger, 2024, « Le Viêtnam non-aligné à l’heure des recompositions géopolitiques en cours », *in* Gabriel Facal et Jérôme Samuel (dir.), *L’Asie du Sud-Est 2024 : bilan, enjeux et perspectives*, Bangkok, IRASEC, p. 391-409.

Washington et Hà Nội ont tenu leur premier dialogue bilatéral sur l'application du droit et la sécurité en juillet 2024. Plusieurs bâtiments de la marine américaine ont fait escale à Cam Ranh. Cette diplomatie de défense a également permis l'ouverture et la rénovation de nouvelles écoles et de cliniques dans les provinces côtières[5].

En décembre 2024, les Américains ont envoyé une délégation d'une ampleur inédite au salon international de l'armement accueilli à Hà Nội. Signe de l'effritement du bastion russe dans ce domaine depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, la deuxième édition de ce salon a accueilli 250 stands étrangers, contre 170 en 2022. La visite du Président Vladimir Poutine au Viêtnam, en juin 2024, si elle a marqué la poursuite du dialogue au plus haut niveau, ne paraît pas avoir provoqué d'inflexion majeure. Au contraire, les autorités vietnamiennes manifestent clairement leur souci de diversifier leurs achats d'armements, dont 80 % ont été effectués auprès de la Russie entre 1995 et 2023 (selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm), tout en renforçant leur industrie de défense nationale et leurs exportations de produits militaires[6].

Enfin, entre Viêtnam et États-Unis, certaines questions sensibles ne sont plus taboues. Le 27e dialogue bilatéral sur les droits de l'homme a permis d'évoquer, notamment, le respect des libertés d'expression et d'association, la liberté de religion ou de conviction, l'État de droit et les réformes juridiques, la gouvernance du secteur de la sécurité et les droits des membres des populations vulnérables et marginalisées[7].

Un rééquilibrage ? L'intensification des partenariats avec les alliés des États-Unis en Asie-Pacifique

Les autorités ont également renforcé leurs liens avec les grands alliés des États-Unis en Asie-Pacifique, même avec Taïwan qu'elles reconnaissent pourtant comme partie intégrante de la Chine populaire. Structurée par un partenariat stratégique global depuis décembre 2022, la dynamique relation avec la Corée du Sud a encore

---

[5] Ambassade des États-Unis au Viêtnam, « One-Year Anniversary of the U.S.-Vietnam Comprehensive Strategic Partnership », 10 septembre 2024, https://vn.usembassy.gov/fact-sheet-one-year-anniversary-of-the-u-s-vietnam-comprehensive-strategic-partnership/.

[6] On relève la participation de délégations de pays en guerre les uns avec les autres, comme Israël, l'Iran, la Russie et l'Ukraine : Reuters, « Vietnam seeks to boost domestic defense industry as it hosts arms fair », *VOA*, 10 décembre 2024, https://www.voanews.com/a/vietnam-seeks-to-boost-domestic-defense-industry-as-it-hosts-arms-fair/7905366.html.

[7] Ambassade des États-Unis au Viêtnam, note citée.

bénéficié de la visite du Premier ministre vietnamien Phạm Minh Chính au début du mois de juillet 2024. Les dirigeants ont fixé un objectif de 100 milliards € au commerce bilatéral à l'horizon 2030 (contre 2 milliards € en 2010), au moment où il atteignait déjà 38,4 milliards € pour les six premiers mois de l'année 2024. La Corée du Sud est d'ores et déjà le 3e partenaire commercial du Viêtnam après la Chine et les États-Unis, et le 4e plus grand investisseur[8].

En novembre 2024, un an après la signature d'un partenariat stratégique global entre le Viêtnam et le Japon, le nouveau président vietnamien Lương Cường a rencontré le président sud-coréen et le Premier ministre japonais, en marge du Sommet de l'APEC au Pérou. Sans adopter officiellement la stratégie indopacifique de ses partenaires, Hà Nội la considère avec bienveillance, contrairement à la Chine, dans la mesure où elle converge globalement avec sa volonté de défendre un espace maritime respectueux du droit international.

À l'occasion de la 4e réunion du partenariat économique Australie-Viêtnam, le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères Bùi Thanh Sơn s'est rendu en Australie – un pays lui aussi signataire d'un partenariat stratégique global avec le Viêtnam en mars 2024, alors qu'il a été engagé dans la guerre aux côtés des Américains et des Sud-Coréens, entre 1962 et 1972. Déjà classé 10e partenaire commercial en 2023, l'Australie est l'un de ses principaux fournisseurs d'aide publique au développement dans des domaines aussi divers que l'éducation, les infrastructures ou le développement agricole et rural. La relation s'est même étendue au domaine de la défense et de la cyberdéfense[9].

Dernier fil en date de cette subtile et dynamique toile de partenariats stratégiques globaux, la décision de porter à ce niveau diplomatique le plus élevé le partenariat stratégique que les autorités françaises et vietnamiennes avaient signé en 2013, à Paris. Année de la commémoration de la bataille de Điện Biên Phủ, 2024 a été parcourue par deux temps forts dans la relation bilatérale : le ministre français des Armées et la secrétaire d'État aux Anciens combattants et à la mémoire ont

---

[8] « 2024 Vietnam-South Korea Investment Forum Seeks Greater SME Engagement, R&D Collaboration », *Vietnam Briefing*, 27 novembre 2024, https://www.vietnam-briefing.com/news/vietnam-south-korea-investment-forum-focus-sme-engagement-value-chains.html/ ; Vaibhav Saxena et Quang Anh Nguyen, « Vietnam-South Korea relations expand to offer further business opportunities », *Vietnam Investment Review*, 10 septembre 2024, https://vir.com.vn/vietnam-south-korea-relations-expand-to-offer-further-business-opportunities-114204.html.

[9] Buu Nguyen, « A Comprehensive Strategic Partnership upgrade: Unpacking what it means for the Australia-Vietnam relationship », *Kwentuhan* (Institute for Indo-Pacific Affairs), 18 avril 2024, www.indopac.nz/post/a-comprehensive-strategic-partnership-upgrade-unpacking-what-it-means-for-the-australia-vietnam-rel.

participé sur place, pour la première fois, aux commémorations du 70e anniversaire de la bataille. La qualité de leur accueil et de leurs entretiens officiels, l'émotion et la ferveur de leur visite à Điện Biên Phủ les 6 et 7 mai, ont consacré la transformation de cette plaine-martyre en pierre de touche d'une réconciliation amorcée dès les années 1960 par le général de Gaulle, et ouvert du même coup une nouvelle séquence. En octobre 2024, un mois après le passage au Viêtnam du typhon *Yagi*, le Secrétaire général Tô Lâm effectuait une visite de quatre jours en France partagée, notamment, entre le XIXe Sommet de la Francophonie à Villers-Cotterêts, des entretiens de haut niveau à Paris, une rencontre avec ses compatriotes de France au Centre culturel vietnamien, et une visite au Havre. Le maire, Édouard Philippe avait, en effet, marqué la relation en se rendant à deux reprises au Viêtnam : la première fois comme Premier ministre, en 2018, où il fut le premier à se rendre en visite officielle à Điện Biên Phủ ; une deuxième fois en 2023, comme maire d'une ville portuaire jumelée avec Đà Nẵng[10]. Lors de leur rencontre à l'Élysée, le 7 octobre, les présidents Emmanuel Macron et Tô Lâm ont décidé d'ouvrir une nouvelle page de la relation bilatérale en signant le 8e partenariat stratégique global du Viêtnam, et le premier pour un pays européen[11]. La visite-retour du président français envisagée fin mai 2025 devrait accélérer la volonté de « renforcer la coopération sur les questions de défense et de sécurité […et] le partenariat économique pour le développement des échanges commerciaux et l'innovation, [… et] intensifier la coopération pour le développement durable et résilient ».

Maintien d'une relation étroite mais prudente avec la Chine

Les autorités vietnamiennes ont donc réussi ce tour de force, en dépit des turbulences politiques, de renforcer leurs partenariats avec tous leurs anciens adversaires de la période des guerres, sans exception, et avec d'autres grands acteurs régionaux de l'Asie du Sud et du Sud-Est, comme l'Inde, l'Indonésie ou encore la Malaisie, présidente de l'ASEAN en 2025 avec laquelle a été signé le dernier partenariat stratégique global, en novembre 2024.

---

[10] Nettement plus prolixes que leurs homologues français, les journalistes vietnamiens ont largement rendu compte de cette visite historique dans les médias écrits et télévisés.

[11] Palais de l'Élysée, « Déclaration conjointe sur l'établissement d'un partenariat stratégique global entre la France et le Vietnam », 7 octobre 2024, www.elysee.fr/emmanuel-macron/2024/10/07/declaration-conjointe-sur-letablissement-dun-partenariat-strategique-global-entre-la-france-et-le-vietnam.

Hà Nội conserve, cependant, des liens d'autant plus étroits avec Pékin que le nouveau secrétaire général a besoin de cimenter la cohésion idéologique d'un appareil d'État quelque peu ébranlé par les conséquences de la lutte anticorruption et sensible au risque, toujours redouté, d'une « révolution orange ». À la troisième visite du président Xi Jinping au Viêtnam, en décembre 2023 et la première en six ans, a succédé en août 2024 celle du secrétaire général du PCV et président Tô Lâm en Chine, premier voyage officiel à l'étranger du numéro 1 vietnamien[12]. Intensifiée en particulier dans le domaine cyber, la coopération sino-vietnamienne a donné lieu à la promulgation, en décembre 2024, du décret 147 au Viêtnam. Celui-ci impose un enregistrement préalable de leur identité personnelle aux blogueurs et utilisateurs des réseaux sociaux, particulièrement nombreux dans ce pays qui compte l'un des plus grands nombres de Facebookiens et de Youtubeurs du monde[13]. Les ONG, qui ne cessent d'alerter les médias occidentaux sur les privations de libertés fondamentales au Viêtnam et de déplorer le 174e rang de ce pays sur 180 au classement mondial de la liberté de la presse établi par l'ONG Reporters sans frontières, n'ont guère d'impact. Face aux conséquences possibles du retour de Trump au pouvoir, notamment dans le domaine commercial, Vietnamiens et Chinois ont tenu début décembre 2024 leur premier dialogue 3+3 au niveau vice-ministériel, basé sur les trois piliers défense, diplomatie et – là réside la nouveauté – sécurité publique.

La posture plus en retrait que les autorités des deux pays ont adoptée dans le vieux conflit qui les oppose frontalement en mer de Chine méridionale, notamment au regard de la préoccupante détérioration de la relation sino-philippine dans cet espace stratégique, traduit sans doute une forme de commune anxiété politique et géopolitique à l'échelle globale[14]. Si Pékin espère ainsi détourner Hà Nội de Washington, les dirigeants vietnamiens, pleinement conscients des leçons à tirer de la guerre froide, entendent surtout ne pas laisser croire qu'ils choisissent les États-Unis au détriment de la Chine et encore moins qu'ils laisseraient dégénérer les

---

[12] Brice Pedroletti, « To Lam, le nouveau numéro un vietnamien, soigne ses relations avec la Chine », *Le Monde*, 21 août 2024, https://www.lemonde.fr/international/article/2024/08/21/to-lam-le-nouveau-numero-un-vietnamien-soigne-ses-relations-avec-la-chine_6289501_3210.html.

[13] AFP, « Vietnam to enforce strict social media regulations in "draconian" new decree », *France 24*, 23 décembre 2024, https://www.france24.com/en/asia-pacific/20241223-vietnam-to-enforce-strict-social-media-regulations-in-draconian-new-decree.

[14] Rahul Mishra et Harshit Prajapati, « China-Vietnam dialogue won't change a thing in South China Sea », *Asia Times*, 31 décembre 2024, https://asiatimes.com/2024/12/china-vietnam-dialogue-wont-change-a-thing-in-south-china-sea/ ; Tomotaka Shoji, « Vietnam's China Policy — Deference and Check », *International Information Network Analysis* (Sasakawa Peace Foundation), 13 mars 2024, https://www.spf.org/iina/en/articles/shoji_19.html.

tensions récurrentes avec Pékin en crise majeure, voire en affrontement militaire, comme en 1979. Pour autant, ce conflit de souveraineté, dont les pêcheurs vietnamiens et philippins font très régulièrement les frais, n'est pas près de trouver sa solution. La volonté actuelle d'apaisement des seuls protagonistes qui se sont déjà affrontés militairement sera-t-elle durablement compatible avec l'activisme diplomatique croissant des Vietnamiens en faveur du multilatéralisme et du droit international que la Chine n'a jamais autant bousculé dans les mers qui portent encore son nom ?

Multilatéralisme, paix et médiation : un *soft power* embryonnaire pour freiner les ambitions de la Chine sans la braquer

Le renforcement de la diplomatie onusienne du Viêtnam

Si le PCV entend maintenir un contrôle étroit sur la société, au point d'en réduire un peu plus les marges d'expression, il sait aussi qu'une coopération trop poussée avec la Chine, qui revêt encore souvent le visage de l'ennemi traditionnel dans les mentalités vietnamiennes, pourrait rompre la paix sociale. Aussi est-il plus que jamais soucieux de jouer un rôle actif dans la promotion du multilatéralisme et du respect du droit international. Pourra-t-il contribuer à diluer l'influence croissante de la Chine et freiner ses velléités expansionnistes ? Rien n'est moins sûr, face à un pouvoir chinois confiant dans sa capacité à remodeler l'ordre international à son avantage et habile à jouer de toutes les « zones grises » des rapports de force, jusqu'au seuil de l'affrontement armé.

Cependant, forts de succès économiques durables, d'une stabilité politique incontestée, d'un rôle majeur au sein de l'ASEAN, et d'une efficacité éprouvée dans l'organisation de grands sommets internationaux, les Vietnamiens se sentent désormais assez confiants pour jouer un rôle plus actif en faveur de la paix et de la réconciliation[15]. La diplomatie vietnamienne s'est singularisée, depuis plusieurs années, dans différentes enceintes internationales. Au sein de l'ONU, elle a promu activement le « partenariat pour une paix durable », alors que le Viêtnam assumait, en 2021, la présidence tournante du Conseil de sécurité de l'ONU pendant son mandat de membre non-permanent. Élus en 2022 au Conseil des Droits de l'Homme

[15] Hoang Oanh, « Vietnam's Role in Regional Peace and Mediation », *ISEAS Perspective*, n° 6, 27 janvier 2021, https://www.iseas.edu.sg/wp-content/uploads/2021/01/ISEAS_Perspective_2021_6.pdf.

pour le mandat 2023-2025, les diplomates vietnamiens y jouent un rôle méconnu[16]. Présidant un groupe de travail de 14 pays, ils ont multiplié les efforts pour réunir des majorités en faveur de résolutions visant à garantir les droits de l'Homme dans des domaines aussi divers que le changement climatique, le travail, la vaccination et la santé, la lutte contre les discriminations, les violences sexistes et le harcèlement.

Avec l'intention revendiquée de soutenir le multilatéralisme et la paix dans le monde, Tô Lâm a assisté en personne, et pour la première fois depuis l'adhésion du Viêtnam à l'ONU en 1977, à l'Assemblée générale annuelle de l'ONU réunie en septembre 2024. Les efforts déployés dans le cadre des opérations de maintien de la paix ont permis à près de 500 officiers militaires vietnamiens de jouer un rôle utile au Soudan du Sud, en République Centrafricaine et au Département des opérations de maintien de la paix au siège de l'ONU. Fiers de ce gage de respectabilité internationale, les médias vietnamiens ont, en outre, souligné que le Viêtnam était l'un des pays au taux de participation féminine le plus élevé parmi la centaine de pays contributeurs de troupes en 2024[17].

Les prémisses d'une diplomatie facilitatrice

En février 2019, déjà, les Vietnamiens avaient été récompensés de leurs efforts diplomatiques en accueillant le deuxième sommet Trump-Kim à Hà Nội. Cette première grande reconnaissance internationale avait nourri des discussions autour des potentialités d'une diplomatie « médiatrice » voire « réconciliatrice »[18]… Cinq ans plus tard, à peine l'annonce de la victoire de Donald Trump aux élections de novembre 2024 était-elle confirmée que se répandait déjà, sur les réseaux sociaux, la rumeur d'une possible rencontre dans la capitale vietnamienne entre le successeur de Joe Biden et Vladimir Poutine. Ces évolutions témoignent de la confiance que les Vietnamiens ont progressivement acquise en eux-mêmes, de la professionnalisation

[16] « Une année marquante du Vietnam au Conseil des droits de l'homme de l'ONU », *Le Courrier du Vietnam*, 29 septembre 2024, https://lecourrier.vn/une-annee-marquante-du-vietnam-au-conseil-des-droits-de-lhomme-de-lonu/1227277.html ; Laurent Sermet, 2022, « Le triangle stratégique à l'épreuve. Le test du Conseil des droits de l'Homme à l'ONU », *in* Pierre Journoud (dir.), *Un triangle stratégique à l'épreuve. Les relations entre la Chine, les États-Unis et l'Asie du Sud-Est depuis 1947*, Montpellier, PULM.

[17] « Vietnam - ONU : ensemble pour construire un avenir meilleur pour l'humanité », *Le Courrier du Vietnam*, 19 septembre 2024, https://lecourrier.vn/vietnam-onu-ensemble-pour-construire-un-avenir-meilleur-pour-lhumanite/1269371.html.

[18] Hoang Oanh, « Vietnam's Role in Regional Peace and Mediation », *ISEAS Perspective*, n° 6, 27 janvier 2021, https://www.iseas.edu.sg/wp-content/uploads/2021/01/ISEAS_Perspective_2021_6.pdf.

croissante de leur appareil diplomatique, mais aussi et surtout de leur volonté de capitaliser sur leur expérience singulière de la guerre et de la paix pour construire une diplomatie de niche plus adaptée aux puissances moyennes.

À ce titre, la promotion de Hà Nội comme « Ville pour la Paix » en 1999, avant d'accéder au Réseau des « villes créatives » en 2019 – ne doit pas être lue comme un slogan creux à vocation touristique[19]. C'est un projet politique et diplomatique ambitieux, à visée médiatrice[20], qui témoigne d'une capacité collective à transcender un passé qui a profondément divisé les Vietnamiens eux-mêmes, et de la volonté des dirigeants vietnamiens d'en surmonter résolument les conséquences les plus négatives pour se tourner vers une diplomatie proactive. L'ambition est louable mais sa réalisation demeure contrariée par la virulence du conflit en mer de Chine méridionale. Le Viêtnam s'est, en effet, ostensiblement rapproché des Philippines lors de la visite à Manille du ministre vietnamien de la Défense fin août 2024[21], sans toutefois manifester une opposition aussi radicale que Manille à la Chine. L'avenir de ce conflit fait figure de test ultime pour la diplomatie vietnamienne tant la population est conditionnée à la défense des « archipels sacrés », les Spratleys et les Paracels[22]. Parallèlement à un engagement multilatéraliste reconnu et apprécié, sera-t-elle en mesure de construire un minilatéralisme capable de pallier les défaillances d'une ASEAN que la Chine a réussi à diviser durablement sur ce dossier[23] ? Il y va de la crédibilité du Viêtnam à mettre en œuvre une diplomatie authentiquement réconciliatrice à l'échelle régionale et, *a fortiori*, internationale. Mais un autre paramètre peut oblitérer les chances de Hà Nội dans ce domaine s'il n'est pas maîtrisé : la sécurité économique.

---

[19] « Hanoï affirme sa position de "Ville pour la paix" et de "Ville créative" », *Le Courrier du Vietnam*, 10 octobre 2024, https://lecourrier.vn/hanoi-affirme-sa-position-de-ville-pour-la-paix-et-de-ville-creative/1270611.html.

[20] *Báo Thế giới và Việt Nam* [Journal du monde et du Viêtnam], 27 février 2019.

[21] Tommy Walker, « South China Sea: Philippines, Vietnam deepen defense ties », *DW*, 9 octobre 2024.

[22] Pierre Journoud (dir.), 2022, *La mer de Chine méridionale au prisme du Soft Power. Nouvelles approches franco-vietnamiennes d'un vieux conflit maritime*, Paris, L'Harmattan.

[23] Jame Naval, « ASEAN's elusive code of conduct for the South China Sea », East Asia Forum, 21 novembre 2024 ; « Beijing uses "divide and conquer" tactic with Asean as South China Sea tensions heat up », *South China Morning Post*, 26 septembre 2024.

Face aux risques et aux menaces : rôle, bilan et enjeux du développement et de la sécurité économiques

Bilan économique 2024 et perspectives 2025

Dans le cadre de la conférence nationale sur l'application de la Directive 18 TW, le Premier ministre Phạm Minh Chính a présenté les principales prévisions économiques pour 2024[24]. La croissance du PIB pour l'ensemble de l'année devrait atteindre plus de 7 % – un des taux de croissance les plus élevés dans la région et dans le monde[25]. L'inflation reste maîtrisée en dessous de 4 %. Fin novembre, le chiffre d'affaires total des importations et des exportations était estimé à environ 715 milliards $ US, soit une augmentation de 15,3 %, avec un excédent commercial de plus de 23 milliards $ US. Le ministère du Commerce estime qu'en 2024, on atteindra 807,7 milliards $ US, le chiffre le plus élevé jamais enregistré. Le montant des Investissements directs étrangers a repris sa forte croissance pour s'établir à 31 milliards $ US sur les 11 premiers mois de l'année, avec un capital décaissé de 20,4 milliards $ US, soit une augmentation de 7 %, la plus élevée depuis de nombreuses années.

Ces résultats économiques permettent au Viêtnam de faire baisser son taux de pauvreté à 1,93 %. Selon le classement des Nations unies, l'indice de bonheur du Viêtnam en 2024 augmente de 11 places, se classant 54e sur 143. Pour 2025 le PIB par habitant devrait atteindre 4 900 $ US. Le taux de croissance moyen de l'indice des prix à la consommation (IPC) est d'environ 4,5 % ; le taux de croissance moyen de la productivité du travail social est de 5,3 à 5,4 % ; le taux de ménages pauvres, selon le standard de pauvreté multidimensionnelle, a diminué d'environ 0,8 à 1 % ; le déficit budgétaire de l'État est d'environ 3,8 % du PIB ; la dette publique devrait représenter environ 35 à 38 % du PIB…

---

[24] Ministère du Plan et de l'Investissement, « Tăng tốc phát triển kinh tế - xã hội năm 2025 » [accélération de la croissance économique et sociale en 2025], décembre 2025, https://www.mpi.gov.vn/portal/Pages/2024-12-2/Tang-toc-phat-trien-kinh-te--xa-hoi-nam-2025kqye6l.aspx.

[25] D'autres sources indiquent que la croissance du PIB vietnamien en 2024 devrait s'établir dans une fourchette de 6,1 à 6,9 % : Quynh Anh, « Vietnam Projects Stable Economic Outlook », *Vietnam Business Forum*, 11 décembre 2024, https://vccinews.com/news/58642/vietnam-projects-stable-economic-outlook.html.

Un enjeu d'importance croissante : la sécurité économique

Grâce à sa politique d'ouverture économique initiée en 1986, le Viêtnam a réussi en presque 40 ans à s'imposer sur certains marchés d'exportation, lui permettant ainsi de consolider sa puissance économique. Parallèlement à cette ouverture, le pays s'est doté d'une politique de sécurité économique qui s'est renforcée à mesure de son intégration croissante à l'économie mondiale.

Une politique de sécurité économique allant du défensif à l'offensif[26], dans le cadre d'une intégration croissante

La notion de « sécurité économique » (*an ninh kinh tế*) a toujours été mise en avant depuis le début de l'ouverture économique du pays. Le contrôle politique des autorités sur son appareil productif[27] a été renforcé afin d'éviter la prise de position dominante par des structures étrangères sur des secteurs stratégiques nationaux (énergie, défense, télécommunication, etc.) appliquant ainsi la politique « d'économie de marché à orientation socialiste »[28] et qui fut « constitutionnalisée » en 2013.

Cette ouverture économique s'est toujours doublée d'un renforcement législatif pour le renforcement du contrôle des activités économiques par le Parti communiste vietnamien.

Les autorités s'attachent actuellement à mobiliser encore davantage l'industrie de défense pour consolider le développement économique du Viêtnam[29]. C'est dans

---

[26] La sécurité économique est la matérialisation d'une politique d'État visant à protéger et à promouvoir les intérêts stratégiques d'une nation.

[27] Parti communiste vietnamien, Documents du VIe Congrès, « chuyển các hoạt động kinh tế sang hạch toán kinh doanh xã hội chủ nghĩa, nâng cao vai trò chủ đạo của nền kinh tế quốc doanh, phát huy khả năng tích cực của các thành phần kinh tế khác, mở rộng giao lưu hàng hoá, giải phóng sức sản xuất. » [orienter les activités économiques vers une comptabilité d'entreprise socialiste, renforcer le rôle de premier plan de l'économie publique, promouvoir les capacités positives d'autres secteurs économiques, développer les échanges de marchandises et libérer la productivité], 1986, https://daihoi13.dangcongsan.vn/cac-ky-dai-hoi/tu-dai-hoi-den-dai-hoi/dai-hoi-dai-bieu-toan-quoc-lan-thu-vi-250.

[28] Nguyễn Phú Trọng, « Kinh tế thị trường định hướng xã hội chủ nghĩa : Quan niệm và giải pháp phát triển » [L'économie de marché à orientation socialiste], *Revue communiste*, 22 janvier 2007, www.tapchicongsan.org.vn/web/guest/kinh-te/-/2018/2081/kinh-te-thi-truong-dinh-huong-xa-hoi-chu-nghia---quan-niem-va-giai-phap-phat-trien.aspx.

[29] « Đề xuất quy định chi tiết về hoạt động công nghiệp quốc phòng, an ninh » [Proposer une réglementation détaillée sur les activités des industries de défense et de sécurité], *Journal Électronique du Gouvernement*, 31 octobre 2024, https://baochinhphu.vn/de-xuat-quy-dinh-chi-tiet-ve-hoat-dong-cong-nghiep-quoc-phong-an-ninh-102241031104301676.htm.

cet esprit qu'est adoptée en juin 2024 la Loi sur la défense nationale, la sécurité et la mobilisation industrielle[30]. Le ministère de la Défense et le ministère de la Sécurité publique présideront et superviseront l'utilisation des terrains de défense et des terrains de sécurité, vraisemblablement dans le but de mettre en place une base industrielle de technologie de défense[31]. Cette loi réaffirme la nécessité pour le Viêtnam de se doter d'une base capable de répondre aux besoins de défense nationale, conformément au rôle assigné depuis plusieurs années à l'entreprise militaire Viettel.

Enfin, la Loi sur la sécurité du réseau internet[32] adoptée en 2018 et entrée en vigueur en janvier 2019, avait pour but d'améliorer la protection de sécurité nationale et de garantir l'ordre et la sécurité de la société. Plus récemment, le gouvernement a adopté, avec le décret n° 147/2024/ND-CP, un règlement historique régissant la gestion, la fourniture et l'utilisation des services internet et des informations en ligne. Ce décret[33], entré en vigueur le 25 décembre 2024, marque un changement important dans le renforcement du Viêtnam en matière de régulation de son paysage numérique, lequel connaît une évolution rapide. En effet, selon le nouveau décret, le non-respect des obligations concernant la localisation des données (au Viêtnam), la vérification des données (identité), le contrôle des contenus, entraînera de graves conséquences, notamment des amendes, des blocages opérationnels et des interdictions potentielles pour les fournisseurs d'opérer au Viêtnam.

Provinces et structures politiques au défi de la sécurité économique

En mars 2024, le nouveau ministre de la Sécurité publique, le général Lương Tâm Quang indiquait que « la police a travaillé de concert avec les institutions, les

---

[30] « Luật Công nghiệp quốc phòng, an ninh và động viên công nghiệp », [Loi sur l'Industrie de défense, de sécurité économique et de mobilisation industrielle], Bibliothèque juridique, 27 juin 2024, https://thuvienphapluat.vn/van-ban/Bo-may-hanh-chinh/Luat-Cong-nghiep-quoc-phong-an-ninh-va-dong-vien-cong-nghiep-2024-555033.aspx.

[31] « Nghị quyết số 08-NQ/TW của Bộ Chính trị (khóa XIII) về "Đẩy mạnh phát triển công nghiệp quốc phòng đến năm 2030 và những năm tiếp theo" », [« Résolution n° 08-NQ/TW du Politburo (mandature XIII) concernant "la promotion du développement de l'industrie de défense jusqu'en 2030 et les années suivantes" »], janvier 2022, https://lyluanchinhtri.vn/phat-trien-cong-nghiep-quoc-phong-chu-dong-tu-luc-tu-cuong-luong-dung-hien-dai-chu-truong-dung-dan-tam-nhin-chien-luoc-cua-dang-6495.html.

[32] Bibliothèque juridique, 12 juin 2018, https://thuvienphapluat.vn/van-ban/Cong-nghe-thong-tin/Luat-an-ninh-mang-2018-351416.aspx.

[33] Remplaçant le Décret n° 72/2013/ND-CP et ses amendements ultérieurs : « Internet au Viêtnam : Le tour de vis politique du "décret 72" », *Mémoires d'Indochine*, 9 août 2013, https://indomemoires.hypotheses.org/10492.

organisations sociales et les entreprises afin de renforcer l'activité protection de la sécurité et de l'ordre »[34].

Justifié par le texte 21KL/TW[35], qui soulignait en novembre 2021 que les causes des mauvais résultats enregistrés étaient le fait « des fonctionnaires qui adoptent des attitudes "négatives", favorisent les "intérêts de groupes" mus par des intérêts matérialistes[36] », ce resserrement du contrôle politique et idéologique à l'égard des fonctionnaires vaut également dans les structures économiques privées vietnamiennes qui peuvent être contrôlées de l'intérieur via les cellules du Parti ou du Syndicat.

L'application d'une telle stratégie de sécurité économique passe donc par une application stricte de la « pensée du Parti » qui place au cœur de sa stratégie le développement économique, le renforcement des liens économie – défense. Les autorités politiques ciblent les cadres, les membres du Parti qui voyagent et étudient à l'étranger, en les sensibilisant aux stratégies étrangères d'ingérence ainsi qu'aux « astuces » de la criminalité économique. Ces cadres auront pour objectif d'anticiper, détecter, et traiter rapidement les violations des partenaires étrangers qui peuvent tirer parti des faiblesses du système vietnamien leur permettant par exemple de se soustraire à l'impôt, de favoriser les phénomènes de « transfert » (internes) de prix[37], ou de manipuler les marchés nationaux.

Parallèlement, les autorités développent les moyens de lutte contre la cybercriminalité[38] et le contrôle du Net devient, dès lors, une tâche impérieuse[39].

---

[34] « Tiếp tục làm tốt chức năng, nhiệm vụ quản lý về an ninh, trật tự trên lĩnh vực kinh tế, đáp ứng yêu cầu bảo đảm vững chắc an ninh quốc gia trong quá trình hội nhập quốc tế sâu rộng » [Continuer à bien remplir les fonctions et tâches de gestion de la sécurité et de l'ordre dans le domaine économique, en répondant à l'exigence d'assurer fermement la sécurité nationale dans le processus d'intégration internationale profonde], *Revue communiste*, mars 2024, https://www.tapchicongsan.org.vn/media-story/-/asset_publisher/V8hhp4dK31Gf/content/tiep-tuc-lam-tot-chuc-nang-nhiem-vu-quan-ly-ve-an-ninh-trat-tu-tren-linh-vuc-kinh-te-dap-ung-yeu-cau-bao-dam-vung-chac-an-ninh-quoc-gia-trong-qua-trin.

[35] Conclusion n° 21-KL/TW (25 octobre 2021), édictée durant le 4e Plénum de la XIIIe mandature du Parti communiste vietnamien pour « intensifier l'édification et la remise en ordre du Parti et du système politique ; prévenir, éloigner, et traiter avec rigueur les cadres et les membres du parti qui se dégradent en termes d'idéologie politique, de moralité et de style de vie, et font preuve d'une "auto-évolution" et d'une "auto-transformation" ».

[36] LCL Nguyễn Mạnh Thắng, « Phòng, chống "tự diễn biến", 'tự chuyển hóa' » [Prévenir et combattre « l'auto-évolution » et « l'auto-transformation »], Maison d'édition de l'Armée populaire du Viêtnam, 2023, p. 17.

[37] Tax and Internal Pricing Transfer.

[38] Quelques actions offensives en lien avec les forces de contrôle du Net (Lực Lượng 47), des groupes opérant des attaques comme APT32 (SeaLotus, OceanLotus) et des groupes privés et/ou semi-publics qui ont pu lancer des cyber-attaques pour récupérer des données de constructeurs automobiles, notamment.

[39] Att&ck APT 32, https://attack.mitre.org/groups/G0050/.

Enfin, dans le secteur crucial pour le Viêtnam de la Recherche et du Développement, les autorités vont chercher à contrôler l'influence des agences étrangères qui souhaitent coopérer avec des agences, des organisations, et des centres de recherche nationaux chargés d'élaborer les politiques économiques. Pour Hà Nội, cette politique de protection des intérêts nationaux (ou du Parti) ne pourra pas se réaliser sans le recours à la population, seule capable de protéger la sécurité du pays[40].

À quelques mois de l'ouverture du XIVe Congrès du PCV, les autorités s'attèlent au rapport-bilan sur les résultats économiques et théoriques[41] obtenus après l'adoption de la politique d'ouverture en 1986, le *Đổi* [changer] *mới* [nouveau]. D'après la *Revue du communisme* (août 2024), ce document majeur montre que, loin de se limiter aux succès économiques unanimement reconnus depuis 40 ans, l'orientation de développement prise en 1986 a considérablement renforcé la place du Viêtnam sur l'échiquier géopolitique régional et mondial.

Après 40 ans d'intégration économique mondiale, le pays jouit d'une position géopolitique renforcée qui en fait un acteur de poids dans la zone ASEAN et au-delà. Fortes de cette intégration économique mondiale croissante, les autorités vietnamiennes s'attachent à opérer un renforcement de la sécurité économique au service de la protection des intérêts nationaux, quitte à limiter certains aspects de la liberté d'expression. Ce contrôle exercé sur l'appareil productif et informationnel permet aux autorités de s'assurer de la poursuite, de manière synchrone, de la politique du *Đổi mới* pour favoriser l'engagement proactif du pays sur la scène internationale et lui permettre à terme d'acquérir son autonomie stratégique. Dirigeants et diplomates se sentent désormais plus confiants pour développer une diplomatie de paix, dont la première pierre a été posée par la réconciliation avec tous les anciens adversaires de l'époque de la Guerre froide, sans exception. À ce jour, seules les tensions régionales, à Taïwan comme en mer de Chine méridionale, peuvent hypothéquer durablement leur ambition si elles ne sont pas résolues par la négociation.

---

[40] Sous la forme de l'approche de la guerre révolutionnaire : Jean-Philippe Eglinger, 2024, « Typologies de guerre et de conflictualités : introduction aux doctrines et perceptions vietnamiennes », *Ingénierie Cognitive*, ISTE Éditions, vol. 24-27, p. 20.

[41] « Tổng kết một số vấn đề lý luận và thực tiễn qua 40 năm đổi mới ở Việt Nam » [Synthèse de quelques enjeux théoriques et pratiques de 40 ans de Đôi mới au Vietnam], *Revue du communisme*, août 2024, www.tapchicongsan.org.vn/web/guest/thong-tin-ly-luan/-/2018/961703/tong-ket-mot-so-van-de-ly-luan-va-thuc-tien-qua-40-nam-doi-moi-o-viet-nam.aspx.

Fiche Viêtnam

Nom officiel : République socialiste du Viêtnam (en vietnamien Việt Nam)

Capitale : Hanoï (en vietnamien Hà Nội)

Superficie terrestre : 331 340 km²

Population (CIA-*World Factbook 2024*) : 105,8 millions d'habitants ;
(World Bank, 2023) : 38 % urbains et 62 % ruraux

Langue officielle : vietnamien

Données politiques

Nature de l'État : république socialiste

Nature du régime : communiste, parti unique

Suffrage : universel (à partir de 18 ans)

Secrétaire général du Parti communiste vietnamien (PCV) : Tô Lâm, à la suite du décès de Nguyễn Phú Trọng en août 2024.

Chef de l'État : Lương Cường, depuis octobre 2024, succédant à Tô Lâm désigné en mai 2024.

Premier ministre : Phạm Minh Chính (depuis février 2021)

Ministre des Affaires étrangères : Bùi Thanh Sơn (depuis avril 2021)

Ministre de la Défense nationale : Phan Văn Giang (depuis avril 2021)

Président de l'Assemblée nationale : Trần Thanh Mẫn (depuis mai 2024)

Échéances : - 14e Congrès du Parti Communiste Vietnamien : début 2026
- prochaines élections présidentielles et législatives au printemps 2026

Indicateurs démographiques et sociologiques

Principaux groupes ethniques : Le gouvernement vietnamien reconnaît 54 groupes ethniques (General Statistics Office - *Tổng cục Thống kê Việt Nam*, 2019), en millions d'habitants et en pourcentage du total de la population

Kinh	Tày	Thái	Mường	Khmer	Mông	Dao	Hoa	Total
82,085	1,845	1,82	1,45	1,319	1,393	0,89	0,749	96,208
85,32 %	1,92 %	1,89 %	1,51 %	1,37 %	1,45 %	0,93 %	0,78 %	100 %

Religions (*Báo điện tử*, journal numérique du gouvernement vietnamien, 2019) :

Sur 96,2 millions d'habitants au Vietnam fin 2019 : 13,2 millions de pratiquants : 13,7 % de la population, soit :

- 5,9 millions de catholiques : 44,6 % des pratiquants et 6,1 % de la population
- 4,6 millions de bouddhistes : 35 % des pratiquants et 4,8 % de la population
- 2,7 millions de pratiquants des 14 religions recensées au total

Chronologie

JANVIER 2024

16 - 23 • Le Premier ministre Pham Minh Chinh se rend en Europe pour assister au Forum économique mondial à Genève ainsi que pour effectuer des visites officielles en Hongrie et en Roumanie, dans la perspective d'intensifier les partenariats existants.

FÉVRIER 2024

20 • La région méridionale du pays est en proie à des vagues de chaleur de plus en plus fortes causées par l'intensification du phénomène *El Niño*.

MARS 2024

20 • Le Comité central du Parti communiste vietnamien approuve la démission du Président Vo Van Thuong, suite à une campagne anti-corruption menée depuis plusieurs semaines.

AVRIL 2024

12 • La femme d'affaires Truong My Lan est condamnée à mort pour des détournements de près de 12,54 milliards $ US de la Saigon Commercial Bank au cours des dernières décennies.

MAI 2024

09 • Le Premier ministre Pham Minh Chính reçoit le directeur financier de Samsung Electronics, Park Hark-Kyu. Cette rencontre illustre le renforcement de la coopération entre le Viêtnam et la Corée du Sud, avec l'annonce qu'1 milliard $ US s'ajouteront aux 22,4 milliards $ US investis chaque année dans les projets de recherche et de développement électroniques et industriels.

22 • L'Assemblée nationale élit Tô Lâm, ancien ministre de la Police, nouveau président pour le mandat 2021-2026. Les députés approuvent son élection à 96,92 %.

JUIN 2024

18 • Le Viêtnam est en tête de l'Asie du Sud-Est pour l'attraction des investissements directs à l'étranger « à long terme » selon un sondage de Bain & Company. Les prévisions de hausse des investissements projettent 80 % entre 2025 et 2030.

20 • Vladimir Poutine rencontre le président du Sénat et le secrétaire général du Parti communiste vietnamien, Nguyên Phu Trong, lors d'une visite officielle à Hà Nội. Cette visite permet de finaliser les accords entre les deux pays à travers la signature de 11 documents de coopération dans divers domaines.

21 • Dans le cadre d'une réclamation de souveraineté que Manille vient de soumettre aux Nations unies concernant un plateau continental étendu dans la région de Palawan occidental, le Viêtnam demande aux Philippines de respecter ses intérêts en mer de Chine méridionale. Un porte-parole du ministère vietnamien des Affaires étrangères rappelle que les États côtiers doivent respecter les « droits et intérêts légaux et légitimes des autres nations côtières concernées ayant des côtes opposées ou adjacentes ».

JUILLET 2024

04 • La porte-parole du ministère des Affaires étrangères Pham Thu Hang demande aux États-Unis que leurs évaluations religieuses soient « objectives », et retirent le Viêtnam de la liste des pays nécessitant « une surveillance spéciale en matière de liberté religieuse ».

19 - 21 • Décès du secrétaire général du Parti communiste Nguyên Phu Trong. Le Laos et Cuba annoncent respectivement deux et cinq jours de deuil national.

AOÛT 2024

03 • Le Président Tô Lâm est élu secrétaire général du Parti communiste vietnamien à la suite d'un vote unanime du Comité central du parti.

03 • Fin de l'exercice anti-terroriste conjoint Chine-Viêtnam « Coopération 2024 ». Cet exercice a eu lieu pendant deux semaines dans un centre de formation du Guangxi (Chine).

07 - 10 • Le ministre vietnamien des Affaires étrangères Bui Thanh Son effectue une visite officielle au Japon à l'invitation de son homologue japonaise Kamikawa Yoko. Tous deux co-président la 12e réunion du Comité de coopération Viêtnam-Japon dans le cadre de leur partenariat stratégique intégral pour la paix et la prospérité en Asie et dans le monde, établi en 2023.

19 • Pour son premier déplacement depuis sa nomination à la tête du Parti communiste vietnamien, Tô Lâm se rend en Chine pour y rencontrer Xi Jinping et le Premier ministre chinois Li Qiang. Selon Beijing, cette visite a pour objectif de construire une « communauté d'avenir commun sino-vietnamienne ». Plusieurs accords sont signés, notamment sur la coopération ferroviaire et la gestion des différends maritimes en mer de Chine méridionale.

27 • Le vice-ministre vietnamien des Affaires étrangères, Hà Kim Ngoc, et la sous-secrétaire d'État américaine chargée du contrôle des armements et des affaires de sécurité internationale, Bonnie D. Jenkins, se réunissent à Hà Nội pour coprésider leur 13e Dialogue bilatéral sur la politique, la sécurité et la défense.

SEPTEMBRE 2024

03 • Les échanges commerciaux entre le Viêtnam et la Chine ont atteint un niveau record au premier semestre 2024, approchant les 100 milliards $ US. Le Viêtnam a exporté vers la Chine pour 27,8 milliards $ US de marchandises, enregistrant une croissance de 5,3 % par rapport à la même période en 2023. La Chine est le premier partenaire commercial du Viêtnam et son deuxième marché d'exportation après les États-Unis. Les échanges commerciaux entre les deux nations sont passés de 20,8 milliards $ US en 2008 à près de 172 milliards $ US en 2023.

09 • Le président de l'Assemblée nationale, Trân Thanh Mân, et le président de la Douma d'État de la Fédération de Russie, Viatcheslav Victorovitch Volodine, président la 3e réunion du Comité de coopération interparlementaire Viêtnam-Russie, créé en 2018. Ils réitèrent leurs vœux d'intention suite à la signature le 20 juin d'un protocole d'accord pour la période 2024-2029. Le président de l'Assemblée nationale, Trân Thanh Mân, rencontre le même jour les représentants de l'Association des entreprises vietnamiennes en Russie.

OCTOBRE 2024

07 • À la tête d'une délégation vietnamienne de haut rang, le Président Tô Lâm effectue une visite officielle en France sur l'invitation du président français Emmanuel Macron.

12 - 14 • Visite du Premier ministre chinois Li Qiang au Viêtnam afin de renforcer les relations bilatérales et d'approfondir le partenariat de coopération stratégique global entre les deux pays.

21 • Le Premier ministre Pham Minh Chinh publie une dépêche officielle pour promouvoir le rétablissement de la production agricole après le passage du typhon *Yagi* et soutenir les ménages affectés par les dégâts.

23 • Le Premier ministre, Pham Minh Chinh, et d'autres dirigeants assistent au Sommet des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) en Russie. Ce sommet vise à renforcer la coopération dans les domaines numérique, vert, scientifique et technologique. Il promeut également un écosystème de gouvernance mondiale inclusif et le rôle des pays en développement.

NOVEMBRE 2024

11 - 18 • La ligne de métro n° 1 à Hô Chi Minh-Ville, entre Bên Thành et Suôi Tiên, est en phase de test à pleine capacité. Ce projet aura coûté près de 2 milliards $ US, financés par l'aide japonaise.

DÉCEMBRE 2024

12 • CMC, entreprise technologique vietnamienne, prévoit d'investir 500 millions $ US d'ici 2028 pour développer des centres de données au Viêtnam, au Japon, en Europe et aux États-Unis. L'entreprise vise à accroître sa capacité, doubler son effectif et atteindre 1 milliard de dollars de ventes, avec une attention particulière portée sur le marché japonais.

20 • Le gouvernement vietnamien dévoile une vaste réforme administrative visant à alléger la bureaucratie. Celle-ci prévoit la suppression de cinq ministères, quatre agences gouvernementales et cinq chaînes de télévision d'État. Les autorités ont affirmé que cette restructuration n'aurait aucun impact sur l'approbation des projets d'investissement.

27 • Le Viêtnam connaît une demande énergétique croissante qui le pousse à construire de nouvelles centrales à charbon et augmenter ses importations de charbon, devenant l'un des cinq plus grands importateurs mondiaux en 2024. Malgré son leadership en énergie solaire en Asie du Sud-Est, cette dynamique contrevient à l'objectif du pays d'atteindre 40 % d'énergies renouvelables d'ici 2030.

Portraits


Source : Viettel Group

Général Nguyễn Đình Chiến,
Secrétaire du Parti de l'Armée
Directeur général adjoint du groupe Viettel

Le Général Chiến est en charge des activités de Recherche et Développement, de la gestion de la propriété intellectuelle et de l'innovation au sein du Groupe Viettel, entreprise militaire pilier des activités de sécurité économique au Viêtnam.

Diplômé de l'Académie Technique Militaire (1986-1991), Nguyễn Đình Chiến a rejoint le groupe Viettel en 2001, en tant que directeur du Département technique de la société de télécommunications militaires. À partir de 2008, M. Chiến a pour mission de renforcer les activités de Recherche et de Développement de Viettel via la nouvelle filiale Viettel Technology. Début 2011, cette structure, devenue Institut de Recherche et Développement, se donne pour objectif d'englober les activités de recherche, de conception, de fabrication, des produits et service de hautes technologies dans les domaines des télécommunications, du Cyber, de l'aéronautique (drones) et du spatial (lanceurs et satellites). L'ambition de Viettel est de devenir un pilier dans le projet de mise en place de la Base Industrielle et Technologique de Défense (BITD) vietnamienne demandée par les autorités.

Le Général Chiến applique à la lettre la stratégie globale de Viettel, rappelée en mars 2017 par le Général Trần Đơn, alors vice-ministre de la Défense : « Le Consortium Viettel a pour mission de développer des nouveaux produits et services à la pointe de la technologie dans les domaines des télécommunications, du cyber, de l'aéronautique, du spatial, permettant au Viêtnam de développer des solutions de substitution aux importations et d'affirmer sa souveraineté à terme ».

Pièce maîtresse dans la mise en place de cette stratégie, le groupe Viettel s'efforce progressivement, en s'appuyant sur des coopérations ponctuelles, de monter dans la chaîne de valeur technologique pour permettre au Viêtnam de poursuivre sa politique d'accroissement de puissance au service de sa sécurité économique.


Source : Vietnam National Univ.

Đinh Hồng Vân

Né en 1962, professeur de français et longtemps président de l'Association des professeurs vietnamiens de Hà Nội, Đinh Hồng Vân a été, jusqu'en 2022, doyen du plus important département, au Viêtnam, de langue et de civilisation françaises, à l'Université de langues et d'études internationales – l'une des composantes de l'Université Nationale du Viêtnam à Hà Nội (UNVH). Depuis 1991, il enseigne aussi le français à l'Institut français de Hà Nội. Dans un pays où les charges d'enseignement sont lourdes et encore peu lucratives, il a réussi à poursuivre une carrière de chercheur, publiant des articles novateurs sur l'enseignement et la professionnalisation du français, l'interculturalité ou la traductologie.

Fin exégète de la langue française dont il maîtrise les complexités syntaxiques et grammaticales mieux encore qu'une majorité de Français eux-mêmes, il a formé au moins deux générations d'excellents francophones, à Hà Nội, dont beaucoup ont poursuivi de belles carrières, surtout dans l'enseignement et la diplomatie.

Titulaire, notamment, d'un Diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS, bac + 5) en interprétation de conférence à l'École supérieure d'interprètes et de traducteurs (ESIT) de l'Université de la Sorbonne Nouvelle-Paris 3 (1996), docteur en sciences du langage (UNVH, 2006), le Pr. Vân est également interprète et traducteur français-vietnamien depuis 1996. De 1996 à 2006, il a mis cette compétence au bénéfice du Service d'interprétation du ministère des Affaires étrangères du Viêtnam. Ainsi a-t-il été sollicité dans le cadre de nombreuses conférences et visites officielles de personnalités politiques et parle-mentaires – françaises au Viêtnam comme vietnamiennes en France. En mai 2024, lors du 70e anniversaire de la bataille de Điện Biên Phủ par exemple, il était l'interprète des autorités locales et provinciales de Điện Biên Phủ dans leurs entretiens avec Mme Patricia Mirallès, secrétaire d'État chargée des Anciens combattants et de la mémoire. Professeur d'interprétation et de traduction au Centre de formation d'interprètes et de traducteurs (CFIT) de l'Académie diplomatique du Viêtnam, de sa création en 1996 à sa fermeture en 2014, il a, en outre, formé maint(e)s interprètes vietnamien(ne)s.

Il raconte à ses proches que, victime d'une grave pneumonie alors qu'il était encore bébé, il avait été littéralement sauvé par un médecin français de Hà Nội, après les vains efforts de collègues vietnamiens et étrangers. Un signe du destin précoce, sans nul doute. Pour avoir conservé depuis lors sa fidélité à la France, à sa langue, à

sa culture, à ses intellectuels comme à ses diplomates, et transmis patiemment et discrètement sa passion à d'innombrables jeunes vietnamien(ne)s, il a été décoré de l'Ordre des Palmes académiques, le 31 mai 2024, par l'ambassadeur de France au Viêtnam, M. Olivier Brochet.

Arrêt sur image



Le typhon *Yagi* – La tempête la plus forte depuis 70 ans,
345 personnes tuées ou disparues.
Source : https://vnexpress.net

Le typhon *Yagi*, survenu au début du mois de septembre 2024, est la pire catastrophe que le Vietnam ait connue ces dernières décennies, avec 26 provinces du nord ravagées, 345 morts ou disparus, dont 24 enfants. Les dégâts se sont élevés à 83 000 milliards de VND (environ 3,11 milliards €), soit l'équivalent de 0,86 % du produit intérieur brut. L'esprit de solidarité de la population de tout le pays, la réaction des autorités et le soutien de partenaires internationaux ont permis une réponse d'ampleur pour secourir et évacuer les habitants. Certaines critiques ont porté sur la mauvaise communication entre les autorités et les populations locales, ainsi que sur les délais de secours dans les zones les plus isolées. La reconstruction prendra probablement plusieurs mois, voire plusieurs années.



Indicateurs-clés



Figure 1 – Populations en millions, superficies et densités de peuplement

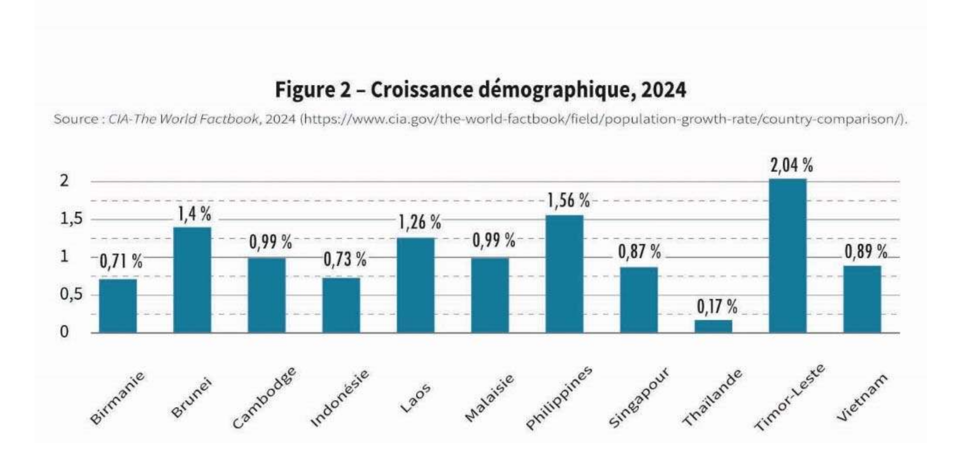
Sources : The World Bank, 2023 (https://data.worldbank.org/indicator/SP.POP.TOTL).
The World Bank, 2022 (https://data.worldbank.org/indicator/AG.SRF.TOTL.K2).
The World Bank, 2022 (https://data.worldbank.org/indicator/EN.POP.DNST).

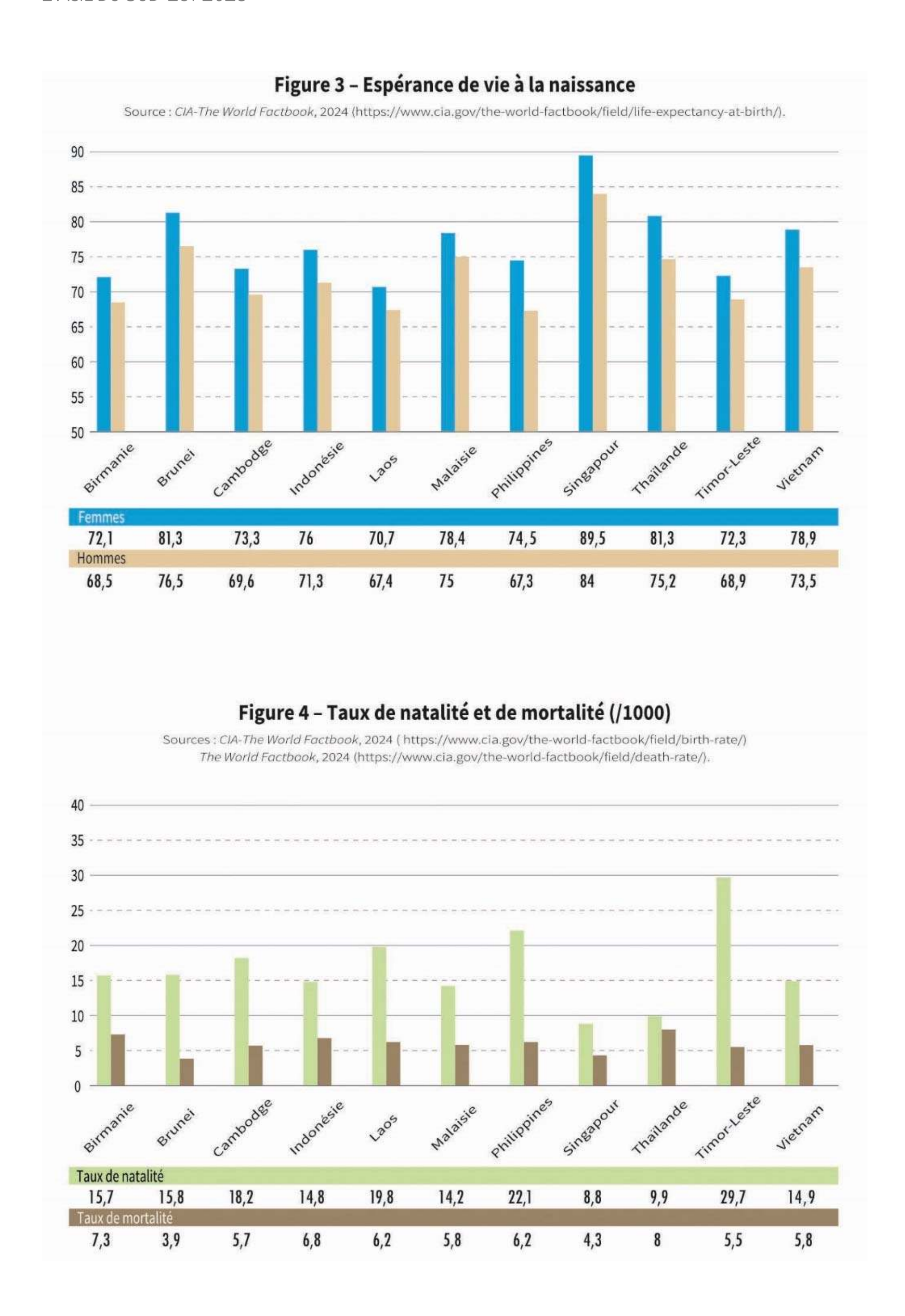
■ = 2 millions de personnes

	Birmanie	Brunei	Cambodge	Indonésie	Laos	Malaisie	Philippines	Singapour	Thaïlande	Timor-Leste	Vietnam
Population (en millions d'habitants), 2023	54,134	0,459	17,424	281,190	7,665	33,126	114,891	5,918	71,702	1,384	100,352
Superficie (km²), 2022	676 590	5 770	181 040	1 916 907	236 800	330 411	300 000	728	513 120	14 870	331 340
Densité (habitants par km²), 2022	80	80	96	147	32	100	323	8 129	140	98	303

Figure 2 – Croissance démographique, 2024

Source : *CIA-The World Factbook*, 2024 (https://www.cia.gov/the-world-factbook/field/population-growth-rate/country-comparison/).





	Birmanie	Brunei	Cambodge	Indonésie	Laos	Malaisie	Philippines	Singapour	Thaïlande	Timor-Leste	Vietnam
Femmes	72,1	81,3	73,3	76	70,7	78,4	74,5	89,5	81,3	72,3	78,9
Hommes	68,5	76,5	69,6	71,3	67,4	75	67,3	84	75,2	68,9	73,5

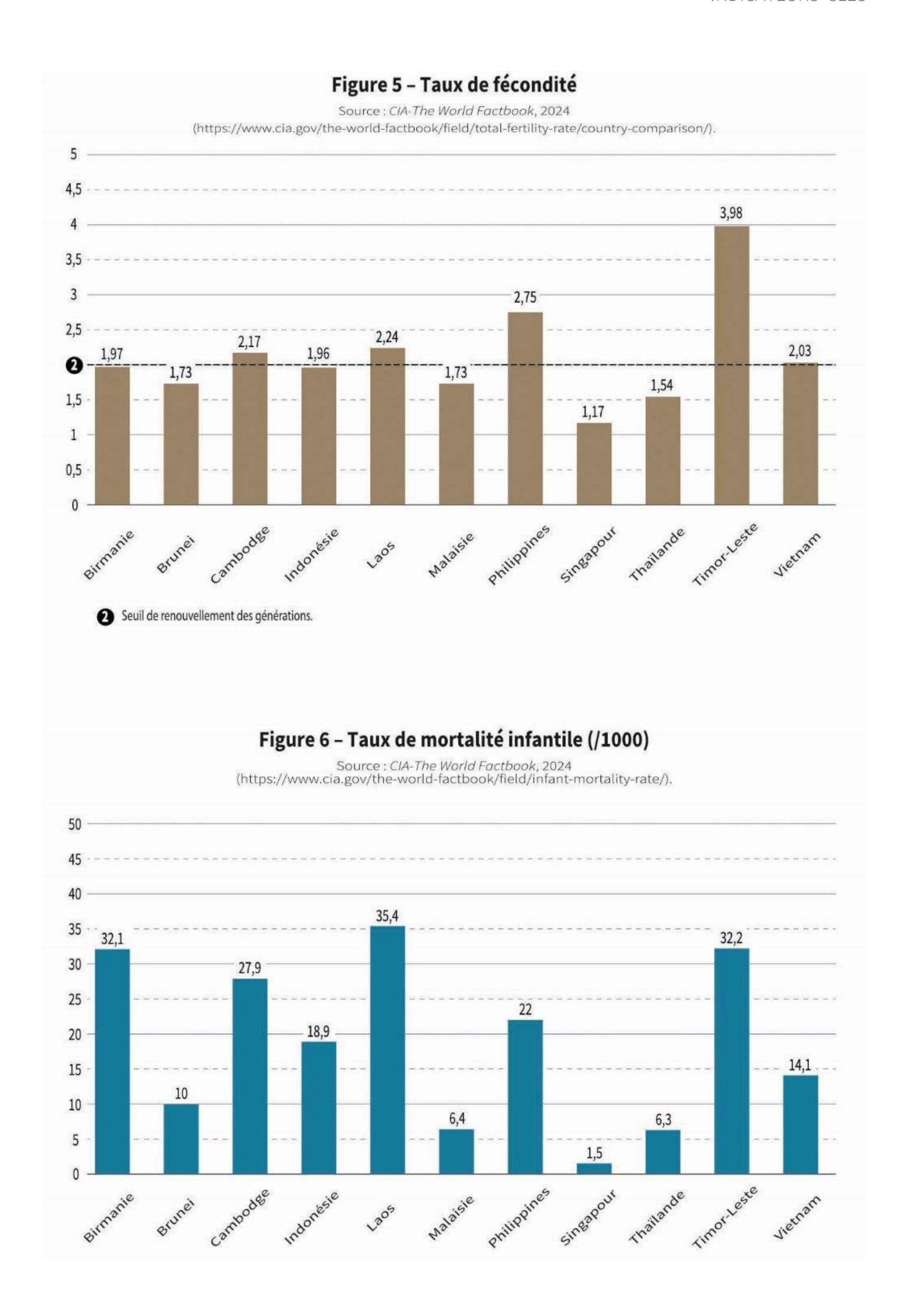
Figure 3 – Espérance de vie à la naissance

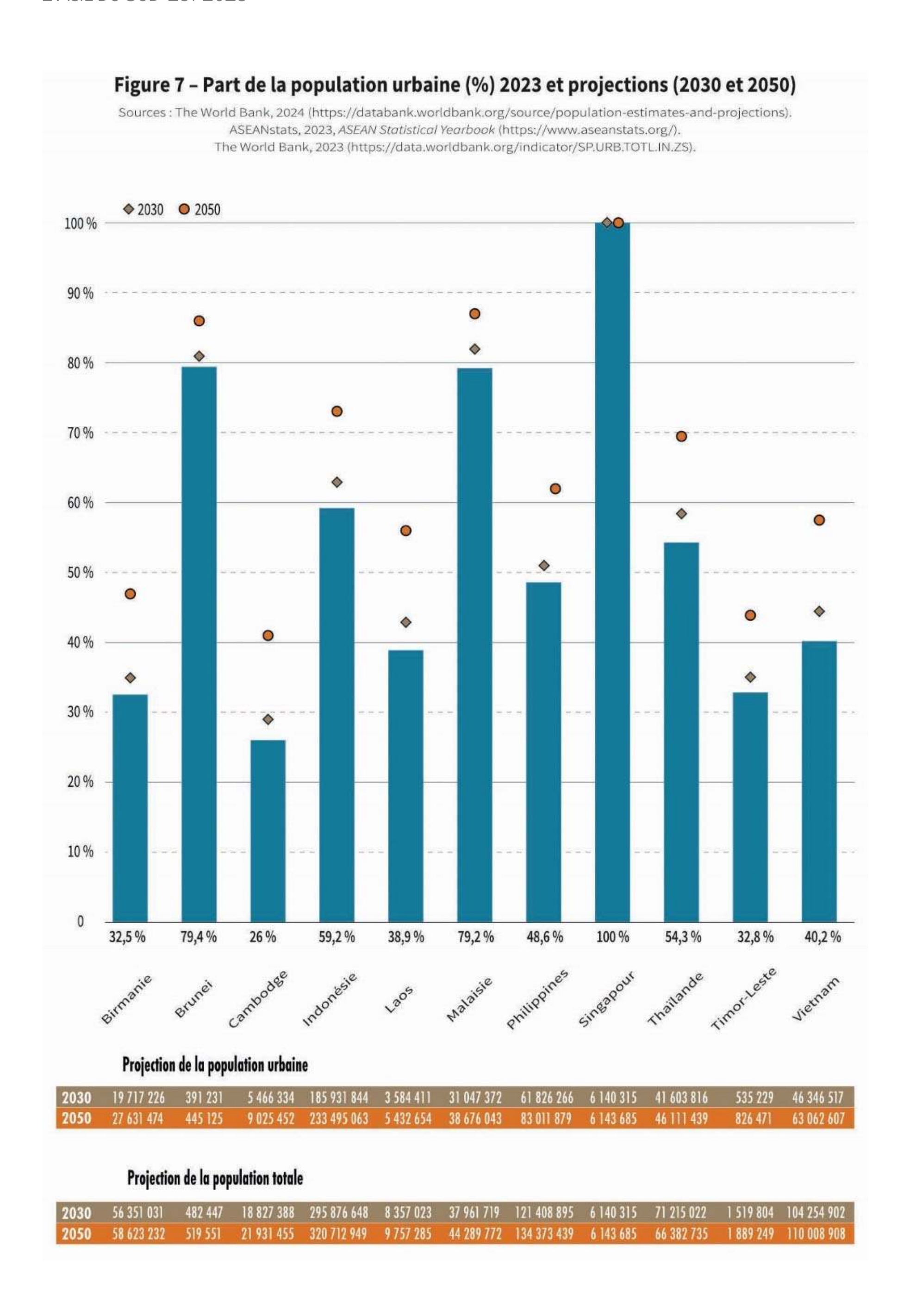
Source : *CIA-The World Factbook*, 2024 (https://www.cia.gov/the-world-factbook/field/life-expectancy-at-birth/).

	Birmanie	Brunei	Cambodge	Indonésie	Laos	Malaisie	Philippines	Singapour	Thaïlande	Timor-Leste	Vietnam
Taux de natalité	15,7	15,8	18,2	14,8	19,8	14,2	22,1	8,8	9,9	29,7	14,9
Taux de mortalité	7,3	3,9	5,7	6,8	6,2	5,8	6,2	4,3	8	5,5	5,8

Figure 4 – Taux de natalité et de mortalité (/1000)

Sources : *CIA-The World Factbook*, 2024 (https://www.cia.gov/the-world-factbook/field/birth-rate/)
The World Factbook, 2024 (https://www.cia.gov/the-world-factbook/field/death-rate/).


Figure 5 – Taux de fécondité
Source : CIA-The World Factbook, 2024
(https://www.cia.gov/the-world-factbook/field/total-fertility-rate/country-comparison/).
5
4,5
4
3,5
3
2,5
2
1,5
1
0,5
0
1,97
1,73
2,17
1,96
2,24
1,73
2,75
1,17
1,54
3,98
2,03
Birmanie
Brunei
Cambodge
Indonésie
Laos
Malaisie
Philippines
Singapour
Thaïlande
Timor-Leste
Vietnam
2 Seuil de renouvellement des générations.
Figure 6 – Taux de mortalité infantile (/1000)
Source : CIA-The World Factbook, 2024
(https://www.cia.gov/the-world-factbook/field/infant-mortality-rate/).
50
45
40
35
30
25
20
15
10
5
0
32,1
10
27,9
18,9
35,4
6,4
22
1,5
6,3
32,2
14,1
Birmanie
Brunei
Cambodge
Indonésie
Laos
Malaisie
Philippines
Singapour
Thaïlande
Timor-Leste
Vietnam

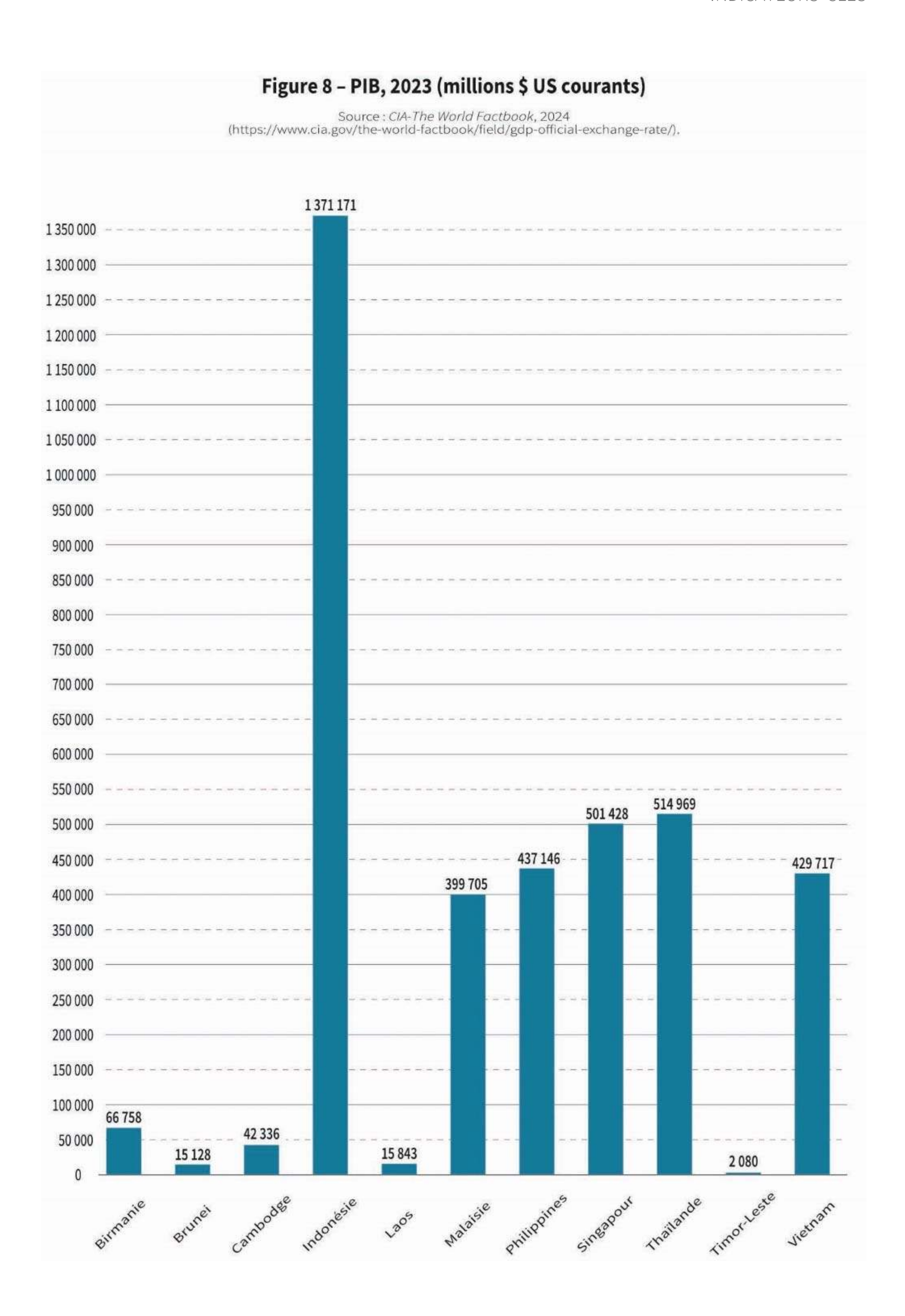


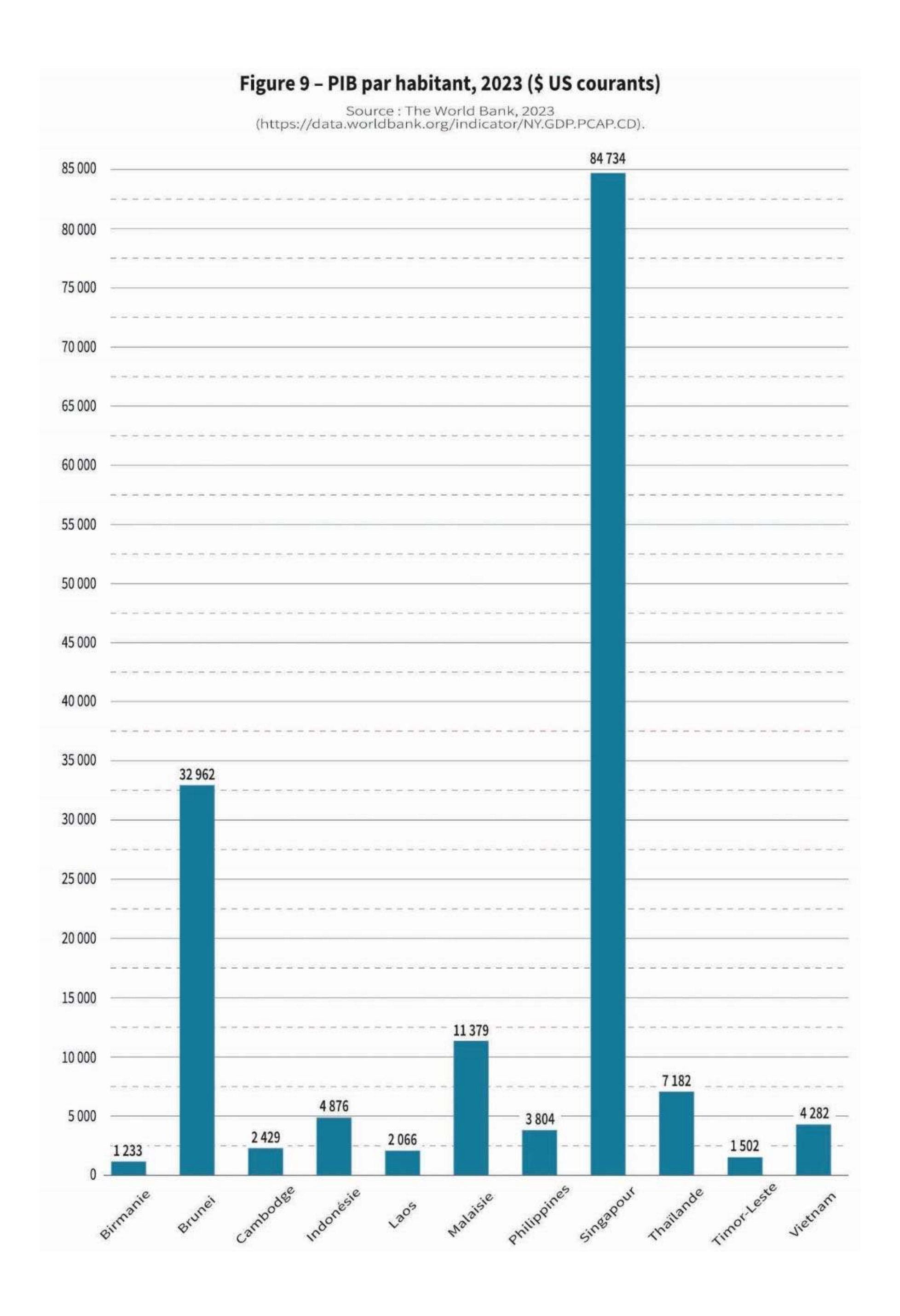
Projection de la population urbaine

	Birmanie	Brunei	Cambodge	Indonésie	Laos	Malaisie	Philippines	Singapour	Thaïlande	Timor-Leste	Vietnam
2030	19 717 226	391 231	5 466 334	185 931 844	3 584 411	31 047 372	61 826 266	6 140 315	41 603 816	535 229	46 346 517
2050	27 631 474	445 125	9 025 452	233 495 063	5 432 654	38 676 043	83 011 879	6 143 685	46 111 439	826 471	63 062 607

Projection de la population totale

	Birmanie	Brunei	Cambodge	Indonésie	Laos	Malaisie	Philippines	Singapour	Thaïlande	Timor-Leste	Vietnam
2030	56 351 031	482 447	18 827 388	295 876 648	8 357 023	37 961 719	121 408 895	6 140 315	71 215 022	1 519 804	104 254 902
2050	58 623 232	519 551	21 931 455	320 712 949	9 757 285	44 289 772	134 373 439	6 143 685	66 382 735	1 889 249	110 008 908


Figure 8 – PIB, 2023 (millions $ US courants)
Source : CIA-The World Factbook, 2024
(https://www.cia.gov/the-world-factbook/field/gdp-official-exchange-rate/).
1 350 000
1 300 000
1 250 000
1 200 000
1 150 000
1 100 000
1 050 000
1 000 000
950 000
900 000
850 000
800 000
750 000
700 000
650 000
600 000
550 000
500 000
450 000
400 000
350 000
300 000
250 000
200 000
150 000
100 000
50 000
0
66 758
15 128
42 336
1 371 171
15 843
399 705
437 146
501 428
514 969
2 080
429 717
Birmanie
Brunei
Cambodge
Indonésie
Laos
Malaisie
Philippines
Singapour
Thaïlande
Timor-Leste
Vietnam


Figure 9 – PIB par habitant, 2023 ($ US courants)
Source : The World Bank, 2023
(https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.CD).
85 000
80 000
75 000
70 000
65 000
60 000
55 000
50 000
45 000
40 000
35 000
30 000
25 000
20 000
15 000
10 000
5 000
0
1 233
32 962
2 429
4 876
2 066
11 379
3 804
84 734
7 182
1 502
4 282
Birmanie
Brunei
Cambodge
Indonésie
Laos
Malaisie
Philippines
Singapour
Thaïlande
Timor-Leste
Vietnam

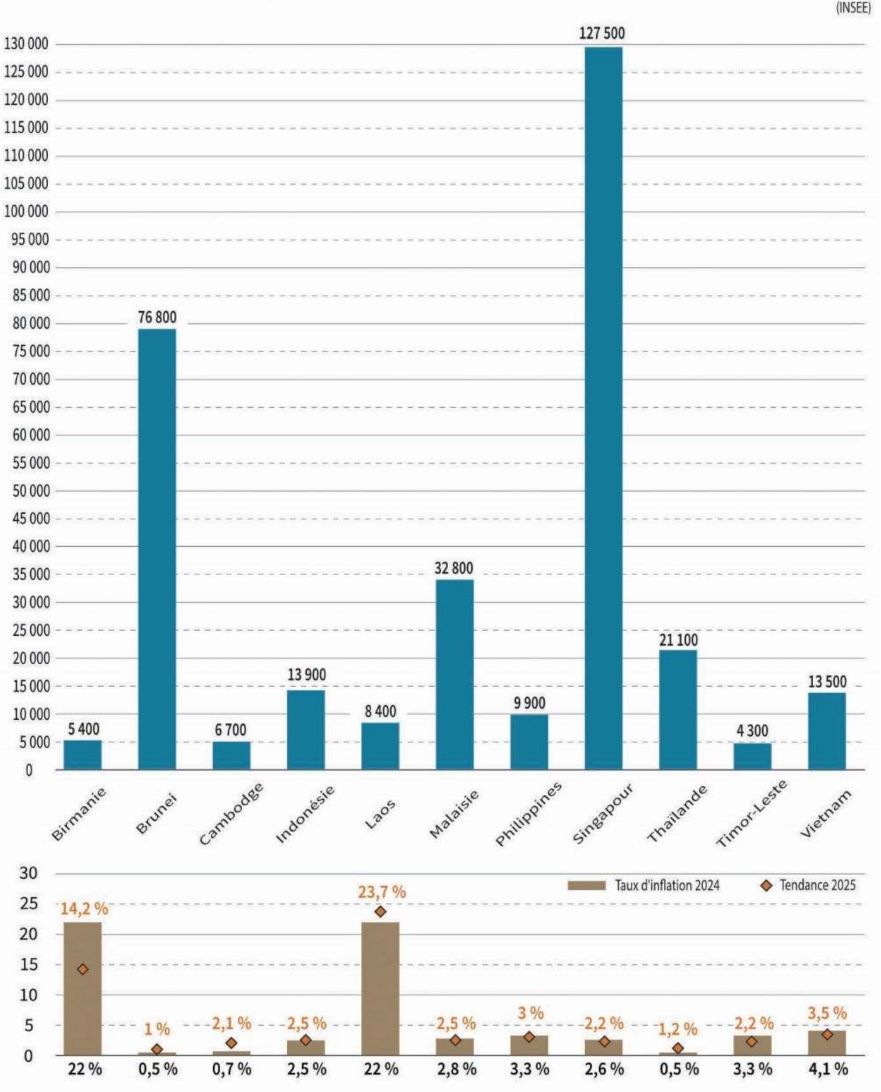
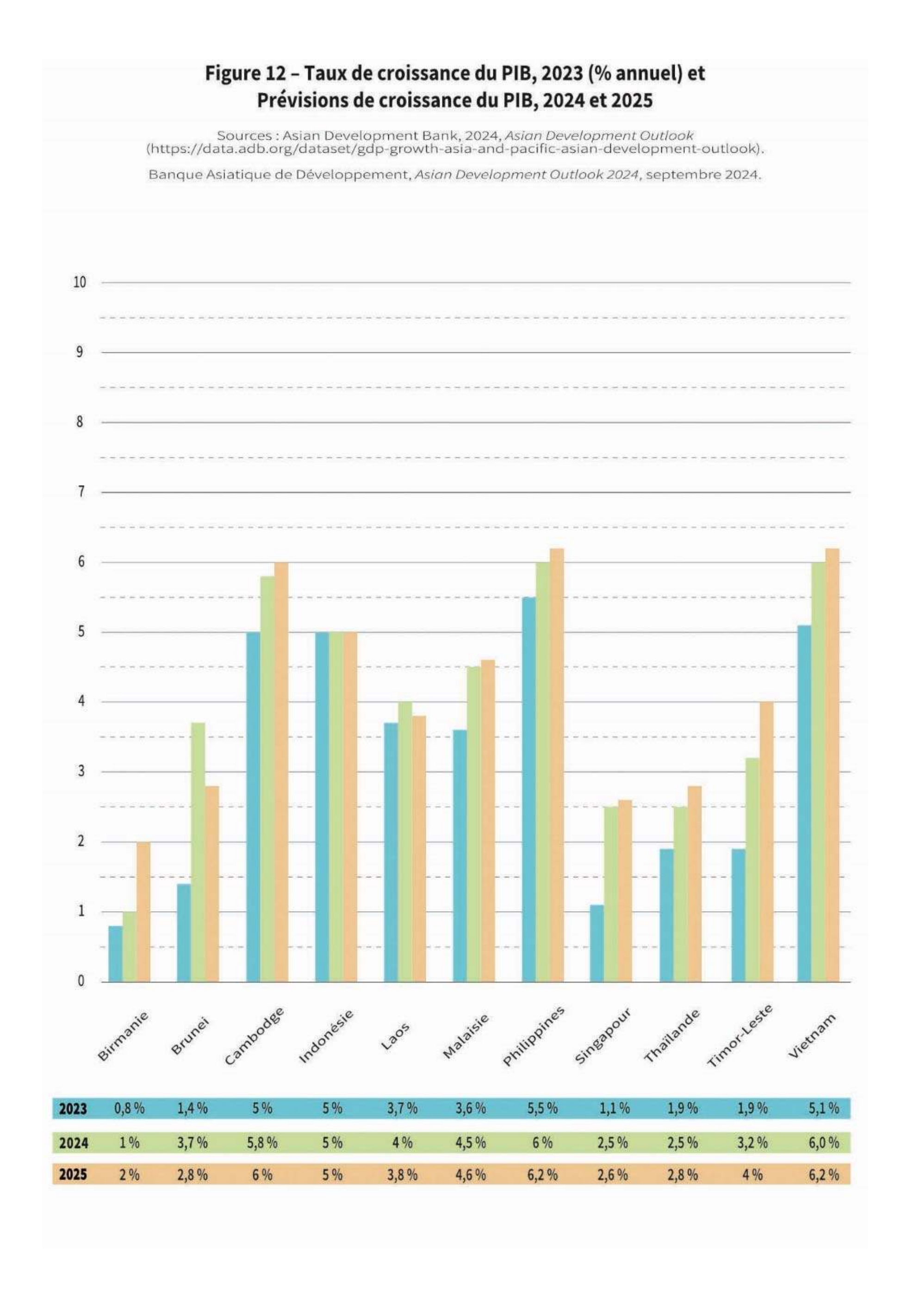


Figure 10 – PIB par habitant en PPA, 2023 ($ US)

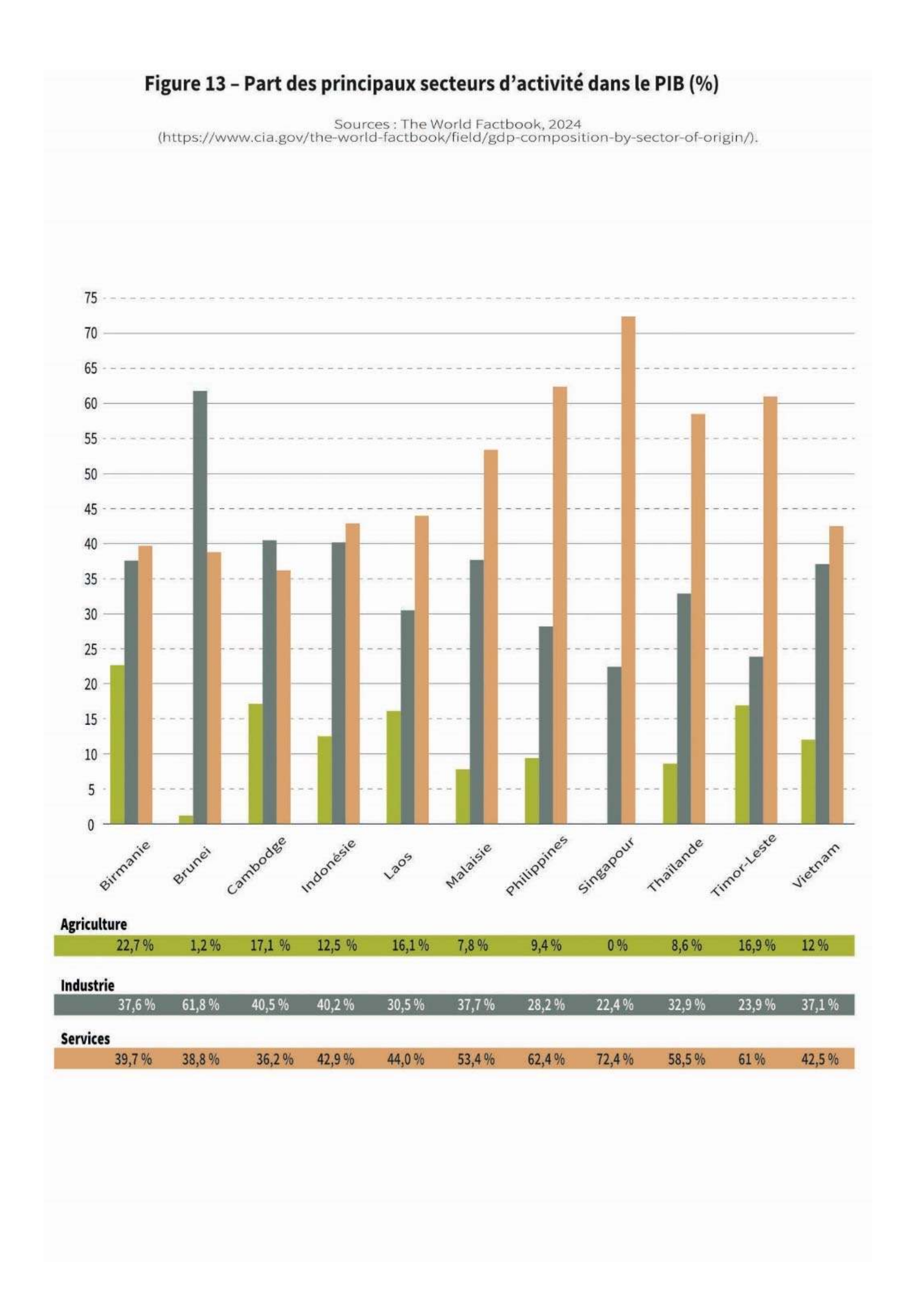
Source : *CIA-The World Factbook*, 2024 (https://www.cia.gov/the-world-factbook/field/real-gdp-per-capita/country-comparison/).

Figure 11 – Prix à la consommation, taux d'inflation 2024 et tendance 2025 (% annuel)

Source : Fonds Monétaire International, octobre 2023, *World Economic Outlook* (https://www.imf.org/external/datamapper/PCPIPCH@WEO/OEMDC/ADVEC/WEOWORLD/MMR).



	Birmanie	Brunei	Cambodge	Indonésie	Laos	Malaisie	Philippines	Singapour	Thaïlande	Timor-Leste	Vietnam
2023	0,8 %	1,4 %	5 %	5 %	3,7 %	3,6 %	5,5 %	1,1 %	1,9 %	1,9 %	5,1 %
2024	1 %	3,7 %	5,8 %	5 %	4 %	4,5 %	6 %	2,5 %	2,5 %	3,2 %	6,0 %
2025	2 %	2,8 %	6 %	5 %	3,8 %	4,6 %	6,2 %	2,6 %	2,8 %	4 %	6,2 %


Figure 13 – Part des principaux secteurs d'activité dans le PIB (%)
Sources : The World Factbook, 2024
(https://www.cia.gov/the-world-factbook/field/gdp-composition-by-sector-of-origin/).
75
70
65
60
55
50
45
40
35
30
25
20
15
10
5
0
Birmanie
Brunei
Cambodge
Indonésie
Laos
Malaisie
Philippines
Singapour
Thaïlande
Timor-Leste
Vietnam
Agriculture
22,7 % 1,2 % 17,1 % 12,5 % 16,1 % 7,8 % 9,4 % 0 % 8,6 % 16,9 % 12 %
Industrie
37,6 % 61,8 % 40,5 % 40,2 % 30,5 % 37,7 % 28,2 % 22,4 % 32,9 % 23,9 % 37,1 %
Services
39,7 % 38,8 % 36,2 % 42,9 % 44,0 % 53,4 % 62,4 % 72,4 % 58,5 % 61 % 42,5 %

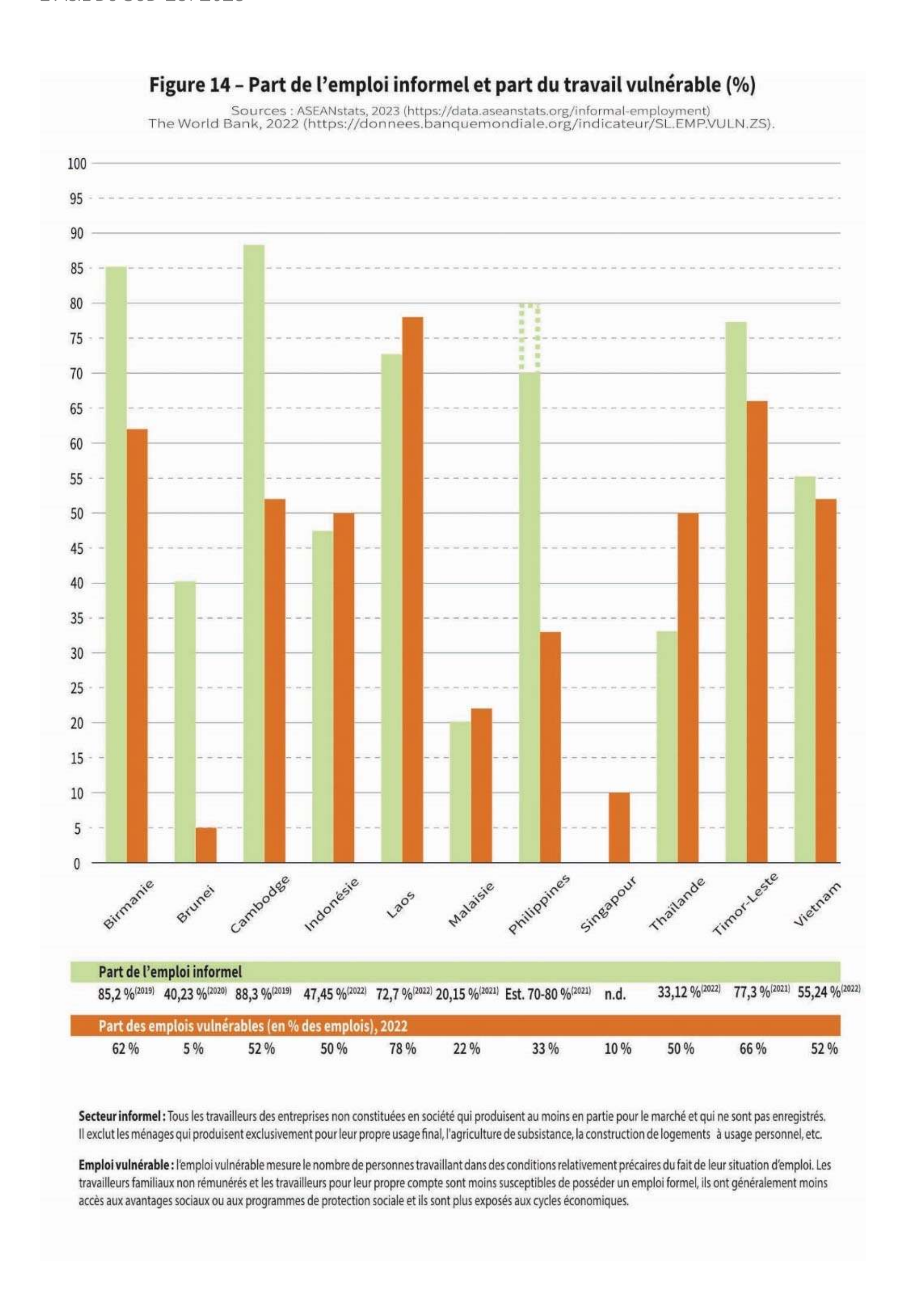


Figure 14 – Part de l'emploi informel et part du travail vulnérable (%)

Sources : ASEANstats, 2023 (https://data.aseanstats.org/informal-employment)
The World Bank, 2022 (https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SL.EMP.VULN.ZS).

	Birmanie	Brunei	Cambodge	Indonésie	Laos	Malaisie	Philippines	Singapour	Thaïlande	Timor-Leste	Vietnam
Part de l'emploi informel	85,2 % (2019)	40,23 % (2020)	88,3 % (2019)	47,45 % (2022)	72,7 % (2022)	20,15 % (2021)	Est. 70-80 % (2021)	n.d.	33,12 % (2022)	77,3 % (2021)	55,24 % (2022)
Part des emplois vulnérables (en % des emplois), 2022	62 %	5 %	52 %	50 %	78 %	22 %	33 %	10 %	50 %	66 %	52 %

Secteur informel : Tous les travailleurs des entreprises non constituées en société qui produisent au moins en partie pour le marché et qui ne sont pas enregistrés. Il exclut les ménages qui produisent exclusivement pour leur propre usage final, l'agriculture de subsistance, la construction de logements à usage personnel, etc.

Emploi vulnérable : l'emploi vulnérable mesure le nombre de personnes travaillant dans des conditions relativement précaires du fait de leur situation d'emploi. Les travailleurs familiaux non rémunérés et les travailleurs pour leur propre compte sont moins susceptibles de posséder un emploi formel, ils ont généralement moins accès aux avantages sociaux ou aux programmes de protection sociale et ils sont plus exposés aux cycles économiques.

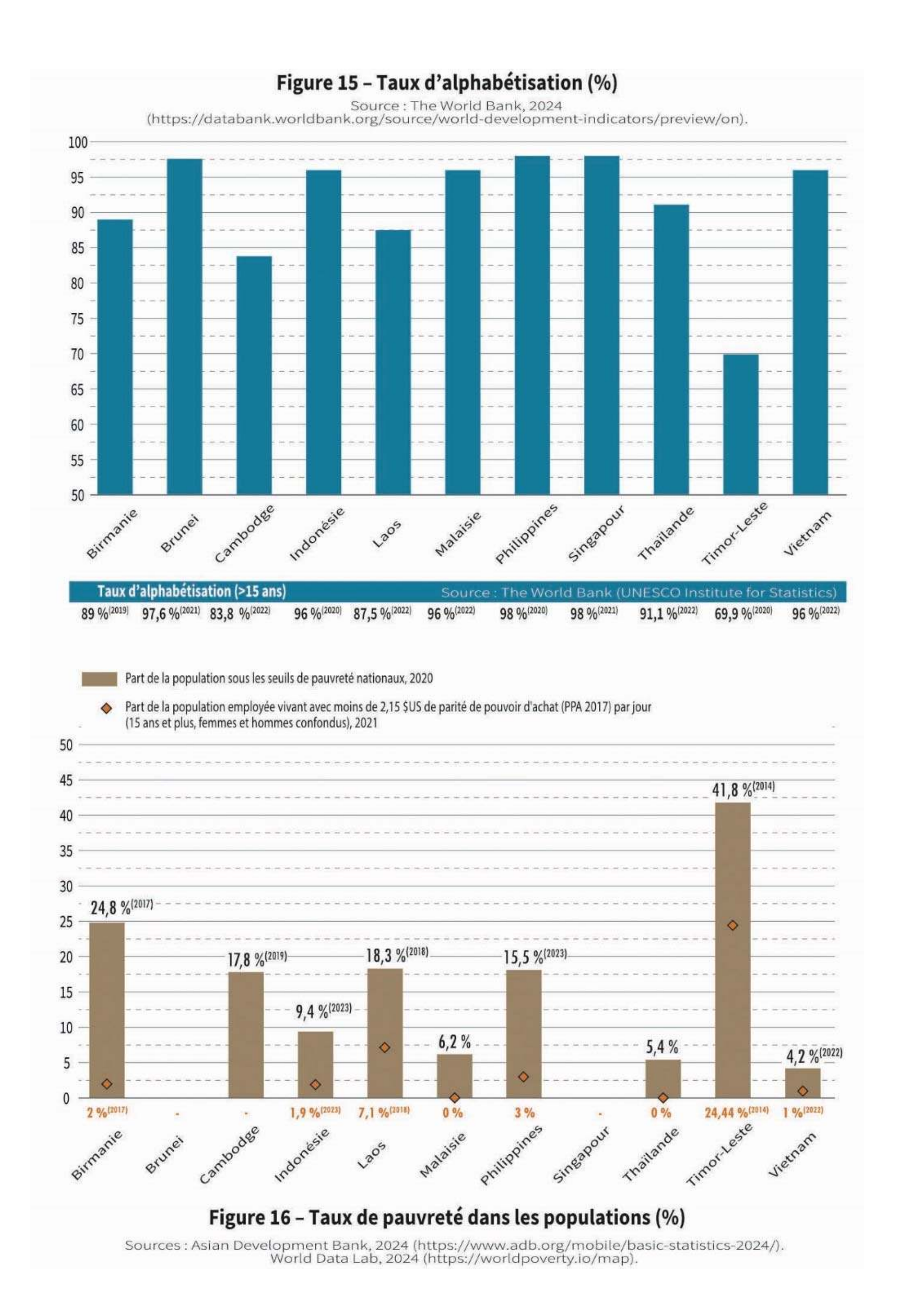


Figure 16 – Taux de pauvreté dans les populations (%)

Sources : Asian Development Bank, 2024 (https://www.adb.org/mobile/basic-statistics-2024/).
World Data Lab, 2024 (https://worldpoverty.io/map).

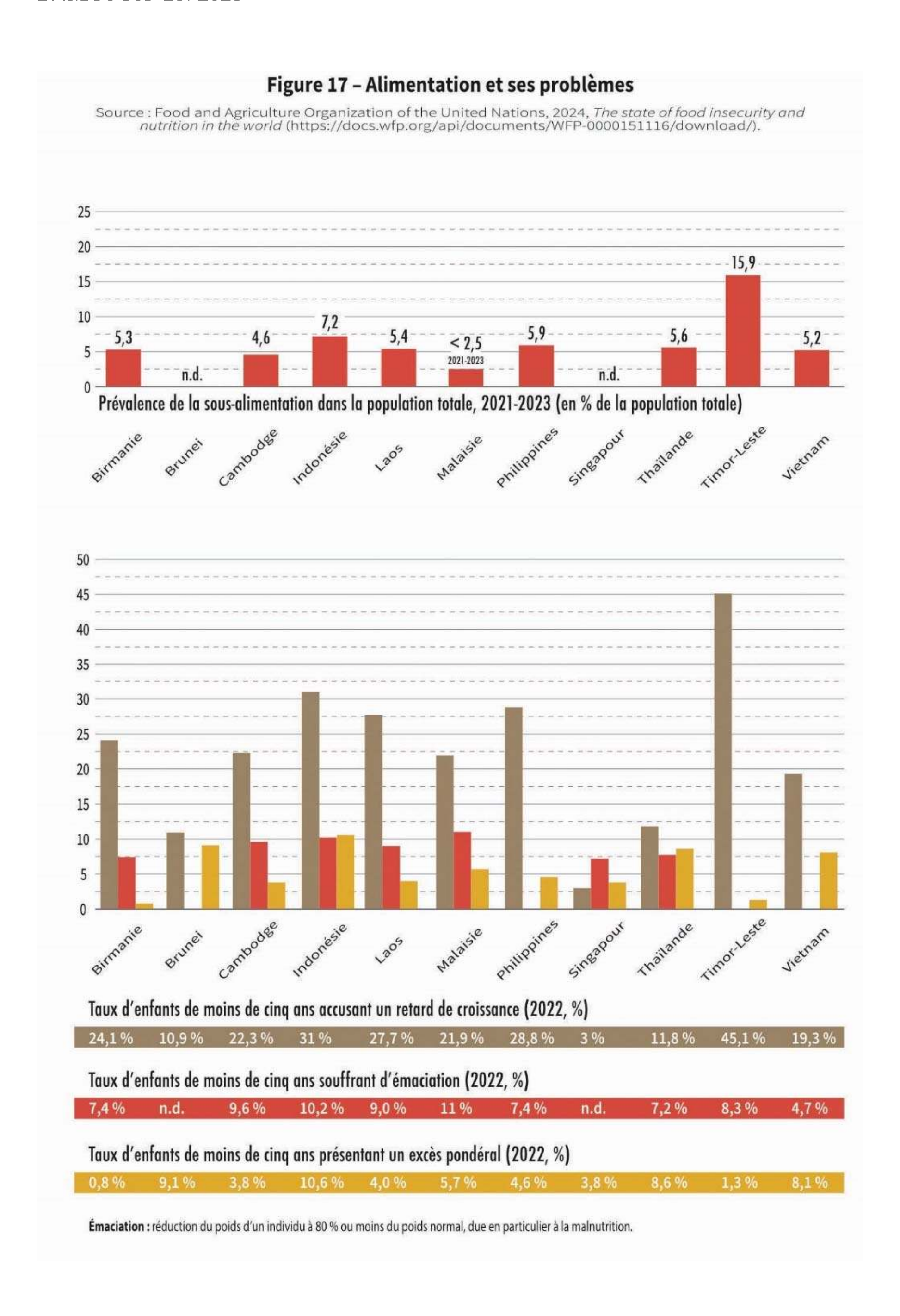
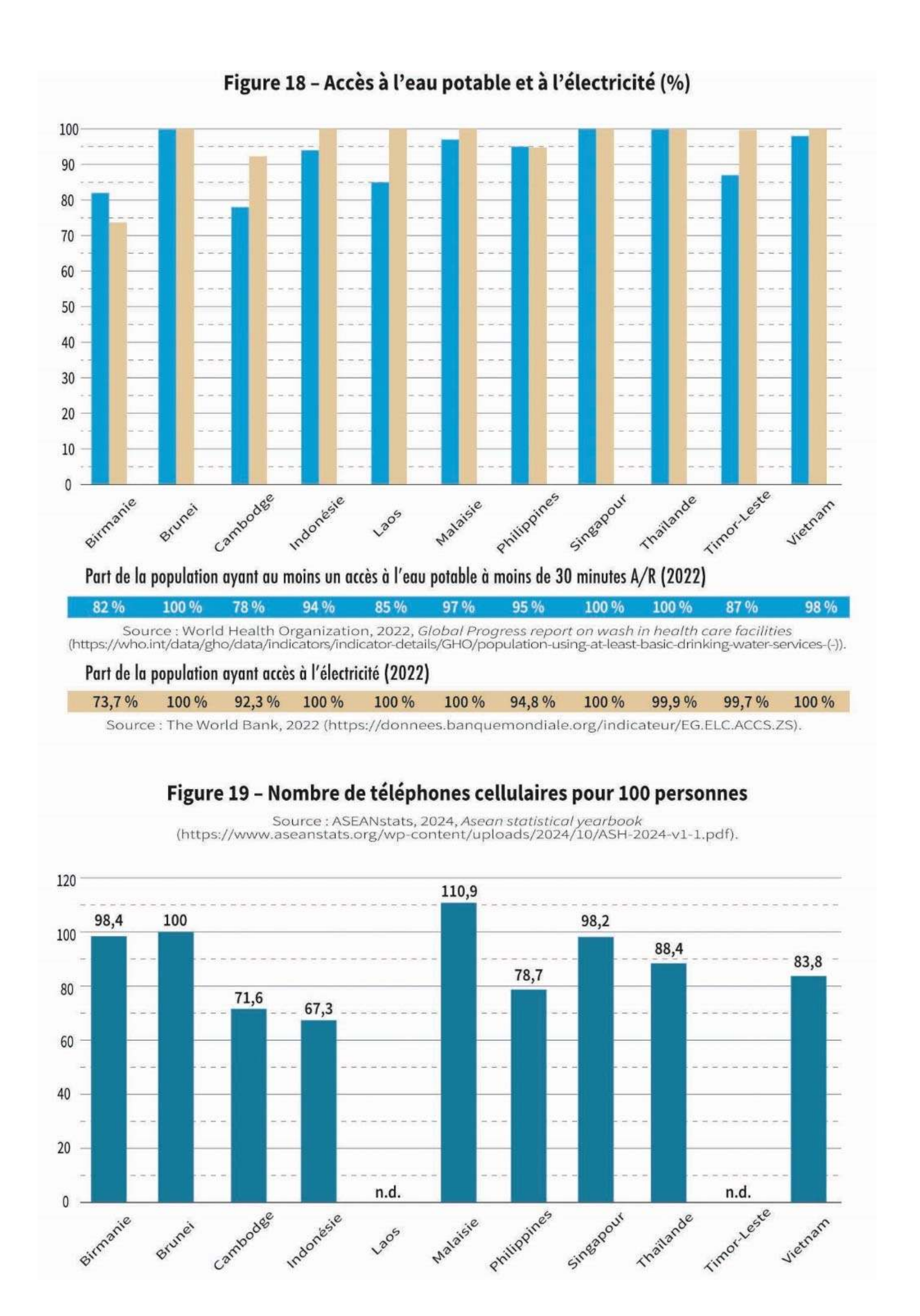
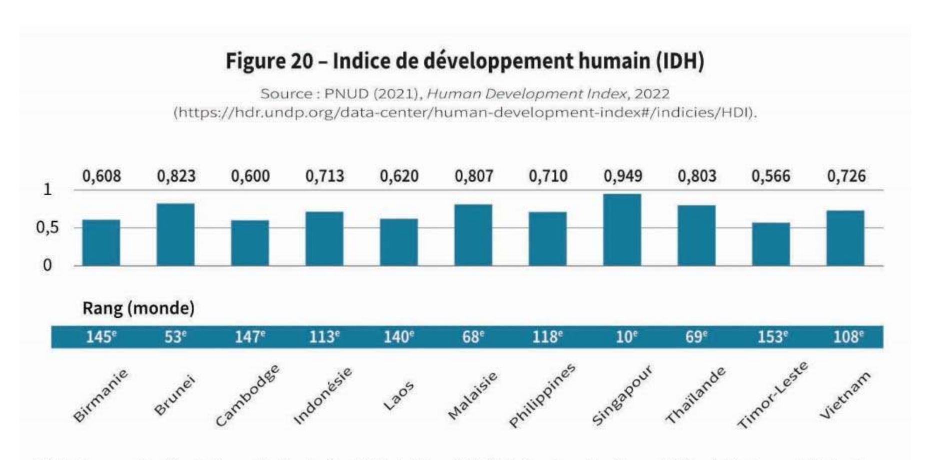


Figure 17 – Alimentation et ses problèmes

Source : Food and Agriculture Organization of the United Nations, 2024, *The state of food insecurity and nutrition in the world* (https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000151116/download/).


Figure 18 – Accès à l'eau potable et à l'électricité (%)
0
10
20
30
40
50
60
70
80
90
100
Birmanie
Brunei
Cambodge
Indonésie
Laos
Malaisie
Philippines
Singapour
Thaïlande
Timor-Leste
Vietnam
Part de la population ayant au moins un accès à l'eau potable à moins de 30 minutes A/R (2022)
82 % 100 % 78 % 94 % 85 % 97 % 95 % 100 % 100 % 87 % 98 %
Source : World Health Organization, 2022, Global Progress report on wash in health care facilities
(https://who.int/data/gho/data/indicators/indicator-details/GHO/population-using-at-least-basic-drinking-water-services-(-)).
Part de la population ayant accès à l'électricité (2022)
73,7 % 100 % 92,3 % 100 % 100 % 100 % 94,8 % 100 % 99,9 % 99,7 % 100 %
Source : The World Bank, 2022 (https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/EG.ELC.ACCS.ZS).
Figure 19 – Nombre de téléphones cellulaires pour 100 personnes
Source : ASEANstats, 2024, Asean statistical yearbook
(https://www.aseanstats.org/wp-content/uploads/2024/10/ASH-2024-v1-1.pdf).
0
20
40
60
80
100
120
98,4
100
71,6
67,3
n.d.
110,9
78,7
98,2
88,4
n.d.
83,8
Birmanie
Brunei
Cambodge
Indonésie
Laos
Malaisie
Philippines
Singapour
Thaïlande
Timor-Leste
Vietnam

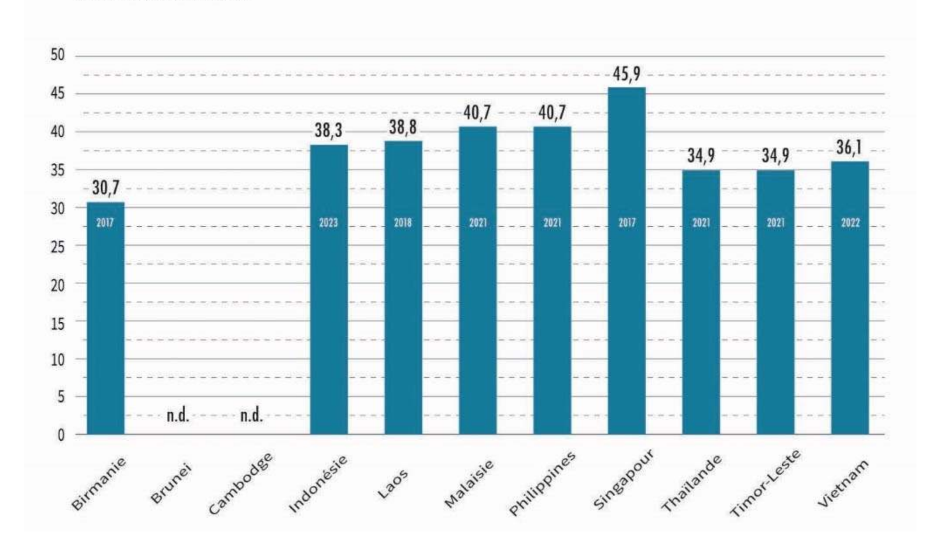


IDH : indice composite créé par les économistes Amartya Sen et Mahbub ul Haq en 1990 afin de répondre aux insuffisances du PIB par habitant comme indicateur de développement d'un pays. Adopté par le PNUD, l'IDH mesure le niveau de développement moyen auquel se trouve un pays donné selon trois critères : l'espérance de vie à la naissance, le niveau (nombre moyen d'années de scolarisation pour les adultes âgés de 25 ans et plus et des années attendues de scolarisation pour les enfants en âge d'entrer à l'école), et le PIB par habitant. Il est compris entre 0 (score le plus bas) et 1.

Figure 21 – Indice de Gini 2021

Source : *CIA-The World Factbook*, 2024
(https://cia.gov/the-world-factbook/field/gini-index-coefficient-distribution-of-family-income/country-comparison/).

Gini : L'indice ou coefficient de Gini est une mesure de la distribution des richesses (salaires, revenus, patrimoine) au sein d'une population donnée. Il donne donc le niveau d'inégalité sur une échelle de 1 (ou 0 %) à 100 (ou 100 %), où 0 représente une égalité parfaite et 1 correspond à un inégalité absolue (une personne possède la totalité de la richesse nationale).



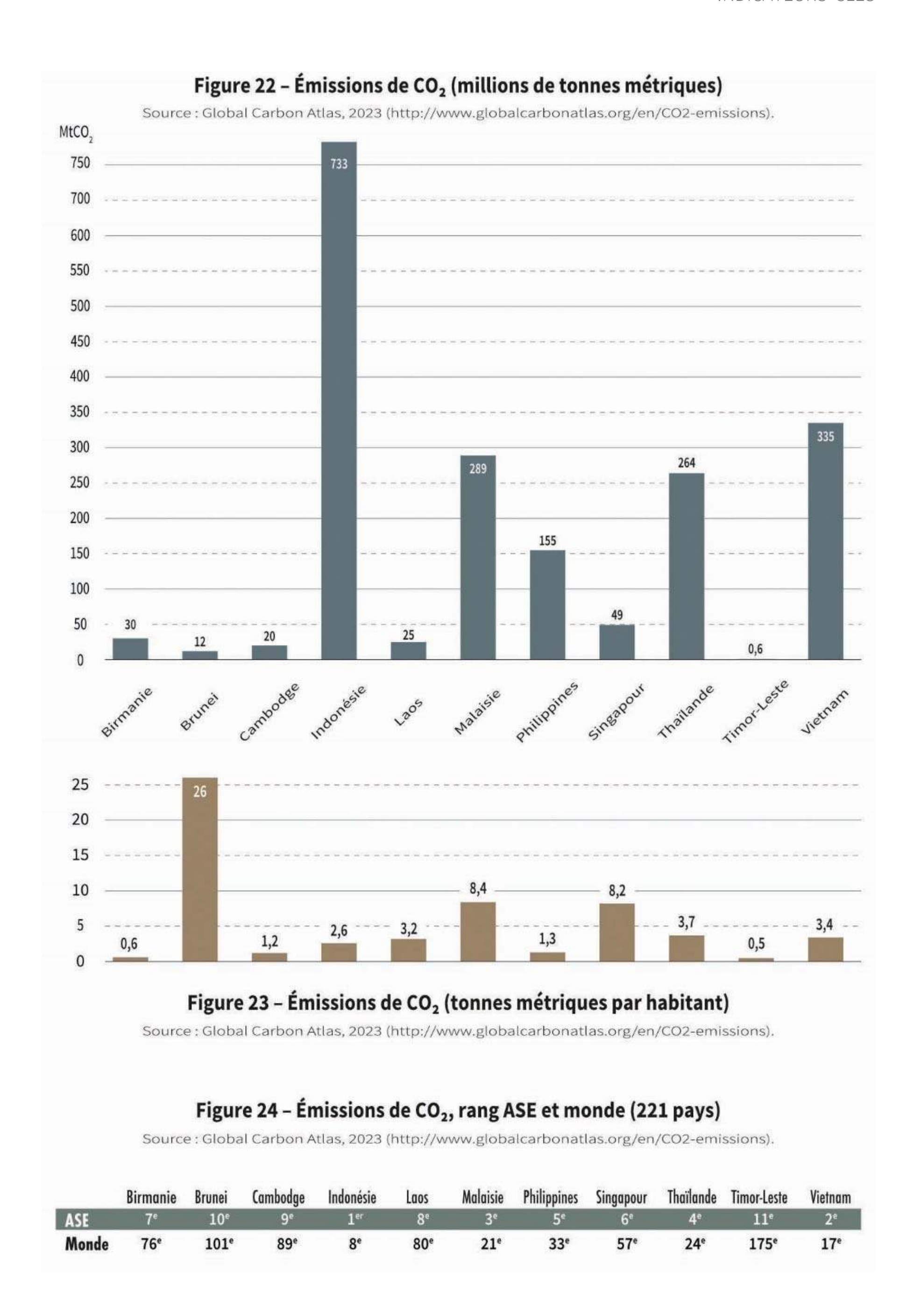


Figure 22 – Émissions de CO_2 (millions de tonnes métriques)

Source : Global Carbon Atlas, 2023 (http://www.globalcarbonatlas.org/en/CO2-emissions).

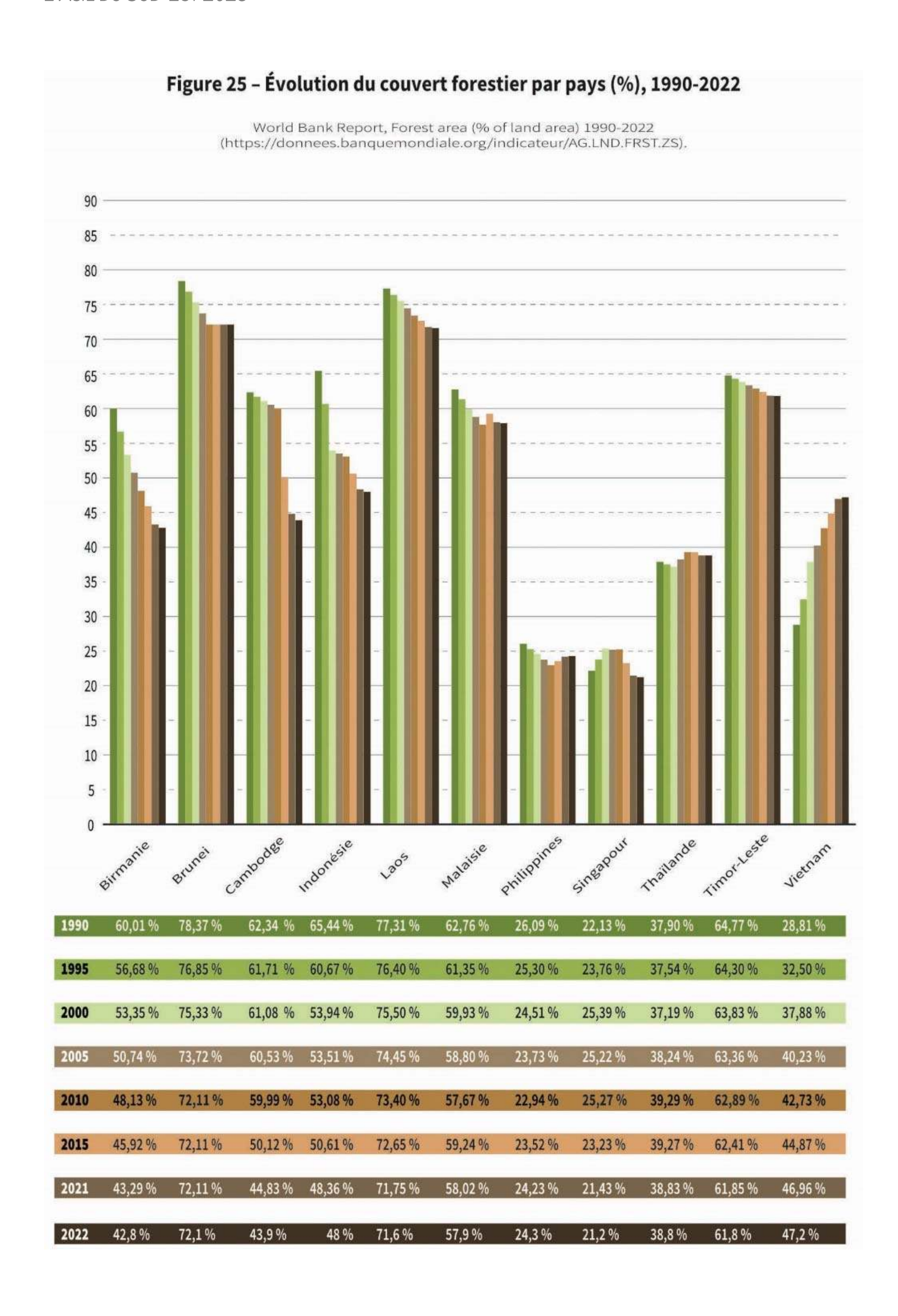
Figure 23 – Émissions de CO_2 (tonnes métriques par habitant)

Source : Global Carbon Atlas, 2023 (http://www.globalcarbonatlas.org/en/CO2-emissions).

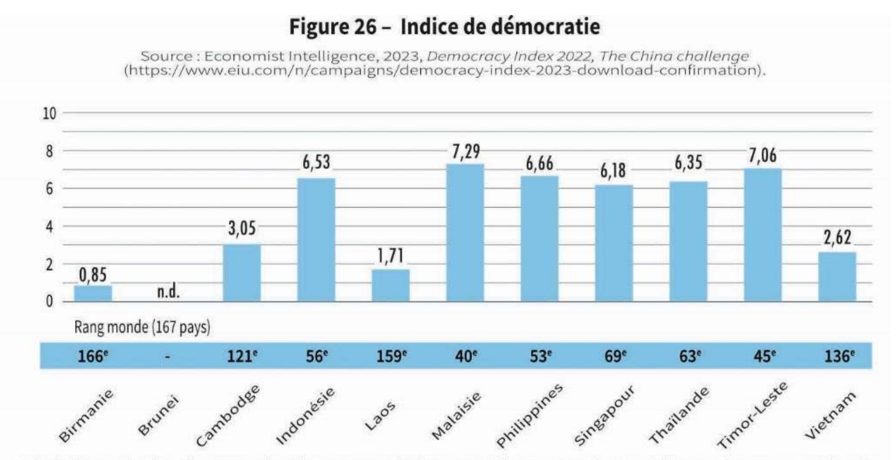
Figure 24 – Émissions de CO_2, rang ASE et monde (221 pays)

Source : Global Carbon Atlas, 2023 (http://www.globalcarbonatlas.org/en/CO2-emissions).

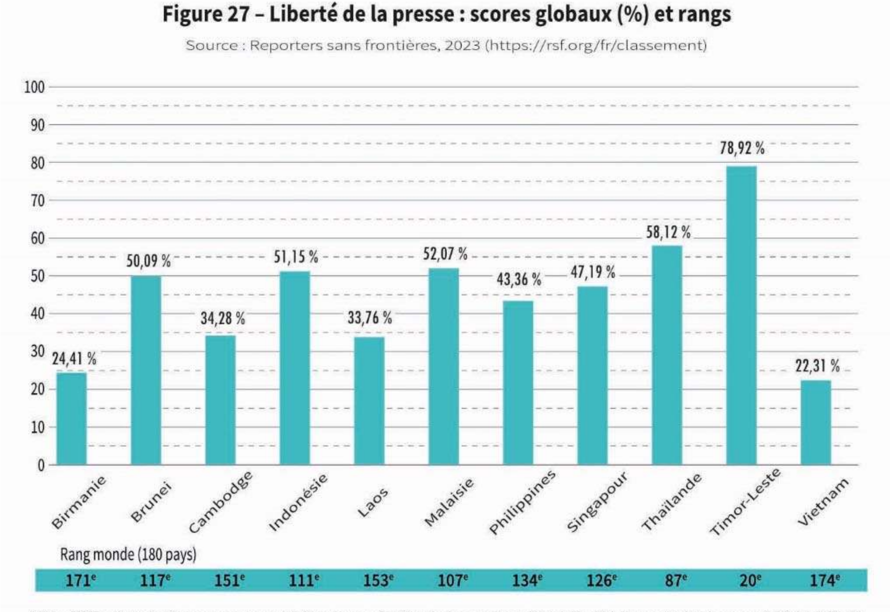
	Birmanie	Brunei	Cambodge	Indonésie	Laos	Malaisie	Philippines	Singapour	Thaïlande	Timor-Leste	Vietnam
ASE	7e	10e	9e	1er	8e	3e	5e	6e	4e	11e	2e
Monde	76e	101e	89e	8e	80e	21e	33e	57e	24e	175e	17e



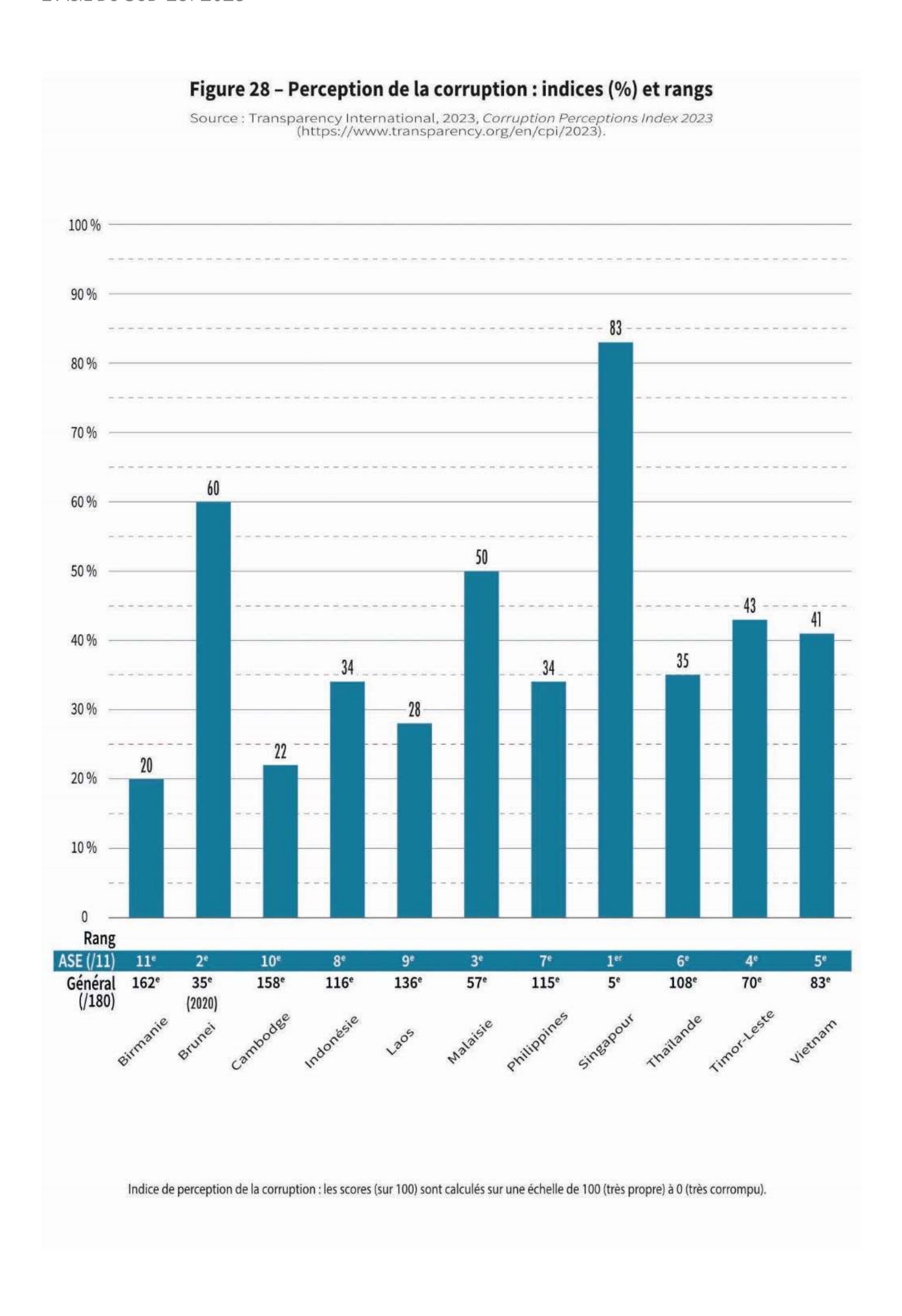
	Birmanie	Brunei	Cambodge	Indonésie	Laos	Malaisie	Philippines	Singapour	Thaïlande	Timor-Leste	Vietnam
1990	60,01 %	78,37 %	62,34 %	65,44 %	77,31 %	62,76 %	26,09 %	22,13 %	37,90 %	64,77 %	28,81 %
1995	56,68 %	76,85 %	61,71 %	60,67 %	76,40 %	61,35 %	25,30 %	23,76 %	37,54 %	64,30 %	32,50 %
2000	53,35 %	75,33 %	61,08 %	53,94 %	75,50 %	59,93 %	24,51 %	25,39 %	37,19 %	63,83 %	37,88 %
2005	50,74 %	73,72 %	60,53 %	53,51 %	74,45 %	58,80 %	23,73 %	25,22 %	38,24 %	63,36 %	40,23 %
2010	48,13 %	72,11 %	59,99 %	53,08 %	73,40 %	57,67 %	22,94 %	25,27 %	39,29 %	62,89 %	42,73 %
2015	45,92 %	72,11 %	50,12 %	50,61 %	72,65 %	59,24 %	23,52 %	23,23 %	39,27 %	62,41 %	44,87 %
2021	43,29 %	72,11 %	44,83 %	48,36 %	71,75 %	58,02 %	24,23 %	21,43 %	38,83 %	61,85 %	46,96 %
2022	42,8 %	72,1 %	43,9 %	48 %	71,6 %	57,9 %	24,3 %	21,2 %	38,8 %	61,8 %	47,2 %

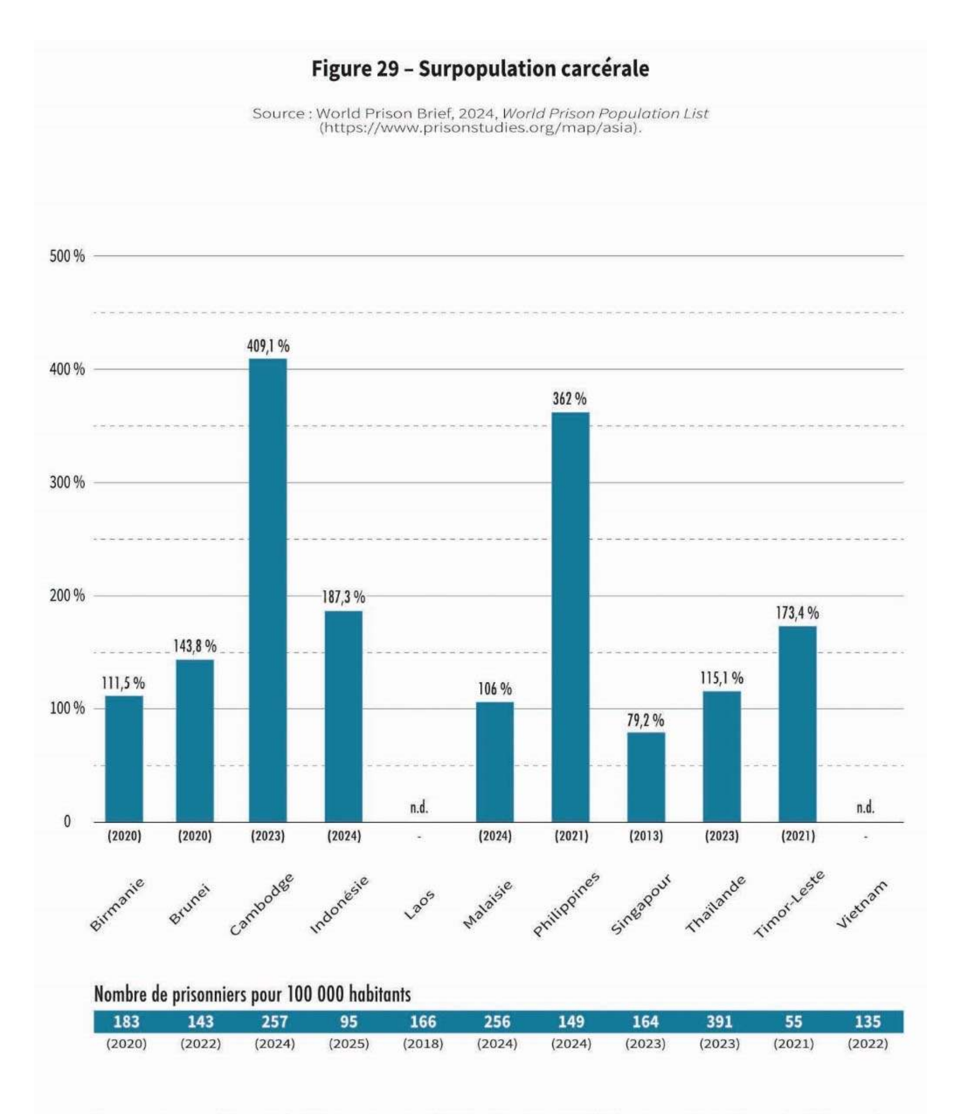


Indice de démocratie : indice crée en 2006 par l'unité de renseignement de *The Economist*. Il fournit un aperçu du niveau de démocratie dans 167 pays, sur la base de 5 catégories : le processus électoral et le pluralisme, les libertés civiles, le fonctionnement du gouvernement, la participation politique, et la culture politique. En fonction de la moyenne obtenue sur les 60 critères utilisés, une note sur une échelle de 1 à 10 est attribuée à chaque pays, permettant de le répertorier dans l'une des catégories de régime suivante : démocratie complète (supérieur à 8,01), démocratie imparfaite (de 6,01 à 8), régime hybride (de 5,01 à 6) et régime autoritaire (inférieur à 4).



Créé en 2002 par l'organisation non gouvernementale Reporters sans frontières, le classement mondial de la liberté de la presse évalue chaque année l'état de la liberté de la presse à travers 180 pays. Le score global sur 100 % (moyenne des indicateurs politique, économique, social, législatif et sécuritaire) reflète le classement général des libertés d'expression et de presse accordées aux journalistes et aux médias de chaque pays, ainsi que les moyens déployés par les États pour les faire respecter.

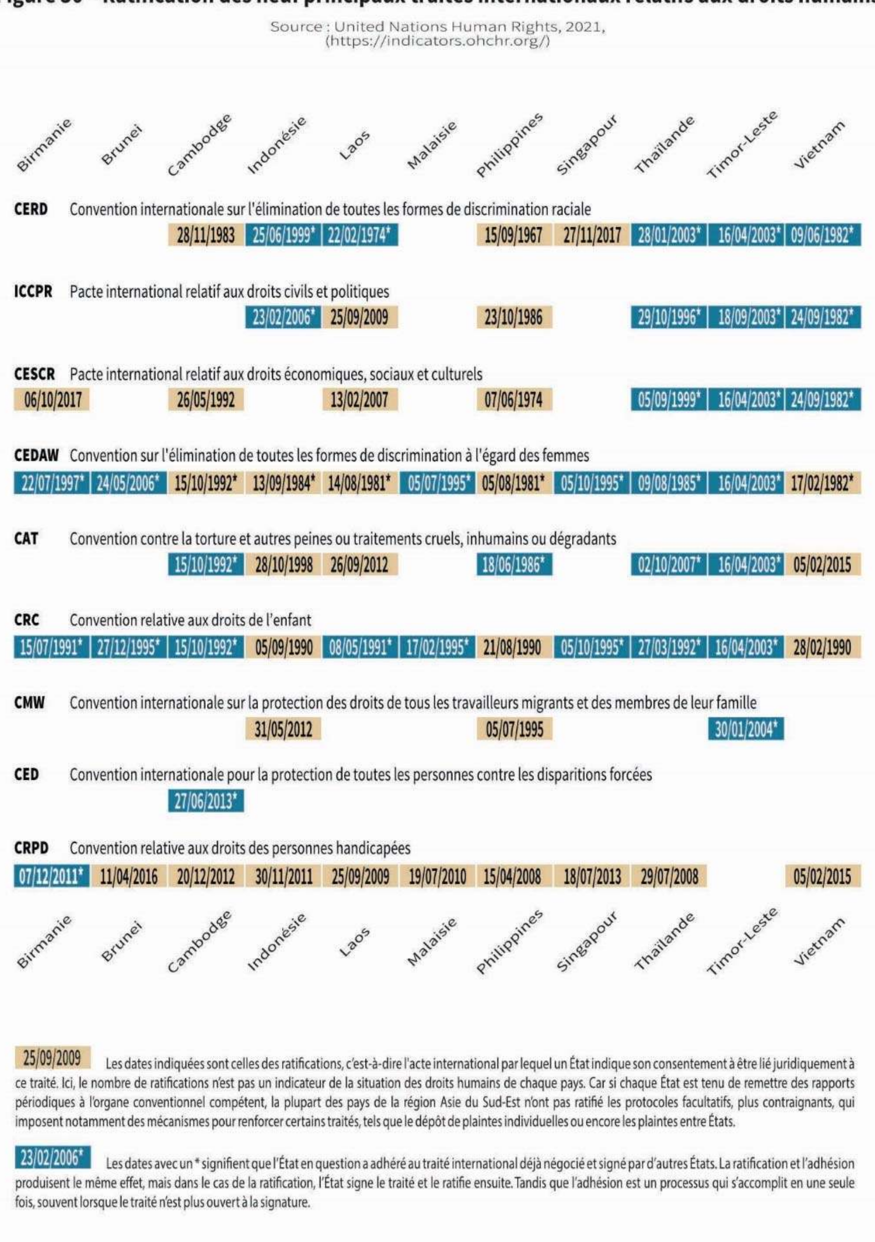

Figure 28 – Perception de la corruption : indices (%) et rangs
Source : Transparency International, 2023, Corruption Perceptions Index 2023 (https://www.transparency.org/en/cpi/2023).
100 %
90 %
80 %
70 %
60 %
50 %
40 %
30 %
20 %
10 %
0
20
60
22
34
28
50
34
83
35
43
41
Rang
ASE (/11)
11e
2e
10e
8e
9e
3e
7e
1er
6e
4e
5e
Général (/180)
162e
35e (2020)
158e
116e
136e
57e
115e
5e
108e
70e
83e
Birmanie
Brunei
Cambodge
Indonésie
Laos
Malaisie
Philippines
Singapour
Thaïlande
Timor-Leste
Vietnam
Indice de perception de la corruption : les scores (sur 100) sont calculés sur une échelle de 100 (très propre) à 0 (très corrompu).



Pour mesurer la surpopulation carcérale, l'indicateur retenu est celui de la densité spatiale, qui est définie par la proportion de détenus présents dans une prison par rapport à l'espace disponible, établi par la capacité nominale de l'établissement. Ici, la densité carcérale correspond au nombre de prisonniers par rapport à la capacité d'accueil officielle du système pénitentiaire.
Les normes les plus détaillées sur ce qui constitue la surpopulation carcérale proviennent du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants. Cet organe du Conseil de l'Europe définit des normes minimales concernant l'espace de vie personnel dans un établissement de détention : six mètres carrés d'espace de vie pour une cellule individuelle, comprenant une annexe sanitaire. Pour les cellules à occupation multiple, les normes sont de quatre mètres carrés d'espace vital par détenu, avec des installations sanitaires entièrement cloisonnées. Dans les deux cas, le Comité précise qu'il faut au moins deux mètres entre les murs de la cellule et au moins deux mètres et demi entre le sol et le plafond.

Figure 30 – Ratification des neuf principaux traités internationaux relatifs aux droits humains

Source : United Nations Human Rights, 2021,
(https://indicators.ohchr.org/)



	Birmanie	Brunei	Cambodge	Indonésie	Laos	Malaisie	Philippines	Singapour	Thaïlande	Timor-Leste	Vietnam
CERD Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale			28/11/1983	25/06/1999*	22/02/1974*		15/09/1967	27/11/2017	28/01/2003*	16/04/2003*	09/06/1982*
ICCPR Pacte international relatif aux droits civils et politiques				23/02/2006*	25/09/2009		23/10/1986		29/10/1996*	18/09/2003*	24/09/1982*
CESCR Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels	06/10/2017		26/05/1992		13/02/2007		07/06/1974		05/09/1999*	16/04/2003*	24/09/1982*
CEDAW Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes	22/07/1997*	24/05/2006*	15/10/1992*	13/09/1984*	14/08/1981*	05/07/1995*	05/08/1981*	05/10/1995*	09/08/1985*	16/04/2003*	17/02/1982*
CAT Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants			15/10/1992*	28/10/1998	26/09/2012		18/06/1986*		02/10/2007*	16/04/2003*	05/02/2015
CRC Convention relative aux droits de l'enfant	15/07/1991*	27/12/1995*	15/10/1992*	05/09/1990	08/05/1991*	17/02/1995*	21/08/1990	05/10/1995*	27/03/1992*	16/04/2003*	28/02/1990
CMW Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille				31/05/2012			05/07/1995			30/01/2004*	
CED Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées			27/06/2013*								
CRPD Convention relative aux droits des personnes handicapées	07/12/2011*	11/04/2016	20/12/2012	30/11/2011	25/09/2009	19/07/2010	15/04/2008	18/07/2013	29/07/2008		05/02/2015

25/09/2009 Les dates indiquées sont celles des ratifications, c'est-à-dire l'acte international par lequel un État indique son consentement à être lié juridiquement à ce traité. Ici, le nombre de ratifications n'est pas un indicateur de la situation des droits humains de chaque pays. Car si chaque État est tenu de remettre des rapports périodiques à l'organe conventionnel compétent, la plupart des pays de la région Asie du Sud-Est n'ont pas ratifié les protocoles facultatifs, plus contraignants, qui imposent notamment des mécanismes pour renforcer certains traités, tels que le dépôt de plaintes individuelles ou encore les plaintes entre États.

23/02/2006* Les dates avec un * signifient que l'État en question a adhéré au traité international déjà négocié et signé par d'autres États. La ratification et l'adhésion produisent le même effet, mais dans le cas de la ratification, l'État signe le traité et le ratifie ensuite. Tandis que l'adhésion est un processus qui s'accomplit en une seule fois, souvent lorsque le traité n'est plus ouvert à la signature.





Vous pouvez suivre l'actualité de l'IRASEC sur les réseaux sociaux

revoir les débats et conférences sur la chaîne YouTube de l'IRASEC





et retrouver nos publications sur la plateforme OpenEdition books de l'IRASEC



